

THÈSE DE

PARIS.

1889

N^o. 114.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE LA RESPONSABILITÉ

CONTRACTUELLE ET DÉLICTUELLE

DROIT FRANÇAIS

DES ASSURANCES

CONTRE

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

ASSURANCE COLLECTIVE ET DE RESPONSABILITÉ CIVILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

ERNEST TARBOURIECH

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

BESANÇON

IMPRIMERIE MILLOT FRÈRES ET C^{ie}

20, RUE GAMBETTA, 20

1889

THÈSE POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE LA RESPONSABILITÉ
CONTRACTUELLE ET DÉLICTUELLE

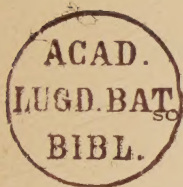
DROIT FRANÇAIS

DES ASSURANCES

CONTRE

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

ASSURANCE COLLECTIVE ET DE RESPONSABILITÉ CIVILE



THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE JEUDI 27 JUIN 1889, A 2 HEURES & DEMIE

PAR

ERNEST TARBOURIECH

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PRÉSIDENT : M. BUFNOIR

Suffragants : { MM. LABBÉ, *Professeur*
LARNAUDE, } *Agrégés*
MASSIGLE, }

BESANÇON

IMPRIMERIE MILLOT FRÈRES ET C^{ie}

20, RUE GAMBETTA, 20

1889

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

DROIT ROMAIN

DROIT ROMAIN

DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE ET DÉLICTEUELLE

CHAPITRE PREMIER

FAITS DONNANT NAISSANCE A LA RESPONSABILITÉ

1. — « Tout fait de l'homme qui cause un dommage à autrui oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. » Ainsi s'exprime l'art. 1382 du Code civil, et l'on peut dire qu'il a donné la formule la plus générale qu'il soit possible de poser du principe de la responsabilité, qu'on peut définir « la nécessité juridique de réparer le dommage illicite causé à autrui. »

Mais ce dommage peut intervenir dans deux situations bien différentes. Il se peut, en effet, qu'il n'existe entre la personne qui est l'auteur du fait dommageable et celle qui en souffre aucun lien de droit; il se peut, au contraire, qu'elles soient unies par une convention anté-

rieure, et que le *damnum* résulte pour le créancier de l'inexécution par le débiteur de son obligation.

En résumé, en prenant le mot responsabilité dans son sens le plus large, on peut dire qu'elle découle de deux sources distinctes : l'autorité de la loi ou la volonté des parties; d'un contrat ou d'un délit, en prenant également ces deux expressions dans un sens large.

Nous aurons donc à étudier dans deux sections distinctes : d'une part, la responsabilité contractuelle, que l'on désigne plus communément sous le nom de *Théorie de la Prestation des Fautes*; de l'autre, le *Damnum injuria datum*, c'est-à-dire la théorie de la loi Aquilie.

SECTION PREMIÈRE

THÉORIE DES FAUTES DANS LES CONTRATS OU QUASI-CONTRATS

2. — Lorsqu'il existe entre deux personnes un lien obligatoire, il doit être normalement dénoué par le paiement; autrement dit, le débiteur est tenu d'exécuter son obligation. Mais il se peut qu'il ne l'exécute pas du tout ou ne l'exécute qu'imparfaitement. Dans quels cas sa responsabilité va-t-elle se trouver engagée par le fait du dommage qui résultera pour le créancier de cette inexécution (1)?

Remarquons d'abord que la question est sans intérêt pour les obligations qui consistent à donner des choses déterminées seulement *in genere*, car tous les risques incombent au débiteur; elle ne peut donc se poser que dans les obligations ayant pour objet un fait ou un corps certain.

(1) Cette inexécution peut se produire non pas seulement quant à l'OBJET, mais quant au lieu ou au temps du paiement. Dans toute notre étude, nous n'envisagerons que l'inexécution quant à l'objet, qui seule rentre dans le cadre de notre sujet.

3. — L'inexécution de l'obligation peut être le résultat soit du fait du débiteur soit « d'une cause qui lui est étrangère et qui ne saurait lui être imputée » (art. 1147 du C. c.). D'abord, il est possible que l'inexécution de l'obligation provienne d'événements que le débiteur n'a ni provoqués ni pu empêcher, et qu'on désigne par le mot de cas fortuits ou *casus*. Et sous cette expression générale, on comprend deux séries d'événements distincts. D'abord ceux qui sont dus aux lois de la nature physique, comme la mort d'un esclave ou d'un animal, par vieillesse ou suite de maladie (L. 5, § 4, D. xiii, 6 ; § 3 Inst. iii, 23 ; L. 23, in f., L. 17), l'incendie dû à la chute de la foudre, l'inondation ; auxquels cas les textes réservent en général les mots *casus*, *fatalitas*. (L. 31 pr., xix, 1 ; L. 5, § 4, xiii, 6), et aussi ceux qui proviennent du fait de personnes étrangères que le débiteur n'a pu prévoir et empêcher, par exemple le vol à main armée. Les sources désignent en général ces circonstances sous le nom de force majeure, *vis major*.

Le débiteur ne peut être tenu de l'inexécution qui résulte ainsi de faits qui lui sont étrangers. Ce principe de bon sens et d'équité semble recevoir une exception. On dit souvent que le débiteur est responsable lorsqu'il manque à son obligation par suite d'un événement accidentel en lui-même, mais amené par son dol ou sa faute, ce qu'on exprime en disant qu'il répond des cas fortuits qu'il a lui-même occasionnés par sa faute. Il n'y a pas là à proprement parler une exception, et l'expression *casus culpa determinatus* est vicieuse. S'il est responsable, ce n'est pas par suite du cas fortuit, mais à raison du dol ou de la faute qu'il a commis (1).

(1) C'est ainsi que le vol de la chose due ne constitue pas toujours un événement accidentel libérant le débiteur : il n'en est ainsi que s'il est arrivé malgré les soins d'un bon père de famille apportés par le débiteur à la garde de la chose ; cela sera toujours au cas de vol avec violence (L. 31, xix, 1 ; et 5, § 4, xiii, 6). Mais cela peut se produire par-

Et, remarquons-le bien, cette règle, que les parties ne répondent pas des cas fortuits, s'applique aussi bien aux contrats synallagmatiques, dans lesquels les deux parties se doivent des prestations réciproques, que dans les contrats unilatéraux, dans lesquels une seule partie est engagée. En sorte que si dans un contrat bilatéral une des deux parties contractantes se trouve mise par une force majeure dans l'impossibilité d'exécuter l'obligation mise à sa charge, elle n'est pas privée du droit d'exiger la prestation qui lui est due par la partie adverse, en vertu du même lien de droit (V. § 3, Inst. m., 23).

4. — L'inexécution peut être due, au contraire, à un fait du débiteur qui peut, suivant les circonstances, présenter deux caractères bien distincts : il peut être ou n'être pas intentionnel ; dans le premier cas on dit qu'il y a *dol*, dans le second qu'il y a *faute*. Il y a *dol* lorsque le débiteur manque volontairement à son obligation, avec l'intention de causer un dommage ; il ne suffit pas qu'il l'ait prévu, il faut qu'il *l'ait voulu* : *Dolus omnis consilii est*, nous dit Doneau, *est enim machinatio consulto adhibita ad alium fallendum eive nocendum*. Mais il faut ici faire une remarque. Si la conséquence qui est résultée de son fait dommageable en était une suite habituelle et nécessaire, il doit avoir voulu le résultat par cela seul qu'il l'a prévu. Le fait par lequel un débiteur manque à son obligation, — et notre observation s'applique aussi bien à la simple faute qu'au dol, — peut consister dans une action ou une abstention, une commission ou une omission ; et, en ce qui concerne le dol,

fois à l'occasion d'un vol ordinaire (L. 34, § 4, de *Cont. Emp.*, xviii, 1, ; § 3. Inst. précit.) ; de même, en matière d'incendie, sera responsable le commodataire qui a sauvé ses effets de préférence à la chose due (L. 5, § 4 précit.) Il ne répondra pas de la fuite des esclaves *qui custodiri non solent* (L. 18 pr., eod. tit.) ; il répondra du vol, à main armée, de l'argenterie qu'il aura, contrairement à son contrat, emportée en voyage (Ibid).

on comprend que, bien que renfermant une intention positive, il peut se manifester aussi bien d'une manière négative que d'une manière positive, par une négligence que par un acte (1).

L'ordre public exige que chacun réponde de son dol, et par conséquent, le débiteur sera toujours responsable de l'inexécution de son obligation, si elle a son origine dans un fait ou dans une négligence ayant un caractère dolosif.

5. — Que doit-on entendre par faute? La notion de faute est plus vague que celle de dol ou celle de cas fortuit. On y fait rentrer tout ce qui se trouve entre ces deux idées, toutes les espèces dans lesquelles l'inexécution ou l'exécution imparfaite de l'obligation est causée par un événement auquel le débiteur n'est pas étranger, sans que, cependant, on puisse lui attribuer une intention malveillante, pourvu, toutefois, que ce fait puisse lui être imputé. La faute peut, comme le dol, consister en un fait ou en une omission : le débiteur n'a pas prévu les conséquences de son acte ou de sa négligence, ou, s'il les a prévues, ne les a pas voulues. En somme, la faute n'implique qu'irréflexion ; mais elle peut, suivant les circonstances, présenter plus ou moins de gravité. De là, une division très connue des fautes en faute lourde (*culpa lata* ou *lterior*, *nimia*, *magna*; *negligentia lata*, *magna*, *nimia*, *dissoluta*) et la faute légère (*culpa levis*, ou plus souvent *culpa*). Quel est le sens précis de ces expressions ? Il nous suffira de définir la faute lourde. Paul et Ulpien nous la définissent de la manière suivante : *Finis latae culpæ est non intelligere quod omnes intelligunt* (LL. 213, § 2, et 223, pr. ; L. 16). Celsus

(1) Comme exemple de dol par commission, nous citerons le cas d'un dépositaire mettant le feu à la chose déposée pour la détruire, et pour le dol par omission, le refus du mandataire de restituer ce qu'il a reçu (L. 8, § 9 D., xvii, 1) ou qui, chargé d'acheter une chose, ne l'achète point, pour permettre à un ami de le faire (L. 8, § 10 eod. tit.).

nous dit que s'en rend coupable celui qui *non est diligens ad eum modum quem natura desiderat* (L. 32, xvii, 1). On peut la formuler en disant qu'elle a lieu lorsque le débiteur néglige les soins que jugeraient nécessaires les personnes les plus médiocrement soigneuses de leurs intérêts et d'une diligence ordinaire. *In lata culpa est*, nous dit Vinnius (sur § 2 Inst. iii, 14), *qui non prospicit, curat, cavet quod omnes qui modo sensu communi præditi sunt, provident et intelligunt se cavere aut curare debere, veluti si quis noctu ædium ostia vel fenestras per quas de plano intrari potest, apertas reliquerit.* « La faute lourde, dit M. d'Hautuille, ne suppose pas la connaissance du dommage qu'on va causer, mais suppose la connaissance du danger auquel est exposée la chose qui nous est confiée et la négligence des soins qui la préviendraient. Elle est moralement répréhensible en ce qu'elle dénote une complète insouciance des intérêts d'autrui, alors qu'on se trouve chargé d'y veiller. » Doneau l'avait définie ainsi : *Lata culpa est ejus qui norit periculum quod ex facto imminet, aut pro eo habetur quasi sciret, quia omnes id intelligunt.*

Mais, remarquons-le bien, les définitions que nous venons de donner apprécient la faute à un point de vue abstrait et absolu. Il en est d'autres qui se placent à un point de vue concret et relatif et déclarent coupable d'une faute lourde le débiteur qui, chargé des affaires d'autrui, les soigne sciemment moins bien que les siennes propres, et qui, suivant l'expression de Celsus : *non ad suum modum curam in deposito præstat* (L. 32, xvii, 1 préc.). *Nec enim*, ajoute le jurisconsulte, *salva fide minorem iis quam suis rebus diligentiam præstabit.* Sa conduite fait présumer sa mauvaise foi. C'est ce que M. d'Hautuille exprime en disant que la faute légère de sa nature peut être considérée comme lourde à raison de la personne à laquelle elle est imputée. Mais, par contre, une faute

lourde ne peut jamais être considérée comme légère.

De nombreux textes assimilent la faute lourde au dol : *Magna culpa dolus est*, nous dit Paul. *Magnam negligentiam placuit in doli crimine cadere*, nous dit Gaius (L. 226, L. 16 et 1, § 5, XLIV, 7; cf. 1, § 1, XI, 6). Cette assimilation ne fut pas admise sans difficulté, et Celsus nous signale à ce sujet une divergence entre Proculus et Nerva. Quoi qu'il en soit, elle était certaine à l'époque classique. Mais que faut-il en conclure? Simplement ceci, que tout débiteur répond de sa faute lourde aussi bien que de son dol; il ne faut pas pousser plus loin le rapprochement, car il existe entre la *culpa lata* et le dol une différence essentielle, à savoir : l'absence dans la première, la présence dans le second, de l'intention malveillante; cette circonstance sera notamment nécessaire pour qu'on puisse exercer l'action *de dolo* qui est infamante (1); de même la faute lourde ne remplace pas le dol comme élément constitutif d'un crime (L. 7, XLVIII, 8).

La faute légère sera facilement définie, *a contrario*, toute faute qui n'est pas une faute lourde; et nous verrons que, comme cette dernière, elle peut s'apprécier à deux points de vue : à un point de vue abstrait et à un point de vue concret, en comparant la conduite du débiteur à celle qu'il tient habituellement dans la conduite de ses affaires, ou à celle qu'aurait tenue un administrateur irréprochable, *bonus paterfamilias*.

6. — Quel degré de faute doit-on prendre en considération dans chaque contrat? Dans quelles circonstances le débiteur sera-t-il tenu de sa faute légère? Dans quelles autres ne répondra-t-il que de son dol et de sa faute lourde? Quelle est, en un mot, la théorie du Droit

(1) Ainsi un séquestre délivre, *misericordia ductus*, un esclave destiné à la torture : il ne sera pas frappé d'infamie, ayant agi dans un but désintéressé (L. 16 pr., D. XVI, 3).

romain sur la prestation des fautes dans les contrats ? Nous étudierons séparément les contrats de droit strict et les contrats de bonne foi, en commençant par ces derniers. Aussi bien est-ce pour eux que la théorie générale présente le plus d'intérêt.

7. — Quand on étudie la théorie des fautes dans les contrats, on se trouve en présence de deux systèmes qui ont successivement rallié la majorité des commentateurs : le premier, dans les siècles précédents ; le second, dans des temps plus rapprochés de nous, ce dernier semblant désormais établi d'une manière inébranlable. L'opinion ancienne consistait à distinguer *trois degrés de faute* : la faute lourde, la faute légère et la faute très légère. Aujourd'hui, nous n'en reconnaissons plus que deux. Mais avant d'étudier ce qui est considéré comme constituant les vrais principes, il nous faut dire un mot de cette ancienne doctrine, à laquelle s'attache tout au moins un intérêt de curiosité. Elle distinguait, avons-nous dit, trois ⁽¹⁾ sortes de faute, dont chacune pouvait être définie par l'absence d'une diligence correspondante. La *faute lourde* sera constituée par l'absence de la diligence dont les moins attentifs ne sont pas dépourvus. *Latam culpam*, nous dit Vinnius (loc. cit.), *e regione opponimus infimo gradui diligentiae quam omnes homines rebus suis adhibere solent, aut id factum in re aliena quod nemo admitteret in re propria*.

A la *faute légère* correspond la diligence qui appartient au commun des hommes. « *Levem culpam opponimus diligentiae medice, ut intelligatur esse omissio ejus diligentiae quam hominum natura desiderat, id est me-*

(1) Barthole en comptait cinq ; aux trois fautes ordinairement reconnues, il en ajoutait deux autres : *lactor culpa* et *latissima culpa*. Doneau, ch. VIII, § 6, répond que ce mot est pris dans les textes pour le positif, conformément aux usages de la langue latine. Quant à la *latissima culpa*, Barthole disait : *Est verus dolus*. Doneau ajoute : *Quod ineptum est* (§ 10).

diocris et quam vulgo homines frugi sui rebus adhibere soliti sunt, aut id admissum in re aliena quod diligens paterfamilias non committerit in re sua... In abstracto hoc magis consideratur quam in concreto, relatione habita ad diligentiam talem qualem communiter bonus et diligens paterfamilias suis rebus præstare consuevit, non qualem unus e multis, sed qualem magna pars patrum familiarum. Et il ajoute un exemple qu'il faut rapprocher de celui qu'il donne de la faute lourde et que j'ai cité plus haut (n° 5) : *Culpa levi peccat si quis non clauserit fenestras altiores quam ut de plano intrari possint, et fures admotis scalis ingressi fuerint.* » Quant à la faute très légère, elle s'oppose à la diligence que les personnes les plus attentives apportent à leurs affaires : *Levissimam culpam opponimus diligentiae summæ ut, sit omissio ejus diligentiae quam vigilantissimus quisque atque attentissimus paterfamilias suis rebus adhibet, aut id commissum in re aliena quod diligentissimus paterfamilias omitteret ;* et prenant toujours pour exemple la question des fenêtres : *Non carebit culpa levissima si quis fenestras versus publicum remotiores a locis in quibus dormit familia non muniverit ferreis perticis.*

Si les interprètes anciens ont ainsi soigneusement distingué trois sortes de faute, c'est parce qu'ils en faisaient une application distributive aux différentes sortes de contrat. Voici comment.

Ils posaient trois principes : PREMIER PRINCIPE. Dans les contrats (ou quasi-contrats), *faits pour le seul intérêt du créancier*, on n'exige du débiteur que la bonne foi ; il n'est tenu que de la faute lourde : *Si quidem tale sit negotium in quo ejus qui quid suscepit nulla versetur utilitas, tunc dolus præstat.* Mais à ce principe, l'évidence des textes dut faire reconnaître des exceptions, dans le mandat, la gestion d'affaire, la tutelle. Des deux premières exceptions, Pothier a donné une raison que

je ne puis m'empêcher, après M. Blondeau (1), de trouver singulière. « Le mandat étant une chose qui, par sa nature, exige un certain soin, la partie qui l'entreprend est censée se charger d'apporter le soin nécessaire à cette gestion, *spondet diligentiam gerendo negotio parem*. On pourrait évidemment en dire autant de la garde de la chose d'autrui dans le dépôt. — SECOND PRINCIPE. Dans les contrats formés dans l'intérêt réciproque des parties, comme la vente, le louage, le gage, la société, la communauté, le débiteur est tenu de la faute légère : *Ubi vero utriusque contrahentium utilitas vertitur, id præter dolum præstatur et culpa* ». — TROISIÈME PRINCIPE. Le contrat n'existe-t-il que dans le seul intérêt de la partie qui a reçu la chose, objet du contrat, et doit la rendre (ex. : le commodat), le débiteur est tenu de la faute la plus légère : *Quod vero utilitatem ejus duntaxat qui accepit, non etiam ejus qui dedit, continet... in eo et culpa præstatur et diligentia*. C'est dans le sens de faute très légère que les anciens civilistes prenaient cette dernière expression, fréquemment employée dans les textes.

8. — Cette théorie des trois degrés de faute était autrefois dominante. Elle pouvait même prétendre s'appuyer sur quelques interprètes grecs, notamment sur une scholie des Basiliques, qui cite un jurisconsulte, Etienne, lequel aurait été, d'après Cujas, un des commentateurs des Basiliques, et sur une scholie sur Harmenopule, dont l'auteur, au dire de Lebrun, ne donne pas une idée avantageuse de son jugement. Peu important, d'ailleurs, ces textes postérieurs de plusieurs siècles à Justinien ; la seule question importante est de savoir si le système peut s'établir par les textes du *Corpus*. Or, dès avant notre époque, des jurisconsultes

(1) Dans la *Thémis*, II, 1820, p. 349. *Essai sur la Prestation des Fautes*.

avaient essayé, mais en vain, à diverses reprises, de soutenir une doctrine plus ou moins différente. D'abord, au seizième siècle, le grand adversaire de Cujas, Doneau, avait nettement affirmé qu'il n'existait en droit romain que deux espèces de fautes, la faute lourde et la faute légère; il avait montré (1) l'impossibilité absolue de concilier le système courant avec les textes. La distinction entre la *diligentia diligentis* et la *diligentia diligentissimi patrisfamilias*, est inextricable et bonne tout au plus à mettre l'esprit des juristes à la torture. Ce qu'il exprime avec une certaine verve : *Quo posito, quæstionem introduxerunt et sibi et aliis inexplicabilem, quomodo quæve nota distinguamus diligentiores patremfamilias a diligente, et ab horum utroque diligentissimum. Ad quam explicandam meras nugas adhibuerunt, videlicet ne per somnium visas unquam juris auctoribus, atque his ut alibi sæpe et se et discentium ingenia misere disruiarunt. Ego autem illos omni hac molestia libero, et ne inanem operam sumamus in iis distinguendis quæ eadem sunt, aio levem culpam et levissimam verbis distinctas re aut certe jure esse easdem veteribus*. Malheureusement Doneau admettait, entre la *culpa in faciendo* et la *culpa in non faciendo*, une différence que rien ne justifie (Op. cit., *ib.* et § 13). Du reste, sa théorie passa presque inaperçue jusqu'au jour où Thibaut la reprit. Au siècle suivant, on peut citer comme repoussant la théorie des trois degrés un jurisconsulte assez peu connu, Thomasius (2). On peut même à la rigueur citer Jacques Godefroy, qui, tout en admettant les trois sortes de faute, les distinguait autrement (Sur la loi *contractus*).

Au dix-huitième siècle enfin, cette théorie fut violem-

(1) Hugonis Donelli *Comment. de jure civili*, 6^e édit., Nuremberg, 1827, vol. 10, livre xvi, ch. 6, § 15.

(2) *De usu practico doctrinæ de culparum præstatione in contractibus dissert. II*, 4 vol., 1774-1780.

ment attaquée par un avocat au Parlement de Paris, nommé Lebrun, dans un *Essai sur la prestation des fautes, où l'on examine combien les lois romaines en distinguent d'espèces* (4). Il présenta son ouvrage à Pothier, qui trouva « que cette dissertation est très savante, très ingénieuse, et mérite d'être lue par tous ceux qui ont du goût pour la jurisprudence. » Pothier n'en persista pas moins dans ses opinions et s'en excusa sur son grand âge : « On doit pardonner à un vieillard à qui il n'est pas facile de se départir de ses anciennes idées. »

9. Malgré l'appréciation flatteuse de Pothier, la brochure de Lebrun ne fut lue par personne, et il faut arriver à notre siècle pour voir enfin triompher les idées qu'il y défend. L'honneur d'avoir définitivement condamné le système des trois degrés de faute comme contraire aussi bien à la logique qu'aux textes des lois, en revient à un auteur allemand, Hasse, professeur à Königsberg, qui, dans un ouvrage devenu classique : *De la Faute en Droit Romain*, paru en allemand, à Kiel, en 1815, a fondé la vraie théorie. Mais si on doit le considérer comme ayant à tout jamais tranché cette question délicate, il ne faut pas oublier l'œuvre de ses prédécesseurs, deux Français, Doneau et Lebrun, ce dernier surtout, qui, s'ils n'ont pu voir triompher leurs idées, n'en ont pas moins posé les vrais principes et fourni au savant allemand l'idée principale et les développements essentiels d'une théorie que l'on semble trop porté à lui attribuer tout entière.

10. — Mais avant d'exposer dans les détails le système aujourd'hui universellement admis, il nous faut d'abord examiner rapidement quelles sont les principales objections que l'on a faites à la vieille théorie. D'abord,

(4) La première édit., Paris, Saugrain, 1764, in-48. La seconde, seule trouvable, Paris 1813. Bavoux, par Loiseau, avocat à la Cour de cass., ne contient pas la préface qui est reproduite dans la *Thémis*, VIII, 1826, p. 121, mais contient la réponse de Pothier.

cette dernière a prétendu voir la diversité des fautes dans la diversité des expressions employées par les lois romaines : la multiplicité des termes a fait croire à la différence d'idées. A chacune des formules employées dans les textes, on a attaché une idée différente, un sens technique et précis, oubliant que les jurisconsultes écrivaient dans leur langue maternelle, et non dans une langue morte et scientifique. Qu'est-il arrivé ? C'est que, des mots différents servant à caractériser la même idée, la faute, les commentateurs, après avoir arrêté leur terminologie d'une manière invariable, furent fort embarrassés de l'appliquer aux espèces prévues au Digeste. « Ils durent, comme l'a très bien fait remarquer Lebrun, faire violence aux textes, y ajouter ou y retrancher, commettre des contre-sens, distinguer là où la loi ne distinguait pas, transformer une loi générale en une loi particulière, sous prétexte que les compilateurs ont omis les espèces qui étaient dans les écrits d'où elle avait été tirée. » Mais je ne puis étudier ici cette perpétuelle contradiction avec le Digeste ou le Code. Je la ferai remarquer lorsque j'étudierai la vraie doctrine.

Pour le moment, je me borne à indiquer rapidement les principales critiques qui ont été formulées contre l'ancienne théorie.

I. — D'abord, quel en est le fondement ? Trouve-t-on dans les lois romaines la *culpa levissima* prise en considération ? Cette expression ne se rencontre au Digeste qu'une seule fois, dans la L. 44, ix, 2. *In lege Aquilia et levissima culpa venit*. Nous ferons d'abord remarquer que cette loi n'est pas relative à la prestation des fautes dans les contrats, mais au dommage causé entre personnes que n'unit aucun lien d'obligation, et cette remarque est essentielle. Nous verrons plus tard que dans le domaine de la loi Aquilie, il est inutile d'établir des degrés de faute, par la raison que la faute la plus

légère suffit pour nous rendre responsable du dommage qui en a été la suite. Du reste, peut-on croire que le mot *levissima* a été pris dans un sens technique? Cela est fort douteux, comme nous le verrons. Mais comment les anciens commentateurs ont-ils pu dire que tel ou tel débiteur était tenu de la *culpa levissima*? Voici comment : les textes emploient souvent les expressions *præstare exactam* ou *exactissimam diligentiam*. Nos vieux civilistes, oubliant l'habitude de la langue latine d'employer le comparatif ou le superlatif dans le sens du positif, ont dit : Là où la loi exige l'*exactam diligentiam*, le débiteur ne répondra que de sa *culpa levis*; il sera tenu même de la *levissima culpa*, si la loi lui impose l'obligation de prêter *exactissimam diligentiam* ou les soins d'un *diligentissimus paterfamilias*. Or, justement, il se trouve que l'*exactissima diligentia* est exigée du commodataire dans un texte (L. 15, § 4, XLIV, 7), qui, ainsi, cadre avec le système. Ils laissèrent donc de côté les autres textes assimilant le commodataire à d'autres débiteurs qui, comme le vendeur, ne devaient d'après eux répondre que de la *culpa levis*, ou ceux qui appliquaient l'expression *exactissima diligentia* ou *diligentissimus paterf.* à des personnes tenues de la même responsabilité (L. 3, XVIII, 6, et § 1, in. f. Inst. III, 27 et L. 25, § 7, XIX, 2). Mais enfin, n'y eût-il pas de textes contraires, on doit reconnaître avec Lebrun que « ce sont de bien faibles preuves que celles se réduisant à une induction aussi frivole. »

II. — Le second reproche adressé à l'ancienne division des fautes, formulé par Doneau d'abord, par Lebrun ensuite, est dans les difficultés extrêmes que l'on éprouverait à distinguer la faute légère de la faute très légère. Dans une matière aussi pratique que la nôtre, on arriverait à des subtilités qui ont fait reconnaître à certains auteurs anciens que, leur théorie étant impraticable, on devait s'en remettre à l'arbitraire du juge.

III. — Ne doit-elle pas être condamnée non seulement

comme difficile à appliquer aux faits, mais comme absolument contraire à la notion d'universalité, qui est la caractéristique de la loi ? Elle doit pouvoir s'appliquer en tous temps et en tous lieux, elle doit être faite pour la masse des hommes qui ne se compose nullement de personnes supérieures. Si la *culpa levis* est le manque de soins d'un bon père de famille, c'est-à-dire d'un homme essentiellement attentif et soigneux, la *culpa levissima* serait le manque de soins encore plus grands, et la loi ne peut imposer aux débiteurs une responsabilité qui dépasserait de beaucoup la moyenne des intelligences et des activités.

C'est ce que Mühlenbruch (*Doctrina Pandectarum*, p. 354), a exprimé avec assez de netteté : *Neque cum civilis prudentiæ fine neque cum æquitatis ratione congruere, in officiis negotiisque quibus vitæ humanæ actio continetur, ultra etiam exactam illam diligentiam quam prudens ac diligens homo præstare soleat, quemque obligari*. On peut dire que le législateur qui montrerait autant d'exigence irait au-delà des limites tracées parla nature : *ultra eum modum quem natura desiderat*, suivant l'expression de Celsus ; une telle intention ne doit pas lui être prêtée facilement.

IV. — Cette théorie ne repose pas sur les textes ; elle est difficile à appliquer, elle est injuste : on lui porte le coup de grâce en disant qu'elle est *illogique* et n'a pas de raison d'être. Sans doute, on comprend que pour apprécier la faute du débiteur, on recherche s'il est ou non intéressé au contrat ; mais ce qu'on ne peut comprendre, c'est qu'il soit tenu de la faute légère, si son cocontractant est également intéressé, et de la faute très légère si la réciprocité d'intérêt n'existe pas. Le motif qui détermine notre responsabilité doit être, comme le dit très bien Maynz, une cause qui réside en nous, et non quelque chose qui vient du dehors ; influencée par l'intérêt que nous avons, elle ne peut

l'être par le profit qui doit résulter du contrat pour la partie adverse.

11. — Nous arrivons à la théorie, aujourd'hui fermement établie, qui ne reconnaît que deux degrés de faute : la faute lourde et la faute légère. Nous avons défini la première et indiqué que la seconde comprend tout ce qui s'étend du cas fortuit au dol *lato sensu*. Nous aurons plus tard à indiquer de quelle manière il faut l'apprécier. Pour le moment, bornons-nous à indiquer que nous ne distinguons plus, comme le faisait Doneau, la *culpa in faciendo* de la *culpa in non faciendo* ; toute faute légère consiste, ainsi que je l'ai déjà dit, en une négligence ; ce sera, suivant les cas, l'omission du fait requis pour détourner le dommage, ou des précautions nécessaires pour rendre non dommageable un fait qui ne dépend pas de nous. Le principe général sur la responsabilité en matière de faute dans les contrats, tel qu'il a été définitivement établi par Hasse, est aussi simple que rationnel. Pour savoir si le débiteur, dans un contrat quelconque, est tenu de sa faute légère, ou s'il répond seulement de sa faute lourde, il faut rechercher s'il est ou non intéressé au contrat. S'il a un intérêt à l'obligation, il répond de sa faute légère ; s'il n'y a aucun intérêt, il ne répond que du *dol* (ce qui comprend la faute lourde). Cette théorie est parfaitement logique : quand un débiteur retire un profit de la convention, il est juste qu'il apporte à son exécution tous les soins d'un bon père de famille. Dans le cas contraire, il serait injuste de le rendre responsable d'une négligence ordinaire ; il n'a voulu rendre qu'un service tel quel, et son créancier aurait mauvaise grâce à se plaindre d'une faute ordinaire.

Ce système est fondé sur les textes du Digeste, et notamment sur les deux lois qui contiennent la théorie générale en notre matière. La première est la célèbre loi *Contractus* (L. 23, *de Reg. Juris*, L. 17) d'Ulpien, qui a donné tant de mal aux partisans de la théorie des

trois degrés ⁽¹⁾. *Contractus quidam dolum malum duntaxat recipiunt, quidam et dolum et culpam; dolum tantum depositum et precarium; dolum et culpam mandatum, commodatum, pignori acceptum; locatum, item dotis datio, tutelæ, negotia gesta (in his quidem et diligentiam); societas et rerum communio et dolum et culpam recipit.* Quels sont les motifs qui ont présidé à ce classement des contrats? Gaius nous l'explique dans la loi *Sicut certo* (L. 5, § 2, xvi, 3) : *In contractibus interdum dolum solum, interdum et culpam præstamus : dolum in deposito, quia nulla utilitas ejus versatur apud quem deponitur... nisi forte et merces accessit. Ubi utriusque utilitas vertitur, ut in empto, etc., et dolum et culpa præstatur* (cf. L. 108, xxx). De nombreux textes font l'application de cette idée. Ainsi, si les deux parties retirent un avantage du contrat, elles répondront toutes les deux de leur faute légère. Il en sera ainsi dans la vente ⁽²⁾, dans l'échange, dans l'emphytéose, dans le bail ⁽³⁾, le gage ⁽⁴⁾.

Si, au contraire, le contrat est tout à l'avantage d'une

(1) Cf. LEBRUN, *op. cit.*, qui démontre que sur les huit contrats énumérés avant l'incise et que la loi met sur le même rang, quatre entraîneraient la responsabilité de la faute légère; il montre l'embarras des civilistes qu'il réfute, les uns affectant de ne pas tenir compte du texte, les autres, comme Cujas, le modifiant (il lisait : *In his quidam*).

(2) Cf., outre Loi 5, § 2, xvii, 6, les LL. 34, § 5, et 68 pr., xviii, 1; 11, xviii, 6 et 36, xix, 1. La loi 3, de Paul, xviii, 6, impose au vendeur même responsabilité qu'au commodataire, ce qui détruit la théorie des trois degrés de faute; aussi les auteurs qui la soutenaient prétendaient qu'il s'agissait là d'une vente de vin à la mesure. C'était se mettre en contradiction avec une L. du même auteur, 5 eod. tit., qui met les risques à la charge du vendeur jusqu'au mesurage. Cf. Lebrun, § 7.

(3) L. 5, § 3, xiii, 6; L. 25, § 7, xix, 2 (sur laquelle Justinien semble avoir copié le § 5 Inst. h. tit. Cf. LL. 9 et 28, C. iv, 65). Cf. dans Lebrun, § 9, le singulier raisonnement de Vinnius sur le § des Institutes.

(4) Institut. iii, 14, § 4, et LL. 13, § 1, 14, 22, § 4, et 30. D., *de Pign. Act.*, xiii, 7. Les anciens civilistes y voyaient l'application de cas particuliers ou corrigeaient la L. 30 (lisant *at* au lieu de *ut*). Celui qui constitue le gage pour autrui sera tenu seulement de la faute lourde.

seule des parties, celle-là seule sera tenue de la faute légère; l'autre ne répondra que de sa faute lourde. Nous citerons comme exemples le donateur (L. 18, § 3, xxxix, 5), le dépositaire (1), le commodataire (2).

12. — Ce grand principe, que le débiteur qui n'est pas intéressé au contrat ne répond que de son dol, semble recevoir une exception importante dans le mandat. Le mandataire, quand il ne reçoit pas de *merces*, bien entendu, est désintéressé. A l'origine, il ne répondait que de sa faute lourde (3); mais, dès l'époque des jurisconsultes, l'opinion contraire tendait à prévaloir (L. 1, § 12, xvi, 3, Ulp., et L. *Contractus*), et un rescrit de Dioclétien (LL. 11, 13 et 21, C. iv, 35), finit par la mettre hors de discussion. Les auteurs ont été fort embarrassés pour justifier cette dérogation à une règle qui semble générale. On a dit notamment que celui qui accepte un mandat promet une diligence suffisante pour bien gérer l'affaire dont il se charge. Mais cette raison dépasse le but: elle pourrait s'appliquer à tous les contrats; on pourrait soutenir ainsi que le dépositaire promet une diligence suffisante pour conserver la chose déposée.

(1) L. 1, § 8, xvi, 3, mais seulement si le dépôt est gratuit; s'il y avait *merces*, ce serait un louage. La L. 4 pr., xii, 1, suppose même un dépôt dans l'intérêt du dépositaire qui, dans ce cas, répond des cas fortuits: il s'agit d'un dépôt d'une somme argent que ce dépositaire pourra employer à faire une acquisition déterminée et qui, par cet emploi, se transformera en *mutuum*. Rappelons que le dol était, en matière de dépôt, très sévèrement puni à l'origine; l'action *de dolo* était donnée *in duplum*, mais le préteur restreignit cela au dépôt nécessaire. Cf. L. 1, § 1 h. tit. et Paul, II, 12, § 11.

(2) L. 5, § 2, xiii, 6, et § 2 Inst. III, 14. Le plus souvent, en effet, le commodat est dans l'intérêt du seul emprunteur, mais il peut être dans l'intérêt des deux parties: une personne prête à une autre de la vaisselle pour traiter des amis communs (L. 18. pr., D. eod. tit. vis *Hæc ita*), ou du seul commodant. Ex.: il prête des bijoux à sa fiancée, *quo honestius culta ad se deducatur* (L. 5, § 10, eod. tit.).

(3) Cette doctrine semble appliquée par Ulpien à des espèces particulières (LL. 8, § 10, et 10 pr., xvii, 1), et Modestin la professe dans les termes les plus généraux (*Coll. leg. mor.*, x, 2, § 3).

La vraie raison a été mise en relief par Hasse. Elle consiste à séparer de tous les autres contrats ceux qui ont pour objet *l'administration de la fortune d'autrui*. Lorsque le débiteur est chargé de gérer une affaire *comme représentant la personne d'autrui*, il sera toujours tenu de sa faute légère. Quant au motif qui a fait mettre à part cette classe importante de contrats, on doit le trouver, à notre avis, dans des raisons d'intérêt général : la solution contraire aurait amené des abus et, très probablement, une restriction dans l'usage du mandat. Les mêmes raisons d'ordre public devaient, à plus juste titre encore, faire prévaloir la même solution dans le quasi-contrat de gestion d'affaires⁽¹⁾, et surtout en matière de responsabilité des tuteurs et curateurs⁽²⁾.

13. — Quelle est la théorie des fautes dans les contrats de droit strict? La question ne se pose, on le conçoit facilement, ni pour le *mutuum*, ni pour le contrat *litteris*, ni pour la *condictio indebiti*. Elle ne peut se poser que pour la stipulation, en tant qu'elle porte sur un corps certain. Nous sommes assez disposé à admettre que la théorie générale sur la prestation des fautes a dû être appliquée à la stipulation. Nous repoussons donc, non sans une très grande hésitation, la théorie assez répandue qui distingue entre la *culpa in faciendo* et la *culpa in non faciendo*⁽³⁾. Mais doit-on admettre que cette application

(1) Inst. III, 27, § 1 in fin., et 22, C. II, 19. S'il est intervenu uniquement pour éviter une perte au *dominus*, en cas d'urgence, il ne répond que de la faute lourde (L. 3, § 9, III, 5) ; mais s'il entreprend des opérations hasardeuses auxquelles le maître ne se livrait pas, il en prend les risques (L. 11 h. t.).

(2) Probablement, à l'origine, le tuteur ne répondait que de la faute lourde (V. M. Accarias, n° 150) ; cette responsabilité se maintint peut-être dans quelques hypothèses ; mais en règle générale, le tuteur répondit bientôt de sa faute légère (V., outre L. *Contractus*, L. 33, xxvi, 7).

(3) La responsabilité de la faute à la charge du promettant nous semble bien établie d'une manière générale par les LL. 51, xlv, 1, et 37 h. t.; 107 *initio*, xlvi, 3. La thèse contraire, soutenue notamment

de la théorie des fautes a été faite dès le début à la stipulation, ou doit-on croire qu'elle est postérieure à la disparition complète de la procédure formulaire ¹⁾ ? Il y a là une question fort délicate ; il ne peut entrer dans les limites de mon sujet de la trancher ⁽²⁾.

En ce qui concerne les obligations nées d'un testament, les jurisconsultes y ont purement et simplement appliqué la théorie étudiée à props des obligations de bonne foi. Le grevé ne répondra de la faute que si, après l'acquiescement du legs ou du fidéicommiss, il doit lui rester quelque chose (L. 108, § 12, xxx, et 7, §, 4).

14. Nous avons, pour compléter l'exposé de tout ce système, à faire deux remarques. D'abord, les contrats in-nommés sont, quant à la prestation des fautes, régis par les règles que nous avons exposées pour les contrats de bonne foi (L. 17, § 2, xix, 5). Enfin, si nous avons laissé de côté le précaire, c'est qu'on ne peut le considérer comme un contrat ; il y a là une concession de pure tolérance toujours révocable, à la volonté du concédant. Les textes nous montrent que le précariste répond seulement de

par M. Accarias (n° 664), s'appuie sur L. 91 pr. Paul, *Verb. Oblig.* : *Qui dare promisit, ad dandum, non ad faciendum, tenetur*. Je ferai d'abord observer avec Van Wetter, que Paul admet la responsabilité du débiteur quand il est en demeure ; or, la demeure est une *culpa in faciendo* ; est-ce une opinion personnelle ? Le texte semble l'indiquer : *magis probandum* ; en tout cas, il contredit les LL. précitées.

(1) M. Maynz a soutenu la seconde opinion. Cela permettrait d'expliquer la solution de Paul par une particularité de *l'actio ex stipulatu* à l'époque classique ; pourtant les lois précitées sont de cette période : l'une est d'Ulpien (51), l'autre est de Paul lui-même (37).

(2) M. Accarias, qui admet que le débiteur ne peut jamais *ex stipulatu* être tenu de répondre d'une *culpa in faciendo*, admet qu'il ne répondra jamais même du fait positif, s'il n'a fait que diminuer la valeur de la chose due ; il ne devrait ainsi répondre que des actes personnels qui l'empêchent absolument de donner ou font que le créancier ne peut acquérir qu'un droit moindre que celui qu'il recherchait (aliénation partielle, constitution d'hypothèque). J'avoue que les textes qu'il cite, L. 7, § 3, *Dolo Malo*, iv, 3, d'une part, et LL. 51 et 91, § 1, *Verb. Ob.*, et 20, 27 et 29, *de Solut.*, ne me semblent pas avoir la portée qu'il leur donne.

son *dol*, il est pourtant le seul intéressé. Quelle est la raison de cette faveur ? Il me semble assez difficile de le dire ; on répète généralement que c'est à cause du caractère libéral de la concession (L. 8, §§ 3 et 6, XLIII, 26, v^{is} *cum totum hoc*).

15. — Comment doit-on apprécier la faute légère ? En principe, elle s'applique *in abstracto*, et les jurisconsultes comparent le débiteur à un administrateur irréprochable qu'ils désignent par ces mots : *bonus paterfamilias*. Ainsi, nous voyons dans les textes que tel débiteur doit apporter à la chose d'autrui *talem diligentiam qualem diligentissimus paterfamilias suis rebus adhibere solet*. S'il a apporté cette diligence, *culpa abest*; s'il y a manqué, il a commis une faute légère. Que faut-il entendre exactement par cette expression : *bonus diligens paterfamilias*, ou cette autre expression : *homines frugi et diligentes* ? C'est pour avoir estimé beaucoup moins qu'elle ne devait l'être cette mesure de la faute légère, que les interprètes anciens ont été conduits à inventer un troisième degré de faute, ainsi que le dit très bien M. d'Hauthuille (*Rev. de Leg. et jurispr.*, II, p. 209). Il n'est pas possible d'exiger de celui qui se charge de l'affaire d'autrui quelque chose de plus. On ne peut s'élever au-dessus de cette diligence que par des efforts extraordinaires et momentanés, ou par un talent supérieur. En effet, le bon père de famille était pour les Romains un homme essentiellement soigneux et attentif qui, dans l'administration de ses affaires, fait l'emploi de toute l'intelligence que la nature lui a départie. Les exemples de fautes que nous avons relevés dans Vinnius nous montrent que, d'après cet auteur, la diligence doit être estimée d'après les moyens employés pour prévenir le dommage. Il y a là une grave erreur. Lebrun l'a parfaitement démontré (§ 1) : « Si c'était par la nature de ces moyens qu'on distinguât cette diligence, il serait impossible que la règle fût juste en aucun cas ; si les

lois donnaient pour exemple à imiter les précautions que prend un homme industrieux et expérimenté, tous ceux qui n'auraient pas autant de sagacité et d'expérience seraient incapables d'observer la règle. Si c'étaient les précautions qu'emploie l'homme d'une capacité commune qui fussent les modèles qu'on dût suivre, il y aurait encore plusieurs personnes qui ne pourraient accomplir la règle ; il y en aurait beaucoup d'autres dont la négligence demeurerait impunie. Pour que la règle soit à la portée de tout le monde et exige de chacun autant qu'elle doit en exiger, il faut que ce soit *l'usage que chacun fait de sa capacité qui établisse la diligence ou la négligence.* » En somme, la loi peut exiger de chacun l'application, non le talent.

16. — En principe, avons-nous dit, la faute doit s'apprécier d'une façon absolue. Le débiteur, disent les commentateurs modernes, répond de la faute *in abstracto* (expression qui ne se trouve dans aucun texte de loi romaine). Cette responsabilité s'applique à toutes les personnes que nous avons reconnues responsables de la faute légère. Cependant, dans certains cas, il répondra seulement de sa faute *in concreto*. Que faut-il entendre par là ? Est-ce que nous ne reconstituons pas sous une autre forme la division tripartite que nous avons combattue ? Non, cette *culpa in concreto* ne constitue pas, à proprement parler, un degré de faute. Le débiteur répond toujours, en principe, de la faute légère ; mais la loi tempère, dans quelques cas, ce que la responsabilité de la faute ainsi appréciée aurait de trop rigoureux à raison des circonstances ; et ce *tempérament porte uniquement sur le critérium qui doit servir à estimer la faute. On la mesurera*, non plus sur la diligence d'un bon père de famille, type abstrait et idéal, mais *sur la diligence habituelle du débiteur.* Au lieu de dire *eam diligentiam præstare debet quam diligens paterfamilias*, on dira : *talem diligentiam præstat qualem rebus suis adhibere*

solet. En effet, les textes n'emploient pas plus le terme *culpa in concreto* que le terme *culpa in abstracto*. Mais ces deux expressions romaines ont l'avantage de bien résumer les deux idées, aussi sont-elles d'un usage courant. Quelques auteurs (V. M. Molitor, nos 204 à 210), ont pourtant refusé de reconnaître l'existence d'une *culpa in concreto*. Pour eux, la *diligentia qualis rebus suis consueta*, quand les textes l'exigent seule, ne rend le débiteur responsable que de sa faute lourde; pour eux, la *culpa in concreto* se confond avec le dol *lato sensu*. Ne pas employer à la chose d'autrui les soins qu'on apporte aux siennes constitue, d'après les textes mêmes du Digeste (L. 32, xvii, 1), une faute lourde, et il est impossible de l'en distinguer. Nous ne pouvons admettre cette solution. Pour le moment, bornons-nous à dire qu'il existe entre le dol et la *culpa in concreto* une différence essentielle en théorie, fort importante également quant à ses résultats pratiques, et qui est relative à la preuve. Nous aurons à y revenir.

17. — Dans quels cas la faute est-elle, par exception au principe général, appréciée *in concreto*? Dans quatre hypothèses seulement, à savoir : à l'égard de *l'associé* et *du communiste*, du *mari tenu de l'action rei uxoriæ*, et de *l'acquéreur qui doit restituer en vertu d'un contrat de fiducie*.

Quels sont les motifs qui ont amené cette dérogation aux principes. D'abord, en matière de société, on a dit qu'il existe un esprit de fraternité entre les associés. L'idée la plus juridique consiste à dire qu'étant donnée la nature de ce contrat, chaque associé est intéressé à une bonne gestion. En effet, administrant une chose commune, il agit à la fois dans son intérêt et dans l'intérêt d'autrui; mais, remarquons-le bien, il y a ici une différence essentielle avec les contrats ordinaires, comme la vente, où *utriusque utilitas vertitur*; dans ces derniers, chaque partie est intéressée, mais a un intérêt

différent. Ainsi, le vendeur a son intérêt dans le prix ; l'acheteur, dans la chose ; le créancier gagiste, dans la sécurité qui résulte du gage pour sa créance ; le débiteur, dans un crédit plus facile. Ici, au contraire, l'intérêt est identique pour tous les associés. On comprend qu'on n'exige donc de chacun qu'un soin égal à celui qu'il met pour ses propres affaires : c'est le seul moyen de concilier ses droits avec ses devoirs envers ses co-intéressés. En effet, la chose qu'il doit conserver et surveiller lui appartient ; exiger qu'il la traite autrement que celles qu'il possède exclusivement, serait porter atteinte à l'exercice de son droit de propriété. Ne peut-on pas dire, en outre, que si un des associés est d'une intelligence au-dessous de la moyenne, on aura dû avoir égard à cette circonstance lors de la fixation des parts sociales ? Ce qui ne veut pas dire que j'admette le motif donné par plusieurs textes, à savoir que celui qui a pris pour associé un homme peu soigneux doit s'en prendre à lui-même de n'avoir pas fait un meilleur choix. C'est un argument qui ne prouve évidemment rien, car il prouve trop. On pourrait, en effet, le donner dans toute espèce de contrat. Quoi qu'il en soit du motif, la solution est certaine⁽¹⁾ ; elle doit s'appliquer non seulement au contrat de société proprement dit, mais même à toute indivision accidentelle (L. 25, § 16, x, 2). Le mari n'est également tenu, en ce qui concerne les biens dotaux et par l'action *rei uxoriæ*, que de la diligence *qualis rebus suis consueta*. Le motif est ana-

(1) Cf. § 9, Inst. III, 25 ; L. 52, §§ 1 et 2, XVII, 2. D'après ce § 2, Celsus semble admettre que la faute *in abstracto* doit être prise en considération. Dans la L. 72 h. t., Gaius pose au contraire nettement la règle indiquée au texte. Il semble que cette idée de confiance et de fraternité, qui règne dans la société, a dû faire admettre par quelques auteurs que l'associé ne répond que de son dol. Ne peut-on pas trouver une trace de cette opinion dans un fr. (18 pr., XIII, 6), où Gaius en repousserait l'application à une espèce ou le commodat ressemble singulièrement à une *societas* au sens large du mot ?

logue à celui que nous avons donné pour la société, à raison de la communauté d'intérêts qui existe entre le mari et la femme ; celle-ci, en rendant le premier propriétaire de la chose dotale, n'a pas dû attendre de lui des soins plus attentifs que ceux qui lui sont habituels (1). Même raison est, en général, donnée pour l'acquéreur, qui doit restituer en vertu d'un contrat de fiducie (2).

Doit-on admettre encore une hypothèse où la *culpa* devrait être appréciée *in concreto* ? Le tuteur ne doit-il pas, à raison même du caractère obligatoire de sa fonction, pouvoir exciper de sa conduite habituelle ? Les divergences existant entre les textes peuvent faire douter de la solution ; pourtant, il semble que la négative a dû prévaloir par intérêt pour le pupille (3).

18. — En résumé, le débiteur ne répond que de sa faute lourde, s'il ne retire du contrat aucun avantage. Y est-il intéressé, il répondra au contraire de sa faute légère. Il sera tenu avec la même rigueur si son obligation consiste à administrer le patrimoine d'autrui, quand bien même il n'en résulterait pour lui aucun profit. En

(1) LL. 18, § 1, 24, § 5, 25, § 1, 66 Pr. et 67, xxiv, 3, et surtout L. 24, § 5, d'Ulpien. Ce texte semble contredit par L. *Contractus*, qui place la *dotis datio* avant l'incise : *in his quidem et diligentiam*, ce qui semble exiger du mari la diligence du bon père de famille. De grands efforts ont été tentés par les auteurs pour arriver à une conciliation ; quelques-uns ont vu là une controverse des jurisconsultes romains, d'autres ont proposé de déplacer les mots *dotis datio*. De toutes les conjectures, celle qui me séduit le plus est celle de M. Accarias ; les mots *dotis datio* ne se rapporteraient pas à l'obligation du mari de restituer la dot, mais à celle du constituant.

(2) Le § 2, *Coll. Leg. Mos.*, x, 2, met sur le même pied l'action *fiduciæ* et l'action *rei uxoriæ*. En outre, il faut croire que dans L. 18 pr., xiii, 6, Justinien aurait remplacé par *pignori* le mot *fiduciæ* que Gaius y aurait mis.

(3) Ainsi Ulpien le déclare responsable de la *culpa in concreto* dans L. 1 pr., xxvii, 1 ; de là, la *culpa in abstracto*, dans la L. *Contractus* et L. 10, xxvi, 7. Dans le même sens : L. 33 h. t., de *Callistrate contemporain* d'Ulpien, et le § 3, *Coll. Leg. Mos. et Rom.*, x, 2, de Modestin.

principe, la faute doit s'apprécier *in abstracto*. Elle s'apprécie *in concreto* dans quatre hypothèses seulement que relie entre elle l'idée d'intérêts communs.

Avant de terminer cette question de la prestation des fautes, nous devons dire un mot de la terminologie des textes romains. Quand un débiteur n'est tenu que du dol, de la faute lourde, on dit qu'il doit *præstare dolum tantum* ou *dolum*. Lorsqu'il répond de la faute légère, les lois disent *præstare dolum et culpam*. Le mot *culpa* désigne toujours la faute légère, la faute lourde étant comprise dans le dol ; il est rare de trouver l'expression *culpa levis*. On trouve encore *præstare culpam et diligentiam* ou *et custodiam, custodiam et diligentiam* ; très souvent, ce mot de *diligentia* est accompagné d'épithètes, *exacta, exactior, exactissima*. Toutes ces expressions désignent la *culpa in abstracto*. Souvent même les jurisconsultes sont plus explicites et nous disent que tel débiteur doit *præstare talem culpam qualem diligens, diligentior*, ou *diligentissimus*, ou *idoneus paterfamilias adhibere rebus suis solet*, ou *quam homines frugi et prudentes præstare solent*. Quelquefois, on dit plus expressément encore que la diligence habituelle ne suffit pas, si *modo alius diligentior poterit eam rem servare*. Quant à la *culpa in concreto*, elle est désignée par une phrase qui varie peu ; le débiteur devra *præstare talem diligentiam qualem rebus suis adhibere solet*, ou *qualem rebus suis consuetam*.

Cette diversité d'expressions a causé beaucoup d'embarras aux civilistes ; c'est à elle qu'on doit la division tripartite des fautes. Nos vieux auteurs ont voulu attacher un sens précis à chacune d'elles et, notamment, trouver une différence entre le positif *exacta* et le superlatif *exactissima*. Je n'ai pas à revenir là-dessus ; mais quelques auteurs de nos jours encore n'ont pu se résigner à considérer comme synonymes les termes qui

se multiplient sous la plume de nos jurisconsultes. Ainsi, l'un d'eux, M. Molitor, tout en reconnaissant que les mots *culpa*, *custodia* et *diligentia*, quand ils sont placés seuls, en opposition avec *dolus*, sont synonymes et n'expriment que la même idée, prétend qu'il ne peut en être de même lorsqu'ils sont employés cumulativement, qu'alors ils doivent présenter une signification différente. Recherchant quel peut être le sens technique de chacun de ces mots, il se donne une très grande peine pour établir que si la *culpa* est relative à l'obligation de conserver la chose, « la *diligentia*, quand elle est prise dans son sens propre, c'est-à-dire lorsqu'elle est placée après *culpa* ou *custodia*, se rapporte aux soins qui tendent à rendre la chose productive. » En sorte que le débiteur tenu de la *diligentia* serait redevable des fruits et des intérêts, non seulement s'il les avait perçus, mais même s'il avait négligé de les percevoir. Personne n'a suivi M. Molitor sur ce terrain, et je ne l'y suivrai pas davantage. Je persiste à croire que l'expression *diligentia* se réfère, comme le mot *culpa*, à la faute légère. Il en est de même du mot *custodia*, qui est l'application de la responsabilité à la garde d'un corps certain.

SECTION II

DU « DAMNUM INJURIA DATUM »

19. — Nous avons étudié la première situation, dans laquelle l'auteur du dommage est lié à la personne qui en souffre par un contrat ou quasi-contrat, ce dommage se produisant par suite de l'inexécution ou de l'exécution imparfaite de l'obligation mise à la charge du débiteur, et imputable à ce dernier. Toute différente, au moins en apparence, est la seconde hypothèse : il n'existe entre l'auteur du fait dommageable et la vic-

time aucun *vinculum juris* préexistant. Si nous nous plaçons au point de vue qui nous occupe dans ce chapitre, à savoir de la naissance de la responsabilité, nous voyons de cette divergence découler deux conséquences importantes : la première concerne la nature même des faits qui engagent cette responsabilité ; la seconde est relative au degré de la faute que l'on doit, dans chacun des cas, prendre en considération. Supposons deux personnes liées par un contrat. Quels sont les faits qui peuvent mettre en jeu la responsabilité d'une des parties ? Ils se ramènent tous à la formule suivante : l'inexécution ou la mauvaise exécution, par cette dernière, de l'obligation qu'elle a assumée. Quelle obligation a-t-elle prise à sa charge ? Pour le savoir, nous n'avons qu'à consulter le contrat qui l'unit à son créancier : ce sera l'obligation de rendre la chose déposée, de livrer la chose vendue, etc. Ces obligations peuvent varier à l'infini, puisque tout peut dépendre de la volonté des parties en présence ⁽¹⁾, et ceci explique que dans notre section première, nous n'ayons pas eu à nous arrêter longtemps sur ce premier point. Au contraire, s'il s'agit de la responsabilité délictuelle, du moment qu'elle s'élève entre personnes étrangères l'une à l'autre au point de vue du droit, la convention ne déterminant pas la portée de leurs obligations, la loi doit nécessairement intervenir et en fixer l'étendue ;

(1) Il ne faut pas exagérer la portée de cette idée. L'étude du droit nous montre la loi agissant de trois façons : d'abord, intervenant dans nos contrats pour leur attacher tels ou tels effets par interprétation de la volonté des parties ; ensuite pour prohiber telle clause considérée comme dangereuse. Elle peut intervenir non seulement pour imposer aux hommes en général l'obligation de ne pas nuire à leurs semblables, mais encore pour mettre à la charge de telle ou telle personne une obligation déterminée et positive, comme par exemple en D. R. l'obligation pour les pères de doter leur filles (L. 19, C. de *Ritu nuptiarum*), l'obligation alimentaire existant à la charge des parents (L. 1, C. v, 25). Ces obligations ressemblent fort à celles qui sont nées des contrats.

elle doit préciser quels sont les faits auxquels elle attache la sanction pénale de l'action *Legis Aquiliæ*, et nous trouverons là une série de développements, qui n'ont rien d'analogue dans la première partie de notre étude. En sens inverse, si nous nous plaçons au point de vue de la prestation des fautes, on comprend que la nature du contrat formé, et les relations que ce contrat fait naître entre les parties, nous conduisent à apprécier les fautes qui sont commises avec une plus ou moins grande rigueur, à ne tenir compte, par exemple, dans certains cas, que de la faute lourde. Or, si la loi, quand on la considère comme loi répressive, « constitue entre les hommes un trait d'union au même titre que le contrat, » et leur impose des obligations qui ne diffèrent pas essentiellement de celles qui résultent des conventions privées, il n'en est pas moins vrai que, s'appliquant à la généralité des hommes et réprimant des faits qui sont toujours les mêmes, elle doit apprécier la faute d'une manière uniforme; et si les relations créées par les contrats expliquent que, dans certains d'entre eux, on ne prenne en considération que la faute lourde, du moment qu'aucune convention n'est intervenue, on doit faire entrer en compte même la faute légère. Qu'on exige un rapport moral entre le fait et une personne pour le déclarer imputable à cette dernière, cela se conçoit; mais l'imputabilité existera dès qu'on aura constaté ce rapport, si faible qu'il soit, et l'on ne conçoit pas de bonne raison pour s'arrêter à tel degré plutôt qu'à tel autre. En résumé, dans notre première section, nous n'avons eu rien de particulier à dire sur les faits qui servaient de base à l'action en responsabilité, mais nous nous sommes étendus longuement sur la théorie des fautes; cette théorie, au contraire, n'a pas de place quand il s'agit du *damnum injuria datum*, et, tout au contraire, nous devons préciser les faits qui le constituent, autrement

dit les conditions mises par la loi à l'exercice de l'action Aquilienne.

20. — Le *damnum injuria datum* fut réprimé à Rome par la loi Aquilie (1). Cette loi, malgré son nom, est un plébiscite qui fut présenté au peuple par un tribun *Aquilius*, qui n'a rien de commun avec *Aquilius Gallus*, l'ami de Cicéron. A quelle époque? Il est assez difficile de le déterminer. La conjecture la plus généralement admise en place la date en l'an 468 U. C. (2). Ulpien semble dire que la loi Aquilie a abrogé toutes les lois antérieures relatives au *damnum injuria datum*, et, notamment, les dispositions de la loi des XII Tables. Il y a là une exagération; sans doute, cette loi put être considérée comme le siège de la matière, mais il n'en est pas moins certain que, bien longtemps après sa promulgation, on voit encore fonctionner plusieurs actions relatives à la défense de la propriété, dont la survie, du reste, ne s'explique guère en bonne logique, mais nous est attestée par les textes (3).

21. — Ce plébiscite contenait plusieurs chapitres; nous n'en connaissons que trois. Longtemps le second est

(1) Cf. Gaius, Com. III, 210 à 223. Inst. IV, 3, *de Lege A.* au C. III, 35, id.; au D. *ad Legem A.*, IX, 2. Ce dernier titre a été commenté par Grueber, *The Roman Law of Damage to property*, Oxford, 1886.

(2) L. 1, § 1, D. h. t. Voici comment on raisonne : Théophile, dans sa paraphrase sur les Instit. (h. t., § 15), nous dit que ce plébiscite fut voté à l'occasion de dissensions entre patriciens et plébéiens. On en conclut que ce fut lors d'une des trois retraites de ces derniers; ce ne peut être que la troisième, la première étant antérieure et la seconde immédiatement postérieure à la loi des XII Tables. — Cf., en ce sens, Grueber, II, *Systematic Exposition*, p. 184.

(3) Ce sont les actions suivantes : *Actio arborum furtim cæsarum*, dont l'origine remonte à L. des XII Tables, bien qu'elle ait été remaniée par le préteur au point de vue de la peine (D. XLVII, 7, not. LL. 3, § 3; 7 pr. et § 6, et 7, 8 pr., 11), *de Pastu pecoris* (L. 14, § 3, *Præsc. verb.*, XIX, 5) et *de Ædibus incensis* (L. 7, § 13 *de pactis*, II, 14). Tous les dommages réprimés par ces actions rentrent dans le 3^e chef de L. A. Nombre de textes disent formellement qu'on a le choix entre ces deux modes de répression.

resté ignoré. Ulpien se bornait à nous dire (27, § 4) qu'il était tombé en désuétude ; nos anciens civilistes s'efforcèrent en vain de le reconstituer : toutes leurs conjectures furent vaines. Gaius seul nous apprend (Com. III, § 215) qu'il punissait l'*adstipulator* qui, non intéressé à la créance, en consentait une acceptilation frauduleuse ; c'est tout ce que nous en dirons. Nous serons très bref également sur le premier chef dont la teneur nous a été transmise par Gaius (2 pr.) *Qui servum servamve alienum alienamve, quadrupedemve pecudem injuria occiderit, quanti id in eo anno plurimi fecerit, tantum aes domino dare damnas esto*. On voit qu'il est relatif au meurtre d'esclaves ou d'animaux élevés en troupeau. Si on le compare au chapitre III, qui nous est parvenu par Ulpien (27, § 4) et qui était ainsi conçu : *Ceterarum rerum præter hominem et pecudem occisos si quis alteri damnum facit quod usserit, fregerit, ruperit injuria, quanti ea res erit in diebus triginta proximis tantum aes domino dare damnas esto*, on remarque qu'ils ont tous les deux un but commun : la protection de la propriété, mais qu'ils diffèrent en deux points, d'abord en ce qui concerne la peine, ensuite en ce que le troisième ayant une portée tout à fait générale, le premier au contraire est bien plus restreint, puisqu'il ne prévoit qu'une seule catégorie de dommages, les dommages causés à des esclaves ou des troupeaux, et un seul degré de lésion, celle qui a entraîné la mort. Ces différences signalées, nous raisonnerons désormais sur le troisième chef, sans plus nous occuper des deux premiers.

22. — On dit souvent que l'action de la loi Aquilie couvrirait tous les dommages illicites causés aux biens ; on la rapproche de l'article 1382. Cette formule est vraie si on l'entend du résultat définitif auquel ont abouti les extensions successives admises par les jurisconsultes ; mais il n'est pas moins certain que, au début et par sa

teneur primitive, fort peu de cas se trouvaient précis et fort peu de dommages réprimés. On répète avec les Institutes que la loi Aquilienne réprimait que le *damnum corpore corpori datum*. A l'époque reculée où elle fut promulguée, on n'éprouva le besoin de réprimer que les dommages causés par des actes matériels; de là, ces deux conditions, pour qu'on pût invoquer l'*actio legis Aquiliæ* : il fallait qu'il y ait une *lésion apportée à un objet corporel par une action matérielle et directe*. Pour préciser ce que ces notions ont de trop abstrait, je crois bon de définir par des exemples tirés des textes les termes de la loi, pour montrer comment on en a, peu à peu, élargi le sens. Nous avons vu que ces termes sont au nombre de trois : *urere, frangere, rumpere*. Le premier n'a pas besoin d'explication; mais en revanche il est assez difficile de préciser le sens des deux autres qui, au premier abord, semblent synonymes. M. Grueber conjecture que primitivement *frangere* devait signifier disjoindre, déchirer, briser (*sever, tear, break*), tandis que *rumpere* aurait signifié écraser (*crush*). Quoi qu'il en soit, on a appliqué sans difficulté notre loi, en se basant sur le mot *urere*, au cas où une personne a brûlé un esclave en approchant une torche de sa figure (27, § 6), ou a brûlé des abeilles appartenant à autrui, alors qu'elles étaient mêlées aux siennes (27, § 12). Le mot *frangere* s'adaptait exactement à l'hypothèse où quelqu'un a enfoncé les portes d'une maison, ou détruit cette maison (27, § 31). Enfin, comme exemple rentrant dans le mot *rumpere*, citons le cas où une personne fait couler un bateau en perçant un trou dans le bordage (27, § 24). Ces hypothèses ne pouvaient souffrir de difficulté; c'est la main même du délinquant qui a agi sur l'objet d'autrui. Mais il se peut qu'il n'y ait pas entre le dommage et le coupable une relation aussi immédiate, aussi étroite. Ainsi, quelqu'un surcharge une bête de somme appartenant à autrui et lui brise une jambe (27, § 23), ou un

navire mal dirigé va rompre des filets ou couler une embarcation à l'ancre (29, § 3 et 2) : pour accorder l'action Aquilienne, il fallait déjà un embryon de raisonnement juridique, mais ce premier degré d'interprétation fut vite franchi ; il en fut de même d'un second, qui consista à étendre le sens du mot *rumpere*. De très bonne heure, on l'entendit dans le sens de *corrumpere*. *Ruperit*, nous dit Ulpien, *vere fere omnes sic intellexerunt : corruperit* (27, § 13). Et il y eut là un progrès considérable ; car ce mot n'avait pas le sens restreint qu'il a en français, son acception était très générale, si large, qu'il comprenait tous les modes de destruction, et notamment l'*ustum* et le *fractum*. Ulpien nous dit qu'il n'est pas rare de voir une loi clore une énumération par une expression très générale, qui embrasse tous les cas énumérés. Cette explication ne me satisfait guère, et je suis fort disposé à croire, avec M. Grueber, qu'à l'origine le mot *rumpere* devait avoir un sens technique et restreint, en sorte que les jurisconsultes auraient réellement élargi le sens de la loi ; en effet, avec cette acception, on arrivait à donner l'action *directa* contre la personne qui *vulneravit vel virgis, vel loris, vel pugnīs cecidit, vel telo vel quo alio, ut scinderet alicui corpus, vel tumorem fecerit* (§ 17). La loi ainsi comprise réprimait le fait d'avoir jeté du blé à la rivière (§ 19), d'avoir non seulement coulé du vin, mais encore de l'avoir fait tourner en vinaigre (§ 15), d'avoir cueilli des fruits avant leur maturité (sans les avoir emportés, sinon il y aurait eu vol) (§ 25), d'avoir coupé avant le temps, des *sylva cædua*, etc., et enfin, — ce dernier exemple nous montre, je crois, le chemin parcouru dans cette voie — d'avoir falsifié un acte, *deletum instrumentum*, un testament par exemple (L. 42).

23. — Malheureusement, il était impossible d'aller plus loin dans cette voie d'interprétation extensive, et deux grandes catégories de dommages échappaient à la ré-

pression : le *damnum non corpore datum*, et le *non corpori datum*, c'est-à-dire celui qu'une personne cause à un objet nous appartenant, sans y toucher sans contact matériel, et celui qu'elle peut nous faire sentir dans notre patrimoine, sans qu'il y ait lésion matérielle d'aucune des choses qui le composent. Dans le premier cas, il n'y a pas eu d'acte corporel; le préjudice résulte non « du fait même d'une personne, mais de l'action d'une cause étrangère que ce fait a mise en mouvement, » suivant l'expression de M. Accarias. C'est cette idée qu'expriment les Romains en disant que le coupable n'a fait que *causam damni præstare*. Nous citerons les exemples suivants : Une sage-femme, au lieu de faire boire un poison à une esclave qu'elle soigne, le laisse à la portée de cette dernière qui le boit d'elle-même (cf. 9 pr., et 7, § 6); quelqu'un remet au fou l'épée dont il se perce (7, § 6), ou enferme un esclave pur le laisser mourir de faim (§ 16. Inst.); une personne tient un esclave pendant qu'une autre le tue, ou effraye un animal qui éprouve ainsi ou cause un dommage; ainsi, un cheval tombe à la rivière ou dans un précipice (9, § 3, et 27, § 34); un marin coupe le câble qui retient le navire d'autrui qui se perd (29, § 5); un cultivateur négligent, en brûlant des herbes sur son champ, laisse le feu se communiquer à la récolte du voisin (30, § 3); un esclave négligent s'endort devant le four et la villa est incendiée (27, § 9). Dans ces hypothèses et dans bien d'autres semblables, le dommage n'étant pas causé *corpore*, il est impossible que la victime puisse agir par *l'actio directa* L. A. Cette solution résulte des textes, et c'est à tort, selon nous, qu'on a prétendu qu'il avait existé, entre les interprètes, une controverse (1). Mais cela ne fut pas un

(1) G. III, 219, L. 11, § 1. Ce qui a fait croire à une controverse, c'est que Ulpien, qui pose le vrai principe dans L. 1, § 7; D. *Si quadrupes*, IX, 1, semble admettre *l'actio directa*, dans la L. 27, § 34. Une contradiction entre deux textes tirés du même ouvrage (Livre 18, *ad. Edict.*,

embarras sérieux, grâce aux pouvoirs du préteur, qui accorda aux victimes de ces faits une action utile qui présentait pour eux les mêmes avantages que l'action directe.

24. — Il est possible enfin qu'il n'y ait pas *damnum corpori datum*. L'action directe n'était pas admissible au cas où le dommage ne consistait pas dans la destruction ou l'altération d'un objet matériel, de quelque façon qu'il ait été causé, et ceci peut se présenter dans trois catégories d'hypothèses :

I. — Quelqu'un me prive de ma propriété, sans en altérer la substance et sans agir dans l'intention de se l'approprier ; je tiens des pièces de monnaie, on me frappe sur la main et l'argent va tomber dans la rivière (27, § 21. Inst. 16. Cf. LL. 14, § 9, et 23. *Præsc. Verb.*, xix, 5).

II. — A la chose d'autrui quelqu'un mélange une substance qui en diminue la valeur, par suite de l'impossibilité ou de la difficulté d'en opérer la séparation ; par exemple il sème de l'ivraie dans un champ ou mêle du sable au blé déjà récolté (27, § 14 et 20).

et dans une espèce semblable (animal effrayé) serait fort étonnante ; je ne crois pas qu'elle existe. L'expression « action » de loi Aquilie est prise dans le sens d'*action utile*. La nature de l'action n'étant pas en discussion dans ce passage, le jurisconsulte ne s'est pas piqué d'une grande précision. Un texte du Code (45 h. t.) commet une confusion de ce genre. On ne peut trouver de textes nous révélant à ce sujet une scission entre les auteurs romains ; l'antagonisme entre les deux grandes écoles ne s'est fait jour que pour des points douteux (11, § 5). Un chien, excité par son maître, a mordu un passant : Proculus accordait l'action directe, même si le chien n'était pas tenu en laisse ; cela tient à ce qu'il envisageait le chien comme un instrument passif. Julien, au contraire, et son avis est partagé par Ulpien, n'accorde que l'action utile ; ils attribuent une certaine responsabilité à l'animal. Le dissentiment entre Celse et Julien (11, § 3, et 51 pr.) est relatif à la question de savoir quel est le chapitre de la loi qu'il faut appliquer. Je crois qu'on peut concilier les deux textes de Celsus (27, § 12) et Ulpien (49) sur la destruction d'abeilles par le feu : dans la première hypothèse, il s'agit de quelqu'un qui met le feu sous un essaim pour le détruire ; dans la seconde, on se propose simplement de les chasser par la fumée.

III. — On peut enfin causer un dommage *non corpori*, en consommant des choses qui ne vous appartiennent pas, mais qui sont faites pour être consommées (L. 14, § 3, *Præsc. Verb.*).

Dans toutes ces hypothèses, les textes accordent à la victime une *actio in factum*. Qu'est-ce au juste que cette action? Deux opinions fort différentes se sont fait jour à ce sujet. Pour les uns, et cette opinion a été défendue notamment par M. Accarias (n° 684), cette action n'est autre que l'action *in factum*, subsidiaire de l'action de dol. « S'emparer de l'esprit de la loi pour en élargir la disposition était chose impossible, il fallait créer un système complémentaire. Je le résume ainsi : Partout un dommage causé sans droit ne peut être réparé par aucune autre voie légale; le prêteur donne, s'il y a lieu, l'action de dol, sinon une action *in factum*... Du reste, comme le dol ne se présume pas et qu'on peut avoir beaucoup de peine à l'établir, il arrive souvent que les jurisconsultes font abstraction de l'action de dol et présentent l'action *in factum* comme étant celle qui est régulièrement destinée à combler la lacune. »

Au point de vue des textes, les auteurs qui soutiennent ce système s'appuient sur le § 16 des Institutes, qui établit une gradation très nette entre trois sortes de dommages : le dommage *corpore* et *corpori*, réprimé par l'action directe; le dommage *corpore*, mais *non corpori* (*actio utilis*), et le dommage qui, de quelque façon qu'il soit causé, n'atteint pas un *corpus*, et, dans ce cas, *in factum teneri actione*. Ce texte deviendrait, dit-on, un non-sens, si on n'admettait pas que l'action qui est donnée en dernier lieu est l'action *in factum*, subsidiaire de l'action de dol. Cette théorie ne me satisfait guère, et je me sens plus disposé à admettre l'autre opinion, qui consiste à soutenir que l'*actio in factum*, qui se trouve dans les textes, est une

action *legis Aquiliæ*, et qu'en fait elle se confond avec l'action utile.

D'abord, il est certain que dans les textes du *Corpus*, l'expression *utilis actio* désigne toute action que le prêteur accorde, par analogie, à une action créée par la loi (*actio directa* ou *vulgaris*), dans les cas qui n'ont pas été prévus par cette loi. Dans ce but, il altère la formule, et cela de deux façons notamment : en y insérant une fiction, ou en remplaçant l'*intentio* par un exposé des faits de la cause. De sorte que la notion d'action *in factum* est comprise dans celle d'*actio utilis*, et que les actions *in factum* ne sont qu'une catégorie des actions utiles. Ceci dit, nous arrivons aux textes. Celui que nous opposons au fragment des Institutes n'est rien moins que le fragment correspondant de Gaius (III, 219), qui, après avoir dit dans quel cas l'action directe est possible, ajoute : *Alio modo damno dato utiles actiones dantur*. Dans cette expression, Gaius doit comprendre les actions *in factum*; rien n'indique qu'elle soit prise dans un sens plus restreint. Mais arrivons aux textes du Digeste. D'abord, nous en trouvons une première catégorie dans lesquels les jurisconsultes appliquent l'*actio in factum* à des espèces auxquelles, d'après le § 16, l'action utile devrait seule convenir. Ce sont les LL. 9, § 2 et 3 et 53. Ces textes ne sont pas isolés; la plupart des lois statuant sur le *damnum non corpore* emploient l'expression action *in factum* (7, § 6, 9 pr.; 11, § 5, 29, § 5 et 49 pr.). Elles opposent toujours cette action à l'action directe. Un texte de Paul pose nettement le principe (33, § 1) : *In damnis quæ lege Aquilia non tenentur, in factum datur actio*. L'action *in factum*, ainsi accordée à défaut d'action directe, ne se distingue pas de l'action utile, est l'action utile. Mais pourquoi la masque-t-on sous cette expression? Voici pourquoi : l'action utile est toujours *in factum*. La L. 11, XIX, 5, nous le dit formellement, et c'est là le seul caractère

qui la distingue de l'action directe, à qui elle ressemble pour tout le reste.

Voilà comment j'explique la terminologie habituelle des jurisconsultes. Mais, dit M. Accarias, « ce qu'il faudrait produire, ce ne sont pas des textes qui qualifient *in factum* le *d. non corpore d.*, mais des textes où l'action engendrée par le *d. non corpori d.*, serait appelée action utile. » Soit. Mais je ne serai pas forcé d'aller chercher ces textes bien loin; la note que je discute me les fournit. Ainsi, par ma faute, je laisse tomber dans un fleuve un objet que l'eau ne peut gâter. Le propriétaire de cet objet, nous dit la L. 27, § 21, aura une action utile (*damni, injuriæ esse actionem*). Il est vrai qu'Alfenus, dans L. 23, *Præsc. Verb.*, dans la même espèce, donne une action *in factum*, et M. Accarias en conclut qu'il y avait divergence entre les auteurs. Je ne suis pas de son avis. Nous sommes en présence de *deux solutions identiques*; les termes seuls diffèrent, et, je le répète, si le mot d'action utile est plus rarement employé, c'est que l'autre expression a l'avantage de mieux indiquer le caractère définitif de l'action. Je ne crois pas qu'il y ait à argumenter du § 202 de Gaius; il ne me semble pas juste de dire, comme on l'a fait, que cet auteur hésitait à accorder l'action utile. La vérité est qu'il réserve la question pour le moment où il étudiera la loi Aquilie. En résumé, et quelque fort que puisse paraître l'argument tiré du § 16 des Institutes, je crois que, dans le doute, car la question est, en somme, fort douteuse, il est plus sûr de voir dans la loi Aquilie et ses extensions successives, un système unique et complet de répression du *damnum iniuria datum*.

25. — Nous avons à nous demander quelles sont les conditions requises pour le maintien de l'*actio leg. Aq.*, soit *directa*, soit *utilis* ou *in factum*. Il faut : 1° qu'il y ait un *damnum*; 2° que ce *damnum* ait été *injuria datum*; et 3° qu'il résulte d'une faute, *culpa*.

Il faut d'abord que le fait reproché ait entraîné un dommage (tel est le sens du mot *damnum*), c'est-à-dire il ne suffira pas qu'il y ait eu lésion matérielle de la chose d'autrui ; il faudra, en outre, qu'il en soit résulté une diminution dans la valeur du patrimoine du propriétaire de cette chose. On lui refusera donc l'action si le dommage causé n'entraîne pas pour lui de perte ayant un caractère pécuniaire. Ainsi, l'esclave blessé n'avait aucune valeur (27, § 17), ou il a augmenté de prix par suite de la castration qu'on lui a fait subir (§ 28). Des fruits ont été cueillis à leur maturité, mais non emportés, bien entendu (§ 25). De même le testament d'une personne vivante a été détruit (41 pr.), ou la chose a été détruite par le créancier qui devait la recevoir sans qu'il y eût de terme au profit du débiteur (54, § 37). En somme, le préjudice *matériel* seul est pris en considération. Ce n'est pas à dire pour cela que le dommage moral reste impuni. D'autres actions peuvent en procurer la réparation, et notamment l'*actio de injuriis*, que nous nous bornons à mentionner, et qui a un caractère délictuel très prononcé (L. 27, §§ 17 et 28, et L. 41).

Ainsi donc, il faut qu'il y ait un dommage causé au propriétaire de la chose atteinte à l'occasion de cette chose. Le texte de la loi l'indique bien : *Si quis ceterarum rerum alteri damnum faxit*. C'est, en somme, le propriétaire qui doit supporter le dommage, et non la chose. Aussi, et c'est par cette observation que nous terminerons, l'action pourra être intentée même lorsqu'il n'y aura plus de traces de la lésion matérielle qui en est la base. L'esclave blessé, par exemple, se trouvant guéri, n'a pas définitivement diminué de valeur : le préjudice matériel se trouvera pour le propriétaire dans l'incapacité de travail qu'a entraînée la blessure et dans les frais nécessités par la guérison (45, § 1).

26. — Une seconde condition imposée à l'exercice

de l'action Aquilienne, est que le *damnum* ait été *injuria datum*. *Non enim sufficit occisum, sed oportet id esse injuria factum* (L. 3). Que faut-il entendre par là ? Ulpien (5, § 1) nous explique qu'il ne faut pas interpréter cette expression dans le sens d'outrage, *contumelia*, comme dans l'*actio injuriarum*, mais qu'elle signifie *quod non jure factum est, hoc est contra jus*.

Quand peut-on dire qu'une personne agit *contra jus* ? Gaius répond à cette question (III, § 219) : *Is injuria autem occidere intelligitur, cujus dolo aut culpa id acciderit*. Ulpien, dans la loi précitée, dit de même : *Id est si quis culpa occiderit*. Donc, d'une manière générale, et pris dans un sens large, le mot *injuria* se réfère à la faute et au dol ; il comprend tous les cas où l'on fait ce qu'on n'a pas le droit de faire (LL. 55, 151 et 155, § 1 ; L. 17).

Mais il s'entend aussi dans un sens plus restreint et s'applique au dommage causé par une personne qui n'avait pas une juste raison d'agir comme elle l'a fait. On peut, en effet, n'être pas tenu de répondre du préjudice qui peut résulter d'un acte positif et volontaire, si on n'a fait qu'user de son droit. *Qui suo jure utitur nemini facit injuriam*. Dans quels cas peut-on dire qu'une personne est, selon l'expression de Grueber, en droit de procéder à un acte dommageable à autrui (*entitled to perform an act.*) ? Je crois pouvoir grouper les hypothèses présentées par les textes de *damnum jure factum* dans quatre chefs différents. Ne donneront pas à lieu à une poursuite basée sur la loi Aquilie les dommages causés dans les circonstances suivantes :

I. — Ceux résultant d'actes *accomplis en exécution d'un ordre légalement donné par un magistrat agissant dans la limite de ses pouvoirs*. Exemple : un édile fait briser des meubles embarrassant la voie publique (L. 12, 13 et 14 ; Peric. et Com. R. V., XVIII, 6).

II. — Ceux résultant de l'exercice du droit naturel de

légitime défense (inculpata tutela). Quand une agression violente et illégale est dirigée contre notre personne ou nos biens, nous avons le droit de repousser la violence par la violence, *vim vi repellere licere* *Cassius scribit, idque jus natura comparatur* (L. 1, § 27, D. de *Vi armata*, XLIII, 16, et L. 4 pr., 5 pr., et L. 5, § 5, IX, 2). Nous pouvons recourir à la force, même si l'attaque est dirigée contre nos biens, mais il faut que notre vie soit indirectement menacée, ou tout au moins que nous la croyions menacée (5 pr. et L. 9, XLVIII, 8).

III. — Le dommage a été causé par une personne agissant sous l'empire d'une nécessité urgente, et pour se protéger contre un dommage au moins aussi grave. Un navire est chassé par la tempête dans les câbles ou les filets d'un autre navire, et son équipage se voit dans la nécessité, pour se dégager, de couper ces câbles ou ces filets (29, § 3). Les textes nous fournissent un autre exemple : quelqu'un démolit la maison voisine ou la sienne pour protéger cette dernière contre un incendie qui va détruire le quartier (L. 9, § 1, et L. 3, § 7, XLVII, 9). Ces deux textes d'Ulpien semblent contredits par Servius (L. 7, § 4, D. XLIII, 24).

IV. — Enfin, nous *pouvons agir en vertu d'un droit particulier qui nous appartient et que nous tenons d'une convention ou de la loi*. Ainsi, nous avons tué l'esclave d'autrui, mais avec la permission de son maître (7, § 4). Un artisan a le droit d'user vis-à-vis de son apprenti d'une *levis castigatio* (5, § 3). Enfin, un rescrit de Sévère permet au propriétaire de détruire lui-même l'aqueduc que le voisin a établi sur son fonds. Peut-on généraliser cette décision et dire que l'on pourrait toujours faire de sa propre autorité ce qu'on aurait le droit d'obtenir de la justice ? Cela est fort douteux. Dans cette même loi, Labéon prétend qu'un propriétaire n'a pas le droit de réduire soi-même le toit du voisin qui s'étend sur son fonds (29, § 1. Cf. 673 C. civ.).

Mais ne peut-on jamais tomber sous le coup de la loi Aquilie, même quand on agit en usant de son droit ? Oui, sans doute, on sera responsable du dommage causé dans deux hypothèses.

D'abord, on a fait de ce droit un usage excessif, abusif. Ainsi, par exemple, un propriétaire trouve sur son champ des bestiaux appartenant à autrui : il a le droit de se plaindre au propriétaire, il a même le droit de les chasser, *expellere* ; mais s'il prend ce dernier parti, *non aliter debet agere quam si suum pecus deprehendisset*. S'il a recours à des coups violents, et, d'une manière générale, s'il agit trop brutalement, il répond du dommage qui peut en résulter (39, § 1). De même la défense, pour être légitime, ne doit pas excéder les *bornes* de la nécessité : *inculpata tutelæ moderatio*, nous disent les textes (L. 1, C. viii, 4). Justifiée par l'agression qui est dirigée contre nous, elle ne doit pas se prolonger quand cette dernière a pris fin (L. 3, xliii, 16), ni surtout se transformer en une vengeance. Vous n'avez pas le droit de poursuivre le voleur qui fuit à coups de pierre (L. 45, § 4).

En second lieu, l'*actio* L. A. reprend son empire quand le coupable a usé de son *droit uniquement dans le but de nuire à autrui*. Ainsi, par exemple, des publicains ou des magistrats municipaux, usant de la *pignoris capio*, saisissent le bétail d'un contribuable, ils l'enferment et le laissent mourir de faim en empêchant le propriétaire de lui apporter de la nourriture : il y aura *damnum injuria datum*. C'est ce qui résulte de la L. 29, § 7 h. t., et de la L. 2, § 20, D. xlvii, 8. Ces deux textes sont fort curieux, car ils me semblent contenir le germe de la théorie toute moderne de l'excès de pouvoir. De même, un esclave a été *pignori datum* : son maître, pour un léger délit, le punit sévèrement ; le créancier, à défaut de paiement, le fait vendre, mais les mauvais traitements qu'il a subis en ont diminué la

valeur; il aura l'action de la loi Aquilie si le débiteur a agi dans l'intention de lui causer un dommage (L. 27, D. xx, 1).

27. — Il faut que le dommage soit dû à une faute ou un dol. Aucune réparation ne sera due s'il provient d'un cas fortuit; par exemple, une collision entre navires est due à la tempête (29, 2). Les textes nous fournissent d'autres exemples assez curieux auxquels je renvoie (52, § 4, et 57). Il faut assimiler à un cas fortuit l'acte d'un fou *furiosus* ou d'un enfant *non injuriæ capax*. Ulpien (5, § 2) l'assimile à la chute d'une tuile.

Mais, pour que le dol ou la faute tombent sous le coup de la L. A., il faut qu'ils consistent en un fait proprement dit, non en une simple négligence. La *culpa in faciendo* seule peut être prise en considération. La loi ne peut imposer aux hommes envers leurs semblables que des obligations négatives, respecter le droit des autres; elle ne peut mettre à leur charge des devoirs positifs.

On objecte que plusieurs textes au Digeste accordent réparation de dommages qui résultent de simples négligences. Ainsi, un esclave meurt des suites d'une opération bien faite, parce que le médecin a cessé de continuer ses soins, *reliquit curationem* (7, § 8); un cultivateur allume du feu sur son champ et laisse, par négligence, le feu gagner la récolte voisine (30, § 3); un ouvrier qui émonde les arbres d'une route laisse écraser par la chute d'une branche un passant qu'il a oublié d'avertir par un cri (31); enfin, le feu est mis à une villa par suite de la négligence d'un esclave qui surveille le four (27, § 9). *Je ne vois pas là la moindre dérogation* au principe. On dit que le dommage a été causé par une négligence, c'est une erreur; *il est dû à des actes positifs* qui ont consisté à opérer l'esclave, à allumer du feu, à laisser tomber une branche. Sans

doute, la négligence a eu pour résultat de rendre domageables des faits en eux-mêmes inoffensifs, ou de laisser des actes dangereux dès le début produire toutes leurs conséquences funestes; peu importe. En effet, il ne suffit pas, pour échapper à toute responsabilité, de ne faire que des actes permis, il faut les entourer de toutes les précautions qui sont nécessaires pour qu'ils ne risquent pas de léser les droits d'autrui.

De cette idée que la *culpa in committendo* peut seule être prise en considération, les auteurs ont tiré une conséquence fort curieuse : « Les deux droits du nu propriétaire et de l'usufruitier sont, a-t-on dit, deux droits placés côte à côte, mais étrangers l'un à l'autre : en droit pur, le nu propriétaire ne doit rien à l'usufruitier, l'usufruitier ne doit rien au nu propriétaire. » On en avait tiré cette conséquence que l'usufruitier ne répondait des dégradations faites par lui au fonds grevé que par application de la *lex Aquilia* et *sicut quemlibet alium qui in aliena re tale quid commiserit*; mais aucun recours ne mettait le nu propriétaire à l'abri des simples négligences. *Qui agrum non proscindit, vites non subserit, non lege A. tenetur* (L. 13, § 2, D. VII, 1). Mais le préteur intervint pour forcer l'usufruitier à promettre de jouir en bon père de famille (13 pr. eod. tit.). De même, par la *cautio damni infecti*, il assura la réparation des dommages qui pourraient être éventuellement causés par la chute de bâtiments menaçant ruine. (V. le titre *De damno infecto*, XXXIX, 2).

28. — Nous avons déjà dit qu'en notre matière, il n'y a pas à s'occuper du degré de faute. Une faute d'une gravité quelconque engage notre responsabilité, pourvu qu'elle réponde aux caractères que nous avons étudiés. *In lege Aquilia et levissima culpa venit*. Mais il ne faut pas prendre le mot *levissima* à la lettre; au fond, il ne signifie pas plus que *culpa levis*, c'est encore un exemple de l'emploi du superlatif pour le positif. Ce qui

le prouve, c'est que la diligence que l'on exige ici est la même que celle requise dans la plupart des contrats, celle du bon père de famille (31). Il est bien évident que la loi ne peut exiger de la masse des hommes les soins du meilleur des pères de famille. Cette idée générale de la *culpa levis* nous servira à grouper sous quatre chefs quelques exemples tirés de notre titre.

I. — Un bon père de famille n'entreprendrait pas une besogne au-dessus de ses forces ou de son talent. C'est pourquoi Gaius nous dit que : *Imperitia culpæ adimittitur* (132, L. 17). De nombreux textes font l'application de cette idée au médecin qui saigne mal à propos un esclave (7, § 8) ; au conducteur ou au muletier qui, par maladresse ou manque de force, ne peut retenir ses bêtes (27, § 34, et L. 9, § 5, xix, 5) ; à l'ouvrier maladroit, qui casse l'objet confié à ses soins (27, § 29) ; à l'homme qui charge mal une charrette (27, § 33), ou se surcharge lui-même (7, § 2).

II. — Est responsable celui qui n'a pas su prévoir les conséquences dommageables qui pourraient résulter de ses actes (v. L. 30, § 3, précitée, et L. 31 ; l'émondeur sera responsable s'il travaille sur une route, il ne le sera pas s'il travaille sur un champ ; le barbier sera responsable s'il rase ses clients dans un endroit où, d'habitude, on joue à la paume (11).

III. — Sera également responsable, celui qui a été *negligens in eligendis ministeriis*, et a choisi *servos noxios* (27, § 9 précité).

IV. — Sera enfin tenu *lege Aquilia*, celui qui a causé un dommage en commettant un acte illicite, par exemple, en tendant des pièges là où il n'a pas le droit de le faire (29) ; en s'amusant à lancer des flèches à un endroit non réservé à cet exercice : *lusus quoque noxius culpa est* (9, § 4).

Les règles exposées sur la responsabilité ne peuvent-elles se trouver modifiées dans certains cas ? Oui, sans

doute. Je laisse de côté les textes qui excluent l'application de la loi Aquilie, ou en affaiblissent la portée en ce qui concerne les accidents arrivés dans les jeux publics ou les exercices militaires. Disons simplement que, dans les exercices comme la lutte, ou le pancrace, ou le pugilat, il était permis de tuer son adversaire : *quia gloriæ causa et virtutis, non injuriæ gratia, videtur damnum datum* (7, § 4) ; mais on ne pouvait frapper un lutteur *cedentem*, en fuite.

A part cela, nous trouvons que la responsabilité du coupable doit être appréciée moins sévèrement, d'après L. 54, § 2, D. xli, 1. Dans le cas où un homme libre a servi *bona fide*, comme esclave, s'il a causé un dommage à son prétendu maître, *culpam exigere graviores debemus, nec tam levem quam in extraneo*. La responsabilité de l'auteur de l'acte disparaît même, nous disent les textes, lorsque la victime a commis une faute relative au dommage qui lui est survenu : la faute étant commune de part et d'autre se balance, se compense, et l'action Aquilienne est refusée. Il en sera ainsi, si quelqu'un excite un chien et se fait mordre (Paul, Sent. I, 15, § 3), ou si un esclave est tué en traversant la place où des soldats s'exercent à lancer leurs javelines (9, § 4). De même le maître d'un esclave n'aura pas droit à une indemnité si ce dernier, n'ayant été blessé que légèrement, est mort faute de soins (30, § 4). Mais, remarquons-le bien, la faute de la victime ne fera pas obstacle à son action, si elle se fonde sur un *dol* du coupable (9, § 4), si l'esclave a été intentionnellement blessé par les soldats.

La conclusion de cette étude sur les développements successivement apportés à la loi Aquilie, est que l'on peut considérer comme exacte l'affirmation émise au début, à savoir qu'elle finit par couvrir tous les dommages illicites causés aux biens, et qu'il n'y avait plus qu'un pas à franchir pour arriver à la formule générale employée par notre Code civil.

CHAPITRE II

DES ACTIONS AU MOYEN DESQUELLES LA VICTIME D'UN DOMMAGE PEUT EN OBTENIR RÉPARATION

SECTION PREMIÈRE

DE « L'ACTIO LEGIS AQUILIÆ »

29. — La *Lex Aquilia* conférait à la victime, à l'origine, deux moyens d'agir en réparation du *damnum injuria datum*. En effet, un passage de Cicéron (Brutus, § 131), nous révèle l'existence d'une *multæ petitio*, action en paiement d'une amende qui paraît s'être exercée par une accusation publique. Mais elle disparut d'assez bonne heure, remplacée par la *Lex Cornelia, de Sicariis* (de Sylla), Inst. h. t. 11, L. 5 pr. et 23, § 9 h. t.). Il ne restait donc plus que l'*actio Legis Aquiliæ*. De quelle nature était cette action ? Nous rencontrons à ce sujet trois séries de textes :

I. — Gaius (iv, § 112), nous apprend que c'était une action pénale, et cela venait de la nature du fait même qui lui donnait naissance, et qui était un délit *ex maleficio*. Beaucoup d'autres textes s'expriment de la même façon et rapprochent ces deux idées de *pœna* et de *maleficium* (L. 18, § 1, D. v, 1, et LL. 11, § 2, et 51, § 1 et 2 h. t.). C'est à ce caractère d'action pénale que les jurisconsultes se sont attachés pour en tirer des conséquences fort importantes et sur lesquelles j'aurai à revenir.

II. — On faisait aussi rentrer *l'actio* L. A. dans une autre division basée, celle-là, non plus sur la nature du fait que l'action mettait en jeu, mais sur le résultat qu'elle poursuivait. Gaius, dans son Com. IV, §§ 6 à 9, nous expose la division : *Agimus autem interdum ut rem tantum consequamur, interdum ut poenam tantum, alias ut rem et poenam.... Rem et poenam persequimur velut ex his causis ex quibus adversus inficiantem in duplum agimus*, et il cite parmi ces actions celle qui nous occupe. La *poena* était le *simpulum* dû au cas où le défendeur niait injure, la *res* était le *simpulum* dû lorsqu'il avouait, de sorte que, moralement, l'action L. A. était *rei persecutoria*. Paul le dit expressément (L. 50, *Pro socio*, xvii, 2). Nous devons remarquer qu'il n'y a pas là une contradiction entre les jurisconsultes, qui se placent à deux points de vue différents ; mais le premier caractère est sans contredit le plus important par ses conséquences.

III. — Enfin, Justinien (iv, 6, § 19) s'efforça de faire rentrer l'une dans l'autre ces deux divisions ; pour lui, l'action née *ex maleficiis* poursuit toujours *poenam*, tantôt exclusivement, tantôt en même temps que la réparation du préjudice, et une action n'est pénale que si elle poursuit *poenam*. Ceci dit, on a remarqué que lorsque le défendeur avoue, *l'actio* L. A. est simplement *rei persecutoria*. Justinien, tenant à lui maintenir le caractère pénal, prétendit, avec une subtilité étrange, que, même dans cette hypothèse, il y a peine, le mode d'estimation employé par la loi pouvant entraîner une condamnation supérieure au préjudice causé, lorsque la chose atteinte avait eu, dans l'année ou le mois qui avait précédé le délit, une valeur supérieure qu'elle avait ensuite perdue. Ce raisonnement est absolument propre à Justinien ; on n'en trouve pas de trace au Digeste.

Sous quelle forme s'exerçait l'action de la loi Aquilie ? Sous le système des *legis actiones*, elle dut s'exercer

très probablement par la procédure de la *manus injectio*. Cela semble résulter d'un texte de Gaius (iv, 21), du rapprochement qu'il en fait (§ 9) avec des actions certainement soumises à cette forme de procéder, de l'expression *damnas esto*, etc.

Quand la procédure devint formulaire, il dut y avoir, pour notre action, une formule spéciale, ou plus exactement deux, une délivrée par le prêteur pour l'*actio confessoria*, *quæ adversus confitentem datur* (25, § 1 et 2), et l'autre, donnée *in inficiantem* (4). L'action de la loi Aquilie échappe, grâce à son caractère d'action délictuelle, à la division des actions de droit strict et de bonne foi ; action civile, elle était perpétuelle avant Théodose le Jeune, et prescriptible par trente ans depuis cet empereur.

30. — A qui et contre qui compète l'action L. A ? D'abord à qui est-elle accordée ? La L. 11, § 6, nous répond : *Hero competit, hoc est domino*. C'est même ce mot *domino* que nous trouvons dans le texte de la loi elle-même ; c'est donc le propriétaire de la chose ou de l'esclave atteint qui peut agir. Il n'est pas nécessaire qu'il possède ; la L. 11, § 7, et la L. 13 pr. font l'application de cette idée à l'esclave fugitif. Si l'esclave blessé faisait partie d'une hérédité jacente, grâce à la fiction *hereditas defuncti personam sustinet*, l'action est acquise à l'hérédité et sera exercée par l'héritier, après l'adition (13, § 2, et L. 3 ; cf. L. 36, § 2, v, 3). Le propriétaire de la

(1) On a soutenu que l'*actio* L. A. serait une *condictio*. On se base sur L. 9, § 1, *Reb. Cred.*, xii, 1 : *Certi condictio competit ex lege Aquilia*. On peut répondre de deux façons à l'argument qu'on en tire : il y aurait là une *condictio* analogue à la *c. furtiva* et tendant à réclamer au délinquant le montant de son enrichissement ; il est très rare que le *damnum inj. d.* entraîne un bénéfice pour le coupable ; cela arrive au cas où le débiteur détruit le titre de créance, par exemple. D'autres auteurs ont voulu y voir une application du droit qu'aurait, d'après eux, tout demandeur de transformer en *cond.* sa créance par l'évaluation qu'il en fait à ses risques et périls.

chose, au moment où elle est endommagée, a l'exercice de l'action, quand bien même il ne devrait pas en conserver la propriété; il s'agit, par exemple, d'un esclave en raison duquel l'acheteur est en droit d'agir par l'action *redhibitoria* (11, § 7).

Une fois le droit né en la personne du propriétaire, il se transmet à ses héritiers (23, § 8, et L. 1, § 1, XLVII, 1). Que faut-il décider des légataires? Si la chose endommagée a été léguée *per vindicationem*, on peut admettre que le légataire en devient propriétaire au jour de l'adition par l'héritier. C'était, du moins, l'opinion des Sabinien (G. II, 195), et elle semble avoir prévalu (L. 80, D. *De leg.* xxxi); le légataire aura donc l'action à partir de ce moment. Mais, si le dommage est postérieur au décès, antérieur à l'adition, le fr. 15 pr. distingue si l'esclave a été tué ou simplement blessé; dans les deux cas, l'action appartient bien à l'héritier, mais, dans le second seul, il est tenu de la céder au légataire: la raison de cette différence qui semble bizarre tenait, comme le montre fort bien Grueber (p. 237), à ce que, dans le droit classique, le légataire n'avait qu'une action *in rem*, aussi la solution a-t-elle dû se modifier quand, sous le droit de Justinien, il acquit une action *in personam*. Si le légataire refuse le legs, la propriété se trouve avoir rétroactivement appartenu à l'héritier ou aux colégataires, et c'est à eux que compétera également notre action (LL. 34, 35, 36 h. t.).

La propriété requise par la loi était la propriété quéritaire. Mais le prêteur intervint pour accorder au pérégrin victime d'un *d. ini. d.*, une action fictive.

N'oublions pas que pour pouvoir agir, il faut avoir éprouvé un préjudice pécuniaire. Ceci explique que si un esclave que son maître affranchissait par son testament, en le constituant héritier, a été tué, ce maître aura bien l'action de la loi Aquilie, mais l'héritier ne l'aura pas (23, § 1). Il faut donc que le propriétaire de la

chose endommagée ait un intérêt à agir; l'action lui sera refusée au cas où cet intérêt fait défaut. Ainsi, le propriétaire de la chose endommagée en était débiteur; il devait en transférer la propriété au créancier. Peut-il agir *lege A.*? Non, il n'a pas d'intérêt, car cette destruction de la chose par un tiers est pour lui un cas fortuit, qui le libère. D'un autre côté, le créancier n'est pas propriétaire : il ne peut non plus exercer l'action Aquilienne; il pourra seulement agir par l'action *de dolo*, ou par l'action *in factum* subsidiaire de l'action de dol. C'est la solution qui résulte d'une manière évidente du fr. 18, § 5, D. iv, 3, qui se place dans l'hypothèse d'une stipulation. Faut-il voir là une règle propre aux contrats de droit strict? Les seuls textes que nous trouvons sur ce sujet sont relatifs à la vente. D'abord, Justinien (Inst. m, 23, § 3), nous dit que le vendeur doit remettre à l'acheteur tout ce qui reste de la chose, notamment l'*actio de damni injuria*, et nous trouvons au Digeste des textes dans le même sens (L. 35, § 4, xviii, 1, et 13, § 12, xix, 1). Peut-on dire qu'il y ait contradiction entre ces textes et le premier cité? Non, sans doute. Mais comment les concilier? On a proposé deux moyens d'arriver à ce résultat. D'abord, on fait remarquer que dans la vente, le vendeur, tenu de la *culpa levis*, est obligé de justifier que le dommage n'est pas arrivé par sa propre faute; la difficulté de cette preuve, mise à sa charge, lui crée donc un intérêt. D'un autre côté, nous avons fait remarquer sur la L. 54 h. t. que, au cas où le créancier a détruit la chose due, le débiteur aura action contre lui; s'il n'était pas lui-même en demeure, c'est qu'en effet il a perdu la jouissance de sa chose jusqu'au moment où il aurait dû exécuter. Eh bien! dit-on, le même intérêt peut se rencontrer, même si la chose est détruite par un tiers. Quoi qu'il en soit, faisons remarquer que cette seconde explication arrive à accorder presque toujours l'action au débiteur. En effet, ou il est en demeure,

ou il ne l'est pas. S'il est en demeure, il est responsable du cas fortuit, par conséquent intéressé, comme au cas où il s'en serait volontairement chargé par une clause du contrat (*custodia*).

31. — Le prêteur accorda des actions utiles à d'autres intéressés; d'abord au possesseur de bonne foi (11, § 8, et 17). Tant que ce dernier ne sera pas inquiété dans sa possession, il agira comme un vrai propriétaire. Mais supposons qu'il soit ensuite en butte à une *revindicatio* de la part du vrai propriétaire? Il devra, s'il succombe, lui restituer tout ce qu'il a reçu; par exemple, la double valeur de la chose (L. 55, D. v, 3). Vient-il à usucaper au cours de l'instance, si la chose a été endommagée, *post litem contestatam*, il devra céder son action au *verus dominus* (L. 17, § 1 in fine, D. vi, 1). Il est vrai qu'il a un recours contre son auteur, pour tout le dommage qu'il lui a fait éprouver par son défaut de droit (L. 35, § 4, xviii, 1). Il se peut que le propriétaire et le possesseur de bonne foi agissent concurremment contre l'auteur du *damnum*. Dans ce cas, le second n'aura droit qu'à la valeur des impenses faites. A cela se bornera également son action, s'il agit contre le propriétaire lui-même (17). En sens inverse, le propriétaire peut agir *lege Aquilia* contre le *bonæ fidei possessor* (L. 38).

Le prêteur accorda également des actions utiles à un certain nombre de titulaires de droits réels, *jura in re*. Les textes le disent formellement pour l'usufruitier et l'usager, ainsi que pour le créancier gagiste, et M. Grueber (p. 243) pense que des actions de même nature devaient être accordées à tous les titulaires de droits réels susceptibles d'évaluation pécuniaire, et, par conséquent, de servitudes, de droits d'emphythéose et de superficie. Pour lui, le silence des textes, relativement à ces droits, est dû à un hasard : *Is merely due to an accident*. Je ne crois pas que cette généralisation soit prudente. Quoi

qu'il en soit, revenons à l'usufruit. Les LL. 11, § 10, et 12 h. t., reconnaissent à l'usufruitier une action utile contre la personne qui a endommagé la chose sujette à l'usufruit. Mais il faut reconnaître que le nu propriétaire aura, du même chef, une action directe. Tous deux sont atteints dans leurs droits; ils ont droit à une réparation proportionnelle à la perte éprouvée. Le coupable paie la valeur de l'esclave tué, par exemple; cette somme devra être répartie proportionnellement à la valeur de l'usufruit et de la nue propriété : *Proportionione ususfructus*. Comment les Romains s'y prenaient-ils pour établir cette valeur? Avaient-ils, comme notre loi d'enregistrement, un tarif fixe arbitraire, ou bien avaient-ils déjà établi des tables de survie, si grossières fussent-elles? Je laisse à d'autres, plus érudits que moi, le soin de résoudre ce problème.

Le créancier gagiste avait également une action utile contre la personne qui endommageait l'objet grevé (17). Cette personne pouvait être le débiteur lui-même (L. 27, D. xx, 1). Le créancier gagiste ne pouvait, par l'action utile, obtenir que la réparation du préjudice que lui causait le *damnum*. Or, le *pignus* n'a pas de valeur par lui-même; il ne vaut qu'en tant qu'il assure le paiement de la créance. Ceci fait, le créancier n'éprouvera de perte que s'il se trouve dans l'impossibilité, par suite du fait illicite d'autrui, d'obtenir le paiement intégral de sa créance. Ce qui arrivera, non seulement au cas où le débiteur est insolvable, mais encore dans l'hypothèse d'une action temporaire qui se trouve éteinte; car, bien qu'éteinte, elle laisse subsister une obligation naturelle, dont le paiement était assuré par le gage. Dans ces deux cas, le créancier obtiendra du coupable le montant de sa créance (30, § 1) jusqu'à concurrence, bien entendu, de la valeur de l'objet; s'il reste un excédent, il appartiendra au propriétaire de la chose.

Les titulaires de simples droits de créance n'ont pas

l'exercice de l'action de la loi Aquilie; c'est ainsi que nos textes la refusent au *stipulator* (L. 54 et 55 h. t.), au vendeur (L. 13, § 12; xix, 1), au commodataire (11, § 9). Dans la L. 27, § 14, si le *colonus* a une action *in factum*, il ne fait qu'exercer le droit du propriétaire, et la preuve, c'est qu'il doit *cavere non amplius non agi*.

Un homme libre est blessé par la faute d'une autre personne; on lui refusait l'*actio directa*, *quia nemo videtur dominus membrorum suorum*. Aussi lui accordait-on une action utile; si la victime était *alieni juris*, le *paterfamilias* pouvait agir en son nom (LL. 5, § 3, 6 et 7 pr.). Mais lorsqu'un homme libre mourait de sa blessure avant d'avoir pu agir, son action passait-elle à ses héritiers? S'il était tué sur le coup, l'action naissait-elle dans la personne de ses héritiers ou des membres de sa famille qui souffraient un préjudice à raison de sa mort? Les textes sont absolument muets sur la question, et rien ne saurait appuyer les conjectures qu'on a faites sur ce sujet.

33. — Contre qui l'action de la loi Aquilie, soit directe, soit utile, est-elle donnée? Contre l'auteur du dommage. Je ne dis pas l'auteur du fait illicite, car il faut qu'il y ait un lien de causalité entre le fait illicite et le dommage; si le préjudice subi par autrui a une autre cause, l'auteur de ce fait n'en est pas responsable (30, § 4 in f.).

Il n'est pas tenu de réparer le dommage qui serait le résultat d'une cause étrangère, alors même que l'acte illicite, s'il avait pu produire tous ses effets, aurait amené le dommage dont il s'agit; un esclave, qui a reçu une blessure mortelle, meurt dans un naufrage: le maître ne pourra invoquer que le troisième chef de la loi (15, § 1). En revanche, le dommage causé crée au profit de la victime un droit à indemnité qui ne peut lui être enlevé par des circonstances ultérieures qui auraient amené le dommage dont il s'agit, s'il n'eût pas

déjà été causé par le fait illicite (LL. 11, § 3, et 15, § 1, et 7, § 4, XLIII, 24).

Est responsable, celui qui a causé le dommage; de ce principe, les textes font des applications fort curieuses. Deux chariots, lourdement chargés, montent le *clivus Capitolinus*; le premier recule; le second, forcé de reculer à son tour, tue un esclave : Alfenus nous dit que l'action Aquilie sera donnée contre les muletiers du premier chariot, mais seulement s'ils ont commis une faute (52, § 2). Une conséquence fort curieuse de cette idée est que, en droit romain, à la différence du droit moderne, l'employeur n'est jamais, en principe, responsable du fait de ses employés. Ainsi, un mulet loué a été blessé par suite d'une surcharge contraire au contrat de louage; l'action *ex locato* sera donnée contre le *conductor*; l'action Aquilienne ne pourra être exercée que contre le cocher qui conduisait la bête au moment de l'accident, *tantum cum eo agi posse qui tum mulas agitasset* (L. 30, § 2; XIX, 2). Mais il ne faut pas exagérer la portée de cette idée : le maître sera responsable du fait de ses subordonnés, s'il a commis une faute en les choisissant mal, en leur confiant une besogne au-dessus de leur capacité (27, § 11). En outre, si l'auteur direct de l'accident n'a fait qu'obéir à un ordre reçu, l'action sera donnée contre celui qui a donné l'ordre, car on doit le considérer comme le véritable auteur du dommage, *is damnum dat qui jubet dare* (L. 169, L. 17); mais il faut qu'il ait eu le droit de donner l'ordre (37 h. t.). Mais il n'y a pas à tenir compte de la qualité du défendeur : l'action se donne même contre les magistrats (L. 29, § 7 pr.); elle appartient même au mari contre sa femme (27, § 30, et 56).

34. — Le dommage peut avoir été causé par plusieurs personnes à la fois ; dans ce cas, elles seront toutes responsables (11, § 2 et 9, § 3), qu'elles aient agi comme co-auteurs ou comme complices. Ainsi, par exemple, celui

des coupables qui retenait l'esclave pendant que l'autre le tuait est aussi coupable que ce dernier (11, § 1); de même, si l'un attirait la victime dans une embuscade où elle devait trouver la mort par la main de l'autre (9, § 3). De même, celui qui, par ses ordres, ses conseils, son influence, a décidé une autre personne à commettre le dommage (37 pr.).

La responsabilité collective des co-auteurs ou des complices entraînait pour eux une conséquence fort dure et qui a disparu dans les législations modernes. En effet, chacun d'eux, quel qu'en fût le nombre, était tenu de réparer entièrement le dommage causé; chacun d'eux pouvait être forcé de payer la *pœna* s'il niait. La victime devait obtenir autant de condamnations qu'il y avait d'auteurs du délit: *Si cum uno agatur, cæteri non liberantur: quod alius præstitit alium non relevat* (11, § 2; cf. 51, § 1). Quelle est la raison de cette règle fort dure? La loi 11, § 2, nous l'indique en ces termes: *Cum sit pœna*. C'est une conséquence du caractère pénal de l'action Aquilienne. Pour la *condictio furtiva*, à la différence de l'*actio furti* (1, C. iv, 8), on a admis que chacun des co-auteurs étant tenu pour le tout, le paiement fait par l'un libérait les autres, et c'est cette solution qui a passé dans nos législations modernes. Le système inverse de la loi Aquilie ne s'explique pas logiquement, mais historiquement par l'antiquité de cette loi.

35. — Nous arrivons à une seconde conséquence fort importante du caractère pénal de l'*actio legis Aquiliæ*, elle est relative à la *noxalité*. L'auteur du fait illicite peut être un individu en puissance, un esclave ou un fils de famille. Le maître ou le père de famille peut être tenu *noxaliter* (1). Lorsque le maître était poursuivi

(1) Tous les textes du Digeste ne parlent que de l'esclave: cela tient à ce que Justinien, abrogeant la *noxæ* relative au fils de famille, a dû retoucher en ce sens les textes des auteurs: désormais la victime ne put plus agir que de *peculio*. Nous ne discuterons donc au texte que sur les délits commis par les esclaves.

noxaliter, il avait le choix, ou de payer la *litis cæstio*, ou de faire abandon noxal, *editio noxalis*, de l'esclave coupable. Si plusieurs esclaves avaient participé au même fait, on avait admis, avec quelques hésitations, *ne uno delicto tota familia dominus careat*, que le maître n'était tenu de payer qu'une seule fois la valeur de la chose, s'il ne voulait pas abandonner tous les coupables.

Dans quels cas le maître était-il tenu *noxaliter*? Il faut distinguer trois hypothèses :

I. — Dans la première, l'esclave a obéi à l'ordre du maître. Dans ce cas, le maître est en butte à l'*actio directa*, l'esclave est un instrument, il n'est pas responsable ; le maître, au contraire, est tenu personnellement. L'action s'éteindra par sa mort ; si l'esclave est affranchi, il n'aura rien à craindre : *Nihil deliquisse qui domino jubenti obtemperavit*. S'il est aliéné, l'acquéreur ne sera pas poursuivi *noxaliter* : *Noxa caput non sequitur* (L. 2, § 1, D. ix, 4).

II. — Il est possible, au contraire, que l'esclave ait agi *injussu* et *insciente domino* ; dans ce cas, le maître sera tenu *noxaliter* : *Noxa caput sequitur*. L'acquéreur sera tenu de même que l'héritier, tant qu'il sera propriétaire de l'esclave ; enfin, si ce dernier est affranchi, il pourra lui-même être poursuivi.

III. — La troisième hypothèse est intermédiaire ; on suppose que le maître n'a pas donné d'ordres, mais il savait ce que voulait son esclave et il n'a rien fait pour l'empêcher d'agir.

La loi des XII Tables pour le *furtum* ne distinguait pas cette hypothèse de la précédente : du moment que l'esclave avait agi *injussu domini*, le maître n'était tenu que *noxaliter*. Il en était autrement de la loi Aquilie : *In lege A. dominus suo nomine tenetur, non servi*. Il était tenu d'une action directe : *Si servus sciente domino occidit, in solidum dominum obligat*. Mais

les jurisconsultes refusèrent d'admettre cette solution ; l'esclave avait encouru une responsabilité personnelle, et les controverses qui s'élevèrent à ce sujet aboutirent à une transaction : la victime eut à son choix l'action directe ou l'action noxale, sans que, bien entendu, elle pût s'en prévaloir pour obtenir une double réparation (L. 2, § 1, ix, 4) ; du reste, chacun des partis avait ses avantages et ses inconvénients.

36. — De toutes les conséquences du caractère pénal de l'action de la loi Aquilie, celle qui choque le plus nos idées modernes est son caractère d'intransmissibilité passive. Bien qu'elle ait pour but immédiat de réparer le dommage causé, elle ne peut s'exercer contre l'héritier du coupable. Il y a là quelque chose d'illogique et qui ne peut encore s'expliquer qu'historiquement : on n'a pas encore su séparer l'idée de réparation civile de l'idée de peine. Dans le silence des textes, cette intransmissibilité devrait se déduire du caractère pénal, si fortement imprimé à notre action, rapproché de la règle que Gaius nous donne (iv, 112). *Est enim certissima regula ex maleficiis penales actiones in heredem non transire nec dari*. La suite du texte en fait l'application à l'action *damni injuriæ*, ainsi que la L. 111, L. 17 et L. 28, § 3 h. t., etc. Il est vrai que l'on pouvait agir contre l'héritier jusqu'à concurrence de son enrichissement (L. 38, L. 17) ; mais un enrichissement résultant du *damnum injuria datum* devait être très rare.

Un palliatif plus sérieux se trouvait dans l'effet bien connu de la *litis contestatio*. Le délinquant, à partir de ce moment, cessait d'être tenu *ex delicto* ; il était tenu en vertu du contrat judiciaire. *Pœnales actiones, si ab ipsis principalibus personis fuerint contestatæ, et heredibus dantur et contra heredes transeunt* (§ 1, inf. Inst. iv, 12).

37. — Il est possible que le fait qui constitue un *damnum injuria datum* soit également constitutif d'un

autre délit, de celui d'injures par exemple. L'action de la loi Aquilie et l'action née de cet autre délit vont-elles se cumuler ? La question est loin d'être simple ; elle a donné lieu entre les jurisconsultes romains à une controverse qui a eu pour résultat des divergences fort vives entre les interprètes modernes. Il ne peut entrer dans le cadre de mon étude d'exposer ni surtout de critiquer toutes les idées qui ont été émises à ce sujet. Je me bornerai à un résumé aussi succinct que possible et à un classement méthodique des textes. Une personne bat l'esclave d'une autre *injuriöse*, dans l'intention d'outrager son maître. Deux actions peuvent naître de ce seul fait : l'action *legis Aquiliæ* et l'action *iniuriarum*. Vont-elles se cumuler ? Paul, dans la L. 34, D. *de Oblig. et Act.*, XLIV, 7, nous apprend que trois opinions avaient été soutenues à ce sujet.

I. — Le propriétaire de l'esclave blessé n'a que le choix entre les deux actions, *altera electa alteram consumi*. Cette opinion avait peu de partisans ; elle était défendue cependant par Modestin (53 h. t.)

II. — On peut agir par l'*actio legis A.* après avoir agi par l'*actio iniuriarum*, mais la réciproque n'est pas vraie, *per L. A. actionem iniuriarum consumi*. Cela tient à ce que dans l'*actio iniuriarum*, le juge doit statuer *ex æquo et bono*, et *desiit bonum et æquum esse condemnare eum qui æstimationem præstitit*. » On voit qu'il y a là une raison toute spéciale à la formule de l'*actio iniuriarum*.

III. — On peut exercer les deux actions, mais on ne pourra cumuler le résultat de ces deux actions que jusqu'à concurrence de la plus avantageuse ; autrement dit, après avoir intenté l'*actio iniuriarum*, on pourra toujours intenter l'*actio damni injuria dati* ; mais si on commence par cette dernière action, on ne pourra exercer la seconde. C'est à ce système que Paul déclare se ranger (cf. 41, § 1, *de Obl. et Act.*).

IV. — Malheureusement, Paul n'est pas complet, il ne mentionne pas la troisième opinion, la plus importante, qui admet l'exercice des deux actions et le cumul intégral des deux condamnations. C'est Ulpien qui a défendu cette opinion. Il pose d'abord le principe de la possibilité d'exercer les deux actions : *Nunquam actiones, præsertim poenales, de eadem re concurrentes, alia aliam consumit* (L. 130, D. L. 17 et 60 de *Obl. et Act.*). *Nunquam pluria delicta concurrentia faciunt ut ullius impunitas detur, neque enim delictum ob aliud delictum minuit poenam* (42 pr. D., de *delictis privatis*, XLVII, 1), et il en fait l'application à différentes hypothèses. C'est ainsi qu'il admet le cumul de l'action de la loi Aquilie et de l'action *furti* et *vi bonorum raptorum* (42, § 1, 2, eod. tit.) et du concours de l'*actio injuriarum* avec l'action *damni injuria dati* (L. 15, § 46, D. XLVII, 10). Ce fut cette opinion d'Ulpien qui prévalut ; ce qui nous le prouve, c'est la Loi 32 D. de *Obl. et Act.*, qui est d'Hermogénien. Cet auteur, le plus récent de tous ceux dont les œuvres ont été insérées au Digeste, *omnibus experiri permitti post magnas varietates obtinuit*. Du reste Justinien (§ 1, in f., *Si quadr.*), a reproduit textuellement L. 130 de *Reg. Juris*, d'Ulpien (L. 17).

SECTION DEUXIÈME

DES ACTIONS PAR LESQUELLES LE CRÉANCIER PEUT OBTENIR
RÉPARATION DU DOMMAGE QUE LUI A CAUSÉ L'INEXÉCUTION
PAR LE DÉBITEUR DE SON OBLIGATION

38. — Lorsque le débiteur, dans un contrat quelconque, n'a pas exécuté l'obligation qui résulte pour lui de ce contrat, le créancier, éprouvant de ce chef un dommage, a droit à une réparation; par quelles actions l'obtiendra-t-il? D'abord, en premier lieu, par l'action même du contrat. Le vendeur ne livre pas la chose, ou la livre

endommagée par sa faute : l'acheteur aura recours par l'action *empti*. Le locataire ne rend pas la chose, ou la rend en mauvais état : l'action *locati* fonctionnera. De même l'action *pro socio* permettra à l'associé de demander compte à son cocontractant des fautes qu'il aura pu commettre sur la chose sociale. Les exemples pourraient varier à l'infini; je n'ai pas besoin de m'y arrêter plus longtemps : je n'ai pas à passer en revue tous les contrats. Bornons-nous à rappeler que, à la différence de l'*actio damni inj. d.*, l'action du contrat sera transmissible, même passivement; elle pourra être continuée et sera donnée *adversus heredem*.

L'action du contrat sera-t-elle seule mise à la disposition du créancier ? Il faut d'abord écarter l'action *de dolo*, qui ne s'appliquera jamais, vu son caractère essentiellement subsidiaire, au dommage résultant de l'inexécution d'une obligation, puisque la victime de ce dommage a l'action du contrat (1). Mais il est possible que le fait du débiteur ne constitue pas seulement une faute contractuelle, mais contienne aussi tous les éléments du *damnum injuria datum*; ainsi, par exemple, le commodataire a endommagé la chose prêtée : le créancier n'aura-t-il pas le droit de poursuivre le débiteur coupable par l'*actio Legis Aquil.*, soit *directa*, soit *utilis* ? La question se pose d'une manière bien plus générale. La loi Aquilienne a été faite pour réprimer les dommages que l'on peut causer à autrui en dehors de toutes relations contractuelles. Mais si elle ne suppose pas un lien d'obligation entre l'auteur du *damnum* et la personne qui en souffre, s'ensuit-il qu'elle exclue l'existence de rapports de cette nature ? Evidemment non : le second chef de la loi était justement relatif à l'hypothèse d'un con-

(1) Remarquons qu'elle aura cependant son utilité, si on admet que la stipulation échappe à l'application de la théorie des fautes, au cas où le promettant aura par sa faute diminué la valeur de la chose sans restreindre son droit (L. 7, § 3, de *Dol. mal.*, IV, 3).

trat préexistant. Mais faut-il admettre que le *damnum corpore corpori datum* donne lieu à l'application de la loi A. dans les relations contractuelles comme en dehors de ces relations, pourvu qu'il présente toutes les conditions requises? Certains auteurs l'ont soutenu ; mais l'étude de cette question présente deux situations bien distinctes. Le débiteur d'un corps certain endommage la chose due dans des conditions telles que la loi Aquilie serait applicable, s'il n'existait aucun lien de droit entre le coupable et le propriétaire de la chose. Voilà le trait commun à ces deux situations. Voici maintenant la différence qu'on peut relever entre elles. Dans la première, le fait relevé, en même temps qu'il rentre dans les prévisions de la loi Aquilie, viole le contrat ; dans la seconde, au contraire, il ne rentre pas dans le degré de soins que le débiteur s'est obligé à prêter.

I. — La première hypothèse ne présente aucune difficulté. Le *damnum* constitue une faute dont le débiteur est déjà tenu en vertu de son contrat. Et ceci se présentera dans toutes les hypothèses où il répond de sa *culpa levis in abstracto*. Ici, le champ d'application de l'action du contrat et de l'action du délit est exactement le même, puisque ces deux actions nous demandent compte des fautes que n'aurait pas commises un bon père de famille. Comme la loi Aquilie ne réprime que les faits positifs, il serait peut-être plus juste de dire que la responsabilité contractuelle, dans ce cas, englobe la responsabilité délictuelle ; ce seront deux cercles concentriques. Le créancier, qui peut agir par l'action du contrat, pourra intenter l'action *damni*. Et cela peut se concevoir logiquement. « On ne concevrait pas, dit M. Accarias, que le fait cessât d'être un délit par le fait qu'il est déjà prohibé par la loi du contrat. » Une obligation négative se traduisant par le brocard : *Neminem lædas*, existe à la charge de tous les hommes envers leurs semblables. Deux contractants insèrent cette obligation dans leur

contrat, en en faisant une application à l'espèce particulière; l'obligation change-t-elle de caractère? Non, sans doute. Mais tout le monde ne voit pas, dans ce concours d'actions, une règle conforme aux principes généraux du droit. Des auteurs modernes, en effet, prétendent qu'il faut distinguer avec le plus grand soin la *responsabilité*, qui naît d'un délit, de la *garantie*, qui naît d'un contrat; ils prétendent creuser entre elles un véritable abîme. Aussi sont-ils gênés par les solutions données à notre question par les lois romaines; ils les expliquent volontiers par des raisons historiques. « La loi Aquilie, dit M. Labbé (1), est très probablement antérieure à l'introduction des contrats non solennels munis d'actions de bonne foi, dans lesquels l'office du juge sert et suffit à la réparation des fautes. L'action Aquilienne était anciennement employée pour réparer les conséquences de toute faute ayant les caractères exigés par cette loi, que cette faute se référât ou non à l'exécution d'un contrat. » Plus tard, après l'introduction des actions de bonne foi, « elle a continué à être usitée avec ses effets propres et ses rigueurs spéciales, toutes les fois que le fait actif reproché était en même temps et une faute Aquilienne et une faute d'après la nature du contrat. » M. Labbé ajoute : « et d'après les clauses modificatives qui y avaient été ajoutées; » nous reviendrons là-dessus.

Quoi qu'il en soit de l'origine et de la raison d'être de la solution qui admettait le concours des deux actions, elle n'en est pas moins certaine; les textes en ont fait fréquemment l'application. Ils nous montrent ainsi la possibilité d'agir contre l'*accipiens* qui a détérioré la chose reçue en gage ou en vertu d'un commodat, soit par l'action *legis Aquiliæ*, soit par l'action du commodat et du gage (L. 18, § 1, Commo. xiii, 6) : de même

(1) Annales de droit commercial, 1887, n° 3. Communication sur les clauses de non responsabilité.

le locataire qui coupe des arbres sera tenu *locato et legis A.*, en même temps que de l'action *arborum furtive cæsarum* (L. 25, § 5, *Locat.* xix, 2 cf. ; 30, § 2); de même le locataire de mules qui les blesse en les surchargeant. Les décisions semblables abondent au titre *Ad Legem Aquiliam*. (V. notamment L. 7, § 8). Un médecin a saigné à tort un esclave (L. 18 *initio*, et 27, § 2). — De même si le dépositaire ou l'associé ont commis une faute assez grave pour rentrer dans la prestation que le contrat leur impose (*culpa lata, culpa levis in concreto*), l'action de la loi Aquilie sera également ouverte contre eux (L. 18, § 1, xiii, 6, et L. 42 h. t., relatives au dépositaire, ainsi que les L. 47, § 1, 48 et 49, xvii, 2).

39. — II. — La seconde hypothèse a soulevé bien plus de difficultés entre les commentateurs modernes, bien entendu. Le débiteur a apporté à l'exécution de son obligation le degré de soin requis par la nature du contrat. Ainsi, le dépositaire auquel on peut reprocher un fait de nature à constituer le *damnum inj. d.* n'a pourtant pas commis une faute lourde; l'associé a bien commis une faute légère, mais il avait l'habitude d'en commettre de semblables dans la conduite de ses propres affaires. Le créancier ne pourra les poursuivre par l'*actio depositi* ou *pro socio*. Aura-t-il, contre eux, l'action de la loi Aquilie? Oui, d'après une opinion très formelle qui, soutenue déjà par Hasse, a ses principaux partisans en Allemagne (Mühlenbruch, Vangerow), et qui est suivie par Grueber (p. 230). D'après cette théorie, le *damnum corpore corpori datum* doit être presté dans les relations contractuelles, comme, en dehors de ces relations, le contrat n'a aucune influence sur l'imputabilité du délit, et la laisse subsister tout aussi absolue que s'il avait été commis par un tiers. Voici quel est le raisonnement : « La loi Aquilie établit un devoir qui existe indépendamment de toute relation contractuelle et qui consiste à ne pas léser les biens d'autrui; il incombe

à chaque homme envers tous ses semblables ; il est clair qu'il ne peut être affecté par l'existence d'une obligation. » (Grueber.) Comment la responsabilité que j'assume par cette obligation peut-elle avoir pour effet de me soustraire à un acte qui me serait imputé si je l'avais commis envers une autre personne à laquelle je ne devrais rien ? Avant de voir ce qu'on peut répondre à ce raisonnement, qui paraît si serré, voyons d'abord quelles sont les conséquences de ce système. Aussi bien quelques auteurs semblent ne pas les avoir très bien saisies. « Cette théorie renverserait complètement la théorie de la prestation des fautes dans les obligations ; il ne servirait à rien de proclamer le dépositaire tenu de son *dol*, puisque par l'action Aquilienne il répondra de la faute légère. Le débiteur, qu'il retire ou non un avantage de l'obligation, devrait apporter à l'exécution de celle-ci tous les soins d'un bon père de famille. » (Van Wetter.) Je crois qu'il y a là une exagération. Sans doute la distinction des obligations quant aux fautes perd la plus grande partie de son intérêt ; mais elle n'est pas complètement détruite. Ainsi le dépositaire ne sera pas, dans ce système, complètement assimilé à un débiteur responsable de la faute légère, un commodataire, par exemple. Trois différences l'en sépareront tout au moins : la première sera relative à la charge de la preuve ; agissant *lege Aquilia*, le créancier devra faire la preuve de la faute du débiteur ; le commodataire sera tenu de prouver qu'il n'est pas en faute. En second lieu, la loi Aquilie ne réprimant que les fautes *in commitendo*, le dépositaire ne sera tenu de ses négligences que par l'action *depositi*, et si elles sont graves. Enfin, en troisième lieu, si la faute légère ne retombe sur lui que *ex lege Aquilia*, à sa mort son héritier, qui ne peut être tenu que *contractu*, répondra seulement des actes de sa faute lourde.

Mais le raisonnement qui sert de base à la théorie

que nous examinons est-il bien exact? Ne peut-on pas dire que les parties, en contractant, se sont placées dans une situation toute spéciale, qui doit faire écarter la théorie générale de la responsabilité? Rappelons-nous ce que les Romains décidaient dans l'hypothèse de l'homme libre qui a servi comme esclave *bona fide*; il faut, dit la L. 54, § 2, xli, 1, apprécier sa responsabilité d'une manière moins rigoureuse; pourquoi? Le moment est venu de le dire: c'est parce que la situation de fait qui existait lors du *damnum* avait créé pour l'esclave une sorte de droit de se servir des choses de son maître, que les rapports incessants qu'il avait avec elles devaient conduire à une atténuation de responsabilité qui doit à plus forte raison être admise quand ces rapports résultent d'un contrat. « Il ne serait pas juste, dit M. Labbé, d'assimiler celui qui, sortant de lui-même du cercle de son activité naturelle et légitime par un acte excessif et imprudent, endommage une chose appartenant à autrui, et celui qui est mis, par une convention, par la confiance du propriétaire, en contact avec la chose de ce dernier; l'ouvrier n'endommage la chose que parce qu'il a été appelé à exécuter sur elle un travail: tiers, il se serait abstenu d'y toucher; les tiers auxquels on le compare n'ont pas eu les mêmes occasions que lui de causer un préjudice à autrui. Ces occasions auxquelles il a été exposé, c'est le contrat qui les a fait naître, c'est au contrat à en déterminer les conséquences. » Pour serrer de plus près cet argument, nous nous demanderons si, lorsqu'un dépositaire, par exemple, brise la chose qu'il doit garder en dépôt, son action ne constituant cependant qu'une faute légère, les conditions requises par la loi Aquilie se trouvent toutes remplies. Il faut que le *damnum* ait été *injuria*. Je n'ai pas à revenir sur le sens de cette expression; rappelons simplement qu'elle signifie que l'on est responsable du dommage causé quand on n'avait aucun titre pour toucher à la propriété d'au-

trui. Quand aucun contrat ne vous lie au propriétaire d'une chose, vous commettez une infraction au droit par cela seul que vous vous permettez de disposer de cette chose d'une manière quelconque : par curiosité, vous prenez pour l'examiner une coupe précieuse appartenant à une autre personne, vous agissez *contra jus*. Si, au contraire, un contrat est intervenu entre vous et cette autre personne, la situation change complètement: elle vous remet ce vase, établit entre vous et cet objet un rapport légitime; dépositaire, ouvrier, en prenant cette chose, vous ne faites qu'exécuter votre obligation, vous agissez *jure* et non *injuria*. On comprend donc que les règles d'imputabilité soient modifiées. Il faut, en outre, pour que l'action Aquilienne soit possible, que l'auteur du dommage ait commis une faute, et cette faute consiste en ceci: n'avoir pas apporté à la chose les soins d'un bon père de famille. Or, le dépositaire n'est pas tenu de cette diligence extrême, et, par conséquent, s'il y manque, il ne peut pas être en faute. Ayant apporté à l'exécution de son obligation tous les soins qu'elle réclamait, il a fait tout ce qu'il devait, en se dispensant de prendre les précautions qu'auraient prises *homines diligentissimi*; il a usé du droit que lui conférait son contrat, et encore à ce second point de vue il a agi dans la plénitude de son droit et par conséquent n'est pas en faute.

Arrivons aux textes. La doctrine que nous combattons comme contraire à la logique peut-elle y trouver un appui? Les auteurs qui la défendent nous citent beaucoup de textes donnant l'action Aquilienne concurremment avec l'action du contrat. Nous les avons cités du reste, mais cela ne prouve rien; ce qu'il faudrait, ce sont des textes accordant l'*actio legis Aquiliæ* tout en refusant l'action du contrat. Tous ceux que nous avons étudiés jusqu'à présent donnent le choix entre ces deux actions, ils ne peuvent être d'aucun secours. On a cité les LL. 12, § 6 et 13 pr., XL, 12 et 1, § 2, XLVII 4. Je ne

comprends pas l'argument qu'on peut en tirer : ils ne se placent pas dans l'hypothèse d'un contrat (le premier et le dernier statuent dans la même espèce que dans la loi déjà citée 54, § 2, xli, 1. Un argument plus solide résulterait de la loi 5, § 3, *Ad leg. A.*, d'Ulpien. Un cordonnier crève l'œil à son apprenti dans un moment de colère : *An ex locato agi possit, Julianus dubitat, quia levis duntaxat castigatio concessa est docenti. Sed lege A. posse agi non dubito.* Voilà le seul texte qu'on puisse montrer accordant l'*actio legis Aquiliæ* et refusant l'action du contrat, alors que le dommage se rapporte au contrat. D'abord, il faut remarquer la singulière raison que donne Julien : « Parce que le patron *n'a que le droit de châtier légèrement son apprenti* », elle conduisait à admettre l'action *locati*. Aussi on est tenté de croire que le texte a été altéré et qu'il faudrait lire *Julianus non dubitat*. Un autre texte démontre bien la justesse de cette correction. C'est la loi 13, § 4, xix, 2. Ulpien prend la même hypothèse et nous dit que Julien accordait l'action du contrat : « *Julianus scripsit ex locato esse actionem patri ejus*, ce qui prouve bien que la loi 5, § 3, à laquelle il renvoie : *ut supra diximus*, a été altérée. On peut donc soutenir avec juste raison que Ulpien statuait encore dans un cas où le concours des actions était possible.

Ainsi donc, aucun texte ne démontre que l'on pût poursuivre par l'action de la loi Aquilie la réparation d'une faute qui n'était pas prise en considération dans l'action née du contrat à l'occasion duquel le *damnum* s'est produit. Je vais plus loin, et je crois que l'on peut tirer une preuve décisive en sens contraire d'un texte fort connu et sur lequel nous aurons à revenir à un autre point de vue. Je veux parler du Fr. 27, § 29 h. t. On donne à un ouvrier à travailler une coupe précieuse et fragile (*calicem diatretum*) ; s'il l'a brisée *imperitia*, il sera sous le coup de la loi Aquilie, et le texte ajoute :

Ideo plerumque artifices convenire solent, cum ejus modi materiæ dantur, non periculo suo se facere, QUÆ RES EX LOCATO TOLLIT ACTIONEM ET LEGIS AQUILIÆ. Ceci nous montre bien que tout ce qui concerne la prestation des fautes dans les contrats est du domaine de la libre convention des parties, et que les clauses expresses des contrats ont effet même pour écarter l'application de la loi Aquilie; et pour atteindre ce résultat, il suffit d'une clause par laquelle le débiteur refuse de répondre des suites de sa faute légère, par dérogation aux principes généraux; or, lorsque la loi règle la matière de la prestation des fautes, elle ne statue que par interprétation de la volonté des parties. En conséquence, si par interprétation de la volonté des contractants, elle décide que le dépositaire ne répondra que de sa faute lourde ou l'associé que d'une faute *qualis rebus suis non consueta*, cette clause tacite de la convention doit avoir le même effet qu'aurait, aux termes de la loi précitée, une clause expresse, à savoir ne permettre l'exercice de l'action de la loi Aquilie que dans les cas où l'action du contrat sera elle-même possible. M. Labbé a formulé cette théorie dans la phrase suivante qui la résume avec une remarquable précision. « Entre personnes unies par un contrat, la responsabilité des fautes, le dol et la faute grave exceptés, est limitée à la mesure résultant du contrat, soit en vertu de sa nature, soit en vertu d'une clause accidentelle. L'action de la loi Aquilie subit cette limite : elle ne conserve son indépendance et la liberté de son allure propre que dans les rapports avec les tiers entre personnes qui ne sont pas liées par un contrat. »

40. — Lorsque le créancier a, outre l'action du contrat, l'action de la loi Aquilie, il ne pourra évidemment pas cumuler le montant des deux condamnations. Les textes sont formels : *Si qua earum actum fuerit, alie tolluntur* (L. 18, § 1, Commo. xiii, 6). *Alterutra contentus debebit esse debitor* (L. 18 et 27, § 11, *Ad. leg. Aq.*,

et 43, xix, 2). Quel est le motif de cette solution? C'est que les deux actions ont le même but; c'est ce qu'explique la L. 50, xiii, 2 : *Quia utraque actio ad rei persecutionem respicit*. Toutes les deux tendent à procurer la réparation du dommage; on voit donc paraître ici une conséquence du caractère que nous avons reconnu à l'action *legis Aquiliæ*, que les textes ont soin d'opposer à l'*actio furti*. L'action de la loi Aquilie étant la plus avantageuse, si elle a été exercée en premier lieu, le créancier ne pourra ensuite se prévaloir, faute d'intérêt, de l'action du contrat. Si, au contraire, elle a agi par l'action du contrat, elle pourra encore invoquer le *damnum injuria datum*, pour demander ce qu'elle a obtenu en moins par la première poursuite. C'est ce que nous dit formellement la L. 7, § 1, D. xiii, 6, d'Ulpien : *Hoc minus consecuturum quam ex causa commodati consecutus est*. Paul nous donne la même solution dans la L. 34, xlii, 7. Mais il nous apprend l'existence d'une controverse à ce sujet : *Post commodati an Aquiliæ remaneat in eo quod in repetitione triginta dierum amplius est, dubitatur*. Cette controverse se comprend très bien, pour deux raisons : d'abord, il était contraire au genre du droit romain, si avare d'actions, d'admettre l'exercice de deux actions à propos de la même chose : *Quoties concurrunt plures actiones ejusdem rei nomine, una quis experiri debet* (L. 43, § 1, D. L. 17). En outre, ne pouvait-on pas dire que le créancier ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même de ne pas avoir intenté d'abord l'action qui lui était la plus avantageuse?

CHAPITRE III

DU FARDEAU DE LA PREUVE DANS LES CONTRATS ET DANS LA LOI AQUILIE

41. — La matière de la preuve fait l'objet d'un titre au Digeste (*De probationibus et præsumptionibus*, xxii, 3), et d'un autre au Code (iv, 19). Pourtant, nous ne trouvons pas dans les textes une théorie complète et précise sur ce sujet, qui semble, du reste, avoir moins préoccupé les jurisconsultes romains qu'elle ne nous préoccupe nous-mêmes. Cependant, ils ont posé les grands principes qui sont aujourd'hui encore la base de toutes nos solutions. Le premier, qui est fondamental, peut se formuler ainsi : toute personne qui émet une prétention quelconque doit prouver l'existence des faits sur lesquels elle s'appuie, sauf, bien entendu, s'ils sont notoires ou reconnus par la partie adverse : *Semper necessitas probandi incumbit ei qui agit* (L. 21, D. h. t.), ce qu'on traduit souvent par le brocard : *Actori incumbit probatio*. Cela se comprend : le lien de droit n'est pas la situation normale; la liberté doit se présumer. Le défendeur, en conséquence, n'a besoin de faire aucune preuve, tant qu'il se borne à une négation (L. 23, C. h. t.). Mais quand le demandeur a établi les faits qui sont la base de son droit, c'est au défendeur à établir toutes les circonstances qui seraient de nature à paralyser et, surtout, à éteindre ce droit; il se prétend libéré, il devra établir sa libération : *Ut creditor qui pecuniam petit numeratam implere cogitur, ita rursum*

debitor qui solutum affirmat ejus rei probationem præstare debet (L. 1, C. h. t.). Ce que les modernes expriment, en disant : *Reus in excipiendo fit actor*. Le doute est toujours tranché en faveur du défendeur, à l'action comme à l'exception.

I. — Faisons l'application de ces règles générales à notre matière, et préoccupons-nous de l'hypothèse d'un débiteur qui est tenu de la faute légère. Soit, par exemple, un créancier gagiste qui ne rend pas la chose donnée en gage. Tenu d'y apporter *talem diligentiam qualem diligens paterfamilias*, il doit prouver qu'il a rempli son obligation ; s'il se prétend libéré, c'est à lui à établir le cas fortuit qui le libère, car l'allégation de ce cas fortuit constitue une exception (L. 5, C. *de Act. pign.*, iv, 24). De même pour le vendeur ; de même aussi pour l'associé ; il doit justifier du cas fortuit, ou prouver que la faute qu'il a commise était de la nature de celles qu'il avait l'habitude de commettre dans la gestion de son propre patrimoine.

42. — Si nous supposons, au contraire, un débiteur qui ne répond que de sa faute lourde, ce sera au créancier à établir l'existence, à sa charge, de cette faute lourde ou de ce dol, et c'est, en somme, toute la différence qui existe entre la *culpa levis in concreto* et la *culpa lata*. L'associé doit prouver qu'il n'a pas commis de faute ; on lui permet d'exciper de sa négligence habituelle ; c'est un tempérament fort avantageux pour lui, quand il n'est pas très soigneux d'ordinaire, mais cela ne change rien aux principes : il doit faire la preuve. Au contraire, le dépositaire n'a qu'à attendre la preuve faite par son adversaire, en se renfermant dans une négation.

Mais quel est donc le motif de cette différence si importante, en fait, entre les deux situations et qui résulte des textes (L. 18, § 1 D. h. t., rapproché de L. 32 *Depos.*, xvi, 3) ? Tous les auteurs répondent à cette question, en

disant que cela tient à ce que le dol ne se présume pas, que la bonne foi doit être présumée, au contraire. Cette raison est loin de nous satisfaire. Sans doute, la faute lourde ne se présume pas, mais peut-on dire qu'il en est autrement de la faute légère? Le débiteur, tenu de la *diligentia boni patrisfamilias*, doit prouver le cas fortuit qui le libère, avons-nous dit; est-ce que cela tient à ce que la faute contractuelle, à la différence de la délictuelle, doit se présumer? Je ne crois pas; la faute, si légère qu'elle soit, ne doit se présumer en aucun cas, et ce n'est pas là que nous devons chercher la clé de notre solution. L'acheteur réclame la chose vendue, que doit-il prouver? La vente. Prétend-il que le vendeur, en ne la lui livrant pas ou en la lui livrant à *in deteriore causa*, a commis une faute? Pas le moins du monde, Il lui dit simplement : exécutez votre obligation, et la condamnation qu'encourra le débiteur, s'il n'établit pas sa libération, sera basée non sur une faute, mais sur le contrat. En effet, comme l'a dit Jhering, l'idée de faute, si elle est essentielle dans le délit, n'est qu'accidentelle dans le contrat. Serrons de plus près cet argument et nous arriverons à nous rendre compte de la véritable raison de la différence qui résulte, au point de vue de la preuve, du degré de prestation qui est requis dans les contrats. Dans tout contrat, on trouve, en général, deux obligations : l'une principale, prêter la chose promise, accomplir le fait auquel on s'est astreint; l'autre subsidiaire, et qui consiste à réparer le préjudice résultant de l'inexécution de la première. Dans les contrats, comme la vente, où le débiteur répond de sa faute légère, ces deux obligations sont sur le même pied; elles sont toutes les deux pures et simples. « Exécutez votre obligation en nature », dira le créancier. « L'exécution en nature n'est plus possible, » répond le débiteur. « Exécutez donc par équivalent. » Le demandeur qui a prouvé le contrat a fait toute sa preuve. Il en

est autrement, lorsque le débiteur ne répond que de son dol. Dans ce cas, si l'obligation principale est pure et simple, il n'en est pas de même de l'obligation subsidiaire que l'on peut considérer comme conditionnelle; il ne suffit pas, pour que le créancier ait droit à des dommages-intérêts, qu'il y ait inexécution de l'obligation principale, il faut, en outre, que cette inexécution provienne de la faute lourde du débiteur. Or, la faute ne se présume pas et le demandeur ne doit pas seulement établir l'existence du dépôt; si cette preuve suffit pour obtenir l'exécution en nature quand elle est possible, elle est insuffisante pour permettre de réclamer l'exécution par équivalent : il doit établir l'élément de fait exigé pour la naissance même de son droit, à savoir la faute du dépositaire.

43. — II. — Ce raisonnement, outre qu'il nous semble plus satisfaisant pour la logique, a, en outre, l'avantage de ne pas établir de différence au point de vue de la preuve entre la garantie contractuelle et la responsabilité délictuelle. L'étude de la loi Aquilie va nous convaincre, en effet, que les mêmes principes que nous venons de voir appliqués à l'inexécution des contrats fonctionnent de la même façon pour le *damnum injuria datum*.

Quelle est exactement la preuve imposée au demandeur à l'*actio Legis Aquiliæ* soit *directa* soit *utilis* ?

a) D'abord il doit établir sa qualité de propriétaire de la chose atteinte, si cette qualité lui est déniée par le défendeur. Et c'est parce que cette preuve pouvait présenter des difficultés que le prêteur a accordé l'*actio utilis* au *bonæ fidei possessor*; ce dernier prouvera sa qualité en démontrant qu'il a acquis avec juste titre. Ce sera au défendeur à démontrer qu'il était de mauvaise foi. De même; le demandeur établira sa qualité de créancier hypothécaire ou d'usufruitier. Ceci ne présente pas de difficultés sérieuses; elles commenceront lorsqu'il s'agira

d'établir l'existence des trois conditions essentielles : *damnum, culpa, injuria*.

b) Il faut qu'il y ait *damnum*. C'est au demandeur à établir que la chose a été endommagée dans des conditions telles que la loi Aquilie s'applique, et, notamment, que le dommage provient d'un acte positif. Faut-il qu'il établisse que ce dommage lui a causé un préjudice ? Je ne crois pas : en règle générale, toute atteinte à une chose qui nous appartient doit être considérée comme entraînant une perte pour notre patrimoine. Il est possible que l'esclave tué fût sans valeur, ou qu'il ait augmenté de prix par le fait même de sa mutilation : il y a là une exception que le défendeur devra prouver.

c) Il faut que le *damnum* soit imputable à la personne que l'on poursuit ; le demandeur doit donc établir à sa charge un acte positif, et que cet acte est la cause du dommage. On comprend combien est essentiel ce lien de causalité entre les deux faits. Souvent la preuve s'en fera tout naturellement, comme au cas où quelqu'un a fait tomber dans la rivière l'esclave d'une autre personne et cet esclave est noyé (7, § 7, *Ad. leg. A*), mais il n'en sera pas toujours de même, et ce pourrait devenir une preuve fort difficile. Mais les Romains semblent avoir admis que, lorsqu'un dommage est arrivé à une chose à la suite d'un acte remplissant les conditions de la loi Aquilie, cet acte doit être considéré, par cela seul qu'il l'a précédé, comme étant la cause du dommage. C'est ce qui nous semble résulter de la loi 7, § 5 : *Si quis servum percusserit et obierit* ; il semble bien qu'Ulpien considère que les coups ayant précédé la mort doivent, en conséquence, être regardés comme l'ayant causée. Mais, remarquons-le bien, le défendeur pourra faire la preuve contraire, il pourra établir qu'entre l'acte qu'on lui reproche et le dommage, il s'est placé tel ou tel fait qui peut, à plus juste raison, être considéré comme en étant la cause. L'esclave blessé est mort des suites d'une opération mal

faite (30, § 4). Mais pour que l'acte physique dont il s'agit puisse être présumé avoir entraîné le *damnum*, il faut qu'il soit tel, par sa nature ou sa gravité, d'une façon absolue ou à raison seulement des circonstances (L. 7, § 35, *Servum ægrotum quis leviter percusserit et obierit*), que ce *damnum* ait pu vraisemblablement en résulter. Il se peut, en effet, qu'on puisse attribuer le dommage, avec une probabilité au moins égale, à une autre cause. « Ou ce sera la maladie qui vous tuera, ou ce sera le médecin, » dit Figaro. Aussi, si on prétend poursuivre le chirurgien qui a opéré un esclave parce que cet esclave est mort, comme il se peut très bien qu'il soit mort par suite de sa maladie, on comprend que la présomption cesse de s'appliquer et qu'il faudra prouver, à la charge du défendeur, un acte d'impéritie ou une négligence (7, § 8). Et ceci nous amène tout naturellement à parler de la faute.

a) Elle est essentielle pour constituer le délit de la loi Aquilie, et, en principe, la victime devrait la prouver. Elle pourra souvent résulter des circonstances ; elle ne fera pas de doute quand un homme a enfermé des esclaves ou du bétail et les a laissés mourir de faim (9, § 2), ou quand un cordonnier crève l'œil à son apprenti (5, § 3). Mais il n'en sera pas toujours de même. Sans doute, les moyens de preuve n'ont rien de rigoureux et l'on peut, empruntant la formule de l'article 342 du Code d'instruction criminelle, dire que la loi ne demande pas compte au juge du fait des moyens par lesquels il est convaincu... Une seule question forme toute la mesure de son devoir, a-t-il une intime conviction ? Il n'en est pas moins certain qu'imposer au demandeur la preuve de la faute du défendeur revient à lui imposer une preuve absolument impossible. La faute a un caractère essentiellement subjectif, puisqu'elle a trait à l'état d'esprit de l'auteur du *damnum* au moment où il le commettait. Les Romains ne semblent

pas s'être embarrassés de cette difficulté. Présument que l'acte qui a précédé un dommage est la cause de ce dommage, ils ont dû présumer qu'il a été lui-même le résultat d'une *culpa*, de sorte que ce qui semble une condition spéciale reviendrait, au fond, à réserver à l'auteur du fait un moyen de défense lui permettant de prouver qu'il ne lui est pas imputable, preuve peut-être difficile encore, mais certainement plus facile qu'à son adversaire, par la preuve du cas fortuit.

e) Aussi bien, ce que nous avons dit sur la confusion qui existe dans les textes entre la *culpa* et l'*iniuria* tend à démontrer que le fait même d'agir sur le patrimoine d'autrui *invito et inscio domino*, devait constituer une faute en lui-même. Tout acte sur la chose d'autrui serait coupable par cela seul qu'il a été fait *sine jure*, sans droit. Si le défendeur prétend avoir eu le droit d'agir comme il l'a fait, il invoque une exception dont la preuve sera à sa charge. Il a tué l'esclave d'autrui, il ne le nie pas, mais prétend avoir agi en état de légitime défense ; ce sera à lui à le démontrer. Il faut, bien entendu, réserver le cas où, le droit du défendeur étant notoire, ce sera au demandeur à prouver qu'il a outrepassé son droit : publicain, il avait le droit de saisir des bestiaux ; que leur propriétaire prouve qu'il lui a refusé de leur laisser apporter de la nourriture.

En résumé, s'il y a là une application des principes généraux en matière de preuve, on peut croire que les Romains ne se sont pas montrés trop rigoureux dans cette application, et qu'il devait suffire dans la grande majorité des cas, à la victime d'un dommage, de montrer une relation entre ce dommage et l'acte d'une autre personne, pour qu'on considérât comme remplies les conditions mises par la loi à l'exercice de l'action Aquilienne.

CHAPITRE IV

DES CONVENTIONS AYANT POUR BUT DE MODIFIER LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE ET DÉLICTUELLE

44. — Nous avons déjà indiqué que les règles relatives à la prestation des fautes dans les contrats n'ont été établies que pour suppléer au silence des parties; c'est uniquement par interprétation de leur volonté présumée qu'elle décide que, dans tel contrat, le débiteur répondra de toutes ses fautes, et, dans tel autre, de son dol seulement; et la preuve que la loi ne statue qu'à défaut de convention expresse contraire, c'est que les textes ont soin de réserver le cas où pareille convention serait intervenue. Ainsi, la fameuse loi *Contractus*, après avoir fixé les limites normales de la responsabilité dans les contrats, ajoute : *Sed hæc ita nisi si quid nominatim convenit, vel plus vel minus in singulis contractibus, nam hoc servabitur quod ratio convenit : legem enim contractus dedit*. Les parties peuvent donc, par convention, étendre ou restreindre à leur gré cette responsabilité.

I. — Elles peuvent, en premier lieu, l'étendre. Ainsi, elles pourront décider que le vendeur répondra même des cas fortuits, que le dépositaire répondra de sa faute légère. Cela ne peut souffrir de difficulté; mais cette aggravation de la situation du débiteur ne résulte pas seulement d'une clause expresse et formelle, prévue par la loi *Contractus* et la L. 5, § 2 Commo. En matière de dépôt, elle résulte souvent de circonstances de fait, ou

de clauses qui, sans se référer spécialement à la question des fautes, ont été interprétées par la jurisprudence comme dénotant chez les parties la volonté de prendre en considération un degré de diligence que la nature du lien contractuel ne comporte pas en elle-même. Ainsi, par exemple, du fait que le débiteur s'est offert spontanément à l'obligation, sa responsabilité se trouve augmentée d'un degré, portée de la faute lourde à la faute légère et de celle-ci au cas fortuit. Ainsi, le dépositaire qui *se deposito obtulit*, répondra même de sa *faute légère au lieu de n'être tenu que de sa faute lourde*. (L. 1, § 35, xvi, 3); le débiteur qui normalement ne répondrait que de sa faute légère se verra tenu même du cas fortuit (arg. de L. 17, § 1, xix, 5).

Ce même résultat était attaché à certaines clauses, notamment à celle par laquelle le débiteur assumait une obligation spéciale à la garde de la chose, et que les textes désignent sous le nom de *custodia*; ce mot étant pris dans un sens technique et non pas comme synonyme de *diligentia*. Quand le vendeur s'est chargé de la *custodia*, le § 3 aux Inst. iii, 23, et la L. 35, § 4, xviii, 1, le rendent responsable de la fuite des esclaves ou des animaux, ou du vol de la chose vendue. Mais il ne répond pas du vol commis avec violence. Le motif qu'en donne la L. 31 pr. xix, 1, ne nous semble guère concluant, *quia custodia adversus vim parum proficit*. Le vol, même sans violence, est un cas fortuit dont le vendeur répond, mais dans une certaine limite seulement. Aussi, a-t-on pu dire que la *custodia* imposait au débiteur une sorte de *casus minor* opposé au *casus major*. Le débiteur ne doit-il pas être considéré comme s'étant chargé des risques, par cela seul qu'il a reçu *rem aestimatam*? Non, en principe. L'*aestimatio* peut avoir un tout autre but : elle peut impliquer la vente de la chose et, dans ce cas, si l'*accipiens* supporte le *periculum* de la chose, c'est en qualité de propriétaire (L. 3,

xix, 2, L. 1 et 10, v, 12), ou bien encore fixer les dommages-intérêts qui seront dus en cas d'inexécution de l'obligation principale (L. 21, C. eod. tit). Dans un contrat de société, l'*æstimatio* de la chose apportée par un associé a pour but d'en déterminer la valeur au point de vue du partage, du bénéfice ou de la perte (L. 52, § 3, *Pro socio*, xvii, 2). Mais si, dans tous les cas, l'*æstimatio* ne peut s'interpréter dans le sens d'une dérogation à la théorie générale des fautes, il peut, à raison des circonstances, en être autrement. Ainsi, lorsqu'un commodataire a reçu la chose sur estimation, Ulpien nous dit (L. 5, § 3, xiii, 6) : *Æstimationem se præstaturum recepit* (Cf. L. 54, § 2, xix, 2).

45. — II. — Mais si les parties peuvent aggraver la responsabilité normale du débiteur, il leur est également loisible de l'atténuer : *Si quid convenit vel plus vel minus*, dit la loi *Contractus*. Ainsi, il est absolument licite de convenir que le vendeur, par exemple, ne répondra que de sa faute lourde : *In emptionibus scimus quid præstare debitor debeat, quodque ex contrario emptor; quod si in contrahendo aliquid exceptum fuerit, id servari debet*, nous dit Paul (L. 43 de *Pactis*, ii, 14). Il n'y a là que l'application du grand principe de la liberté des conventions, que le prêteur faisait respecter à Rome (L. 7, § 7 eod. tit.). Nous n'avons pas à insister là-dessus. Mais si la convention est toute-puissante, réserve faite du dol et de la faute lourde, sur lesquels nous reviendrons, en tant qu'il s'agit de restreindre la responsabilité qui découle d'un contrat, en est-il de même de la responsabilité délictuelle ? La question ne semble, pour ainsi dire, pas pouvoir se poser aujourd'hui. « En général, dit M. Labbé, une convention destinée à exonérer des conséquences d'un délit ne se comprend pas; elle n'est presque pas possible. La convention supposerait la prévision d'une imprudence; par cette préméditation, l'imprudence changerait presque

de caractère et acquerrait une inquiétante gravité. L'excuse du fait est dans l'imprévoyance même. Imprévoyance et convention semblent s'exclure. » Mais la question présentait en droit romain un intérêt fort sérieux. Nous avons vu, en effet, que le débiteur qui s'était rendu coupable d'une faute dans l'exécution de son contrat pouvait, si cette faute constituait en même temps un *damnum injuria datum*, être poursuivi, soit par l'action du contrat, soit par l'action *legis Aquiliæ*. Or, si une cause d'irresponsabilité conventionnelle venait le soustraire à la première action, il fallait qu'elle lui permit également d'échapper à la seconde, sinon elle n'eût présenté qu'une utilité très mince. Aussi les jurisconsultes romains avaient-ils décidé que les clauses qui modifiaient la portée des obligations du débiteur avaient également effet par rapport à la loi Aquilie. C'est ce qui résulte avec évidence d'un texte que nous avons déjà étudié (L. 27, § 29, *Ad leg. A.*). Un ouvrier, chargé d'un travail difficile, stipule qu'il ne répondra pas de ses fautes : *Quæ res ex locato tollit actionem et legis Aquiliæ*. Sur cette loi d'Ulpien, nous ne ferons que deux remarques : d'abord, nous apprenons que cette clause était fréquente; en second lieu, il faut observer que les termes de la clause, que les jurisconsultes considéraient comme suffisante pour amener un résultat qui nous semble si important en théorie, n'était rien moins qu'exprès : *non periculo suo se facere*. Et ceci nous démontre de la manière la plus claire qu'en droit romain, tout au moins, on pouvait s'affranchir jusqu'à un certain point de la responsabilité de ses délits.

46. — III. — Les auteurs modernes disent quelquefois que « la convention est impuissante à empêcher la naissance d'une obligation *légale* *ex delicto* ; » il est certain que cette formule n'était pas exacte alors. Ce n'est pas à dire que nous ne trouvions au Digeste ou au Code des

maximes aussi générales : *Contra juris civilis regulas pacta conventa rata non habentur* (L. 28, D. de Pactis, II, 14). *Pacta quæ contra leges... fiunt; nullam vim habere indubitati juris est* (L. 6, C. II, 3). *Actionum modus vel lege vel per prætorem introductus privatorum pactionibus non infirmatur* (L. 27, D. I, 17). On serait tenté de faire l'application de ces principes à notre matière, mais le texte d'Ulpien (27, § 29) est trop formel pour qu'on puisse s'y arrêter longtemps. Il faut se tenir en garde contre une généralisation exagérée de ces règles découpées au hasard, par les compilateurs du Digeste, dans les œuvres des jurisconsultes, et séparées des développements qui devaient en fixer la portée. Toutes les prescriptions de loi n'ont pas un caractère également impératif. Ulpien a soin de distinguer celles qui *ad publicam læsionem respiciunt*, de celles qui n'ont trait qu'*ad rem familiarem*. Les premières, statuant *de re publica*, sont celles relatives à l'ordre public; il n'est pas permis d'y déroger; quant aux secondes, et la loi Aquilie est bien de celles-là, *liceat pacisci*. Aussi, de toutes ces formules que nous venons de voir, nous ne retiendrons que ceci : si grande que soit la liberté des conventions, elle doit avoir une limite, et c'est cette limite qu'il nous faut déterminer.

La seule convention que les textes prohibent, c'est celle par laquelle le débiteur stipulerait qu'il ne répondra pas de son dol, *ne dolus præstetur*. *Illud non probabis non dolum esse præstandum si convenerit* » (L. 1, § 7, XVI, 3). *Celsus putat non valere si convenerit ne dolus præsteatur... et ita utimur* (L. 23, D. I, 17; cf. L. 17, princ., XIII, 6). » Quel est le motif de cette prohibition ? Ulpien nous le donne, en disant qu'une pareille convention serait contraire à la bonne foi et aux bonnes mœurs. Mais remarquons-le bien, il s'agit d'une clause par laquelle on prétendait s'exonérer à l'avance des conséquences d'un dol non encore accompli. Lorsqu'il a été

déjà commis, il peut intervenir une transaction entre le coupable et la victime, le créancier peut renoncer à son droit d'agir en réparation du dommage qui lui a été causé; cela ne présente pas les mêmes inconvénients, il n'y aura pas là un encouragement au dol : *Sed post admissa hæc pacisci possumus* (L. 27, § 4, II, 14; cf. L. 34, C. II, 4.) Que faudrait-il décider d'une convention relative à la faute lourde? La question n'est résolue par aucun texte, mais il me semble qu'elle ne peut être guère douteuse en présence des décisions de jurisconsultes qui assimilent la faute lourde au dol (32, XVI, 3).

47.— Nous aurions fini avec la question de l'irresponsabilité conventionnelle, si nous ne devions dire un mot de deux textes d'Ulpien qui semblent consacrer, dans une espèce particulière, une dérogation au grand principe de la non-validité de la convention *ne dolus præstetur*, sans qu'on puisse en apercevoir la raison. Ces deux textes (27, § 3, et 7, § 15, II, 14), dont le second invoque l'autorité de Pomponius, admettent la validité du *pactum ne depositi agat*. Or, le dépositaire ne répond que de sondol et de la faute lourde qui est mise sur le même pied; donc, si le créancier renonce à exercer l'action *depositi*, il ne pourra demander au débiteur réparation du dommage qu'il lui a causé *dolo*. Comment peut-on concilier ces textes avec le principe général et expliquer l'antinomie qui existe entre le commencement et la fin de la loi 27, § 3? *Illud nulla pactione effici potest ne dolus præstetur*, voilà la règle générale, et *quamvis si quid paciscatur ne depositi agat, vi ipsa id pactus videatur ne de dolo agat : quod pactum proderit*. Bien des systèmes ont été proposés; je les résume brièvement :

I. — Le *pactum ne depositi agatur* serait relatif à un dol accompli. C'est une explication à laquelle les deux textes se refusent : le dol accompli est visé par le § 4; le § 3, dont nous nous occupons, est relatif au dol futur.

II. — Faber (*Rationalia*, I, p. 205), nous dit que la con-

vention est valable parce que la clause d'irresponsabilité du dol est tacite: *Ratio decidendi. Expressa nocent, non expressa non nocent. Expressa mentio doli facit pactum inutile, quod alioqui valeret.* Sans doute cette formule *expressa nocent*, etc., se trouve dans un texte (52, D. xxxv, 1), mais elle y est donnée à propos d'une condition mise à un legs, et je ne comprends pas trop pourquoi on en ferait ici l'application.

III. — D'après M. Maynz, le *pactum* aurait trait à la charge de la preuve qui se trouverait déplacée. « Sans elle le déposant aurait pu tenter l'action *depositi*, qui aurait eu pour effet de faire condamner le dépositaire, à moins qu'il ne prouvât que la chose a péri par cas fortuit. En convenant *ne depositi*..., le déposant renonce aux effets naturels de cette action, et de cette manière il peut arriver que le fait du dol du dépositaire reste impuni; mais si le déposant prétend qu'il y a dol de la part du dépositaire, s'il se charge de le prouver, l'action sera admise: l'effet du pacte est donc d'affranchir le dépositaire, non de la responsabilité du dol, mais de tout devoir de preuve en cas de perte ou de détérioration de la chose déposée. » Cette explication, qui semble ingénieuse, manque absolument de fondement, le dépositaire, n'étant responsable que de son dol, *n'a*, comme nous l'avons vu, *aucune preuve à faire*, il n'a donc pas besoin d'être déchargé d'un devoir qui ne pèse que sur l'adversaire.

IV. — M. Van Wetter cherche la solution dans une distinction entre le dol et la faute lourde dont on pourrait s'exonérer. « Le *pactum ne depositi*... implique qu'on ne répondra ni de son dol, ni de sa faute lourde: sous le premier rapport, il est nul; sous le second, il est valable. » Mais l'auteur est obligé de reconnaître qu'il introduit une distinction qui n'est pas dans le texte; je crois même qu'elle est inconciliable avec les mots *ne de dolo agat*.

V. — De toutes les explications, voici celle qui nous semble préférable. Le déposant veut gratifier le dépositaire en lui abandonnant la chose déposée, il veut lui en faire donation : quel moyen plus simple qu'un *pactum ne depositi agat* ? Le créancier ne renonce pas à se prévaloir du dol du débiteur, il renonce à sa chose, et l'on peut même dire avec Molitor que cette convention rend, en quelque sorte, le dol impossible ; comment le déposant pourrait-il s'en prévaloir et invoquer l'action de dol, puisqu'il a cessé d'être propriétaire ? Il y aurait là, comme on l'a très bien dit, quelque chose d'analogue au pacte *de non petendo*. Mais le *pactum ne depositi agat*, qui serait toujours un pacte *ex intervallo*, peut s'expliquer autrement que par une libéralité déguisée : il trouvera sa place dans l'hypothèse où les deux parties seront d'accord pour substituer au dépôt un autre contrat. Ainsi, le dépositaire demande au déposant l'autorisation de se servir de l'objet du dépôt ; celui-ci consent à le lui prêter ; les deux parties sont d'accord de transformer le dépôt en commodat : le débiteur deviendra, par ce nouveau contrat, responsable de la faute légère, mais pourra user de la chose. Au moyen du *pactum* dont il s'agit, le créancier perdra l'*actio depositi*, mais peu importe, puisqu'il acquiert l'action *commodati*. Enfin, on a remarqué avec raison que ce pacte peut s'appliquer à l'action *depositi contraria*, le dépositaire s'engageant à ne pas faire de dépenses à propos de la chose, ou, plus exactement, à supporter les dépenses qu'il pourrait faire à ce sujet.

Quoi qu'il en soit de tous ces modes d'explication, il est bien difficile d'admettre que les jurisconsultes aient admis une dérogation au principe de la nullité des clauses exonérant le débiteur du dol, et cela dans une matière où le dol est traité avec une sévérité particulière et considéré presque comme un délit,

CHAPITRE V

DES DOMMAGES-INTÉRÊTS

SECTION PREMIÈRE

DE L'APPRÉCIATION DU PRÉJUDICE

48. — Quand un débiteur n'exécute pas, par sa faute, son obligation et cause de ce chef un préjudice au créancier, il doit réparation de ce dommage, et cette réparation doit, en principe, être égale à la perte éprouvée par le demandeur. C'est ce principe d'équité et de logique que l'on retrouve souvent dans les textes. Ainsi, par exemple, en cas de vente : *Si res vendita non tradatur, in id quod interest, agitur hoc quod rem habere interest emptoris; hoc autem interdum pretium egreditur, si pluris interest quam res valet vel empti est* (L. 1 pr., *Act. Empt.*, xix, 1). Un propriétaire prive, par sa faute, un locataire de sa jouissance. *Præstabis quanti ejus interfuerit frui* (L. 33, D. xix, 2). Pour exprimer cette idée d'une réparation complète du dommage, les textes emploient les mots *id quod interest actoris*, *quanti ejus interest* ou *quantum mea interfuit* (13 pr., XLVI, 7) ou *quanti ea res est* (L. 4, § 7, xxxix, 2 et 1, § 5, XLIII, 4) le mot *res* étant pris dans une acception très générale (1). On trouve enfin les mots *utilitas actoris* (LL. 9, § 7, *Ad exh.*, x, 4, et 2, § 8, XIII, 4).

(1) Dans quelques textes, ce mot désigne exclusivement la valeur de la chose, objet de la prestation (V. L. 1, § 20, xxvii, 3), mais alors ce sens est précisé par les mots *non id quod interest*. Aussi ne faut-il pas prendre à la lettre les LL. 179 et 193, L. 16 d'Ulpian, qui semblent dire que les mots *quanti ea res erit* doivent s'entendre de *veram rei estimationem*. Généraliser ces textes serait se mettre en contradiction avec L. 4, § 7, qui est tiré du même ouvrage.

Si nous nous plaçons maintenant sur le terrain de la loi Aquilie, nous voyons qu'à l'origine la condamnation du défendeur ne portait que sur la valeur même des esclaves ou des bestiaux tués (L. 2 pr.) ou de l'objet endommagé (27, § 5). On ne faisait entrer en ligne de compte que le prix marchand, sans tenir compte des pertes que le propriétaire de la chose pouvait éprouver par suite du *damnum* dans d'autres parties de son patrimoine. Il y avait là une lacune que les jurisconsultes surent combler. Ils admirent qu'on devait tenir compte de tout l'*interesse*; qu'il fallait rechercher la différence entre la valeur du patrimoine entier de la victime au moment de sa demande, et la valeur qu'il eût atteint sans le *damnum*. Justinien nous dit formellement que cette manière d'apprécier le dommage ne résultait pas des termes de la loi. *Illud non ex verbis legis, sed ex interpretatione placuit non solum perempti corporis aestimationem habendam esse, secundum ea quæ diximus, sed eo amplius quidquid præterea perempto eo corpore nobis ablatum fuerit* (Inst., § 10 h. t.). Du reste, si l'expression *quanti ea res erit* ne s'appliquait originairement qu'*au verum rei pretium*, nous avons vu, par les textes précédemment cités, qu'elle avait pour les jurisconsultes classiques une portée bien plus grande, puisqu'elle comprenait tout le dommage causé au créancier par la faute du débiteur; aussi rien de plus facile pour les interprètes de la loi Aquilie, de lui donner une signification aussi extensive et de la considérer, en matière de délit comme en matière de contrats, comme synonyme du *quod interest* (1). Du jour où ce fut admis, la théorie

(1) Cette extension se comprend dans les actions qui, comme l'action de la loi Aquilie, tendent principalement à la réparation du préjudice souffert; aussi n'a-t-elle pas été admise dans les actions pénales comme l'action *furti*. Ainsi, ce qu'on double ou quadruple dans cette action, c'est la valeur seule de la chose: L. 50 pr. et 71, § 1, XLVII, 2. Cf. pour l'action *vi bonorum rap.*, L. 2, § 13, XLVII, 8.

des dommages-intérêts eut un développement parallèle dans les contrats et dans le *damnum injuria datum*. Aussi, croyons-nous pouvoir, à ce double point de vue, réunir dans une même étude ces deux matières que nous avons le plus souvent séparées jusqu'à présent ; nous en serons quittes, après avoir présenté leurs caractères communs, qui sont les plus nombreux, pour montrer en quoi elles se distinguent, tant au point de vue de la nature du préjudice pris en considération, qu'au point de vue du mode d'évaluation des dommages-intérêts.

49. — Ainsi donc, le débiteur qui n'exécute pas son obligation, ou l'auteur du *damnum*, doivent réparation complète du préjudice qu'ils ont ainsi causé par leur faute ; mais il se peut que ce préjudice ait été considérablement augmenté par suite de circonstances particulières. Aussi certains auteurs ont cru qu'il fallait distinguer le dommage direct du dommage indirect. Toute distinction de ce genre doit être repoussée. D'abord, les définitions qu'on tente de donner du second manquent absolument de précision, et l'on chercherait en vain un critérium qui puisse s'appliquer aux différentes espèces que nous offre la pratique. Ensuite, les textes mêmes, loin de supposer cette distinction, y sont tout à fait défavorables : certains d'entre eux rendent le débiteur responsable de dommages qu'il est impossible de qualifier de directs (L. 19, § 1, xix, 2). Les auteurs qui distinguent le *damnum directum* du *damnum indirectum* n'imposent la réparation du second qu'au débiteur de mauvaise foi. Cette prétendue règle est absolument irrationnelle. On conçoit qu'on sépare le dol de la faute en ce qui concerne le fait même de la responsabilité ; mais, au point de vue de l'étendue des dommages-intérêts, qu'importe l'état d'esprit du débiteur ? La réparation du préjudice doit se proportionner à ce préjudice, et l'on ne conçoit pas qu'il soit plus grand dans le cas où son auteur a agi intentionnellement, que dans celui

où on ne peut lui imputer qu'une simple négligence. Sans doute, des textes imposent une responsabilité plus étendue au débiteur qui a commis un dol qu'à celui qui a commis une faute (L. 13, pr., xix, 1); mais c'est en se basant sur une autre distinction, que nous retrouverons plus tard, entre les dommages que le débiteur a prévus ou dû prévoir et ceux qu'il ne pouvait supposer devoir se réaliser (n° 54).

50. — Nous devons également repousser, aussi bien dans l'application de la loi Aquilie que dans la matière des obligations, une autre distinction que l'on confond quelquefois avec la première, et qui n'est pas plus rationnelle. La partie lésée, qu'elle agisse *ex contractu* ou *ex lege Aquilia*, a droit à la réparation de tout le dommage qui lui a été causé, que ce dommage soit *intrinsèque*, *propter rem ipsam non habitam*, ou *extrinsèque*, *extra rem*, c'est-à-dire relatif à une autre partie de son patrimoine, à d'autres biens qui par le fait du défendeur se sont trouvés diminués de valeur. C'est ce qu'exprime Mühlenbruch (n° 364) : *In ejus quod interest computatione facienda non solum rei quæ abest accessionemque (1) habere debet ratio, verum etiam ejus detrimenti quod rei jurisve amissionem consecutum est in eoque velut continetur.* » De nombreux textes font l'application de cette idée. Ainsi, il est possible que la perte d'une chose ou l'inexécution d'une prestation entraîne pour le propriétaire ou le créancier un préjudice supérieur à la valeur intrinsèque de cette chose ou de cette prestation. Et ceci peut se produire, soit à raison de circonstances de fait qui augmentent la valeur de la chose aux mains du demandeur, soit à raison d'obligations qui pèsent

(1) Cette *accessio* est indiquée dans les textes par les mots *res et omnis causa*. Quand ils disent qu'une chose doit être restituée *cum sua causa*, ils entendent par là que le débiteur doit tenir compte des fruits du part des animaux, de la *causa usucapionis*. Cf. LL. 1, § 24, xvi, 3, 35; L. 16, 44, pr. x, 2, 31, pr., xii, 2; 20, vi, 1.

sur ce dernier et qu'il n'a pu exécuter, ou n'a exécutées que dans des conditions défavorables.

I. — Ainsi, par exemple, la chose détruite faisait partie d'un ensemble: *ex lege Aquilia*, le propriétaire pourra demander compte non seulement de cette chose, mais aussi de la dépréciation qui en est résultée pour les autres parties du même tout qui se sont trouvées dépareillées. Ainsi, on a tué un esclave qui avait un frère jumeau ou bien faisait partie d'un orchestre, un cheval qui faisait partie d'un quadrigé, ou une mule qui était appareillée avec une autre. Paul nous dit (L. 22, § 1 h. t.): *Non solum perempti corporis aestimatio facienda et hujus ratio haberi debet quo cætera corpora depreciaata sunt*. Et la formule générale qu'il emploie est assez curieuse: *Causæ corpori coherentes aestimantur*: il faut tenir compte des causes de perte attachées à la chose. Il n'y a pas là une solution propre au délit; elle s'appliquerait même au contrat si ce cheval, faisant partie d'un quadrigé, avait été tué par un locataire ou un commodataire dans des conditions telles que l'action du contrat serait seule possible; je n'hésiterais pas à appliquer par analogie la loi 22, *Ad leg. A.*

II. — La seconde situation est plus intéressante; le propriétaire de la chose détruite ou endommagée se trouvait, par rapport à cette chose engagée, dans les liens d'une obligation, et cela dans des conditions telles que la perte de cette chose, loin de libérer, aggravait, en fait, cette obligation. Ainsi, il avait promis *sub pœna*, de transférer à une autre personne l'esclave qui a été tué par un tiers: il aura le droit de demander compte à ce tiers, non seulement de la valeur de l'esclave, mais de la *pœna* qu'il a dû payer, si elle est supérieure (22 pr.). Le propriétaire du quadrupède tué était en butte à une *actio de pauperie*; la perte de cet animal, ayant rendu impossible l'abandon noxal, le force à payer: le dommage causé peut être bien supérieur à la valeur de la bête

(37 pr.) Citons enfin une dernière hypothèse que nous fournit la loi 55. Une personne avait promis de donner, à son choix, Stichus ou Pamphile ; le premier, valant 10, a été tué : le promettant, obligé de livrer Pamphile, dont la valeur était double, aura droit de demander 20 à l'auteur du *damnum*. Là encore, je puis dire que la même solution s'imposerait si le propriétaire de l'esclave agissait *ex contractu*. Du reste, nous trouvons dans la L. 2, § 8, xiii, 4, l'application des mêmes idées à l'inexécution par le débiteur de son obligation. Il faut, nous dit Ulpien, tenir compte du *quod interest* dans les hypothèses suivantes : faute du paiement de la somme promise, le créancier n'a pu payer sa dette, et une peine a été encourue ; ou, cette dette étant garantie par un gage, il a été vendu au-dessous de sa valeur ; ou encore le créancier, étant le fisc, a saisi les biens du débiteur, et *res stipulatoris vilissimo distracta est*. Autant de causes de préjudice dont le promettant devra compte, et *quidem ultra legitimum modum usurarum* (1).

51. — Le dommage peut être positif ou négatif, consister en une diminution réelle du patrimoine du demandeur, ou bien dans la privation d'un gain auquel le créancier était en droit de s'attendre. C'est ce que l'on désigne ordinairement par les deux expressions bien connues : *damnum emergens et lucrum cessans*. Mühlenbruck se sert des mots *utilitas intercepta*. Le demandeur, par l'action du contrat, demandera compte même du *lucrum cessans* : avec l'argent qu'on lui devait il aurait fait le commerce et aurait réalisé des bénéfices, on lui en devra l'équivalent (L. 2, § 8 préc., xiii, 4). Les mêmes principes sont appliqués, par les textes, à l'action de la loi Aquilie. Ainsi (L. 23, *ad. L. A.* et § 10 Inst.), si un es-

(1) *Non obstat* L. 21, § 3, xii, 1. *L'utilitas quæ circa ipsam rem consistit*, dont parle Paul, veut dire le dommage qui a sa véritable cause dans l'inexécution de l'obligation.

clave, qui avait été institué héritier, est tué avant d'avoir fait adition, le propriétaire de cet esclave a droit à la valeur de l'héritage ; de même, si quelqu'un a été lui-même institué héritier sous la condition d'affranchir un esclave, et si cet esclave a été tué également après la mort du testateur (23, § 2). Enfin, le § 4 de la loi 23 signale un exemple bien plus singulier encore de *lucrum cessans* : l'esclave tué avait commis des délits dans l'administration de la fortune de son maître ; celui-ci se proposait de le faire torturer pour découvrir ses complices. Ulpien nous dit : *Tanti aestimandum quanti mea intererat fraudes servi per eum commissas detegi, non quanti servi noxa valeat.*

52. — Le dommage résultant, soit de la loi Aquilie, soit de l'inexécution du contrat, doit être réparé, alors même que, postérieurement, il se serait produit un autre événement qui eût amené la perte dont il s'agit, si elle n'était déjà arrivée. Plusieurs textes nous donnent l'application de cette idée à la responsabilité délictuelle. Ainsi vous démolissez ma maison ; j'aurai contre vous l'interdit *quod vi aut clam* : vous ne pourrez vous défendre en alléguant que, dans la suite, un incendie s'est élevé qui aurait certainement détruit cette maison : *Non ex post facto sed ex præsente statu damnum factum sit nec ne aestimare oportet.* De même l'esclave blessé a été tué *ruina aut incendio*, son maître n'en a pas moins l'action de la loi Aquilie (L. 15, § 1). Je crois que la même solution doit être donnée lorsque le demandeur se plaint de l'inexécution d'un contrat. On peut objecter la L. 27, § 2, *De rei vind.*, vi, 1. Le possesseur d'un esclave revendiqué l'endommage *dolo*, puis cet esclave meurt d'un fait non imputable au défendeur ; *aestimatio non fiet ejus quod deteriore eum fecerat.* Mais on a expliqué cette décision en disant qu'elle tient à la nature de l'action en revendication, qui ne peut être intentée que contre le possesseur ;

du reste, le texte réserve au propriétaire l'action Aquilienne.

En sens inverse, il ne faudra pas tenir compte du dommage qui ne se réalise qu'à la suite d'événements postérieurs. Ainsi, l'esclave institué héritier par un tiers meurt avant la mort du testateur; le propriétaire ne pourra réclamer la valeur de l'héritage, car il n'a pas encore de droit acquis, mais il ne le pourra pas davantage à la mort du testateur.

53. — On voit donc que l'obligation pour le débiteur, ou pour l'auteur d'un *damnum*, de réparer le préjudice causé par sa faute est aussi générale que possible. Aussi peut-on dire qu'il suffit qu'il y ait préjudice, mais tout au moins faut-il qu'il y en ait eu réellement un. Et ceci a conduit les jurisconsultes aux décisions suivantes. Un marchand confie des marchandises à un armateur, qui se charge de les transporter sur un navire déterminé; en violation de son contrat, il les embarque *in navem deteriore*. Il ne devra rien, si le navire désigné par le contrat a également péri, car, au fond, il n'y a pas eu préjudice (L. 10, § 1, xiv, 2; cf. L. 7, § 4, XLIII, 24).

De même, pour que le demandeur puisse obtenir la valeur du gain dont il a été privé, il faut que ce gain soit vraisemblable et dans l'ordre naturel des choses; un bénéfice hypothétique ne peut être pris en considération. Les textes vont même plus loin et semblent exiger qu'il soit certain. Ainsi, une embarcation vient briser des filets. La L. 29, § 3, nous dit qu'il ne faut pas faire entrer en ligne de compte les poissons qui n'ont pas été pêchés : *cum incertum fuerit an caperentur*. La même solution devrait-elle être donnée au cas où le demandeur agirait *ex contractu*? Je ne le crois pas. C'est, du moins, ce qu'on peut induire de la L. 12, xix, 1 : *Si jactum retis emero et jactare retem piscator noluit, incertum ejus rei aestimandum*. Comment rendre

compte de la différence entre ces deux textes ? Je crois que cela tient à ce que, dans les contrats, si, comme nous le verrons plus tard, le débiteur ne doit compte que des dommages qu'il a prévus ou pu prévoir, il doit toujours réparation de ces dommages. Aussi, je donnerais volontiers la même solution au cas où le débiteur d'un filet ne le livrerait pas ; il faudrait, je crois, tenir compte du bénéfice qui serait résulté de la pêche que sa faute a rendue impossible.

Il faut, en outre, que le préjudice dont on demande réparation ait été véritablement causé par le *damnum injuria datum* ou par l'inexécution de l'obligation. Le défendeur ne peut être astreint à réparer le dommage résultant d'une autre cause. Ainsi, par exemple, un esclave blessé mortellement a été tué *incendio* ; le propriétaire de cet esclave pourra agir en vertu du troisième chef de la loi Aquilie, *quasi de vulnerato* ; non *quasi de occiso*, en vertu du premier. Sans doute, si l'acte coupable avait pu produire toutes ses conséquences, il eût entraîné la mort de la victime ; mais il n'en est pas moins certain qu'elle est résultée d'une autre cause, et, par conséquent, le défendeur ne doit rien de ce chef (L. 15, § 1). Les textes font l'application de la même idée en matière d'obligations. Ainsi, quelqu'un achète du blé ; il ne lui est pas livré, et les esclaves à la nourriture desquels ce blé était destiné sont morts de faim. Le vendeur sera-t-il tenu, à raison de ce préjudice ? Non, nous dit Paul (L. 21, § 3, xix, 1). La mort de ces esclaves est due non au défaut de livraison, mais à la faute de l'acheteur, qui aurait dû se procurer d'autres vivres et ne l'a pas fait : *Qui culpa sua damnum sentit, non intelligitur damnum sentire*.

Si la relation de causalité entre le préjudice et l'acte coupable du défendeur n'apparaît pas avec évidence, ce sera au créancier à faire la preuve, cela va sans dire. Ainsi, par exemple, il prétend qu'il aurait fait un béné-

fice en revendant la marchandise livrée. Il doit le prouver; la L. 2, § 8, précitée, *xiii*, 4, disant qu'il faut tenir compte au demandeur du *lucrum si merces solebat comparare*, suppose que le demandeur a fait cette preuve, et peut-être peut-on expliquer de cette façon la L. 21, § 3, *xix*, 1, qui refuse de tenir compte du bénéfice que le créancier aurait fait en revendant le vin acheté; l'acheteur, n'étant pas un commerçant, n'a pas établi qu'il avait l'intention d'en trafiquer, et que la négligence du vendeur l'a privé d'un bénéfice.

Certains auteurs disent qu'il faut que le dommage ait été la suite nécessaire de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'obligation. Je crois leur formule trop restrictive. Il suffit qu'il en soit la conséquence véritable. C'est en ce sens qu'il faut prendre les mots *utilitas quæ circa ipsam rem consistit* (L. 21, § 3, *xix*, 1). Ce qui me semble le prouver, c'est qu'on tient compte du *lucrum cessans*. Or, jamais la perte d'un bénéfice ne peut être considérée comme la conséquence nécessaire de la faute du débiteur, puisque son acquisition suppose, outre l'exécution de l'obligation, une certaine activité personnelle du créancier.

54. — Telles sont les idées générales communes à la matière des obligations contractuelles et à celles de la loi Aquilie. Mais la responsabilité qui découle de cette dernière est plus étendue que celle qui découle d'un contrat. Nous avons toujours supposé, en étudiant l'étendue des dommages dont réparation est due, que le créancier agissait par une action de bonne foi. Si, au contraire, il ne disposait que d'une action *stricti juris*, il ne pouvait pas obtenir *id quod interest*, ce qui constitue un *incertum*, mais seulement la valeur de la *res certa*, qui lui était due, et de ses accessions (1).

(1) Mais il faut remarquer que, grâce à l'action *eo quod certo loco*, une action de droit strict pouvait se transformer en une action arbi-

Si nous revenons aux actions de bonne foi, nous trouvons une très importante restriction à l'étendue des dommages-intérêts telle que nous l'avons déterminée précédemment. Le débiteur qui n'exécute pas son obligation, par sa faute, ou qui ne l'exécute qu'imparfaitement, n'est tenu de réparer que les dommages qu'il a prévus, ou tout au moins qu'il aura pu ou dû prévoir au moment de la formation du contrat. Et cela est parfaitement logique. La volonté des parties est la base même des contrats. Toute-puissante pour en amener la formation, elle peut (sous la réserve du dol), en déterminer librement les effets. C'est de leur intention, exprimée ou présumée, qu'il faut s'inspirer, quand on recherche quelles sont les conséquences de l'inexécution de l'obligation qui retomberont sur le débiteur. Celui-ci ne peut être considéré comme s'étant engagé à répondre de toutes ces conséquences, si insolites soient-elles, mais seulement de celles qu'il a prévues. En revanche, on doit le considérer comme responsable de toutes ces dernières. De nombreux textes font l'application de cette idée. Ainsi, par exemple, quelqu'un a donné en location à une autre personne des tonneaux en mauvais état, *dolia vitiosa*, il sera responsable du coulage du vin qui y aura été mis. En effet, les tonneaux sont faits pour contenir des liquides, et le *locator* devait s'attendre à ce qu'on y en mît (L. 19, § 1, XIX, 2). En sens inverse, le bailleur d'un pré, où poussaient des herbes vénéneuses, ne répondra pas de la mort des bestiaux qui en auront mangé. Et ceci conduit à une différence fort importante entre le débiteur de bonne foi et le débiteur de mauvaise foi : la responsabilité de ce dernier sera plus étendue, car, à raison de son dol,

traire, et alors le juge pouvait tenir compte de l'intérêt que chacune des parties avait à l'exécution de l'obligation, puisqu'il devait statuer *ex æquo et bono*. Ce qui fait que nous avons pu raisonner sur l'hypothèse d'une promesse d'argent d'après L. 2, § 8, XIII, 4.

il aura prévu des dommages qu'un débiteur de bonne foi n'aura pas prévus et sera excusable de n'avoir pas prévus. Ainsi, dans l'hypothèse précédente, le bailleur répondra de la valeur des bestiaux si, lorsqu'il a loué, il connaissait l'existence sur sa terre de ces plantes malsaines; il pouvait, en effet, prévoir le dommage qui est arrivé. De même, le vendeur d'un *pecus morbosum* ne répondra du dommage causé par la contagion aux troupeaux de l'acheteur, que *si sciens reticuit*. Le vendeur d'une poutre de mauvaise qualité devra seulement la valeur de cette poutre, sauf s'il en connaissait le vice, et, dans ce cas, il paiera le prix de la maison qui s'est écroulée L. 13 pr., xix, 1).

SECTION II

ÉVALUATION DES DOMMAGES-INTÉRÊTS

55. — Nous arrivons à la manière d'évaluer les dommages-intérêts. Nous avons vu que dans les actions de bonne foi, comme dans l'action de la loi Aquilie, il fallait tenir compte de la valeur qu'avait la chose aux mains de son propriétaire, à raison de certaines circonstances, ce qu'on a exprimé en disant que l'évaluation devait être subjective, qu'on devait se préoccuper du dommage concret. Je n'ai pas à revenir là-dessus : je me bornerai à ajouter aux exemples déjà cités celui que me fournit la L. 54, xxxi : un champ peut avoir, pour l'acquéreur, une valeur plus grande que pour toute autre personne, par suite de la proximité du domaine de cet acquéreur. Mais faut-il aller plus loin et faut-il tenir compte d'une simple valeur d'affection ? On a dit non : l'affection, étant de nature morale, n'est pas suscep-

tible d'une estimation pécuniaire. Cette solution ne fait pas de doute pour la loi Aquilie. Le propriétaire d'un esclave n'aura pas droit à une indemnité plus forte à raison de ce que cet esclave était son fils naturel (33). Mais que faut-il décider en matière contractuelle ? La question est plus délicate. Des auteurs admettent la même solution négative. Ils se fondent sur la L. 63, xxxv, 2 : *Pretia rerum non ex affectu, sed communiter finguntur*. Cf. L. 6, § 2, vii, 7. J'ai des doutes, car il me semble que cette loi prouve trop ; car après *non ex affectu*, on lit *nec utilitate singulorum* ; or, il me semble que l'utilitas spéciale au demandeur doit être prise en considération, ainsi que je l'ai dit plus haut. En outre, plusieurs lois, dont la principale est la L. 54, *Mandati*, xvii, 1, nous montrent bien que pour agir *ex contractu*, il n'est pas nécessaire d'avoir un intérêt pécuniaire, un intérêt moral suffit. Sans doute, on peut dire que ces textes n'ont pas trait aux dommages-intérêts ; mais ne peut-on répondre, avec M. Molitor, qu'admettre une action fondée sur l'affection du créancier, sans que, en cas d'inexécution de l'obligation, cet intérêt d'affection puisse être évalué, ce serait, en somme, laisser l'action sans sanction ?

Pour déterminer le montant des dommages-intérêts, et plus spécialement la valeur de la chose, il faut se placer au lieu où le paiement devait se faire.

En ce qui concerne le moment auquel le juge devait se référer pour cette évaluation, il faut distinguer : si l'action était une action de bonne foi, c'était au jour du jugement : *Rei judicandæ tempus, observatur quantires sit* (L. 3, § 2, xiii, 4). Si l'action était de droit strict, c'était au jour de la *litis contestatio* : *in stricti litis contestatæ tempus spectatur* (Ibid. et L. 22, *De reb. cred.*, xii, 1, et L. *de Cond. tritic.*, xiii, 4). Mais ce second point a été controversé, et la L. 3 eod. tit. nous montre que Servius Sulpicius se plaçait au jour du jugement.

Ulpien, qui nous rapporte cette opinion, semble la partager (1).

Dans la législation romaine, on trouve une manière toute particulière de fixer les dommages-intérêts. Dans certains cas, le demandeur avait la faculté de fixer lui-même la condamnation, après s'être engagé par serment à ne pas l'exagérer. Je n'ai pas à traiter ici, tout au long, du *juramentum in litem* (D. XII, 3, et C. V, 53). Je me borne à rappeler qu'il était donné lorsque l'inexécution de l'obligation était due à un dol du débiteur auquel on assimile la contumace (L. 2, § 1, h. t.); mais il est, en principe, impossible lorsqu'il n'y a eu qu'une faute (L. 4, § 4, h. t.). Mais ce *juramentum* n'était possible que dans les actions *in rem* et *ad exhibendum*, dans les actions de bonne foi (L. 5 pr.), et dans les actions personnelles arbitraires (L. 18 pr., VI, 3). Il était possible dans les actions de droit strict quand la chose avait péri par le fait ou après la mise en demeure du débiteur (L. 5, § 4). En règle générale (il ne semble y avoir d'exception que pour les actions *in rem* et *ad exhibendum*), le juge pouvait fixer un maximum (*taxatio*), ou réduire après coup la somme fixée par le demandeur; cela est certain pour les actions de bonne foi (LL. 4, § 2, et 3; cf. 5, § 2 et 3, h. t.).

Dans les contrats nous trouvons une limitation des dommages-intérêts, quand le préjudice consiste dans le retard apporté à la livraison de choses fongibles, et particulièrement d'une somme d'argent. Le montant des dommages-intérêts ne peut dépasser le taux des intérêts (L. 19, XVIII, 6). Je n'ai pas à insister là-dessus.

Enfin, nous devons signaler une limitation bizarre que Justinien (L. un., C. VII, 47), apporta à la fixation

(1) Les interprètes modernes ont voulu concilier cette loi avec les précédentes; de toutes les explications données, la meilleure serait celle qui consiste à dire que le mot *condemnatio* vise non le jugement, mais la partie de la formule qu'on désigne de ce nom.

des dommages-intérêts. Ils ne pourront jamais dépasser le double de la valeur de la chose due : *Sancimus hoc quod interest dupli quantitatem minime excedere*. Il est fort difficile de trouver un motif à cette solution qui, d'après le texte, ne s'appliquait que *in omnibus casibus qui certam habent quantitatem vel naturam*, non dans les autres cas *qui incerti esse videntur*. Le sens de cette distinction est révélé par les exemples que donne Justinien des *casus certi*: *Velut in venditionibus, locationibus et omnibus contractibus*, qu'il entendait par là les hypothèses où le préjudice résultait de l'inexécution d'obligations contractuelles ou quasi-contractuelles, par opposition aux délits, qui seraient restés sous l'empire des anciens principes.

56. — On sait que la loi Aquilie contenait une manière particulière d'évaluer le dommage. Ainsi, d'après le premier chef, quand un esclave ou un animal rentrant dans la catégorie de ceux que la loi visait avait été tué, l'auteur du *damnum* devait payer la plus haute valeur que la chose avait eue dans la dernière année, et l'on comptait cette année à partir du jour où le coup avait été porté, et non du jour de la mort (21, § 1). Les termes de la loi étaient, pour le premier chapitre: *Quanti id in eo anno plurimi fuit*. Le troisième chapitre avait une rédaction différente à deux points de vue: d'abord, le délai se trouvait réduit à un mois, et, en outre, le mot *plurimi*, désignant la plus haute valeur, ne s'y trouvait pas: *Quanti in diebus triginta proximis ea res fuerit*. Aussi, au début, les jurisconsultes admirèrent que le juge pouvait, dans son appréciation, se placer à un instant quelconque de cette période de trente jours. Mais Gaius (III, 218), nous apprend que Sabinus décida qu'on ne devait pas reconnaître de différence entre les deux chefs et traiter le troisième comme si le mot *plurimi* y avait été répété. En somme, l'auteur du dommage devait payer la plus haute valeur que la chose eût atteinte

dans une période antérieure, variable selon le chapitre invoqué. On comprend l'avantage qui pouvait résulter pour le propriétaire de la chose de ce mode d'évaluation, si l'objet endommagé avait, par une raison quelconque, diminué de valeur pendant le dernier mois ou la dernière année.

Pouvait-on successivement invoquer les deux chefs de la loi Aquilie? Oui, si l'esclave blessé était mort des suites de sa blessure, après condamnation du coupable, *quasi de vulnerato*. On pouvait également intenter simultanément l'action contre plusieurs personnes, qui s'étaient rendues coupables de sévices sur l'esclave, en invoquant contre l'une le premier, et contre les autres le troisième chapitre, si on pouvait déterminer de qui émanaient les coups mortels. Si cela était impossible, tous les coupables étaient tenus solidairement *quasi de occiso* (L. 11, § 2). Mais qu'arrivait-il au cas où une personne ayant mortellement blessé un esclave, cet esclave avait été ensuite tué par une autre? On pouvait certainement agir *quasi de occiso* contre le second coupable. Mais le pouvait-on également contre l'auteur de la première blessure? Non, disait Ulpien (11, § 3 et 15, § 1). Oui, disait Julien (51 pr.). Les commentateurs modernes se sont donné beaucoup de peine pour arriver à concilier ces deux textes. On est, aujourd'hui, à peu près d'accord pour reconnaître qu'ils se réfèrent exactement à la même hypothèse, et qu'ils nous représentent deux opinions personnelles opposées sur une question discutée.

Nous avons vu que les jurisconsultes, par une interprétation extensive, permirent à la partie lésée de demander compte, non plus seulement de la valeur de la chose, mais de la perte effectivement subie. La notion du *quod interest* différa essentiellement de celle du prix de l'esclave ou de l'objet. Sans doute, souvent, l'*interesse* comprenait ce dernier élément, et permettait d'ob-

tenir quelque chose de plus. Mais il n'en était pas toujours de même, et l'on trouve au Digeste des textes qui le prouvent. Ainsi, l'esclave blessé se trouve guéri, l'action Aquilienne pourra être cependant intentée (45, § 1). Mais que pourra obtenir le maître? Les frais de guérison, la représentation de la perte de travail dans le passé, et la diminution de valeur de l'esclave (7 pr.). Tout ceci peut ne pas atteindre le prix d'achat de cet esclave; de même, le créancier gagiste voit les dommages-intérêts à lui alloués se limiter à sa créance, qui peut être également inférieure à la valeur du gage.

Mais pour apprécier le *quod interest*, comme pour déterminer la valeur de la chose, il n'en fallut pas moins continuer à tenir compte des deux périodes d'un mois et d'un an, dont nous avons parlé.

Enfin, lorsque le défendeur avait nié le fait et avait été convaincu de mensonge, il était condamné au double. L'action de la loi Aquilie était : *duplam in inficiantem* (23, § 10). Il y avait là une *pœna*, et c'est pour cela que l'*actio legis Aquiliæ* était qualifiée de mixte.



DROIT FRANÇAIS

DROIT FRANÇAIS

DES ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

ASSURANCE COLLECTIVE ET DE RESPONSABILITÉ CIVILE

INTRODUCTION

SECTION PREMIÈRE

DÉFINITIONS ET GÉNÉRALITÉS

1. — *Définitions.* — L'assurance a été définie par M. Agnel: « un contrat par lequel une ou plusieurs personnes s'engagent envers une ou plusieurs autres, moyennant une somme convenue, à les garantir contre les effets de certains risques dont la nature est déterminée par la convention, et à les indemniser des pertes qu'elles pourront éprouver par l'effet de ces risques ⁽¹⁾. »

(1) *Manuel général des assurances terrestres*, par E. Agnel, avocat à la Cour de Paris; 2^e édition, par M. Christian de Corny; Paris, Marchal-Billard, 1885, in-18. — Consulter en outre *Les Assurances*, par

Aussi a-t-on dit que l'assurance contre les accidents a pour but d'indemniser la personne qui s'assure, ou ses ayants droit, du préjudice pouvant résulter pour elle d'accidents corporels ou matériels occasionnés par le fait d'autrui ou de soi-même, ou résultant simplement de circonstances fortuites. Que faut-il entendre par « accidents? » On sait que dans le langage ordinaire, ce mot désigne tout événement dû au hasard ; mais les assureurs lui ont donné une signification technique, plus précise et plus restreinte à la fois. Il peut être défini : un événement imprévu qui, produit par une cause fortuite, extérieure, violente et involontaire, occasionne la mort ou des blessures aux personnes qui en sont victimes, ou amène soit la détérioration, soit la perte des choses qu'il atteint. »

2. — *Accidents corporels et matériels.* — Toutes les combinaisons actuellement pratiquées ou simplement possibles de l'assurance-accident se ramènent à deux grandes classes : 1^o assurance contre les accidents corporels, c'est-à-dire qui atteignent les personnes ; 2^o as-

M. Chaufon ; Paris, 1884 et 1885, 2 vol. in-8^o. — *Petit Dictionnaire des assurances terrestres*, par M. Hamon. — *Dictionnaire pratique des assurances*, par M. Lechartier. — *Les Assurances-accident*, par MM. Duhamel et Mayen. — Extrait du Dictionnaire universel de la Bourse, de la Banque et des Assurances ; Paris, 1887. — *Etude sur l'assurance contre les accidents*, par M. Tournal, dans le *Journal des assurances* de M. Badou, Pascal, 1873 et 1874. — *L'assurance contre les accidents*, par M. Vingtrinier, avocat, dans la *France judiciaire*, 1880-81. — Le mot *assurance*, dans la Grande Encyclopédie : Généralités (économie politique), par M. Théry ; Généralités (droit), et Assurance contre les maladies et les accidents corporels, par M. Chavegrin. — Mot *Assurances terrestres* dans le Rép. alphab. de Dalloz, supplément. — *Les Assurances contre les accidents*, par MM. Lefort et Saintelette. *Recueil périodique des assurances*, 2^e vol., 1884, p. 449, 515 et 567. — Pour la jurisprudence, consulter, outre le Sirey, le Dalloz, la Gazette du Palais, les Pandectes françaises, le *Journal des assurances* avec ses deux tables, le *Recueil périodique des assurances*, cité plus haut, 1883-1888, et le *Recueil judiciaire*, renfermant les principaux jugements en matière d'assurance contre les accidents, par M. Ricou ; 2 vol. in-8^o, Paris et Marseille, 1881 et 1888.

surance contre les accidents matériels. Dans cette seconde classe, nous rangeons l'assurance contre les risques du transport des choses et contre le bris des glaces. La définition de l'accident que nous avons donnée plus haut, et qui comprend l'incendie, nous autoriserait à faire rentrer dans cette même classe l'assurance de ce dernier risque ; mais il fait l'objet d'une branche spéciale, la plus ancienne de toutes et la plus importante. Il en est de même de l'assurance contre la grêle, la gelée et la mortalité des bestiaux, que l'on considère comme distincte de l'assurance-accident, et qui, sous le nom d'assurances agricoles, est exploitée par des compagnies qui s'y consacrent exclusivement.

L'assurance contre les accidents corporels comprend : l'assurance *individuelle*, l'assurance *collective* et l'assurance de *responsabilité* et du risque des *tiers*.

La combinaison la plus ancienne et la plus répandue de l'assurance-accident est celle qui s'applique aux chevaux et voitures. Elle couvre à la fois des accidents matériels et corporels. En effet, par ses diverses combinaisons, elle a pour but, d'une part, d'indemniser l'assuré contre les dégâts qui peuvent atteindre ses chevaux et voitures, et, de l'autre, de réparer les dommages qu'ils peuvent causer soit à des tiers, soit aux cochers ou palefreniers.

3. — *Assurances de réparation et de responsabilité.* — A côté de cette première division des assurances-accident qui est basée sur la nature des dommages causés, il en faut placer une autre à la fois plus importante et plus générale, et qui a trait à leur cause. On peut, comme en matière d'incendie, distinguer l'*assurance de réparation* de l'*assurance de responsabilité*. Un accident peut ou provenir d'un cas fortuit, ou bien être dû à une faute imputable à la victime ou à une tierce personne. Ceci posé, on comprend deux contrats bien distincts. L'assuré peut demander à une compagnie de l'indemniser des

sinistres qui le frapperont lui-même : ce sera l'assurance de réparation ; il peut, au contraire, lui demander de le décharger des conséquences de ses fautes éventuelles, en tant qu'elles pourraient engager sa responsabilité vis-à-vis des tiers, par application de l'article 1382 du Code civil. Habitant d'une maison, il peut mettre le feu à la maison voisine ; propriétaire d'une voiture, il est exposé à écraser des passants par sa faute ou celle de son cocher ; patron, il peut être déclaré responsable d'un accident survenu à l'un de ses ouvriers ou à une personne étrangère à ses ateliers : la compagnie d'assurance s'engagera, moyennant une prime déterminée, à prendre à sa charge, sous certaines conditions et dans certaines limites, les dommages-intérêts que l'accusé pourra être condamné à payer, à raison de ces différents chefs de responsabilité. Ce sera l'assurance du *risque de voisinage*, l'assurance des *accidents causés aux tiers par les chevaux et voitures de l'assuré*, les *assurances* dites de *responsabilité civile* et du *risque des tiers*.

4. — *Assurance individuelle.* — L'assurance-réparation revêt en matière d'accidents deux formes bien distinctes : l'assurance individuelle et l'assurance collective. La première se comprend sans grandes explications. C'est un contrat passé par une personne agissant pour son propre compte et stipulant de la part de l'assureur des indemnités qui seront payées, en cas d'accident, soit à la victime elle-même, soit à sa famille, et qui varient avec la gravité du dommage : mort, infirmité, incapacité temporaire. Tantôt cette assurance s'étend aux accidents de toutes sortes ; d'autres fois elle couvre uniquement les accidents de voyage. Dans le premier cas, elle est conclue pour une certaine période de temps, dix ans par exemple ; dans le second il arrive souvent qu'elle ne s'applique qu'à un voyage déterminé. On connaît les tickets d'assurance pour un voyage, qui sont délivrés, avec le billet du chemin de fer, en Amérique et en

Angleterre. Quelques compagnies ont, sans succès, tenté d'acclimater en France ce procédé si commode.

5. — L'assurance individuelle a pris un grand développement dans certains pays étrangers, aux Etats-Unis et en Angleterre notamment. Elle a beaucoup moins réussi chez nous. Nous ne nous proposons pas de l'étudier, pour plusieurs raisons. D'abord, elle présente peu de difficultés au point de vue juridique. En outre, nous avons voulu concentrer notre étude sur les assurances relatives aux accidents industriels, à ceux frappant les ouvriers. Or, il est certain que l'assurance individuelle n'a recruté et ne pouvait recruter ses adhérents que dans la classe bourgeoise, et ceci n'est pas particulier à notre pays. Il en a été de même aux Etats-Unis, la terre classique de l'assurance. Ainsi Cornélius Walford nous apprend « que les premiers fondateurs des compagnies d'assurances-accident se figuraient que les ouvriers des districts manufacturiers seraient les premiers à se préserver. Il n'y eut jamais de plus grand désappointement : des comités se formèrent, on tint des meetings, mais *aucun résultat pratique* ne s'ensuivit. De temps en temps, on fit de nouveaux essais avec un invariable insuccès. Il ajoute que le vrai terrain de cette entreprise repose sur *the professional and mercantile classe* ⁽¹⁾.

6. — Pourquoi l'assurance individuelle n'a-t-elle pas réussi auprès des classes ouvrières, qui sont bien plus que les autres exposées aux accidents, à raison même de leur travail et du milieu dangereux où ils passent leur vie ? Il y a de ce fait plusieurs raisons qui l'expliquent parfaitement.

D'abord on connaît l'imprévoyance des ouvriers, on sait combien l'épargne directe leur est difficile. Il serait presque impossible, dans la plupart des cas, de triom-

(1) *Insurance Cyclopædia*, vol. 1, v° *Accident* (history of).

pher de leur insouciance et de les déterminer à s'imposer un sacrifice immédiat en vue d'une éventualité incertaine. En outre, les indemnités qu'on pourrait leur offrir sont bien faibles auprès de celles qu'accordent les tribunaux par application de l'art. 1382, et ils sont assez disposés à croire qu'ils pourront toujours en obtenir de semblables de leurs patrons. Il est certain que les ouvriers n'ont pas profité de la caisse de l'Etat, qui leur présentait des conditions fort avantageuses.

7. — Aussi les compagnies, si elles avaient sérieusement recherché la clientèle directe des ouvriers, se seraient heurtées, en France comme aux Etats-Unis, à une très grande force d'inertie qu'il leur eût été difficile de vaincre. Mais elles devaient être peu tentées de porter leurs efforts dans cette direction, et voici pourquoi : Il est certain que les primes ne pouvaient être que très faibles pour chaque assuré; les frais généraux, qui sont fort peu proportionnels à l'importance des affaires traitées, auraient été considérables, et notamment les dépenses de recouvrement des primes auraient été énormes. Je sais bien qu'on peut répondre que cette raison n'a pas empêché le développement de l'assurance-incendie, où les primes sont aussi fort peu élevées. Sans doute, mais la clientèle des assureurs-incendie est à la fois plus stable et plus solvable que n'eût été une clientèle ouvrière. Quelles difficultés aurait eues une compagnie à retrouver, à chaque échéance, des assurés logeant souvent en garni et se déplaçant avec une très grande facilité ! En outre, la prime en matière d'incendie est insignifiante pour la plupart des assurés, et ne saurait le plus souvent les gêner; au contraire, en matière d'accident, si faible fût-elle, elle eût constitué encore une somme pour l'ouvrier qui vit au jour le jour; il aurait été bien souvent hors d'état de la payer. On peut affirmer que les difficultés de recouvrement des primes auraient été pour les assureurs un obstacle insurmon-

table; ils auraient été désarmés devant l'insolvabilité de leurs débiteurs. Les non-valeurs se seraient multipliées, et comme les compagnies auraient refusé de payer les indemnités aux assurés en retard pour le paiement de leurs primes, il en serait résulté des procès innombrables, des difficultés de toutes sortes qui auraient dégoûté de l'assurance les ouvriers eux-mêmes, et ruiné la société qui aurait été assez téméraire pour composer un portefeuille avec de pareils risques.

8. — Ajoutons que l'assurance individuelle aurait suivi l'assuré dans toutes les usines qui l'auraient successivement employé ; c'est même là une supériorité de la police individuelle sur la police collective au point de vue de l'ouvrier, mais il en est autrement au point de vue de l'assureur. En effet, ce dernier aurait dû fixer une prime égale pour tous les ouvriers de la même industrie; or, il est bien certain que deux usines, deux chantiers de même nature, peuvent présenter, par leur agencement ou leurs conditions d'exploitation, des différences considérables au point de vue des accidents ; c'est ce qu'on peut appeler le risque subjectif de chaque usine ; avec l'assurance individuelle, il est absolument impossible d'en tenir compte. La compagnie ne peut pas davantage faire inspecter l'atelier pour rechercher s'il présente toutes les garanties désirables de sécurité, si la discipline y est bonne, etc.

9. — *Assurance collective.*— Pour toutes ces raisons, les compagnies ont substitué à l'assurance individuelle l'assurance collective. Au lieu de traiter avec chaque ouvrier séparément, elles se sont adressées aux chefs d'industrie et ont assuré en masse tout leur personnel. Qu'ont-elles gagné à cela. D'abord, le recrutement des clients a été bien facilité. Il est plus facile de convaincre un homme instruit, habitué à prévoir et à compter, que d'endoctriner un à un cent ou mille ouvriers, et le patron ayant consenti à s'assurer, le résultat est le même

que si ces cent ou mille ouvriers avaient adhéré à l'assurance. Non seulement le patron est plus accessible aux idées de prévoyance, mais encore il consentira d'autant plus facilement à accepter les offres de la compagnie, que le contrat présente pour lui des avantages sans lui créer de charges. En effet, il sera libre d'imposer à son personnel une retenue pour le paiement des primes qui, de cette façon, ne lui coûteront rien; en outre, il a avantage à ce que ses ouvriers aient droit à une indemnité, même au cas d'accidents dus à un cas fortuit ou à leur propre faute; l'humanité l'aurait engagé en effet, le plus souvent, à leur donner quelques secours, il s'en dispensera désormais. En outre, l'ouvrier auquel une indemnité est offerte après chaque sinistre sera moins tenté d'invoquer l'art. 1382. Enfin, et ceci est, je crois, l'argument décisif pour la majorité des patrons, la compagnie s'engage par le même contrat, ou par un contrat accessoire, à garantir leur responsabilité civile pour le cas où elle serait engagée et à défendre en leur nom aux procès intentés de ce chef par la victime.

10. — Le contrat une fois conclu, sa mise en jeu est fort simplifiée. L'industriel présente de bien plus grandes garanties à l'assureur, au point de vue de la régularité des paiements; les frais de recouvrement seront bien moindres, puisqu'ils porteront sur de plus fortes sommes. La solvabilité du patron sera bien plus grande : son usine, son matériel, ses marchandises, répondent du paiement des primes; aussi les compagnies n'en exigent quelquefois l'acquittement qu'après coup (à trimestre échu). Peu importent les changements survenus dans le personnel de l'usine, le contrat suit toujours son cours. Enfin, avant d'admettre un patron, la compagnie peut vérifier les conditions d'installation de son usine, exiger, à raison de circonstances spéciales, des surprimes particulières, ou même refuser le risque s'il présente trop de dangers. Elle peut faire visiter les ate-

liers par ses inspecteurs au cours du contrat, pour s'assurer que toutes les précautions sont prises pour éviter les accidents et opposer la déchéance au patron qui violerait les lois et règlements édictés en vue de la sécurité des personnes.

En résumé, on peut dire sans exagération que l'assurance contre les accidents du travail n'était possible que sous cette forme. Est-ce à dire qu'elle est parfaite? je suis loin de le croire; mais, quelques défauts qu'on puisse lui trouver, il faut reconnaître qu'elle était la seule pratique.

11. — *Nature du contrat d'assurance-accident.* — *Il se distingue de l'assurance-vie.* — La question de la nature du contrat d'assurance contre les accidents corporels a été très controversée jadis. Des auteurs ont soutenu que ce contrat n'était qu'une variante de l'assurance (1). L'opinion contraire a prévalu; il n'est pas possible d'assimiler deux assurances qui sont complètement distinctes. On peut en effet signaler entre elles des différences essentielles.

I. — La première a trait au mode d'établissement de la prime. Dans l'assurance-vie, elle est calculée d'après les tables de mortalité; il en résulte que l'élément unique de ce calcul est l'âge du contractant au moment où il s'engage. Au contraire, cet âge n'est pas pris en considération dans l'assurance-accident (2). La prime varie suivant les dangers de la profession de l'assuré, de l'industrie qu'il exerce, du voyage qu'il va faire, etc., etc.

II. — L'assurance contre les accidents a une durée fixée par le contrat, quelques fois très courte (durée d'un voyage); d'autres fois plus longue (dix ans en général), mais en tout cas certaine; l'assurance-vie a une durée illimitée et incertaine.

(1) Il s'agit de l'assurance en cas de mort, bien entendu.

(2) Je veux dire que la prime ne varie pas avec l'âge de l'assuré; mais les compagnies excluent les personnes trop jeunes (moins de 12 ans) ou trop âgées (plus de 60 ans).

III. — La différence la plus importante est relative aux risques garantis. Dans l'assurance-vie, le risque prévu est le décès. La compagnie s'engage à payer une somme de..., au décès de l'assuré, quelle qu'en soit la cause (à l'exception du suicide qui est le plus souvent exclu). Dans l'assurance-accident, le décès ne donne droit à indemnité que s'il est la conséquence d'un accident. D'autre part, dans l'assurance-vie, le décès est l'objectif unique ; la police ne prévoit pas d'autre sinistre, elle ne connaît pas de sinistre partiel ; il ne peut se présenter des degrés différents de gravité. Au contraire, l'accident donne droit à indemnité non seulement au cas où il entraîne la mort, mais même quand il cause une infirmité ou une incapacité temporaire de travail. La police couvre, en somme, plusieurs degrés de sinistres ; la mort est un de ces degrés, mais on comprendrait qu'elle soit exclue, ce qui ne peut se produire dans l'assurance-vie.

IV. — Enfin, et ceci est ce qu'il y a de plus remarquable, dans l'assurance-vie, les contrats sont toujours tôt ou tard frappés de sinistre, le décès de l'assuré étant inéluctable. Je suppose, bien entendu, que les primes ont été régulièrement payées et que la police n'a pas été résiliée. Au contraire, dans l'assurance-accident, il est possible que le sinistre ne se produise jamais.

On voit donc qu'en réalité, ces deux contrats ne couvrent pas les mêmes risques (1).

(1) En ce sens : MM. Duhamel et Mayen, *loc. cit.*, n° 2 ; Lefort et Saintelette, *loc. cit.*, n° 7, p. 460 ; M. Duhamel, *Journal des sociétés*, 1886 ; M. Tyogel, *Moniteur des assurances*, 1883, p. 385, et suiv. (Les sociétés d'assurances contre les accidents sont-elles des comp. d'ass. sur la vie ?) *Contra* : M. Malapert : Les sociétés d'assurances contre les accidents, *Journal des sociétés*, 1883, p. 604 ; Les compagnies d'assurances contre les accidents, *ibid.*, 1884, p. 257. M. Malapert soutient que toutes les sociétés d'assurances contre les accidents prévoient le cas de mort des assurés, et que, dès lors, elles sont des sociétés d'assurances sur la vie.

SECTION II

DE L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS EN FRANCE

12. — *Son régime légal.* — En France, l'assurance contre les accidents est libre; elle est exercée par des compagnies privées, qui ont à soutenir la concurrence, fort peu redoutable d'ailleurs, de la caisse fondée par l'Etat en 1868. Elles revêtent les deux formes de compagnies à primes fixes et de sociétés mutuelles. On sait que les premières sont des sociétés commerciales opérant à l'aide d'un capital social, et recevant des assurés une somme fixe moyennant laquelle elles s'engagent à les garantir des suites des sinistres prévus. Si, dans ces sociétés, l'assureur est complètement séparé de l'assuré, il en est autrement dans les mutuelles, sociétés civiles, composées de personnes mettant en commun leurs risques, chacun des sociétaires étant à la fois assureur et assuré. Je n'ai pas à insister sur ces notions communes à toute espèce d'assurance. Mais les mutuelles se divisent en deux catégories fort distinctes. Il y a, d'abord, de grandes sociétés embrassant des assurés appartenant aux industries les plus diverses, et répartis sur toute la France; à côté de ces sociétés, qui ne se distinguent pas, au point de vue de leur fonctionnement, des compagnies à primes, il y en a d'autres qui ont un caractère plus spécial, car elles ne comprennent que des patrons exerçant la même industrie, et ceci dans une circonscription assez restreinte. Mais, avant de les passer en revue, il nous faut d'abord étudier rapidement le régime légal des assurances en France.

13. — Les sociétés d'assurances, soit mutuelles, soit à primes fixes, sont, comme toutes les sociétés, soumises à la loi du 24 juillet 1867. Or, d'après l'article 66 de cette

loi, les tontines et sociétés d'assurance sur la vie sont restées, par exception, soumises à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement. On a soutenu que cet article s'applique aux compagnies d'assurances contre les accidents. Cette opinion, qui repose sur l'idée déjà combattue (v. n° 11), que l'assurance-accident n'est qu'une variété de l'assurance-vie, est depuis longtemps déjà abandonnée par la doctrine et par la jurisprudence, qui a reconnu maintes fois que ces sociétés ne sont soumises ni à l'autorisation ni à la surveillance administrative (1). Les compagnies d'assurances sont régies spécialement par le décret du 22 janvier 1868, dont le titre I^{er} est relatif aux compagnie à primes, et le titre II aux mutuelles. Je n'ai pas à faire l'étude de ce décret, qui n'édicte aucune disposition spéciale à l'assurance-accident.

14. — *Historique de l'assurance-accident; sa situation actuelle.* — Cette branche de l'assurance est de date fort récente (2). Elle fut introduite en France, en 1861, par la société la *Préservatrice*, qui, originaire de Belgique, n'est devenue française qu'après la promulgation de la loi de 1867. Cette société comprend : d'une part, une société mutuelle qui s'occupe d'assurances collectives en France ; et, d'autre part, une compagnie à primes fixes (1864), qui traite les assurances individuelles, de sapeurs-pompiers, de chevaux et voitures, et les assu-

(1) Paris, 25 mars 1872 : Duval c. *Préservatrice* (mut.); B. de M., II, 463. « Les tontines et assurances-vie prennent pour base de leurs calculs les chances que présente la durée incertaine de la vie humaine; les combinaisons de la compagnie reposent sur des chances d'accident entraînant en général des maladies, des incapacités de travail et, par exception, la mort. » Cf. Trib. civ. Seine, 2 févr. 1875 : le Trésor de l'agriculture c. Chauvel; B. de M., III, 197. Cf. Avis du Conseil d'Etat du 10 octobre 1872 : Compagnie d'assurance mutuelle contre la grêle, de Seine-et-Oise, c. ministre du commerce; B. de M., IV, 2.

(2) Je laisse de côté les compagnies qui ne s'occupent que de chevaux et voitures ou de bris de glaces; je ne m'occupe que de celles qui traitent des accidents de personne.

rances collectives à l'étranger seulement. En 1865, s'est fondée la *Sécurité générale*, compagnie à primes fixes, qui est devenue le *Soleil-Accident*, et qui a absorbé la *Responsabilité*, société mutuelle assurant la responsabilité des patrons; sous ce triple titre de : *Soleil, Sécurité générale et Responsabilité civile réunies*, elle existe encore, et c'est la plus prospère des compagnies anonymes. En 1868 s'est fondée à Rouen la *Sauvegarde des Travailleurs*, mutuelle qui a disparu, je le crois du moins; en 1871, l'*Union industrielle et agricole du Nord*, à Valenciennes; en 1873, l'*Accident*, qui n'existe plus. De 1876 à 1882, il s'est créé 17 compagnies, au capital de 90,000,000 fr. environ, en 155,000 actions; avec 3 compagnies étrangères fonctionnant en France (la Royale belge, la Zurich et la Wintherthur), cela faisait alors plus de vingt sociétés pour une assurance fort peu répandue. « Cette abondance d'assureurs, qui à tout autre moment eut été déjà mauvaise, disent MM. Duhamel et Mayen, est venue au milieu d'une longue crise qui s'est attaquée à toutes les branches de l'industrie et du commerce. » Le résultat inévitable fut la disparition de plusieurs compagnies; d'autres fusionnèrent ou cédèrent leur portefeuille. En 1885, il n'y avait déjà plus que 17 compagnies (1); en 1889, il n'y en a plus que 11 (2).

(1) Sur ces 17 compagnies, 12 seulement publièrent leurs rapports : leurs recettes montèrent à 10,570,719 fr., leurs dépenses à 10,164,724 fr., ce qui produisit un excédent de recettes de 405,164 fr.; sur ces 12 compagnies, 9 ont fait des bénéfices (672,133 fr.), dont 600,000 fr. pour le Soleil et l'Urbaine et Seine; 4 ont distribué des dividendes; 3 ont fait 206,138 fr. de pertes. V. MM. Duhamel et Mayen, *loc. cit.* En 1882, sur 15 compagnies, 8 avaient été en bénéfice, 7 en perte. En 1883, sur 17 compagnies, 7 ont été en bénéfice, 10 en perte, et le montant des bénéfices réalisés par les premières a été inférieur de 700,000 fr. au montant des pertes.

(2) Voici les compagnies qui existaient en 1884 et ont disparu depuis : Assurances françaises, 1876; Confiante, 1878; le Monde et la Centrale, 1879; l'Industrie nationale, 1880; la Garantie générale, la Prospérité.

En voici le tableau (*Assurance moderne* du 25 mai) :

NOMS DES COMPAGNIES	ANNÉE DE LA CRÉATION	CAPITAL SOCIAL	NOMBRE D' ACTIONS	VALEUR NOMINALE DES ACTIONS	VERSÉ EN NUMÉRAIRE	COURS DES ACTIONS	DIVIDENDE DE 1887
Préservatrice	1861	5.000.000	5.000	1.000	250	550	35 »
Le Soleil-Sécurité gén ^{le}	1865	10.000.000	20.000	500	125	173	10 67
Compagnie générale . . .	1876	7.000.000	6.000	500	125	5	» »
La France industrielle . .	1880	2.000.000	5.000	500	125	5	» »
Le Secours	1880	10.000.000	20.000	500	125	30	» »
L'Urbaine et la Seine . .	1880	12.000.000	12.000	500	125	130	8 »
La Prévoyance	1880	2.000.000	4.000	500	150	160	12 50
Le Patrimoine	1880	5.000.000	10.000	500	125	55	» »
La Caisse des Familles . .	1881	4.000.000	6.000	500	125	20	» »
L'Abeille	1881	4.000.000	8.000	500	125	72	» »
La Providence	1881	5.000.000	10.000	500	125	68	» »

Le *Moniteur des Assurances* (1888, p. 261) publie un tableau des opérations des compagnies d'accidents, en 1887, duquel il résulte que leurs recettes ont atteint le chiffre de 12,534,368 fr. 52; leurs dépenses celui de 11,415,801 fr. 47. D'où ressort un bénéfice industriel de 121,467 fr. 61. La situation de l'année 1887 a été relativement bonne, puisque les années précédentes s'étaient soldées par des pertes industrielles. Si on ajoute à ce bénéfice le produit des fonds placés et les recettes diverses, on constate un excédent de recettes de 1.118.567 francs. Mais ces chiffres comprennent toutes les assurances (assurances collective, individuelle, de chevaux et de voitures, et de bris des glaces).

Voici le tableau des assurances collectives pour l'année 1887 :

	Nombre de contrats en cours	Primes brutes	Sinistres	
			Nombre	Sommes
Le Soleil-Sécurité gén ^{le} .	6.835	» »	»	» »
Préservatrice (pr ^m es fixes)	40	390.118 35	123	33.145 65
Compagnie générale . . .	»	64.216 85	»	» »
La France industrielle . .	»	741.405 40	»	457.351 10
Le Secours	»	960.366 23	»	565.582 42
L'Urbaine et la Seine . .	»	808.072 81	»	» »
Le Patrimoine	1.748	332.675 14	2.961	137.323 50
La Prévoyance	»	347.937 70	»	» »
La Caisse des Familles .	»	162.672 12	»	69.760 11
L'Abeille	»	466.813 09	»	» »
La Providence	6.288	665.494 19	»	318.733 01

De toutes les sociétés d'assurances, la plus importante et la plus florissante est la Préservatrice; elle a réglé depuis son origine 342,678 sinistres, correspondant à un total d'indemnités de 22,358,405 fr. 75. En 1887, les primes qu'elle a perçues pour les assurances collectives, sa branche de beaucoup la plus importante, se sont montées à 1,882,113 fr. 75; les sinistres ont coûté 1,310,340 fr. Les provisions et réserves ont été portées à 1,860,152 fr. 85. La Société anonyme a donné un dividende de 35 fr.

En somme, la situation des compagnies d'assurances-accident est très mauvaise, puisque quatre seulement ont pu donner un dividende et que les actions de sept d'entre elles, libérées de 125 fr., valent de 5 à 72 fr. Du reste, si ces compagnies étaient réduites à l'assurance collective, leur situation serait bien pire encore.

15. — *Syndicat des Compagnies d'assurances-accident.*
— Nous avons vu que, à partir de l'année 1875, il s'est fondé à Paris un grand nombre de compagnies accident; elles se firent une concurrence effrénée, qui amena une réduction considérable dans le taux des primes. L'avilissement des tarifs coïncida avec les exigences croissantes des sinistrés et la sévérité de plus en plus grande des tribunaux. Aussi les compagnies comprirent bientôt qu'elles marchaient à leur ruine, et elles songèrent à une entente. Au mois de mars 1884, il se forma un syndicat général entre les compagnies d'assurances à primes fixes contre les accidents : l'Abeille, la Confiance, la Caisse générale des Familles, la France Industrielle, la Providence, le Patrimoine, le Soleil Sécurité Générale, l'Urbaine et Seine. Ce syndicat, qui se réserve la possibilité d'admettre dans son sein d'autres sociétés, a pour but, d'après l'article 2 de son règlement (1) : 1° l'étude en commun des questions contentieuses, administra-

(1) *Bulletin mensuel des assurances*, p. 5, publié à la suite du *Recueil périodique des assurances*, 1884.

tives et financières, qui intéressent l'industrie des assurances contre les accidents et, en particulier, l'étude des tarifs actuels et de leur mode d'application et de la rédaction des polices; 2° l'organisation, sur un plan uniforme, des statistiques qui servent de base aux tarifs, ainsi que le classement et la coordination des résultats ainsi obtenus; 3° la représentation des compagnies adhérentes auprès du gouvernement et des pouvoirs publics.

Ce syndicat aboutit à l'établissement de tarifs uniformes; les compagnies adhérentes s'engagèrent à s'y conformer, les infractions à ces tarifs devant être punies d'amendes et d'exclusion à la seconde récidive (1). On arrêta, en outre, une rédaction uniforme pour les polices individuelles seulement. Ce syndicat, qui fonctionne toujours, a permis, en mettant fin à une concurrence exagérée, de relever les primes à un taux suffisant pour assurer le fonctionnement de l'assurance-accident. Les sociétés mutuelles n'en font pas partie, cela se comprend.

16. — J'ai dit qu'il existait en France des sociétés mutuelles spéciales à certaines industries. J'en connais trois : la société mutuelle des carriers, celle des entrepreneurs de maçonnerie, et celle des entrepreneurs de plomberie et de couverture. Elles sont toutes les trois restreintes au département de la Seine (2).

I. — *La mutuelle des carriers*, qui a eu une existence de trente années, est actuellement en liquidation. Elle avait donné de bons résultats; aussi étudie-t-on sa reconstitution. En effet, depuis que ses anciens mem-

(1) L'infraction consiste uniquement à consentir des assurances à une somme inférieure au tarif du syndicat; la compagnie peut toujours demander plus.

(2) Je dois les renseignements qui vont suivre à M. Mamy, ingénieur-inspecteur de l'*Association des industriels de France*, pour préserver les ouvriers des accidents du travail.

bres se sont assurés à des compagnies, on a constaté sur leurs chantiers une augmentation considérable dans le nombre des accidents (60 0/0); cela tient à la disparition de la surveillance très sérieuse que les membres de l'association exerçaient les uns sur les autres. Elle comptait 22 assurés employant 5 à 6,000 ouvriers. La cotisation était par an de 300,000 fr. environ, elle variait entre 0.80 et 1 fr. 25 0/0 du salaire (les compagnies demandent pour ce risque 2 0/0 environ). Elle garantissait aux patrons leur responsabilité jusqu'à concurrence des 3/4 des condamnations.

II. — *La mutuelle des entrepreneurs de maçonnerie* a été fondée en 1859; son histoire présente deux périodes successives. Dans la première, la caisse ne payait que les 3/4 des indemnités, 1/4 restait à la charge des patrons. On ne réglait que les accidents entraînant une incapacité de travail de plus de cinq jours; la prime était de 0 fr. 60 pour 100 fr. de salaire (le patron payait en y entrant une mise de fonds de 250 francs). On liquidait chaque année, et le résultat était tel qu'on remboursait généralement de 0.12 à 0.20 cent. sur la cotisation perçue. Dans une seconde période, on voulut payer l'intégralité des indemnités et régler tous les accidents entraînant un jour de chômage; la cotisation fut dans ce but élevée à 0.80, mais le nombre des accidents augmenta considérablement, et on dut la porter à 1 fr. 25. Cette association compte 142 membres; elle a payé 1,200,000 fr. d'indemnités; la moyenne annuelle des primes est de 100,000 fr. En cas d'incapacité temporaire, elle donne à l'ouvrier la moitié de son salaire journalier pendant six mois, en plus des frais de médecin et de pharmacien; en cas de mort, elle attribue 3,000 fr. à la veuve et aux enfants, 1,500 fr. à la veuve sans enfant, 750 fr. aux ascendants sexagénaires. Elle garantit la responsabilité de l'entrepreneur sans limites. Les indemnités sont fixées par le conseil des patrons. — Enfin

cette mutuelle s'est constitué un capital de réserve dont le maximum est de 100,000 fr.

III. — La *mutuelle des entrepreneurs de plomberie et de couverture* a été fondée en 1869; elle comptait alors 55 assurés et elle eut, cette même année, à régler 51 accidents. En 1888, elle a assuré 86 patrons (4 à 5,000 ouvriers). 225 accidents ont donné lieu à indemnité. En vingt ans, la société a payé 258,360 fr. pour 1,923 sinistres. La prime est fixée à 0 fr. 75 0/0 du salaire; elle produit par an 23,000 fr. environ. En 1888, la mutuelle avait en caisse 63,000 fr. Les indemnités dues sont fixées par un tarif: si le patron est condamné à payer une somme supérieure à celle qui est fixée par ce tarif, l'excédent lui est remboursé par l'association jusqu'à concurrence des $\frac{4}{5}$ seulement.

17. — *Caisse d'assurance de l'Etat*. — Une loi du 11 juillet 1868, complétée par un décret du 10 août suivant, modifié par un décret du 19 août 1877, a créé sous la garantie de l'Etat deux caisses d'assurances (toutes deux gérées par la Caisse des dépôts et consignations: 1° une caisse d'assurance en cas de décès; 2° « une caisse d'assurance en cas d'accident, ayant pour objet de servir des pensions viagères aux personnes assurées qui, dans l'exécution des travaux agricoles ou industriels, seront atteintes de blessures entraînant une incapacité permanente de travail, et de donner des secours aux veuves et aux enfants mineurs des personnes assurées qui auront péri par suite d'accidents survenus dans l'exécution desdits travaux. » Cette caisse reçoit des assurances individuelles (art. 8), et des assurances collectives (art 15). Les assurés doivent avoir au moins douze ans, la prime est fixée à 8 fr., 5 fr. ou 3 fr., au gré de l'assuré, la loi ne tenant pas compte de la diversité des risques présentés par chaque industrie. Les ressources de la caisse se composent: 1° des cotisations; 2° d'une subvention de l'Etat

inscrite au budget ; 3° des dons et legs faits à la caisse, qui se trouve ainsi constituée personne morale. Les accidents sont divisés en deux classes : ceux entraînant incapacité absolue de travail, et ceux qui ne causent qu'une incapacité relative : ces derniers ne donnent droit qu'à une demi-pension. La loi fixe le minimum de la pension ; le minimum correspondant aux cotisations de 5 et de 3 francs est de 200 et 250 fr. La subvention accordée par l'Etat est calculée de façon à ce que ce minimum soit toujours atteint. En cas de mort de l'assuré, sa veuve, ses enfants, ses parents sexagénaires ont droit à un secours égal à deux années de pension. Les pensions viagères sont servies par la Caisse de la vieillesse, à laquelle la caisse d'assurances verse le capital nécessaire.

Enfin, la loi organise des assurances collectives. En effet, les administrations, les établissements industriels, les compagnies de chemins de fer, les sociétés de secours mutuels, peuvent assurer collectivement leurs ouvriers ou leurs membres par listes nominatives (1). Les communes peuvent assurer de la même manière leurs sapeurs-pompiers.

C'est tout ce que je dirai de cette loi, car elle n'a eu en pratique que des résultats insignifiants. Son insuccès a eu plusieurs causes.

1° Dabord les employés chargés de la gérer n'avaient aucun intérêt à ce qu'elle se développât ; or, une assurance ne peut recruter des assurés que grâce à l'activité de ses courtiers, que des commissions fort élevées intéressent au succès de l'entreprise et qui vont solliciter le client chez lui. Cette caisse de l'Etat, sans courtiers, sans publicité, devait rester forcément ignorée du public.

(1) Cette obligation de listes nominatives rendait l'assurance collective impraticable pour les industriels dont le personnel change continuellement ; elle a été supprimée par le décret du 13 août 1877, art. 9.

2° En second lieu cette assurance, si avantageuse qu'elle soit par la faiblesse de ses cotisations, présente, en ce qui concerne l'ouvrier, deux graves inconvénients ; elle ne prévoit pas les cas d'incapacité temporaire de travail, qui sont si nombreux et constituent pour les compagnies une si lourde charge. En outre, elle n'accorde jamais à l'ouvrier qu'une pension viagère ; or, il peut avoir intérêt à recevoir un capital qui lui permettrait d'exercer un petit commerce, par exemple.

3° L'assurance collective n'a pas réussi davantage auprès des patrons, qui ont préféré s'adresser aux compagnies ; c'est que ces dernières *assurent leur responsabilité civile* par le même contrat ou un contrat accessoire. La loi de 1868, édictée dans l'intérêt des ouvriers animés d'un esprit de socialisme d'Etat, ne s'est pas souciée des patrons : ceux-ci ne devaient pas répondre à son appel, cela se conçoit. Quelques rares sociétés de secours mutuels ont seules contracté des assurances collectives.

Il est bien heureux du reste que cette assurance n'ait pas réussi. Si elle avait pris la moindre extension, elle eût été une lourde charge pour le Trésor ; loi d'assistance bien plus que d'assurance, elle n'eût eu, à cause de l'invariabilité de la prime, que de mauvais risques ; elle n'aurait pu fonctionner qu'avec de très fortes subventions de l'Etat. Quoi qu'il en soit, elle sera probablement transformée par la législation nouvelle qui est en préparation sur les accidents du travail. Elle ne mérite donc pas de nous retenir plus longtemps ?

SECTION III

GÉNÉRALITÉS SUR LE CONTRAT D'ASSURANCE-ACCIDENT

18. — *Ses caractères.* — Le contrat d'assurance contre les accidents est un contrat consensuel, synallagma-

tique, aléatoire et à titre onéreux. Nous avons dit que c'est un contrat consensuel ; sans doute, certains auteurs et certaines décisions de jurisprudence ont prétendu qu'il doit être rédigé par écrit ; mais ils n'exigent cet écrit que *ad probationem*, non *ad solemnitatem*. Mais si le contrat est en principe formé par le seul effet du consentement des parties, nous devons faire à ce sujet deux réserves : d'abord, l'usage constant des compagnies étant de subordonner la validité de l'assurance à la rédaction d'une police, la formation du contrat est suspendue jusqu'à la signature par toutes les parties (1) ; quiconque se prétend assuré sans produire un titre doit établir que l'assureur a entendu déroger à cet usage et doit prouver non seulement que la compagnie a consenti à traiter avec lui, mais, en outre, qu'elle a consenti à ce que l'assurance fût parfaite sans la rédaction d'un écrit (2). D'autre part, les polices stipulent souvent, en matière d'accidents comme en matière d'incendie, que l'assurance ne produira effet que par le paiement de la première prime ; cette clause donne, on le voit, au contrat un certain caractère réel, à moins qu'on ne préfère y voir une condition mise à la naissance du droit de l'assuré (3).

Quoi qu'il en soit, dans l'assurance collective, le contrat passé entre le patron et ses ouvriers est purement consensuel et ne donne jamais lieu à un écrit.

19. — *Capacité*. — Quelle est la capacité requise des parties dans un contrat d'assurance ? La question ne se pose pas pour l'assureur, qui est toujours une compa-

(1) Le contrat n'existe pas encore quand les deux exemplaires d'une police ont été remis à un assuré pour les signer. Bordeaux, 26 février 1855 ; B. de M., II, 163.

(2) Grenoble, 18 nov. 1850 ; B. de M., II, 113.

(3) La compagnie est présumée avoir renoncé à cette clause en acceptant la signature de l'assuré, sans exiger le paiement immédiat de la prime. Rouen, 5 déc. 1881 ; Gaz. du Pal., 85, I sup., 115.

gnie, ou plutôt elle se confond avec celle, déjà étudiée, du régime légal des sociétés d'assurances.

Les statuts de ces sociétés ont soin de désigner les personnes ayant pouvoir de passer les contrats; les polices n'ont, le plus souvent, d'effet que par la signature du directeur et d'un administrateur. En conséquence, les agents locaux ne sont que des intermédiaires entre les assurés et le siège social, chargés de recueillir les adhésions et de percevoir les primes; ils n'ont donc pas le pouvoir d'engager la compagnie (1). En un mot, cette dernière ne peut être liée que par les personnes auxquelles elle a donné un mandat à cet effet. Les agents des sociétés doivent agir en conformité des statuts et des instructions qui leur sont données; mais les actes qu'ils auront passés en violation de ces instructions sont valables à l'égard des tiers avec lesquels ils traitent (2).

La question de capacité de l'assuré ne nous occupera pas plus longtemps. En effet, nous n'étudions que l'assurance collective et l'assurance de responsabilité? Ces deux assurances sont souscrites par des commerçants agissant dans l'intérêt de leur commerce. Toute personne ayant capacité suffisante pour faire le commerce pourra donc les contracter. De même pour l'ouvrier: l'assurance collective est l'accessoire du louage d'ouvrage et ne demande pas une capacité différente.

20. — *Consentement. — Objet et cause.* — Pour que le contrat d'assurance soit valable, il faut, comme pour tous contrats, qu'il y ait consentement de la part de l'assureur et de l'assuré. Le contrat est nul si le consentement fait défaut; il est simplement annulable si ce consente-

(1) V. notamment un jugement du 21 déc. 1885; Loi du 17 févr. 1886.

(2) V. Grenoble, 28 janv. 1837; Dalloz, *Ass. ter.*, n° 28; mais l'agent engage sa responsabilité envers la compagnie. Orléans, 18 juin 1859, J. ass., 469.

ment est infecté de vice, violence, dol ou erreur (1). Cette théorie de l'erreur prend un intérêt tout particulier en matière d'assurance : elle donne lieu à la théorie fort importante des réticences, dont nous étudierons l'application à notre matière.

Il faut que l'obligation de chacune des parties ait un objet : l'objet de l'obligation de l'assureur est dans le risque couru, l'objet de l'obligation de l'assuré est dans le paiement des primes. On sait que dans les contrats synallagmatiques l'objet de l'obligation d'une partie sert de cause à l'obligation de l'autre. Le contrat serait donc nul, faute de cause à l'obligation de l'assuré, s'il n'y avait pas de risques, si, par exemple, l'assuré n'avait pas d'ouvrier.

21. — *Propositions et polices.* — J'ai dit que l'usage constant des compagnies est de rédiger le contrat par écrit. La signature de la police est précédée d'une *proposition*. On appelle ainsi l'acte adressé à une compagnie par celui qui veut contracter une assurance et qui fournit les renseignements nécessaires pour l'appréciation du risque. Ce n'est, comme l'a dit M. Agnel, qu'un acte préliminaire et préparatoire, que l'on doit soigneusement distinguer de la police, qui est le vrai titre du contrat et se suffit à elle-même. Cette dernière pourrait être faite sous la forme authentique ; en réalité, elle est toujours sous seings privés. Elle est naturellement soumise à l'obligation de la pluralité des originaux (1325 C. civ.) (2) et de la mention du nombre d'originaux dressés, sans

(1) La Cour de cass., 6 mai 1878 ; S. 80, I, 125, considère, comme ayant commis une erreur sur la substance du contrat, l'assuré qui, croyant contracter avec une compagnie à primes fixes, a traité avec une mutuelle.

(2) La police qui porte la mention « faite en double » est nulle, s'il résulte des circonstances la preuve que le double n'a pas été remis à l'assuré. Trib. civ. Seine, 16 janv. 1878 ; J. des Ass., 1878, p. 112. Quand le contrat est passé par l'intermédiaire d'une agence de province, on dresse d'habitude un troisième original ; mais il n'est pas néces-

que le défaut de cette mention puisse être opposé par la partie qui a exécuté son obligation : par exemple, par l'assuré qui a payé la prime. Elle est soumise également à la formalité du « bon et approuvé. »

En fait, les polices sont rédigées au moyen de formules imprimées qui contiennent les conditions générales ; on écrit à la main les conditions particulières. Il a été jugé depuis longtemps que les clauses imprimées sont obligatoires, pour les parties, au même titre que les clauses manuscrites (1). Mais, en cas de contradiction entre les premières et les dernières, ce sont celles-ci qui doivent être préférées (2).

D'après le décret du 22 janvier 1868, les compagnies doivent indiquer sur toutes les polices le montant du capital social, la portion de ce capital déjà versée ou appelée, le maximum que la compagnie peut, aux termes de ses statuts, assurer sur un seul risque. La signature apposée par les parties au bas de la police implique, de leur part, connaissance et acceptation des stipulations qui la précèdent (3). L'assuré ne peut soutenir qu'il a signé sans lire (4) ; il ne peut se délier de son engagement qu'en établissant qu'on a employé une fraude pour l'empêcher de se rendre compte de la portée de cet engagement (5).

« Les conventions légalement formées tiennent lieu de

saire. Nancy, 23 juin 1849 ; S. 52, II, 454. En cas de dissemblance entre les exemplaires de la police ; c'est celui qui a été remis par la compagnie à l'assuré qui détermine les obligations de ce dernier. Paris, 30 nov. 1885 ; Gaz. Pal., I supp., 166.

(1) V. Cass., 11 sept. 1849 ; D. 50, I, 417, et 2 août 1875 ; D. 75, I, 410 ; Nancy, 21 févr. 1876 ; Journ. des ass., 1876, 384.

(2) Cass., 1^{re} févr. 1853 ; D. 53, I, 77.

(3) V. arrêts précités : Cass., 2 août 1875, et Nancy, 21 févr. 1876.

(4) Riom, 10 juin 1878 ; Journ. des ass., 1878, 421.

(5) Trib. civ. Seine, 15 févr. 1884 ; Gaz. Pal., 1884, I, 897. Le fait que des agents de la même compagnie ont été condamnés par un arrêt antérieur pour manœuvres frauduleuses n'établissait pas que l'assuré en cause ait été victime de semblables manœuvres.

loi à ceux qui les ont faites. » En l'absence de législation sur la matière des assurances, cet article du Code civil doit être le principe directeur du juge dans les contestations entre assuré et assureur. En conséquence, toutes les clauses des polices, si elles ne sont pas contraires à la loi, bien entendu, doivent recevoir leur application. Si elles sont douteuses, les tribunaux ont le devoir de les interpréter, et cette interprétation rentre dans les pouvoirs souverains du juge du fait et échappe à la censure de la Cour suprême (1) ; mais ils ne peuvent aller au delà et changer les conditions du contrat. Le principe est certain ; nous verrons que, malheureusement, les tribunaux, mus par des considérations d'humanité, ont, en matière d'assurance collective, refusé de tenir compte de clauses formelles et dénaturé complètement le sens et la portée des polices. Pour interpréter les polices, les tribunaux doivent s'inspirer des règles posées par le Code civil pour l'interprétation des conventions (1156 à 1164). C'est ainsi, notamment, que la police, étant l'œuvre de la compagnie, doit s'interpréter contre elle. Voilà un principe dont nous aurons souvent à faire l'application (2).

22. — *Preuve.* — Nous avons vu que l'assurance-accident est formée par écrit. Mais cette rédaction d'un écrit est-elle nécessaire pour la preuve ? Faut-il appliquer ici les règles du Code civil ou les règles du Code de commerce ? On sait que l'art. 1341 du Code civil exige la rédaction d'un acte pour tout intérêt supérieur à 50 fr. ; il décide, en outre, que, même au-dessous de cette somme, il ne sera reçu aucune preuve par témoins, outre et contre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes. Cette règle souffre exception, lorsqu'il y a un commencement

(1) Cass., 13 mars 1880 ; S. 80, I, 272.

(2) Paris, 1^{er} août 1814 ; D. 45, II, 7 ; Cass., 12 juil. 1837 ; Dalloz, Rép., v^o *Ass. terr.*, n^o 215 ; Trib. civ. Seine, 31 janv. 1888 ; Gaz. des Trib., 9 avril.

de preuve par écrit, et lorsque le créancier a été dans l'impossibilité de se procurer une preuve littérale. L'art. 109 du Code de commerce, que l'on considère comme applicable à tous les contrats commerciaux, déroge aux deux dispositions de l'art. 1341 et permet dans tous les cas la preuve testimoniale. Si nous n'avions que ces deux articles, nous aurions à nous demander, pour résoudre la question qui nous occupe, si le contrat d'assurance est un contrat civil ou commercial. Or, nous verrons que, l'assurance collective et de responsabilité étant contractée par des commerçants agissant dans l'intérêt de leur commerce, le contrat est toujours commercial du côté de l'assuré, ce qui permettrait toujours à la compagnie d'invoquer l'art. 109 du Code de commerce ; tandis que l'assuré ne pourrait faire la preuve par témoins que contre une compagnie à primes qui fait acte de commerce, et non contre une société mutuelle.

23. — Voilà où nous conduirait l'application des principes, s'il n'existait pas de texte. Mais il y en a un, l'art. 332 du Code de commerce, qui exige la rédaction d'un écrit pour les assurances maritimes. On est d'accord pour reconnaître que cet article a simplement voulu faire exception aux règles du Code de commerce (art. 109), et revenir aux dispositions de droit commun du Code civil (art. 1341 et suiv.) (1).

Cet art. 332 doit-il être appliqué aux assurances terrestres ? Cette extension a été jadis repoussée (2),

(1) Quelques auteurs, cependant, admettent que, même au-dessous de 150 fr., la preuve testimoniale n'est possible que s'il y a un commencement de preuve par écrit (Weil, *Ass. mar.*, n° 6). D'autres la considèrent comme toujours interdite (MM. Cauvet, *Ass. mar.*, II, 466 ; Laurin, *Cours de dr. mar.*, III, 221). Mais la majorité des auteurs est dans le sens indiqué au texte.

(2) Cour de Grenoble, 18 nov. 1850, précité ; Colmar, 12 mars 1861 ; B. de M., II, 243 ; Colmar, 4 févr. 1868 ; B. de M., II, 339 ; et Grenoble, 19 août 1879 ; B. de M., II, 601. Ces arrêts posent le principe que *l'écriture n'est pas de l'essence du contrat d'assurances terrestres* ; mais, en écartant l'art. 332 com., ils écartent également l'art. 109.

mais elle est aujourd'hui généralement admise (1).

24. — En conséquence, d'après cette jurisprudence, la preuve doit être faite conformément aux art. 1329 et suivants, même si la compagnie poursuivie par l'assuré est une compagnie à primes, c'est-à-dire que la preuve testimoniale n'est admise, pour un intérêt supérieur à 150 fr., que lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit (2). On devra considérer comme telles la police pour laquelle les prescriptions de l'art. 1326 du Code civil n'auront pas été observées (3), la proposition d'assurance, surtout lorsqu'elle renferme l'énonciation, écrite par un représentant de la compagnie, de l'objet de l'assurance et de la prime à payer (4), les lettres missives, les quittances (5). Lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit, le juge peut admettre comme moyens de preuve les présomptions graves, précises et concordantes (6).

25. — La preuve testimoniale est inadmissible, même au-dessous de 150 fr., en tant qu'elle aurait pour but de prouver outre et contre le contenu de la police ; on ne pourra, en conséquence, prouver par témoins des faits qui auraient pour résultat d'établir une modification apportée à l'assurance (7).

26. — Mais il faut tenir compte de deux principes dont les applications doivent se combiner avec les solutions que nous venons d'indiquer. 1° Les règles

(1) Cass., civ., 29 mars 1859 ; B. de M., I, 83 ; Cass., 5 nov. 1862 ; B. de M., I, 97. — V. Note sous trois arrêts de la Cour supérieure de Luxembourg : S. 84, IV, 9.

(2) Cass., 29 mars 1859, cité ; Bordeaux, 14 juillet 1873, sous Cass., 13 juil. 1874 ; S. 74, I, 365.

(3) Cass., 13 déc. 1853 ; D. 54, I, 130.

(4) Colmar, 4 févr. 1868, précité.

(5) Cass., 15 févr. 1826 ; B. de M., I, 3.

(6) Même arrêt.

(7) V. Cour supérieure de Luxembourg, 20 mai 1880, et 19 mai 1882 ; S. 84, IV, 9.

prohibitives de la preuve testimoniale ne s'appliquent pas aux faits purs et simples, qu'on peut toujours prouver par témoins (1). 2° La preuve testimoniale est toujours admise dans le cas où il s'agit d'établir des faits qui tendent à interpréter des clauses obscures ou ambiguës, à en préciser la portée (2).

Tout ceci, en somme, ne présente pas de difficultés bien sérieuses tant qu'on n'étudie que les rapports entre la compagnie et le patron ; mais nous verrons que ce dernier forme avec ses ouvriers un second contrat qui est purement verbal et auquel on ne peut, par conséquent, appliquer les règles posées par la jurisprudence ; aussi est-il excessif d'affirmer, comme elle le fait, que l'assurance terrestre exige la rédaction d'un écrit comme l'assurance maritime.

SECTION IV

DE L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL A L'ÉTRANGER

27. — I. PAYS OU L'ASSURANCE N'EST PAS OBLIGATOIRE. — A) *Belgique*. — Nous devons passer d'abord en revue les pays où l'assurance contre les accidents industriels n'est pas encore obligatoire. Ces pays sont la Belgique, la Suisse, l'Angleterre et l'Italie. La Belgique, comme la France, n'a pas de loi spéciale pour régler la responsabilité du patron ; elle a une grande loi sur les assurances (11 juin 1874), mais cette loi n'a pas de dispositions particulières à l'assurance-accident. Cette assurance est

(1) Ainsi, en matière d'assurances, l'assuré, auquel on oppose une déchéance, sera toujours admis à établir que l'assureur a eu connaissance de cette déchéance et a renoncé à l'invoquer. Nous aurons à faire l'application de cette idée. — V. Cour sup. de Luxembourg ; S. 84, IV, 41.

(2) Voir, pour l'application de cette idée à l'assurance-accidents : Cass, 3 mai 1881 ; S. 81, I, 390.

libre; elle est exploitée par quelques compagnies assez florissantes, dont la plus importante est la Royale belge, et qui ne diffèrent pas des sociétés françaises quant à leur mode de fonctionnement. Mais l'exemple de l'Allemagne va peut-être changer cet état de choses. La grande commission du travail, qui s'est réunie en 1886, a adopté un projet d'assurance obligatoire par des syndicats professionnels, qui n'a pas encore abouti ⁽¹⁾.

28. — B) Suisse. — En Suisse, l'assurance est également exercée par des compagnies privées qui ont pris une grande importance depuis que la responsabilité du chef d'industrie a été aggravée par une loi fédérale du 25 juin 1881. Depuis cette loi, le patron est responsable de tous les accidents survenus dans son établissement, à moins qu'il ne prouve qu'ils ont eu pour cause unique la faute de la victime, ou la force majeure, ou des actes criminels imputables à d'autres qu'à des personnes à son service. Cette responsabilité ne peut donner lieu à une indemnité qui soit supérieure à six fois le salaire annuel de la victime et à 6,000 fr., à moins que l'accident n'ait été causé par un acte du patron entraînant pour lui une répression pénale. Les conséquences de cette responsabilité sont réduites dans des proportions à apprécier par le juge, quand il y a eu cas fortuit et faute de la part de la victime.

29. — C) *Angleterre*. — En Angleterre, l'ouvrier n'avait droit à aucune indemnité en cas d'accident, fût-il dû à la faute du chef de l'entreprise. Un acte du 7 septembre 1880 (*Employers' Liability, act. 43-44, Victoria, c. 42*), a rendu ce dernier passible d'indemnité dans cinq cas déterminés; dans trois autres cas également précisés, il ne devra rien. En somme, la législation an-

(1) V. les procès-verbaux de cette commission, qui ont été publiés; et une brochure de M. Adam, directeur de la Royale belge, qui critique ce projet et étudie la loi allemande.

glaise ne diffère pas beaucoup maintenant de la nôtre; la preuve est à la charge de l'ouvrier. Cette loi n'était applicable que jusqu'au 31 décembre 1887, elle a été depuis prorogée jusqu'à l'année prochaine.

30. — Elle eut pour résultat d'aggraver la situation des industriels; aussi se créa-t-il aussitôt une branche de l'assurance correspondant à ce nouveau risque. Ce fut l'assurance de la responsabilité des patrons ⁽¹⁾.

La Railways passengers assurance C^o fut la première qui entreprit cette branche d'assurance; elle obtint des pouvoirs suffisants par un *private act*. D'autres compagnies se formèrent ensuite en se conformant au *companies act*., notamment la Employers' Liability C^o.

Cette assurance ressemble beaucoup à notre assurance de responsabilité civile. Mais nous devons signaler une différence essentielle qui l'en sépare. Tandis que chez nous, le plus souvent, l'assurance de responsabilité n'est que l'accessoire d'une assurance collective qui procure des indemnités aux ouvriers, même lorsque l'accident est arrivé par leur faute ou est dû à un cas fortuit, au contraire, les compagnies anglaises se bornent à couvrir uniquement la responsabilité légale du patron. « *This form of insurance*, dit M. Porter, *though on human life is merely a contract of indemnity against a legal liability.* »

Comme chez nous, cette assurance embrasse tout le personnel de l'industriel. Les primes sont, comme chez nous, fixées d'après le montant des salaires payés, et les tarifs varient avec le genre d'industrie. Le patron doit faire des déclarations précises sur ces différents éléments, et la compagnie ne répondra que des accidents survenus dans le travail déclaré. Tout changement dans

(1) Tous les renseignements qui vont suivre sont empruntés à l'ouvrage de M. Porter Barrister at law : *The Laws of Insurance (Fire life accident and guarantee embo, Sying cases in the English, Scotch, Irish, American and Canadian courts.* London Stevens and Hayne, 1884, in-8°.

le mode d'exécution du travail entraîne déchéance de l'assuré.

31. — Nous verrons que chez nous les compagnies se réservent le droit exclusif de plaider et transiger au nom du patron. En Angleterre, le système est un peu différent. Le patron agit seul, mais il n'aura un recours pour l'indemnité payée à la victime à la suite d'une transaction, que si cette transaction a eu l'approbation de l'assureur. En effet, la compagnie a le droit d'exiger que le patron se défende contre la demande de l'ouvrier, et, dans ce cas, elle devra garantir son assuré de toutes les suites du procès qui s'en suivra. Le chef d'industrie aura également recours contre elle, si, ayant plaidé sans son assentiment, sa résistance se trouve ultérieurement justifiée. M. Porter dit, en effet, que l'assuré aura recours s'il plaide « *on the request of the insurer or otherwise reasonably.* » Il serait intéressant d'étudier, dans le détail, le contrat d'assurance-responsabilité. Malheureusement, les documents font en France défaut sur ce sujet.

32. — D) *Italie.* — L'Italie n'a pas encore de loi spéciale à la responsabilité des accidents, bien qu'un projet ait été déposé par un député en mars 1883. Mais la question de l'assurance ouvrière a été résolue par une loi du 8 juillet 1883 (1). Cette loi crée une « caisse nationale d'assurances contre les accidents arrivés aux ouvriers pendant leur travail. » Elle ne fait qu'approuver une convention passée, à la date du 18 février précédent, entre le ministre du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, et plusieurs grands établissements financiers italiens : la caisse d'épargne de Milan, celle de Turin et celle de Bologne, le *monte dei Paschi* de Sienne, le

(1) V. Annuaire de Lég. étrangère, 1884, p. 439. Elle a été complétée par un règlement en date du 26 mars 1884, *Bulletin de stat. et de lég. comp. du minist. des Fin.*, 1884, p. 113.

mont-de-piété et la caisse d'épargne de Gênes, les caisses d'épargne de Rome, Venise, Cagliari, la banque de Naples et de Sicile. Ces dix établissements forment la caisse d'assurances avec un fonds de garantie de 1,500,000 fr. Cette caisse (art. 8) assure toutes les personnes résidant dans le royaume, ayant atteint dix ans, qui se livrent à des travaux manuels et louent leurs services à la tâche et à la journée. L'assurance est individuelle ou collective.

33. — La caisse est administrée par le comité exécutif de la caisse d'épargne de Milan, qui prépare les décisions : elles sont soumises à l'approbation d'un conseil supérieur formé de ce comité exécutif, auquel vient s'adjoindre un représentant de chacun des neuf autres établissements du syndicat. Les tableaux des primes et des indemnités, préparés par le comité exécutif, approuvés par le conseil supérieur, ont été définitivement établis par le décret royal du 26 mars 1884.

34. — En somme, cette caisse fonctionne comme fonctionnerait une compagnie particulière, mais l'Etat lui a accordé deux faveurs fort appréciables : d'abord le droit de se servir des caisses d'épargne postale pour l'établissement des contrats d'assurance et tous les actes qui s'y rattachent (art. 2 de la loi), y compris le recouvrement des primes et le paiement des indemnités ; ensuite l'exemption, pour tous les actes de la caisse, de tous droits de timbre, d'enregistrement, etc.

De tous les systèmes actuellement existant ou projetés pour résoudre la question des assurances ouvrières, celui que nous venons d'étudier est peut être le plus parfait, et je comprends qu'il ait reçu l'approbation de M. Léon Say dans le discours prononcé au Sénat sur le projet de loi voté à la Chambre (1).

(1) Séance du 12 mars dernier ; *J. off.*, 13 mars, Déb. parl., Sénat, p. 231 et suiv.

35. — II. PAYS D'ASSURANCE OBLIGATOIRE. — ALLEMAGNE. — On sait quelle révolution économique vient de se produire en Allemagne. Il nous est impossible de songer à en exposer la genèse ; il nous est de même très difficile de résumer, dans les quelques pages dont nous pouvons disposer, une réforme aussi importante. Le plan du chancelier de fer est aujourd'hui réalisé. L'assurance contre les accidents n'est qu'un chapitre de ce plan, qui comprend, en outre, deux autres parties : l'assurance contre les maladies et l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. Le prince de Bismark en a dès le début envisagé l'ensemble, tandis que chez nous les plans de réforme ne visent encore que les accidents. Si les personnes qui songent à engager notre législateur dans cette voie du socialisme d'Etat croient qu'il lui sera possible de s'arrêter là, c'est une grave illusion contre laquelle on doit protester. N'imitons pas l'Allemagne, de peur d'être, par la force même des choses, conduits à l'imiter jusqu'au bout ; la perspective des charges énormes que ce dernier pays vient d'assumer pour l'avenir, et que l'on peut dès maintenant prévoir, suffira, nous le pensons, à défaut de toute considération économique, pour faire reculer les plus hardis novateurs. Nous ne pouvons songer à effleurer la discussion, au point de vue des principes économiques, de ces trois lois du 15 juillet 1883 (maladie), 6 juillet 1884 (accidents), et enfin de la loi sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, votée le 5 juin par le conseil fédéral⁽¹⁾.

(1) V. Annuaire de lég. étrangère, XIII, p. 119, notice, et XIV, et traductions par M. V. Esmein ; quant à la dernière loi, elle n'a pas été encore traduite. Pour la bibliographie, je me bornerai à citer :

M. Merlin : Étude sur les lois d'assurance obligatoire des ouvriers en Allemagne (*Bulletin de la Société de législation comparée*, 1885, juillet, tirée à part).

M. Gruner : Les lois d'assurances ouvrières en Allemagne. — Les lois de patronage et d'assurance ouvrière en Autriche, Paris ; Chaix, 1887. — L'assurance contre la vieillesse et l'invalidité en Allemagne, d'après

36. — Nous laisserons absolument de côté cette dernière loi. Nous serons obligés d'étudier rapidement la loi du 15 juillet 1883, parce que l'assurance contre les maladies intervient pour indemniser l'ouvrier lorsque l'accident a entraîné une incapacité de travail de moins de treize semaines. Nous concentrerons notre étude sur la loi de 1884, notre seul but étant toutefois d'exposer le plus brièvement possible le mécanisme de l'assurance, et de dire un mot des résultats que l'on a déjà pu constater, en nous référant aux documents les plus récents.

37. — *Personnes soumises aux deux assurances.* — Les trois lois ont consacré le principe de l'assurance obligatoire. Quelles personnes y sont soumises ? Les articles premiers des deux lois de 1883 et 1884 contiennent de longues énumérations que je crois pouvoir

l'avant-projet du gouvernement, Warnier, 1888. — Une série de circulaires au comité des houillères de France, mars 1889.

M. Amédée Marteau, consul de France : Rapport au ministre des affaires étrangères : les assurances ouvrières en Allemagne, leur organisation et leur fonctionnement (*Journal officiel*, 23, 24, 25 mai 1887, et tirage à part).

Trois lettres : *Journal des Débats*, 6, 8 et 10 mars 1889.

M. Charles Grad : Les assurances ouvrières en Allemagne. — Caisses de maladies ; Assurances contre les accidents ; Pensions aux invalides, Mulhouse, 1883. — Le socialisme d'Etat dans l'empire allemand. — Les Assurances ouvrières, *Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1888.

M. Renouard : La question des accidents du travail ; Extrait de la *Réforme sociale* de Le Play, Paris 1886.

M. Morisseaux : Les résultats de l'assurance obligatoire contre les accidents ; Paris, Guillaumin, 1888.

M. Bodenheimer : Les assurances ouvrières ; Berne, 1888.

M. Claudio Jannet : Le socialisme d'Etat et la réforme sociale, Paris, 1889, et l'Assurance obligatoire (Extrait du *Correspondant*, Paris, 1888).

M. de Moly : L'assurance obligatoire et le socialisme d'Etat, extrait de la *Réforme sociale*, 1888.

Beaucoup d'articles ont été publiés sur ce sujet dans les journaux d'assurance et d'économie politique (v. notamment l'*Economiste* et le *Journal des Economistes*, et des communications nombreuses ont été faites aux sociétés savantes, à la Société d'économie politique, entre autres.

résumer de la manière suivante : Sont soumis à l'assurance contre les accidents, comme à l'assurance contre les maladies, les ouvriers et employés dont le salaire ne dépasse pas deux mille marks par an et qui travaillent : 1^o dans un certain nombre de grandes exploitations industrielles indiquées dans le § 1 (mines, salines, carrières, chantiers de construction, fonderies, forges, hauts-fourneaux, etc., etc. ; 2^o dans tous les établissements employant des forces naturelles (vent, vapeur, eau, gaz) ; 3^o d'une manière plus générale, dans des fabriques.

38. — Mais le domaine de l'assurance prit bientôt une extension considérable, et cela de deux façons différentes. Une première extension résulta du texte même des lois fondamentales. En effet, d'abord en ce qui concerne les maladies, en vertu de l'art. 2 de la loi de 1883, les communes purent étendre l'obligation de l'assurance à des catégories de personnes déterminées, par exemple aux ouvriers qui ne sont employés que temporairement. Je ne sais s'il a été usé de cette faculté. En second lieu, l'office impérial des assurances, dont nous reparlerons plus tard, a été investi, par l'art. 1^{er}, § 5, de la loi de 1884, du droit de déterminer quels établissements doivent être compris dans l'expression « fabrique » Le paragraphe précédent du même article semble n'y faire rentrer que ceux qui comprennent plus de dix ouvriers. Mais l'office décida, le 22 août 1884, que cette définition était explicative et non limitative ; que toute fabrique, même si elle n'emploie pas dix ouvriers et ne contient pas de moteur, est soumise à l'assurance. « Aussi, dit M. Gruner, par d'autres décisions l'office rendit l'assurance obligatoire pour une série de petites industries locales qui semblaient étrangères aux préoccupations du législateur ; il assimila à la fabrique l'échope du savetier, l'apprentis du maréchal-ferrant, la mansarde du tailleur, etc. »

39. — Mais on ne pouvait aller bien loin dans cette voie, et bientôt le gouvernement songea à étendre par de nouvelles lois le champ de l'assurance obligatoire. Ces lois furent : la loi du 28 mai 1885 (1), qui a étendu l'assurance contre les maladies et l'assurance contre les accidents, d'une part à l'administration des postes et télégraphes, des chemins de fer, aux industries dépendant des administrations de la guerre et de la marine; d'autre part au roulage, à la navigation intérieure et aux industries accessoires.

La loi du 5 mai 1886 (2) l'étendit aux personnes employées dans les exploitations agricoles et forestières.

La loi du 11 juillet 1887 (3) contraignit à l'assurance les personnes employées dans les travaux de construction.

Enfin, celle du 13 juillet 1887 (4) l'a également imposée aux gens de mer.

L'œuvre législative est à peine terminée, qu'on a déjà senti la nécessité de la modifier. Une commission a été nommée le 22 novembre 1887 pour l'examen des modifications à apporter à la loi du 15 juin 1883 (5).

Je ne me propose pas d'étudier successivement ces différentes lois. Je me bornerai à résumer les deux lois fondamentales.

40. — ASSURANCE CONTRE LES MALADIES. — *Des caisses d'assurances.* — Ces deux lois reposant sur le même principe, assurance obligatoire, le mettent en pratique de deux façons différentes.

En ce qui concerne les maladies, si l'assurance est obligatoire, il n'y a pas de caisse qui le soit; l'ouvrier

(1) Annuaire lég. ét., xv, p. 97; notice et traduction par M. Esmein.

(2) Ann. lég. ét., xvi, 117.

(3) Ann. lég. ét., xvii, p. 207.

(4) Ann. lég. ét., xvii, 233.

(5) Ann. lég. ét., xvii, p. 151.

jouit d'une certaine liberté dans le choix de son assureur. La loi lui présente plusieurs sortes de caisses, qui sont toutes, il est vrai, placées sous le contrôle de l'office impérial et doivent adopter des statuts différant peu d'un type rédigé par cet office ; mais elles jouissent d'une certaine indépendance dans la fixation de la cotisation et des secours. Ces caisses sont toutes basées sur le principe de la mutualité et comprennent des ouvriers des mêmes industries ou d'industries similaires.

1° Les *caisses industrielles* ou de fabrique, c'est-à-dire celles établies par un entrepreneur pour les ouvriers qu'il emploie. Ces caisses, qui sont en principe facultatives, peuvent, dans certaines conditions, devenir obligatoires sur la demande des communes ;

Dans ces caisses de fabrique, on pourrait comprendre deux catégories de caisses que la loi met à part :

2° Les caisses que les *entrepreneurs de construction* sont dans certains cas obligés de constituer, et

3° Les *caisses des mineurs* qui existaient avant la loi ;

4° Les *caisses de corporation*, telles qu'elles sont constituées par la *Gewerbe ordnung* ;

5° Les *caisses de secours mutuels* qui existaient en Allemagne, comme dans tout autre pays, mais qui ont dû se conformer à des statuts officiels et auxquelles l'ouvrier peut s'adresser si elles assurent le minimum d'indemnité fixé par la loi ;

6° Les caisses locales qui sont composées d'ouvriers de la même industrie ou d'industries similaires au besoin. Ces caisses, à la différence des précédentes, sont une innovation de la loi, et les communes peuvent en provoquer la création.

Les ouvriers sont libres de se faire inscrire à l'une de ces caisses, à leur choix, cette inscription ayant lieu au lieu même où il travaille.

41. — Tous ceux qui ne trouvent pas place dans l'une

des caisses que nous venons d'étudier sont saisis par les *caisses communales* qui, bien que n'intervenant que d'une manière subsidiaire, n'en sont pas moins la base de tout le système. En effet, toute commune doit en avoir une; si elle ne contient pas dans son sein cinquante personnes soumises à l'assurance, elle pourra demander et l'autorité supérieure pourra ordonner sa réunion à plusieurs autres communes voisines, pour la formation d'une caisse unique.

Grâce aux caisses communales, les ouvriers ne peuvent échapper à l'assurance; en effet, c'est le patron qui est tenu de faire inscrire les ouvriers qu'il emploie, sous peine de supporter tous les frais de maladie de ceux qui ne seraient pas assurés.

Je ne puis entrer dans le détail de l'organisation et de l'administration de ces caisses. Je me bornerai à indiquer ceci : que tandis que les caisses communales sont administrées par les municipalités, les caisses de fabrique le sont par l'assemblée générale des sociétaires et par un comité de neuf ou douze membres, dont le tiers de patrons ou de représentants de patrons.

42. — *Charges de l'assurance.* — Les charges de l'assurance sont supportées au moyen de cotisations qui représentent dans l'assurance communale $1\frac{1}{2}$ 0/0 du gain quotidien moyen, à l'origine, avec un maximum de 2 0/0; dans les caisses locales, de 3 0/0 du gain quotidien moyen ou du gain réel, si celui-ci est plus élevé, avec un maximum de $4\frac{1}{2}$ 0/0; dans les caisses de fabrique, les cotisations sont les mêmes, mais elles sont établies sur le gain réel.

Ces cotisations sont avancées par le patron, qui en supporte un tiers, et prélève les deux autres tiers sur les salaires des ouvriers. Dans les caisses libres et sociétés de secours mutuels, les cotisations sont les mêmes, mais sont entièrement à la charge des assurés; les patrons n'interviennent pas.

43. — *Secours.* — Quant aux secours à accorder aux malades, ils comprennent : 1° les soins du médecin, les médicaments, etc.; 2° en cas d'incapacité de travail, un secours en argent de la moitié du salaire quotidien moyen, à partir du troisième jour jusqu'à la fin de la treizième semaine. Ces secours peuvent être, dans certains cas et sous certaines conditions, remplacés par le traitement gratuit à l'hospice. Les caisses locales et autres caisses officielles allouent en outre des secours aux femmes en couches et en cas de mort, elles accordent aux héritiers une indemnité mortuaire (20 fois le salaire quotidien). Elles peuvent également porter la durée des secours jusqu'à un an, et allouer les trois quarts des salaires.

44. — *Résultats.* — Quels ont été les résultats de l'assurance contre les maladies. Les renseignements les plus récents nous sont fournis par la *Statistique de l'empire allemand* (numéro de janvier 1888). ⁽¹⁾

Résultat totaux pour l'Empire allemand

	1885	1886
Nombre total des caisses de maladies .	18.776	19.238
qui se décompose en :		
Caisses d'assurance communale.	7.024	7.170
— locales	3.693	3.738
— de fabriques	5.473	5.615
— d'entrepreneurs	83	105
— de corporations	224	288
— de secours inscrites	1.805	1.845
— de secours régionales	474	470
Nombre total des personnes assurées .	4.294.173	4.570.087
Recettes totales M.	?	62.128.540
Dépenses totales M.	52.616.826	58.745.488
Dépense moyenne par ouvrier et par an. M.	12.26	12.85
Nombre total des cas de maladie . . .	?	1.712.654

(1) J'en emprunte la traduction à une circulaire (n° 183, 6 mars 1889, du Comité des houillères de France, due à la plume de M. Gruner.

	1885	1886
Nombre total des journées de maladies	?	26.281.437
Nombre des cas de maladies par 1.000 personnes assurées.	?	375
Nombre des jours de maladies par 1.000 personnes assurées.	?	5.751
Durée moyenne d'un cas de maladie jours.		15.3
Les frais d'administration, en 1886, forment 9.64 0/0 de la dépense totale.		

45. — Quant aux résultats moraux qu'on a pu constater, ils se bornent à deux principaux : « L'ouvrier, a dit M. Gruner, n'a accepté qu'avec méfiance et souvent mécontentement la législation nouvelle. Il préfère, dans bien des cas, s'affilier à une caisse libre qu'il administre seul et sans l'ingérence des patrons; il y trouve de plus l'avantage de pouvoir se déplacer sans un contrôle aussi constant. Membre d'une caisse locale ou de fabrique, l'ouvrier perd ses droits chaque fois qu'il change de travail; il conserve ses droits dans une caisse libre, quels que soient son travail et sa résidence. » Par amour de la liberté, les ouvriers se sont résignés à ne pas profiter des avantages que leur offraient les caisses officielles, dont le plus important est la participation du patron à la cotisation; en outre, leurs caisses libres ne pouvaient se montrer à leur égard aussi généreuses que les caisses locales, qui, grâce à des subventions des Etats, ont pu élever les secours accordés au-dessus du minimum fixé par la loi.

Du reste, cette préférence pour les caisses libres n'est pas sans danger pour l'empire : les socialistes démocrates y ont acquis une grande influence et s'en sont servis pour grouper leurs adhérents. Aussi, les organes officieux demandent en outre l'affiliation obligatoire à une caisse officielle.

Dans les caisses libres, les ouvriers se surveillent mutuellement; il en est tout autrement dans les caisses

officielles. Il s'y est produit, paraît-il, de graves abus de simulation de maladies. La simulation est devenue la plaie de ces caisses, « leur chancre rongeur ». Ce mal a été signalé depuis quelques années déjà, et il est fort à craindre qu'il ne se développe (1).

46. — ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS. — *Organisation.* — L'assurance contre les accidents repose sur le principe de la mutualité entre les industries similaires. Tous les industriels astreints à l'assurance sont groupés en un certain nombre de *corporations*; ce groupement ne résulte pas de la loi; il a été laissé à l'initiative privée et a été réalisé par les syndicats qui existaient antérieurement à la loi et qui se consacraient à l'étude des questions d'intérêt général concernant l'industrie. L'office impérial ne devait intervenir que: 1° pour grouper d'office les industriels qui n'agiraient pas d'eux-mêmes; ces derniers ne représentèrent que 10 % du personnel ouvrier total; 2° pour rattacher d'office à des corporations déjà formées les industriels qui n'auraient pas une importance suffisante pour constituer des groupes distincts.

Pour les employés des postes, chemins de fer, etc., l'assurance est gérée par l'Etat, et des groupes ont été formés d'après des circonscriptions spéciales. Combien y a-t-il de corporations? Au 31 décembre 1885, il y en avait soixante-deux, dont vingt-six s'étendaient à toute l'Allemagne, les autres étant régionales. Dans le courant de l'année 1888, on a commencé à mettre en vigueur l'assurance des ouvriers agricoles; on a créé vingt-deux corporations régionales (2).

L'industrie en régie d'Etat comprend quarante-huit administrations, ce qui fait en tout cent trente-deux

(1) V. le rapport de M. Marteau, *J. off.*, p. 2312, et M. Gruner, ch. iv.

(2) Circulaire du Comité des houillères (n° 182). *Journ. de l'off. imp.*, 15 février 1889.

groupes, auxquels viendront bientôt s'ajouter ceux qui seront créés en vue de l'exécution des lois de 1887.

47. — Je laisserai de côté les administrations d'Etat et les corporations agricoles, me bornant à résumer, d'après M. Gruner, l'organisation des corporations industrielles. Leur administration comprend trois rouages :

1° *L'assemblée générale*, où chaque patron a un nombre de voix proportionnel au nombre d'ouvriers qu'il emploie.

2° Un *comité de la corporation* élu par l'assemblée générale.

Si la corporation est trop grande, on la divise en sections, et chaque section a son assemblée générale et son comité.

3° *L'homme de confiance*. C'est un patron désigné par les autres patrons pour suivre sur place les intérêts de la corporation, assister aux enquêtes, recueillir tous les renseignements nécessaires pour la régularisation des pensions et secours. Il y aurait en moyenne 17 hommes de confiance par section. Leurs fonctions sont très absorbantes, très désagréables; aussi a-t-on dû les rendre obligatoires.

48. — Ces trois rouages sont exclusivement composés de patrons; quant aux ouvriers, ils sont représentés par des délégués dont les attributions sont très restreintes. Ce sont :

1° Les *délégués près la corporation ou section*. Ils sont nommés par les membres ouvriers des comités des caisses de maladie; ils nomment les assesseurs ouvriers du tribunal arbitral et les membres ouvriers de l'office impérial, et sont consultés sur un certain nombre de questions techniques;

2° Les *délégués locaux*, nommés de la même façon, mais pour une période de temps moindre; leur rôle se borne à ceci : assister avec voix consultative aux enquêtes faites par la police sur les accidents; ils signalent les

circonstances pouvant engager la responsabilité correctionnelle du patron et les mesures nouvelles qu'il y aurait lieu de prendre pour prévenir les accidents.

49. — Les décisions du comité sont soumises en appel à un *tribunal arbitral* composé de 5 membres, dont un président inamovible, nommé par l'empereur et choisi parmi les juges, deux patrons élus par les membres de la corporation ou de la section, et deux ouvriers nommés par les délégués des caisses des malades.

50. — Enfin, le couronnement de l'édifice, le balancier qui donne l'impulsion nécessaire à tout ce mécanisme, est l'*Office impérial*, qui s'étend sur tout l'empire et comprend trois membres permanents nommés par l'empereur, y compris le président, et huit membres non permanents : quatre nommés par le Conseil fédéral dans son sein, deux élus par les comités des corporations et deux nommés par les délégués des ouvriers. Quant à ses attributions, elles sont doubles :

1^o *Attributions administratives :*

- A) Interprétation et application des lois sur la matière ;
- B) Organisation des corporations, revision de leurs statuts, des règlements préventifs des accidents, des tarifs ; revision des statuts des caisses de maladie ;
- C) Contrôle financier de tous les actes des corporations ;

2^o *Attributions judiciaires :*

A) Contestations ayant trait au patrimoine des corporations ;

B) Recours contre les décisions des tribunaux arbitraux. Quand l'office statue comme tribunal, il doit s'adjoindre deux magistrats et doit comprendre au moins un patron et un ouvrier. La procédure est gratuite comme devant le tribunal arbitral ; tous les frais de l'office impérial sont à la charge de l'empire.

51. — *Mesures préventives des accidents.* — La loi donne aux corporations le droit de promulguer des

règlements pour prévenir ces accidents, ces règlements sont discutés dans une commission mixte de patrons et d'ouvriers et arrêtés par l'office impérial; pour veiller à leur application, les corporations font visiter les établissements industriels par des inspecteurs.

52. — *Participation aux charges.* — Dans les discussions qui aboutirent à la loi de 1884, il fut souvent question d'une subvention à fournir par l'empire. Le chancelier offrait cette subvention pour donner aux ouvriers une preuve de son bon vouloir et les rendre favorables aux projets de monopole qu'il caressait dès cette époque; mais tous les partis furent unanimes à repousser ce subsidie de l'Etat, craignant de fournir ainsi à l'administration un prétexte d'ingérence dans l'organisation et le fonctionnement des assurances. En conséquence, les frais de l'assurance sont, en principe, à la charge des patrons. M. Marteau, se plaçant sur le terrain de l'équité, trouve qu'il n'était pas juste de ne pas astreindre l'empire à un subsidie. « On a créé une position privilégiée à l'ouvrier: il est souverainement injuste qu'une seule catégorie de contribuables en supporte les conséquences. » Quoi qu'il en soit, le patron participe seul à l'assurance; en principe, seul il paie les cotisations; mais il faut remarquer que l'ouvrier n'en supporte pas moins une partie des frais. En effet, pendant les treize premières semaines à partir de l'accident, les victimes restent à la charge des caisses de maladie qui sont, comme on l'a vu, alimentés par l'ouvrier jusqu'à concurrence des $\frac{2}{3}$. Or, les accidents entraînant une incapacité de moins de treize semaines forment, d'après les statistiques de 1885, 85 0/0 du nombre total des accidents. Donc, l'ouvrier contribue pour une certaine part à l'assurance-accident, mais il ne faut pas exagérer cette part. D'abord, si les accidents de cette catégorie sont nombreux, — le chiffre de 85 0/0 est fort exagéré, — chacun d'eux n'entraîne pas des frais bien considérables; en outre, nous verrons que

l'industriel est tenu de majorer de sa poche les indemnités allouées par la caisse des maladies de la cinquième à la treizième semaine.

Aussi M. Gruner en conclut que les frais de l'assurance-accident pèsent sur le patron seul dans la proportion de 90 0/0.

53. — Les cotisations de chaque industriel varient d'après deux éléments : le nombre et le salaire des ouvriers employés et l'intensité des risques professionnels. Les corporations ont procédé à une classification des risques, et chaque usine est placée dans une des classes déterminées. Pour éviter que les patrons ne laissent, par insouciance, les risques s'aggraver, la loi a pris deux mesures : d'abord les corporations pourront décider dans leurs statuts que les indemnités seront supportées jusqu'à concurrence de 50 0/0 par les sections où les accidents se seront produits ; en second lieu, les établissements industriels dont l'agencement est défectueux peuvent être, sur la proposition des inspecteurs techniques, placés dans une classe de risques plus élevée ; s'ils sont sous ce rapport au sommet de l'échelle, on les frappe d'une cotisation supplémentaire qui peut s'élever au double de la cotisation normale.

En sens inverse, on pourra inscrire à un tarif plus réduit les patrons dont les fabriques présentent toutes garanties

Le recouvrement des cotisations est fait par les organes de la corporation en fin d'exercice ; l'administration des postes, chargée du versement des rentes et des indemnités, faisant, dans l'intervalle, les avances nécessaires, le patron remet à la corporation les pièces propres à établir la composition de son personnel et l'importance du salaire perçu. En cas de non-paiement, les poursuites s'opèrent par voie de contrainte, comme pour les impôts communaux.

54. — *Indemnités.* — Quelle est l'étendue de l'assu-

rance ? Lorsque l'ouvrier a été blessé, il a droit, mais à partir seulement de la quatorzième semaine, époque où la caisse des malades cesse ses secours, aux soins gratuits du médecin ainsi qu'aux médicaments et à une rente qui se prolonge pendant toute la durée de l'incapacité de travail, et qui est des deux tiers du salaire si l'incapacité est totale, et si elle n'est que partielle, d'une rente calculée en tenant compte du degré d'invalidité.

Nous avons dit que la caisse des malades alloue à la victime un secours en argent égal à 50 0/0 du salaire, soit 16 0/0 de moins que la rente servie par la corporation à partir de la quatorzième semaine. Aussi on a décidé que le patron devrait de ses deniers fournir une subvention suffisante pour élever au taux de 66 0/0 l'allocation faite à la victime à partir de la cinquième semaine jusqu'à la treizième. Ce qui a conduit à cette complication bizarre, c'est la crainte de voir une trop forte part de la charge des accidents retomber sur la caisse des malades, en partie alimentée par les ouvriers.

En cas de décès la corporation paie : 1° les secours indiqués plus haut jusqu'au décès ; 2° une allocation pour frais funéraires, égale à vingt fois le salaire journalier moyen de la victime, avec un minimum de 37 fr. 50 ; 3° une rente en faveur des survivants, à partir du jour du décès, et qui est calculée en fractions du salaire journalier du prédécédé, savoir : à la veuve, jusqu'à sa mort ou à de secondes noces, 20 0/0 ; à chaque enfant jusqu'à quinze ans, 15 0/0 ; à chaque enfant qui a perdu ou perd sa mère, 20 0/0, les rentes des veuves et des enfants ne devant jamais dépasser un maximum de 60 0/0.

L'ouvrier n'est déchu de tout droit à indemnité qu'au cas où il serait l'auteur volontaire de l'accident.

55. — *Responsabilité du patron.* — La responsabilité civile du patron se trouve fort allégée, presque complètement supprimée, pour être reportée de l'individu sur la corporation. L'industriel qui a rempli les obli-

gations que la loi lui impose est à l'abri de toute poursuite de la part des victimes d'accidents; celles-ci n'ont d'action que contre la corporation, et cette action ne peut leur faire obtenir que les sommes indiquées dans la loi. Il y a à cela une seule exception fort restrictive. Elle résulte, ainsi que la règle, de l'art. 95 de la loi : « Les personnes assurées en vertu de la présente loi et leurs ayants droit ne peuvent exercer un recours direct en paiement d'indemnité, conséquence d'un sinistre, que contre les entrepreneurs à l'égard desquels il a été constaté par un *jugement correctionnel* qu'ils ont amené l'accident avec intention. » Au cas où le patron est condamné dans ces conditions, il est exposé à un recours de la part de la corporation pour ce qu'elle a payé à l'ouvrier. Cette disparition de la responsabilité civile des patrons a été pour ces derniers un avantage immense ; elle leur a fait accepter la loi.

56. — *Procédure.* — Nous ne dirons que quelques mots sur la procédure suivie en matière d'accidents. Elle comprend plusieurs phases :

1° Le patron fait examiner la victime par un médecin qui fait un rapport sommaire sur l'accident, ses causes et ses suites probables, — puis il fait, dans les deux jours, une déclaration en triple adressée à l'autorité locale de police, à l'homme de confiance et au bureau de la section ou corporation ;

2° L'autorité doit, au cas où le médecin prévoit une invalidité de plus de treize semaines, et peut, dans tous les cas, procéder à une enquête à laquelle assisteront l'homme de confiance et le délégué ouvrier de la caisse des malades, le premier ayant un rôle plus actif que le second. L'autorité de police dresse un rapport officiel ; mais l'homme de confiance et le délégué ouvrier peuvent adresser leurs observations au comité de la corporation ;

3° Pendant treize semaines, la corporation ne s'occupe

pas du blessé; au bout de ce temps, elle demande au patron un rapport médical sur l'état de ce dernier et le relevé du salaire qu'il a touché l'année précédente. — Alors, après une enquête sur les ayants droit du décédé ou l'état réel du blessé, le comité de la corporation ou une délégation de ce comité statue sur le degré d'invalidité de la victime, sur les bases du salaire servant à calculer la pension, et sur cette pension; cette décision est notifiée à l'ouvrier. S'il ne l'accepte pas, il peut réclamer une nouvelle décision du comité, laquelle est définitive, mais peut être frappée d'appel dans un délai d'un mois. Cet appel est porté directement devant l'office impérial, quand l'ouvrier réclame contre un refus d'indemnité basé sur une question de principe; si la réclamation ne porte que sur la quotité de la pension, l'appel est porté devant le tribunal arbitral d'abord, et ensuite devant l'office impérial des assurances; ces deux pourvois ne sont pas suspensifs et sont gratuits. La procédure est écrite, la corporation fournit un mémoire, et l'ouvrier peut être admis à présenter des observations verbales devant le tribunal arbitral, mais par lui-même et sans avocat.

Les pensions sont accordées sans indication de durée et sont sans cesse revisées à la requête du blessé ou de l'homme de confiance; elles varient avec l'incapacité de l'ouvrier.

57. — *Organisation financière de l'assurance contre les accidents.* — Dans les longues discussions qui ont précédé la loi, la lutte a été très vive entre les partisans du système de la *capitalisation* et celui de la *répartition*, qui a définitivement prévalu avec une certaine atténuation.

Les compagnies d'assurances privées se conforment toutes au premier système; chaque année elles portent à leur passif, outre les frais d'administration et les indemnités temporaires qu'elles ont payées dans

l'année, un capital qui, placé à fonds perdu, assurera le service ultérieur des pensions constituées pendant la même période; elles perçoivent les primes et cotisations en conséquence.

Le second système consiste à percevoir uniquement les sommes nécessaires pour couvrir les frais et les ar-rérages des pensions qui ont été déboursés dans l'an-née. Il a eu les préférences du gouvernement, bien qu'il ait l'immense défaut de ne rien faire pour assurer, dans l'avenir, l'exécution des engagements pris. Deux raisons ont décidé les rédacteurs du projet: d'abord, il est cer-tain que le système des compagnies d'assurances a pour résultat d'amasser entre leurs mains des capitaux considérables, dont la gestion ne laisse pas de présenter de sérieuses difficultés. « Les corporations, dit M. Gru-ner, fonctionnant d'après les mêmes principes, eussent, en quelques années, constitué d'immenses fonds de ré-serve; elles seraient donc devenues de vastes établis-sements financiers, à moins que l'Etat n'eût pris en main toute la gestion de la fortune des corporations; ces capitaux, retirés ainsi de l'industrie, auraient dû y ren-trer sous forme de prêts...Mais quelle responsabilité pour les bureaux des corporation ou pour l'Etat que le ma-niement de ces centaines de millions! »

La seconde raison était bien moins bonne, quoiqu'elle ait été peut-être déterminante. Avec ce système de la ca-pitalisation, les charges devaient atteindre dès le début leur maximum ; avec le système inverse, elles devaient augmenter d'année en année. Mais, étant très faibles pen-dant les premiers exercices, elles devaient se faire ac-cepter plus facilement.

58. — La commission vit le danger d'une pareille con-ception; elle refusa d'admettre un projet aussi impré-voyant, mais n'osa pas aller jusqu'à suivre l'exemple des compagnies d'assurances; elle fit voter seulement la création d'un fonds de réserve dont le maximum,

égal aux dépenses moyennes de deux années, doit être, d'après les statisticiens impériaux, constitué, en onze ans, par des suppléments de cotisation calculés sur le montant des indemnités à savoir : la première année 300 0/00 ; la seconde, 200 0/00 ; la troisième, 150 0/00 ; la quatrième, 100 0/00 ; la cinquième 80 0/00 ; la sixième, 60 0/00 ; la septième, 50 0/00, etc. Mais il est certain que ce fonds ne peut équivaloir aux réserves que constituerait la capitalisation des rentes.

59.—Aussi, a-t-on dû prévoir le cas où une corporation deviendrait incapable de remplir ses engagements ; dans cette hypothèse, elle sera dissoute par le conseil fédéral ; ses assurés seront répartis entre les autres corporations, et l'empire succédera à tous ses droits et à toutes ses obligations. En effet, l'empire est le garant des corporations vis-à-vis des ouvriers ; c'est une lourde responsabilité.

60. — *Résultats de la loi.* — Cette loi a été assez mal accueillie par les ouvriers ; en effet, les indemnités qu'elle leur assure sont bien inférieures à celles qu'ils obtenaient autrefois des tribunaux. En outre, cette loi ne leur donne jamais qu'une rente, et dans bien des circonstances un capital pourrait leur être plus avantageux. Si les ouvriers se plaignent de la loi, les patrons peuvent, avec beaucoup plus de raison, incriminer leur conduite. D'abord, un abus très grave nous est révélé par le rapport de la chambre de commerce de Brunswick (1) : les ouvriers, pouvant gratuitement et sans restriction appeler des décisions du comité devant le tribunal arbitral et devant l'office impérial, usent de ce droit avec une facilité déplorable ; bientôt presque toutes les décisions seront frappées d'appel et portées à la cour suprême. Il en résulte pour la corporation, pour l'Etat et pour

(1) Ces renseignements sont empruntés à la circulaire de M. Gruner (n° 176).

les patrons, de lourdes dépenses en pure perte.

61. — En second lieu, un très grand nombre d'accidents qui frappent les ouvriers sont dus à leur propre imprudence. Le rapport de la *Corporation des carriers* affirme que « plus du tiers, sinon la moitié des accidents, sont dus à l'imprudence et à l'insouciance des ouvriers. Il n'y a pas besoin de chercher loin pour établir que c'est l'abus des liqueurs fortes qui est surtout en cause. » D'après la *Corporation textile du Sud*, sur 149 accidents, 48 sont dus à la non utilisation des moyens préventifs existants, 49 à la maladresse ou à l'imprudence des ouvriers, 16 à ces deux causes réunies, 30 à des circonstances fortuites, 6 seulement à des fautes, soit des patrons, soit des camarades.

62. — Enfin, et ceci est plus grave, « la simulation triomphe, » suivant l'expression du rapport de la direction des mines de Saarbruck. « Les nouvelles lois ont, à côté de bienfaits indéniables, donné naissance à toute une classe de parasites qui ne font certes pas honneur au monde des travailleurs. Maintenant, la moindre blessure est un prétexte pour cesser le travail et pour profiter du tarif élevé, fixé par la loi pour les journées de maladie. Le nombre est malheureusement considérable de ceux qui n'ont qu'un but, prolonger la durée du traitement. La statistique ne confirme que trop ces faits. Dans toutes les années précédentes et jusqu'en 1885, les journées de traitement des blessés n'avaient jamais dépassé 38.9 0/0 du nombre total des journées de traitement pour blessures ou maladies ordinaires ; elles sont montées à 42.7 0/0 en 1886, et à 47.1 0/0 en 1887. » Aussi propose-t-on déjà de faire participer les ouvriers à l'assurance-accident et les charger d'exercer le contrôle.

63. — Les patrons ont-ils facilement accepté la loi ? Il faut distinguer : ceux qui appartiennent à la grande ou à la moyenne industrie supportent sans se plaindre les charges modérées qu'elle leur impose pour le mo-

ment, sans songer à l'avenir; en effet, la nouvelle législation les a débarrassés de la lourde charge de la responsabilité civile; mais les patrons de la petite industrie en sont très mécontents. On a le plus grand mal à les contraindre à l'assurance, et, une fois enrégimentés, ils se prêtent avec beaucoup de mauvaise grâce aux innombrables mesures de contrôle et de statistique qu'on prétend leur imposer.

64. — STATISTIQUE. — Nous dirons quelques mots des résultats statistiques de la loi d'après le *Journal de l'Office impérial* du 15 février 1889 (1).

D'abord, quel est le nombre des usines et des ouvriers soumis à l'assurance? En voici le tableau pour les trois années 1886 à 1888 :

1° Corporations :	1886	1887	1888
Nombre des usines ou chantiers	269.174	319.453	322.984
Nombre des personnes assurées	3.473.435	3.861.560	3.964.795
2° Ateliers de l'Etat :			
Nombre de personnes assurées	251.878	259.977	277.305

Lors du vote de la loi, on comptait sur un personnel d'assurés de 1,957,548; ce personnel s'est élevé, en 1886, à 3,725,313; en 1887, à 4,121,537, et, enfin, en 1888, à 4,242,100.

Il faut ajouter à ce dernier chiffre les ouvriers agricoles, qui sont au nombre de 5,623,398, en 3,761,271 exploitations. De sorte qu'on peut dire qu'à la fin de l'année 1888, les lois d'assurance englobaient 4,000,000 d'exploitations et 10,000,000 de personnes. Ce nombre s'augmentera, grâce aux deux lois votées en 1887.

65. — Si nous regardons la statistique des accidents, nous constatons qu'ils augmentent, d'année en année, dans une proportion effrayante (2). Ainsi, la statistique nous donne les chiffres suivants :

(1) Circulaire de M. Grener (182).

(2) Voir M. Marteau (1^{re} lettre).

	1886	1887	1888
Nombre total d'accidents signalés . .	100.159	115.475	136.181
Nombre d'accidents motivant indemnité, d'après la loi de 1884	10.540	17.102	20.668

Sur quelle catégorie d'accidents a porté l'augmentation? Sur les accidents graves, sur ceux couverts par l'assurance-accidents. Ceci est parfaitement mis en relief par le tableau suivant :

	1886	1887	1888
Nombre total d'accidents signalés par 1.000 ouvriers et par an	27.19	28.02	32. 1
Nombre des accidents donnant lieu à indemnité	2.83	4.14	4.84

Cette augmentation dans le nombre des accidents graves est bien due pour une part aux ouvriers; elle doit être due, pour une autre part, aux patrons, pour lesquels l'assurance, suivant l'expression de M. Marteau, est un véritable oreiller sur lequel ils peuvent s'endormir sans cure des graves soucis que leur causaient autrefois les questions de responsabilité civile.

66. — Quant aux indemnités payées, elles ont crû dans les proportions suivantes :

1886	marks	1.915.366
1887	—	5.932.930
1888	—	9.597.962

M. Gruner établit comme il suit les dépenses par ouvrier et par an :

	1886	1887	1888
Secours et indemnités marks	0.49	1.39	2.19
Frais d'administration, de justice et de premier établissement . .	—	0.92	0.99
Versement au fonds de réserve .	—	1.56	2.58
Dépense totale moyenne.	—	2.97	4.96
Dans le projet de loi, MM. Behm et Boëdiker prévoyaient . . .	—	2.69	4.16
Il y a donc un excédent qui s'accroît d'année en année et qui est de	—	0.28	0.80
			1.28

67. — Les comités ont rendu 40,000 décisions, moitié statuant sur des suppressions ou modifications de pensions. Sur ce nombre, 8,229 ont été frappées d'appel devant les 432 tribunaux arbitraux; elles ont été confirmées dans 5,301 cas et infirmées dans 3,070 cas; 1,613 affaires ont été portées devant l'Office impérial: sur 1,516 jugements rendus, 1,101 ont été confirmatifs.

68. — Quelles doivent être les charges définitives de la loi à l'époque où l'équilibre sera atteint entre les constitutions nouvelles de pensions et les extinctions annuelles, c'est-à-dire à la 75^e année? D'après le projet de loi, ces charges devaient se monter à 14 marks 14 par ouvriers, plus 1 mark pour les frais, soit en tout 15 marks 14. Mais les résultats des années 1887 et 1888 montrent que cette évaluation est bien trop faible, et M. Gruner démontre que si on se base sur les chiffres de 1887, il faut la porter à 18 marks 62, et, si on se base sur ceux de 1888, à 19 marks 39.

Le salaire moyen étant de 620 marks, la loi semblait imposer une charge de 2.44 0/0 du salaire; elle serait, d'après les résultats de 1886 et 1887, de 3 et 3.1 0/0.

Si on ajoute à ces chiffres ceux de l'assurance-maladie, on arrive aux chiffres suivants :

Assurance contre les accidents	19 à 20 marks.
— — la maladie	14 à 15 —
Soit, en tout.	33 à 35 marks.

(41 fr. 25 à 43 fr. 75 pour un salaire moyen de 610 marks (775 fr.), soit 5.03 à 5.65 % du salaire.)

69. — AUTRICHE. — Je ne dirai que quelques mots de la loi autrichienne du 28 décembre 1887 (1). En effet, elle reproduit le système de la loi allemande, que je viens d'étudier, avec quelques différences que je signale rapidement.

(1) V. Ann. lég. ét., xvii, 443, traduction et notice par M. Gruner.

1° Les corporations, au lieu d'être professionnelles, sont territoriales; dans chaque province on a créé un établissement d'assurance qui réunit tous les corps de métiers; c'est la question des langues et des races qui a motivé ce changement.

2° Les ouvriers participent comme les patrons aux charges de l'assurance, disposition excellente, qui garantira l'Autriche contre les abus de simulation qui se sont révélés dans l'empire voisin; les ouvriers intéressés à une bonne gestion sauront se surveiller les uns les autres; la loi leur fait nommer un tiers des membres du comité: le second tiers est nommé par les patrons, le troisième par le conseil provincial qui le choisit parmi les personnes compétentes.

3° Les mêmes éléments se retrouvent dans le tribunal arbitral sous la présidence d'un magistrat inamovible.

4° Si la pension est la forme de secours qui sera le plus souvent employée, elle pourra être, sous certaines conditions bien définies, remplacée par l'attribution d'un capital une fois payé.

5° Enfin, et ceci est le trait principal de la loi autrichienne, elle adopte les principes suivis dans les compagnies d'assurances. Les cotisations devront fournir chaque année(16) les sommes nécessaires pour *constituer*, conformément aux règles techniques des assurances, *le capital correspondant aux pensions et aux secours* pour faire face aux frais d'administration et alimenter le fonds de réserve. » Ainsi donc, les charges seront liquidées chaque année; l'avenir n'est pas engagé aux dépens du présent; en conséquence, l'Etat ne se trouve assumer aucune obligation de garantie, même éventuelle.

En somme, cette loi constitue un progrès très sensible sur la loi allemande; elle remédie aux plus graves défauts signalés dans cette dernière.

Aussi ne peut-on lui reprocher que le principe même sur lequel elle est fondée; mais je m'abstiendrai d'entrer dans une discussion des principes économiques, pour laquelle la compétence et la place me manquent également.

SECTION V

PROJET DE LOI SUR LES ACCIDENTS ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

70. — HISTORIQUE. — La question des accidents du travail est à l'étude dans les Chambres françaises depuis huit ans. Dans la législature qui s'étendit de 1881 à 1885, divers projets furent déposés par MM. Martin Nadaud, Peulevey, Félix Faure et M. Maret, puis par M. Rouvier, ministre du commerce, au nom du gouvernement : aucun d'eux n'aboutit. Dans la législature actuelle, une commission fut chargée d'examiner les projets de M. Lagrange, de M. Rouvier, de M. de Mun, de M. Keller, de M. Félix Faure, enfin de M. Lockroy. Ce dernier, déposé au nom du gouvernement, reproduisait le texte adopté précédemment par une commission extraparlamentaire présidée par M. Tolain. La commission de la Chambre, dont le rapporteur fut successivement M. Duché, puis M. Ricard, n'adopta aucun de ces projets; elle en présenta un nouveau qui, après une discussion pénible et confuse dont je ne dirai rien, fut adopté le 10 juillet 1888. Ce projet a été proposé au Sénat, avec quelques modifications peu importantes, par une commission dont M. Tolain était le rapporteur, et la discussion en a eu lieu au mois de mars dernier.

71. — I. RÉSUMÉ DU PROJET. — *Principe*. — Le principe de ce projet est formulé dans l'art. 1^{er} :

Art. 1^{er}. — « Tout accident survenu, dans leur travail, aux ouvriers et employés occupés dans les usines,

manufactures, chantiers, mines, minières, carrières, entreprises de transport, de chargement et de déchargement, dans les magasins publics, exploitations pour le compte de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, et, en outre, dans toutes celles où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique, ainsi que dans tout travail où l'on produit, où l'on emploie des matières explosibles, donne droit, au profit de la victime ou de ses ayants droit, à une indemnité dont l'importance et la nature sont déterminées ci-après. Cette indemnité est à la charge du chef de l'entreprise. Toutefois, il ne sera dû aucune indemnité à la victime qui aura intentionnellement provoqué l'accident. Les ouvriers dont les appointements dépassent 4,000 fr. ne bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la présente loi. » De cet article 1^{er} il faut rapprocher l'article 12 qui complète le système : « La responsabilité civile du chef d'entreprise est déterminée et limitée, dans tous les cas prévus à l'article 1^{er}, par les dispositions de la présente loi. Néanmoins cette limitation n'est pas applicable lorsqu'une condamnation criminelle ou correctionnelle à plus de huit jours d'emprisonnement a été directement prononcée contre le chef d'entreprise à raison de l'accident. Les dommages alloués à la suite de cette condamnation pourront dépasser les indemnités prévues par la présente loi. La victime ou ses ayants droit conserve, contre les auteurs de l'accident autres que le chef de l'entreprise, le droit à la réparation du préjudice causé, sans toutefois que l'indemnité puisse se cumuler avec celle déterminée par la loi. » — « Toute convention contraire est nulle. » (Art. 26.)

72. — *Indemnités.* — En quoi consistent les indemnités? Lorsque l'accident aura entraîné une incapacité permanente de travail, le patron devra servir à la victime une rente viagère qui, si l'incapacité est absolue,

variera entre le tiers et les deux tiers du salaire moyen annuel, avec un minimum de 400 francs pour les hommes et de 250 francs pour les femmes; si l'incapacité n'est que partielle, cette rente « sera diminuée dans la proportion de la capacité de travail restante. »

En cas de mort, l'indemnité comprendra : 1° les frais funéraires, dix fois le salaire moyen quotidien; 2° une rente au profit des survivants, qui sera calculée au tant pour cent du salaire moyen annuel : à la veuve, 20 0/0; aux enfants, et suivant leur nombre, de 15 à 40 0/0; à défaut de veuve et d'enfants, aux parents sexagénaires, 10 0/0. Les enfants naturels reconnus sont mis sur le même pied que les enfants légitimes et concourent avec eux. En outre, le patron doit payer les frais médicaux et pharmaceutiques; il doit servir pendant la durée de toute maladie, conséquence de l'accident, un secours égal à la moitié du salaire quotidien moyen (minimum, 1 fr., maximum, 2 fr. 50). Cette indemnité temporaire ne sera due que pendant trois mois, au bout desquels on liquidera la pension, à moins que le tribunal ne préfère surseoir.

73. — *Constatation des accidents et procédure.* — La loi édicte une série de dispositions relatives à la constatation des accidents; elles se résument ainsi : 1° obligation du patron de déclarer tous les accidents, dans les vingt-quatre heures, au maire de la commune; 2° lorsque l'accident a causé la mort ou semble devoir entraîner une incapacité de plus de vingt jours, enquête par le juge de paix. La procédure a été également réglementée : tentative de conciliation par le président du tribunal civil; le tribunal statue comme en matière sommaire; les ouvriers ont l'assistance judiciaire de plein droit; les rentes, pensions et indemnités sont insaisissables et privilégiées (2101); le chef d'entreprise doit en garantir le paiement, soit par un versement à la caisse

d'assurance de l'Etat, soit autrement. L'action en indemnité se prescrit par un an.

74. — *Assurance.* — Le patron peut couvrir sa responsabilité par une assurance contractée soit à une compagnie privée (la loi ne l'empêche pas, tout au moins, si elle n'en dit rien), soit à un syndicat d'assurance mutuelle, soit à la caisse de l'Etat. Les industriels peuvent se syndiquer pour former des caisses d'assurance mutuelle, basées sur le principe de la répartition annuelle des charges, qui devront obtenir l'homologation ministérielle pour leurs statuts et pourront se faire ouvrir un compte courant à la caisse de l'Etat. Cette caisse, qui n'est autre que la caisse de 1868, maintenue, assurera aussi les industriels, mais ne les couvrira pas complètement.

En effet, elle ne paiera jamais que le minimum des indemnités dues en cas d'incapacité permanente, soit un tiers du salaire, l'excédent devant toujours rester à la charge de l'assuré. Cette disposition bizarre a été inspirée par le désir de maintenir la caisse en dehors de tous les procès. La loi a procédé à un classement provisoire des industries en quatre tableaux ; à chacun d'eux correspond une prime. Ces primes ont été relevées par la commission du Sénat et portées aux chiffres de 9, 16, 22 et 40 francs par 1,000 francs de salaires payés. Du reste, les primes seront fixées à nouveau chaque année. Les pièces relatives à cette assurance sont dispensées du timbre et de l'enregistrement. A côté des assurances collectives conclues par les patrons (au moyen de listes nominatives) pour se couvrir des risques nouveaux, cette loi prévoit des assurances individuelles qui semblent faire double emploi avec celles établies par la loi de 1868, laquelle n'est pas abrogée.

75. — II. CRITIQUE DU PROJET. — Ce projet de loi avait été fort critiqué par les auteurs compétents en ces ma-

tières (1). Il le fut également au Sénat, notamment par MM. Blavier (2), Lacombe (3), Léon Say (4), etc.

Ces attaques ont porté sur le principe même de la loi, que les orateurs ont tous repoussé. Je voudrais résumer aussi rapidement que possible ce qui a été dit et écrit là-dessus.

76. — *Sa raison d'être d'après ses auteurs.* — On sait à quelle pensée obéissaient ceux de nos représentants qui ont déposé des projets de loi sur les accidents industriels. Les conditions du travail ont, disaient-ils, considérablement changé depuis la promulgation du Code civil; les progrès de l'industrie ont rendu les accidents bien plus fréquents, bien plus graves. Soumises à la nécessité de prouver une faute de la part de leurs patrons, pour obtenir une indemnité, les victimes de ces accidents ou leurs familles seront souvent privées de tout secours et tomberont dans la misère. Il y a là une situation, digne d'appeler une réforme. On a répondu que les conséquences de la transformation qui s'est opérée dans l'outillage industriel ont été fort exagérées. D'abord, beaucoup d'industries visées par l'art. 1^{er} du projet sont exploitées aujourd'hui comme en 1804 : les travaux dans les carrières, les travaux de terrassement, les

(1) D'innombrables brochures et articles de revue ont été publiés sur cette question depuis qu'elle est soumise au Parlement ; je ne citerai que ceux qui ont été écrits sur le projet voté à la Chambre : La responsabilité des accidents du travail et le projet de loi voté à la Chambre, par M. Nourrisson ; Paris, Larose et Forcel, 1889. — De la responsabilité des patrons et de l'assurance contre les accidents dans les Chambres, par M. X. Rey (Thaller ?) ; Annales de Droit commercial, 1889, 1^{er} numéro. — De la responsabilité des accidents..., par M. Béziat d'Audebert ; Actuaire ; Paris, Warnier, 1888. — La responsabilité des accidents devant le Parlement, par M. le baron A. R. (Reille) ; Paris, 1888. — Le risque professionnel et la responsabilité en cas d'accidents, par M. Marc Abiane ; Paris, Warnier, 1888, etc.

(2) Séance du 8 mars, *Journ. off.*, 9 mars. Déb. Parl. Sénat, p. 195.

(3) Séance du 12 mars, *J. off.*, 10, p. 216.

(4) Séance du 12 mars *J. off.*, 13, p. 231,

entreprises de transports par chevaux, ne présentent pas plus de risques qu'autrefois, et elles sont soumises par les compagnies d'assurance à des primes bien plus élevées que les industries employant des moteurs ou des substances explosibles (la prime est de 0,09 c. pour les transports par chevaux, de 0,06 c. pour les fabriques de produits inflammables et explosibles). D'autre part, même dans les industries transformées par l'introduction des machines, les risques n'ont, de ce chef, augmenté que dans des proportions assez faibles ; c'est ce qui résulte encore des tarifs des compagnies. Mais passons.

77. — *Solutions possibles et système adopté.* — *Du risque professionnel.* — Voulant améliorer la situation des ouvriers, on pouvait le faire de plusieurs façons différentes. On pouvait d'abord consacrer la théorie nouvelle de MM. Labbé et Sainctelette, reprise au Sénat par M. Bardoux, régler le louage d'ouvrage et mettre la preuve à la charge du patron.

On pouvait, en second lieu, faire une loi édictant, comme en Allemagne ou en Autriche, l'assurance obligatoire ; on pouvait enfin faire une loi d'assistance. Disons d'abord que le principe de l'assurance obligatoire a été repoussé par la Chambre (1). Elle n'a pas d'avantage songé à faire comme en Italie, à faciliter l'assurance sans la rendre obligatoire.

(1) Le Congrès des industriels de France, qui s'est réuni à Paris de juin à décembre 1888, sous les auspices de l'Association des industriels pour préserver les ouvriers des accidents du travail, s'est prononcé à l'unanimité pour « le principe de l'assurance obligatoire avec participation des ouvriers au paiement de la prime, et faculté pour l'industriel de s'assurer soit à la caisse de l'Etat, soit à des syndicats d'assurance mutuelle, soit aux compagnies d'assurances contre les accidents sous le contrôle de l'Etat et les garanties d'un règlement d'administration publique spéciale ; cette solution a paru la meilleure, surtout dans l'intérêt des petits industriels, qui composent la grande majorité de l'industrie française, et dans l'intérêt des ouvriers eux-mêmes.

La loi votée est-elle une loi d'assistance? Non, dans la pensée de ses auteurs. « Pas de secours, — des droits, » a-t-on dit. Du reste, une loi d'assistance n'aurait pas dû faire peser la charge des accidents sur les patrons seuls, mais sur l'ensemble des contribuables.

78. — La Chambre a-t-elle admis le système du renversement de la preuve? Pas davantage. *Elle a mis tous les accidents à la charge du patron, qu'elle qu'en soit la cause*, et a intitulé sa loi: « Loi sur la responsabilité des accidents, etc. » Or, il est bien certain qu'elle a violé les principes fondamentaux en matière de responsabilité: chacun ne peut être responsable que de sa faute. Comment justifier une loi qui met à la charge du patron les accidents ne provenant pas de sa faute? On s'est, pour cela, appuyé sur l'idée du RISQUE PROFESSIONNEL. « L'insuffisance des règles actuelles, en matière de responsabilité en cas d'accident, tient, dit M. Duché, dans son rapport (p. 37) à ce que les conditions nécessaires de la production mécanique ont modifié le *milieu juridique* (!) lui-même, en supprimant souvent les moyens de preuve et en créant un état de fait des hommes et des choses différent de l'état ordinaire prévu par le Code civil. C'est ce qu'on a appelé le risque professionnel. »

M. Duché essaye ensuite de rattacher l'idée de risque professionnel aux principes généraux du droit. « Ce risque n'est pas dû à un principe nouvellement reconnu; il était, suivant nous, implicitement et même explicitement contenu dans la responsabilité de droit commun du chef de l'entreprise. Ce dernier n'est-il pas responsable du fait des personnes à son service, et des choses qu'il a sous sa garde? Or, qu'est-ce que le risque professionnel...., sinon le fait des choses que le chef d'entreprises a sous sa garde? » Mais la commission du Sénat « n'a pas cru pouvoir entrer dans la discussion de ces théories, qui lui ont paru susceptibles de trop de controverses; elle a pensé qu'à un fait nouveau résultant

des transformations de l'outillage et des nécessités de la production auxquelles nul ne peut se soustraire, ouvriers ou patrons, il y avait lieu d'introduire dans notre législation, sous le nom de risque professionnel, un droit nouveau ». (Rapp. de M. Tolain, p. 8.) Ainsi donc, le principe du risque professionnel est un principe nouveau : c'est comme tel que nous le discuterons, sans tenter d'en donner une définition précise, devant laquelle M. Tolain a reculé.

79. — *Discussion du principe du risque professionnel.* — A) *Sa restriction à certaines industries est arbitraire.* — M. Lacombe a très bien montré que, pour qu'une modification à la législation actuelle soit acceptable, il faut qu'elle ne constitue pas une loi d'exception ou de privilège. Or, la nouvelle loi laisse subsister les principes généraux en matière de responsabilité, mais constitue un régime d'exception pour l'industrie. En second lieu, elle ne s'applique même pas à toutes les industries, mais seulement à certaines d'entre elles. Or, le risque professionnel n'est pas spécial à ces industries; il existe dans toutes les industries, dans toutes les professions, puisque dans toutes l'homme est exposé à des accidents qu'il ne peut prévoir et éviter, et qui ne supposent aucune faute de la part de personne (1). Pourquoi donc le prendre en considération seulement dans certains cas ?

80. — Ce qui montre combien la restriction proposée est arbitraire, c'est ce qui s'est passé à la Chambre, lors de la discussion de l'article 1^{er}. La commission s'est trouvée en présence d'amendements qui en étendaient l'énumération. Ces amendements furent successivement

(1) On peut dire également qu'il ne devrait pas se restreindre aux accidents traumatiques et comprendre les maladies, dont beaucoup sont professionnelles. Il est du reste impossible de résoudre la question des accidents en laissant de côté celle des maladies. L'exemple de l'Allemagne est là pour le prouver.

votés, jusqu'au moment où M. de Clereq en fit adopter un plus logique que tous les autres et rendant la loi applicable à tout accident survenu, dans leur travail, aux ouvriers et employés. » A la seconde délibération, le rapporteur vint dire : Il est impossible de maintenir ce qui a été fait en première lecture, « au lieu de régler d'un coup maintenant toute l'industrie, faisons une loi applicable provisoirement à quelques-unes de ses branches. Plus tard, on agira de même pour les autres. » C'est sur cette observation qu'on a voté à nouveau le texte primitif de la commission. Mais il est certain qu'il y avait là un engagement très grave pris par la Chambre : une promesse d'étendre l'application du risque professionnel à toute l'industrie.

31. — B) *Les risques sont sans influence sur la responsabilité.* — Mais admettons que les risques 'soient plus grands dans certaines industries ; qu'en résulterait-il ? Que la loi devrait intervenir pour réglementer ces industries ? Soit ; mais cette importance des risques ne saurait influencer en rien sur les principes de responsabilité. En effet, l'indemnité est la représentation, non pas du risque, mais du préjudice éprouvé ; le droit à indemnité doit naître de l'accident arrivé, non des chances plus ou moins grandes qu'il a de se produire. « Qu'est-ce que cela fera à l'ouvrier, s'il a été blessé d'une façon grave, d'avoir encouru, pendant le temps qu'il travaillait, une chance moindre de l'accident qu'il a subi en réalité ? Comprendra-t-il qu'il peut être traité d'une autre manière que celui qui, dans une autre branche de travail, aura subi un accident moins grave que le sien ? » (M. Lacombe.)

82. — C) *Le risque professionnel ne pourrait couvrir tous les accidents, quelle qu'en soit la cause.* — Mais supposons le principe du risque professionnel admis ; à quels accidents devra-t-il s'appliquer ? Uniquement à ceux provenant du fait même du travail industriel et des

conditions dangereuses dans lesquelles il s'exerce ; or, la Chambre a repoussé un amendement de M. Gastellier en ce sens. L'indemnité est à la charge du patron, qu'elle qu'ait été la cause de l'accident.

La présence dans l'usine de moteurs mécaniques ou d'engins dangereux rend l'industriel responsable, quand même elle aurait été sans influence sur l'accident. Ainsi, le patron devra une indemnité à l'ouvrier mort d'une apoplexie dans son atelier, à l'employé de bureau qui s'est coupé avec son canif, etc. Un exemple, qui est en passe de devenir légendaire, montre ce qu'il y a d'exagéré dans cette règle : « Expliquez-nous, disait M. Lorois, dans la séance du 26 juin, pourquoi le patron est responsable d'une tuile qui tombe quand il a un moteur mécanique dans son usine, et pourquoi il ne l'est pas quand il n'en a pas ? »

83. — D) *Il ne pourrait couvrir les accidents dus à la faute de l'ouvrier.* — Le risque professionnel a été défini par M. Cheysson⁽¹⁾ : « Le risque afférent à une profession déterminée, indépendamment de la faute des patrons et des ouvriers. » M. Tolain dit que le risque professionnel « existe dans une industrie, quand la plupart des accidents proviennent de cas fortuits ou de force majeure. » Il en résulte donc que ce risque ne devrait s'appliquer qu'aux accidents de cette espèce. Or, tout au contraire, il s'étend même à ceux qui seront dus à une faute du patron ou de l'ouvrier.

D'abord, l'ouvrier verra son droit à une indemnité restreint dans les limites de la loi, même en cas de faute de l'industriel, à moins que ce dernier ne soit condamné à plus de huit jours de prison. En second lieu, et ceci est plus grave, l'ouvrier aura droit à une indemnité, quand même il aurait causé l'accident par sa propre faute.

(1) *Journal des Economistes*, 15 mars 1888.

84. — Ceci ne s'entend pas seulement de la faute légère ; on comprendrait à la rigueur qu'on assimilât au cas fortuit « la négligence de l'ouvrier amenée par une habitude constante à ne plus tenir compte du danger. » Mais la loi a une portée beaucoup plus étendue : l'ouvrier aura droit à l'indemnité, même s'il a commis une *faute lourde*. Il y a là quelque chose d'exorbitant, d'odieux même. En effet, un ouvrier, en commettant une faute lourde, n'expose peut-être pas seulement sa propre vie : il expose peut-être également celle de ses camarades d'atelier ou de chantier. M. Blavier a cité un exemple qui montre jusqu'à quel point de gravité peut aller l'imprudence de l'ouvrier. L'enquête faite sur les causes d'une explosion de grisou qui avait coûté la vie à un grand nombre de personnes démontra que ce terrible accident était dû à des mineurs qui s'étaient fait fabriquer de fausses clés pour ouvrir leur lampe dans la mine. D'après le nouveau principe, ils auraient eu droit à une indemnité. Comment ! un ouvrier pourrait, après avoir tué ou estropié plusieurs de ses camarades et causé un préjudice considérable, de ce chef, à son patron, lui demander une pension ! Il pourrait être, à raison du même fait, condamné à la prison (319 et 320 du Code pénal) et pensionné (1) !

85. — Le projet soumis à la Chambre des députés n'exceptait que le cas où la victime aurait volontairement provoqué l'accident. Cette disposition fut vivement attaquée ; la commission proposa elle-même d'exclure l'ouvrier qui aurait encouru une condamnation correctionnelle. Mais on objecta que cela pousserait les patrons à traduire les ouvriers en police

(1) C'est surtout dans la petite industrie que se présenteront les situations les plus choquantes. Un ouvrier qui travaille avec son patron provoque un accident où tous deux sont tués ; la veuve du patron, ruinée par la mort de son mari, devra une indemnité à la veuve de l'ouvrier coupable !

correctionnelle pour dégager leur responsabilité; l'on s'arrêta à la formule suivante : « Il ne *sera dû* aucune indemnité à la victime qui aura *intentionnellement* provoqué l'accident. » Cette restriction est illusoire; elle a de plus l'inconvénient d'établir une *inégalité choquante* entre la situation de l'ouvrier et celle du patron, puisqu'une condamnation de ce dernier à huit jours de prison l'expose à des dommages-intérêts illimités. Il est vrai que les tribunaux ont le droit de faire varier l'indemnité entre un maximum et un minimum et qu'ils pourront de cette façon tenir compte, dans une certaine mesure, de la faute de la victime. Malgré cette réserve, il est impossible d'admettre le principe du risque professionnel entendu de cette façon, car il deviendrait une prime à l'imprudence.

86. — E) *La charge ne devrait pas peser uniquement sur le patron.* — En tous cas, si le risque professionnel doit être admis, pourquoi retombe-t-il exclusivement sur le patron? Parce qu'il a seul les bénéfices, a-t-on dit. Cela est absolument inexact. Les ouvriers touchent leur part dans les bénéfices de l'industrie : c'est leur salaire, part fixe et beaucoup moins aléatoire que celle du patron; par conséquent, ce dernier devrait être autorisé en bonne logique à leur faire supporter une partie de la charge résultant de la loi, d'autant plus que parmi les accidents, un grand nombre est dû à leur faute. La Chambre a pourtant refusé d'édicter l'obligation pour les ouvriers de participer au paiement des primes d'assurance, pour une part, si faible qu'elle soit.

La charge qu'imposerait à l'industrie le projet de loi que nous discutons serait fort lourde, sinon peut-être pour la grande industrie, mais très certainement pour la petite, à laquelle elle porterait un coup terrible. Il est vrai que l'insolvabilité des petits patrons rendrait peut-être très souvent illusoires les droits de l'ouvrier.

87. — F) *Le patron acquiert-il en échange la sécu-*

rité? — Mais si la loi impose aux industriels des lourdes charges, ne leur donnera-t-elle pas des compensations? On l'a prétendu. Qu'a voulu la Chambre, disait le rapporteur, dans la séance du 7 juillet? Elle a voulu régler la responsabilité dans les relations entre le patron et l'ouvrier. Elle a dit à l'ouvrier: Vous n'aurez pas toujours la réparation du préjudice qui vous sera causé, mais vous serez en échange certain d'avoir toujours une indemnité. Elle a dit au patron: Vous serez obligé de payer une indemnité dans tous les cas, mais *vous n'aurez plus aucune incertitude* à craindre: le chiffre de cette indemnité sera, par avance, aussi nettement que possible, limité entre vous et l'ouvrier. »

Sans doute, ce serait un avantage précieux pour les industriels de voir leur responsabilité, aujourd'hui si variable d'après les circonstances et les tribunaux, précisée et limitée, et cet avantage contrebalancerait à leurs yeux, jusqu'à un certain point, bien des sacrifices. Mais cette sécurité promise existe-t-elle réellement? Ce serait une grave erreur de le croire. Les indemnités ne sont pas fixes. En cas d'incapacité permanente et absolue, elles varient entre un maximum et un minimum; en cas d'incapacité permanente partielle, il faut évaluer la capacité de travail restante; au cas de mort, la pension varie d'après l'état de la famille de la victime, le nombre de ses enfants. On a fait remarquer que cette disposition est illogique: le préjudice est proportionnel au salaire de l'ouvrier et ne peut dépendre du nombre de ses enfants; qu'elle est mauvaise, puisqu'elle peut avoir pour effet la préférence donnée aux célibataires sur les hommes mariés. Enfin, le patron est exposé à payer une somme s'il encourt une condamnation correctionnelle. Il est donc impossible de dire que sa responsabilité est déterminée à l'avance.

Il peut s'assurer à la caisse de l'Etat, ajoute-t-on. Soit. Mais cette assurance ne lui donnera pas une entière

sécurité. D'abord les primes seront variables, étant fixées chaque année par le ministre ; ensuite la caisse ne doit jamais lui payer que le minimum : il sera donc exposé à un découvert, même en laissant de côté le cas de condamnation correctionnelle.

88. — On a dit également que le patron sera, comme l'ouvrier, à tout jamais débarrassé des procès. Le désir de les éviter a été à chaque instant exprimé dans les rapports ou la discussion. Y a-t-on coupé court ? Loin de là, et le projet, s'il était voté, ouvrirait pour les agents d'affaires une ère de prospérité. D'abord, l'ouvrier aura intérêt à poursuivre son patron devant le tribunal correctionnel pour obtenir une indemnité supérieure à celle que lui accorde la loi. D'autre part, l'indemnité pour incapacité permanente variera suivant les circonstances entre un maximum et un minimum ; de là des procès, car la victime réclamera toujours le maximum, et l'industriel offrira souvent une somme moindre. De même il y aura des procès pour la détermination de l'incapacité de travail restante, sur le salaire moyen, etc. Les procès seront d'autant plus inévitables que l'assistance judiciaire est accordée de plein droit à la victime ; celle-ci refusera toujours de transiger, étant toujours sûre d'obtenir un minimum. Aussi a-t-on cru remédier à ce danger en décidant que « le tribunal pourra, lorsque la contestation soulevée par la victime de l'accident ne lui paraîtra pas justifiée, décider par une disposition spéciale que les frais faits par le chef d'entreprise seront, en tout ou en partie, compensés avec l'indemnité. » Cette disposition n'est pas suffisante.

89. — *De l'assurance.* — Quelques mots nous suffiront sur l'assurance. Il est fort douteux que des associations mutuelles puissent se fonder, car elles ne pourraient lutter avec la concurrence de la caisse de l'Etat. Cette dernière deviendrait vite pour le Trésor une

lourde charge. M. Beziat d'Audibert a parfaitement montré que les évaluations faites par la commission de la Chambre, de la charge moyenne de l'assurance par l'Etat, sont bien au-dessous de la réalité et doivent être plus que doublées. (19 fr. 53 au lieu de 8 fr. 80). Aussi évaluait-il le déficit annuel qui en résulterait pour l'Etat à 38 millions environ ; bien que les primes aient été relevées par la commission du Sénat, le déficit serait encore fort important.

90. — *Nouvel article 1^{er} voté par le Sénat.* — Telles sont les critiques générales que l'on peut adresser au projet voté à la Chambre. Elles ont été formulées au Sénat d'une manière très complète et très frappante. Aussi le rapporteur, l'honorable M. Tolain, fut obligé de reconnaître que le système du risque professionnel qu'il défendait était en contradiction avec les principes fondamentaux du droit ; mais il ne s'en est pas ému, il appartient en effet à école qui méprise le droit et croit que le Code civil ne correspond plus aux besoins d'une société moderne.

«Celaprouve, a-t-il dit (1) : *qu'il ne faut pas attacher une importance capitale à l'opinion des spécialistes et qu'elle ne fait pas absolument autorité. Ceux qu'il faut consulter dans des questions de cette nature, ce sont ceux qui s'inspirent des nécessités sociales, qui dépassent de beaucoup vos formules juridiques, parce que la société vit et se développe, tandis que vos textes sont des textes morts et inanimés, et qu'ils ne représentent que le passé. C'est donc à ceux qui ne sont pas des spécialistes, qui ne sont pas nourris du lait de la science juridique., que je m'adresse.*

Il est singulier de voir le rapporteur d'une loi sur les accidents récuser tous les gens compétents en pereille

(1) Séance du 19 mars. *Off. Déb. Parl. Sén.*, p. 286.

matière ; ingénieurs, économistes et jurisconsultes. Cette apostrophe ne semble-t-elle pas donner raison aux personnes qui ne voient, dans tous les projets de cette nature actuellement discutés devant les Chambres, que l'œuvre de politiciens désireux, comme le chancelier de l'empire d'Allemagne, de se concilier les bonnes grâces des classes ouvrières ?

91. — Quoi qu'il en soit, le Sénat n'a pas été convaincu. Des contre-projets ou amendements ont été déposés par plusieurs membres, notamment : MM. Blavier, Béranger, Trarieux, Félix Martin, etc. ; ils ont été renvoyés à la commission. M. Tolain, qui prétendait maintenir l'article 1^{er} tel qu'il avait été voté par la Chambre, voyant la majorité de cette commission se prononcer dans un sens contraire, donna sa démission, et fut remplacé par M. Bardoux, qui présenta et fit adopter par le Sénat un article 1^{er} ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Dans toute industrie où le travail sera reconnu dangereux, le chef de l'entreprise est responsable de tout accident survenu, par le fait du travail ou à l'occasion du travail, à ses ouvriers ou employés, à moins qu'il ne prouve que cet accident est survenu par la faute lourde de l'ouvrier ou employé.

» Ce principe est applicable aux exploitations gérées pour le compte de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

» Un règlement d'administration publique déterminera les industries dans lesquelles le travail sera reconnu dangereux.

» Dans le cas où l'accident serait dû à la faute lourde du chef de l'entreprise ou de ses préposés, la répartition comprendra la totalité du dommage causé, conformément aux articles 1382 et suivants.

» Si l'accident est dû à une imprudence ou à une négligence légère du patron, ou de ses préposés, ou de l'ouvrier, à un cas fortuit ou de force majeure, ou si la

cause est inconnue, l'indemnité est à la charge du chef de l'entreprise, dans les conditions et suivant les distinctions qui seront déterminées ci-après. »

Malheureusement, l'attention du Sénat a été attirée d'un autre côté, et la suite de la discussion a été renvoyée à la législature prochaine, de sorte qu'on ne peut encore prévoir l'époque à laquelle elle aboutira d'une façon définitive.



PREMIÈRE PARTIE

DE L'ASSURANCE COLLECTIVE

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

1. — *Définition.* — Chaque compagnie donne de ce contrat une définition en tête de ses polices. Ces définitions, qui varient à l'infini, contiennent des éléments communs (1). En les combinant, nous arrivons à la formule suivante :

(1) Voici la liste, par ordre alphabétique, des compagnies dont nous avons consulté les documents :

L'Abeille : assurances collectives, conditions générales du contrat.

Caisse générale des Familles : police collective et règlement de la caisse d'assurance contre les accidents.

Caisse paternelle : police collective (la proposition se trouve en tête).

Compagnie générale d'assurances contre les accidents : pol. col. et règl.

France industrielle : police collective.

Patrimoine : mêmes documents.

Toutes ces compagnies sont des compagnies anonymes à primes fixes.

La *Préservatrice*, société d'assurances mutuelles : statuts, police collective (adhésion aux statuts) et règlement.

La *Préservatrice*, compagnie anonyme à primes fixes : pol. col.

L'assurance collective est un contrat par lequel les chefs d'établissement, quels qu'ils soient, et les associations, garantissent leurs ouvriers et membres actuels et futurs contre les conséquences pécuniaires des accidents corporels survenus pendant le travail professionnel et qui en sont la conséquence directe.

2. — Ce contrat peut, on le voit, être conclu non seulement par un patron au profit de ses ouvriers, ce qui est le cas le plus fréquent, sur lequel nous raisonnerons toujours dans la suite, mais aussi par un syndicat professionnel ou une société de secours mutuels au profit de ses membres, et de cette dernière forme d'assurance, nous trouvons un exemple dans l'Association des voyageurs de commerce. Il peut l'être encore par une administration publique au profit de personnes employées par elle à des services dangereux, et notamment par une municipalité au profit des sapeurs-pompiers et des gardiens de la paix.

L'assurance des sapeurs-pompiers, comme l'assurance agricole, diffère légèrement de l'assurance collective ordinaire, et nous aurons à en dire quelques mots.

3. — *Le contrat embrasse tout le personnel de l'assuré.* — Ce qui caractérise l'assurance collective et la rapproche des assurances maritimes dites flottantes, c'est que le nombre des personnes appelées par le contrat à en bénéficier n'est pas fixe : il varie avec le personnel même de l'usine ou de la société, personnel essentiellement variable, on le conçoit ; car *il doit comprendre tout ce personnel.*

La *Prévoyance* : police et règlement.

Providence : mêmes documents.

Le *Secours* : mêmes documents.

Urbaine, Seine, Zurich : mêmes documents.

Toutes ces sociétés ont leur siège à Paris.

Les compagnies en décident ainsi par une clause absolument générale en ses termes (1) :

« Sauf stipulation contraire, lisons-nous dans les statuts de la Préservatrice (mutuelle), l'assurance porte indistinctement sur les personnes de tout sexe qui sont ou qui seront, pendant la durée de la police, employées dans les divers travaux visés par la police de l'adhérent sociétaire, soit à la journée, soit à la semaine, au mois, à l'année, soit à la tâche. »

« Le contrat englobe tout le personnel salarié de l'industrie, sans aucune exception de personnes ni distinction de catégories entre les ouvriers, quel que soit leur emploi, sauf stipulation contraire aux conditions particulières » (Urbaine et Seine). Il est inutile de multiplier les exemples.

4. — *Exceptions.* — Disons cependant que, malgré la généralité de ces termes, toutes les compagnies admettent deux séries d'exceptions. Elles excluent, d'une part, les ouvriers ou apprentis âgés de moins de 12 ou de 14 ans, qu'une stipulation inscrite aux conditions particulières peut toutefois assimiler à leurs aînés, et ceux des ouvriers qui ont plus de 60, 65 ou 70 ans, suivant les polices (2).

5. — D'autre part, elles exceptent de la garantie les ouvriers atteints de maladies, d'infirmités graves per-

(1) Caisse générale des Fam. : art. 9 pol. et régl. 1. Caisse pat. : pol. 2 Compagnie générale : 2 et régl. 1. Préservatrice : statuts 11, pol. col. 2, régl. 1. Prévoyance : 6. Providence, Secours, Urbaine, Seine, Zurich, art. 1 des pol. col.

(2) Si donc un de ces ouvriers, n'ayant pas été l'objet d'une dérogation expresse, vient à être victime d'un accident, il ne peut réclamer aucune indemnité, tout au moins à la compagnie. Il a pourtant été jugé le contraire, sous prétexte que la fausse déclaration du contractant résultait d'une erreur et ne pouvait avoir eu aucune influence sur l'aggravation (du risque. Grenoble, 27 mai 1887; Rec. de Gr., 87, p. 210. La loi de 1868, art. 5, ne contient que la limite d'âge inférieure de 12 ans.

manentes, telles que : hernies, varices, cécité, surdité, paralysie, épilepsie (1).

6. — *Ouvriers travaillant aux pièces et à la tâche.* — Sauf ces exceptions, le patron doit donc comprendre dans l'assurance tous ses ouvriers (2). Cela ne fait pas la moindre difficulté pour les ouvriers travaillant au salaire. Mais que faut-il décider des ouvriers travaillant aux pièces ou à la tâche ? Quelques polices ont soin d'englober dans l'assurance les ouvriers « aux pièces, » les tâcherons et les sous-entrepreneurs, ainsi que leurs ouvriers (3). Mais quelle solution donnerons-nous en cas de silence du contrat ? Il nous semble que le patron doit englober dans l'assurance les ouvriers travaillant aux pièces dans l'usine sous la surveillance des contre-mâîtres, car ils sont aussi exposés que ceux travaillant à l'heure ou à la journée. Mais la question est plus délicate pour les sous-entrepreneurs et les tâcherons et le personnel travaillant sous les ordres de ces derniers. Le marchandage a été

(1) Outre les articles cités dans la note 1, page 3, cf. : Abeille, art. 7 ; Caisse générale des Fam., 7 ; Compagnie générale, 2 et 5 ; Prévoyance, 7 ; Patrimoine, 4 ; Secours, pol. 3, régl. 7 ; Urb., 1 et 4 ; Caisse pat., 1, 2 et 3 ; France industrielle, 1. — Les tribunaux auront à décider dans chaque espèce si telle ou telle infirmité non prévue par la police est assez grave pour entraîner l'exclusion de l'ouvrier. Cf. civ. Toulouse, 24 nov. 1886 ; Mon. des Ass., 87, p. 290 : est exclu l'ouvrier privé d'un œil. En sens contraire, Trib. Com. Seine, 13 juillet 1887. Depret c. *Secours* : Rec. Pér. des Ass., 87, p. 432 : Est maintenu un ouvrier amputé de deux phalanges à trois doigts de la main droite. — Cf. également Trib. com. de Mons, Colmant c. le Soleil, 4 février 1885 ; Rec. Pér. 1885, p. 598 : Quand un ouvrier, atteint d'une infirmité apparente, a été admis à faire partie d'une corporation ouvrière dont les membres sont assurés contre les accidents, on est en droit de présumer que les contractants ne considéraient pas cette infirmité comme ayant le caractère de gravité défini par le règlement et faisant obstacle à l'assurance, et, en fût-il autrement, la compagnie devrait payer l'indemnité, ses agents ayant commis une faute en ne veillant pas à la stricte observation des règlements.

(2) En principe, il ne bénéficie pas lui-même du contrat, sauf stipulation contraire, pas plus que les membres de sa famille (v. Compagnie générale, 1).

(3) Prévoyance, 6. Zurich, 3. Préservatrice, 11.

aboli par un décret du 2 mars 1848 ; si ce décret n'a pas été abrogé expressément, il doit, croyons-nous, être considéré comme ayant été abrogé par la Constitution de 1848, art. 13, qui garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie ; en effet, ce décret est manifestement contraire à cette liberté (1). Quoi qu'il en soit, il n'est pas rare de voir un ouvrier plus habile que les autres se charger d'exécuter en sous-traité une partie de l'entreprise.

7. — La question s'est souvent posée de la distinction à faire entre le tâcheron et le sous-entrepreneur. Aucun critérium juridique ne peut servir à séparer les deux situations. C'est purement une question de fait. Voici ce qui, à notre avis, caractérise le sous-entrepreneur : c'est un entrepreneur, l'égal ou à peu près, de l'entrepreneur principal, faisant exécuter la partie des travaux dont il s'est chargé avec des matériaux qu'il fournit, un matériel qui lui appartient, des ouvriers qui sont régulièrement attachés à son établissement, qu'il choisit ou renvoie à son gré, qu'il surveille seul ; il agit en maître sur le chantier, hors de toute surveillance de l'entrepreneur principal, dont il n'a pas d'ordres à recevoir et qui aura seulement le droit, l'ouvrage une fois terminé, de l'accepter ou de le refuser. Le tâcheron, au contraire, est un ouvrier de l'entrepreneur, qui, se réunissant avec quelques camarades de chantier, se charge d'exécuter à forfait une faible partie des travaux. Et sur quoi porte le forfait ? Sur la main-d'œuvre. Les matériaux, le matériel seront fournis

(1) V. l'interpellation de M. Trarieux au Sénat, séance du 11 mars 1885. Jour. off., 12 mars. Deb. Parl., p. 226. Le conseil des prud'hommes de la Seine s'est prononcé successivement dans deux instances dirigées contre un entrepreneur du palais Bourbon, d'abord dans le sens de l'abrogation, ensuite dans celui de l'applicabilité du décret ; ce second jugement a été réformé par le tribunal de commerce. M. Floquet, dans une circulaire aux préfets, à l'occasion de la visite de délégations ouvrières au 24 février dernier, avait affirmé que le décret était toujours en vigueur.

par l'entrepreneur; le tâcheron reste, ainsi que les ouvriers qu'il emploie, sous les ordres et la surveillance de ce dernier ou de ses contre-maitres; en un mot, il reste un ouvrier, tandis que le sous-entrepreneur est un patron.

8. — La conséquence à tirer de cette distinction est bien simple. L'entrepreneur commandant, surveillant le tâcheron et ses hommes, sera responsable des accidents qui leur arriveront dans la même mesure que vis-à-vis des ouvriers travaillant au salaire: ils sont ouvriers, ils sont compris dans l'assurance, le patron devra les comprendre dans le calcul de la prime, ainsi qu'il sera expliqué plus tard, et ils auront droit à l'indemnité.

Au contraire, l'entrepreneur principal n'encourt aucune responsabilité pour les accidents arrivant aux ouvriers du sous-entrepreneur; ce dernier en est seul responsable. De même il ne devra pas, sauf bien entendu le cas où une clause expresse de la police en déciderait autrement, les comprendre dans l'assurance ⁽¹⁾.

9. — *Distinctions admises par la jurisprudence.* — Mais, malgré la généralité des termes employés par les polices: « Le patron doit comprendre dans l'assurance

(1) La jurisprudence décide que le tâcheron est compris dans l'assurance. Cf. Dijon, 4 mai 1885; Ricou, II, 137. *Gaz. des Trib.* du 11 juillet. Schlaffang c. Mouillon et la France industrielle: il s'agissait d'un ouvrier charpentier sous-traitant des travaux au mètre cube. — Trib. de Dijon, 14 août 1885; D. 88, II, 28. — Paris, 30 avril 1885; Rec. Pér., 85, 598. Bléron: Quand un ouvrier a été prêté par un entrepreneur à un autre, celui-là seul est responsable de l'accident qui a eu la surveillance de cet ouvrier. — La double question de responsabilité et d'assurance a été très nettement résolue par un arrêt de Douai, 21 mars 1887; S. 88, II, 124. L'entrepreneur du palais des beaux-arts de Lille, Weber, avait sous-traité avec Morlet, ingénieur belge, pour l'établissement et le fonctionnement d'une grue de grande dimension. Morlet embaucha sur le chantier même un ouvrier, Montaigne, qui fut tué; ses parents furent déboutés de leur double demande contre Weber tendant à le faire déclarer responsable, d'une part, et de l'autre à obtenir l'indemnité due en vertu d'une assurance souscrite à la *France industrielle*; l'ouvrier avait cessé d'être au service de Weber et d'être compté dans le calcul des primes.

et dans le calcul des primes tous ses ouvriers, » la jurisprudence admet quelques exceptions ; il se peut que les ouvriers d'un entrepreneur se distinguent nettement en deux catégories dont une seule court des risques.

Dans ce cas, les tribunaux autorisent à ne comprendre dans l'assurance et le calcul des primes que ceux des ouvriers qui appartiennent à la seconde catégorie. Elle prétend que c'est à la compagnie à établir qu'elle a prétendu bannir toute distinction. Cette preuve ne résultât-elle pas suffisamment de clauses telles que celle que j'ai déjà citées : « Tout le personnel, sans distinction ou catégorie, » ou bien encore déclarant expressément que l'assurance comprend même les garçons de bureau, elle devrait se déduire de ce fait que certaines compagnies autorisent le patron à négliger, par une clause expresse, mais dans quelques industries seulement, une partie de son personnel. C'est ainsi que la Préservatrice permet à un directeur de théâtre de n'assurer que les machinistes, en laissant de côté les artistes et les employés. En tous cas, aucun doute n'est possible en présence d'une clause comme celle-ci : « Si une partie seulement du personnel ouvrier devait être assuré, le souscripteur devra en faire la déclaration en fournissant un état nominatif des personnes assurées au moment de la signature du contrat. » (Providence.) ⁽¹⁾

10. — ACCIDENTS GARANTIS ET EXCLUS. — Quels sont les accidents garantis et les accidents exclus par les com-

(1) La Cour de Paris, 28 déc. 1887 (la Seine) a refusé de prononcer la déchéance contre un entrepreneur qui n'avait fait porter le calcul des primes que sur les fumistes montant sur les toits, en laissant de côté les tôleurs travaillant aux réparations à l'atelier. — Cf. Paris, 10 nov. 1887; Galicher (D. 88, II, 207), qui admet une distinction plus facile encore à justifier entre les ouvriers relieurs travaillant à l'atelier et ceux travaillant au dehors. Mais ces décisions, si générales qu'elles semblent par leurs considérants, ne sont, au fond, que des décisions d'espèce, car elles constatent que la compagnie avait pu s'assurer, par ses inspecteurs et l'examen des livres, de la véritable situation.

pagnies ; autrement dit, à quels caractères un fait portant atteinte à la personne d'un ouvrier, à sa vie ou à sa santé, doit-il satisfaire pour donner droit à une indemnité (1) ?

Il faut d'abord que ce soit un accident. J'ai donné la définition du mot accident au point de vue de l'assurance. En conséquence de cette idée, les compagnies excluent les maladies, fussent-elles contractées pendant le travail et concurremment à l'accident, notamment les rhumes, congestions, chaud et froid, phtisie. Quelques compagnies, il est vrai, comme la Préservatrice, assurent les maladies ordinaires ; mais c'est par une clause spéciale, et la prime due sera plus élevée. Les polices excluent de même les affections qui ne sont que la conséquence d'un excès de travail, sans être des accidents au sens propre du mot : les efforts, lumbagos, tours de reins, etc.

11. — *Il faut, en second lieu, que l'accident soit une conséquence du travail industriel.* Ainsi les polices stipulent que l'assureur ne répondra pas de ceux qui proviendraient de la chute de la foudre, d'inondation, d'incendie ou d'écroulement des ateliers. Cela va de soi ; à plus forte raison la compagnie ne pourrait être tenue de garantir les morts ou blessures provenant d'émeutes, rixes, ivresse. Les polices ont encore soin de le dire. Mais ces exclusions sont la conséquence de la nature même de l'assurance collective ; aussi, l'oubli de l'une d'entre elles par la compagnie ne pourrait empêcher de l'invoquer.

12. — Il ne suffit pas que l'accident soit la conséquence d'un accident de travail quelconque. *Il faut qu'il soit*

(1) Cf. Abeille, 1 et 7 ; Caisse paternelle, 2 et 3 ; Compagnie générale, 1 et 5 ; Patrimoine, 1 et 6 ; Caisse générale des Familles, 1 et 7 ; Préserv. mut., 5 et 9 ; Anonyme, 10 ; Providence, 1 et 3 ; Prévoyance, 1 et 7 ; Secours, 3 ; Urbaine et Seine, 1 et 4 ; Zurich, 1 et 11 ; France industrielle, 1 ; Confiance, 1, 2, 3, 13.

la conséquence de l'industrie, de la profession déclarée par le patron (1).

Les compagnies ajoutent : il faut que l'accident soit survenu pendant le travail professionnel ; d'autres même disent pendant les heures de travail. La jurisprudence a eu plusieurs fois à trancher des difficultés qui se sont élevées sur la portée de cette clause. Elle a décidé notamment qu'elle « doit s'entendre de tout le temps pendant lequel l'ouvrier est attaché à l'usine pour les besoins du service auquel il est préposé, sans qu'il soit possible de faire abstraction de quelques instants de repos qu'il peut prendre alors que le fonctionnement des appareils n'exige pas son travail manuel (2). » Elle a décidé également que l'on devrait considérer comme garantis les accidents arrivés à des ouvriers employés à la construction d'un chemin de fer, par suite de la collision survenue sur la ligne en construction entre deux trains qui les transportaient du chantier principal au lieu de leur travail (3).

(1) Cass., 23 mai 1881 ; S. 81, I, 396. Il appartient aux juges du fond de déclarer souverainement, par interprétation de la police et sans qu'on puisse leur reprocher d'avoir violé l'art. 1341 C. qui défend de prouver par écrit outre et contre le contenu des actes, que l'accident rentre bien dans l'industrie déclarée par le patron. L'assuré s'était qualifié « fabricant de chaux, » et l'ouvrier blessé était employé à l'extraction de la pierre à chaux.

(2) Trib. com. Cambrai, 17 mars 69, Dhennin contre la Sécurité générale. B. de M., III, 144. L'ouvrier, s'étant endormi près d'un four à chaux, fut asphyxié.

(3) Paris, 6 juin 1885, Astruc et Cazelles c. Caisse générale des Fam. ; D. 86, II, 123, et Cass., 2 juin 86 ; même affaire, Gaz. du Palais, 1886, II, 66. Ce qui déterminait la Cour dans cette affaire, c'est que les ouvriers touchaient une allocation supplémentaire pour le temps passé en wagon matin et soir, sous la conduite de leurs contremaîtres, dans des wagons de l'entreprise. Depuis cet accident, où il y eut 17 morts et 19 blessés, la Caisse générale des Fam. a inséré dans ses polices la clause suivante : « Les accidents pouvant résulter du transport des ouvriers d'un lieu à un autre, même sur les chantiers, ne sont garantis, quel que soit le mode de transport, que par dérogation spéciale et manuscrite. » Cf. civ Seine, 7 juillet 1886 ; Rev. du Contentieux, 86, p. 437.

Mais l'assureur n'est pas tenu de répondre des accidents arrivés pendant une interruption des travaux et causés par l'orage qui a nécessité cette interruption⁽¹⁾.

13. — *Accidents dus à une infraction aux lois et règlements.* — *Renvoi.* — Toutes les polices excluent formellement les accidents ayant une telle origine. Cette clause a une importance considérable; mais l'étude s'en fera plus utilement dans notre seconde partie. En effet, si le patron s'est mis en situation de se la voir opposer, il sera le plus souvent en butte à une action en responsabilité de la part de la victime.

14. — *DURÉE DU CONTRAT.* — *Compagnies à primes.* — La durée du contrat est, en général, de dix ans dans les compagnies d'assurances à primes⁽²⁾. Mais la plupart d'entre elles admettent une clause de tacite reconduction.

« A l'expiration de la période convenue, l'assurance continue pour une durée semblable, et la même continuation a lieu successivement à l'expiration de chaque période nouvelle, à moins que l'une des parties n'ait déclaré, trois mois à l'avance (quelques compagnies mettent six mois, d'autres n'indiquent aucun délai), par une lettre recommandée, l'intention de faire cesser son engagement⁽³⁾. » (Providence.)

15. — *Sociétés mutuelles.* — En ce qui concerne les sociétés mutuelles⁽²⁾, la situation est différente. L'engagement est, en général et sauf stipulation contraire,

(1) Lyon, 8 avril 1886; D. 87, II. 57. Un orage interrompit les travaux dans les mines d'Arre et fit écrouler la maison où les ouvriers se reposaient. — Cf. Paris, 27 juillet 1886, Bonnevey. Loi 7 nov. : l'accident était postérieur à la reprise des travaux, qui était certaine, quoique non constatée dans les feuilles de paie.

(2) Cf. Abeille, 8, 9. Caisse générale des Familles, 8, 13. Caisse pat., 9. Compagnie générale, 9. France industrielle, Patrimoine, 13. Providence, 16. Secours, 13. Urbaine et Seine, 6. Zurich, 14.

(3) Cette clause a été déclarée licite par les tribunaux. V. civ. Seine, 14 janvier 74; B. de M., III, 181.

contracté pour la durée de la société. Mais l'article 25 du décret du 22 janvier 1868 veut qu'il puisse être résilié, par l'associé comme par la société, tous les cinq ans, par une déclaration faite six mois avant l'expiration de chaque période quinquennale, indépendamment de toute disposition statutaire, et alors même qu'il existerait dans les statuts sociaux une clause contraire.

16. — Pour assurer à l'associé le libre exercice de ce droit, l'article 25 prescrit deux moyens, entre lesquels il peut choisir : d'abord la déclaration faite par lui, dans les bureaux de la société ou de l'agent local, et dont il est délivré récépissé. Ce moyen se trouve reproduit dans l'article 18 des statuts de la Préservatrice. Pour cette déclaration, le sociétaire peut se faire représenter par un mandataire dont le pouvoir peut ne pas être notarié ni même enregistré, mais doit être sur timbre et légalisé (1). L'assuré peut, et c'est le deuxième moyen mis à sa disposition par la loi, dénoncer son contrat par un acte extrajudiciaire. Il faut bien remarquer que ces deux voies sont toujours ouvertes au sociétaire pour se dégager de son contrat (2).

17. — Mais pourrait-il, en outre, faire sa déclaration de résiliation par une lettre recommandée? Oui, si ce mode est prévu par les statuts. Mais cette faculté existera-t-elle, même au cas où ils ne la confèrent pas? L'affirmative a quelque temps prévalu en jurisprudence, mais à tort (3). En effet, en dehors du décret de 1868, les

(1) Trib. com. Seine, 6 déc. 1853. B. de M., III, 38.

(2) Trib. civ. Seine, 10 avr. 80. Préservatrice, c. Artige, B. de M., III, 250.

(3) Angers, 22 décembre 1864; B. de M., II, 293; Trib. civ. Chartres, 5 avril 1881, *ibidem*. III, 272. La clause (indiquant que la déclaration doit être faite au siège social) n'impose pas à l'assuré l'obligation de s'y présenter en personne; la formalité du récépissé a été prévue bien plus dans l'intérêt de l'assuré que dans celui de l'assureur, qui ne peut se prévaloir d'une omission à lui seul imputable. Cf. Trib. civ. Seine, 16 avril 1880, réformé par arrêt Paris à note suivante. B. de M., III, 250.

parties n'ont d'autre droit que ceux qu'elles tirent du contrat, et l'assuré ne peut méconnaître des clauses qui, si restrictives qu'elles soient, ont leur raison d'être dans la nécessité de défendre les intérêts collectifs de la société contre le caprice de ses membres ou les entreprises des compagnies rivales. Aussi, c'est avec raison que la jurisprudence s'est ralliée à la négative (1).

18. — Nous devons faire une remarque. Quand une société mutuelle reconnaît, comme la Préservatrice, à ses assurés le droit de faire leur déclaration dans les bureaux de ses représentants locaux, elle se trouve par cela même obligée de maintenir celle de ses agences qui, lors de l'adhésion du sociétaire, se trouvait à proximité de son établissement; si la compagnie juge à propos de la supprimer, l'assuré sera recevable à faire sa déclaration par tout autre mode à son choix et notamment par lettre (2).

Enfin, quand les statuts exigent une déclaration de l'assuré qui veut se dégager de son contrat, sans indiquer la forme de cette déclaration, les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation pour décider si ce désistement a été valablement opéré (3).

19. — *Résiliation du contrat avant le terme fixé.* — I. *Cessation définitive de l'industrie.* — 1^o Quels sont les faits susceptibles d'agir sur le contrat d'assurances pour en amener la résiliation avant terme?

Ce sera d'abord la cessation définitive de l'industrie ou des travaux en vue desquels l'assurance a été contractée; elle cesse d'avoir un objet, et, par consé-

(1) Paris, 16 mars 1882; S. 83, II, 89, la Préserv. c. Arnoult et Guibourgé. L'intention de la compagnie d'exclure la possibilité pour le sociétaire d'agir par lettre chargée résulte évidemment et par *a contrario* du droit qu'elle se réservait d'en faire usage. Trib. civ. Seine, 17 avril 80. Caravillot c. Préservat., B. de M., III, 250.

(2) Trib. civ. Seine, 17 juin 1880; B. de M., III, p. 252.

(3) Cass. 23 février 1869; S. 69, I, 199.

quent, elle doit prendre fin. Quelques polices le disent expressément, mais il faudrait donner la même solution même en l'absence de toute clause (1). La cessation des travaux ou de l'industrie peut n'être que temporaire : certaines polices stipulent que dans cette hypothèse, l'assurance sera temporairement suspendue. Lorsque les travaux recommenceront, le chef d'industrie, l'entrepreneur, devra faire une déclaration à la compagnie, et l'assurance reprendra son cours.

20. — II. *Faillite de l'assuré et de la compagnie.* — 2° La faillite de l'assuré est prévue par les polices ; elle résilie de plein droit l'assurance. Voilà, du moins, ce que stipulent les assureurs. Ils ajoutent, du reste, presque tous : la faillite ou la déconfiture. Quelques compagnies, comme la *Préservatrice*, permettent à l'assuré ou à son syndic d'échapper à la résiliation en offrant caution. En cas de silence de la police, il faudrait donner la même solution. L'art. 348 du Code de commerce, que la jurisprudence n'a pas hésité à étendre aux assurances terrestres (2), permet de demander la résiliation au cas de faillite de l'assuré, si le syndic n'offre pas caution. D'autres polices décident qu'en cas de faillite, la police sera suspendue pour reprendre ses effets quand l'assuré aura été remplacé à la tête de ses affaires. Les sociétés d'assurances ne prévoient naturellement pas leur faillite ; la même solution s'impose sans difficulté.

21. — III. *Vente de l'établissement industriel.* — 3° Que faut-il décider, au cas de vente de l'établissement industriel ? Si les polices étaient muettes, nous devrions, ce

(1) La jurisprudence a déclaré valable la clause imposant à l'assuré la déclaration de la cessation définitive des travaux et la preuve que le risque est supprimé ; à défaut de déclaration, il devra payer toutes les primes venues postérieurement à échéance. Trib. com. Seine, 29 octobre 1885. Jour. des Ass., 1886, p. 86.

(2) Trib. com. Seine, 8 janvier 1868 ; B. de M., III, 131. Cour Paris, 10 mars 1825 ; *ibid.*, II, 3. Cf. Trib. com. Seine, 19 nov. 86 ; Pand. Franc., 87, II, 115.

nous semble, déclarer que l'assurance ne devrait pas pour cela prendre fin, car le contrat n'est pas formé absolument *intuitu personæ*, l'assureur a plutôt en vue les risques que présente l'industrie exploitée, les conditions même d'exploitation et d'installation, que la personnalité du patron. Quoi qu'il en soit de la théorie, les polices ont presque toutes prévu la vente. Quelques-unes décident que l'assurance s'en trouve résolue de plein droit. D'autres décident que le contrat tient si l'exploitation continue dans les mêmes conditions. Elles se réservent dans ce cas le droit d'agréer l'acquéreur. D'autres, enfin, stipulent que l'assuré sera tenu d'imposer à son acquéreur l'obligation de continuer l'assurance, et cela à peine de payer à l'assureur une indemnité en général fixée à une année de primes (1).

22. — IV. *Décès de l'assuré ou changement de raison sociale.* — Les polices stipulent généralement que le décès de l'assuré et le changement de raison sociale n'empêchent pas le contrat de fonctionner, si les héritiers ou associés, ou l'un d'eux, continuent l'exploitation (2). Quelques-unes se réservent cependant le droit d'agréer les héritiers ou associés.

23. — Il est bien évident que la destruction par incendie des locaux où s'exerçait l'industrie ne résilie pas la police si le chef de l'établissement continue son exploitation dans un autre local (3).

(1) La validité de cette clause a été reconnue. Trib. com. Seine, 29 octobre 1885, *Prévoyance*, Journ. des Ass., 1886, p. 86. Trib. de com. Seine, 12 février 1887, *Prévoyance*; J. A., 87, 481. La police ne fixant pas de dommages-intérêts, le tribunal les a fixés à une somme sensiblement égale à une prime triple. Cf. en matière d'assurances de voitures, Seine, 9 fév. 70 et 9 avril 73; B. de M., III, 157 et 170.

(2) Cf. pour le cas d'une association d'un entrepreneur assuré s'associant avec un autre entrepreneur également assuré, mais à une autre compagnie, Dijon, 30 nov. 83, *Leral et Garette c. Urbaine*; Rec. Pér., 1884, p. 610.

(3) Trib. civ. de Bordeaux, 25 mars 1886; Rec. de Bordeaux, 1886, p. 84.

24. — V. *Résiliation par le fait de la compagnie.* —

Le contrat peut encore prendre fin par la résiliation volontaire de la part de la compagnie. Celle-ci se réserve le droit de résilier, par lettre recommandée, dans certains cas : d'abord, au cas de non-paiement des primes (nous reverrons cela plus tard), et, en outre, après chaque sinistre, mais dans un délai assez court, un mois ou quinze jours. La compagnie se réserve le droit de garder les primes acquises, de réclamer les primes échues (1).

(1) Cette clause est licite. V. Trib. civ. Seine, 17 juillet 1886, *Yon c. Eiffel et la Sécurité générale* (Loi, 27 août). Mais pour que la compagnie puisse user du droit de résiliation, il faut, d'après nous, *qu'il y ait eu un sinistre déclaré* ; elle ne pourra s'en prévaloir si aucune indemnité n'a été réclamée. En ce sens : Trib. civil Seine, 11 mai 1888, la *Clémentine* (incendie) c. *Deutsch* ; Loi du 11 mai. Ce jugement a été infirmé par arrêt de Paris du 22 décembre 1888 : « La police étant un contrat synallagmatique et de bonne foi, il n'appartient pas à l'assuré, en renonçant à réclamer l'indemnité qui lui est due, d'empêcher l'exécution de la clause... qui a pour but de soustraire l'assureur pour l'avenir aux risques signalés par l'incendie qui vient d'éclater et qu'il a pu ignorer ou ne pas prévoir au moment du contrat. » Ce raisonnement ne me satisfait guère ; un sinistre n'est pas seulement un incendie (ou un accident), fût-il important : c'est un incendie ou un accident donnant lieu à une réclamation ; tant qu'elle ne s'est pas produite, la compagnie n'en peut connaître l'existence et ne peut s'en prévaloir pour rompre un contrat qu'elle trouve désavantageux. (Dans l'espèce, la compagnie s'était aperçue que des primes trop faibles avaient été demandées par erreur.) La clause qui dispense la compagnie de restituer les primes n'a rien de contraire à l'ordre public et doit être appliquée par les tribunaux : Cass., 1^{er} mars 1858 et 17 mars 1874 ; B. de M., I, 19 et 149 ; mais il faut que cette clause existe et que les termes soient exprès. En l'absence de stipulation, les juges apprécieront les faits qui ont amené la résiliation et décideront si la prime entière est acquise à l'assureur ou s'il doit en rembourser une partie. Cf. Trib. com. Seine, 8 mars 83 ; Rec. pér., 84, 145.

CHAPITRE II

DES OBLIGATIONS DU PATRON SOUSCRIPTEUR DE LA POLICE ENVERS LA COMPAGNIE

25. — Après ces notions générales, nous arrivons à l'étude des droits et devoirs que fait naître le contrat d'assurances. Il met en présence trois personnes : l'assureur, l'assuré, c'est-à-dire le patron, que nous appellerons, avec les polices et pour éviter toute erreur, le souscripteur de la police, et le bénéficiaire du contrat, c'est-à-dire l'ouvrier. Nous aurons donc à étudier les obligations du souscripteur de la police, de l'assureur, et enfin les devoirs de l'ouvrier et les droits qu'il peut tirer du contrat d'assurances collectives, tant contre son patron que contre la compagnie.

SECTION PREMIÈRE

OBLIGATIONS DU PATRON LORS DE LA FORMATION DU CONTRAT

26. — *Déclarations permettant à l'assureur d'apprécier l'étendue du risque.* — La première obligation du souscripteur est de déclarer à l'assureur, lors de la conclusion du contrat, tous les faits, toutes les circonstances propres à bien lui faire apprécier la nature et l'étendue des risques qu'il prend en charge. Cette obligation se retrouve dans toutes les assurances, mais nous n'avons pas ici à exposer la théorie de la réticence. Nous nous

contenterons de rappeler quelques idées générales, d'en montrer l'application à l'assurance collective, d'étudier les formules que les compagnies donnent relativement à l'obligation du patron et la sanction qu'elles y attachent, et nous finirons en précisant les déclarations qu'elles demandent aux chefs d'établissement qui veulent contracter avec elles.

27. — *Faussees déclarations et réticences entraînant déchéance.* — Quelles sont, d'une manière générale, les fausses déclarations, les réticences, qui entraînent en matière d'assurance-accidents, comme en tout autre assurance, la déchéance de l'assuré? La formule donnée par l'art. 348 du Code de commerce reste vraie. Ce sont celles qui « diminueraient l'opinion du risque ou en changeraient le sujet. »

En notre matière, ce seront les inexactitudes sur le genre d'industrie exercée, sur le mode d'exploitation, qui auraient pour résultat d'amener la compagnie à admettre un risque qu'elle repousse ordinairement, ou à consentir l'assurance à des conditions plus favorables. On ne pourra considérer comme annulant le contrat la réticence portant sur un fait qui n'influe en rien sur le calcul des primes ou des cotisations, comme, par exemple, l'emploi dans l'usine de mineurs, en violation de la loi de 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures ⁽¹⁾.

28. — La question de savoir si telle ou telle réticence, reprochée au souscripteur, était de nature à influencer sur l'opinion du risque est du ressort des juges du fond et échappe à la censure de la Cour suprême, puisqu'il s'agit

(1) Lyon, 17 février 1882; D, 83, II, 91. Cet arrêt semble exiger que l'inexactitude soit volontaire pour qu'elle entraîne la nullité. Cela n'est pas nécessaire : la réticence, fût-elle faite sans dol et de bonne foi, doit ici, comme en toute autre assurance, entraîner la nullité. Cf. arrêts précités de Paris, 28 décembre et 10 novembre 1887, p. 7, note 1.

d'interpréter un contrat d'après l'intention présumée des parties⁽¹⁾.

29. — Enfin, rappelons que la réticence n'entraîne pas la nullité du contrat si l'assuré établit que l'assureur a eu connaissance du fait sur lequel a porté la réticence.

30. — *Clauses des polices relatives aux réticences.* — Les compagnies ne s'en remettent pas aux principes généraux du droit sur une question aussi importante pour elles. Toutes les polices contiennent des clauses qui, presque identiques dans leur forme, ont toute la netteté désirable. Quelques-unes commencent ainsi : « Les engagements de la société sont basés sur l'exactitude et la sincérité des déclarations du preneur d'assurance. Aussi toute réticence ou fausse déclaration par laquelle le souscripteur a induit ou tenté d'induire en erreur l'assureur, à une époque quelconque, sur un des éléments servant à déterminer la nature et la garantie du risque, ou la quotité des primes, tombe sous le coup de ces dispositions. » Quelle est la sanction attachée par les compagnies à ces réticences ? Elle est variable. Quelques polices disent : « Elles entraînent l'annulation de plein droit du contrat ; » c'est la reproduction de l'article 348 du Code de commerce. En conséquence, aucune indemnité ne sera due pour les accidents survenus postérieurement à cette réticence ou fausse déclaration, et si, par ignorance, la compagnie a déjà payé un sinistre arrivé dans ces conditions, elle aura le droit d'exiger le remboursement ; d'autre part, elle gardera toutes les primes touchées et pourra réclamer les primes échues.

D'autres polices ne prononcent pas l'annulation du contrat, elles se bornent à déclarer l'assuré déchu de tout

(1) Cf. arrêt précité de Cass. 23 mai 1881 ; S. 81, I, 396. V. p. 9, note 1.

(2) Abeille, 10 et 13. Caisse générale Fam., 5. C. Pat., 13. C^{ie} générale, 12. Patrim., 12. Préserv. ano., 29. Prévoy., 10. Provid., 7. Secours, 10. Urb., 8. Zurich, 15.

droit à l'assurance et à faire rembourser les indemnités qui ont été indûment touchées. Mais ces polices ont bien soin de déclarer que la compagnie pourra par une simple lettre recommandée résilier l'assurance. Lorsqu'elle se trouve annulée de plein droit, ou lorsque le contrat restant debout, l'assureur use de son droit de résiliation, peut-il réclamer en outre des dommages-intérêts pour le préjudice qu'il a éprouvé ? Oui, en principe, si l'assuré était de mauvaise foi, et les tribunaux qui les accorderont en fixeront le *quantum*. Mais certaines polices l'ont déterminé par avance ; l'assuré, y est-il dit, devra, à titre d'indemnité, une somme égale à deux années de primes. Cette clause est parfaitement valable (1152 du C. civ.), mais je crois que si une réticence même de bonne foi suffit pour entraîner l'annulation de l'assurance ou ouvrir le droit à la résiliation, cette indemnité fixée par la police ne sera due, comme celle que les tribunaux pourraient accorder, qu'au cas de mauvaise foi du souscripteur.

31. — *Propositions. — Leurs mentions.* — Le souscripteur serait souvent embarrassé de savoir sur quoi doivent porter ses déclarations, si la compagnie n'attirait son attention sur les faits qu'il lui importe le plus de connaître. Toute assurance collective est précédée d'une proposition. J'ai défini la proposition, j'en ai montré le caractère ; étudions rapidement les différents paragraphes de cette sorte de questionnaire auquel le proposant doit fournir des réponses précises.

32. — Les mentions de la feuille de proposition se ramènent toutes à quatre chefs. Elles portent d'abord sur l'*identité du proposant*, son nom, son domicile, la raison sociale, la *nature exacte de l'exploitation* indus-

(1) J'ai consulté les propositions des compagnies l'Urbaine, la Préserve-trice, la Caisse paternelle (cette compagnie met sa proposition en tête même de la police, avant les conditions particulières et les conditions générales ; je trouve cette manière de procéder très bonne).

trielle, commerciale, agricole, d'après les termes employés au tarif de la compagnie (Cf. pol. Préservatrice), et le lieu où est fixé l'établissement où les travaux s'exécutent.

33. — Le second chef est relatif aux *dangers particuliers auxquels les ouvriers sont exposés*. La plus grande précision est requise du preneur d'assurance; elle lui est facilitée par la multiplicité même des questions posées. S'agit-il de mines et carrières, il doit déclarer si le travail se fait à ciel ouvert ou en galeries souterraines; si la mine est exposée à des coups d'eau, à des explosions de grisou; quels outils et appareils sont mis en usage, si on se sert de matières explosibles, comment se font les charrois. *Pour les usines*, on lui demande s'il est fait usage de force motrice et laquelle est employée, combien il y a de chaudières, de laminoirs, de marteaux-pilons, combien d'ouvriers peuvent être atteints par une explosion de générateurs, si le proposant fait partie d'une association pour leur surveillance, etc., etc. *Pour les industries du bois*, on lui demande s'il est fait usage de scies circulaires, à rubans, de fraises, de raboteuses. On conçoit facilement toute l'importance de ces déclarations. La réponse précise du proposant permet à la compagnie de voir si ses statuts lui permettent de prendre le risque en charge et à quelles conditions; dans quelle catégorie de risques elle doit faire rentrer l'industrie; souvent la prime devra être débattue de gré à gré, les dangers spéciaux de l'établissement n'ayant pas encore été prévus. Un exemple fera saisir du reste l'intérêt de quelques-unes de ces questions. L'entrepreneur de menuiserie, par exemple, doit déclarer s'il emploie des scies circulaires: c'est que l'emploi de cet engin élève la prime de 1 fr. 05 à 1 fr. 45 pour 100 francs de salaire. (Tarif du syndicat.)

34. — Le troisième chef des déclarations à faire a trait

au nombre des ouvriers. Combien le proposant emploie-t-il d'hommes, de femmes, d'apprentis? Y a-t-il des ouvriers logés, nourris, habillés? Y a-t-il des ouvriers à la tâche ou aux pièces, et surtout *quel est leur salaire?* On indiquera le salaire de chaque catégorie d'ouvriers, le salaire moyen ramené à une unité, par exemple, la journée de dix heures de travail. Le patron devra également déclarer la présence dans son établissement de personnes ne pouvant profiter de l'assurance à cause de leur âge ou de leurs infirmités (1).

35. — Le quatrième chef comprend des déclarations diverses. Existe-t-il dans l'usine une caisse de secours? Le patron a-t-il un médecin à proposer à la compagnie, Un hôpital est-il à proximité, à quel prix les personnes y sont-elles admises? Enfin une dernière déclaration très importante : *le proposant a-t-il été déjà assuré à une autre Société?* Et, dans ce cas, par quelle partie et pour quel motif le contrat a-t-il été résilié? On comprend tout l'intérêt de cette question, posée du reste à toute personne qui désire s'assurer et quelle que soit l'assurance. Elle protégera la compagnie contre le danger d'assumer de mauvais risques rejetés par les concurrents.

36. — Après avoir rempli ce questionnaire, le proposant affirme la véracité de ses déclarations : « Le soussigné déclare avoir répondu sincèrement aux questions posées dans la proposition et n'avoir rien caché qui puisse induire la compagnie en erreur : il déclare accepter formellement cette proposition comme base de l'assurance et déclare en outre avoir pris connaissance des conditions générales et notamment de la clause relative aux réticences. » J'ai tenu à insister sur la feuille de proposition pour montrer que dans ces conditions, les dispositions relatives aux réticences et fausses déclarations n'ont rien de rigoureux : l'attention

(1) Cf. nos observations et arrêt Grenoble, note 2, p. 3.

du patron est assez attirée sur tout ce qui intéresse l'assureur pour qu'on puisse le considérer comme en faute, non seulement s'il répond inexactement à l'une des questions posées, mais encore s'il néglige d'y donner une réponse.

37. — Le proposant indique ensuite les conditions particulières qu'il réclame, c'est-à-dire le taux des indemnités et les dérogations aux conditions générales. La proposition est revêtue de sa signature et de celle de l'agent qui négocie l'affaire, et soumise à la compagnie. Il faut se rappeler que la proposition ne fait que précéder le contrat, lequel n'est formé que par la police; celle-ci se suffit à elle-même, sauf au cas où la proposition y est annexée. En somme, la proposition ne sert qu'à ceci : permettre à la compagnie de vérifier si elle doit accepter le risque, et, d'autre part, bien préciser les déclarations faites par le preneur d'assurance. Ce dernier se verra opposer les réponses faites ou le silence gardé sur les questions posées dans ce document. Mais il pourra toujours établir qu'il a ultérieurement modifié ses déclarations ou les a complétées, la preuve sera alors à sa charge, et je suis presque tenté de dire que sa signature et la sorte de serment apposé au bas de la feuille de proposition le constitue de mauvaise foi pour le cas où, plus tard, une des affirmations y relatées se démontrerait fausse, ou bien une circonstance intéressante se révélerait, sur laquelle il aurait gardé le silence.

SECTION II

OBLIGATIONS DU PATRON AU COURS DU CONTRAT

38. — A) DE LA PRIME. — La compagnie, satisfaite des déclarations du proposant, l'a admis au nombre de ses assurés; le contrat est formé : quelles obligations

vont en découler? Le patron devra, en premier lieu, et c'est la plus importante des obligations qui pèsent sur lui, payer les primes promises. Remarquons que souvent le paiement de la première prime est exigé comme condition de la formation même du contrat.

Quel est le mode de fixation de la prime en matière d'assurances collectives, son mode de paiement et la sanction du défaut de paiement? Voilà les questions qui vont retenir notre attention.

39. — I. SON MODE DE FIXATION. — *Elle varie suivant les risques.* — D'après quelles règles la prime ou la cotisation est-elle fixée? Elle n'est pas fixée d'une manière invariable et varie suivant les risques de l'industrie, c'est-à-dire suivant la probabilité plus ou moins grande de sinistres pouvant la frapper pendant une période plus ou moins longue, généralement un an. On sait qu'un des principaux reproches adressés à la loi de 1868, est de demander la même prime, quelle que soit l'industrie. Le législateur, qui faisait avant tout une loi d'assistance, se soucia peu d'établir cette équation du risque et de la prime, dont l'absence, comme l'a très bien démontré M. Chauffton, doit conduire inévitablement à la ruine toute organisation d'assurances qui ne pourrait puiser dans le budget pour rétablir l'équilibre rompu. Il aurait dû d'abord faire dresser par les administrations publiques une statistique des accidents portant sur une période de temps assez longue pour donner une moyenne suffisamment exacte, puis la prime aurait été fixée d'après les éléments fournis par cette statistique. La loi, tout au contraire, fixa d'abord la prime à payer, et ensuite, dans un de ses derniers articles, chargea le gouvernement de faire dresser la statistique en question. Comme, dans le système adopté, elle ne pouvait être d'aucune utilité pour l'Etat, elle ne fut jamais dressée. Elle eût été bien utile aux compagnies, qui, réduites à leurs seules forces, firent

leurs statistiques elles-mêmes. Elles établirent une classification des industries, d'après les dangers plus ou moins grands qu'elles présentent, fort approximative au début, mais qu'elles modifièrent peu à peu, et d'une façon continue, d'après les données de leur propre expérience (1). C'est à l'aide de ces classifications des industries qu'elles purent composer leurs tarifs, en tenant compte d'une foule d'autres éléments sur lesquels je ne puis insister. Disons seulement que pour les industries les plus dangereuses, la prime n'est pas fixée par les tarifs, mais débattue de gré à gré, et que les statuts des compagnies leur interdisent absolument de prendre en charge certains risques (fabrique de poudres). Du reste, rappelons que les tarifs d'assurance ne peuvent être considérés comme une pollicitation faite à tout venant et liant la compagnie. Cette dernière reste toujours libre de refuser un assuré à cause du risque subjectif, et, *a fortiori*, elle peut exiger une surprime de tel ou tel industriel, à raison de circonstances particulières.

40. — *Tarif du syndicat.* — Les sociétés mutuelles ont conservé leurs tarifs particuliers. Au contraire, depuis 1881, les compagnies à primes fixes se sont syndiquées et ont adopté un tarif commun, dit : « Tarif du Syndicat. » Je ne puis entrer dans l'examen de ces tarifs, fort détaillés, où les industries sont rangées dans l'ordre alphabétique, et j'arrive au mode d'établissement de la prime ou de la cotisation de chacun des assurés.

41. — *Etablissement de la prime pour chaque assuré.* — Les statistiques ont donné pour chacune des industries un coefficient déterminé d'après les risques qu'elle présente, et pour obtenir la prime annuelle due par le souscripteur, il faut multiplier ce coefficient, cette *taxe*,

(1) Il va sans dire que ces modifications ne s'appliquent pas aux polices en cours. V. stat. Prés., 17.

par certains éléments, que l'on nomme *base de la prime* ou de la cotisation.

Les polices nous présentent, pour l'assurance collective, plusieurs bases de la prime ou de la cotisation. Tantôt elle impose à l'assuré le choix de telle ou telle base; tantôt, et c'est le cas le plus fréquent, elle lui laisse le choix (1).

42. — *Bases de la prime.* — a) *Décompte à forfait.* — La prime peut être décomptée soit à forfait, soit d'après le nombre de journées de travail ou d'après le montant des salaires, ou enfin à l'hectare; ce dernier mode, qui n'est usité, on le comprend, que dans les assurances agricoles, ne nous arrêtera pas.

Le décompte à forfait est le plus simple. Les compagnies ne l'admettent en général que pour les établissements où le travail régulier et continu n'exige qu'un nombre restreint de personnes.

On obtient la prime ou cotisation de l'année en multipliant par la taxe afférente à chaque industrie le nombre annuel des journées de travail ou le montant annuel également des salaires tels qu'ils résultent de la proposition. La prime est toujours payée d'avance; mais l'assureur se réserve le droit de faire trimestriellement rechercher par ses inspecteurs si le nombre de journées de travail effectuées, ou le total des salaires payés dans l'établissement, ne se trouve pas en fait supérieur à celui qui a été déclaré, auquel cas le patron devrait, en fin d'année, payer une prime supplémentaire.

43. — b) *Prime proportionnelle au nombre de journées de travail ou au montant des salaires.* — *Obligations du patron relatives à sa fixation.* — La prime peut être

(1) Pour tout ce qui concerne les primes : Abeille, 11, 12, 14; Caisse générale des Fam., 9 à 12; Caisse pat., 4 à 6; Compagnie générale, 6 à 8; Patrimoine, 5 à 7; Préservatrice (mutuelle), 14 à 16 et 20 à 24; Anon., 22 à 26; Prévoyance, 8, 9, 13; Providence, 4 à 7; Secours, 4 et 5; Urb. et Seine, 7 à 9; Zurich, 5.

fixée proportionnellement au nombre des journées de travail (de dix heures) ou bien au montant des salaires payés. Voici comment la compagnie peut arriver à connaître ces différents éléments.

Le patron doit d'abord inscrire régulièrement, jour par jour, sur un registre spécial tenu à cet effet, ou sur les feuilles de paie, carnets de chantier dont il fait usage, ou, d'une manière plus générale, sur ses livres, les nom, prénoms, âge, sexe, profession, domicile, de toutes les personnes travaillant pour son compte; la date de leur entrée et de leur sortie des ateliers, et, suivant la base adoptée, le nombre des journées de travail effectuées par chacun d'eux ou le montant des salaires qui leur ont été payés.

44. — En outre, le patron doit, après l'expiration de chaque trimestre de l'année, dans les dix ou quinze premiers jours du trimestre suivant, par exemple du 1^{er} au 10 ou 15 janvier, avril, juillet et octobre, faire parvenir à la société ou à son représentant local le relevé exact, fait dans les formes prescrites (les compagnies fournissent des imprimés à cet effet), du nombre de journées ou d'heures de travail effectuées, ou du montant total des salaires payés pendant le trimestre écoulé.

45. — *Contrôle des compagnies.* — Les compagnies, pour se prémunir contre les inexactitudes volontaires ou involontaires de leurs assurés, dans les déclarations qu'ils doivent effectuer, se réservent le droit de faire vérifier par leurs inspecteurs, quand il leur plaira, les livres et registres de l'assuré et de faire visiter les chantiers ou ateliers.

La sanction de toutes ces obligations est, suivant les cas, la déchéance ou la suspension de l'assurance.

46. — *Sanction des obligations du patron.* — *Déchéance; dans quel cas.* — L'assuré sera déchu, s'il n'a pas, volontairement ou par négligence, tenu les feuilles de paie, les livres et registres exigés par la compagnie,

et cela dans les formes mêmes prescrites par la police (1). Il sera déchu également, s'il refuse de les communiquer aux agents de la compagnie, s'il refuse d'une manière plus générale de se soumettre aux mesures de contrôle et de surveillance (2).

47. — Le patron sera également déchu, s'il a induit ou tenté d'induire la compagnie (les polices ajoutent souvent sciemment) en erreur sur l'importance et la composition de son personnel, et cela, par exemple en ne portant pas sur ses livres ou feuilles de paie toutes les personnes qu'il emploie. Les compagnies stipulent que les ouvriers ainsi omis n'ont droit à aucune indemnité. Rappelons seulement à ce sujet que nous n'étudions ici que les rapports de l'assureur et du souscripteur, et que nous réservons les droits du bénéficiaire. De même, déchéance du patron qui aurait induit ou tenté d'induire la compagnie en erreur sur le montant des journées de travail ou des salaires, notamment dans les déclarations trimestrielles (3).

48. — *Conséquences de la déchéance.* — Quelles sont les conséquences de cette déchéance, véritable pénalité

(1) Il appartient aux tribunaux de décider, dans chaque espèce, quelle est au juste l'étendue de l'obligation imposée au patron et si celui-ci a commis une négligence suffisante pour entraîner la déchéance. Cf. Dijon, 30 novembre 1883, p. 14, note 2.

(2) Rouen, 15 mars 1880. La Sauvegarde des travailleurs (mutuelle), c. Thomas, Journ. des Ass., 1885, 147 et Ricou, II, 1.

(3) Ces fraudes de patrons qui ont pour but de diminuer la prime à payer et de garder une partie des retenues opérées seraient, au dire des ouvriers, assez fréquentes, tout au moins dans les compagnies qui n'ont pas un contrôle sérieux. L'arrêt précité en offre un exemple frappant. Le défendeur, fabricant de produits chimiques à Paris, dissimula, en ne tenant pas les écritures exigées et en se refusant à tout contrôle, de 1870 à 1877, une somme de 711,000 fr. de salaires sur 1,850,000 fr. Il fut condamné, par jugement confirmé par la Cour, à rembourser les indemnités reçues et à payer 3,878 fr. de surprimes. Cf. Aix, 12 février 1884; R. P. 1884, p. 400 : Rousset et Carbonnel contre la Confiance. L'assuré dut payer 3,554 fr. de supplément de primes, correspondant à 141,000 fr. de salaires dissimulés, et rembourser 5,553 fr. de sinistres payés.

civile ? On peut les résumer ainsi, d'après les polices qui, du reste, ne font que reproduire une théorie devenue de droit commun en matière d'assurance : la compagnie se trouve déchargée de toutes ses obligations, tandis que le patron reste soumis à toutes les siennes. La compagnie est déchargée de ses obligations, non pas seulement pour l'avenir, mais rétroactivement, du jour où s'est produite la cause de déchéance : elle se fera restituer par le patron toutes les indemnités qu'elle aurait payées depuis cette époque, dans l'ignorance de la situation (1). D'autre part, l'assuré restant soumis à toutes ses obligations, la compagnie conserve toutes les primes touchées et a le droit de réclamer le paiement de toutes les primes échues et à échoir, non pas comme compensation des risques qu'elle ne court plus, mais à titre de dommages et intérêts fixés à forfait (2). Elle s'attribue en outre le droit de réclamer au patron une double prime sur les éléments dissimulés.

49. — *Suspension de l'assurance.* — Si le patron néglige seulement d'envoyer, dans le délai prescrit, le relevé trimestriel dont j'ai parlé, les polices stipulent que l'assurance sera suspendue de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure, du jour de l'expiration du délai jusqu'au lendemain, à midi, de l'arrivée à la compagnie de la pièce dont il s'agit. Les indemnités ne seront pas dues pour les accidents arrivés pendant cette période ; mais la compagnie n'en con-

(1) Pour échapper à cette déchéance, l'assuré ne peut exciper des visites et vérifications faites par la compagnie. Nous retrouverons cette clause.

(2) En l'absence de clauses que toutes les compagnies prennent soin d'inscrire pour toutes les causes de déchéance, elles auraient évidemment le droit au remboursement des indemnités versées, mais ne pourraient réclamer les primes à échoir, sauf à se faire attribuer des dommages et intérêts arbitrés par les tribunaux, conformément à l'art. 1184. Cf. Besançon, 1^{er} décembre 1884, Soleil, Séc. générale ; Pand. Franc., 85, 1, 233.

serve pas moins son droit aux primes, qu'elle établira d'office comme elle pourra.

D'autres fois, les compagnies mettent l'assuré en demeure, par une lettre recommandée dont l'arrivée fait courir un nouveau délai très court, de trois jours, et la suspension de l'assurance n'a lieu qu'à l'expiration de ces trois jours. Enfin, si le chef d'établissement laisse encore passer plus de quinze jours sans s'exécuter, la compagnie pourra résilier le contrat par lettre recommandée. Voilà, certes, une série de délais bien compliquée ; mais il ne faut pas s'en plaindre : cela montre que les compagnies tiennent à ne pas surprendre leurs assurés.

50. — II. PAIEMENT DE LA PRIME. — a) *Payable à l'avance*. — Nous arrivons maintenant au paiement de la prime ainsi décomptée d'après le nombre d'heures de travail ou le montant des salaires payés. Elle peut être stipulée payable d'avance ou à trimestre échu. Dans le premier cas, on l'établit provisoirement d'après les déclarations de la proposition, sauf à opérer, à la fin de l'année, un règlement définitif qui fera payer à l'assuré un supplément de primes, si les salaires ou journées de travail se trouvent avoir dépassé les prévisions ; la compagnie, dans le cas contraire, devra « faire ristourne » de la portion de prime perçue en trop ; elle n'y serait jamais tenue dans l'assurance à forfait.

51. — b) *Payable par trimestre échu*. — Lorsque la prime est payée par trimestre échu, la situation se liquide après l'envoi à la compagnie du relevé trimestriel, et c'est sur les données de cette pièce que la compagnie dresse sa quittance ; l'assuré doit venir la payer dans un délai déterminé, par exemple du 10 au 20, au siège social ou à l'agence locale. D'autres fois, la compagnie, moins exigeante, décide qu'elle fera toucher les quittances à domicile, par la poste notamment.

Si les sinistres sont survenus et ont été réglés

par le patron pendant ce trimestre, les quittances à lui délivrées par les ouvriers indemnisés seront, par une compensation naturelle, prises en paiement des primes par l'assureur ; le solde débiteur de ce compte sera payé en argent par l'assuré, qui pourra réclamer, s'il y a lieu, l'excédent des indemnités payées par lui sur les primes dues pour l'année. Cette obligation pour le patron d'avancer les indemnités n'est guère stipulée qu'en matière d'incapacité temporaire, comme nous le verrons, et les compagnies décident quelquefois qu'elles ne devraient rien si les sommes ainsi avancées dépassaient la prime due ; d'autres décident également qu'elles garderont le trop perçu, si les sinistres de toute nature du trimestre échu égalent ou dépassent les primes touchées.

J'ai expliqué ce mécanisme avec détails, d'abord parce qu'il est fort curieux, et ensuite parce que je pense que, dans une matière où le droit est dominé par le fait, cette pratique des compagnies d'assurance nous servira à déterminer les droits si controversés de l'ouvrier.

52. — *Délais de paiement et mise en demeure.* — Quelles sont les précautions prises par les assureurs pour obtenir un paiement régulier des primes ? Je dois dire que cette question irritante de la quérabilité ou de la portabilité des primes, ainsi que de la mise en demeure, ne présente guère, en notre matière, autant de difficultés qu'en matière d'assurance-incendie.

En effet, l'assuré a, pour payer la prime, un délai qui est, en général, de dix ou quinze jours ; il court de l'expiration du délai fixé pour l'envoi du relevé trimestriel, par exemple du 10 au 20, ou du 15 au 25 janvier ; ou bien, du jour de la remise de la quittance. S'il ne s'exécute pas dans les limites fixées, quelques compagnies stipulent encore que l'assuré, tenu de payer au siège social ou à l'agence locale, est mis en demeure

par l'arrivée du terme et que l'assurance est *ipso facto* suspendue (1).

53. — Au contraire, la plupart d'entre elles mettent leur débiteur en demeure de payer par une lettre recommandée qui tient lieu, de *convention expresse*, de la sommation de l'art. 1139. Elles font preuve de l'envoi de cette lettre recommandée par le récépissé de la poste et de son contenu par la présentation du livre à souche d'où la lettre est détachée.

L'envoi de cette lettre fait courir un nouveau délai très bref, de trois jours, à l'expiration duquel l'assurance est suspendue jusqu'au lendemain, à midi, du jour où toutes les primes arriérées auront été payées, ainsi que les frais de poursuite qui auraient pu être faits. Ces dernières clauses sont évidemment licites et ne peuvent devenir un piège pour l'assuré, comme les clauses de l'assurance-incendie (2).

Enfin, les compagnies se réservent le droit de résilier l'assurance de la même façon, par simple lettre recommandée et à l'expiration du même délai de trois jours.

54. — *Coût de la police et menus frais.* — Le patron ne doit pas seulement payer la prime, il doit payer, en outre, mais une fois pour toute la durée du contrat, le coût de la police, 3 à 5 francs ; quelquefois, des menus frais : exemple, des frais de répertoire, 1 franc ; le timbre d'abonnement (L. 29 décembre 1884) ; enfin,

(1) Avec cette clause, nous retombons dans la question de la prime, qui, de portable, peut devenir quérable par suite de l'habitude prise par la compagnie de la faire toucher à domicile. On en trouve un exemple dans l'arrêt de Paris, 21 août 1880 ; Ass. Franç. B. de M., II, 619.

(2) Cf. pour la validité de ces clauses : Civ. Seine, 9 octobre 1874, Mazout c. la Préservatrice ; Jur générale des Ass., III, 195. Trib. com. Seine, 21 oct. 1886 ; Journ. des Trib. de com., 1888, 111. Cass. Req., 9 février 1885, Soleil ; Gaz. Trib., 12 février. — Il est bien évident que la compagnie répond des accidents survenus entre l'échéance des primes et l'accomplissement de cette formalité. Paris, 3 janvier 1884 ; Gaz. Pal. Sup. I, 3 (incendie).

un droit d'admission à raison de tant par ouvrier.

55 — B) DÉCLARATIONS DES AGGRAVATIONS DE RISQUES. — L'obligation de payer les primes n'est pas la seule obligation qui incombe au patron pendant la durée du contrat. La compagnie lui impose certaines déclarations. Il doit dénoncer toutes les modifications dans les conditions de son industrie pouvant intéresser l'assureur. Ainsi, il devra aviser la compagnie, soit par lettre recommandée, soit par déclaration dans les bureaux et dont il sera donné récépissé, de toutes les modifications dans la construction ou l'agencement de l'usine, dans les modes d'exploitation, dans la composition du personnel, de nature à aggraver les risques. La compagnie ainsi prévenue fera vérifier et pourra, à son choix, modifier la base de la prime ou résilier l'assurance par lettre recommandée, ce qu'elle fera si l'assuré refuse de consentir à une augmentation. Dans ce cas, la compagnie gardera toutes les primes perçues et pourra réclamer les fractions de primes échues (1). Telles sont les clauses des polices ; la situation devrait être la même si les polices étaient muettes, car il est bien évident qu'il ne peut dépendre de la volonté d'une seule des parties de modifier les conditions de l'assurance.

56. — *Sanction du défaut de déclaration.* — Quelle est la sanction du défaut de déclaration ? Certaines compagnies, ne fixant aucun délai pour la faire, se contentent de décider que toute modification aggravant les risques suspend de plein droit l'assurance jusqu'au lendemain du jour où la compagnie aura opté pour la continuation

(1) Mais la compagnie reste tenue des sinistres arrivés depuis l'échéance de la prime jusqu'au jour où elle a dénoncé à l'assuré la résiliation. Cass. Req., 25 janvier 88 ; D., 1888, I, 432. Un jugement Trib. civil Seine, 11 juillet 1885 ; Ricou, II, 157, considère que le risque se trouve modifié par un contrat par lequel le patron prend la responsabilité d'actes d'ouvriers autres que les siens ; le défaut de déclaration annule l'assurance.

du contrat par un avenant. Je crois qu'il ne faut pas prendre ces mots à la lettre ; sans doute, si l'assuré ne fait aucune déclaration, il n'aura droit, en cas d'accident, à aucune indemnité ; mais s'il fait sa déclaration, nous accorderons à la compagnie, à courir de ce jour, un délai moral suffisant pour qu'elle puisse prendre parti et pendant lequel l'assurance sera suspendue ; mais elle ne pourra pas, si un sinistre survient plus tard, se prévaloir, pour en refuser le règlement, de sa propre négligence, et son silence devra, dès lors, la faire considérer comme ayant opté pour la continuation, tant qu'elle n'aura pas usé de la faculté de résilier.

57. — D'autres compagnies donnent pour cette déclaration un délai très bref (huit jours). Si l'assuré fait sa déclaration dans ce délai, il est évident qu'il sera garanti contre tout accident survenu après l'aggravation de risques, fût-il même antérieur à cette déclaration, de même que contre tous ceux qui pourront survenir jusqu'au jour où il aura reçu la lettre par laquelle la compagnie déclare résilier le contrat.

S'il ne fait pas la déclaration dans les huit jours, l'assurance sera suspendue, et si un sinistre survient, la compagnie ne devra rien ; mais si la déclaration, fût-elle tardive, a été acceptée sans protestation, elle ne pourra se refuser à garantir l'assuré contre tout accident ultérieur.

58. — Les compagnies stipulent bien que l'assurance est suspendue jusqu'au lendemain de la signature de l'avenant ; la jurisprudence répond que la rédaction de l'avenant étant l'œuvre de la compagnie, le retard qu'elle a mis à le faire ne peut être invoqué par elle à sa décharge ⁽¹⁾.

59. — *Quels faits sont à déclarer ?* — En somme, les faits sur lesquels l'assuré doit, en cas de modification,

(1) Com. Marseille, 1^{er} mai 1885 ; Rec. de Mars., 1885, 172.

renseigner la compagnie sont ceux-là mêmes qu'il a dû déclarer dans la proposition.

Ainsi, d'après la Préservatrice, « le sociétaire qui embauche des ouvriers âgés de plus de soixante-dix ans, ou atteints d'infirmités permanentes affaiblissant la vue ou causant une gêne dans le fonctionnement normal d'un bras ou d'une jambe, doit informer la société, pour qu'elle puisse les faire examiner par un médecin, et, sur le vu du rapport, fixer la cotisation supplémentaire à laquelle les ouvriers doivent être soumis, ou, à son choix, les exclure de l'assurance.

De même nous avons vu qu'il doit déclarer, lors de la formation du contrat, toute assurance antérieure. Eh bien ! il devra, d'après certaines polices, s'il prétend, au cours de son contrat, s'assurer à une autre société, s'y faire autoriser par la compagnie à laquelle il est déjà lié. S'il ne le fait pas, il sera déchu tantôt de la moitié, tantôt de la totalité de l'indemnité (1). Enfin, les compagnies qui se réservent le droit de résilier la police en cas de faillite exigent qu'on leur en fasse la déclaration, sinon elles prétendent ne pas être responsables des accidents survenus. Depuis, la jurisprudence a eu à interpréter cette clause : elle a d'abord admis que le syndic devait avoir, pour faire la déclaration, un délai moral suffisant (2) et, en outre, que la compagnie ne pouvait se prévaloir de la déchéance que si elle optait pour la résiliation, s'en étant réservé le droit ; non si elle continuait l'assurance (3). Enfin les tribunaux ne reconnaissent à la compagnie droit aux primes échues depuis la faillite que si elle a fait connaître au syndic son intention de maintenir l'assurance.

(1) Cass., 17 janvier 88 ; Loi du 18. La Cour d'appel peut, par appréciation souveraine du fait, juger que cette clause s'applique au renouvellement des assurances déjà dénoncées.

(2) Cass., 4 février 1884 ; S. 85, I, 120.

(3) Trib. com. Seine, 13 mai 82 ; G. P., 83, I, 165.

SECTION III

OBLIGATIONS DU PATRON APRÈS L'ARRIVÉE DU SINISTRE

60. — *Déclaration des accidents.* — L'accident est arrivé; comment le patron mettra-t-il en jeu son droit à indemnité? Quelles sont les formalités relatives à la déclaration et à la constatation des sinistres (1)?

Les polices imposent d'abord aux souscripteurs l'obligation d'aviser les compagnies des accidents, dans un délai très bref: quelquefois quatre jours, le plus souvent deux. L'industriel fait cette déclaration au moyen d'une lettre imprimée, dont il remplit les blancs, et qui est détachée d'un registre à souches fourni par l'assureur et appelé registre des déclarations. On comprend quels doivent être les éléments de cette déclaration: le nom, domicile du blessé, l'indication sommaire des circonstances de l'accident, ses suites probables, autant du moins qu'il est possible de les prévoir. Cette lettre est remise ou envoyée au siège social ou au bureau de l'agent local, et il en est délivré récépissé. Quelques polices exigent que, pour les accidents graves et notamment ceux ayant entraîné la mort, l'administration centrale soit toujours prévenue directement et par la voie la plus rapide (le télégraphe au besoin).

61. — *Constatation des sinistres.* — Les compagnies édictent un certain nombre de dispositions ayant pour

(1) Cf. sur tous ces points: Abeille, 15. Caisse générale des Fam., 14. Caisse pat., 10. Fr. industrielle, 6. Cl^e générale, 13 et 14. Patrim., 8. Préserv. mutuelle, 31 à 34. Ano., 14 à 16. Prévoy., 10 et 11. Provid., 7 à 9. Secours, 6 à 8. Urb. et S., 10 et 11. Zurich, 6. Les polices stipulent quelquefois l'obligation de recourir immédiatement aux soins d'un médecin: le patron ne doit pas, au détriment de la compagnie, laisser empirer la situation du blessé.

but de contrôler les déclarations de l'assuré et déterminer la gravité de l'accident, ses suites probables. Les polices nous disent que les sinistres sont constatés au nom de la compagnie par un inspecteur ou par un médecin, ce qui est le cas le plus fréquent. Cela suppose que la société a un médecin attitré dans la localité, ou qu'elle a agréé le médecin à elle désigné par le chef d'industrie. Dans ces conditions, le souscripteur avisera ce médecin dans le délai donné pour faire la déclaration à la compagnie, ou dans un délai plus bref encore (vingt-quatre heures), et de la même façon : un imprimé est détaché du registre à souches dont nous avons parlé, et qui se trouve, comme certains registres de la poste (articles d'argent), avoir trois parties : la souche, la déclaration à la compagnie et l'avis au médecin. Si l'ouvrier est hors d'état de marcher, cet avis sera envoyé « par la voie la plus rapide, » et le médecin de la compagnie ira le visiter à domicile. S'il peut marcher, il le portera lui-même en se rendant à la consultation, aux jour et heure indiqués d'avance. Le médecin dressera son procès verbal et l'adressera directement à l'assureur.

62. — Si ce dernier n'a pas de médecin dans la localité, le patron fera constater le sinistre, sa gravité, ses suites probables, par un médecin de son choix ⁽¹⁾ ; le procès verbal qu'il dressera, légalisé par le maire ou le commissaire de police, sera envoyé à la société avec toutes les pièces justificatives, dans un délai bien plus long, car il va jusqu'à trois mois.

L'assuré ou le bénéficiaire peuvent contester les conclusions du médecin de l'assureur. Ils peuvent alors faire dresser procès verbal par un autre médecin ; mais ce sera à leurs frais. Si les deux médecins sont en désac-

(1) Les polices stipulent que l'assuré recevra de la compagnie, dans ce cas, une somme de six francs par constatation. Le patron doit, du reste, envoyer en outre « toutes pièces justificatives, » notamment l'acte de décès.

cord dans les conclusions, l'affaire sera élucidée par un troisième médecin *payé à frais communs* et désigné, soit amiablement, soit, disent les polices, par le président du tribunal civil. On voit comment tout a été prévu et réglé minutieusement.

63. — *Sanctions.* — Quelle sanction est attachée à toutes ces dispositions ? Elle est fort rigoureuse. C'est la déchéance prononcée pour le moindre manquement ou retard dans l'accomplissement de ces formalités.

Mais les tribunaux, souvent appelés à apprécier les clauses de ce genre, en ont donné une interprétation qui en adoucit fort la rigueur. Ils partent de l'idée que les polices, étant l'œuvre de la compagnie, doivent être interprétées contre elles ; ils posent un principe que nous admettons également, à savoir qu'une déchéance suppose toujours une faute. Ainsi, faisant l'application de cette double idée, la jurisprudence a décidé, en ce qui concerne la déclaration à faire dans les quarante-huit heures, que cette clause est bien licite et obligatoire, mais qu'elle ne serait pas une fin de non recevoir absolue contre une demande d'indemnité, si la déchéance n'y a pas été expressément attachée : « Il suffit que la déclaration soit faite dans un temps assez voisin de l'accident pour que la compagnie en puisse contrôler les circonstances (1). » De même, si l'envoi de pièces justificatives dans un certain délai n'est pas prescrit à peine de déchéance, il pourra être utilement fait à toute époque.

64. — Mais, supposons que la déchéance soit formelle-

(1) Trib. civ. Seine, 27 février 1886 ; Loi 2 juillet. Il est à remarquer que quelques compagnies, tout en prescrivant la déclaration dans les quarante-huit heures, n'attachent la déchéance qu'à un silence de huit ou même de quinze jours. D'autres décident que si l'accident a été dénoncé dans les quarante-huit heures, le droit à l'indemnité court du lendemain du sinistre ; dans le cas contraire, il court du lendemain de la déclaration.

ment stipulée, et c'est le cas le plus fréquent. La jurisprudence décide qu'on ne doit pas l'appliquer trop à la lettre. « Une sanction si rigoureuse ne pourrait être stipulée que comme la peine d'une faute commise, à moins de constituer pour la compagnie un pacte léonin. » Les tribunaux recherchent donc dans chaque espèce si l'assuré a commis une faute; ils refuseront d'appliquer la déchéance au cas où il aura été empêché de remplir la formalité par un événement de force majeure. La force majeure est du reste prévue par la plupart des polices⁽¹⁾.

Ils s'y refuseront également, au cas où le caractère de gravité de l'accident n'est pas apparu tout d'abord : le patron ne sera tenu de faire sa déclaration que du jour où « le mal causé par l'accident s'est révélé par des signes appréciables ⁽²⁾. »

65. — Il se peut, enfin, que le patron n'ait pas connu immédiatement l'accident. Je crois qu'il faut distinguer : les conditions de travail de l'ouvrier étaient telles que le patron n'aurait pu avoir connaissance du fait s'il n'en avait été avisé par la victime ou sa famille, les témoins du fait ou l'autorité publique. L'ouvrier, régulièrement détaché, loin du chantier principal ou de l'atelier, pour un travail spécial, a été tué ; la police n'a prévenu le patron et la famille de l'ouvrier que le troisième ou le quatrième jour : quelle faute peut-on leur reprocher ? Aussi, je crois que dans ces conditions, toutes particulières, du reste, le délai ne courra que du jour de la connaissance acquise par le souscripteur de la police. Il en serait tout autrement, au cas où le retard

(1) Quelques-unes cependant se contentent d'allonger le délai, le portant à quinze jours ; ce délai sera le plus souvent suffisant ; il pourrait pourtant ne pas l'être : les tribunaux auront à l'apprécier.

(2) Trib. Civ. Lyon, 8 déc. 1869 ; veuve Dechance c. Séc. générale ; D., 70, III, 63 ; B. de M., III, 148. Il s'agissait de lésions internes résultant d'une chute ; l'ouvrier avait continué son travail quelques jours.

serait dû à la négligence mise par la victime, ou un contre-maître, ou les camarades d'atelier à prévenir le chef d'industrie. Ce dernier est responsable de cette faute de ses préposés, il aurait dû leur donner des ordres en conséquence. De même, il encourrait la déchéance si le retard dans la déclaration ou les constatations venait de ce qu'il s'était absenté sans avoir pris les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la police pendant la durée de son absence.

66. — La jurisprudence va, du reste, plus loin encore dans cette voie; elle considère que « les tribunaux ont un pouvoir souverain pour proroger, dans les limites jugées par eux nécessaires, les délais impartis par les polices pour ces déclarations (1). » Ils refuseront d'appliquer la déchéance, s'ils « jugent que le délai imparti est insuffisant, impraticable. » C'est toujours l'application de la même idée, fort juste, du reste, qu'une déchéance ne peut être prononcée que pour une faute.

67. — *Réticences.* — La théorie de la réticence trouve encore ici son application. Les polices stipulent la déchéance de tout assuré qui aura tenté d'exagérer, aux yeux de la compagnie, les conséquences du sinistre pour obtenir une indemnité plus forte, de même qu'elles stipulent la déchéance lorsqu'il diminue l'opinion du risque pour payer une prime moindre. Il n'y a là qu'une application des principes généraux en matière d'assurance, et nous ne nous y arrêterons pas.

68. — *Déclaration des actions que les accidents font naître.* — *Renvoi.* — Le patron doit dénoncer à son assureur non seulement les accidents, mais encore les actions que ces accidents font naître contre lui de la part de l'ouvrier. Cette clause se trouve dans toutes les polices; elle se conçoit, la compagnie se réservant de

(1) Douai, 23 août 1883; Le Monde c. Candrelhier; R. P., 84, p. 90. Il s'agit d'une assurance individuelle; mais la portée des termes est générale.

diriger les procès au nom du souscripteur. Cette clause, nous la retrouverons également dans l'assurance de responsabilité, où elle présente toute son utilité, et nous lui donnons alors tous les développements nécessaires.

69. — *Obligation du patron de transmettre à l'ouvrier le bénéfice de l'assurance.* — Nous arrivons à la dernière obligation de l'assuré vis-à-vis de la compagnie. Il doit transmettre intégralement, à la victime de l'accident, le bénéfice de son contrat. Nous étudierons longuement les obligations du patron à l'égard de ses ouvriers. Mais je crois bon d'en dire ici un mot, en me plaçant au point de vue qui nous occupe, c'est-à-dire dans les rapports des deux contractants qui ont signé la police. Bien que la compagnie se refuse à voir dans la victime un créancier direct, elle la considère comme devant être, en dernière analyse, le bénéficiaire de l'assurance. C'est à elle que l'indemnité doit, en définitive, parvenir. Si le patron est le créancier de l'assureur, ce n'est qu'à la seule condition qu'il fera profiter l'ouvrier de sa créance, et l'ouvrier exclusivement. Il ne peut toucher l'indemnité qu'à la charge de la transmettre intégralement à la victime. Aussi, pour éviter que ces deniers, confondus dans la caisse de l'industriel, ne servent à désintéresser d'autres créanciers qui voudraient y prendre part par voie de contribution, la compagnie décide qu'elle ne s'en dessaisira que par un paiement fait à la victime même ou à ses ayants droit. Le patron a-t-il déjà payé l'indemnité, la compagnie lui remboursera la somme effectivement versée, « elle prendra en paiement des primes les quittances des victimes. » On voit donc que l'on peut, jusqu'à un certain point, dire que le patron est *obligé, envers la compagnie*, à faire parvenir à la victime le bénéfice de l'assurance.

CHAPITRE III

DES OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE ENVERS LE SOUSCRIPTEUR DE LA POLICE. — DES INDEMNITÉS

70. — I. DU MODE DE FIXATION DES INDEMNITÉS. — A quoi s'engage la compagnie? A payer les indemnités promises. N'assume-t-elle pas, en outre, l'obligation de défendre, au nom de l'assuré, aux procès intentés contre ce dernier par les ouvriers? C'est ce qu'on a prétendu induire des clauses qui interdisent à l'industriel de plaider et transiger sans l'autorisation de l'assureur. Nous avons renvoyé l'examen de cette stipulation à la dernière partie de cet ouvrage (n°). Aussi, nous nous bornerons, pour le moment, à l'étude de l'indemnité, à sa fixation, à son mode de paiement (1).

Les compagnies garantissent à la victime de l'accident, ou à ses ayants droit limitativement déterminés, comme nous le verrons plus tard, un capital en cas de mort, un capital ou une rente annuelle et viagère en cas d'infirmité, cette rente variable suivant le degré d'infirmité, et enfin une indemnité quotidienne en cas d'incapacité temporaire de travail.

71. — *Classification des accidents.* — Les infirmités résultant d'accident sont classées par les compagnies,

(1) Consulter, pour tout ce qui concerne l'indemnité, les dispositions suivantes que je résume au texte : Abeille, 2, 3, 5, 6, 16 à 18. Caisse générale Fam., 1, 2, 3, 6, 15 à 20. Caisse pat., 11 à 14. Compagnie génér., 3, 15. Patrimoine, 2, 3, 9, 10, 11, 14. Préserv. mutuelle, 6, 33, 36. Ano., 4 à 9, 14 à 20. Prévoy., 2 à 5. Provid., 10 à 15. Secours, 2, 11 et 12. Urb. et Seine, 2 et 3, 12 à 14. Zurich, 7 et 8.

le plus souvent, en trois catégories, par ordre décroissant d'importance.

1. — Infirmités du *premier degré* : celles entraînant « une *incapacité permanente*, totale et absolue de tout travail, » et les polices donnent comme exemples la perte des deux yeux, des deux bras ou des deux mains, des deux jambes, d'un bras et d'une jambe, et tous autres cas assimilables.

2. — Infirmités du *second degré* : celles entraînant « une incapacité permanente totale et relative, » c'est-à-dire « *impossibilité complète et irrévocable*, tout en permettant à la victime de se livrer à d'autres occupations, d'exercer sa profession habituelle. » Exemple : perte de l'œil droit, du pouce ou de trois doigts de la main droite, d'un bras, d'une jambe, et de tous les cas de même nature.

3. — Infirmités du *troisième degré* : celles entraînant une incapacité *permanente et partielle* « diminuant notablement et pour toujours la valeur du travail professionnel » (perte de l'œil gauche, du pouce ou de trois doigts de la main gauche, d'un pied ou de l'usage de ces organes, et tous les accidents de pareille gravité.

72. — Cette classification, dont les termes sont empruntés principalement à la police de la compagnie la Seine, se retrouve dans toutes les autres polices, sous les réserves suivantes : d'abord, quelques-unes confondent le second et le troisième degré. D'autres, au lieu de donner des formules générales, se bornent à des énumérations qui n'ont, du reste, rien de limitatif, vu qu'elles sont toujours terminées d'une sorte d'*et cætera*. Je ne puis relever tous ces exemples, qui donnent au contrat d'assurance-accidents l'apparence bizarre de ces tarifs de Wergheld, que nous trouvons dans les lois de l'époque franque. Remarquons, et nous terminerons là nos observations, que la même blessure figure, selon les compagnies, dans l'une ou l'autre des trois catégories.

Ainsi, le plus souvent, la perte d'un œil ou d'un pouce rentre dans le troisième degré d'infirmité; mais quelques polices font, par exception, rentrer dans le second la perte de l'œil droit ou du pouce de la main droite.

73. — Quoi qu'il en soit de ces énumérations, il est bien évident que toutes les variétés d'accidents ne peuvent y avoir été prévues; aussi aura-t-on souvent à se demander dans quelle catégorie doit rentrer le sinistre survenu. On résoudra cette question à l'amiable, en s'appuyant, par analogie, sur les exemples cités. Certaines polices, plus prévoyantes, décident qu'en ce cas on devra recourir à une expertise dont les frais seront supportés par les deux parties. Enfin, si l'on ne peut se mettre d'accord, les tribunaux trancheront la difficulté en s'entourant de tous les renseignements nécessaires, et, notamment, de l'avis des hommes de l'art, et cela par une souveraine interprétation de la volonté des parties (1).

74. — Mais il est bien évident que si les tribunaux ont

(1) Cf. Cass. C., 23 janvier 1882; B. de M., I, 274. Lorsque l'arrêt de la Cour d'appel décide en fait que « de l'accident résulte pour l'ouvrier blessé une infirmité qui, d'après les constatations médicales, ne disparaîtra pas, » il constate par cela même l'existence d'une incapacité partielle et permanente. C^{ie} Ass. Française c. Monin et Nonidi.

Voici quelques décisions d'espèce. — I. La Cour de Grenoble, 20 août 1869; B. de M., II, 372, considère la perte du pouce droit comme une « infirmité permanente, mettant l'ouvrier hors d'état de gagner un salaire normal. » — II. Equivaut à la perte des deux bras et rentrent dans la 1^{re} catégorie, la perte du bras droit et la survenance d'un kyste à la main gauche : Trib. Corbeil, 4 mars 1882; Launeray, Gaz. des Trib. du 8 mars. — III. Constitue une incapacité totale et permanente, la perte du bras droit : Dijon, 27 mars 1882. — IV. Rentre dans le 3^e degré la luxation du coude gauche, bien que réduite : Trib. com. Seine, 9 août 1884, Delort c. France Ind. — V. La perte d'une main n'entraîne pas une incapacité permanente totale absolue (1^{er} degré) : Trib. civil de Montluçon, 13 mars 1885, Bourlier c. la Providence; Rec. Pér., 85, 174; la victime était un ouvrier charpentier, la Compagnie lui offrait l'indemnité du second degré (5,000 fr.). — VI. Equivaut à la perte d'un membre la perte de l'usage de ce membre sans amputation : Trib. civil Lyon, 17 février 1886; Mon. Lyon, 12 avril.

le pouvoir d'interpréter les clauses du contrat, ils ne peuvent en modifier la portée. Il leur est notamment interdit d'étendre l'assurance à des risques autres que ceux qui ont été spécifiés. Il n'est pas rare que les parties ne stipulent d'indemnités qu'au cas de mort et d'infirmité des deux premiers degrés; dans ce cas, elles excluent par cela même les accidents entraînant une incapacité partielle de travail. Souvent encore, il arrive que l'on ne stipule et promet d'indemnités qu'au cas de mort ou d'infirmités. L'exclusion des cas d'incapacité temporaire amène une diminution fort sensible de la prime. Ainsi, par exemple (tarif de la Préservatrice), la limitation de l'assurance aux accidents graves fait tomber la cotisation de 0 fr. 70 à 0 fr. 40 par 100 francs de salaire pour les maçons. Il est bien évident que, dans ce cas, le tribunal doit faire exécuter le contrat tel qu'il a été passé (1), et repousser toute demande basée sur un accident ne rentrant pas dans une des catégories prévues.

75. — Malheureusement, si l'application de ce principe général en matière d'assurance ne fait pas de difficultés à ce point de vue, il n'en est pas de même dans une autre question plus délicate. Lorsqu'un accident ne rentre pas dans les catégories de la police, le tribunal peut-il créer une catégorie intermédiaire entre deux des degrés prévus pour y faire rentrer le sinistre sur lequel il statue? Je ne le crois pas. Le tribunal, en agissant ainsi, n'interprète plus le contrat, mais le modifie; il viole l'art. 1134. Tout son pouvoir consiste à décider souverainement que le sinistre est de telle ou telle classe. La

(1) Cf., pour le principe général : Douai, 19 février 1848; Trib. civ. Seine, 1^{er} mars 1864, *id.* 6 juillet 1865; Jur. générale, II, 86, III, 103 et 118, et pour l'application à l'ass.-acc. : Trib. civil Seine, 28 juin 1883, Kempf c. le Monde (assur. restreinte à l'incapacité totale); Rec. Pér., 83, 211).

jurisprudence a malheureusement une tendance contraire (1).

76. — *Des indemnités en cas de mort (capital).* — Quelques observations sont nécessaires sur les indemnités. L'indemnité en cas de mort est toujours un capital. Ce capital, fixé aux conditions particulières (1,000 fr. le plus souvent), est attribué à certaines personnes limitativement indiquées, ainsi que nous le verrons plus tard. Si le sinistré ne laisse aucun de ces parents, la compagnie se trouve libérée; elle s'engage seulement, d'après certaines polices, à payer les frais d'enterrement, et jusqu'à concurrence d'un dixième du capital assuré. L'indemnité est due, lisons-nous dans certains contrats, non seulement si la mort est la suite immédiate de l'accident, mais encore si elle survient dans le délai d'un an, de six mois ou de trois mois. Nous aurons, du reste, à revenir là-dessus.

77. — *En cas d'infirmités (capital ou rente viagère.)* — En cas d'infirmités, on stipule soit un capital, soit une rente viagère. Si c'est un capital, il est souvent fixé à forfait. Nous ferons simplement observer que le capital indiqué pour le premier degré d'infirmités est en général aussi élevé, quelquefois même plus élevé que celui

(1) La Cour d'Aix, 28 nov. 1868 (Mon. des Ass., 1859, p. 437), Société mut. d'ass. agricole c. Minotello, reconnaît aux tribunaux le droit de réduire la rente stipulée en cas d'infirmités permanentes, quand « l'assuré peut encore se livrer à un travail léger. » Le Trib. de Versailles, 19 janvier 83; Gaz. du Palais, 83, I, 387, Préservatrice c. Wormser, décide que l'accident survenu n'étant qu'une partie seulement de la cause de la maladie donnant droit à l'indemnité, il n'y a pas lieu d'allouer la totalité de la somme assurée. La Cour de Lyon, 3 février 1886 (Mon. de Lyon), décide « qu'au cas où un accident ne rentre pas dans une des catégories de la police, qui prévoit divers cas, les uns plus graves, les autres moins graves, les tribunaux peuvent créer une situation intermédiaire, en réduisant proportionnellement l'indemnité supérieure, et l'approprier équitablement à l'état de dépréciation dans lequel se trouve la victime. » Ce dernier arrêt est plus grave que les deux décisions précédentes; car au lieu de donner des solutions d'espèces, il pose un principe général qu'il est impossible d'admettre.

promis en cas de mort (1,200 fr. au lieu de 1,000 fr., par exemple.) Il va sans dire que l'infirmité du second degré donne droit à un capital plus faible, et celle du troisième degré à un capital plus faible encore. La décroissance est du reste fort régulière ; elle est proportionnelle aux chiffres 3, 2 et 1. Ainsi, on stipulera, en cas de mort, une somme de ; la même somme en cas d'infirmités du premier degré ; les deux tiers et le tiers de cette somme pour les infirmités du second et du dernier degré.

78. — Parfois, la compagnie garantit, au lieu d'une somme fixée d'avance en francs, une somme dont les éléments seuls sont fixés et que l'on calculera pour chaque victime. « Il sera payé une somme égale à 400, 300 ou 200 fois le salaire quotidien. » On appelle salaire quotidien le salaire d'une journée de travail de dix heures. Il est facile de savoir ce qu'a gagné l'ouvrier victime de l'accident, s'il était payé à la journée ou à l'heure. On établira, nous disent les polices qui emploient ce procédé, le gain moyen de l'ouvrier d'après les salaires touchés dans le dernier mois ou dans les six mois qui ont précédé l'accident. Si l'ouvrier est employé à la tâche ou aux pièces, on considérera le salaire quotidien comme égal à la vingt-cinquième ou à la trentième partie de la somme totale de salaires touchés par lui pendant la même période. On ne fera jamais entrer dans le calcul du salaire, pas plus pour les indemnités que pour les primes, ce que les ouvriers reçoivent en nature ; exemple, le charbon qu'ils reçoivent dans les mines, ni même la valeur du logement qui leur est fourni dans l'usine.

79. — Les polices réservent, en général, aux compagnies la faculté de transformer le capital promis, en cas d'infirmités, en une rente viagère calculée sur l'âge de la victime, mais seulement au cas où cette dernière aurait, au jour de l'accident, plus de soixante ans.

80. — Le plus souvent, l'indemnité promise en cas d'invalidité consiste en une *rente viagère*. Dans cette hypothèse, la compagnie se réserve quelquefois le droit de faire une transformation inverse de celle que nous venons de voir. On lit dans quelques polices : « L'assureur pourra à toute époque éteindre la rente viagère par le paiement immédiat de dix annuités. » Du reste, cette transformation pourra être faite d'accord entre toutes les parties. Certaines polices prennent la peine de le dire ; c'était inutile, en ce sens qu'il est bien évident que l'assureur aurait pu, même sans cette clause, éteindre ainsi sa dette avec le consentement du souscripteur et de l'ouvrier ; on doit donc l'entendre en ce sens, que la compagnie est *a priori* disposée à débattre des propositions de ce genre. Cette conversion est, du reste, facile avec les tables de survie des compagnies ; mais elles ne se servent pas des tables de mortalité dressées pour l'assurance-vie et relatives à des gens bien portants, car la mortalité est évidemment plus forte pour les personnes infirmes.

81. — La rente viagère à payer annuellement à la victime de l'accident est souvent fixée à forfait, par la police, aux conditions particulières. Ainsi, les rentes généralement promises par la compagnie la Préservatrice sont de 300 fr., 200 fr. et 100 fr. D'autres fois, et je ne trouve ce système que dans la compagnie suisse la Zurich, la rente viagère varie suivant l'âge de la victime. Voici par quel mécanisme ingénieux. On fixe aux conditions particulières le capital dû en cas de mort, soit 2,000 fr. On décide que la victime aura droit, en cas d'infirmité du premier degré, à une rente viagère calculée sur ce capital assuré ; en cas d'infirmité du second ou du troisième degré, la moitié ou le quart de cette rente. Un tableau annexé à la police permet de faire le calcul indiqué. Ainsi, on y voit que l'ouvrier atteint d'une infirmité du premier degré, s'il a été blessé

à 15 ans, aura droit à une rente viagère égale à 51.31 %₀ du capital, soit 102 fr. 62.

A 25 ans,	55.35 % ₀ du même capital, soit	110 ^r	70
A 35 ans,	61.57	—	123 14
A 45 ans,	72.28	—	144 56
A 55 ans,	92.68	—	195 36
A 65 ans,	132.37	—	264 74
A 70 ans,	164.07	—	328 14

Le principal défaut de ce procédé de calcul est d'être trop compliqué. Il vaut beaucoup mieux indiquer une rente ferme, si je puis m'exprimer ainsi, dont on portera le chiffre au règlement de chantier; on évitera bien mieux les discussions avec les ouvriers, qui sont toujours si disposés à se croire « volés » par la compagnie et leur patron et à réclamer plus qu'il ne leur est dû. Du reste, remarquons qu'avec ce système, les indemnités pour infirmités sont trop faibles par rapport à celles dues en cas de mort; ce qui importe surtout, à notre avis, c'est que la rente faite à l'ouvrier encore vivant, mais impotent, ne soit pas dérisoire; l'indemnité pour le cas où l'ouvrier est tué a, croyons-nous, moins d'importance.

82. — *En cas d'incapacité temporaire de travail.* — *Allocation quotidienne.* — Au cas où l'accident n'a entraîné qu'une *incapacité temporaire* de travail, l'assureur paie à l'ouvrier une « allocation quotidienne. » Elle est fixée à forfait, aux conditions particulières, et, dans ce cas, elle est, en général, de 2 fr., 2 fr. 50 ou 3 fr. Quelquefois, elle est fixée proportionnellement au salaire quotidien; elle sera de la moitié de ce salaire, avec un maximum de 5 fr. Elle n'est due, nous disent toutes les polices, qu'à partir du troisième jour qui suivra l'accident ou la déclaration de cet accident, si elle a été faite hors des délais fixés, ainsi que nous l'avons déjà vu. Elle n'est, dans la plupart des campagnes, payée

intégralement que pendant les quatre-vingt-dix premiers jours, puis réduite de moitié. Ainsi réduite, elle courra encore, soit jusqu'à la guérison, soit, ce qui est le plus fréquent, jusqu'au cent quatre-vingtième jour, à l'expiration duquel elle prendra fin. Quelques polices, plus favorables, se contentent de dire que la compagnie pourra postérieurement se borner à servir la rente viagère due en cas d'infirmité.

Remarquons encore quelques clauses. On lit parfois dans les polices que l'allocation sera réduite de moitié dès le début, si l'ouvrier peut encore se livrer à un travail quelconque. Enfin, on voit stipulé également que toutes les allocations pour incapacités temporaires, allouées à un ouvrier en une seule année, ne pourront dépasser le salaire de cent cinquante jours de travail.

83. — *Observations générales.* — J'ai cru devoir insister sur tous ces détails, pour montrer comment l'industrie privée est arrivée à résoudre le problème actuellement posé devant le législateur. J'appelle, en terminant, l'attention sur deux traits caractérisant pour moi tout ce système : d'abord l'extrême souci de déterminer par le détail les solutions pour chaque situation se présentant en pratique ; en second lieu, et ceci est inspiré par la même idée, à savoir éviter les procès, la fixation à un chiffre invariable de la dette de la compagnie, dans chacune des hypothèses. La loi votée à la Chambre en juillet 1888 décide que l'ouvrier aura droit à une indemnité variant entre le tiers ou les deux tiers du salaire annuel. Si les polices, procédant de la même façon, fixaient pour le troisième degré d'infirmité, par exemple, un maximum et un minimum, cette disposition serait féconde en procès, l'ouvrier réclamerait toujours le maximum, et la compagnie serait souvent tentée de n'offrir que le minimum.

84. — L'assureur ne doit, en somme, jamais que les indemnités, soit capitaux, soit rentes, qu'il a promises.

Ainsi, par exemple, en ce qui concerne les frais de médecin ou de médicaments, les polices sont très explicites. Si la compagnie fait constater le sinistre par son médecin, elle ne réclamera rien au patron, cela va sans dire. Si la constatation a été faite par un médecin étranger, faute par l'assureur d'avoir dans la localité un médecin attitré, il sera remboursé au souscripteur une somme fixe de six francs pour tous frais. De même, si la compagnie exige que l'ouvrier reçoive les soins du médecin qu'elle désigne, ce médecin recevra d'elle ses honoraires. Mais les polices stipulent expressément que l'assureur ne devra, en aucun cas, et sauf stipulation contraire insérée dans les conditions particulières, supporter les honoraires des médecins étrangers ni les frais de médicaments; il ne paiera pas davantage les frais de séjour à l'hôpital. Il veut être bien fixé à l'avance sur l'étendue de son engagement, il veut le limiter strictement.

85. — II. DU PAIEMENT DES INDEMNITÉS. — a) *En cas de mort*. — Où, comment, à qui, dans quel délai les indemnités doivent-elles être payées ?

D'abord, en cas de mort, elles seront réglées au siège social ou chez l'agent local, s'il a pour cela des pouvoirs suffisants. Les bénéficiaires de l'assurance devront fournir toutes les pièces justificatives de leur droit, à savoir : d'abord l'acte de décès de l'ouvrier, et les procès verbaux constatant l'accident, si cette constatation n'a pas été faite directement par la compagnie; enfin, toutes les pièces propres à établir leur qualité de bénéficiaires, c'est-à-dire l'acte de mariage pour le conjoint, les actes de naissance des enfants, toutes les pièces d'état civil et actes de notoriété pouvant établir leur identité. La compagnie se réserve, pour vérifier les pièces, un délai d'un mois, en général, et c'est à l'expiration de ce délai que l'indemnité sera exigible. Les assureurs exigent contre le paiement la signature d'une quittance sans réserves,

les déchargeant complètement, ainsi que les patrons. Nous aurons à revenir longuement sur cette clause.

86.— b) *En cas d'infirmités*.— Les indemnités seront payées toujours au siège social ou à l'agence, mais à la victime même (ou à son fondé de pouvoirs), après la constatation définitive de l'infirmité, qui est faite, comme je l'ai déjà dit, le plus souvent par les médecins de la compagnie, lesquels doivent toujours avoir accès auprès de l'ouvrier.

Si l'indemnité consiste en une rente, elle sera payée par trimestre aux guichets de la société, soit d'avance, soit à terme échu. Les compagnies ont soin de stipuler qu'elles doivent seulement le paiement des arrérages. Si, par un principe de sage administration, elles ont soin de constituer le capital nécessaire au service de ces arrérages, elles ne peuvent être tenues de le faire vis-à-vis du souscripteur ou de l'ouvrier ; elles ne pourront être tenues d'immatriculer, par exemple, un titre de rente au nom de la victime, et celle-ci ne peut exiger d'elles aucune sûreté ; elle ne pourra, par exemple, prendre hypothèque sur les immeubles de la société pour la garantie des termes à échoir (Préservatrice).

87.— c) *En cas d'incapacité temporaire*.— Les allocations quotidiennes ne sont, et c'est une disposition que l'on trouve dans toutes les polices sans exception, réglées qu'après guérison et sur production du certificat qui la constate. Mais, dans cette hypothèse, à la différence de celle qui précède, les deniers, le plus souvent, ne seront pas versés directement de la compagnie à l'ouvrier, et cela se conçoit. La compagnie veut ne pas être tenue de payer ces allocations quotidiennes par petites sommes, ce qui l'exposerait à des fraudes et compliquerait outre mesure sa comptabilité ; mais, d'un autre côté, il serait très dur de forcer la victime d'attendre, pour réclamer son indemnité, la fin de sa maladie ; elle a besoin d'argent immédiatement, n'ayant

pas, le plus souvent, fait d'économies. Aussi, pour remédier à cette situation, le patron fera-t-il des avances à valoir sur la somme qui lui sera ultérieurement réglée. En principe, la compagnie ne répond pas des avances ainsi faites si elle ne les a pas autorisées; mais, après avoir constaté l'accident et prévoyant une longue incapacité, elle donnera cette autorisation, et voici comment. Elle ordonnancera, au profit de l'ouvrier, un mandat, le remettra au patron, et celui-ci le *paiera de ses deniers* à la victime. Lorsque la guérison sera complète, le patron réunira à tous ces mandats *acquittés par l'ouvrier* le certificat de guérison, et ce sera son titre de remboursement contre la compagnie. Si la prime est payée à l'avance, le patron obtiendra le remboursement immédiat de ses avances. Si la prime n'est payée qu'à trimestre échu, il gardera ses mandats en portefeuille, et, à la prochaine échéance, il les présentera à la *compagnie*, qui les *prendra en paiement* des primes échues. Dire qu'elle prendra ainsi en paiement *les quittances* de l'ouvrier, c'est dire que la compagnie compensera, jusqu'à due concurrence, la dette de primes du patron avec la créance résultant des acomptes successifs qu'il aura versés. Mais il faut, pour que cette compensation soit possible, que le patron ait droit au remboursement, ce qui suppose qu'il présente le certificat de guérison; si l'incapacité dure encore, la compensation n'aura lieu qu'à l'échéance suivante. Les acomptes ainsi versés peuvent dépasser le montant des primes échues : la compagnie devra payer effectivement l'excédent; mais souvent elle stipule le contraire; dans ce cas, ce que le patron aura payé au-delà du montant des primes, pour incapacité temporaire, restera à sa charge. Mais, remarquons-le bien, la compagnie devra régler par un débours effectif les indemnités en cas de mort ou d'infirmités qui seraient exigibles : cette clause ne s'applique évidemment qu'aux allocations quotidiennes.

88. — *Aux mains de qui la compagnie doit-elle payer?*

— Nous venons de voir qu'elle paie à l'ouvrier ou au bénéficiaire; cela est dit dans les polices; cela est souvent répété dans les conditions particulières. Sauf le cas d'incapacité temporaire, *l'argent passe de la caisse de la compagnie aux mains de la victime ou de ses ayants droit; le patron n'y touche pas*. Nous aurons à voir comment cette manière de procéder des compagnies se concilie avec leur prétention de refuser à l'ouvrier toute action directe contre elles. Bornons-nous à dire, maintenant, que ce n'est pas leur propre dette qu'elles paient à l'ouvrier, mais la dette du patron.

89. — *Limites à l'obligation de la compagnie; maximum; non-cumul des indemnités.* — Les compagnies ont soin de poser une limite à leur responsabilité. Elles ne peuvent être, pour un seul sinistre, tenues de payer plus de 100,000 fr. d'indemnités.

Elles limitent encore leur garantie d'une autre façon. Elles décident, et c'est une clause absolument générale, qu'un seul accident ne peut donner lieu à plusieurs indemnités. Ainsi, l'ouvrier ne pourra réclamer l'allocation quotidienne pour le temps qu'a duré sa maladie, et l'indemnité prévue au cas d'infirmité (1). Elles stipulent, en outre, que ces indemnités ne peuvent se cumuler avec les indemnités auxquelles le patron, reconnu coupable d'une faute, pourrait être condamné par application de l'art. 1382 du Code civil. Je me borne à signaler cette disposition, sur laquelle j'aurai à revenir.

90. — *Le paiement d'une quelconque des indemnités stipulées dégage-t-il complètement, et pour l'avenir, la*

(1) La jurisprudence a fait souvent l'application de cette disposition, à laquelle les ouvriers ont opposé une grande résistance, prétendant cumuler les indemnités, malgré les termes formels des polices. Cf. Cass. Req., 23 janvier 82 précité; Corbeil, 8 mars 82; Launeray, Gaz. des Trib., 4 mars 83.

compagnie? — Ainsi donc, les compagnies prétendent ne devoir jamais, pour un seul accident, qu'une seule des indemnités fixées. Cette prétention est tout à fait justifiable, et nous n'avons rien à dire contre elle ⁽¹⁾. Mais voici qui est bien plus grave. Les polices ajoutent le plus souvent : « Le paiement de l'une de ces indemnités *dégage complètement*, et pour l'avenir, la compagnie, qui ne saurait être responsable des *suites, quelles qu'elles soient*, d'un sinistre déjà réglé. » C'est-à-dire que le sinistre se trouvant réglé sur une base quelconque, le droit de l'assuré, du patron comme de l'ouvrier, se trouve complètement épuisé. Cette seconde prétention des compagnies ne me semble pas fondée, et je crois devoir la repousser. Sans doute, je conçois l'intérêt qu'elles ont à être fixées aussi rapidement que possible sur la charge que doit faire peser sur elles un sinistre qui vient d'être dénoncé. En outre, cette clause peut avoir une utilité à titre purement comminatoire, pour permettre aux assureurs de repousser *à priori* des demandes injustifiées. Mais quant à prendre cette disposition à la lettre, cela me paraît impossible. Un ouvrier est blessé, la compagnie lui accorde une indemnité correspondant au deuxième ou troisième degré d'infirmité; puis, peu après l'avoir acceptée, il meurt des suites de l'accident. La compagnie ne sera-t-elle pas tenue de payer l'indemnité de mort?

Là-dessus, quelques polices s'expliquent expres-

(1) Trib. civ. Seine, 25 juin 1884; Rec. Pér., 85, 45. Leport c. Moisaut et la Confiance. Cet ouvrier serrurier, blessé par la faute des ouvriers de l'entrepreneur de maçonnerie, avait obtenu à ce titre 6,000 fr. de dommages-intérêts; il réclama, en outre, à la compagnie et à son patron : 1° 210 fr., frais de séjour à l'hôpital; 2° 300 fr. de frais de médicaments, béquilles et chaussures; 3° 912 fr. pour 365 jours d'incapacité temporaire; 4° une rente annuelle et viagère de 300 fr. par an. Le jugement mettant la compagnie hors de cause n'a admis la demande contre le patron que pour le 3° chef. — Cf. Corbeil, 31 janvier 1884; Sourdeau, Gaz. Trib., 22 sept.

sément. Les unes admettent l'affirmative, même si le décès n'a pas suivi immédiatement l'accident, pourvu qu'il ait eu lieu dans l'année; dans ce cas, on imputera sur l'indemnité à payer tout ce que l'ouvrier aura reçu à un titre quelconque. Les autres polices décident expressément le contraire : « L'indemnité due par suite soit d'incapacité temporaire, soit d'infirmité, dégage complètement la compagnie des suites que l'accident peut avoir, lors même que la mort postérieure peut en être présumée le résultat » (Abeille). La question ne se pose pas que pour la mort. Le sinistre a été réglé sur la base d'une incapacité temporaire, et il se trouve, quelques mois après, déterminer une infirmité permanente. Ou bien l'indemnité attribuée est relative au troisième degré d'infirmité; la situation de la victime s'aggrave au point de rentrer dans le deuxième ou même le premier degré du contrat. Dans ces différents cas, faut-il admettre la prétention de l'assureur de se considérer comme libéré par le premier paiement, quelles que soient les circonstances ultérieures? Je ne le crois pas; et remarquons que cette question, que nous étudions dans les rapports de l'assuré avec la compagnie, se pose également dans les rapports entre le patron et ses ouvriers : la même solution doit être donnée à ces deux points de vue. Si cette clause, en tant qu'insérée au règlement de chantier, ne peut empêcher l'ouvrier d'agir contre l'industriel en complément d'indemnité, en tant qu'inscrite dans la police, elle ne peut empêcher le patron de se retourner contre la compagnie.

91. — Ces clauses que nous discutons décident qu'aucun paiement ne sera fait que contre quittance déchargeant complètement l'assureur. Ces quittances sont signées de l'ouvrier, et on les fait viser par le patron. Or, lorsque ces deux personnes acceptent l'indemnité offerte, peut-on dire qu'elles le font en pleine connaissance de cause? Ne peut-il pas se produire ultérieure-

ment telles complications qu'il était impossible de prévoir alors? L'ouvrier ne peut-il pas se faire illusion sur la gravité de l'accident, et ne pas attacher grande importance à la décharge qu'on lui demande? Certes, il serait injuste d'admettre que la compagnie puisse être obligée de tenir compte de réclamations tardives se produisant après un intervalle de plusieurs années. Il faut que sa situation ne reste pas trop longtemps en suspens, et surtout il pourrait être fort difficile de vérifier si l'infirmité, se révélant longtemps après l'accident, en est la conséquence. Mais, en sens inverse, il peut se faire que le délai écoulé depuis le sinistre soit trop court pour que, au jour du paiement, la compagnie puisse sincèrement considérer l'accident comme ayant produit toutes les conséquences dommageables dont il est susceptible. J'ai dit que certaines polices stipulent un délai *utile* d'un an pendant lequel, si la mort survient, elle pourra être considérée comme conséquence de l'accident. Ce délai est fort convenable, mais on ne peut guère l'admettre sans texte. Aussi, disons-nous que *la compagnie doit répondre, en dépit de toutes clauses contraires, de toutes les infirmités et aggravations d'infirmités qui se produiront même après paiement d'une indemnité, pourvu qu'elles prennent place à une époque assez rapprochée du sinistre pour qu'il soit possible de les y rattacher.*

92. — On ne pourra pas opposer, ni à l'ouvrier ni au patron, les quittances par lesquelles la victime se déclarerait « fixée sur les conséquences de cet accident. » La libération de la compagnie ne peut être considérée comme valable que pour ce qui a été prévu lors de la signature de la décharge. Si des complications ultérieures se produisent, qui n'ont pu alors être prévues, la compagnie devra en tenir compte et payer la plus forte indemnité (en imputant dessus ce qui a déjà été versé à quelque titre que ce soit).

93. — Admettre le contraire serait consacrer une

sorte de piège pour les assurés. Pour nous en convaincre, il suffit de remarquer qu'il n'est pas possible aux victimes des accidents d'attendre les événements, de laisser écouler un temps suffisant pour que le sinistre produise toutes ses conséquences (1). En effet, les polices édictent toutes une prescription de six mois; on ne pourra faire grief aux ouvriers et au patron de n'avoir pas attendu, pour produire leurs réclamations, le moment où elles auraient été en mesure de leur donner toute leur importance. Ces deux dispositions : prescription de six mois, libération par un paiement quelconque, sont contradictoires; il faut sacrifier l'une ou l'autre. Je préfère sacrifier la seconde.

94. — Du reste, remarquons-le bien, si cette prescription de six mois peut être un argument de plus en faveur de notre solution, il ne faut pas croire qu'il nous soit indispensable. Si nous nous reportons à la théorie de l'art. 1382, nous verrons la jurisprudence admettre parfaitement que, lorsque la victime d'un accident a déjà obtenu des dommages-intérêts sur le chef de blessures, si la mort est la suite de l'accident, ses ayants droit pourront venir réclamer une nouvelle indemnité. Et, pourtant, la prescription n'est que de trente ans. Mais l'idée est toujours la même. Lorsque le tribunal a fixé l'indemnité due, ou lorsque cette indemnité a été acceptée à l'amiable, il était impossible de prévoir les suites de l'accident.

95. — **PRESCRIPTION.** — Les compagnies, ai-je dit, stipulent toutes une courte prescription pour le paiement de l'indemnité; elle est en général de six mois. En l'absence de ces clauses, la prescription de droit commun se serait appliquée; mais dans toutes les branches d'as-

(1) Cf. arrêt précité Douai, 23 août 83; R. P., 84 p. 90. Cet arrêt confond la déclaration de l'accident avec le paiement et semble croire que le sinistre doit être réglé dans les quarante-huit heures.

surances les compagnies ont eu soin d'écarter cette prescription, bien trop longue, et de la remplacer par une prescription qui est tantôt de six mois, tantôt d'un an. Cette clause, par laquelle il est stipulé que toutes actions judiciaires en paiement de l'indemnité seront prescrites par six mois, est-elle licite ? « En principe, dit M. Labbé, nous ne voyons pas pourquoi les parties qui déterminent à leur gré, à leur convenance, l'étendue de leur obligation ne pourraient en déterminer la durée en abrégant le délai de la loi. Il est d'intérêt public que les actions ne durent pas plus de temps que le délai de la prescription légale ; mais il n'est pas contraire à l'ordre public qu'elles durent moins et s'éteignent plus tôt. » Du reste, la validité de cette clause ne fait plus de doute aujourd'hui (1).

96. — *Son point de départ.* — La question du point de départ de cette prescription est plus délicate. La police dit toujours qu'elle court du jour du sinistre. Mais il faut bien remarquer que le patron ne peut demander le paiement de l'indemnité que si l'ouvrier la lui réclame. Si la clause de prescription ne figure pas, ce qui sera le plus fréquent, au règlement de chantier, l'ouvrier pourra l'actionner même après l'expiration de ce délai. Ne pourrait-il être décidé que la prescription ne court que du jour où le patron est en butte à la demande de la victime ? Cette solution s'impose, dans le cas où l'ouvrier agirait contre le chef d'industrie, en vertu de l'art. 1382 ; il est bien évident que le droit à l'indemnité, pour le patron, ne naît que du jour où il est poursuivi et qu'il ne peut

(1) La jurisprudence a d'abord déclaré les clauses de ce genre nulles, comme contraires à l'ordre public. V. Paris, 19 décembre 1849 ; mais elle est postérieurement revenue à une plus saine interprétation de l'ordre public : Cass., 1^{re} janv. 1853 ; B. de M., 1885, I, 51. — V. en matière d'assurance-accident : Trib. Seine, 17 juillet 83, et Cour Paris, 30 octobre ; S. 86, II, 49, note de M. Labbé. La prescription dans l'espèce était de 4 mois.

s'éteindre avant d'être né. Mais ici la situation est bien différente. Un industriel ne peut, pour conserver son recours contre la compagnie qui a assuré sa responsabilité civile, dire à la victime d'un accident : « Pour-suivez-moi. » Il peut, au contraire, après avoir rempli toutes les obligations que lui impose la police d'assurances collectives, rappeler à l'ouvrier ou faire connaître à sa veuve les droits qui résultent, pour eux, du règlement de chantier, et leur dénoncer la clause de la police relative à la prescription : « Je vous dois, leur dira-t-il, une indemnité pour l'accident qui vous a frappé ; la compagnie s'est engagée à la payer à ma place, allez la lui réclamer. Si vous laissez s'écouler un délai de six mois à partir du sinistre, vous me causeriez un préjudice ; ayant *par votre faute*, par votre négligence, perdu tout droit contre l'assureur, je pourrais alors me considérer comme *dégagé de toute obligation à votre égard*. » Cette mise en demeure, effectuée au besoin par acte extrajudiciaire, suffira, à notre avis, pour protéger le patron contre toute réclamation tardive de l'ouvrier. Ainsi l'ouvrier pourra se voir menacé par la prescription, qui n'est édictée que dans la police, quand il sera établi qu'il a su qu'elle courait contre l'assuré, et par conséquent a eu conscience du tort qu'il lui causait par son inaction. La clause de courte prescription est fort utile pour la compagnie, car elle lui permet de régler rapidement ses opérations ; elle doit recevoir son application, et je crois avoir montré le moyen bien simple de l'empêcher de devenir un piège pour l'assuré. Du reste, cette résistance de l'ouvrier à toucher de l'argent ne se concevrait que s'il prétendait intenter une action en responsabilité, et dans ce cas il demandera presque toujours au patron, avec des dommages-intérêts pour sa faute, l'exécution du contrat d'assurance. Dans cette assignation de l'ouvrier, le patron aura un titre suffisant pour se retourner contre la compagnie, et la demande qu'il

adressera à cette dernière de prendre son fait et cause interrompra cette prescription (4).

97. — En ce qui concerne le point de départ de cette prescription, nous devons ajouter encore un mot. M. Labbé, partant de cette idée que les conventions doivent être exécutées de bonne foi, admet que le point de départ de la prescription, fixé au jour de l'accident, doit être retardé tant qu'on ignore quelles seront les suites de l'accident et s'il en résultera une infirmité donnant droit à l'application de l'assurance.

Sans être aussi absolu, je crois qu'il serait bon d'admettre le pouvoir pour les tribunaux, au cas où l'incertitude sur les suites probables de l'accident se prolonge quelque temps, de vérifier, en fait, si le délai de six mois ne se trouve pas insuffisant, et de le proroger au besoin. C'est quelque chose d'analogue à ce que nous avons vu pour les déclarations, il me semble qu'il en est des prescriptions aussi courtes ce que j'ai dit des déchéances : elles supposent une faute, une négligence. Il y a là des questions de fait, et je crois que les compa-

(4) V. Paris, 21 juin 1888 ; Tribunal de la Seine, 16 juillet 1886 ; Gaz. des Tribunaux, 30 juin 1888 : veuve Maury contre Savanaud et Sécurité générale. La veuve d'un ouvrier maçon tué en 1883 intente une action basée sur l'art. 1382 ; puis *au cours de la procédure*, en 1886, elle forme une demande additionnelle en paiement de l'indemnité assurée. Le Tribunal civil la déboute de sa première demande en faisant droit à la seconde, et accorde au patron un recours contre la compagnie, le délai de prescription ne courant, d'après lui, que du jour où le patron est assigné par l'ouvrier, par application de l'art. 2257. La Cour répond que du jour de l'accident la créance n'est plus conditionnelle ; l'action contre la compagnie n'est pas davantage une action en garantie, car elle ne procède pas de la même cause juridique que celle de l'ouvrier. Donc le patron a perdu tout droit contre la compagnie, mais n'en reste pas moins tenu, « parce qu'il s'est constitué mandataire de ses ouvriers pour tout ce qui tenait à l'exécution de la police ; qu'en ne révélant pas, dès l'origine, aux consorts Maury l'existence de la police collective et en ne les mettant pas en situation d'agir utilement dans les délais de l'art. 9, il a commis dans l'exécution de son mandat une faute lourde qui le rend personnellement responsable de l'indemnité, comme si la déchéance n'avait pas été encourue. »

gnies ne doivent pas se montrer trop rigoureuses ; si elles le sont, que les tribunaux, suivant la jolie expression de M. Labbé, « introduisent d'office une dose d'équité » dans leurs contrats : ils le peuvent, sans les violer, en interprétant l'intention des parties. Du reste, toutes les compagnies ne font pas partir leur délai de prescription du jour du sinistre, mais du jour où l'indemnité est exigible ; cette solution est bien préférable, et, dans le doute, c'est le point de départ que nous adopterions.

98. — *Interruption et suspension.* — De même, quand il s'agit de prescriptions aussi courtes, aussi menaçantes pour le créancier, il faut être facile à admettre les interruptions et, par interprétation de la volonté probable des parties, il faut décider, avec M. Labbé, que les pourparlers faisant espérer une solution amiable du différend doivent, aussi longtemps qu'ils durent, suspendre le cours du délai. Nous disons suspendre, parce que la cause d'interruption se renouvelle pendant toute la durée des négociations. La jurisprudence s'est prononcée en ce sens : « La prescription dont s'agit a été interrompue par les pourparlers engagés en vue d'un règlement amiable entre la société et le représentant de Boisse, étant données, du moins, les circonstances particulières de la cause, et l'impossibilité pour les parties d'apprécier d'une manière certaine, dans les premiers mois qui ont suivi l'accident, quelles seraient les conséquences de la blessure. » En résumé, ce qui interrompt la prescription, ce n'est pas seulement la demande en justice, mais aussi la demande amiable, quand l'accueil qui y a été fait par la compagnie pouvait faire croire à l'assuré qu'elle se considérait comme saisie. Tant qu'elle n'a pas opposé à la demande une fin de non-recevoir formelle, l'assuré est en droit de ne pas recourir à la justice. La solution contraire serait absolument inique. La compagnie ne peut arriver à se libérer par surprise,

en se refusant à des réponses précises ou en accumulant les moyens dilatoires; saisie d'une demande en paiement d'indemnité, elle ne peut, à sa décharge, invoquer la faute qu'elle a commise en tardant à y faire droit (1).

99. — *Subrogation*. — Les polices stipulent toutes que, par le seul effet du contrat, la compagnie qui a payé les indemnités promises est subrogée de plein droit dans le recours que la victime de l'accident peut exercer contre la personne qui est coupable de l'avoir occasionné par sa faute ou par sa négligence. La police ajoute : L'assuré s'engage et engage ses ayants cause à renouveler cette subrogation, par acte séparé si l'assureur le demande, dans la quittance, par exemple, Cette subrogation ne vaut que dans la limite des indemnités payées. Cette clause de subrogation que nous trouvons dans toutes les assurances au profit de la compagnie et contre les personnes responsables du sinistre n'a ici, nous devons le reconnaître, qu'une importance assez médiocre. Car si l'accident qui atteint un ouvrier est dû à la faute de quelqu'un, ce sera, le plus souvent, à la faute du chef d'établissement ou de l'un de ses préposés. Or, la compagnie renonce expressément à tout recours contre le souscripteur, c'est-à-dire contre le patron, et le recours contre les préposés du patron sera le plus souvent illusoire.

100. — *COMPÉTENCE ratione materiæ*. — *Nature du contrat pour l'assureur*. — A) *Compagnie à primes*. — La question de compétence nous retiendra plus longtemps. Elle se présente ici, comme en toute matière, à deux points de vue. Nous aurons à étudier les règles générales de la compétence *ratione materiæ*, et de la compétence *ratione loci*, à voir comment ces règles peuvent se trouver modifiées par les polices ou par l'application des

(1) Cf. jugement précité, 19 janvier 1883.

règles de l'art. 131 du C. de procéd. civ. Pour savoir quels tribunaux sont compétents *ratione materiæ*, il faut rechercher quelle est la nature du contrat d'assurances collectives. Plaçons-nous d'abord au point de vue de l'assureur. Si c'est une compagnie à primes fixes, le contrat est commercial à son égard. Il est bien évident que la société anonyme à primes fixes est constituée pour faire des bénéfices, et que l'assurance est, de sa part, une entreprise destinée à être lucrative. La jurisprudence et la doctrine sont d'accord là-dessus (1).

101. — B) *Société mutuelle*. — Si l'assureur est une société mutuelle, la question est un peu plus délicate. Les mutualistes ne cherchent pas à faire un bénéfice, ils veulent seulement répartir entre tous le dommage qu'un événement malheureux pourrait causer à l'un des membres de l'association. Donc, en principe, le contrat est civil; mais ne peut-il devenir commercial en vertu de la théorie de l'accessoire? Dans notre assurance, tous les mutualistes sont commerçants, ils contractent l'assurance dans l'intérêt de leur commerce. Ne peut-on pas dire que le contrat est commercial même au regard de l'association? La question s'est posée notamment en matière d'associations mutuelles entre commerçants contre les risques de faillite. M. Lyon-Caen admet l'affirmative, et cette solution s'impose quand on refuse aux associations mutuelles la personnalité morale : « Les mutualistes contractent les uns avec les autres, il n'y a pas une personne

(1) Cf. Paul Pont, Soc., 1, 108; Glasson, note, sous Aix, 15 janvier 1884; D., 85, II, 49, et arrêts suivants : Cass., 8 avril 1828; D., 28, I, 204; 30 déc. 46; D., 47, I, 80. Pour le renvoi aux auteurs : D., 65, I, 73. Voici maintenant les arrêts spéciaux à l'assurance-accident : Cass., 19 janvier 1864; Jour. des Ass., 64, 134 (voitures); Cass., 24 janvier 1865; la Seine, S. 65, I, 153; D., 65, I, 73; B. de M., I, 106 (voitures); Civ. Seine, 29 juillet 1871 : Dzwonkowski c. Seine (voitures); S. 72, II, 282, B. de M, III, 154. — Trib. com. Seine, 28 nov. 1885 : Depaix c. Seine (voitures), Rec. Pér., 85., 562. Limoges, 4 mai : C^{ie} industr. nationale c. veuve Belliard (Ass. Resp.); S. 88, II, 148; Rec. Pér., 87, 97.

morale distincte, la société avec laquelle chaque assuré contracte. » Il est bien évident qu'avec ce point de départ il est difficile de ne pas admettre que, le créancier étant commerçant, et les débiteurs également commerçants, et tous, débiteurs et créanciers, agissant dans l'intérêt de leur négoce, le contrat est commercial (631 Code com.). Mais je ne puis partager la théorie de l'honorable professeur, et je crois devoir admettre la personnalité civile des associations mutuelles. Ce qui me décide, ce n'est pas seulement la raison d'utilité pratique, c'est aussi l'argument que je trouve dans l'ouvrage de M. Clément, et qui se résume en ceci : avant 1867, la personnalité civile était conférée aux associations de ce genre par le décret d'autorisation, lequel consacrait les clauses des statuts proposés, qui supposaient cette personnalité (droit du directeur de représenter la société en justice). La loi de 1867 a supprimé la nécessité de l'autorisation et l'a remplacée par la nécessité de se conformer aux dispositions du décret de 1868 (22 janvier). « Il en résulte, conclut M. Clément, que la conformité des statuts aux dispositions du décret de 1868 produit les mêmes effets que l'autorisation gouvernementale à l'époque où elle était obligatoire, et que, notamment, elle est suffisante pour conférer la personnalité civile. » Il ajoute que le décret précité suppose cette personnalité quand il parle, par exemple, des « valeurs immatriculées au nom de la société. » Ainsi donc, le contrat restera toujours civil au regard de l'association, fût-il commercial au regard de tous ses membres. La jurisprudence est en ce sens (1).

(1) Cf., Clément, *Des Assurances mutuelles*, Paris, 1889, p. 48 et 52. Cass., 8 fév. 1860. (Ass. contre les risques de faillite) ; D. 60, I, 83. Cass., 28 avril 1852 (voitures) ; Jour. des Ass., 53, 197 ; Paris, 5 juillet 1855 ; J. A. 1855, 440. Contra. : M. Lyon-Caen, note sous arrêt de Paris, 18 déc. 1885, qui se prononce pour le caractère commercial de l'ass. mutuelle contre les risques de faillite, et les arrêts en sens contraire du

102. — *Pour l'assuré. — Théorie de l'accessoire.* — Si nous nous plaçons au point de vue du souscripteur de la police, nous n'hésitons pas à reconnaître que le contrat d'assurance collective est toujours un contrat commercial. En effet, en principe, le contrat d'assurance contre les accidents est civil, même lorsqu'il est contracté par un commerçant; mais cela doit s'entendre d'une assurance individuelle contre les accidents corporels de toute nature et sans limitation particulière aux accidents professionnels (1). Mais il en est autrement dans l'assurance collective; en effet, si le patron, en assurant ses ouvriers contre les accidents et en assurant sa responsabilité, ne fait pas un acte de spéculation, si cette assurance n'est pas par sa nature un acte de commerce, on doit la déclarer commerciale en vertu de la théorie de l'accessoire, parce que, contractée dans l'intérêt du commerce, elle s'y rattache étroitement. Beaucoup d'arrêts ont fait l'application de cette idée à l'assurance contractée par un commerçant contre les accidents causés par ses voitures de commerce (2).

103. — Mais pourtant la jurisprudence n'est pas unanime en ce sens; d'après certains tribunaux, le contrat d'assurances contre les accidents ne constitue jamais,

4 février et 20 avril 1886; S. 87, II, 121. — Cette distinction entre les compagnies à primes et les associations mutuelles a été repoussée par un arrêt de Bruxelles, 6 avril 1859; Jour. des Ass., 1863, 363, qui décide que le caractère commercial ou civil d'une société ne se détermine ni par la forme, ni par la qualification qu'on lui donne, mais par le caractère de ses opérations, caractère purement civil en ce qui concerne l'ass. accident.

(1) Trib. civ. d'Alais, 5 janvier 1886; Rec. Pér., 86, 125 : Amblard c. C^{ie} Caisse paternelle. Trib. com. Seine, 6 août 1887; Rec. Pér., 87, 553. Droit 21 août : Broez c. Assurance française, Trib. com. Seine, 8 février 1889 : Gillet, liquidateur de l'Ass. Fr.; Droit du 20 février.

(2) V. Cass., 24 juillet 1865 précité. Trib. com. Seine, 25 mars 1853; Journ. Ass., 1854, 35; Cass., 19 janvier 1864 précité; Seine, 29 juillet 1871 précité; Limoges, 4 mai 1886 précité; Grenoble, 16 déc. 1885 : le Patrimoine, Gaz. Pal., 86, I, 162. Tous ces arrêts sont en nature d'assurances de voitures. On peut raisonner par analogie.

de la part du souscripteur, quel qu'il soit, qu'un contrat purement civil. Ces arrêts, tout en posant un principe général, ce dont ils auraient pu se dispenser, repoussent l'application de la théorie de l'accessoire, le contrat ayant pour but de prémunir le commerçant contre les conséquences de ses délits, de ses quasi-délits et de ceux de ses préposés; cet argument n'est pas applicable à l'assurance collective, pour laquelle nous ne trouvons qu'une seule décision judiciaire, et elle est dans le sens contraire à celui que nous soutenons : elle considère que ce contrat est purement civil, car « il n'est pour le patron une cause ni de perte ni de bénéfice et n'a pas pour but de faciliter le recrutement des ouvriers, qui n'ont pas manifesté le désir qu'une telle assurance fût contractée (1). »

104. — *Conséquences au point de vue de la compétence.*
— Lorsque le contrat est commercial de part et d'autre, ce qui, d'après nous, est le cas lorsque l'assureur est une compagnie à primes fixes, le tribunal de commerce sera exclusivement compétent; c'est ce que la jurisprudence a décidé en matière d'assurance de voitures. De même, en sens inverse, le tribunal civil doit être le seul compétent, si on admet, avec le tribunal de Valence, que le contrat d'assurance collective est toujours civil de la part de l'assuré, au cas où l'assureur est une association mutuelle.

105. — Si, au contraire, dans cette espèce, on admet avec nous que le contrat est commercial du côté de l'assuré, ou si dans la théorie combattue l'assureur est compagnie à primes; en un mot, lorsque le contrat est

(1) Trib. civ. Valence, 9 fév. 86 : Génin c. Confiance; Rec. P., 86, 183, et note. L'annotateur approuve le jugement : « Le fait que plusieurs assurances individuelles sont réalisées dans une seule police ne change pas la nature du contrat. » Je n'ose citer l'arrêt Caen, 25 nov. 84; Ind. N^o. G. P., 85, I, 117, car je ne sais s'il statue en matière d'assurance collective ou de responsabilité.

civil d'un côté et commercial de l'autre, comment devons-nous régler la compétence? Cette question de procédure est générale, et la solution à donner n'est pas restreinte à l'application que nous en faisons ici. Trois systèmes ont été soutenus : d'après le premier, le tribunal de commerce doit être saisi, et l'article 631 du Code de commerce lui attribue compétence pour les contestations relatives aux actes de commerce entre toutes personnes. Le second système déclare le tribunal civil seul compétent; l'article précité suppose que l'acte est commercial pour les deux parties. Enfin, on distingue, dans une troisième opinion : si l'acte est civil pour le défendeur, le tribunal civil est compétent. Ainsi, par exemple, le commerçant, réclamant l'indemnité à une compagnie mutuelle, devra en poursuivre le paiement devant cette juridiction. Si, au contraire, l'acte est commercial pour le défendeur, le demandeur aura le choix entre le tribunal civil et le tribunal de commerce; l'association mutuelle, poursuivant un assuré en paiement de la cotisation, aura le droit de choisir entre la juridiction civile (justice de paix) et le tribunal de commerce. C'est le système adopté par la jurisprudence; le défendeur ne peut se plaindre, s'il a fait un acte de commerce, d'être traduit devant la juridiction consulaire; d'autre part, le demandeur peut préférer la juridiction civile, dire qu'il n'a pas entendu y renoncer et que son adversaire n'a pu lui retirer le bénéfice du droit commun, en faisant un acte de commerce. M. Glasson n'admet pas cette solution, et les raisons qu'il donne me semblent décisives.

« Dans le silence de la loi, il faut, dit-il, trancher la question par les principes généraux de la compétence; à moins de texte contraire, il faut appliquer la maxime : *actor sequitur forum rei*. » Ici l'esprit de la loi est de préférer le défendeur au demandeur, et cette règle conduit l'honorable professeur à décider que la juridiction compétente sera le tribunal civil ou le tribunal de com-

merce, suivant que le défendeur aura passé un acte civil ou commercial; le demandeur, en élevant la prétention de choisir entre les deux juridictions, se met en contradiction avec l'esprit de la loi (1).

106. — *Compétence ratione personæ*. — La question de compétence *ratione materiæ* une fois tranchée, nous arrivons à la compétence *ratione personæ*. Le tribunal compétent, à ce point de vue, pour connaître d'un différend entre la compagnie et le souscripteur, sera le tribunal du domicile du défendeur; c'est le principe général. En conséquence, si la compagnie réclame le paiement des primes échues, elle devra poursuivre l'assuré devant le tribunal du domicile de ce dernier, le tribunal dans le ressort duquel est situé l'établissement industriel; de même, la compagnie devra être assignée en paiement de l'indemnité devant le tribunal de son domicile. Or, son domicile, c'est son siège social.

107. — *Des agences attributives de compétence*. — Mais la jurisprudence admet depuis longtemps un tempérament à la rigueur de ce principe; elle reconnaît le droit au créancier d'une société de l'appeler devant le tribunal du lieu où elle a une agence ou une succursale, mais seulement pour les contrats passés dans cette agence. Cette jurisprudence a été appliquée aux compagnies de chemins de fer et aux compagnies d'assurances; elle est critiquée par M. Glasson au point de vue des principes: « Elle repose, dit-il, sur une présomption d'élection de domicile. Or, si une élection de domicile peut être tacite, elle ne doit pas se présumer. » Quoi qu'il en soit, il nous faut préciser les termes de la

(1) Cf. la note de M. Glasson, sous Aix, 15 janvier 1884; D. 85, II, 49, et Ed. de Boitard, I. p. 50; et pour la jurisprudence: Paris, 22 janvier 1884; D., 76, II, 210. M. Glasson fait observer que la jurisprudence belge, qui s'était prononcée dans le sens indiqué au texte, a été confirmée par la loi du 15 mars 1876, promulguant le titre I du Code de procédure belge.

jurisprudence en ce qui concerne les assurances.

108. — A quelles conditions l'agence d'une compagnie d'assurances doit-elle satisfaire pour être attributive de juridiction? Les assureurs ont, dans les départements, une multitude d'agents. Mais, le plus souvent, ces derniers n'ont d'autres attributions que de rechercher les assurances, recueillir les primes et transmettre à l'assuré toutes les pièces, polices et quittances, qui lui sont envoyées du siège social. Est-ce que la présence d'un agent de cette sorte est suffisante pour attribuer compétence aux juges du lieu? La jurisprudence a décidé la négative. D'après plusieurs arrêts de la Cour suprême, une agence ne peut être considérée comme constituant une succursale attributive de compétence, « lorsqu'il ne résulte pas des circonstances de la cause que l'agent local soit investi du pouvoir de traiter pour la société et de l'obliger envers les tiers. » Mais comment l'assuré peut-il vérifier si tel agent a pouvoir de traiter au nom de la compagnie? Il n'aura, pour cela, qu'à regarder la police. Si, comme cela arrive le plus souvent, elle ne porte pas la signature de l'agent, mais celle du directeur ou d'un administrateur apposée au siège social; si, de même, les quittances sont toutes envoyées du siège social revêtues également de la signature du directeur, il en résultera, pour l'assuré, que l'agent n'est qu'un simple intermédiaire entre lui et la compagnie; n'ayant pas le pouvoir d'obliger la société par contrat, il ne pourra *a fortiori* être considéré comme ayant qualité pour la représenter en justice (1).

(1) Cass., 20 mai 73 (ass.-vie); B. de M., I, 145, et 25 juin 1878 (ass.-vie, *ib.*, I, 212; D., 75, I, 469 et 79, I, 212; Cass., 5 fév. 79; B. de M., I, 229. *Adde*, Just. paix, Dole, 10 déc. 1883; Rec. Pér., 84, p. 616: le Patrimoine c. Tamagni; Trib. civ. Belfort, 21 juillet 1885; Rec. Pér., 85, 577: Grunfelder c. Providence (ass. accidents; Grenoble, 6 mars 1885. La Sauvegarde des Travailleurs c. Laurent et Modestin, R. P., 85, 571: il était stipulé dans le contrat que la police n'aurait effet que par la signature du directeur.

109. — *L'art. 420 du C. de pr. civ. peut-il s'appliquer?*

— Si on admet que le contrat est commercial de part et d'autres, ou bien si l'acte est commercial vis-à-vis du défendeur, l'art. 420 du Code de procédure civile semble devoir s'appliquer. Il donne au demandeur le choix entre trois tribunaux : le tribunal du domicile du défendeur, ce qui n'est que l'application du droit commun ; le tribunal dans le ressort duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée ; enfin le tribunal dans le ressort duquel le paiement devait être effectué. Ces deux derniers paragraphes de l'art. 420 trouvent-ils leur application en notre matière ? On l'a cru. Ainsi, d'abord en ce qui concerne le § 2, on a dit : le tribunal de l'agence est compétent, parce que c'est là « que la promesse a été faite et la marchandise livrée. » La jurisprudence a très nettement répondu « que les primes qui sont le prix de l'assurance ne sauraient être assimilées à la marchandise vendue.

110. — On s'est ensuite rabattu sur le § 3. On a dit : cette agence est compétente, parce que c'est là que le paiement devait être fait, et la jurisprudence a semblé un moment plus favorable à cette seconde manière de voir. « Cette compétence, dit la Cour suprême, attribuée par le § 3 de l'art. 420, est générale, sans distinction entre les diverses natures de contestations que l'exécution du marché fait surgir. » — « Cette compétence s'applique, dit la Cour de Toulouse, non seulement à la vente de marchandises, mais à tout ce qui peut être dû par suite d'opérations de commerce, qu'elles qu'elles soient. » Je ne sais trop d'abord ce qu'il faut penser de cette extension d'une disposition qui, dans l'esprit du législateur, ne devait s'appliquer qu'à la vente. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il n'est guère commode d'étendre cet article à l'assurance ; la preuve en est dans la divergence entre les deux Cours précitées sur ce qu'il faut entendre par lieu du paiement. Est-ce le lieu où l'in-

demnité doit être payée. La Cour de Toulouse semble l'admettre; elle en conclut que le paiement devant en principe (1247) être fait au domicile du débiteur, le tribunal du domicile de la compagnie est seul compétent. C'était réellement bien la peine de prendre ce détour pour arriver à un résultat aussi conforme au droit commun! Ajoutons pourtant que cette théorie de la Cour de Toulouse présenterait son utilité au cas où l'indemnité serait dans la police stipulée payable à une agence.

111. — Mais, est-il réellement possible de l'admettre? Le paiement, dans le § 3, c'est le paiement du prix dans la vente; l'indemnité peut-elle être considérée comme étant le prix de l'assurance? Ce serait admettre que les primes, qui en sont la contre-partie, rentreraient dans l'expression « marchandise vendue » du numéro précédent. Or, nous venons de voir que la jurisprudence n'a pu l'admettre. Aussi la Cour suprême, se rappelant la proposition émise par elle antérieurement, savoir que la prime est le prix de l'assurance, a dit : Sera compétent le tribunal du lieu où le paiement de la prime doit être effectué. Je ne puis admettre cette solution; rien de plus forcé, rien de moins conforme à la nature des choses, que cette assimilation d'une assurance à une vente, et c'est avec plaisir que j'ai constaté une tendance dans la jurisprudence à revenir en arrière (1).

112. — *L'art. 181 du C. de pr. civ. s'applique-t-il?* — Ces règles sur la compétence ne vont-elles pas recevoir un échec par suite de la mise en jeu de l'art. 181 du C.

(1) V. arrêt de Cass. Req., 1^{er} décembre 84; Assurance Française c. Masson, Rec. Pér., 85, 296; Paris, 16 mai 84; R. Pér. 85, 554; Toulouse, 31 janvier 84; France industrielle c. Auronze; Gaz. du Pal., 84, I, 855, et Trib. civ. Amiens, 19 fév. 87; veuve Lefèvre c. France Ind. Rec. d'Amiens, 87. — *Contra*, arrêt Grenoble, précité, qui repousse l'application de l'art. 420, §§ 2 et 3; mais quant à ce dernier paragraphe, pour un motif autre que celui indiqué au texte.

de pr. civ ? Cet article est ainsi conçu : « Ceux qui seront assignés en garantie seront tenus de procéder devant le tribunal où la demande originaire sera pendante, encore qu'ils déniaient être garants. » Voici dans quelles circonstances la question peut se poser. Le patron est poursuivi par l'ouvrier en paiement de l'indemnité portée au règlement de chantier ; pourra-t-il assigner l'assureur en garantie ? Je m'empresse d'ajouter que toutes les polices prennent soin de stipuler que le patron ne pourra, à peine de déchéance, appeler la compagnie en garantie, et cette clause, étant bien évidemment licite, doit être observée. Mais supposons que la police ne soit pas aussi formelle, ou bien encore admettons avec la jurisprudence, — nous expliquerons plus tard dans quelles circonstances, — que la compagnie a perdu le droit de l'invoquer : s'en suit-il pour cela que cet appel en garantie soit possible ? Je ne le crois pas.

113. — Nous verrons qu'une jurisprudence absolument fixée admet qu'en matière d'assurance de responsabilité, cette voie de l'appel en garantie n'est pas ouverte au patron, parce que l'action dirigée par l'ouvrier contre ce dernier, basée sur un délit ou quasi-délit, et l'action du patron basée sur un contrat sont deux actions directes et principales. Ici la question est plus délicate ; mais, à notre avis, la solution doit être la même. Sans doute les deux actions dérivent d'un contrat, mais elles ne dérivent pas *du même contrat* ; l'ouvrier invoque le contrat ayant pour base le règlement de chantier et la retenue sur les primes ; le patron, le contrat bien distinct et qui a précédé l'autre, dont le titre est la police.

114. — Les compagnies emploient le mot garantie, la compagnie garantit le patron, etc. ; mais ce n'est pas dans son sens technique. M. Garsonnel explique que l'appel en garantie n'est possible que dans quatre cas : 1° en cas de cession à titre onéreux d'un droit réel ou

de créance ; 2° donation par contrat de mariage ; 3° partage ; 4° *lorsque deux personnes se trouvent tenues d'une même dette, et que l'une est poursuivie au delà de sa part, celle-ci appellera en cause les codébiteurs.* Or, ici, la compagnie ne doit rien à l'ouvrier : n'étant pas, ainsi que je l'expliquerai, tenue envers lui, elle n'est obligée qu'à ce qu'elle a promis dans son contrat. S'il ne donne pas au souscripteur le droit d'appeler l'assureur devant le tribunal saisi de la demande de l'ouvrier, et nous avons dit que les polices lui déniaient expressément ce droit, il ne pourra le tirer de la loi. La jurisprudence, en matière d'assurance de responsabilité, admet que la possibilité d'un appel en garantie résulte de la clause par laquelle la compagnie s'engage à prendre le fait et cause du patron dans les procès contre l'ouvrier ; nous verrons que telle n'est pas l'interprétation qui doit être admise.

115. — Nous ferons remarquer que le motif qui a fait édicter la règle de l'art. 181, savoir le désir d'éviter les contrariétés de décision entre le tribunal saisi de la demande originaire et celui qui jugerait la demande en garantie, ne se retrouve pas ici. Que l'un des deux tribunaux admette la demande de l'ouvrier contre le patron, et que l'autre repousse la demande de ce dernier contre la compagnie, on ne pourra dire qu'il y a contrariété de jugements, puisque chacun statuait sur un contrat différent, et que l'ouvrier pourrait avoir conservé tous ses droits tandis que le patron serait déchu des siens.

116. — Mais du moment que je fais découler l'impossibilité de l'appel en garantie de ce fait que nous sommes en présence de deux demandes principales reposant sur deux contrats différents, la solution contraire s'impose à ceux qui admettront le système de la jurisprudence que je combattrai plus tard et qui considère le patron comme ayant fait une gestion

d'affaires que ses ouvriers ratifient par le paiement des primes (1).

117. — Admettons, conformément à cette théorie, que l'appel en garantie soit possible : l'ouvrier a cité son patron devant le tribunal civil ; ne peut-il arguer de la commercialité du contrat à son égard pour réclamer le bénéfice de la juridiction consulaire et repousser la compétence de la juridiction civile ? Je crois qu'on peut soutenir que, au cas même où l'article 181 doit recevoir son application, il peut faire échec aux règles qui déterminent la compétence *ratione personæ*, non à celles qui sont relatives à la compétence *ratione materiæ*. La question est encore une question générale. La jurisprudence a admis notre système en tant qu'il s'agit de permettre à un non commerçant appelé en garantie de repousser la compétence du tribunal consulaire, s'il n'a pas fait acte de commerce (2). Mais, en sens contraire, elle reconnaît en général que le garant peut être appelé devant le tribunal civil saisi de la demande principale, alors même que la question de garantie serait commerciale (3), et l'unique jugement qui ait eu à élucider ces questions de recours en garantie en matière d'assurance collective semble avoir fait l'application de cette idée : « Attendu que s'il est vrai de dire en un certain sens qu'un tribunal ne peut connaître d'une instance en garantie qu'autant qu'il eût été compétent pour la juger, dans le cas où elle eût été formée par action séparée, cette règle n'est applicable qu'au cas d'incompétence absolue, c'est-à-dire où le gérant serait traduit devant un juge

(1) Aussi le jugement de Valence du 9 février 1886 est-il logique, lui qui admet le système de l'action directe, en considérant la demande du patron contre la compagnie comme une vraie demande en garantie (Rec. Pér., 86, 187) ; la même solution s'impose en matière d'assurance de risque locatif : Rouen, 6 janvier 65 ; B. de M., II, 295. Le jugement de Valence est le seul, à ma connaissance, rendu en notre matière.

(2) Cass., 8 nov. 1847 ; S., 47, I, 809, etc.

(3) Cass. Rej., 3 mai 43 ; S. 43, I, 385.

d'exception, mais elle cesse de l'être dans le cas où, comme au procès actuel, l'incompétence prétendue ne serait qu'une incompétence relative, le tribunal, devant lequel est traduit le garant, ayant plénitude de juridiction (1). »

118. — *Clauses des polices.* — Jusqu'à présent, nous avons raisonné comme si les polices étaient muettes sur la question de compétence; il n'en est pourtant rien. Elles contiennent à ce sujet les clauses les plus précises, qui se présentent sous trois aspects différents.

On trouve d'abord dans les polices des clauses réglant la compétence en matière de primes. Ces clauses, relativement rares, ont pour but d'attribuer compétence au juge de paix du siège social ou de l'agence à laquelle ressortit l'établissement.

119. — Nous trouvons ensuite une seconde série de clauses plus intéressantes. En voici la formule : « Toutes les actions *contre la compagnie* seront soumises aux tribunaux compétents de la Seine, la compagnie faisant, pour l'exécution des présentes, élection de domicile au siège social à Paris. »

Enfin, il en est de plus énergiques encore : « Pour l'exécution du contrat et de ses suites, les parties font élection de domicile à Paris, au siège social de la compagnie. Le domicile élu est attributif de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine, pour toutes les contestations entre la compagnie et l'assuré ou ses ayants droit. » Ou bien encore : « Toutes les contestations entre l'assuré et la compagnie, soit en demandant, soit en défendant, seront soumises aux tribunaux compétents de la Seine, lors même que le domi-

(1) Jugement précité de Valence ; toutes les autres décisions sont relatives à des assurances de voitures ou de responsabilité. Cf. dans le sens de notre doctrine, la commercialité du contrat faisant obstacle à l'appel en garantie : Seine, 26 juillet 71 précité (voitures) ; Limoges, 4 mai 86 précité. Ass. de resp.

cile de l'assuré se trouverait dans le ressort d'un autre tribunal (1).

120. — On voit la différence qui existe entre ces deux dernières catégories de clauses ; la première tend à affirmer le principe de l'art. 59 du Code de procéd. civile, et à écarter toute difficulté relative aux agences en décidant qu'aucune d'entre elles ne pourra être considérée comme attributive de juridiction ; la seconde, au contraire, porte une grave atteinte à la maxime *actor sequitur forum rei*. La compagnie se réserve le droit de poursuivre l'assuré devant le tribunal de son domicile à elle, compagnie.

121. — Quels seront les tribunaux compétents *ratione materie* ? Il est rare que les polices s'expliquent là-dessus ; pourtant, nous pouvons citer l'Urbaine et Seine qui affirme la compétence des tribunaux de commerce pour toutes les contestations, et la Compagnie générale qui attribue juridiction aux tribunaux civils.

122. — Que décide la jurisprudence en présence de ces clauses ? Elle a dû en reconnaître la validité (2). Mais ces clauses peuvent-elles faire échec à la compétence résultant de l'art. 420, si on admet que cet article trouve ici son application ? La jurisprudence semble avoir décidé qu'on ne saurait en conclure « que l'assuré ait renoncé au bénéfice de l'art. 420 du Code de procéd. civ., lequel

(1) Cf. Abeille, 18 ; Caisse générale Fam., 19 ; Caisse pat., 14 ; Patrimoine, 14 ; C^{ie} génér., 14 ; Préserv. ano., 33 ; Prévoy., 15 ; Provid., 17 ; Secours, 14 ; Urb. Seine, 14 ; Zurich, 13.

(2) Trib. civ. Blois, 22 juin 1853 ; B. de M., III, 35 (grêle) ; Cass., 30 juin 74, vie, Crédit Viager ; B. de M., I, 153 ; Dijon, 24 juillet 77 ; *ibidem*, II, 550 (Incendie) ; Bordeaux, 12 février 73 ; *ibidem*, II, 457 (Incendie) ; Trib. civ. Epinal, 17 mai 1883 : Bonnard c. C^{ie} d'ass. militaires ; Rec. pér., 84, 290. La clause était la suivante dans cette espèce : « Chaque partie fait élection de domicile en sa demeure respective ; » cette clause a été déclarée par la Cour de Pau, dans une affaire contre la même compagnie dirigée par Etchegaray, 14 nov. 83, *ibidem*, insuffisante pour faire échec à la compétence du Tribunal de l'agence ; Trib. civ. de Saint-Etienne, 6 mai 85 ; Rec. Pér., 85, 566 ; Limouzin c. Comp. g^{ie}.

attribue juridiction au tribunal du lieu désigné pour le paiement de l'indemnité (1). Je dis semble, parce que la clause de la police était ambiguë et n'avait pas toute la clarté de celles que nous avons citées plus haut. Aussi peut-on considérer l'arrêt comme un arrêt d'espèce. Il n'en est pas de même du jugement de Valence que j'ai déjà cité. On a vainement soutenu devant ce tribunal que l'article de la police décidant que toutes les actions contre la compagnie seraient soumises aux tribunaux compétents du département de la Seine faisait obstacle à ce que celle-ci fût appelée devant le tribunal saisi de la demande de l'ouvrier; il a purement et simplement répondu (2) que cet article ne visait pas l'appel en garantie. J'ai peine à admettre cette solution. Il me semble que ces clauses font apparaître, bien nette, l'intention des compagnies et que les tribunaux ont tort de prétendre en repousser l'application aux cas où elle serait particulièrement utile.

123. — En résumé, nous dirons que le contrat d'assurances collectives étant formé par un commerçant, dans l'intérêt de son commerce, est commercial du côté de l'assuré, qu'il l'est aussi du côté de l'assureur, quand celui-ci est une compagnie à primes, que les tribunaux de commerce seront donc le plus souvent compétents. Voilà pour la compétence *ratione materie*. En ce qui concerne la compétence *ratione personæ*, nous avons repoussé l'application à notre matière des §§ 2 et 3 de l'article 420 du Code de com. Nous avons prétendu que l'appel en garantie de la compagnie, par le patron en

(1) Paris, 16 mai 84; Rec. Pér., 84, 55 : la C^{ie} Industrie Nat. c. Geofroy; la clause était celle que nous avons déjà citée : les parties « font éléction de domicile en leurs demeures respectives. »

(2) Rec. Pér., 86, I, 88. Cf. Cour Rouen, 6 janvier 1865; B. de M., II, 294; mais cet arrêt, qui statue en matière de risques locatifs, a soin de déclarer que l'art. 181 ne s'applique que parce qu'en cette matière il s'agit bien d'une action récursoire en garantie.

butte à la poursuite de l'ouvrier, n'est pas possible, en principe, et que, du reste, pour l'appel en garantie, comme pour la question de compétence, il faut se reporter aux polices et en appliquer les clauses sans en restreindre arbitrairement la portée.

CHAPITRE IV

DES DROITS ET DES OBLIGATIONS DE L'OUVRIER DANS LE CONTRAT D'ASSURANCE COLLECTIVE

SECTION PREMIÈRE

DES PERSONNES QUI PEUVENT EN RÉCLAMER LE BÉNÉFICE

124. — *Quels ouvriers ont droit à l'indemnité en cas d'accident, renvoi.* — La première question qui se pose est celle de savoir quels sont les ouvriers qui ont droit à l'assurance. Nous avons déjà répondu par avance à cette question en disant quelles sont les personnes que le patron doit comprendre dans l'application de son contrat. Nous avons dit (n^{os} 3 et suiv.) que le patron est tenu de comprendre dans l'assurance tous ses ouvriers; en principe, il doit payer les primes sur tout son personnel. En conséquence, nous plaçant maintenant au point de vue du bénéficiaire, nous dirons que tout le personnel a droit à l'assurance. Les difficultés élevées sur la question de savoir si l'assurance s'applique à un tâcheron (n^{os} 6 et suiv.), par exemple, se sont posées en jurisprudence à l'occasion des demandes en paiement de l'indemnité dirigées par la victime contre le chef d'industrie. Ce n'est là qu'une seconde face de la même question, et je n'ai pas à revenir sur ce que j'ai dit. Ajoutons cependant que quelques polices décident que l'ouvrier n'aura droit à une indemnité que pour les accidents survenus après un séjour dans l'usine qui, suivant

les cas, est de trois ou de huit jours. En présence de ces clauses, le patron fera bien de ne commencer à opérer la retenue qu'à partir du quatrième ou du neuvième jour.

125. — *Quels sont en cas de mort les ayants droit de la victime d'après les polices? — La veuve.* — Quelles sont les personnes qui recevront l'indemnité due en cas de mort de l'ouvrier? C'est ce qu'il nous faut examiner. Les polices contiennent à ce sujet des clauses très précises. En voici le résumé ⁽¹⁾.

Le bénéficiaire qui figure en première ligne dans toutes les polices ou règlements de chantier est la veuve ou, plus exactement, le conjoint survivant. Mais quelquefois la compagnie décide que l'indemnité sera payée à la veuve et aux enfants mineurs; dans ce cas la veuve ne pourra réclamer la totalité de l'indemnité que s'il existe des enfants mineurs, et la moitié seulement de la somme lui sera remise à titre de propriété, l'autre moitié appartiendra aux enfants et elle ne la gardera qu'en qualité de tutrice desdits enfants. Aussi les polices stipulent-elles quelquefois que si l'ouvrier n'a pas laissé d'enfants mineurs, la veuve n'aura droit qu'à la moitié de la somme assurée, le reste devant aller aux ascendants, ainsi qu'il sera dit plus tard.

126. — *Les enfants mineurs.* — En seconde ligne figurent les enfants de la victime. Les compagnies ont soin d'ajouter toutes : enfants mineurs. Quelques-unes même, faisant l'observation que dans la classe ouvrière les enfants cessent d'être à la charge de leurs parents avant leur majorité civile : disent « les enfants mineurs de seize ans. » Le plus souvent, elles ajoutent les enfants légitimes. Une seule police, la *Zurich*, admet les enfants

(1) Abeille, 2; Caisse générale Fam., pol., 1; Règl. de ch., 2; Caisse Patern., 11; Cie Générale, pol. 13, règl., 3; Patrimoine, 2, règl., 2; Prévoyance, 2; Préservat. cond. part., 3; règl. 2; Providence, 11, règl., 6; Secours, 2, règl. 6; Urb. et Seine, 2; Zurich, 7.

naturels reconnus ; que faut-il décider pour ces derniers quand la police ne semble pas exiger la qualité d'enfants légitimes ? Faut-il appliquer les règles posées au Code civil pour la succession des enfants naturels ? Ceci engage la question plus générale de la nature de l'indemnité. La question ne s'est jamais présentée en jurisprudence. Remarquons, du reste, que si on prétend appliquer les règles de la loi civile, on réduira l'enfant à une portion de ce qu'il eût eu s'il eût été légitime, ce qui revient à ne lui conférer qu'un droit illusoire, étant donnée la faible importance des indemnités. Du reste, pour qu'il ait des droits, il faut qu'il soit reconnu, et le plus souvent il ne le sera pas. Les enfants mineurs légitimes ont droit à l'indemnité concurremment avec leur mère, ainsi que je l'ai déjà dit. Ou bien ils se présentent seuls, la veuve étant prédécédée ; dans ce cas, tantôt ils ont droit à la totalité : « l'indemnité est payée à la veuve ou aux enfants mineurs ; » d'autres fois, ils n'ont droit qu'à la moitié.

127. — *Ascendants. Frères et sœurs mineurs.* — Enfin, à défaut de veuve et d'enfants mineurs, les compagnies reconnaissent souvent, mais pas toujours, des droits aux ascendants ; mais seulement si ceux-ci se trouvent dans une situation particulièrement intéressante. Quelques polices disent : ascendants sexagénaires ; d'autres, père et mère dans le besoin, ou bien dont la victime était l'unique soutien. Quant à la quotité de leurs droits, elle varie ; ils pourront, tantôt réclamer la somme entière, quelquefois seulement la moitié ou un quart chacun. On voit aussi la clause réduire leurs droits s'ils ont d'autres enfants majeurs.

Il est une dernière catégorie de bénéficiaires que l'on trouve encore dans les polices, mais d'une manière assez exceptionnelle. Ce sont les frères et sœurs mineurs dont la victime était le soutien. Ils auront le droit de réclamer tantôt la moitié, tantôt la totalité de la somme assurée.

Voilà les clauses les plus usuelles; leur interprétation a soulevé quelques difficultés.

128. — *Difficultés soulevées par l'interprétation de ces clauses.* — D'abord nous voyons les compagnies énumérer, sur le même pied, plusieurs personnes ayant droit à l'indemnité. Il est possible qu'une seule de ces personnes se présente. La compagnie pourra-t-elle ne lui en payer qu'une partie? Et, dans ce cas, comment fixer cette partie? La jurisprudence a décidé, et cela ne peut faire non plus un doute sérieux, que la totalité de l'indemnité lui est due (1).

Mais la difficulté est plus grande de savoir si l'énumération que nous retrouvons dans toutes les polices est limitative et, enfin, au cas où la police serait muette ou trop vague, comment déterminer quels parents doivent être appelés au bénéfice de l'assurance.

129. — *Leur solution dépend de la nature de l'indemnité.* — La solution de ces questions résulte du système que l'on adoptera quant à la nature de l'indemnité en matière d'assurance collective. Nous avons d'abord à signaler à ce point de vue une différence essentielle entre l'action basée sur la police d'assurance et l'action intentée en vertu de l'art. 1382 du Code civil. Cette dernière action a pour but de réparer d'une manière complète, par l'obtention d'une indemnité pécuniaire, le préjudice résultant du délit ou du quasi-délit.

L'assurance, au contraire, n'a pas pour but de procurer à la victime une somme vraiment compensative du dommage éprouvé : la dette de la compagnie n'a d'autre cause que les primes perçues; l'ouvrier procure à sa famille et à lui-même, en cas d'accident, le bienfait d'une somme d'argent destinée à faire face aux frais de maladie et aux premières nécessités. Aussi, à défaut de loi,

(1) Sent. arb. Liège, 23 janvier 1873; Laminoirs, Jupille et C^{ie}; Sécurité générale. B. de M., III, 167.

nous devons, en ce qui concerne l'attribution de l'indemnité, étudier le contrat, d'après les termes de la police, et rechercher l'intention présumée des parties, le but qu'elles ont voulu atteindre.

130. — *Clauses nettement exclusives des autres parents.* — Et d'abord, si la police fait suivre l'énumération des bénéficiaires de ces mots, « à l'exclusion de tous les autres parents, héritiers ou ayants droit, » ou de toute autre formule analogue, il est bien évident que l'indemnité devra être accordée aux seules personnes visées par la police (1). Cette clause est licite et n'a rien de contraire à l'ordre public ou à la loi, et, par conséquent, doit être appliquée. Il est facile de saisir l'intention des compagnies en l'insérant. Elles ont établi leurs tarifs suivant des probabilités, d'après des moyennes qui entrent dans la fixation du chiffre des indemnités. Les statistiques qu'elles ont dressées leur ont montré, sur cent ouvriers de chaque profession, en moyenne telle proportion de célibataires, de veufs avec ou sans enfant, etc. On comprend donc qu'elles attribuent le capital promis à tel ou tel parent, à telle ou telle catégorie de parents, limitativement désignés, dont elle a calculé les probabilités plus ou moins grandes d'existence dans chacune des familles appelées à bénéficier de l'assurance collective. Les tribunaux ne pourraient donc, sans violer la loi, créer de nouvelles catégories de bénéficiaires, attribuer à des enfants majeurs, par exemple, l'indemnité réservée aux mineurs; ils doivent respecter l'aléa du contrat: s'il n'y a ni veuve ni enfant, la compagnie profitera du capital; sa dette se trouvera éteinte.

131. — *Clauses énumératives; sont-elles limitatives?*
— Le plus souvent, les compagnies négligent de clore

(1) Nancy, 6 avril 1886; Rec. Pér., 1886, 233: Carinati c. Fisson et C^{ie}. Le frère de la victime a été débouté de sa demande; l'assureur était la C^{ie} le Monde.

leur énumération par une formule éliminatoire des autres parents. Doit-on considérer la liste qu'elles donnent comme limitative ou comme simplement énonciative? Les considérations que nous avons exposées plus haut font pressentir notre solution. Pour répondre plus complètement à cette question, il faut rechercher la nature du capital stipulé par le contrat.

S'agit-il d'une véritable indemnité entrée dans le patrimoine et dans la succession de l'assuré, sujette, par conséquent, à la réduction et au rapport! Est-ce, au contraire, un simple secours, destiné à faire face à des nécessités immédiates, attribué personnellement à la veuve ou à l'orphelin et restant en dehors de la succession? Est-ce enfin une indemnité qui, née encore en la personne de la veuve ou des enfants, a tous les caractères d'un capital représentant le préjudice causé par l'accident à ces divers membres de la famille? La solution adoptée sur cette question de principe ne servira pas seulement pour interpréter les désignations de la police d'une manière extensive ou restrictive, elle aura aussi son importance au cas où le contrat attribue l'indemnité non à telle ou telle catégorie de parents, mais à tous les successibles indistinctement.

132. — S'il s'agit d'une indemnité véritable née en la personne de l'assuré, il faudra, à défaut de dispositions testamentaires, appliquer l'ordre de succession. Si c'est, au contraire, un secours proprement dit, attribué à la seule qualité de parent, il y aura à faire une répartition fondée sur les besoins réels ou présumés des divers membres de la famille sans préoccupation de degrés. Si enfin il s'agit d'une indemnité revenant aux membres de la famille comme compensation du préjudice qu'ils ont personnellement éprouvé, il n'y aura pas à s'occuper de la succession de l'assuré, et le montant de l'indemnité devra être attribué à la personne qui a le plus souffert de l'accident et, d'une

manière plus générale, réparti suivant le dommage causé à chacun (1).

133. — L'indemnité est-elle attribuée à titre de secours ?

C'est le mot qu'ont employé et la jurisprudence (2) et la loi de 1868, art. 12; mais il faut s'entendre sur son sens et sa portée. Il éveille l'idée d'une aumône, d'un don volontaire, d'une obligation purement morale. Il est bien évident que nous ne le prenons pas avec cette acception : la dette de la compagnie, comme celle de la Caisse nationale, n'est pas d'ordre discrétionnaire, mais obligatoire. Le législateur a voulu simplement dire que le caractère de la somme promise dans l'économie de la loi se rapproche plus de l'idée de secours que de celle d'indemnité. Ce dernier terme éveille l'idée d'un rapport de proportion entre le dommage éprouvé et la compensation donnée. La détermination de ce rapport implique toujours un temps plus ou moins long, un examen successif et compliqué de l'état du blessé pour mesurer exactement l'importance et la durée de son incapacité de travail. Le législateur, et cela résulte avec évidence des discussions qui ont précédé la loi, a voulu fournir aux parents de l'assuré un capital destiné à réparer ou atténuer sensiblement, pour la veuve et les enfants, le dommage qu'ils ressentaient, sa seule

(1) Trib. civ. Lyon, 8 décembre 1861; B. de M., III, 149.

(2) Voici un arrêt important; Grenoble, 12 mars 86; Gaz. Palais, 86, II, sup. 12, note de M. Belat; Thomas c. consorts Billard (Préservatrice) : c'est à tort que la Cour a cru fortifier son argumentation en disant que l'art. 3 n'est que l'application de l'art. 12 de la loi du 11 juillet 1868; cette loi n'est pas une loi générale en matière d'assurance et ne s'applique qu'aux contrats passés avec la caisse de l'Etat. On peut seulement dire, comme nous le faisons au texte, que le même esprit qui a animé le législateur anime aujourd'hui les compagnies. C'est pour ce motif que nous insistons sur cet article qui est évidemment restrictif et attribue le secours « de deux annuités de la pension qui aurait été payée à la victime à sa veuve ou, s'il est célibataire ou veuf sans enfants, à ses père et mère sexagénaires. »

préoccupation ayant été de leur procurer les moyens de pourvoir aux besoins les plus urgents, aux nécessités de la première heure.

134. — Voilà quelle a été la pensée du législateur de 1868. C'est dans ce sens qu'il a pris le mot secours; c'est dans le même sens que les arrêts l'ont employé. Toutes les considérations que nous avons fait valoir, et tirées de l'intention du législateur de 1868, ont inspiré le contrat passé entre la compagnie et le patron. On n'a pas voulu enrichir la succession de l'assuré, mais seulement atténuer le dommage éprouvé. C'est donc avec raison que la jurisprudence a interprété restrictivement les désignations des bénéficiaires faites par les polices. C'est avec raison également que le tribunal de Lyon, dans une espèce où la police ne désignait pas clairement les ayants cause, a refusé d'attribuer l'indemnité exclusivement aux héritiers (mère et frères) de la victime, en disant que l'assurance collective doit s'interpréter dans le sens d'une réparation du dommage, réparation qui s'adresse aux personnes qui en souffrent le plus. Les arrêts ont, à juste titre, repoussé l'assimilation que l'on prétendait établir, quant à la nature de l'indemnité, entre l'assurance-accident et l'assurance-vie. On sait que si, dans l'assurance-vie, le capital promis a été stipulé payable soit à l'assuré, soit à son ordre, soit à ses enfants, héritiers ou ayants droit, il fait partie du patrimoine ou de la succession de l'assuré, et est, le cas échéant, le gage de ses créanciers (1). Mais cela tient au but que l'assuré se propose en contractant cette dernière assurance. Il tend, en effet, à se ménager la formation d'un capital souvent considérable qui viendra augmenter son patrimoine. La situation diffère donc

(1) Il en sera autrement de l'indemnité de l'assurance-accident; Trib. civ. Pontarlier, 29 juillet 1886; Mon. ass., 1887, 291; *Adde* Trib. civ. Seine, 1886; Lévy, Gaz. Pal., 1886, II, 334; J. A., 87, p. 86.

absolument de celle qui nous occupe maintenant (1).

L'indemnité attribuée à un des conjoints tombe-t-elle en communauté ou constitue-t-elle un propre? La jurisprudence a décidé dans le premier sens, en présence de la généralité des termes de l'article 1401 (2).

SECTION II

FONDEMENT DES DROITS ET OBLIGATIONS DE L'OUVRIER DU RÈGLEMENT DE CHANTIER

135. — *Erreur de la jurisprudence.* — Avant d'arriver à la grave question des droits et devoirs résultant, pour l'ouvrier ou ses ayants droit, du contrat d'assurance collective des actions qu'il peut exercer, il nous faut d'abord déterminer, avec précision, quel est le fon-

(1) Trib. civ. Lyon, 8 décembre 1869, B. de M., III, 148, qui a, le premier, posé nettement ces principes, et Grenoble précité. L'annotateur de ce dernier arrêt dans le Rec. Pér. 1887, méconnaissant les principes exposés, soutient l'assimilation avec l'assurance-vie en se basant sur ce que la « retenue est la même dans l'assurance collective pour tous les ouvriers, quelle que soit leur situation de famille; ils doivent donc, dit-il, soit par eux-mêmes, soit par leur héritier, participer dans une mesure égale au bénéfice du contrat qu'ils alimentent; décider le contraire serait admettre que l'assurance des ouvriers mariés ou pères de famille est payée tout au moins en partie par les ouvriers veufs ou célibataires. » Je répondrai seulement que cela tient au mécanisme même de l'assurance collective; à la différence de l'assurance individuelle, le contrat n'est pas débattu entre la compagnie et chaque ouvrier en considération de sa situation personnelle, mais passé par le patron pour tous ses ouvriers; l'unité assurée n'est pas l'ouvrier, mais l'usine; c'est à l'ouvrier de voir si le sacrifice qu'il s'impose n'est pas hors de rapport avec le bénéfice qu'il peut en retirer; mais s'il accepte la retenue, il n'a évidemment pas l'intention de gratifier des parents éloignés.

(2) Trib. civ. de Villefranche, 14 mai 80; B. de M., III, 250. Giraud : « Que l'on considère l'indemnité soit comme la représentation de son industrie ou de ses moyens de travail, soit comme une pension alimentaire, parce qu'une pension alimentaire *de jure sanguinis* présente seule un caractère exclusivement personnel. »

dement même de ces actions, de ces droits, quel est le titre que le bénéficiaire peut invoquer, quel est exactement le contrat dont il peut se prévaloir. C'est faute de s'être fait une idée nette de cette question préjudicielle que la jurisprudence, inspirée par un sentiment de faveur pour l'ouvrier et par une méfiance instinctive contre les compagnies, a bouleversé tout le système juridique élaboré par ces dernières, presque ruiné une industrie utile et contribué à lancer le législateur dans la voie du socialisme d'Etat. La Cour de cassation a prétendu, par son arrêt du 1^{er} juillet 1885, accorder aux ouvriers une action directe contre les compagnies ; elle a dû, pour cela, poser des principes généraux en dehors et en violation des stipulations les plus précises des polices et des règlements de chantier, alors que, dans notre matière, le fait domine si complètement le droit, qu'on ne peut déterminer les droits et devoirs des parties que par l'étude détaillée et minutieuse des termes mêmes de ces documents. En l'absence de toute disposition législative, les conventions des parties sont souveraines, l'article 1134 du Code civil est le seul applicable, réserve faite, bien entendu, de l'article 6, qui nous permettra d'annuler les clauses contraires à l'ordre public.

Ce qui a causé l'erreur de la jurisprudence, c'est qu'elle n'a vu, dans l'assurance collective, qu'un seul contrat passé entre la compagnie et le chef d'industrie ; ce dernier y stipule, au profit de ses ouvriers, ou se porte gérant d'affaires pour eux. Puis, d'un événement postérieur, pur fait qui n'a rien de juridique, la retenue opérée sur le salaire, on en déduit que l'ouvrier a ratifié la gestion d'affaires de son patron, et celui-ci se trouve ainsi rétroactivement le mandataire de ceux à qui doit profiter l'assurance, en vertu de la maxime : *Ratio habito mandato cequiparatur*.

136. *Nécessité de distinguer deux contrats successifs.*

— C'est, à mon avis, fort mal comprendre l'assurance collective. J'ai déjà sommairement indiqué que je vois là deux contrats successifs, l'un passé par le patron avec la compagnie et l'autre par le patron avec ses ouvriers. Nous avons vu comment se forme le premier contrat qui a pour base la police, à quoi il oblige chacun des signataires. Nous avons indiqué que, pour que l'obligation de la compagnie de payer l'indemnité puisse naître, pour que l'obligation corrélatrice du patron de payer la prime ait une cause, il faut que ce premier contrat soit suivi d'un second passé par l'assuré avec ses ouvriers.

L'assureur dit au signataire de la police : « Vous allez immédiatement former un contrat avec votre personnel, vous vous engagerez à l'indemniser des accidents qui pourraient l'atteindre à votre service; il en résultera pour vous, en cas de sinistre, une obligation de payer aux victimes une somme d'argent ou une rente viagère. Cette obligation, je me charge de vous en libérer; je m'engage, et c'est là le but du contrat que nous venons de former entre nous deux, sa raison d'être, à payer *pour vous, en votre nom, à la victime l'indemnité que vous lui aurez promise*. Je vous apporterai la décharge de cette obligation que vous aurez assumée, je vous apporterai les quittances du créancier que vous serez donné. En un mot, la compagnie contracte envers le patron *une obligation de faire* corrélatrice à l'obligation que ce dernier contracte avec ses salariés et qui sera, le plus souvent, une obligation de donner.

137.— *Du contrat passé entre le patron et ses ouvriers.*

— Ce second contrat, dont l'étude va maintenant retenir notre attention, à la différence du premier, au lieu d'être formé par écrit, est un contrat verbal comme le contrat de louage de services dont il est l'accessoire (1). Com-

(1) Il paraîtrait que quelques industriels plus prudents font signer à leurs ouvriers un engagement relatif à l'assurance.

ment l'ouvrier établira-t-il l'existence, à son profit, d'une assurance contre les accidents? Comment, en sens inverse, le patron fera-t-il la même preuve contre l'ouvrier? Pour résoudre cette question, il nous faut étudier successivement deux hypothèses bien distinctes: le cas où le patron a fait afficher dans l'usine ou sur les chantiers un règlement relatif à l'assurance, et le cas contraire où ce document n'apparaît pas.

138. — I. CAS OU IL Y A UN RÈGLEMENT DE CHANTIER. — La première hypothèse est la plus simple, celle qui soulève le moins de difficultés; la preuve du contrat des droits et devoirs des parties se fait avec le plus de netteté, à leur plus grand avantage. Nous avons à étudier ce document que l'on appelle, *brevitatis causa*, règlement de chantier ou d'atelier. Combien de fois les arrêts ne l'ont-ils pas négligé pour ne s'attacher qu'à la police! C'est une affiche rédigée et imprimée par les soins de la compagnie, presque toujours, et remise par elle au patron qui la fait apposer dans son atelier ou sur son chantier. Elle est en général intitulée : Règlement de la caisse d'assurances contre les accidents (1), et contient un certain nombre de dispositions qui ne sont que la reproduction textuelle des clauses des polices que nous avons déjà analysées, et cela se comprend, car c'est l'application, aux ouvriers, du règlement de chantier qui fera fonctionner le contrat basé sur la police.

139. — *Analyse du règlement de chantier.* — L'article premier est en général conçu de la manière suivante : « Entre l'établissement et toutes les personnes qui en font partie, employés, contremaîtres, ouvriers, et généralement toutes les personnes y travaillant au mois, ou à la journée, ou à la tâche, il est formé une *Caisse d'as-*

(1) J'ai été fort étonné de voir une Cour (la Cour de Nîmes) s'imaginer que c'est un règlement sur la police des chantiers; ce document n'est jamais relatif qu'à l'assurance.

surances contre les risques corporels résultant des travaux exécutés pour le compte de l'établissement, » (Préservatrice), ou bien encore : « Une *Caisse d'assurances* est instituée au profit des employés et ouvriers de l'établissement, » (Providence). Suivent un certain nombre d'articles relatifs à la définition de l'accident, aux accidents garantis et exclus, à la classification des sinistres, aux indemnités, etc. Je n'ai pas à y revenir puisque, je le répète, ce n'est que la répétition des clauses des polices correspondantes.

140. — *Il lie le patron et les ouvriers.* — Le fait même de l'apposition de cette affiche dans l'atelier sera la preuve de l'existence du contrat d'assurances, qui n'en sera pas moins verbal, puisque le règlement n'est pas signé, tout au moins de l'ouvrier. Si le règlement peut être invoqué par l'ouvrier, il peut l'être également contre lui, par exemple pour le contraindre à subir une retenue sur ses salaires. On comprend que le patron soit tenu, lui qui a fait afficher le règlement; mais comment l'ouvrier se trouve-t-il lié par cette affiche? Parce qu'il l'a connue et en a accepté d'une manière générale les stipulations. Il l'a connue: remarquons qu'elle est imprimée en gros caractères, apposée à l'endroit le plus apparent de l'atelier; l'ouvrier passe vingt fois par jour devant elle. Ce n'est pas comme les clauses imprimées aux revers des bulletins de bagages que le voyageur préoccupé ne lit jamais. Si l'ouvrier n'a pas eu l'idée de prendre connaissance d'un document qui s'impose à sa vue, si ses camarades ne lui en ont rien dit, son ignorance à ce sujet ne sera pas de longue durée, elle prendra fin au premier jour de paie; l'ouvrier, en effet, ne recevra son salaire que déduction faite de la retenue relative à l'assurance.

Non seulement il doit être réputé avoir connu l'existence de l'assurance, mais on peut le considérer comme l'ayant acceptée, et la raison en est bien simple: c'est

qu'il ne peut faire autrement que de l'accepter. Nous avons vu que l'assuré doit comprendre dans son contrat avec la compagnie tout son personnel. Il en résulte que tous les ouvriers présents à l'atelier ou sur le chantier au jour où le patron affiche le règlement sont, par cette seule présence, constitués bénéficiaires de l'assurance. S'ils prétendaient la repousser, par exemple pour se soustraire à la retenue qui en est la conséquence, ils devraient quitter l'établissement, comme s'ils refusaient de se conformer aux règlements relatifs à la discipline ou à l'ordre intérieur. Ils ne seront jamais admis à rester en faisant des réserves, car si le patron avait la faiblesse d'en accepter, il engagerait sa responsabilité vis-à-vis de la compagnie et s'exposerait à une déchéance. Voici comment on peut formuler, au point de vue du droit, la situation : le contrat de louage de services est le plus souvent formé pour une durée indéterminée ; chacune des parties peut donc le rompre à tout moment ; il en résulte pour l'industriel le droit de mettre à sa continuation telle condition qu'il voudra, pourvu qu'elle ne soit pas contraire à l'ordre public ; il peut donc y mettre cette condition que tous les ouvriers seront assurés. Ces derniers peuvent ne pas y consentir ; mais alors il ne pourront forcer le chef de l'usine à les garder.

141. — De même, en ce qui concerne les ouvriers embauchés postérieurement, on peut dire que le patron met à leur engagement la condition qu'ils devront subir la même obligation que ceux qui les ont précédés dans l'usine. Ce sera une des clauses du contrat de louage de services, une condition essentielle en l'absence de laquelle il ne pourra se former. C'est en ce sens que l'on dit que l'assurance est imposée aux ouvriers ; mais qu'on ne dise pas que ces derniers ne sont pas obligés, n'ayant pas été libres d'accepter ou de refuser l'assurance ; rien ne les oblige à entrer dans l'établissement,

de même qu'ils ne peuvent prétendre y rester malgré la volonté du maître. En résumé, l'assurance est une clause du contrat de louage de services, et si on répugne à cette manière de voir, préférant en faire une convention distincte, nous dirons que la formation de ce second contrat est une condition à laquelle la formation du premier se trouve subordonnée.

142. — Les ouvriers, ne pouvant se soustraire individuellement à l'assurance, qui leur a longtemps répugné, se sont efforcés d'atteindre ce but par une entente. On a vu le personnel d'une manufacture se mettre en grève pour forcer les patrons à supprimer l'assurance ; il ne voulait pas être assuré, même sans rien payer ; le chef d'établissement offrit de supprimer les retenues : ce fut en vain ; il fut, devant la résistance de ses ouvriers, obligé de résilier son contrat avec la compagnie (1).

143. — *Le fait de la perception des primes est indifférent pour la formation du contrat.* — On a remarqué que je n'ai pas dit, comme le font bien des arrêts, que l'acceptation de l'assurance par l'ouvrier résulte du consentement qu'il a donné à la retenue, et que c'est cette retenue qui « forme le contrat. » Il est bien évident que ce contrat ne peut être que consensuel et qu'on ne peut y voir un contrat *re*, la *res* étant la perception des retenues. Mais, d'une manière plus générale, je ne puis admettre que le consentement de l'ouvrier résulte uniquement de la retenue subie. Sans doute, le plus fréquemment, il paiera de cette façon une partie des primes, et, dans ce cas, il ne pourra prétendre avoir ignoré l'assurance ou l'avoir repoussée. Mais ce ne peut être qu'un élément de preuve tout à fait accessoire. En effet, quelques patrons bien intentionnés supportent tout le poids de la prime ; il est bien certain que, dans ce cas, l'ouvrier

(1) Journ. des Ass., 1882, p. 184.

n'en est pas moins assuré en vertu du règlement de chantier.

144. — La question peut présenter de l'intérêt à un autre point de vue. Un ouvrier peut-il invoquer le règlement et réclamer une indemnité, même si, seul parmi tous ses camarades, il n'a pas subi la retenue? Oui, sans doute, en principe du moins, tous les ouvriers sont assurés, dit le règlement; il faudra présumer qu'il y a eu de la part du patron soit une intention spéciale de libéralité, ou une négligence qui ne devra pas préjudicier à la victime. Mais, en revanche, le patron aura le droit d'établir que s'il a exempté de la retenue tel de ses employés, c'est volontairement et avec l'intention de l'exclure du bénéfice de l'assurance, et son intention résultera du fait qu'il avait une juste raison d'agir ainsi. Cet ouvrier était un de ceux que, à cause de leur âge ou de leurs infirmités, les polices refusent de garantir par des clauses toujours reproduites au règlement de chantier; le patron est en droit d'en faire autant, et il fera bien de ne pas imposer à cet ouvrier la retenue comme à ses camarades; car elle aurait pour résultat de faire naître, au profit de cet ouvrier, une assurance spéciale que je crois pouvoir caractériser d'individuelle, puisque le règlement de chantier ne peut s'y appliquer, et dont le patron ne pourrait rejeter le poids sur la compagnie.

Ainsi donc, tous les ouvriers travaillant dans l'usine au jour où le règlement de chantier est affiché, ou tous ceux qui seront embauchés ultérieurement, sont, en principe, bénéficiaires de l'assurance. Ils ont droit aux indemnités qui y sont portées et sont tenus de toutes les obligations que ce document établit.

145. — II. CAS OU IL N'Y A PAS DE RÈGLEMENT DE CHANTIER. — A) *Le patron n'opère pas de retenues.* — La situation est bien plus délicate lorsque la compagnie ne remet pas au patron de règlement d'atelier ou que celui-ci, l'ayant reçu, ne le fait pas apposer. Les difficultés qui

en résultent sont inextricables, non seulement en ce qui concerne la preuve du contrat, mais encore et surtout pour la détermination de l'étendue des droits et des devoirs de l'ouvrier (1). Il nous faut rechercher comment, en l'absence du règlement de chantier, l'ouvrier pourra faire la preuve de l'existence d'une assurance à son profit. De deux choses l'une : ou le patron n'a pas imposé de retenues à son personnel ; dans ce cas les victimes d'accident établiront par tous les moyens possibles, par témoins, notamment, que le patron leur a fait connaître, soit par des affiches, soit par des communications verbales, soit par ses contremaîtres, l'existence d'une assurance contractée par lui avec une compagnie, leur a promis de leur en appliquer le bénéfice ; ils établiront de même qu'ils ont accepté cette promesse et ont compté sur son exécution, ce qu'on devra facilement admettre, puisque l'assurance dans ces conditions n'entraîne pour eux aucune charge.

146. — B) *Des retenues sont faites aux ouvriers.* — Bien plus fréquent est le cas où le patron opère une retenue. A la paie qui suit la signature de la police d'assurances, l'employé chargé de cette paie déduira quelques centimes de la somme due à chacun des ouvriers ; à leurs questions il répondra : cette retenue est faite pour vous assurer des indemnités en cas d'accident. Le plus souvent, il n'en dira pas plus long. Il est bien évident qu'il suffira à la victime d'un accident d'établir que cette retenue a été opérée, car elle prouve que le patron a proposé une assurance à son personnel et qu'elle a été acceptée. A quelle époque le contrat doit-il être réputé formé ? Au jour où la première retenue a été opérée, à moins que les ouvriers n'établissent que

(1) Quelques compagnies ont cessé d'avoir des règlements de chantier pour échapper plus sûrement à l'action directe de l'ouvrier : voilà un des inconvénients de la jurisprudence. Cf. arrêt Paris, 23 février 1887 ; Rec. Pér., 87, p. 503 : Louvel c. veuve Besset.

l'industriel leur a fait connaître et promis l'assurance auparavant; de même, si la retenue est opérée non d'avance, mais après coup, le personnel sera réputé assuré dès le jour auquel s'applique la première retenue.

147. — Un ouvrier peut-il se prévaloir de l'assurance quand bien même seul parmi ses camarades il n'aurait jamais subi de retenues? Je donnerai la même solution que dans l'hypothèse où il existe un règlement de chantier, et voici comment je raisonne. Nous sommes en matière d'assurances collectives, et le contrat garde ce caractère collectif, même dans les rapports entre le patron et ses ouvriers. Il n'y a pas un contrat d'assurances passé entre le chef d'industrie et chacune des personnes à son service, un contrat individuel formé au moment où elle a subi la retenue pour la première fois. Le souscripteur de la police s'est engagé à appliquer l'assurance à tout son personnel, il doit donc être considéré comme assumant un engagement envers la masse de ses ouvriers présents ou futurs du jour où il impose la retenue, d'une manière générale et sans exception, aux personnes composant pour le moment cette collectivité. En conséquence, tous les ouvriers présents à l'usine au moment où on commence à opérer les retenues, peuvent s'en autoriser pour réclamer une indemnité, le patron étant toujours en droit, ainsi que je l'ai dit, d'établir que, s'il a exempté de la retenue un ouvrier, c'est intentionnellement.

148. — Ces principes me serviront à résoudre une question un peu différente, mais plus intéressante parce qu'elle est plus pratique. Les ouvriers nouveaux dans l'usine ne subiront leur première retenue qu'à la paie suivante, qui peut être postérieure de quinze jours à leur engagement. Ils sont victimes d'un accident le sixième jour, par exemple; n'auront-ils rien à prétendre, parce qu'ils n'ont pas encore subi de retenue? Je ne

puis l'admettre, et ce serait pourtant la conséquence inévitable du système d'après lequel c'est la retenue faite sur le salaire individuel de chacun qui lui crée des droits en cas d'accident. Je préfère soutenir que c'est le fait d'être embauché dans une usine ou un chantier, dont tous les ouvriers sont assurés et soumis à une retenue, qui lui confère la qualité de bénéficiaire de l'assurance. Les règlements de chantier me fournissent un argument en ce sens. Aucun d'eux, même parmi ceux qui prévoient la retenue et la déclarent obligatoire, n'exige, pour qu'un ouvrier ait droit à l'indemnité, qu'il ait effectivement subi cette retenue. Il faut en outre remarquer que quelques compagnies prétendent ne devoir d'indemnités que pour les accidents postérieurs de trois ou huit jours à l'entrée dans l'usine, et cela vient encore confirmer ma thèse ⁽¹⁾.

On voit combien cette absence de règlement de chantier rend difficile l'analyse de la situation du souscripteur et de ses ouvriers. Mais les difficultés sont bien plus graves encore quand on arrive à la détermination des droits et des devoirs de l'ouvrier, tandis que l'existence de ce document nous en rend l'étude relativement aisée.

SECTION III

OBLIGATIONS DE L'OUVRIER

149. — I. *Quand il y a un règlement de chantier.* — Quelles sont les obligations de l'ouvrier? On parle toujours de ses droits, et trop souvent, même dans la juris-

(1) En présence de clauses de ce genre, le patron doit s'abstenir d'opérer la retenue sur le salaire de ces trois ou huit premiers jours, sinon il assumerait encore une obligation personnelle, sans recours possible contre l'assureur.

prudence, on est tenté de passer sous silence ses devoirs. Ces obligations sont écrites dans le règlement de chantier. Ce règlement est un tout indivisible : si l'ouvrier s'appuie sur lui pour réclamer une indemnité, il doit en observer toutes les clauses, en tant qu'elles ne sont pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs ; il ne peut dépendre de lui de le scinder et de n'en prendre que ce qui lui serait avantageux et d'en rejeter tout ce qui pourrait lui apporter la moindre gêne. Aussi je ne comprends pas qu'une Cour ait écrit le considérant suivant : « qu'on prétendrait vainement que le règlement affiché dans les chantiers portait cette clause ; que nul n'est censé avoir facilement renoncé à son droit, et qu'il ne suffirait pas pour un patron d'avoir, dans un règlement relatif à la police des chantiers, indiqué cette déchéance pour qu'elle liât l'ouvrier qui aurait subi la retenue pour l'assurance (1). » Certes, je suis loin d'admettre la déchéance dont il s'agit, et je la combattrai pour d'autres raisons ; mais je ne saurais trop regretter qu'une solution bonne en elle-même soit établie avec des arguments aussi graves dans leur portée. Ou l'ouvrier a connu et accepté le règlement de chantier, et dans ce cas il doit se le voir appliquer tout entier ; ou il ne lui est pas opposable, et alors d'où tire-t-il ses droits à l'indemnité ? On ne peut pas, je le répète encore, scinder un contrat d'assurance pas plus qu'un contrat de vente ou de louage ; quel droit exorbitant n'arriverait-on pas à concéder à l'ouvrier, qu'on a trop de tendance dans certains milieux à mettre en dehors du droit commun, en le considérant comme pleinement capable quand il s'agit de lui conférer des droits et des pouvoirs, et comme mineur pour le soustraire aux obligations qui pèsent sur les autres personnes ! Il est comme tout le monde soumis à l'obligation d'observer

(1) Nîmes, 24 avril 1882 ; B. de M.

les contrats dans leur intégrité, qu'ils lui soient favorables ou défavorables, pourvu bien entendu qu'il n'y ait ni fraude, ni vol, ni violation de l'ordre public.

150. — *Déclaration des accidents.* — Les obligations de l'ouvrier sont du reste bien simples. Je ne parle pas de la retenue ; elle se fait tout naturellement au moment de la paie et ne peut soulever de difficultés. Du reste, quelques règlements d'assurance n'en parlent pas (1). Il doit déclarer les accidents qui lui arrivent le jour même ; l'exactitude doit être exigée ; une prompte déclaration de l'ouvrier permettra au souscripteur de faire sa dénonciation à la compagnie qui le garantit dans le délai imposé par la police.

151. — Si l'ouvrier n'est blessé que légèrement et si, pouvant faire sa déclaration lui-même, il néglige d'avertir son patron, on pourra lui opposer la déchéance. On devra admettre moins facilement cette déchéance au cas où, l'ouvrier étant tué ou blessé grièvement, la déclaration incombe à sa famille. Celle-ci peut, dans le trouble qui résulte pour elle de l'accident, dans son ignorance des rigueurs des règlements, tarder à la faire. Du reste, cette obligation ne pèsera que rarement sur elle ; ce sera lorsque, le sinistré travaillant loin de tous ses camarades, elle a été prévenue la première, et, le plus souvent, la dénonciation au patron devra être faite par les compagnons d'atelier ou par les contre-maitres ; la négligence de ces derniers, dont le patron répond, ne peut lui faire un titre pour repousser la demande en indemnité. Les tribunaux jugeront en équité.

152. — La déclaration doit être faite au chef de l'établissement. Cela doit encore être entendu largement : la déclaration sera valable, faite à un employé ayant cer-

(1) Consulter les règlements de la Caisse générale des Familles, de la Compagnie générale, du Patrimoine, de la Préservatrice, de la Providence et du Secours.

taine autorité; c'est une question de fait à décider. L'ouvrier ne pourra-t-il pas, en l'absence d'une déclaration qu'il aurait dû faire au chef d'établissement, soutenir que ce dernier en a eu une connaissance suffisante par les contremaitres, par les compagnons? Je blâmerais fort le patron qui montrerait trop de rigueur dans l'application de ces clauses; quoi qu'il en soit, affirmons l'obligation et appliquons la sanction, c'est-à-dire la déchéance, toutes les fois qu'il y a eu négligence coupable de l'ouvrier; une déchéance suppose une faute.

153. — Le chef d'établissement inscrit la déclaration sur un registre à souche remis par la compagnie et nommé « registre de déclaration de sinistres. » Il en est détaché un bulletin qui est remis à l'ouvrier, il le portera au médecin dont le nom figure au règlement, en se rendant à sa consultation, s'il peut marcher; sinon le bulletin d'avis est transmis directement au médecin par messenger « ou toute autre voie rapide, » et le médecin se rend chez le malade.

154. — *Constatation des accidents.* — Nous arrivons à l'obligation la plus importante de l'ouvrier, la plus utile pour mettre le patron et la compagnie à l'abri des fraudes. L'ouvrier doit, s'il peut marcher, se rendre chez le médecin à ses heures de consultation, autant de fois que celui-ci le jugera à propos. Est-il obligé de rester chez lui, il devra recevoir la visite du médecin toutes les fois que cela sera nécessaire, il devra se laisser visiter par lui. S'il ne le fait pas, s'il refuse de se soumettre à ces obligations, il sera déchu de tout droit à indemnité et se verra suspendre les secours temporaires à partir de la dernière consultation ou visite. Cette sanction doit être appliquée rigoureusement; les sinistres ont plusieurs fois essayé de s'y soustraire par un mauvais esprit d'indépendance ou même par désir d'exagérer les conséquences de l'accident.

155. — La jurisprudence doit donc en faire une application rigoureuse (1). Il est bien évident que la gravité de l'accident ne pourrait être établie par des certificats plus ou moins sérieux d'un médecin autre que celui qui a la confiance de la compagnie ou du patron.

156. — Quelques compagnies obligent en outre l'ouvrier à se faire soigner par leur médecin; il devra se conformer encore à cette disposition.

157. — Enfin, signalons la déchéance fort curieuse portée dans quelques polices contre l'ouvrier qui a recouru aux soins d'un « rebouteux. » On comprend que la compagnie et le patron répondent des suites de l'accident, mais non des conséquences de l'ignorance d'un charlatan. Voilà, certes, une clause non seulement licite, mais louable, et il serait fort à souhaiter qu'elle pût contribuer à détourner les ouvriers de ces prétendus guérisseurs (2).

158. — II. *Il n'y a pas de règlement de chantier.* —

(1) Cf. Trib. com. Marseille, 3 août 1886; Rec. Pér., 86-362 : Daumas c. Providence. Consulter, sur cette question de la visite du médecin, dans le Rec. Pér. 1885, p. 195, un article de M. Lefort qui établit que le droit pour la compagnie de faire toutes les recherches propres à l'éclairer entraîne celui d'envoyer au sinistré son médecin, dont l'appréciation lui offre toutes les garanties d'indépendance et de sincérité. Elle n'est pas tenue de s'en rapporter aux déclarations du médecin traitant, qui peut se retrancher derrière le secret professionnel. Seul, le sinistré peut se refuser à recevoir les soins du médecin de l'assureur à ses risques et périls; mais on ne peut agir pour lui et s'opposer à ces vérifications; le médecin traitant doit donc autoriser ces visites dans l'intérêt de son client. M. Lefort cite en ce sens une consultation de M. le doyen Brouardel; ce dernier admet la même règle pour les ouvriers soignés dans les hôpitaux : « L'assistance publique ne peut intervenir que pour être utile au malade : il a le droit de faire, dans son intérêt, à l'hôpital ce qu'il ferait à son domicile, et, par conséquent, l'administration et le corps médical hospitalier doivent au malade de faciliter toutes les constatations qu'il juge utiles. »

(2) Nous n'avons pas trouvé de jugements sur cette question; citons pourtant un jugement de Nice, 4 mars 1886; Ricou, II, 193, qui modère les dommages et intérêts accordés pour responsabilité, en se basant sur ce que la victime a eu recours à un rebouteux.

Lorsqu'il n'y a pas eu de règlement de chantier, comment pourrons-nous établir les obligations de l'ouvrier?

Sans doute, on ne pourra, en principe, lui opposer les clauses de la police et lui appliquer les déchéances qui y sont formulées. Mais, d'autre part, n'y a-t-il pas, dans les polices et dans les règlements de chantier, des clauses tellement naturelles, découlant si évidemment des principes mêmes de l'assurance, qu'on devrait les suppléer au cas où elles y auraient été omises? Ne voit-on pas les compagnies stipuler des déchéances pour inexécution d'obligations, telles que l'on peut soutenir que, abstraction faite de toute stipulation, l'ouvrier qui ne les remplit pas ne fait pas la preuve qu'il doit fournir de son droit à l'assurance? Aussi, pour établir les devoirs de l'ouvrier au cas où il n'y a pas de règlement de chantier, il nous faudra, ce qui est du reste assez délicat, dans les obligations que nous venons de lui voir imposées par les assureurs, distinguer celles qui sont, pour ainsi dire, du droit commun de l'assurance-accident et découlent des principes mêmes de cette assurance, et celles qui, dérogoires à ce droit commun, doivent, en raison même de leur caractère exceptionnel, résulter d'un texte ; les premières seules trouveront encore leur application.

159. — Ainsi, l'ouvrier devra déclarer l'accident au patron. Mais dans quel délai? On ne pourra lui opposer la déchéance, parce qu'il n'a pas fait sa déclaration le jour même : pour ces délais et cette déchéance stricte, il faut un texte ; la formule qui devra guider, à notre avis, les tribunaux, sera la suivante : l'ouvrier doit agir le plus vite possible, mais on ne peut repousser sa demande que s'il a montré une négligence coupable, son retard rendant impossible, ou tout au moins difficile, la constatation de la nature et de la gravité de l'accident. En effet, tout, à mon avis, doit se résumer en ceci : l'ouvrier, qui doit établir son droit à l'indemnité, doit se prêter à

toutes les mesures nécessaires à la constatation de ce droit. La première est une déclaration en temps utile ; mais ce n'est pas tout : il devra recevoir la visite du médecin que le patron lui désignera, ou se rendre chez lui, suivant le cas, toutes les fois que celui-ci le jugera à propos. J'admets parfaitement la déchéance, même en l'absence de règlement de chantier, si l'ouvrier ne se soumet pas à ces vérifications. Il n'a aucun intérêt à s'y refuser, et la fraude serait trop facile.

160. — Mais, remarquons-le, s'il doit se laisser visiter par le médecin de la compagnie, ce qui n'est qu'une simple mesure de contrôle, il ne peut être tenu, en l'absence d'un texte, de se laisser soigner par lui : il peut recourir à tel médecin qui aura sa confiance. Tout au plus doit-on dire qu'il doit se soigner et qu'il ne peut dépendre de lui, en négligeant de le faire, de laisser aggraver son infirmité et, par cela même, les charges du patron. Il sera déchu également s'il a aggravé sa situation en recourant aux pratiques d'un charlatan. En somme, les tribunaux auront à rechercher, dans chaque espèce, si la victime de l'accident a commis une faute ou une négligence assez grave pour entraîner la déchéance.

SECTION IV

CONTRE QUI L'OUVRIER PEUT-IL FAIRE VALOIR LES DROITS QU'IL
TIENT DU CONTRAT ?

161. — *Le contrat lui confère des droits contre le patron.* — La question des droits conférés à l'ouvrier par le contrat d'assurance collective a soulevé bien plus de difficultés ; elle nous retiendra plus longtemps.

La première partie de notre étude sur ce sujet doit se trouver tout naturellement consacrée à l'examen de cette question préjudicielle : contre qui l'ouvrier peut-

il exercer les droits qu'il tient du contrat. A quelles personnes ce contrat le lie-t-il? Au chef de l'établissement, sans aucun doute. C'est lui qui a fait afficher le règlement de chantier, a opéré la retenue sur les salaires : lui seul pouvait imposer l'assurance ; c'est lui qui doit être considéré comme le véritable contractant.

162. — *Lui en donne-t-il contre la compagnie?* — Mais l'assurance collective, telle qu'elle fonctionne, ne donne-t-elle pas des droits à la victime de l'accident contre une autre personne, je veux dire contre cette compagnie d'assurance qui a déterminé le patron à s'engager vis-à-vis de son personnel, lui a fourni le règlement de chantier, et s'est, par une police que jusqu'à présent nous avons supposée ignorée des ouvriers, engagée à le relever des obligations ainsi assumées envers ces derniers.

Il semble que, de l'analyse que nous avons donnée du contrat d'assurance collective, nous devons déduire l'impossibilité pour les bénéficiaires d'agir directement contre l'assureur. La compagnie n'a pas traité avec les ouvriers, mais avec le patron seul ; nous avons vu se former successivement deux contrats distincts entre parties différentes : le premier, passé par la compagnie avec l'industriel ; le second, par ce dernier avec ses ouvriers. L'existence du premier est, il est vrai, subordonnée à la conclusion du second ; les mêmes clauses se retrouvent dans tous les deux ; peu importe, ils n'en sont pas moins séparés. En conséquence, nous serions en droit de repousser *a priori* l'action directe, de même que la jurisprudence a prétendu l'admettre *a priori*. Mais, pas plus que les tribunaux, nous n'avons le droit de raisonner ainsi *in abstracto*, et tout dépend de la convention des parties ; c'est dans les termes mêmes du contrat qu'il faut rechercher quelle a été leur intention. *A-t-on voulu accorder à la victime de l'accident une action contre l'assureur ?*

143. — *Interprétation de la volonté des parties d'après les clauses des contrats.* — I. *Il n'y a pas de règlement de chantier.* — Pour répondre à cette question, il nous faut distinguer, comme nous l'avons déjà fait, le cas où il existe un règlement de chantier et celui où il n'en a pas été apposé. Dans la dernière hypothèse, le nom de la compagnie qui a traité avec l'industriel n'apparaît pas aux ouvriers; ils ne le connaissent pas, ou tout au moins il ne leur est pas communiqué officiellement; il me semble que, dans ces conditions, il est difficile d'admettre que le souscripteur de la police ait voulu conférer à son personnel une action directe contre la compagnie; il est plus difficile encore de soutenir que celle-ci ait consenti à se voir exposée à cette action. Quelques compagnies, comme l'Urbaine et la Seine, s'abstiennent de remettre au patron un règlement de la caisse d'assurance; c'est, comme je l'ai dit, pour éviter toute immixtion dans les rapports de leur assuré avec ses ouvriers, qui pourrait avoir pour effet de l'engager au regard de ces derniers; ils manqueront donc de titre pour agir contre l'assureur, quand bien même la police ne contiendrait aucune clause contraire à l'action directe.

164. — II. *Il y a un règlement de chantier.* — A) *Il ne parle pas de la compagnie.* — S'il existe un règlement de chantier, nous devons étudier comment il est rédigé au point de vue qui nous occupe. J'ai sous les yeux plusieurs exemplaires de ces documents; ils se ramènent tous à deux types différents : dans l'un, qui semble du reste de date plus récente que l'autre (1), nous lisons seulement : « Il existe une caisse d'assurance au profit des ouvriers ou employés de l'établissement (art. 1^{er}). » Dans les articles suivants, on ne parle que de la caisse d'assurance, et le document porte au bas la signature

(1) Cs. les règlements de chantier de la Providence et du Patrimoine.

du chef de l'établissement. En un mot, bien que le règlement soit fourni par une compagnie d'assurances, il n'est pas fait la moindre allusion à cette compagnie; le patron seul y met son nom.

165. — Qu'en conclure, sinon que l'ouvrier n'a d'action que contre l'industriel, qui seul apparaît dans le contrat? Les réclamations de la victime sont basées sur le règlement de chantier; du moment qu'il est muet sur l'existence de la compagnie, sur quoi pourrait-il se fonder pour agir contre cette dernière? Sur la police; mais il ne la connaît pas, tout au moins au point de vue juridique. Comment peut-il s'emparer d'un contrat où il n'a pas été partie et où il n'a pas été représenté (1)? Ah! sans doute, quand l'ouvrier, agissant contre le chef d'industrie en vertu du règlement de chantier, aura établi son droit à l'indemnité, sa créance, il sera admis à prouver que son débiteur est lui-même créancier de la compagnie d'assurances, les deux créances naissant à l'occasion du même fait, ce qui, du reste, importe peu, et il pourra exercer contre l'assureur cette action que le patron néglige de faire valoir. C'est l'application de l'action oblique de l'article 1166. Pour le moment, je me borne à l'indiquer; j'y reviendrai plus tard.

166. — B) *Il indique la compagnie.* — Le second type de règlement de chantier diffère sensiblement du premier (2). Dans l'article 1^{er}, après cette phrase : « Il est formé entre l'établissement et toutes les personnes y travaillant une caisse d'assurance contre les accidents, » nous lisons : « *Cette caisse a pour base la police souscrite par l'établissement avec la Société d'assurances...* » et le nom de la compagnie. Cette mention

(1) Je reviendrai plus tard sur la question de savoir si le patron, en signant la police, a agi au nom de son personnel (v. nos 228 et surtout 240 à 242.

(2) Les règlements de la Préservatrice, de la Caisse générale des Familles, de la Compagnie générale et du Secours.

de la compagnie n'est pas la seule. Les articles suivants en parlent encore, elle est désignée comme ayant fourni les registres de déclarations; on doit la prévenir des accidents, son autorisation est nécessaire au patron pour qu'il puisse verser des acomptes au blessé, en cas d'incapacité temporaire. Enfin, dernier détail, le chef d'établissement ne signe pas l'affiche. On voit donc la compagnie intervenir dans le second contrat entre le patron et ses ouvriers, puisqu'elle fait figurer son nom sur le règlement qui la suppose intervenant activement dans la constatation du sinistre et aussi dans le paiement de l'indemnité; mais remarquons, en ce qui concerne ce dernier point, qu'elle n'intervient que pour *autoriser le patron à payer*; rien, dans les termes du règlement, ne suppose qu'elle doive elle-même la somme assurée aux ouvriers.

167. — Que faut-il conclure de tout cela? Cette modification ne peut avoir pour résultat de substituer complètement la compagnie au patron. C'est ce dernier qui a affiché le règlement, a forcé les ouvriers à se soumettre à la retenue sur les salaires: il est donc tenu vis-à-vis d'eux. La simple indication du nom d'une compagnie ne peut les faire, en principe, considérer comme ayant renoncé à voir dans le patron leur débiteur éventuel: la novation ne se présume pas. Mais tout en maintenant l'obligation personnelle du souscripteur, ne peut-on dire qu'elle se trouve modifiée par cette rédaction? C'est ce que nous aurons à dire plus tard. Pour le moment, demandons-nous à quoi la compagnie se voit exposée par cette petite phrase: « L'assurance a pour base la police souscrite avec la compagnie... » On ne pourra plus dire que cette police est absolument pour l'ouvrier *res inter alios acta*, qu'il doit l'ignorer. Le patron peut la lui montrer, à la différence de la police complémentaire, qu'il doit lui cacher, sous peine de déchéance. Non seulement il peut la lui montrer, mais il le doit; l'ou-

vrier peut en exiger la communication. Ce droit, les compagnies le lui reconnaissent.

168. — L'ouvrier peut donc invoquer la police qui devient ainsi, grâce au renvoi qu'y fait le règlement de chantier, comme un article de ce règlement. Il semble donc que, pouvant invoquer le contrat passé entre la compagnie et l'industriel, il puisse intenter une action directe contre la première. Mais, remarquons-le, l'ouvrier, si on lui reconnaît ce droit, n'est pas forcé d'en user ; il a un débiteur obligé directement envers lui, le patron avec lequel il a traité ; c'est lui qu'il pourra poursuivre. On ne peut donc soutenir que le priver de l'action contre l'assureur, c'est le priver du bénéfice de l'assurance.

169. — La rédaction du règlement semble lui donner, en outre, un autre débiteur, en lui permettant d'invoquer la police (1). Semble, car il peut se faire qu'il en soit autrement. Nous avons dit : si l'ouvrier peut invoquer le règlement de chantier, il doit l'invoquer dans son entier. Nous disons maintenant qu'il peut invoquer la police ; ce sera à condition d'en respecter toutes les clauses, qu'elles lui soient favorables ou non. Or, parmi les stipulations des polices qu'il a, je le répète, le droit d'invoquer dans l'hypothèse sur laquelle nous raisonnons, il peut

(1) Il me semble que la Compagnie le Secours serait malvenue à repousser l'action directe. Le règlement décide : « Les fonds provenant de la retenue seront versés à la compagnie le Secours, qui en opère l'encaissement pour servir, conformément au contrat d'assurance intervenu entre cette compagnie et le directeur de l'entreprise, au paiement des indemnités convenues... » Cette clause semble bien indiquer que la compagnie est débitrice envers les ouvriers, et dans la police correspondante nous ne trouvons aucune clause repoussant l'action directe. Elle pourra tout au plus se refuser au paiement, au cas où les primes n'auront pas été payées, et encore pourrait-on dire que le directeur de l'entreprise était son mandataire pour leur encaissement ; mais il me semble difficile qu'elle puisse opposer aux ouvriers les déchéances encourues par le patron ; les mots « conformément au contrat » ne me semblent pas suffisamment précis.

se trouver telle ou telle clause lui déniait le droit d'agir contre la compagnie par une action directe, lui ôtant expressément une faculté que le règlement de chantier semblait, au premier abord, lui accorder.

Les compagnies ont été unanimes à repousser l'action directe, et dans tous les procès qui se sont élevés depuis l'arrêt de 1885 qui les consacre, elles ont continué à élever des protestations platoniques. Mais il est bien évident qu'elles ne peuvent avoir d'effet si elles n'ont lieu qu'après coup et dans le procès soulevé par le sinistre : il faut que l'intention des compagnies résulte des termes mêmes du contrat, qui dans le doute doivent s'interpréter contre elles et qui doivent être assez clairs pour détruire le préjugé résultant contre leur théorie de la clause du règlement de chantier que nous avons citée et qui semble les lier aux ouvriers.

170. — *Clauses des polices déniaient à l'ouvrier l'action directe contre la compagnie.* — Nous n'avons pu porter nos recherches que sur quelques compagnies, mais nous devons ajouter que les polices ont été bien souvent copiées les unes sur les autres. Les clauses par lesquelles les compagnies ont voulu repousser l'action directe de l'ouvrier, dès que la jurisprudence a montré une tendance à la leur permettre, sont, autant que j'en ai pu juger par les exemples que j'ai eus sous les yeux, aussi nettes que possible.

On ne peut évidemment argumenter d'une manière sérieuse, contre leur prétention, des termes vagues des premiers articles des conditions générales ou des conditions particulières, dans lesquels il est dit que le chef de l'établissement contracte l'assurance « au profit de ses ouvriers ou dans leur intérêt. » — « Nous, soussignés, agissant tant dans l'intérêt de nos employés et ouvriers que pour notre responsabilité civile... » Ainsi commence la formule d'adhésion aux statuts de la Préservatrice (mutuelle).

171. — Peut-être, avec beaucoup de bonne volonté, pourrait-on y voir une stipulation pour autrui ; mais le doute cessera bientôt, à la lecture d'articles ainsi conçus : « *L'assurance ne crée de lien de droit qu'entre la société et le sociétaire.* Elle oblige le sociétaire seul au paiement des cotisations dues à la société, qui reste étrangère à toutes les conventions intervenues ou à intervenir entre lui et ses salariés pour la répartition des cotisations. Elle oblige la société, sous la déduction des cotisations dues par le sociétaire, à payer au sinistré ou à ses ayants droit les indemnités stipulées en leur faveur par la police, *sans que la société puisse être, de leur part, l'objet d'autre action que celle résultant de saisies-arrests ou oppositions.* » (Préservatrice, Statuts de la Mutuelle, art. 12. Police collective de la compagnie à primes fixes, art. 8.) « Le présent contrat, n'intervenant qu'entre la compagnie et le souscripteur, *ne constitue aucune stipulation au profit des tiers et ne crée de lien de droit qu'entre le souscripteur et la compagnie.* » (Abeille, 16.) « La présente assurance ne crée de lien de droit qu'entre la compagnie et le patron ou chef d'établissement, lequel est seul tenu au paiement des primes. Aucune indemnité n'est soldée par la compagnie avant le paiement intégral des primes. » (Caisse générale des familles, art. 15.) « L'assurance étant contractée au nom et pour le compte du patron, l'ouvrier n'a ni droit ni action contre la compagnie pour le règlement de l'indemnité. En conséquence, toute action intentée par la victime ou ses héritiers, en paiement de l'indemnité stipulée par la police, constitue une déchéance et une renonciation à cette indemnité. » (Compagnie générale, art. 17.) « La police ne crée de lien de droit qu'entre la compagnie et le souscripteur, seul tenu au paiement des primes et seul ayant qualité pour réclamer les indemnités stipulées au contrat en faveur des victimes. » (Providence, art. 2.)

172. — Presque toutes les polices contiennent des clauses analogues tendant au même but. Il existe bien des sociétés d'assurances fort importantes dont les polices sont muettes sur ce point; mais ce silence se comprend facilement, car ce sont celles qui ne délivrent pas de règlement de chantier, ou dont les règlements de chantier ne les désignent pas à l'attention des ouvriers. Dans ce cas, la base même fait défaut pour une action directe des ouvriers contre les compagnies, et par conséquent la clause exclusive de l'action directe est inutile; pourtant quelques assureurs, comme la Providence, ont cru bon de l'insérer quand même.

173. — Mais, pourra-t-on nous objecter, ce que vous nous exposez, c'est la situation dernière des compagnies. Ces clauses ont été imaginées par elles en présence de la jurisprudence qui détruisait tous leurs calculs. Sans doute les assureurs ne sont pas arrivés du premier coup à un tel degré de précision, ils ont dû passer par des tâtonnements successifs. Les polices-accident n'ont pas ce caractère de fixité que l'on remarque dans les autres assurances, par exemple dans l'assurance maritime, et qui fait que l'on discute la « police française (1). » Les compagnies les remanient sans cesse. Aussi on peut dire qu'à l'origine elles n'avaient pas la netteté qu'elles ont aujourd'hui, et l'on peut croire que si leur esprit était le même, l'ambiguïté des termes employés a pu servir de première assise à la jurisprudence qu'elles sont destinées à combattre. Mais je dois d'abord faire remarquer que quelques compagnies sont déjà anciennes et que leurs clauses ont revêtu depuis longtemps la forme qu'elles ont encore aujourd'hui. Il en est

(1) Je ne comprends pas pourquoi M. Chaufton a publié une « police française d'accident. » Où l'a-t-il prise ? Est-ce la police d'une compagnie déterminée ? Est-ce un amalgame fait par lui des conditions les plus usuelles de plusieurs sociétés ?

ainsi de la Préservatrice, dont les statuts remontent à 1868.

174. — En outre, les arrêts qui ont définitivement fondé cette jurisprudence ont eu à statuer en présence de clauses aussi formelles. Ainsi j'ai cité plus haut l'article de la Compagnie générale; c'est sur cette formule même que j'ai reproduite qu'a statué la Cour suprême au 1^{er} juillet 1885. S'il est impossible de faire la même observation pour tous les arrêts qui ont précédé ou suivi la Cour de cassation dans cette voie, soit que les compagnies qui ont défendu à ces procès aient disparu, soit que le contrat remonte à une époque trop ancienne pour qu'on puisse rapprocher la décision judiciaire des polices actuelles de ces compagnies, si elles existent encore, on peut dire sans une trop grande témérité que parmi les arrêts admettant l'action directe, il doit s'en trouver bien peu qui puissent s'appuyer des termes du contrat. J'aurai plus tard à revenir sur cette jurisprudence (voir la section suivante).

Voici en un mot ce que nous a révélé l'étude attentive des documents. La compagnie entend traiter avec le patron, le patron seul. Ce premier contrat entre les deux signataires de la police est distinct du second, passé entre le patron et ses ouvriers. Les compagnies facilitent souvent au patron la formation de ce second contrat en lui fournissant un règlement de chantier, et quand elles consentent à faire figurer leur nom sur ce document, soit par un désir de publicité, soit pour donner plus de confiance aux ouvriers en leur montrant derrière l'industriel une compagnie qui prendra la charge de ses obligations; dans ce cas elles ont le soin d'insérer à la police les clauses les plus nettes, pour repousser toute action directe de la part des sinistrés.

SECTION V

DROITS DE L'OUVRIER CONTRE LE PATRON

175. — I. *La compagnie ne se fait pas connaître des ouvriers.*—Le patron est le seul débiteur direct de l'ouvrier. Quelle est, exactement, la portée de ses obligations? Nous avons vu qu'il peut ne pas exister de règlement de chantier, et que, s'il en existe un, ce document peut, ou bien démasquer une compagnie d'assurances, ou bien ne mettre en avant que le patron. Ces situations, différentes en fait, ne doivent-elles pas avoir des conséquences en droit? L'intention du patron ne doit-elle pas être considérée comme différente dans l'une ou l'autre de ces hypothèses?

Nous mettons sur le même rang le cas où il n'existe pas de règlement de chantier, et le cas où ce règlement est muet sur l'existence d'une compagnie : l'ouvrier, dans ces deux situations, ne trouve en face de lui que le chef de l'établissement. En opposition, nous plaçons les règlements de chantier portant l'indication de la compagnie.

176. — Dans la première de ces hypothèses, le patron est le cocontractant des ouvriers. Il s'engage envers eux à leur payer des indemnités si des accidents de telle nature viennent les frapper. Il met sur une affiche : « Tous les ouvriers sont assurés; ils auront droit, en cas de sinistre, à telles ou telles indemnités, » et il met sa signature au bas. Ou : « Il existe entre les ouvriers et l'établissement une caisse d'assurance. » Quel peut être le contrat ainsi formé, sinon un contrat d'assurance? Les ouvriers sont assurés; comment leur chef ne serait-il pas assureur? Le contrat qu'il forme avec son personnel est absolument indépendant de tout autre

contrat qu'il peut avoir conclu auparavant avec une compagnie d'assurances ou qu'il pourra conclure ultérieurement. Qu'il rejette ainsi sur un autre le poids de ses obligations, ou qu'il reste son propre assureur, peu importe. Si la victime de l'accident ne peut agir contre la compagnie, le patron ne pourra davantage lui opposer le contrat qui le lie à cette dernière. La convention d'assurance passée entre l'usine et les personnes y travaillant se suffit à elle-même, et les bénéficiaires ne pourront se voir opposer que les dispositions du règlement de chantier, s'il en existe un ; s'il n'en existe pas, on leur appliquera uniquement les obligations et déchéances qui découlent des principes mêmes de l'assurance-accidents, et que je me suis efforcé de préciser. Ils ne souffriront pas d'une déchéance qui ne figurerait que dans la police, et le patron devra payer l'indemnité quand bien même, pour une raison quelconque, il n'aurait aucun recours contre la compagnie avec qui il a traité. A plus forte raison, la faillite de cette compagnie ne pourra nuire aux victimes des accidents.

177. — En résumé, la situation du maître de l'usine est bien celle d'un assureur. Ceci ne souffre pas de difficultés, lorsqu'il opère une retenue sur les salaires : cette retenue constituera la prime. Mais lorsque, par humanité, par bienveillance pour son personnel ou pour tout autre motif, il prend à sa charge toute la prime à payer et n'effectue aucune retenue, sa situation n'en est-elle pas modifiée ? On a dit non ; peu importe qu'il y ait ou non des retenues ; c'est une question de fixation de salaires. En opérer, c'est payer un salaire moindre que le salaire apparent ; n'en pas opérer, c'est en servir un plus élevé ; et la situation juridique du patron ne peut dépendre du taux du salaire qu'il paie. Certes, cela est très vrai ; au point de vue économique, tout se traduit par un salaire réel plus élevé ou plus bas que celui qui a été stipulé. Mais au point de vue pratique, l'observa-

tion est-elle aussi juste? J'en doute fort. Dans l'état actuel de la grande industrie, à laquelle l'assurance collective s'applique de préférence, le salaire des ouvriers n'est pas, en général, débattu et fixé de gré à gré pour chacun d'eux. Il dépend de bien des causes: du salaire payé par les maisons concurrentes, des prétentions des syndicats, surtout de la plus ou moins grande affluence de la main d'œuvre sur le marché. Aussi l'industriel qui prend à sa charge la prime d'assurance va-t-il se dire qu'il paie un salaire plus élevé que ses concurrents. Non, il paie le même salaire; mais, en outre, il procure aux ouvriers un avantage spécial; il y a dans sa pensée autre chose que la rémunération du travail, il y a l'idée de bienfaisance; de même, l'ouvrier qui est assuré sans rien payer ne se considère pas comme touchant un salaire plus élevé que celui qui est payé dans les autres maisons. Mais peu importe, du reste; quelle que soit la solution qu'on donne à cette question toute théorique, je crois que le patron, malgré l'absence de prime, n'en reste pas moins assureur ou, du moins, si on répugne à l'idée d'une assurance sans prime, ses obligations ne différeront pas de celles d'un assureur. Tout au plus peut-on dire que les tribunaux devront prendre en considération la libéralité du patron, devront être moins rigoureux pour lui; et, en sens inverse, ils devront appliquer, avec plus de sévérité, toutes les clauses de déchéance, les bénéficiaires n'ayant rien déboursé et trouvant dans l'indemnité un avantage purement gratuit. Nous verrons même s'il n'est pas possible, dans ce cas, de valider la fameuse clause dite d'option, que la jurisprudence a déclarée nulle avec beaucoup de raison lorsque l'ouvrier est soumis à une retenue (voir n° 299).

158. — II. *Le nom de la compagnie est indiqué au règlement de chantier.* — La deuxième situation présente plus de difficultés. Le règlement de la caisse d'assu-

rance indique la compagnie. « Cette caisse a pour base la police souscrite avec la compagnie... » On serait tenté de dire que, dans ce cas, l'ouvrier a pour débiteur unique la compagnie. Le patron a offert l'assurance aux ouvriers; ce n'est pas lui qui devra leur en procurer le bénéfice, mais la compagnie. Le patron n'agirait qu'en qualité de mandataire de la société d'assurances; il conclurait au nom de celle-ci un contrat qui se réaliserait en la personne du mandant et ne devrait rien personnellement (1) aux ouvriers; il n'assumerait d'autres obligations que celles d'un mandataire, et encore vis-à-vis de l'assureur; seulement, les ouvriers ont versé leurs retenues au patron, et celui-ci les a gardées devers lui. La compagnie n'en devrait pas moins payer les indemnités, car le patron se trouvait constitué caissier de la compagnie. Si la compagnie était insolvable, cette insolvabilité, fût-elle antérieure au contrat, retombera sur les ouvriers; ils devaient se renseigner sur la solvabilité de la compagnie et repousser l'assurance, s'ils avaient des doutes à ce sujet. En un mot, le fait qu'un nom de compagnie est porté au règlement suffirait pour faire disparaître pour ainsi dire le patron du contrat, ou plutôt pour ne le faire apparaître qu'en qualité de mandataire de la compagnie, sans qu'aucune obligation personnelle pesât sur lui.

179.—Je ne puis admettre cette interprétation. Tout ce que j'ai dit jusqu'à présent montre ce qu'il y a de faux dans cette manière de voir : le patron mandataire de la compagnie, l'ouvrier acceptant comme débitrice unique la

(1) J'étudierai plus tard (v. nos 252 à 278) la théorie analogue, quoique inverse, qui considère le patron comme ayant stipulé au nom de ses ouvriers ou s'étant porté leur gérant d'affaires. La retenue est, dans ce système, la preuve de la ratification faite par les ouvriers; le patron se trouve rétroactivement avoir été leur mandataire et, par conséquent, n'est soumis à aucune obligation personnelle, sauf s'il n'a pas bien exécuté son mandat.

compagnie, l'acceptant en pleine connaissance de cause et devant en supporter l'insolvabilité. L'ouvrier ne peut discuter avec le patron sur les mérites de l'assurance que celui-ci lui propose; il est hors d'état de se procurer les moindres renseignements sur la situation financière de cette compagnie. En outre, on dit que la novation ne se présume pas; il n'y aurait pas ici novation, puisque le patron n'aurait jamais été débiteur de l'ouvrier; mais, enfin, il y aurait quelque chose d'analogue. L'ouvrier traite avec son patron; il faudrait un texte bien clair pour qu'on puisse le considérer comme ayant renoncé à l'avoir pour débiteur. Et cette observation est corroborée par ce fait que l'assurance est imposée et non pas facultative. On concevrait difficilement que le patron, qui agit aussi énergiquement sur son personnel, puisse rester en dehors d'un contrat et n'encourir de ce chef aucune responsabilité.

Mais l'argument le plus décisif pour décider que le patron reste débiteur personnel de ses ouvriers se trouve dans la prétention des compagnies de ne pas pouvoir être actionnées directement par les sinistrés. Elles se considèrent comme n'étant pas leurs débitrices: c'est donc que le patron n'a pas agi comme leur mandataire; sinon elles seraient tenues personnellement, en vertu de la règle: *Qui mandat ipse fecisse videtur*. Le patron n'est pas leur représentant, même à l'effet de toucher les primes, car elles stipulent qu'elles ne devront pas d'indemnités si elles ne les ont pas reçues, c'est-à-dire si le patron ne les leur a pas versées, et quand même les ouvriers auraient subi la retenue. Du moment que l'assureur n'est pas débiteur direct de l'ouvrier, comme il faut bien que l'ouvrier ait un débiteur, lorsqu'il sera créancier de l'indemnité, nous dirons donc que le seul débiteur de l'ouvrier est l'industriel.

180. — *Le patron est tenu seulement de procurer un recours aux ouvriers contre la compagnie.* — Donc, ce

dernier est obligé envers son personnel ; mais en quelle qualité est-il tenu ? Peut-on dire qu'il est assureur, comme au cas où il n'a pas affiché de règlement de chantier ? Sans nous arrêter aux mots, il nous faut rechercher si cette indication de la compagnie n'améliore pas sa situation. Ainsi, par exemple, nous avons vu que dans la première hypothèse, l'insolvabilité de l'assureur retombe toujours sur le patron. En est-il de même encore ici ? Pour le savoir, il nous faut user d'une analyse aussi minutieuse que possible.

Voici quel doit être, à notre avis, le raisonnement du patron : « Ces indemnités auxquelles vous aurez droit, lorsque vous serez victime d'un accident, c'est la compagnie que voici qui vous les paiera en mon nom, car elle s'est, par une police passée entre nous, obligée à m'en décharger. Je vous dénonce officiellement l'existence du contrat qui me lie à elle, vous pourrez exercer contre elle les droits qui en résultent pour moi. Je m'engage à vous procurer un recours contre cet assureur. » De sorte qu'à notre avis, le patron ne s'engage plus directement à payer les indemnités, *mais à mettre ses ouvriers en mesure d'exercer contre la compagnie ses droits, à lui, patron*, et il aura suffisamment rempli ses obligations envers eux, il leur aura payé sa dette en leur procurant ce recours contre la société d'assurances indiquée au règlement, recours qu'il s'est assuré en payant les primes avec les deniers provenant des retenues.

Pour donner une forme juridique abstraite à ce raisonnement, disons que le patron, débiteur principal et direct de ses ouvriers, n'est tenu envers eux que *d'une obligation de faire* et non d'une *obligation de payer ou de donner*.

181. — *Application. Obligations du patron quant à la formation et à l'entretien du contrat avec la compagnie.* — Précisons ces idées générales en les appliquant aux faits.

D'abord, en ce qui concerne la formation du contrat d'assurance passé entre la compagnie et le chef de l'établissement, du moment que ce dernier a promis à son personnel l'engagement d'une compagnie déterminée, il doit contracter une assurance avec cette compagnie. Du reste, le plus souvent, la police aura été signée avant l'apposition du règlement de chantier ; il doit, en outre, et ceci devient infiniment plus pratique, contracter une assurance valable. Aussi, dirons-nous qu'il n'aura pas rempli son obligation envers son personnel si, lors de la signature de la police, il s'est rendu coupable d'une faute ou d'une négligence de nature à faire annuler ce contrat : par exemple, dans la proposition, il a fait une fausse déclaration, ou s'est rendu coupable d'une réticence sur quelque circonstance intéressante pour l'établissement du risque. En reprenant cette première idée sous une autre forme, nous dirons : Lorsque le patron présente aux ouvriers une compagnie comme devant payer à sa place, il affirme que cette compagnie sera effectivement tenue de payer ; lorsqu'il leur dénonce sa police, il affirme que cette police n'est infectée d'aucun vice qui puisse entraîner la nullité. Cela ne peut faire de doute, et si la compagnie est en droit, plus tard, d'invoquer cette nullité, le patron qui a commis une faute en devra réparation et paiera lui-même les indemnités promises.

182. — De même le patron doit entretenir ce contrat : il ne peut dépendre de lui de le laisser tomber, puisqu'un tiers est intéressé à son maintien. Il manquera à son devoir en ne payant pas les primes, en omettant une de ces formalités relatives au contrôle, une de ces déclarations de modification de risques que nous avons étudiées et qui sont prescrites au cours de l'assurance (1). Il manquera à ses obligations

(1) Paris, 26 mars 1873 : *Meunier c. veuve Fischer* ; B. de M., I, 464.

si, l'accident une fois arrivé, il ne prend pas toutes les mesures relatives à la déclaration et à la constatation du sinistre que la compagnie déclare nécessaires.

En un mot, le patron devra être considéré comme n'ayant pas rempli ses obligations envers l'ouvrier et comme devant, à titre de dommages-intérêts, supporter la charge qui ne pèse plus sur l'assureur, toutes les fois qu'il n'a pas contracté une assurance valable, ou toutes les fois qu'à une demande en paiement des sommes assurées la compagnie répond en opposant une déchéance, résultat d'une faute personnelle du souscripteur, à laquelle l'ouvrier n'a pas participé, ou bien à laquelle il a participé sans qu'on puisse la lui reprocher, dans le silence du règlement de chantier.

183. — *En cas d'insolvabilité de la compagnie.* — Nous arrivons à la question la plus délicate : c'est celle de l'insolvabilité de la société d'assurances. Disons qu'en principe, elle ne peut être considérée comme un cas fortuit libératoire pour le souscripteur, mais qu'elle peut le devenir dans certaines circonstances. Comme idée générale, on doit admettre que le patron la supportera seul s'il a commis la moindre faute, la plus petite négligence.

Ainsi, la compagnie à laquelle s'était adressée le patron était, avant même la signature de la police, tombée dans un état d'insolvabilité notoire; une demande en déclaration de faillite était pendante. Je crois que, dans ce cas, le patron, coupable de n'avoir pas pris des renseignements suffisants, supportera les conséquences de cette insolvabilité.

184. — Mais que faut-il déclarer au cas où l'insolvabilité est postérieure au contrat? Je pose un principe qui nous servira à résoudre toutes les difficultés pouvant s'élever à ce sujet. L'industriel ne pourra être responsable, vis-à-vis du sinistré, de cette insolvabilité que s'il

a eu un moyen en droit et la possibilité en fait de se soustraire aux conséquences qui doivent en résulter et s'il n'a pas agi. Ainsi, la compagnie, devenue insolvable, est au-dessous de ses affaires sans être encore déclarée en faillite. Le patron ne peut faire prononcer cette faillite tant qu'il n'y a aucun sinistre à régler, sa créance contre l'assureur n'étant qu'éventuelle. Mais si, par exemple, la compagnie lui doit une indemnité pour un sinistre antérieur et ne la lui paie pas, il pourra poursuivre la mise en faillite, ce qui lui permettra de demander résiliation ou caution. En le faisant, il sauvegarde sa responsabilité en ce qui concerne les accidents ultérieurs. S'il n'agit pas, il sera tenu de payer lui-même les indemnités qui seraient dues pour ces sinistres, en tant que l'assureur ne les solderait pas intégralement.

185. — De même si la faillite est déclarée sur dépôt de bilan ou sur la demande d'un autre créancier : l'art. 346 du Code de commerce, étendu, comme je l'ai déjà dit, à l'assurance terrestre par une jurisprudence constante, lui permet de demander en justice la résiliation ou caution. Il devra user de ce droit. Mais, après avoir obtenu cette résiliation, comme elle ne peut atteindre son contrat passé avec son personnel, il devra s'empressez de signer une autre police avec une autre compagnie. Je dis plus : la première compagnie étant en faillite et le syndic ne lui offrant pas caution en présence de sa demande en résiliation, il devra ne pas attendre, pour passer la seconde police, la décision du tribunal. En effet, son risque court toujours et la faillite lui fait croire avec raison que le recours contre le failli sera illusoire; elle lui permet, en dépit de toute clause de la police, de procéder dès maintenant à cette nouvelle assurance, d'autant plus que, d'après une jurisprudence déjà ancienne ⁽¹⁾, il pourra obtenir des dommages-inté-

(1) Cass. 1^{er} juillet 1828; B. de M., I, 5.

rêts du premier assureur pour le tort qu'il lui aura causé par sa faillite, en le forçant à contracter une nouvelle assurance et à payer ainsi double prime pour le même risque et pendant la même période.

186. — Il ne faut pas dire : le patron sera tenu, s'il n'a pas usé de ses droits, mais qu'il est coupable de n'en pas avoir usé. Il faut, pour qu'une responsabilité découle contre lui de son inaction, qu'il ait eu la possibilité matérielle d'agir; il faut qu'il se soit écoulé, entre le jugement déclaratif de faillite et la date de l'accident, un délai moral suffisant pour qu'il ait eu le temps de prendre les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses droits. On peut supposer que l'accident est survenu la veille de la décision des juges consulaires. (S'il survenait le lendemain, la créance existerait contre la masse et serait payée par préférence.) De même, le patron peut n'être prévenu que tardivement de la faillite. Ce sera, en un mot, aux tribunaux à décider, en cas de doute, si le patron a été négligent : s'il n'avait aucun moyen de se mettre à l'abri de l'insolvabilité de la compagnie, de se dégager du contrat qui l'unissait à cette dernière, ou si, ayant les moyens en droit de le faire, il n'a pas eu en fait la possibilité matérielle d'agir : dans ces deux cas, il faudra alors considérer cette insolvabilité de la compagnie comme un cas fortuit qui libère le patron, n'ayant été accompagné d'aucune faute de la part de ce dernier qui a fait tout ce qui dépendait de lui pour rendre effectif le secours qu'il avait promis.

187. — *Le patron doit établir le fait qui le libère.* — Mais il sera bien entendu que le patron, s'il se prétend libéré de son obligation, doit établir le fait qui le libère; par cela même qu'il n'exécute pas son obligation il doit, comme je l'ai déjà dit, prouver que l'inexécution provient d'une cause étrangère et qui ne saurait lui être imputée (art. 1147 C. civ.). S'il ne fait pas cette preuve, les

victimes des accidents, se trouvant sans recours contre la société d'assurances ou n'ayant qu'un recours insuffisant, lui demanderont des dommages-intérêts en vertu du principe de l'art. 1142 du C. civ.

188. — *Il peut être tenu de payer les indemnités à titre de dommages-intérêts.* — Comment calculer ces dommages-intérêts. D'après le préjudice éprouvé par le sinistré ? S'il avait eu contre la compagnie un recours utile, il en aurait obtenu le paiement d'un capital de mille francs ; la compagnie libérée par une faute du patron ne paie rien ou, tombée en faillite, elle ne donne qu'un dividende de cinq cents francs : le patron devra opérer ou compléter le versement promis.

En sorte que l'on peut dire que si, par la faute du souscripteur de la police, le recours contre l'assurance n'existe pas ou devient illusoire, le premier se trouve rétroactivement constitué assureur de son personnel.

189. — La question peut se présenter sous une autre face ; la société à qui le chef de l'établissement s'est adressé est une association *mutuelle*. Il se peut que par suite du grand nombre de sinistres ayant frappé les sociétaires dans le courant de l'année, les cotisations ordinaires se trouvent insuffisantes pour régler toutes les indemnités dues. On commencera par puiser dans le fonds de réserve formé avec l'excédent des cotisations des années précédentes, puis on appellera des cotisations supplémentaires, dans les limites d'un maximum fixé par les statuts, et, enfin, si tout cela ne suffit pas, l'indemnité de chaque ayant droit sera réduite au centime le franc. Cette réduction peut-elle être opposée à l'ouvrier ? Je crois que oui ; le patron n'a commis aucune faute, et il ne peut éviter cette réduction. En somme, nous aboutissons à la règle suivante : *Le patron, n'étant obligé qu'à mettre les sinistrés en état d'agir contre la compagnie désignée, ne doit leur payer de sa caisse les*

indemnités fixées par le règlement de chantier que lorsqu'il a rendu impossible ou illusoire, par sa faute, le recours qu'il devait leur procurer.

190. — *Accidents garantis et exclus.* — Quels sont, dans les rapports du patron et de son ouvrier, les accidents donnant droit à indemnité? La question ne présente pas la moindre difficulté, lorsqu'il existe un règlement de chantier; car il reproduit les clauses des polices relatives aux accidents garantis et aux accidents exclus. Je n'ai pas à revenir là-dessus en principe. Ces clauses s'appliqueront à l'ouvrier qui ne pourra, par exemple, réclamer d'indemnité pour une blessure reçue dans une rixe ou une émeute.

Mais il est possible que cette clause d'exclusion de la police empêche le patron d'agir contre la compagnie, bien qu'il reste lui-même exposé à l'action de l'ouvrier. Ainsi, par exemple, les compagnies excluent les accidents provenant d'une infraction aux lois et règlements; si cette infraction est l'œuvre de l'ouvrier, il ne pourra rien réclamer du chef d'établissement; si l'industriel seul est coupable, il restera exposé à l'action de la victime, sans pouvoir rejeter le fardeau sur la compagnie. De même, la compagnie exclut les accidents arrivés aux vieillards ou aux personnes atteintes d'infirmités graves; il est évident que si les ouvriers qui sont dans cette situation se trouvent avoir subi la retenue, le patron sera obligé à leur égard; la compagnie, au contraire, ne devra rien au patron. Dans ce cas, on peut dire que l'assurance collective ne fonctionne plus et qu'il se forme entre l'ouvrier et le patron un contrat d'assurance individuelle.

191. — La question est plus délicate, lorsqu'il n'y a pas de règlement de chantier. Mais je répète ici ce que j'ai dit à propos des obligations de l'ouvrier: il est des clauses des polices et des règlements qui ne sont que la conséquence naturelle des prin-

cipes de l'assurance-accident et que l'on peut et doit suppléer.

Ainsi, pour savoir quels sont les accidents garantis, les tribunaux devront s'inspirer des définitions de l'assurance collective données par les compagnies; de même pour les clauses d'exclusion: il en est de si naturelles que, même en l'absence de règlements de chantier, les tribunaux devront repousser la demande de l'ouvrier, quand une d'entre elles peut être opposée. Est-il, en effet, besoin d'un texte pour décider que l'ouvrier n'a droit à l'indemnité que si l'accident est arrivé pendant la durée du travail professionnel et en est la conséquence directe, pour exclure les accidents provenant de causes étrangères à ce travail, suicides, mutilations volontaires, ivresse, surdité, épilepsie et aliénation mentale, les maladies proprement dites, enfin les accidents qui ne sont que la conséquence naturelle d'une maladie, comme rupture de varice ou de hernie. Les compagnies pourraient se dispenser de ces énumérations; il y a évidemment là des déductions du principe même de l'assurance-accident; aucun texte n'est nécessaire pour en faire l'application. De même, le tribunal devra repousser la demande de l'ouvrier, à la charge duquel on établira une violation de la loi.

192. — Il est d'autres causes d'exclusion, au contraire, qu'il nous semble difficile d'opposer à la victime en l'absence de règlement de chantier: ce sont celles qui s'appliquent aux enfants de moins de douze ans et aux vieillards de plus de soixante ans, ou aux ouvriers atteints d'infirmité. En principe, ils auront droit à l'indemnité, à moins que le patron, comme je l'ai déjà dit, n'établisse qu'il les a exclus volontairement de l'assurance et qu'il les a dispensés de la retenue. En somme, les tribunaux devront rechercher, parmi les clauses habituelles des polices et des règlements de chantier, celles qui peuvent être considérées comme

étant du droit commun de l'assurance collective, et les appliquer en tout état de cause, à l'exclusion de celles qui auraient un caractère plus exceptionnel ; dans le doute, ils se prononceront naturellement en faveur de l'ouvrier.

193. — *Des indemnités. Elles sont fixées par le règlement de chantier.* — Comment établira-t-on le montant des indemnités dues à l'ouvrier victime d'un accident ? Lorsqu'il existe un règlement de chantier, cette fixation ne présente aucune difficulté, car tous les règlements stipulent avec le plus grand soin les différentes indemnités afférentes à chacune des catégories d'accident. Ces clauses n'étant que la reproduction des clauses correspondantes de police, je renvoie à l'étude que j'en ai déjà faite ; les mêmes difficultés doivent se retrouver : qu'on se place dans les rapports de la compagnie avec le patron, ou dans ceux de ce dernier avec les ouvriers, elles doivent évidemment recevoir les mêmes solutions.

194. — *Cas où le patron a perçu des primes trop fortes.* — Une difficulté pourtant se présente dans la pratique. Prenons un exemple pour la bien faire saisir. Le règlement de la société la Préservatrice stipule une indemnité de mille francs en cas de mort. Reportons-nous au tarif de la compagnie, en prenant pour exemple un entrepreneur de maçonnerie. Si ce dernier adopte l'assurance étendue à tous les accidents, la cotisation sera fixée à fr. 1,65 par 100 fr. de salaire. Or, le salaire moyen d'un ouvrier maçon est de 4 fr. par jour, le patron paiera donc pour cet ouvrier et par jour de travail une cotisation de fr. 0,074. Il devrait retenir la même somme, mais comme cela n'est guère commode, il trouve plus simple de retenir dix centimes par jour. Il perçoit donc en trop, et c'est une pratique universelle dans les ateliers, une somme de fr. 0,036. Les ouvriers qui le savent, et il leur est assez facile de l'établir en

fait, ne se gênent pas pour dire que c'est un vol ; les patrons, de leur côté, ne se doutent pas de la gravité de cette pratique et des conséquences qu'elle entraîne pour eux. L'assurance ne doit pas leur être une source de bénéfices.

195. — Quel est le droit de l'ouvrier dans cette situation ? D'abord il peut obtenir le remboursement, la restitution des sommes perçues en trop ; dans l'espèce, pour trois cents jours, cela ferait 10 fr. 80 c. Et c'est ce parti que prendront au cas de mort les héritiers qui, n'étant pas portés au nombre des bénéficiaires, ne peuvent avoir droit à l'indemnité (1).

196. — Mais, d'autre part, l'ouvrier ou ses ayants droit, bénéficiaires comme lui, peuvent considérer ce trop perçu de retenue comme une prime supplémentaire donnant droit à un supplément d'indemnité. « Vous avez perçu 0,10, sur cette somme 0,074 vous suffisaient pour nous procurer une indemnité de 1000 francs ; vous avez exigé 0,036 en plus, c'est que vous vous êtes engagé à nous payer une indemnité supplémentaire de 500 fr., exactement 480 fr. 65. Sinon, c'est que vous avez voulu faire un bénéfice indû. Or, *nemo auditur propriam turpitudinem allegans* (2).

La conclusion est bien simple : les patrons, s'ils veulent éviter ce résultat, doivent ne retenir que juste ce qu'ils paient à la compagnie, et s'ils veulent « arrondir la somme, » qu'ils le fassent en prenant le chiffre inférieur (3), ou qu'ils calculent la retenue sur

(1) V. arrêt Grenoble précité, 12 mars 86 ; Rec. Pér., 87, p. 90.

(2) La jurispr. est en ce sens : Dijon, 27 mars 82 ; S. 82, II, 101 ; Grenoble, 14 déc. 1883 ; Journ. des Trib. de com., 85, p. 89 ; Grenoble, 3 janvier 1885 ; Gaz. du Pal., 85, II, sup. 68.

(3) Je crois que si le patron percevait moins qu'il ne paie lui-même, il ne devrait pas moins procurer aux victimes la totalité des indemnités prévues. On devrait interpréter son acte dans le sens favorable à l'ouvrier plutôt que dans le sens d'une libéralité à la compagnie ; car, remarquons-le bien, du moment qu'il a payé la totalité de la prime, il a

plusieurs jours à la fois, ce qui est facile, vu qu'on l'opère aux jours de paie.

197. — *Quand il n'a pas de règlement.* — Si aucun règlement de chantier n'a été apposé, la difficulté devient très grande pour fixer les indemnités dues, et cela démontre l'imprudence du patron qui assume des obligations aussi peu déterminées.

Les ouvriers sont toujours tentés de réclamer une somme supérieure à celle qui leur est réellement due. Souvent désireux de se créer des rentes avec les accidents qui les frappent, ils distinguent difficilement l'indemnité illimitée qui peut leur être due par application de l'article 1382 de celle qui résulte pour eux du contrat et qui, naturellement, est limitée à l'avance. On les voit souvent repousser comme insuffisantes les indemnités portées au règlement de chantier, alors que la non-culpabilité du patron ne fait pas de doute, ayant été consacrée par un jugement le relaxant d'une poursuite correctionnelle par exemple. Comment leur faire entendre raison lorsqu'on n'a même pas un texte précis à leur présenter? Comment résister à des demandes de sommes supérieures à celles portées dans la police. Sans doute, l'intention du patron est bien de ne payer que ces dernières, mais enfin la police n'est pas opposable aux ouvriers, en droit, et souvent même elle ne sera pas produite. Comment les tribunaux — et les procès seront fréquents et inévitables dans ces circonstances, pourront-ils déterminer la portée de l'obligation du patron? Par tous les moyens possibles : si on leur montre la police, ils devront en tenir compte pour y conformer en principe leur décision, quitte à accorder une somme supérieure

droit à l'indemnité fixée ; mais il ne peut la réclamer qu'à la condition qu'elle arrive en totalité à la victime ; il ne peut en rien retenir pour lui. Quelques règlements de chantier et quelques polices prévoient, du reste, ce fait d'une partie de la prime demeurant à la charge du patron.

si le patron paraît avoir opéré une retenue trop forte, ainsi que je l'ai montré plus haut. Si la police n'est pas au dossier, comment procéder? S'ils connaissent le nom de la compagnie qui a traité avec le patron, ils rapprocheront ses tarifs de la retenue effectuée; s'ils ne la connaissent pas, ils feront la même comparaison avec les tarifs ordinairement en usage dans les compagnies d'assurances et notamment les tarifs du syndicat. Quant à la classification des accidents, ils l'obtiendront de même par référence avec les clauses les plus usuelles des polices-accident.

198. — On voit quelle incertitude en résultera, quel pouvoir arbitraire se trouve conféré par la force même des choses aux tribunaux, et on veut affirmer qu'avec l'esprit favorable aux ouvriers qu'ils montrent depuis quelques années, le patron risque fort de se voir condamner à payer plus qu'il ne recevra lui-même et plus qu'il n'aurait payé s'il avait affiché un règlement d'assurance. Donc, chances plus grandes de procès, condamnations plus élevées, avec des considérants fort désagréables, le plus souvent, voilà ce qui résulte pour les patrons de cette manière de procéder. Aussi devraient-ils toujours apposer le règlement de chantier, et si la compagnie ne le leur fournit pas, en rédiger un sommaire, mais contenant tout au moins des indications nettes sur les indemnités qu'ils entendent fournir.

199. — *Dans quel cas le patron peut tomber sous le coup de l'art. 408 du Code pénal.* — Nous avons étudié jusqu'à présent les obligations qui résultent pour le patron de son contrat. Ne peut-il, en certains cas, être exposé, en outre, à une responsabilité pénale? Voici à raison de quelles circonstances. Le patron a fait afficher un règlement du second type (c'est-à-dire portant le nom d'une compagnie); il opère les retenues, mais ne paie pas les primes à la compagnie; l'accident survient: la victime est sans recours contre cette dernière, qui n'a rien reçu;

elle peut se retourner contre le chef de l'établissement pour lui demander le paiement des indemnités. Mais il est insolvable, et finalement le sinistré ne peut arriver à rien toucher ou ne touche qu'une somme insignifiante. Eh bien! dans ces conditions, les ouvriers victimes de la malhonnêteté du patron ne peuvent-ils pas le considérer comme ayant commis à leur égard un *abus de confiance*? Voyons l'article 408 du Code pénal qui prévoit et réprime ce délit : « Quiconque aura dissipé ou détourné au préjudice des propriétaires... des deniers qui ne lui auraient été remis qu'à titre de mandat... à la charge d'en faire un emploi déterminé. » Est-ce que cet article ne s'applique pas d'une manière frappante à notre situation? La retenue subie par les ouvriers équivaut à une remise de fonds qu'ils feraient aux mains de leur patron. A quel titre le patron a-t-il touché ces deniers. Ne peut-on pas dire que c'est à titre de mandat? Entendons-nous bien là-dessus. Je ne puis considérer le patron comme mandataire de la compagnie, même à l'effet de toucher les primes. Je n'admets pas davantage qu'il signe la police en qualité de mandataire de l'ouvrier ou en se portant gérant d'affaires pour lui; mais dans l'espèce, n'a-t-il pas assumé le mandat tout à fait spécial, tout à fait restreint, de transmettre à l'assureur, pour payer les primes dues, l'argent provenant des retenues? Ne peut-on pas dire que ces deniers, il les a *reçus à titre de mandat* pour en faire *un usage* déterminé. Un des règlements de chantier que j'ai étudiés est ainsi conçu : « La retenue est obligatoire, elle est fixée à... Les fonds seront versés par l'entreprise à la compagnie. » N'est-il pas dans ce cas bien évident que le patron ne reçoit l'argent que pour le transmettre à la compagnie? Mais le mandat n'apparaît-il pas même avec les autres formules de règlements de chantier? Quand l'ouvrier subit sa retenue, on lui dit que les sommes ainsi formées sont destinées à être versées

à la compagnie. Le patron n'exécute pas le mandat qu'il assume; il détourne les fonds, les employant à un autre usage, par exemple à payer des billets échus, ou bien il les dissipe : il en résultera un préjudice pour les propriétaires de ces deniers, pour employer les expressions de la loi, au cas où, l'accident survenu, il ne serait pas en situation de payer les indemnités sur sa caisse.

Je ne crois pas qu'on ait jamais envisagé la question sous ce jour. Les ouvriers armés de l'action directe prétendent agir contre la compagnie, celle-ci ne peut être tenue de payer si elle n'a rien reçu en contrepartie, et pourtant la situation des victimes est fort intéressante, celle du patron ne l'est guère, et ces abus se produisent malheureusement assez souvent pour qu'on cherche un remède efficace. Je crois en avoir trouvé un. Un emprisonnement de deux mois à deux ans ne serait-il pas une punition suffisante? Les compagnies ne se plaindraient pas, je crois, d'une jurisprudence qui se formerait en ce sens, et je crois bon de signaler cette voie aux avocats des ouvriers.

SECTION VI

DROITS DE L'OUVRIER CONTRE LA COMPAGNIE

200. — *L'ouvrier a, contre la compagnie, l'action de l'art. 1166.* — Quels sont les droits de l'ouvrier vis-à-vis de la compagnie qui a assuré son patron? Nous avons vu que les compagnies prétendent n'être, en aucune façon, tenues directement envers l'ouvrier. Elles considèrent le souscripteur de la police comme leur seul créancier; à ce dernier incombe seul le droit d'agir contre elle, en vertu du contrat, de leur en demander en justice l'exécution. Mais si, l'accident survenu, il reste dans l'inaction et refuse de mettre la société en de-

meure de payer aux ouvriers les indemnités promises, ceux-ci sont-ils donc absolument désarmés? Je m'associe pleinement aux observations de la cour de Nîmes, disant qu'il serait dérisoire que la compagnie, après avoir touché les primes, pût se refuser à payer l'indemnité, sous prétexte qu'elle ne doit rien à l'ouvrier et que le patron avec qui elle a contracté ne lui réclame rien; que l'ouvrier ne saurait être victime d'une entente collusoire entre la compagnie et le patron. Mais est-il besoin, pour empêcher ce résultat scandaleux, je le reconnais, de recourir à la théorie de l'action directe?

201. — Est-ce que le droit commun ne peut suffire amplement à cette tâche! Oui, sans doute, et la victime trouvera, dans la théorie dite de l'action oblique, une arme suffisante pour le protéger contre l'inaction, collusoire ou non, frauduleuse ou non, de l'assuré. L'article 1166 permet à tout créancier d'exercer les droits de son débiteur quand celui-ci néglige de le faire lui-même. L'ouvrier est créancier du patron; il pourra exercer contre la compagnie les droits de son débiteur. Mais il faudra qu'il ait préalablement établi sa créance contre ce dernier; cela, du reste, ne lui sera pas un obstacle bien sérieux, cette preuve étant relativement facile à faire (1).

202. — L'ouvrier peut-il trouver un obstacle, dans la police ou dans le règlement de chantier, à l'exercice par lui de l'action de l'article 1166?

D'abord, il se peut qu'il n'y ait pas de règlement de

(1) Ici se pose la question de savoir si le créancier est tenu, pour exercer les actions de son débiteur, de recourir à une subrogation judiciaire. Cette grande controverse n'a rien de particulier à notre matière, et je ne puis m'y arrêter. Je suis fort disposé à admettre qu'un jugement n'est pas nécessaire., Cass., 23 janvier 1849; S. 49, I, 193; Req. rej., 2 juillet 1851; S. 51, I, 593; MM. Larombière, I, art. 1166, n° 22, Labbé, *Rev. Crit.*; 1856, IX, 208; Demolombe, XXV, 104. — *Contra*: MM. Aubry et Rau, IV, n° 312, p. 118, note 2, et M. Demante, II, 596. Il me semble, en effet, avec M. Bufnoir à son cours, que « le créancier tient

chantier ou que ce document, s'il existe, ne porte pas le nom de la compagnie qui l'a délivré. Il est bien évident que cette absence de règlement ou que son silence sur l'existence d'une police signée par le chef d'établissement avec telle ou telle compagnie ne peut nuire à la poursuite de l'ouvrier contre cette dernière, ainsi entendue. Il n'invoque ni la police ni le règlement et ne prétend tenir son droit que de la loi ; il agira contre l'assureur comme il agirait contre tout autre débiteur de son patron qu'il parviendrait à découvrir.

Lorsque le règlement de la caisse d'assurances mentionne la police souscrite avec une compagnie déterminée, l'action de la victime s'en trouve facilitée en fait. Mais, en tant qu'elle se base uniquement sur le principe de l'article précité, peut-elle trouver un obstacle dans les clauses de ce règlement de chantier, ou même de la police ?

Je ferai d'abord remarquer que l'assureur n'a aucun intérêt appréciable, j'oserai presque dire avouable, à se soustraire à cette action.

203. — *Les clauses des polices n'y font pas obstacle.*
— En outre, les clauses des polices, si elles écartent avec soin l'action directe, ne prennent pas la même peine en ce qui concerne l'action oblique. Quelques-unes même l'admettent formellement. Rappelons la formule des statuts de la Préservatrice : « L'assurance ne crée de lien de droit qu'entre la société et le sociétaire... Elle oblige la société, sous déduction des cotisations

directement de la loi un droit qui n'est subordonné dans son exercice à aucune condition. L'autorisation de la loi remplace l'autorisation de justice. » Quoi qu'il en soit de cette question, qui n'est plus discutée devant les tribunaux, il est certain que le créancier ne peut invoquer l'art. 1166, alors qu'il actionne également son débiteur, l'exercice de l'action appartenant au débiteur implique nécessairement la substitution du créancier au débiteur dans les poursuites qui incomberaient à celui-ci, et qu'il néglige d'exercer ; elle est inconciliable avec la présence du débiteur lui-même au procès. Cf. Trib. civ. Seine, 5 mai 82; Gaz. des Trib. du 6 mai.

dues par le sociétaire, à payer aux sinistrés les indemnités stipulées en leur faveur par la police, *sans que la société puisse être de leur part l'objet d'autre action que celle résultant des saisies-arrests ou oppositions*. Le plus souvent, les polices sont muettes sur ce point et se contentent de dire que la police ne crée pas de lien de droit entre la compagnie et les bénéficiaires; cette clause doit, bien évidemment, s'entendre de l'exclusion de l'action directe seule, de l'exclusion de toute action exercée par les ouvriers, soit en vertu de l'article 1372, soit en vertu de l'article 1121. Il est impossible de lui donner une portée plus grande.

204. — Quelques clauses présentent plus de doute par la généralité de leurs termes; elles semblent exclure même l'action oblique : « L'assurance étant contractée au nom et pour le compte du patron, l'ouvrier n'a ni droit ni action contre la compagnie pour le paiement de l'indemnité. En conséquence, toute action intentée par la victime d'un accident ou ses héritiers, en paiement de l'indemnité., constitue une déchéance. » Les compagnies accumulent dans leurs polices les phrases les plus redondantes, les clauses les plus générales qu'elles puissent trouver; mais comme la rédaction de ces dispositions est leur œuvre, si le moindre doute s'élève sur l'interprétation qui doit en être donnée, ce doute doit être tranché contre elles. Malgré la généralité apparente des termes employés, on doit les restreindre à ceci : prohibition de l'action directe. Du reste, se trouvât-on en présence d'une clause formelle, excluant l'application de l'article 1166 par une référence directe aux termes et au numéro de cette disposition légale, la question se poserait alors de savoir si une telle stipulation serait valable.

205. — D'abord, si le règlement de chantier ne parlait pas de la compagnie, ou s'il n'y avait pas de règlement de chantier, il est certain que cette clause serait sans

effet à l'égard de la victime de l'accident. Elle tient son droit de la loi : il ne peut dépendre du patron et de la compagnie de la priver de ce droit par une clause d'un contrat auquel elle n'a pas été partie (1). Plus délicate peut sembler la question, au cas où la police est visée par le règlement de la caisse d'assurances. Si la clause exclusive de l'action de l'article 1166 se trouvait inscrite au règlement, il serait impossible de dire que l'ouvrier ne l'a pas connue et n'y a pu consentir ; cela est difficile même si la clause ne figure que dans la police, car on peut dire que la clause visée par le règlement en devient, pour ainsi dire, partie intégrante.

206. — Malgré tout, et quand bien même la clause serait aussi claire que possible, je crois qu'elle ne pourrait nuire à la victime : car cette dernière pourrait la faire déclarer nulle, comme dolosive, frauduleuse ; en effet, elle ne présente d'intérêt que si l'on suppose une entente collusoire entre la compagnie refusant de payer ce qu'elle doit, et le patron refusant de le lui réclamer, et ayant pour but et pour effet de rendre illusoire les droits conférés à l'ouvrier par le règlement de chantier, le souscripteur de la police se trouvant insolvable. Du reste, cette discussion est toute théorique : je n'ai jamais rencontré de clauses de ce genre, et je ne crois pas qu'une compagnie songe jamais à en insérer dans ses polices.

207. — *Intérêt des compagnies à repousser l'action directe.* — Quel intérêt les compagnies ont-elles à repousser l'action directe de l'ouvrier ? Remarquons d'abord que le refus de l'action directe est la conséquence naturelle de leur intention de ne traiter qu'avec le chef de l'établissement industriel et de n'avoir aucun rapport

(1) Les partisans de la jurisprudence raisonnent de même ; ils disent : L'action directe résulte pour l'ouvrier de la loi et ne peut lui être enlevée par le contrat, auquel il n'a pas été partie. J'attaque le raisonnement par la base même, en niant que ce droit lui soit conféré par la loi.

juridique avec la masse de ses ouvriers. Nous n'avons pas à revenir là-dessus ; nous avons exposé, dans notre introduction, les raisons qui justifient leur manière de voir. Mais, indépendamment de cette idée générale, elles peuvent invoquer d'excellents motifs à l'appui des clauses que nous avons étudiées. L'étude de ces motifs nous montrera l'étendue et la portée des droits de la victime de l'accident, contre l'assureur qui a signé la police.

208. — En premier lieu, les compagnies voient, à leur théorie, un avantage important que l'on n'a peut-être pas assez remarqué jusqu'ici. Il est relatif aux frais de procédure. Il suffit d'ouvrir le compte rendu des opérations d'une société d'assurances-accident, pendant la durée d'un exercice, pour voir combien les dépenses de ce genre pèsent lourdement dans son passif. Si on reconnaît à l'ouvrier une action directe, il l'assignera en même temps que le patron, conjointement avec lui ; c'est ainsi, du moins, qu'il procède aujourd'hui, armé de la théorie de la jurisprudence. De là, une augmentation de frais, puisqu'il faudra, dans cette hypothèse, dresser double copie de toutes les pièces de procédure ; il faudrait une double constitution d'avoués, etc. Or, la compagnie répond des frais qu'occasionne la demande en paiement de l'indemnité d'assurance formée par l'ouvrier. De plus, elle s'oblige, par contrat, à plaider sous le nom du patron, en sorte que, bien qu'elle refuse à l'ouvrier le droit de la mettre immédiatement en cause, elle vient, en réalité, soutenir le procès, et si le patron est condamné, elle exécutera la condamnation prononcée contre lui, sans forcer le sinistré à former contre elle une nouvelle instance, à moins, bien entendu, qu'elle ne prétende opposer au souscripteur une déchéance personnelle, ainsi que nous le verrons plus tard. Que gagnerait le demandeur à la mettre en cause, puisqu'elle y vient d'elle-même pour défendre ses propres intérêts en défendant ceux de l'industriel ?

209. — *Compensation des indemnités avec les primes.*

— La seconde raison qui a déterminé les compagnies à insérer les clauses sur la portée desquelles nous discutons, a déjà été signalée, par M. Labbé notamment. Si la compagnie est débitrice d'indemnités vis-à-vis du patron, elle est en même temps créancière de primes. Or, il se peut que les deux créances de primes et d'indemnités se trouvent, au même moment, liquides et exigibles et que, par l'effet de la compensation légale, elles s'éteignent réciproquement jusqu'à concurrence de la plus faible. Si l'assuré poursuit l'assureur en paiement de l'indemnité due, ce dernier pourra lui opposer cette compensation qui s'est opérée de plein droit, et si l'ouvrier agit, en exerçant pour son compte les droits de son débiteur, le patron, il se verra opposer la même exception ; si, au contraire, il peut voir dans la société son débiteur direct, comme il ne lui doit rien lui-même, il en exigera le paiement du capital assuré, en la renvoyant à faire valoir sa créance de primes contre qui de droit. Or, remarquons-le bien, ce qui détermine les sinistrés à prétendre une action directe, c'est l'insolvabilité du souscripteur de la police ; l'assureur se verra donc forcé de payer l'intégralité de la somme promise, sauf à venir ensuite au centime le franc à la faillite du patron, si des primes se trouvent échues et n'ont pas été payées

210. — C'est contre ce résultat, qui les mettrait pour ainsi dire hors du droit commun en les privant d'une faculté légale accordée à tous les débiteurs, que les compagnies protestent avec la plus grande énergie. Elles ne traitent qu'avec le patron, s'interdisent absolument (les polices sont formelles à ce sujet), de réclamer la prime aux ouvriers. Elles se trouveraient exposées à payer des indemnités relatives à des risques pour lesquelles elles n'ont pas reçu de primes et n'ont pas la possibilité d'en toucher. Les arrêts disent qu'il

serait odieux que les compagnies puissent, après avoir reçu les primes, ne pas payer les indemnités? Ne peut-on pas dire de même qu'il serait odieux qu'elles fussent tenues de payer les indemnités sans avoir touché les primes? Mais, direz-vous, l'ouvrier a payé les primes afférentes à son propre risque, il établit qu'il a subi les retenues; peu importe si l'assureur n'a rien reçu. Il déclare formellement rester étranger à toute opération qui aurait pour but et pour effet de faire participer le personnel aux charges qu'entraîne l'assurance. Le patron qui opère les retenues ne peut donc, je l'ai déjà dit, être considéré comme mandataire de la compagnie, à l'effet de d'encaisser les primes en son nom: s'il était mandataire de quelqu'un, ce serait plutôt de ses ouvriers; il aurait d'eux le mandat de verser les deniers provenant des retenues à la compagnie désignée, pour leur assurer un recours contre cette compagnie en se créant à lui-même des droits. Un assuré quelconque, par exemple un assuré contre l'incendie, charge quelqu'un de payer la prime due par lui; si ce mandataire garde l'argent, la compagnie pourra, sans aucun doute, opposer au mandant, en compensation d'une indemnité, les primes non payées par le mandataire. La situation est exactement la même.

Ainsi, de l'idée qu'il n'existe aucun lien de droit entre le sinistré et l'assureur, résulte bien évidemment la faculté pour ce dernier d'opposer en compensation les primes non payées par le souscripteur. Du reste, les polices s'en expliquent expressément: « Il ne sera payé aucune indemnité que déduction faite des primes qui pourraient être dues, » ou « aucune indemnité ne sera soldée qu'après paiement intégral. » Voilà les formules que nous avons rencontrées.

241. — Mais, pour que la compagnie puisse opposer la compensation, il faut, bien entendu, que les deux créances de primes et d'indemnité soient également

liquides et exigibles. Ce n'est que l'application du droit commun, il semble que cela ne peut souffrir de difficultés, et pourtant cela n'est pas sans offrir quelques complications, et voici pourquoi. La compagnie a un délai à partir de la constatation du degré du sinistre et du dépôt des pièces pour vérifier ces pièces ; l'indemnité ne devenant exigible qu'à l'expiration du délai qui sera en général d'un mois ; de même l'assuré a pour payer les primes un délai de quinze jours, à partir de leur échéance. Il faut donc, pour que la compagnie puisse à une demande en paiement de l'indemnité dirigée par l'ouvrier, en vertu de l'article 1166, répondre en opposant la compensation, il faut, dis-je, que le délai attribué à la compagnie par la police pour solder sa dette expire à une époque où un trimestre de prime est déjà échu, et où le délai accordé à l'assuré pour le paiement est lui-même terminé.

212. — Il faut reconnaître que cette coïncidence sera relativement rare. Remarquez bien qu'il ne peut dépendre d'aucune des deux parties, pas plus de la compagnie que du patron, de retarder frauduleusement le paiement de sa dette pour amener la compensation au détriment de la victime de l'accident. Ainsi la compagnie a un mois pour régler un sinistre de premier degré, à partir de l'admission de ce sinistre et du dépôt des pièces. Le sinistre est arrivé au mois d'octobre, les pièces ont été déposées le 12 décembre, le délai de vérification des pièces doit donc expirer le 12 janvier, et la compagnie devra payer la somme dès le 13. La compagnie ne se presse pas, le patron est insolvable ; elle se dit que le 1^{er} janvier va échoir un trimestre de primes : le patron sera tenu de les payer le 15 janvier. Sous un prétexte ou sous un autre, on invite l'ouvrier à se présenter le 16 : lorsqu'il vient, on prétend lui opposer la compensation avec les primes échues la veille. Je ne crois pas qu'elle soit possible. L'ouvrier répondra avec

juste raison : « Vous deviez me payer le 13 janvier ; ce jour-là, la compensation n'était pas possible, elle n'a pu s'opérer que le 15 : vous êtes en faute de ne pas l'avoir fait. » Et même n'y eût-il aucune manœuvre de la compagnie tendant à retarder le paiement, du moment qu'elle a admis le sinistre et ne trouve aucune déchéance à opposer, si le délai attribué pour le paiement expire sans que la compensation ait eu lieu, pourra-t-elle se produire ultérieurement ? Il me semble qu'il faut admettre qu'à ce point de vue, l'expiration de ce délai a les mêmes effets qu'aurait une opposition ou une saisie-arêt : du moment que l'ouvrier a vu reconnaître sa créance par la compagnie, on ne peut dire qu'il est en faute de n'avoir pas recouru à cette procédure dont les frais seraient frustratoires.

213. — Ne peut-on même pas aller plus loin, et dire que le droit de l'ouvrier se sépare de celui du patron du jour où la compagnie a admis le sinistre et reçu les pièces ; dans ce cas, la compensation ne pourrait nuire à la victime, s'opérât-elle pendant le délai dont j'ai parlé. Je crois qu'on peut admettre que le délai n'est accordé à la compagnie que pour vérifier les assertions des bénéficiaires, leur qualité de parents notamment, l'exactitude des pièces produites ; et l'indemnité me semble exigible du jour de l'admission du sinistre, sous la condition que lesdites pièces et assertions seront reconnues exactes ; le délai expiré, cette condition, se trouvant réalisée, rétroagit. *Donc, à partir de l'admission du sinistre et du dépôt des pièces, la compensation ne sera pas possible.* Mais nous dirons de même : la compagnie ne peut retarder frauduleusement cette admission du sinistre pour la laisser s'opérer.

214. — Quoi qu'il en soit de la date à laquelle on peut considérer le droit de la victime comme distinct de celui du patron, le principe ne doit pas moins rester le même, la compensation fait échec à l'ouvrier, parce qu'elle est

légale et qu'il n'exerce que les droits de son patron ; mais si la compagnie a commis la moindre faute qui ait eu pour résultat de la faciliter au détriment de l'ouvrier devant réparation de cette faute, elle sera, à ce titre, tenue de payer l'indemnité. Nous venons de voir qu'elle peut en commettre une en retardant le paiement de sa dette. Elle peut en commettre une autre en ne tenant pas la main à ce que le patron paie les primes échues. Ainsi, le trimestre vient à échéance le 15 janvier, il n'est pas payé : la compagnie ne fait pas les sommations prévues par son titre ; c'est qu'une indemnité va venir à échéance le 1^{er} février. Lorsque l'ouvrier se présentera pour la toucher, on prétendra opérer la déduction des primes impayées ; je crois qu'il sera en droit de se refuser à la subir ; il dira à l'assureur : « Pourquoi n'avez-vous pas poursuivi le patron ? Si vous l'aviez fait et si votre poursuite avait été sans résultat, je comprendrais que vous opposiez la compensation ; mais qui me dit que son insolvabilité n'a pas augmenté depuis cette époque ? Peut-être était-il alors en état de vous payer, tandis qu'il n'est plus en mesure de me solder l'indemnité. Vous avez commis une faute ; si vous aviez été diligent, j'aurais peut-être pu obtenir ce qui m'est dû ; réparez le préjudice que vous m'avez causé, c'est-à-dire, payez la somme assurée ; je repousse la compensation que votre négligence a rendue possible à mon plus grand dommage. »

Avec toutes ces réserves, il est facile de voir que les cas de compensation seront assez rares et qu'il ne faut pas, se plaçant au point de vue du bénéficiaire, s'en effrayer outre mesure. N'oublions pas, du reste, qu'il a toujours son action personnelle contre le patron et pourra lui demander des dommages-intérêts pour le tort qu'il lui a causé en n'exécutant pas ses obligations.

215. — *Droit pour la compagnie d'opposer à l'ouvrier*

les déchéances encourues par le patron. — Mais, voici quelque chose de bien plus pratique. Le patron a laissé passer le délai à lui accordé pour payer les primes; l'assurance se trouve suspendue, soit par l'échéance du terme, soit par l'arrivée d'une lettre recommandée, jusqu'au lendemain du jour où les primes en retard et les frais auront été définitivement réglés; en conséquence, tout accident survenu dans cette période ne donne droit à aucune indemnité. D'une manière plus générale, le patron poursuivant la compagnie en paiement de l'indemnité se voit opposer une déchéance qu'il aurait encourue. La même déchéance peut-elle être opposée à la demande de l'ouvrier? Nous supposons qu'elle a été encourue par le patron seul, ou, tout au moins, l'assureur ne prétend pas établir la participation par l'ouvrier à la faute reprochée à son maître. Il est bien évident que la compagnie pourra toujours, à une demande de l'ouvrier, opposer une déchéance qu'il aurait commise personnellement. La victime déchu vis-à-vis du chef de l'établissement n'a, évidemment, pas plus de droit à faire valoir contre la compagnie. Mais, enfin, la faute est personnelle au patron; si le sinistré n'agit contre l'assureur qu'en exerçant pour son compte les droits de son débiteur en vertu de l'article 1166, il est évident qu'il se verra valablement opposer toutes les exceptions qui feraient échec à la demande de ce dernier. Si, au contraire, l'ouvrier a une action directe contre la compagnie, celle-ci ne pourra lui faire grief des déchéances encourues par le souscripteur (1). Quelques polices n'ont pas cru que l'affirmation du principe suffit et ont eu soin de stipuler expressément l'opposabilité à la victime

(1) Quelques personnes, tout en admettant le principe de l'action directe, se refusent à admettre cette conséquence; le seul effet qu'ils en tirent est relatif à la question de solvabilité du patron, que nous étudions un peu plus bas; les explications que nous allons donner montreront que le système est alors dénué d'intérêt.

des déchéances encourues par le chef d'établissement.

216. — Voilà, en laissant de côté la question des frais de procédure, un double résultat du système des compagnies qui refuse à la victime de l'accident toute action directe contre l'assureur. Ces deux conséquences de l'action oblique : à savoir, d'une part, droit pour l'assureur d'opposer à l'ouvrier, en compensation de l'indemnité, les primes échues, et, d'autre part, droit de lui opposer les déchéances encourues par le patron, *je n'hésite pas à les admettre*. La compagnie est tenue en vertu d'un contrat, elle ne peut l'être que dans les termes mêmes de ce contrat. Nous avons reconnu le caractère licite de ces déchéances ; elles doivent, comme toutes les autres stipulations, recevoir leur plein et entier effet, et la victime de l'accident, qui n'a pas été partie à ce contrat, ne peut avoir plus de droits que l'assuré qui l'a signé : la logique juridique et le bon sens commandent ces solutions.

Comment se fait-il que les tribunaux se soient acharnés, qu'on me permette ce mot peu respectueux, mais qui me semble seul convenir à la situation, à démolir ce système si ingénieux ?

C'est qu'on lui a prêté une conséquence telle que si elle devrait être admise, la théorie de la jurisprudence semblerait devoir s'imposer.

217. — *Même en agissant par l'article 1166, l'ouvrier aura un droit exclusif à l'indemnité.* — Nous avons parlé de l'insolvabilité possible du patron. Est-ce que cette insolvabilité ne va pas faire courir un grave danger à l'ouvrier, si on ne lui reconnaît contre la compagnie qu'une action oblique ? Si l'ouvrier n'exerce que les droits de son patron, comment peut-il les exercer par préférence aux autres créanciers dudit patron ? Il fait saisir-arrêter aux mains de l'assureur les sommes que celui-ci peut devoir au souscripteur de la police à titre d'indemnités ; ne devra-t-il pas subir, sur ces sommes, le

concours de tous les créanciers de ce dernier? Comment échapper à ce résultat, si on n'admet pas la théorie de l'action directe? Il est certain que, à ce point de vue, cette théorie a un résultat fort équitable auquel nous applaudissons avec M. Labbé : « Il est juste que l'indemnité motivée par la blessure subie par l'ouvrier arrive aux mains de celui-ci, sans que les autres créanciers du patron puissent s'y opposer et prétendre y concourir. »

218. — Mais, est-il nécessaire, pour obtenir ce résultat juste, équitable, conforme au but de l'assurance et non préjudiciable à l'assureur, est-il nécessaire, dis-je, de recourir à la théorie de l'action directe? Non, sans doute, et M. Labbé a fait, à ce cas spécial, l'application d'une théorie générale depuis longtemps exposée par lui et connue sous le nom de théorie des privilèges spéciaux sur les créances, et il se demande si l'expression : action directe, « ne signifie pas purement et simplement que l'ouvrier, créancier du patron, a un privilège, un droit de préférence sur la créance du patron contre la compagnie. » Malheureusement, il doit reconnaître que les considérants de la Cour suprême ont une tout autre portée.

Je ne veux pas discuter tout au long cette théorie, si séduisante, de M. Labbé, et, s'il me fallait prendre parti, je crois que je me rangerais à l'opinion de M. Sauzet : « A défaut d'un texte, nous doutons de l'existence d'un privilège, même sur une créance. Si favorable que soit la nature ou l'essence du contrat, cause de son droit, la qualité d'une créance ou d'un créancier explique, justifie, appelle, si l'on veut, l'attribution légale d'un privilège; elle ne peut pas la suppléer. » Mais il m'est inutile de prendre parti, et voici pourquoi.

219. — *Cette solution découle de l'intention des parties telle qu'elle résulte des clauses des polices.* — Je me suis demandé si les reproches faits à la théorie que je dé-

fends sont bien exacts; s'il est réellement impossible d'éviter ce résultat, à savoir: l'ouvrier obligé de partager avec les créanciers du patron le montant de l'indemnité qui, ainsi que le dit très finement M. Labbé, cesse, dès lors, d'être une indemnité, n'a plus de raison d'être et s'évanouit, en devenant pour les autres créanciers un bénéfice sans cause. Préoccupé de ce résultat, dont je reconnais toute l'injustice, j'ai recherché s'il découlait bien des conditions du contrat, et j'ai cru qu'au lieu de discuter *a priori* sur des abstractions, il était préférable, conformément à l'idée qui domine tout cet ouvrage, de me reporter au contrat lui-même, de rechercher si ses termes peuvent, sur ce point, m'être de quelque secours, si nous ne trouvons pas dans l'intention commune des parties le moyen que jurisprudence et doctrine ont cru trouver dans des théories générales de droit.

220. — J'ai déjà indiqué, et je suis obligé d'y revenir encore, que l'analyse du mécanisme de l'assurance collective m'a montré l'existence de deux contrats successifs: l'un, passé entre la compagnie et le chef de l'établissement industriel; l'autre, entre ce dernier et ses ouvriers.

J'ai dit que, par le premier, la compagnie s'engage à garantir le patron des conséquences pécuniaires qui pourront résulter pour lui du second; le premier contrat est conditionnel et subordonné à la formation de l'autre.

Le souscripteur a réalisé ce second contrat. En apposant un règlement de chantier et en opérant des retenues sur le salaire de ses ouvriers, il s'est obligé personnellement envers eux. La condition mise à la formation du premier contrat se trouve ainsi réalisée, et la compagnie se trouve tenue de *garantir son assuré des engagements personnels qu'il a ainsi contractés*.

221. — Mais de quelle manière doit-elle lui procurer cette garantie ⁽¹⁾?

Il nous semble qu'*a priori*, elle aurait trois moyens d'exécuter sa promesse.

Elle pourrait d'abord, lorsque le patron aurait payé de sa caisse les indemnités portées au règlement d'assurance, lui en faire le remboursement.

Elle pourrait, en second lieu, lui produire une décharge par laquelle l'ouvrier l'accepterait, elle, la compagnie, pour son débiteur à la place du patron.

Elle pourrait, enfin, en troisième lieu, payer elle-même l'indemnité à la victime ou à ses ayants droit, et la quittance qu'elle en recevrait, elle l'apporterait au souscripteur.

Quel que soit celui des trois moyens employés, le résultat sera le même; le poids de l'assurance ne pèsera pas sur le patron, mais sur la compagnie, et l'on peut dire que celle-ci aura de cette façon rempli ses engagements.

222. — *Les allocations quotidiennes pour incapacités temporaires seules sont déboursées par le patron.* — Voici ce qui pourrait se passer en théorie si on admettait notre point de départ. Voyons ce qui se passe en pratique.

Ecartons le second procédé, qui n'est pas usité. Il nous en reste deux autres. La compagnie peut rembourser au patron les sommes qu'il a effectivement déboursées. Cela sera assez rare, en fait, sauf pour une catégorie spéciale d'indemnités : les allocations quotidiennes dues en cas d'incapacité temporaire de travail. Ces allocations quotidiennes, nous l'avons déjà vu, les sociétés d'assurances prétendent ne les payer que sur le vu du

(1) Cette expression « garantie » se trouve dans les polices; mais il ne faut pas, ainsi que je l'ai déjà dit, la prendre au sens restreint et technique du mot, les clauses des polices refusant à l'assuré le droit d'appeler l'assureur « en garantie. »

certificat de guérison; en conséquence, elles autorisent le patron à verser des acomptes à la victime, puis elles remboursent ultérieurement au premier, à la fin de la maladie, les sommes ainsi versées par lui, soit en deniers, soit en compensation, « en prenant les quittances en paiement des primes à la prochaine échéance. » Mais ce n'est que dans cette seule hypothèse, relative à la dernière catégorie de sinistres, que les indemnités sont avancées par le patron et, par conséquent, remboursées par la compagnie. *Dans tous les autres cas : mort, infirmités d'un degré quelconque, les indemnités sont effectivement payées, déboursées par l'assureur*, à moins, bien entendu, qu'il ne puisse invoquer la compensation, ce qui sera très rare, ainsi qu'on l'a vu.

223. — *Dans tous les autres cas, la compagnie paie les indemnités aux victimes directement.* — Mais est-ce que, dans ces circonstances, la compagnie verse l'argent aux mains du patron, pour être cet argent transmis par lui au sinistré ?

Non, et cela, je puis l'affirmer de la manière la plus absolue, *la compagnie verse directement l'indemnité à l'ouvrier.*

J'ai déjà dit que la compagnie n'a pas seulement, vis-à-vis du patron, le rôle d'un assureur; qu'elle se constitue, en quelque sorte, son agent d'affaires pour tout ce qui concerne les rapports que l'assurance fera naître entre lui et son personnel; s'élève-t-il des difficultés, des procès, elle s'engage à plaider au nom du *souscripteur*, à transiger en la même qualité. C'est elle qui, en outre, par ses médecins, déterminera la nature et la gravité de l'accident; et enfin, quand le sinistre a été admis, elle se constitue caissière du patron à l'effet de régler ce sinistre, de payer l'indemnité à la victime ou à ses ayants droit. Toutes les *polices* que j'ai sous les yeux *supposent que le paiement est fait ainsi directement par l'assureur aux bénéficiaires* et sans passer par l'intermédiaire du

patron. Ces indemnités, disent les polices, sont payées au siège social, au sinistré ou à ses bénéficiaires qui doivent produire les pièces établissant leur qualité. « Elle oblige la compagnie à payer au sinistré, disent les statuts de la Préservatrice ; » de même, dans les conditions particulières, on voit souvent la phrase suivante : « La compagnie promet, en cas de mort, une indemnité de..., *payable à la veuve*. » Et ce fait du paiement direct de l'assureur à la victime résulte, avec plus de netteté encore et par *a contrario*, des clauses déjà citées où on stipule que les allocations quotidiennes seront payées par le patron à l'ouvrier pour être ensuite remboursées par l'assureur. Du reste, il suffit d'avoir un peu la connaissance de cette sorte d'affaires pour savoir que les indemnités sont toujours payées dans les bureaux des compagnies, où l'on fait venir la victime ou son représentant.

224. — *La compagnie paie la dette du patron*. — Cet engagement de l'assureur de payer directement au sinistré se concilie parfaitement, quoi qu'en ait dit la jurisprudence (1), avec sa prétention de l'avoir pour créancier direct : il ne paie pas sa dette, mais la dette du souscripteur de la police ; il paie en qualité de mandataire du patron et plaiderait, au besoin, sous son nom ; il paiera en son nom et à sa décharge la dette qu'il a contractée envers son personnel. En voulez-vous une preuve évidente ? Je la tire de la forme même des quittances d'indemnités d'une des compagnies (l'Urbaine) ; ces quittances sont lithographiées ; on en remplit, à la main, les blancs. L'exemplaire que j'ai sous les yeux est ainsi conçu : « Je soussigné.... agissant (en son nom personnel ou comme mandataire de l'ouvrier, ou comme représentant de mineurs, etc.), reconnais avoir reçu de M. (le patron), *des mains et deniers de la compagnie*

(1) Trib. Versailles, 19 janv. 1883 ; S. 84, II, 90.

l'Urbaine et la Seine... Il est impossible de traduire plus clairement l'idée que la compagnie ne paie que la dette du patron.

225. — En résumé, *la Société d'assurances s'engage envers son assuré à payer à sa décharge les indemnités qu'il pourra devoir, en application du règlement de chantier, à ceux de ses ouvriers qui seront victimes d'accidents, et à payer ces indemnités non à lui, patron, (à moins qu'il ne les ait effectivement déboursées), mais directement aux sinistrés ou à leurs ayants droit.* Voilà, je crois, la formule la plus exacte des obligations de l'assureur.

226. — Quand je dis qu'il s'engage à payer directement aux sinistrés, je veux dire que c'est son devoir ; mais c'est aussi son droit, et, en agissant ainsi, il remplit toutes ses obligations. Il faut, en effet, remarquer que les compagnies sont intéressées d'une manière générale, et pour le bon fonctionnement de leur industrie, à ce que les indemnités ne soient pas détournées de leur but, qui est la réparation des accidents, et parviennent bien effectivement aux victimes, et c'est pour être bien sûres de ce résultat qu'elles leur paient directement, au lieu de remettre l'argent au patron qui pourrait en faire un tout autre usage. En somme, elles peuvent invoquer ces clauses et ces pratiques dont nous avons parlé, de même qu'on peut les invoquer contre elles.

227. — En conséquence, supposons que le souscripteur de la police prétende se faire verser à lui-même la somme assurée. Un pressant besoin d'argent lui a inspiré la pensée d'employer cette somme à payer, par exemple, une traite échue : il remettra à plus tard sa libération envers la victime. La compagnie aura le droit et le devoir de se refuser à cette combinaison ; elle lui dira : « Si vous prétendez toucher cette somme assurée, justifiez que vous avez préalablement indemnisé votre réancier, remettez-moi sa quittance. Si vous n'avez fait

aucun déboursé, vous n'avez pas de bonne raison de nous rien réclamer; envoyez-nous la victime ou ses ayants droit, et nous leur paierons l'indemnité promise. »

Si nous voulons condenser tout ce que nous venons de dire en une formule juridique abstraite, nous dirons que l'obligation que l'assureur assume par la police envers son assuré est une *obligation de faire*, et non une *obligation de donner* ou de *payer*.

228. — La compagnie doit au patron la décharge de l'obligation qu'il a contractée envers ses ouvriers par le règlement de chantier ou la retenue sur les salaires, il doit lui procurer la quittance des victimes. Il est vrai que si la compagnie, ne payant pas à l'ouvrier, laisse le patron exposé aux poursuites de ce dernier, l'assuré pourrait demander en justice à son assureur le paiement qu'il est lui-même exposé à effectuer. Mais tel n'est pas l'objet principal de son action; ce n'est que subsidiairement, et faute par la compagnie de lui procurer sa libération, qu'il peut prendre telles conclusions, en présence desquelles la compagnie pourra arrêter la demande du patron en payant directement à la victime. Aussi peut-on dire que, sauf le cas où le patron aurait fait des avances, si la compagnie peut être tenue de lui payer une somme d'argent, ce sera à titre de dommages-intérêts, pour n'avoir pas exécuté son obligation de faire; mais en principe toute obligation doit s'exécuter en nature : ici l'exécution en nature consiste à payer à l'ouvrier, et l'assureur n'aura pas intérêt à s'y soustraire; payer à l'ouvrier ou payer au patron, c'est toujours la même chose pour elle.

229. — *L'action du patron ne peut être le gage de ses créanciers.* — I. *Patron insolvable.* — On voit que l'action de l'assuré ainsi définie ne peut être considérée comme formant le gage commun de ses créanciers, aux termes de l'article 2092 du Code civil, puisqu'elle ne

tend pas à faire entrer dans le patrimoine la somme due par la compagnie.

Supposons le patron insolvable, l'ouvrier agira contre la compagnie en vertu de l'article 1166 et lui demandera ce que le patron aurait dû lui demander, c'est-à-dire d'exécuter son obligation de faire. Il lui dira : « Mon patron avait le droit d'exiger que vous me payiez une somme de mille francs ; il n'agit pas, je suis son créancier, j'exerce ses droits et je fais ce qu'il aurait dû faire ; je vous demande de ME payer ladite somme. L'ouvrier procédera naturellement par une opposition aux mains de la compagnie. En présence d'une saisie-arrêt ainsi justifiée, les créanciers du patron ne pourront prétendre concourir sur les deniers saisis-arrêtés avec la victime, car, pour eux comme pour leur débiteur, l'obligation de la compagnie n'a pas cessé d'être une obligation de faire, et on n'ouvre pas une contribution sur une obligation de cette sorte. Plus simplement, nous dirons que la compagnie tenue de payer à la victime ne peut être obligée de payer à d'autres personnes qu'à cette dernière, et non seulement elle ne peut pas y être forcée, mais même elle n'a pas le droit de le faire ; si elle payait à l'assuré ou à d'autres créanciers tout ou partie de la somme promise, elle engagerait sa responsabilité vis-à-vis de l'ouvrier. Sans doute, ce dernier n'est pas partie à ce contrat, mais il y est intéressé, et il ne peut dépendre de la volonté de la compagnie de lui porter préjudice en n'exécutant pas à la lettre toutes ses obligations ; il faudrait considérer comme frauduleuse une modification ainsi apportée après coup, et sans intérêt appréciable, par l'assureur à des dispositions qu'il a lui-même édictées dans l'intérêt des sinistrés et sur la protection desquelles ces derniers ont dû compter.

Sans doute, si le patron a payé lui-même l'indemnité, la compagnie devra la lui rembourser, et sur la somme ainsi rentrée dans le patrimoine de leur débiteur, tous

les créanciers pourront venir au centime le franc ; mais peu importe pour le sinistré, puisqu'il aura été préalablement désintéressé.

230. — II: *Patron en faillite*. — Supposons le patron en faillite. Le syndic trouve dans l'actif une créance contre la compagnie, basée sur un accident antérieur à la faillite. Pourra-t-il exiger que l'assureur lui paie la totalité de la somme assurée, tout en se réservant la faculté de ne payer à la victime qu'un dividende ? Non, sans aucun doute. Quittons pour un moment les assurances. Un commerçant désire assurer le paiement d'une dette à terme qu'il a contractée envers Primus : il s'adresse dès maintenant à Secundus, qui s'engage, moyennant une compensation quelconque qui nous importe peu, à rembourser à Primus sa créance quand le terme sera venu. Le commerçant tombe en faillite, bien postérieurement, puis la dette vient à échéance ; le syndic pourra-t-il exiger de Secundus qu'il en verse le montant à la masse, et dire à Primus : venez produire à la faillite ? Non. Secundus dira au syndic : je dois payer à Primus, et je suis prêt à le faire ; en le faisant, j'exécute l'obligation que j'ai contractée envers le commerçant maintenant failli, vous n'avez rien de plus à me demander.

231. — Telle est à mon avis la situation de la compagnie vis-à-vis de la faillite. Si au regard du patron son obligation est une obligation de faire, elle ne cesse pas d'avoir ce même caractère, ainsi que je l'ai déjà dit à l'égard des créanciers de ce dernier, qui en principe ne peuvent avoir d'autres droits que leur débiteur. Le syndic réclamera au nom de la faillite l'exécution de la police, mais toutes les clauses de cette police, qui est le titre dont il appuie ses réclamations, lui seront opposables, et l'assureur exécutera valablement ses engagements en s'y conformant strictement. A-t-il à prouver que les clauses qu'il invoque ont été écrites par lui

dans son intérêt? Je ne le crois pas, et du reste je crois avoir prouvé qu'il est aussi intéressé que l'ouvrier à leur exécution. Ainsi donc si le syndic, soit d'office, soit sur la demande de l'ouvrier, agit contre la compagnie, il ne pourra empêcher que le bénéfice de l'assurance ne soit intégralement appliqué à la victime. La compagnie a le droit de ne payer qu'à elle, et elle doit ne payer qu'à elle. Je crois qu'elle engagerait sa responsabilité vis-à-vis de l'ouvrier en laissant une partie quelconque de cette indemnité venir se perdre dans la masse de la faillite. Si à un moment quelconque les deniers provenant de cette source se trouvaient confondus avec d'autres dans la caisse du syndic, il est bien certain que l'ouvrier se trouverait réduit à un dividende et en éprouverait un préjudice : ne pourrait-il s'en prendre à l'assureur qui le lui a causé en n'exécutant pas strictement son obligation? Et je refais ici le raisonnement que je faisais plus haut en me plaçant en présence des créanciers agissant isolément; car la situation nouvelle créée par la faillite ne me semble pouvoir en rien l'ébranler. Sans doute le bénéficiaire n'a pas d'action directe contre la compagnie; mais il n'en est pas moins vrai que, bien que n'étant pas partie au contrat qui a pour base la police, il y est intéressé, l'indemnité devant en fin de compte être touchée par lui, il pourra rendre la société d'assurances responsable du tort qu'elle lui cause en n'appliquant pas la clause relative au paiement et insérée, je le répète, en sa faveur.

232. — En un mot, on peut dire que, sauf le cas où la police serait résiliée ou modifiée, et pour l'avenir seulement, la nature des engagements de la compagnie envers le souscripteur, leur mode d'exécution une fois fixé par le contrat passé entre eux, ne peuvent se trouver transformés *ex post facto* au détriment des bénéficiaires; la police, sans leur conférer des droits, contient des clauses qui

sont pour eux de véritables garanties, dont ils ne peuvent être privés ni par le patron, ni par ses créanciers agissant individuellement ou représentés par le syndic, ni par la compagnie, ni par l'accord de cette dernière avec le patron ou le syndic. Sans doute, ce dernier point est plus délicat; mais tout n'est-il pas délicat dans cette situation compliquée faite à l'ouvrier, et ne voit-on pas que les parties n'auraient aucun intérêt avouable à cet accord, qui ressemblerait fort à une de ces collusions frauduleuses dont parlent les arrêts ?

233. — Ainsi donc, le syndic ne peut exiger de la compagnie que ceci : qu'elle décharge la masse de l'obligation, qui pèse sur elle, d'indemniser l'ouvrier en payant l'indemnité promise. Il ne peut prétendre faire verser les deniers dans sa caisse. Aussi bien les créanciers n'ont-ils jamais pu se faire d'illusion sur l'origine de cette créance et son affectation; ils n'ont réellement pu compter sur elle, et ne peuvent prétendre qu'elle a pu contribuer à « augmenter la surface du failli, » à lui procurer du crédit. *Leur attribuer une part quelconque des sommes assurées, c'est fausser le contrat en le transformant, contrairement à tous les principes de l'assurance, en une source de bénéfices pour l'assuré ou ses créanciers.*

Il est possible d'empêcher ce résultat déplorable, en empêchant la confusion des deniers.

234. — Mais supposons que le syndic ait fait produire l'ouvrier à la faillite, cet ouvrier a consenti à n'accepter qu'un dividende sur la misérable somme qui lui est due. Il l'a touché. Le syndic peut-il se retourner contre la compagnie? Sans doute. Mais que pourra-t-il lui demander? La totalité du capital assuré ou seulement le dividende reçu par l'ouvrier? C'est toujours la même question, mais sous une autre face; ce que j'ai dit jusqu'à présent, fait pressentir la solution qu'il faut y donner. Le syndic, pas plus que le patron lui-même, quand

il était *in bonis*, ne peut se faire rembourser plus qu'il n'a effectivement versé. Il sera très rare que le syndic fasse l'avance de l'indemnité, sauf dans le cas où le patron aurait été tenu de la faire, c'est-à-dire pour les indemnités journalières prévues au cas d'incapacité temporaire. Nous avons vu ce que décident les polices dans cette hypothèse : le patron ayant fait des avances, les quittances délivrées par la victime sont prises en paiement des primes à la prochaine échéance trimestrielle. Appliquons ces articles au cas de la faillite : le syndic, au lieu de verser à la victime une somme correspondant à deux francs par jour d'incapacité de travail, lui remet la moitié de cette somme, à raison de un franc seulement par jour, ce qui correspondrait à un dividende de cinquante pour cent, et l'ouvrier accepte, ce qui sera rare. La quittance déclarée par l'ouvrier ne mentionnera que la somme effectivement reçue, elle ne pourra être prise en compensation que pour cette somme ; le syndic ne pourra réclamer plus qu'il n'a payé. C'est le sens qu'il faudra donner à ces mots : les quittances seront prises en paiement. On voit que le syndic n'a aucun intérêt à imposer une réduction au centime le franc à la victime. D'autre part, cette dernière peut ensuite se retourner contre la compagnie et lui demander le complément de l'indemnité, puisqu'elle aurait pu lui en réclamer la totalité si elle n'avait rien reçu.

Ce que je dis des indemnités journalières, on pourrait le dire aussi de toutes les autres indemnités, et si le syndic avait versé à l'ouvrier la moitié ou le quart du capital promis, avec l'arrière-pensée de se faire rembourser la totalité, ce calcul se verrait trompé, la compagnie ne lui paierait que ce qu'il a déboursé, sauf à compléter le paiement au sinistré lui-même.

335. — Nous avons supposé jusqu'à présent que l'accident est antérieur à la déclaration de faillite. Il n'y a pas de difficulté s'il est postérieur. La compagnie n'a pas

demandé la résiliation ou le syndic a offert caution, le syndic se trouve obligé de continuer l'assurance en payant les primes. En tous cas, le contrat passé avec les ouvriers continue, à moins que le syndic ait manifesté une volonté contraire en faisant enlever le règlement d'atelier et surtout en cessant de percevoir les retenues. Si un accident vient à se produire, l'ouvrier se présente comme créancier de la masse, comme toutes les personnes qui auraient aidé à la continuation de l'entreprise aux mains du syndic ou du failli.

236. — *Conclusion.* — En résumé, je crois avoir démontré d'une manière aussi péremptoire que possible que si « les décisions de la Cour suprême aboutissent, comme le dit M. Labbé, à un déplorable renversement d'un système ingénieux et pratique, » c'est pour n'en avoir pas bien saisi le mécanisme.

Pour remédier à une conséquence déplorable, si elle était forcée, mais faussement attribuée au contrat d'assurance collective, tel que les compagnies l'ont conçu, on a détruit ce contrat, tandis qu'une analyse pénétrante en pouvait faire sortir le résultat cherché.

J'ai dit souvent qu'en notre matière tout dépend de la convention; que c'est au juge du fond qu'il appartient de rechercher quelle a été la commune intention des parties, et cela par l'interprétation des clauses du contrat. De l'étude des polices, j'ai cru pouvoir conclure que l'intention des compagnies est bien que l'indemnité qu'elles paient parvienne à l'ouvrier, et ne puisse être pour le patron une source de bénéfices. Elles ne lui remettent les deniers que d'une manière fort exceptionnelle et en remboursement des sommes effectivement déboursées par lui; le plus souvent, elles ne lui promettent que de payer sa dette et s'engagent à lui procurer la décharge des obligations qu'il a assumées envers son personnel. Cette obligation ainsi conçue est une obligation de faire, et cette formule nous montre

qu'accorder seulement aux ouvriers l'exercice des droits de leur patron, en vertu de l'article 1166, n'est pas les exposer à un concours avec les autres créanciers. M. Sauzet, tout en reconnaissant avec M. Labbé que ce système est le seul légal, voit là un immense inconvénient juridique qui appelle, d'après lui, une réforme législative urgente. Etant donné l'esprit qui anime le législateur, son intervention en ces matières est plus à craindre qu'à souhaiter, et tout au moins est-elle inutile en cette occurrence (1).

SECTION VII

EXAMEN CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE ET DE LA DOCTRINE SUR LA QUESTION DES DROITS DE L'OUVRIER

237. — *Critique générale de la jurisprudence.* — Jusqu'à présent, nous avons poursuivi notre analyse du contrat d'assurance collective sans autre guide que l'art. 1134. Nous en avons déduit les droits et obligations des parties. Nous ne nous sommes pas détournés de notre tâche pour vérifier si les idées émises par nous étaient

(1) L'étude attentive des polices, des règlements de chantier, des quittances des compagnies, les renseignements fournis par quelques personnes s'occupant d'assurance, m'ont conduit à la théorie exposée au texte. J'ai cherché ensuite à l'appuyer de quelques autorités : je n'en ai trouvé aucune en ce qui concerne mon sujet. Pourtant j'ai vu dans M. Demolombe (*Contrats*, VIII, p. 172, n° 195) l'application d'idées analogues à une autre matière : lorsque, dans une gestion d'affaires, le gérant a parlé en son nom propre, M. Demolombe admet, contrairement à M. Colmet de Santerre (v, 354 bis) que le gérant n'a pas contre le maître d'action directe ; il n'a que l'action de l'art. 1166, et pourtant il ne subit pas le concours des autres créanciers du *dominus* ; c'est qu'en effet l'action du gérant tend à ce que le maître l'indemnise des engagements personnels qu'il a pris. Cette obligation, ne pourrait-on pas aller jusqu'à dire qu'elle a pour objet entre le gérant et le maître une *obligation de faire* plutôt que de donner ou de payer ?

partagées par les auteurs (1), étaient appliquées par la jurisprudence. Ce qui nous déterminait à agir de la sorte, c'était d'abord le désir de ne pas interrompre le développement d'une théorie fort subtile par d'incessantes critiques contre une jurisprudence aussi confuse que touffue. C'était, en outre, l'impossibilité de trouver avec les arrêts une base de discussion. Nous nous sommes toujours placé en présence des clauses des polices, des règlements de chantier, nous efforçant d'en extraire, pour ainsi dire, l'intention commune des parties. Les tribunaux, au contraire, très favorables à l'ouvrier, semblent toujours, en présence des nombreux systèmes soutenus de part et d'autre, adopter celui qui, dans l'espèce pendante devant eux, se trouve en dernière analyse le plus avantageux à la victime de l'accident. Ainsi, par exemple, le patron est-il insolvable, on dira que la compagnie est le débiteur principal; la compagnie est-elle en faillite, on décidera que le patron est assureur, à moins que, pour établir plus énergiquement le recours de l'ouvrier, on ne lui laisse absolument le choix de poursuivre à son gré la compagnie, ou le patron, ou tous les deux à la fois, sans se préoccuper de vérifier si les droits qu'on lui reconnaît contre l'une ne sont pas inconciliables avec ceux qu'on lui accorde également contre l'autre. En cette matière, tous les systèmes possibles ont eu, à leur heure, la consécration de la jurisprudence. Il m'eût donc été très facile d'annoter chacune de mes conclusions par un ou plusieurs arrêts; mais il aurait fallu citer, pour être exact, un nombre au

(1) La doctrine en ces matières est peu riche. Elle comprend d'abord et surtout une série de notes de M. Labbé dans le *Sirey*, 1885, I, 409; II, p. 201; 1886, II, 49; 1887, II, 90; un article de M. Sauzet : Situation des ouvriers dans l'assurance-accident collective, contractée par le patron, publié dans la *Revue critique* de 1886 et tiré à part; Pichon, 1886; un autre article de M. Auzière, procureur de la République à Valence, *Revue critique*, 1886, tiré à part, également intitulé : Des droits conférés à l'ouvrier par l'assurance collective.

moins aussi grand d'arrêts contraires, et, en outre, je me serais fait un scrupule de citer les décisions en apparence les plus favorables à ma thèse ; chacune de ces décisions était-elle bien juste dans l'espèce déterminée à laquelle elle s'appliquait ? Cela se pouvait, mais cela n'était pas sûr : les jugements, en effet, statuent le plus souvent en droit et restent muets sur les circonstances de fait qui seules entraînent ma conviction, et citent rarement les clauses des polices, encore moins les clauses des règlements de chantier, quelquefois même n'en parlent pas du tout. Aussi peut-on adresser à la jurisprudence un très grave reproche. Les arrêts, à l'exception de quelques-uns que nous aurons soin de mettre en relief, semblent, le plus souvent, vouloir se mettre au-dessus du contrat et créer, fût-ce en contradiction avec les termes mêmes de ce contrat, une sorte de loi des assurances s'appliquant uniformément à la variété des espèces.

238. — *Situation du patron d'après la jurisprudence.* — Nous nous sommes demandé d'abord quelle était la situation du patron vis-à-vis de l'ouvrier, l'étendue de ses obligations. On ne trouve pas trace, dans la jurisprudence, de la distinction qui domine les solutions apportées par nous à cette question. Nous rapprochons le cas où il n'existe pas de règlement de chantier de celui où ce règlement est muet sur l'existence d'une police avec la compagnie ; alors, avons-nous dit, le patron est assureur. — Si, au contraire, la compagnie apparaît dans le règlement, l'obligation du patron consiste à procurer un recours contre cette dernière, et il a suffisamment rempli son obligation en fournissant ce recours, fût-il illusoire, pourvu, toutefois, qu'il démontre qu'il n'a commis aucune faute. L'insolvabilité de la compagnie ne retombe pas sur lui, ou peut être considérée comme un cas fortuit, s'il n'avait aucun moyen d'y échapper. A cette même question : le

patron est-il assureur ? la jurisprudence répond par oui ou par non, sans préciser les circonstances de fait. « L'ouvrier, dit un arrêt, doit s'adresser non à la compagnie, contre laquelle il n'a aucun droit direct, mais à son patron qui le représente vis-à-vis de la société. » Le patron est obligé à quoi ? L'arrêt ne nous le dit pas ⁽¹⁾.

239. — Le patron n'est-il pas tenu en qualité d'assureur ? Non, disent un certain nombre d'arrêts, et en cas d'accident le patron ne peut être actionné. Ceci se comprend parfaitement quand on admet la théorie de l'action directe ⁽²⁾. M. Auzière, qui la soutient, ne veut pas considérer le patron comme assureur. « Où est, dit-il, la preuve que le patron a eu l'intention de s'obliger envers l'ouvrier ? *Il n'y a pas du tout de contrat* entre le patron et l'ouvrier. »

240. — D'autres décisions, au contraire, déclarent le patron assureur ⁽³⁾, solution avantageuse à l'ouvrier quand la compagnie est en faillite. Quels sont leurs arguments ? « Attendu, dit le tribunal de Boulogne, qu'un contrat de cette nature, exécuté aux frais de l'ouvrier qui n'y a pas été partie, et qui cependant en acquitte indirectement les charges, crée en faveur de celui-ci le droit de réclamer au patron assureur le montant de l'assurance, qui n'est en réalité qu'une indemnité correspondant aux prélèvements opérés sur les salaires. Qu'en effet, par les retenues qu'il exerce lui-même sur ces salaires, le patron s'oblige personnellement à procurer à l'ouvrier en cas d'accident, et alors même que celui-ci ne pourrait lui imputer aucune

(1) Cour de Rouen, 25 juillet 1881 ; Sir., 1882, II, p. 112. Cf. Dijon, 27 mars 1882 ; Sir., 1883, II, 201.

(2) Cass., 1^{er} juillet 1885 ; S. 85, I, 409 ; Trib. civ. Dunkerque, 18 juin 1886 ; Rec. Pér. des Ass., 1887, p. 294.

(3) Trib. civ. de Boulogne-sur-Mer du 10 juillet 1885 : veuve Cailleux c. Derhuite (C^{ie} Ass. française, en faillite), S. 85, II, 203. Cf. Trib. de Die, 13 avril 1886 ; Rec de Grenoble, 1886, 96.

faute, une indemnité de nature à compenser le dommage souffert. Qu'il se forme ainsi, *entre l'ouvrier et le patron, un contrat d'une espèce particulière*, qui fait de celui-ci le véritable assureur de celui-là... Le patron est personnellement débiteur de l'indemnité promise comme conséquence des prélèvements opérés. » Cette théorie est admise également dans une note de Dalloz (1). Elle ne semble pas avoir prévalu en jurisprudence.

241. — Déjà devant le tribunal de Boulogne-sur-Mer, on avait plaidé que l'ouvrier ne peut agir contre le patron pour lui réclamer personnellement le montant de l'assurance, n'étant tenu qu'à faire valoir contre la compagnie ses propres droits, tels qu'ils résultent du contrat. » Et cette théorie, repoussée par le tribunal, fut admise par la Cour de Douai : « Attendu que le patron n'est pas assureur de l'ouvrier pour qui il a contracté une assurance, qu'il n'est tenu qu'à procurer à l'ouvrier le bénéfice de celle-ci ; qu'en recevant la cotisation de l'ouvrier et en contractant avec la compagnie d'assurances, il facilite à l'ouvrier une mesure de prévoyance, peut-être difficile à réaliser pour un ouvrier, mais ne prend nullement la place de la compagnie d'assurances (2).

242. — C'est le système auquel je me rallie, mais seulement dans l'hypothèse où le nom de la compagnie figure au règlement de chantier. M. Labbé l'a exposé d'une manière lumineuse : « Le maître ne se porte pas garant envers l'ouvrier assureur des accidents d'une façon abstraite et absolue. Il *propose à l'ouvrier* de lui appliquer le bienfait de l'assurance. Il lui fait connaître

(1) Sous arrêt de Paris, 16 janvier 1883 ; D. 1885, II, p. 33.

(2) 15 février 1886 ; S. 1887, II, p. 90, note de M. Labbé ; D. 1888, II, 26. Cf. dans le même sens : Trib. civ. Seine, 13 août 1885. Droit du 14, et Grenoble, 3 janvier 1885 ; S. 1887, II, 172 : Rambaud c. Guitton et Troile ; Trib. civ. Seine, 8 oct. 1880 ; B. de M., III, 259.

la police qu'il a signée et lui dit : Exécutez la charge que j'ai assumée, par la retenue de la prime sur votre salaire. Je vous remettrai ce que la compagnie sera tenue de me donner et m'aura donné. Je réponds de ma diligence à vous le faire obtenir... Il est tenu de subroger l'ouvrier dans son action contre la compagnie et doit conserver cette action intacte et efficace, afin de pouvoir opérer une subrogation utile. Si un cas fortuit par rapport à lui destitue d'effet les actions dans le bénéfice desquelles il doit seulement mettre l'ouvrier à sa place, il sera libéré. » En somme, le patron est tenu d'une obligation de faire, dont un cas fortuit peut le libérer.

243. — C'est en ce sens que se prononcent également M. de Courcy (113 et 114), et M. Sauzet. Mais ce dernier se sépare de M. Labbé en ce qui concerne les conséquences de l'insolvabilité de la compagnie : d'après l'éminent professeur de la Faculté de Paris, le patron n'en répond pas ; il fait observer que le sort du patron serait trop inique : après avoir versé dans la caisse des compagnies les sommes par lui retenues, il serait obligé de prendre sur sa propre fortune les indemnités. D'après M. Sauzet, au contraire, l'insolvabilité de la société retombera sur le patron. « L'idée qu'il a promis simplement de subroger l'ouvrier à ses droits tels quels contre la compagnie au jour de l'accident est trop juridique, trop romaine, trop subtile, pour germer dans le cerveau de nos deux contractants : le patron et l'ouvrier ; celui-ci a consenti à la retenue pour être assuré, non qu'il ait voulu avoir le patron pour assureur, mais il a voulu la garantie d'une assurance et charge le patron de la chercher, de la trouver solide, bien évidemment à ses risques et périls. » Le patron est donc responsable de la solvabilité de la compagnie, à quelque moment qu'elle se soit produite. Je ne reviendrai pas sur les solutions que j'ai données à cette question ; je

rappelle que, d'après moi, le patron n'est responsable qu'es'il a commis une faute (1).

244. On peut considérer le patron comme gérant d'affaires de l'ouvrier, ou ayant stipulé en son nom. Ce système, s'il était vrai, conférerait à l'ouvrier une action directe contre la compagnie, mais le débiteur unique de l'ouvrier serait alors la compagnie, et l'insolvabilité de cette dernière retomberait sur la victime, qui n'aurait d'action contre son patron que s'il avait mal géré. Cela me semble de toute évidence, et pourtant la jurisprudence a été tentée de donner à l'ouvrier deux débiteurs directs principaux, solidaires peut-être. Le tribunal de Boulogne-sur-Mer, devant qui on plaidait la théorie de la gestion d'affaires qui avait triomphé devant la Cour de cassation, dix jours plus tôt, répondit : « Attendu que s'il était possible d'admettre cette théorie, il ne faudrait en conclure tout au plus que la victime *aurait le choix* entre les divers moyens d'obtenir justice, et non qu'elle serait privée de la faculté de s'adresser à son patron lui-même, qui est son débiteur personnel en vertu du lien de droit résultant des retenues consenties sur les salaires. »

Plus net encore est le tribunal de Carpentras : « L'ouvrier, en même temps qu'il a une action directe contre son patron, a aussi une action personnelle et directe contre la compagnie (2). » N'est-on pas tenté de dire que la jurisprudence, dans l'intérêt de l'ouvrier, prend, dans chaque système, ce qu'il y a d'avantageux pour lui, et combine ces éléments en dépit de la logique juridique ?

(1) Un arrêt de Grenoble du 3 janvier 1885, Gaz. du Pal., 1885, II, sup. 18, décide que le patron n'est pas responsable de la solvabilité de l'assureur, lorsqu'il l'a fait connaître à ses ouvriers par des placards : ceux-ci sont censés l'accepter tacitement. Voir, dans le même sens, M. Auzière.

(2) 12 décembre 1883, Sirey, 85, II, 202 ; le Trib. civ. Seine, 17 juillet 1886 précité (Loi 22 avril), reconnaît à l'ouvrier une action contre la compagnie et le patron à la fois, mais sans solidarité.

245. — *Question de l'action directe de l'ouvrier contre la compagnie.* — La question de la nature du rôle joué par le patron vis-à-vis de l'ouvrier est surtout intéressante en ce qu'on en déduit les droits de ce dernier vis-à-vis de la compagnie. Nous arrivons à l'étude de cette jurisprudence néfaste, établie par le célèbre arrêt du 1^{er} juillet 1885. Cet arrêt a reconnu, ai-je déjà dit, aux ouvriers assurés par leur patron et soumis à une retenue, par l'effet même de ces retenues, et malgré les clauses contraires des polices, si formelles soient-elles, une *action directe contre la compagnie*.

246. — *Arrêts qui l'ont refusée.* — Beaucoup d'arrêts ou de jugements ont précédé ou suivi la Cour de cassation dans cette voie; mais ce serait une erreur grave de croire que la jurisprudence ait, *dès le début*, admis cette théorie et refusé d'appliquer les termes exprès des polices. Non, bien au contraire, si on peut citer beaucoup d'arrêts dans le sens de celui de la Cour suprême, on peut en citer un nombre très grand déniaut l'existence d'un lien de droit entre la victime de l'accident et la compagnie (1).

247. — Ces derniers arrêts nous suggèrent les réflexions suivantes : d'abord si la vérité dépendait de la majorité, elle serait de ce côté, car le nombre des arrêts

(1) Voici la liste des jugements ou arrêts refusant à l'ouvrier une action directe contre la compagnie.

- I 1870, 22 janvier, Cour de Paris; Gaz. des Trib., 11 février.
- II 1874, 14 novembre, Cour de Paris, 3^e chambre; S. 1882, II, 112.
- III 1878, 7 juin, Cour de Lyon : veuve Desvignes c. la Préservatrice; B. de M., II, 575.
- IV 1880, 27 janvier, Cour d'Aix; Ass. Franç. c. Allemand et Lèbre; B. de M., II, 608.
- V 1880, 13 juillet, Trib. civ. de Nevers; Colas c. Préservatrice; B. de M., III, 253.
- VI 1880, 8 décembre, Trib. civ. Seine; Dubois c. Chalou et Préservatrice; B. de M., III, 259.
- VII 1881, 25 juillet, Rouen; veuve Obels c. Sauvegarde des Travailleurs; B. de M., II, 645.

et jugements dans ce sens est, contrairement à l'opinion courante, plus grand que celui des arrêts en sens contraire; ensuite, ce qui est plus sérieux, il est à remarquer que quelques-unes de ces décisions sont postérieures à celle de la Cour de cassation du 1^{er} juillet 1885; on pourrait donc en conclure que l'autorité de cet arrêt n'est pas encore admise d'une manière indiscutable. Enfin, et surtout, ces jugements sont bien mieux motivés et, le plus souvent, ils se basent sur les articles même des polices, comme devraient le faire tous les arrêts en notre matière. Je me borne à en citer quelques-uns. Le tribunal civil de Nevers (v) : « L'ouvrier ne s'est pas obligé envers la compagnie et la compagnie ne s'est engagée en rien envers lui. » La cour de Rouen (vu) : « Il ne faut pas confondre les sociétaires avec les

- VIII 1881, 24 août, Trib. civ. Dijon, réformé par arrêt Dijon 27 mars 1882 : Steinmann c. Meugniot (Compagnie générale des Ass.; B. de M., III, 281.
- IX 1883, 17 août, Trib. Seine, réf. par Paris, 30 oct. 1885; S. 86, II, 49.
- X 1884, 22 février, Trib. civ. Seine : veuve Gautier c. Société Ass. mutuelle de la chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie; Rec. Pér., 1888, 172.
- XI 1884, 4 avril, Paris, réformant Trib. Versailles, 19 janvier 83 : Mauger c. Préservatrice et syndic faillite Epinette; R. P., 1885, 127.
- XII 1884, 13 mai, Trib. Nîmes, réformant Carpentras, 12 décembre 1883 : Ripert contre Michel et Compagnie générale d'Ass., Ricou, II, 123.
- XIII 1885, 3 janvier, Grenoble; Rambaud c. Guitton et Troile; S. 87, II, 172 : Sécurité générale.
- XIV 1885, 3 juillet, Trib. com. Annonay; Gaz. Pal., 1886, I, 23.
- XV 1886, 27 février, Trib. civ. Seine : Bron c. Raymond et la Centrale; Loi 2 juillet.
- XVI 1887, 28 juillet, Trib. civ. Périgueux : Lafaix c. Mongour, France industrielle; Droit 12 octobre.
- XVII 1888, 28 mars, Trib. civ. Seine.

Je ne cite pas comme étant en ce sens l'arrêt de la Cour de cassation du 23 juillet 1884, Confiance contre Salanger, cassant l'arrêt de Nîmes du 30 août 1882 : D. 1885, I, 168, note, et Recueil Pér., 1885, 127; quoique les termes en soient ambigus, il est probable que cet arrêt a été rendu en matière d'assurance de responsabilité.

bénéficiaires; ceux-ci profitent de l'assurance, mais ne deviennent pas associés; ils ne sont à aucun titre membres de la mutualité, ils ont un représentant collectif, ils peuvent le contraindre à agir contre la société, à poursuivre le recouvrement de ce qui est dû, mais ne peuvent se prévaloir contre elle d'aucun engagement. » Enfin, je crois devoir citer celui de ces arrêts (x) qui motive le mieux sa solution en se basant, comme je l'ai toujours fait, sur les termes du contrat. — « En ce qui touche la société la Préservatrice : Considérant qu'aux termes de l'article 12 de ses statuts, l'assurance ne crée de lien de droit qu'entre la société et le sociétaire; que la société reste étrangère à toute convention entre le sociétaire et ses salariés; considérant qu'aucun contrat n'a jamais été formé entre Mauger et la Préservatrice; que s'il est vrai que les primes étaient payées par Epinette en tout ou en partie, au moyen de retenues faites sur le salaire des ouvriers qui y consentaient et qui étaient les bénéficiaires de l'assurance, il n'en faut pas moins reconnaître que cette convention intervenue entre un sociétaire et ses salariés n'a pu en aucune façon rattacher ceux-ci à la Préservatrice. Considérant en outre que si, aux termes de l'article 35 des statuts précités, la Préservatrice a fait plaider au nom du sociétaire, l'action en justice n'est soutenue par la compagnie que par suite de la convention passée entre elle et le sociétaire qui lui a donné tous pouvoirs nécessaires pour la direction du procès. Considérant enfin que si les ouvriers, protégés par l'assurance, ont le droit, pour la sauvegarde de leurs intérêts, de faire toutes saisies ou oppositions utiles sur les sommes dont la société peut être redevable envers leur patron, on ne peut voir ici que l'application du principe formulé dans l'article 557 du Code de procédure civile; considérant que les dispositions de l'art. 1121 du Code civil ne peuvent trouver dans la cause leur application; qu'en

effet, la convention entre Epinette et la compagnie la Préservatrice ne contient que la désignation vague d'un nombre approximatif d'ouvriers assurés; qu'on ne saurait y trouver l'indication précise de tiers déterminés, au profit desquels la stipulation aurait été faite; considérant que l'assurance n'a été consentie par la Préservatrice qu'aux conditions expressément formulées par l'art. 12 des statuts, et qu'on ne peut demander l'exécution du contrat qu'en observant les conditions susénoncées; qu'il résulte de ce qui précède que c'est à bon droit que la société la Préservatrice demande à être mise hors cause. »

248. — Ces arrêts, en refusant d'accorder à la victime de l'accident une action directe, lui reconnaissent le droit d'agir contre la compagnie, en vertu de l'art. 1166. V. notamment nos xiv et m. Mais ils tirent de la nature de ce recours toutes les conséquences que nous en avons tirées. Aussi, la compagnie pourra, nous dit l'arrêt de Lyon, n° vii, opposer à l'ouvrier des fins de non recevoir tirées de ce que le patron était en retard de payer sa mise dans la cotisation et n'avait pas, lors de l'accident, donné l'avis prévu par les articles 30 et 35 des statuts de la Préservatrice, et, enfin, avait laissé écouler un trop long temps entre le sinistre et la demande en indemnité. En ce qui concerne la compensation possible, cette question ne s'est posée à notre connaissance que dans une espèce (xv), et encore la prétention de la compagnie a-t-elle été repoussée par la raison qu'elle ne justifiait pas être créancière des primes.

249. — *Arrêts admettant l'action directe.* — Arrivons maintenant aux arrêts admettant l'action directe de la compagnie, malgré les clauses des polices ayant pour but de la repousser (1).

(1) En voici la liste :

I 1882, 27 mars, Dijon réformant jugement précité de Dijon du 24 août 1881; D. 1882, II, 225; S. 1883, II, 201.

Tous ces arrêts, se mettant résolument en dehors et au-dessus des termes des polices, des règlements de chantier, dans cette matière où tout est question de fait, où le dernier mot devrait être au juge du fond, souverain pour apprécier les circonstances, ont bâti des théories juridiques *a priori*, contre lesquelles ont protesté avec les compagnies tous les auteurs, sauf un, qui se sont occupés de la question.

Si l'on veut accorder à l'ouvrier une action directe contre la compagnie, il faut recourir à un des systèmes suivants :

- 1° Système du mandat;
- 2° Du quasi-contrat innommé;
- 3° De la gestion d'affaires;
- 4° De la stipulation pour autrui.

250. — I. *Le patron mandataire de l'ouvrier*. — On peut supposer un mandat, dit M. Auzière. Des ouvriers

- II 1881, Tribunal de Nîmes, 22 août 1881, sous Cass. 1^{er} juillet 1885.
- III 1882, Cour de Nîmes, 24 avril 1882; S. 1883, II, 202, note de M. Labbé.
- IV 1885, Cass., 1^{er} juillet 1885; S. 1885, I, 409, même affaire : Ceysson c. Riboulet et Laurent et Compagnie d'assurances générales.
- V 1883, 19 janvier, Trib. civil de Versailles, réformé par la Cour de Paris, 4 avril 1884 précité, note et texte; D. 1885, II, 42.
- VI 1883, 12 décembre 1883, Carpentras, réformé par arrêt de Nîmes du 13 mai 1884 précité; S. 85, II, 202.
- VII 1885, 1^{er} juillet, Toulouse, Gaz. du Pal., 1885, II, 498.
- VIII 1885, 10 juillet, trib. Boulogne-sur-Mer précité; S. 85, II, 203.
- IX — 10 août, Cour de Toulouse, Jacotot et Vazeilles, Dumons et Castaing; Rec. Pér., 85, 467.
- X 1885, 30 octobre, Paris, Grosjean c. Boisse et Sécurité générale; S. 1886, II, 49, note de M. Labbé, réformant jugement du trib. civil Seine du 17 juillet 1883.
- XI 1885, 9 février, trib. civil Valence, Genin c. C^{ie} la Confiance; Rec. Pér., 86, 188.
- XII 1886, 16 avril, Toulouse, Rigaud c. Bruniquel et le Tarn; Gaz des Trib. du 11 juin, réformant un jugement du trib. de Gaillac.
- XIII 1887, 22 mars, Cour de Rennes : l'Abeille c. veuve Launay; l'Ouvrier a à la fois l'action directe et l'action de l'art. 1166; Rec. Pér., 1887, 496.

prévoyants peuvent charger leur patron de les assurer, ou bien celui-ci, désireux de leur donner une garantie contre les accidents dont il n'est pas responsable, peut leur proposer de contracter à leur profit une assurance collective. Dans le premier cas, le consentement du chef de l'usine, dans le deuxième, l'autorisation constitue le patron mandataire et lui impose toutes les charges de cette situation juridique.

Mais M. Auzière est obligé de convenir qu'en fait, le mandat n'est qu'une exception dont l'existence est rarement démontrée. J'ai cité ce système pour être complet, je n'en ai trouvé que peu de traces ⁽¹⁾ dans la jurisprudence, et je puis affirmer que jamais on n'établira l'existence d'un mandat, ou qu'en fait le contrat passé par le patron avec la compagnie précède toujours celui passé avec ses ouvriers. Je ne m'arrête donc pas à discuter sur cette hypothèse improbable.

251. — II. *Théorie du quasi-contrat innommé.* — Un jugement de Carpentras (vi), voulant à tout prix accorder à l'ouvrier une action directe contre la compagnie, ne s'est pas donné grand'peine pour la justifier. Il s'est borné à l'affirmer : « Le fait pour la compagnie de toucher la prime payée par l'ouvrier est constitutif d'un quasi-contrat entre l'ouvrier et la compagnie, quasi-contrat qui oblige directement la compagnie vis-à-vis de l'ouvrier, indépendamment de toute convention particulière dans laquelle l'ouvrier n'a point figuré et qui serait intervenue entre le patron et la compagnie. »

252. — Quel est ce quasi-contrat ? dit M. Sauzet. Ce n'est pas la gestion d'affaires, le tribunal n'y fait pas allusion. « Ce n'est pas la réception de l'indû, un paiement sans cause, car il y a bien une cause à l'encaisse-

(1) Cf. Jugement de Nîmes, 22 août 1881 ; Paris, 23 février 1887 : Louvet c. Besset précité ; Rec. Pér. 87, 503.

ment des primes par la compagnie, c'est le droit à l'indemnité chez le patron seul. D'ailleurs, s'il y avait eu réception de l'indû, ce que la compagnie devrait directement à l'ouvrier, ce serait seulement la restitution des primes indûment touchées, » ce ne serait pas le paiement de l'indemnité. Si ce n'est pas la gestion d'affaire ou la réception de l'indû, quel quasi-contrat cela peut-il bien être ? En outre, le jugement prétend que c'est le fait de toucher la prime payée par l'ouvrier qui constitue un quasi-contrat. La compagnie ne touche pas la prime payée par l'ouvrier, elle ne connaît pas le nom de cet ouvrier, et dans les sommes qu'elle a reçues, il lui est impossible de savoir quelle partie correspond à la retenue opérée sur la personne devenue postérieurement le sinistré ; bien plus elle déclare que le patron, son seul contractant, est seul débiteur des primes ; elle ne réclame rien aux ouvriers et ne se soucie même pas de savoir si, en fait, ils ont payé quelque chose. Je n'ai pas à revenir là-dessus.

259. — III. *Théorie de la stipulation pour autrui.* — Nous arrivons à la troisième théorie. Le patron ne peut-il être considéré comme ayant stipulé pour autrui (1121) ?

La Cour de Nîmes (m) semble l'admettre : « Attendu que si les deux actions appartiennent, comme il sera démontré ci-dessous, à Ceysson, il a droit, soit en vertu de l'art. 1166, soit en vertu de l'art. 1121 C. civ., de conclure directement contre la compagnie ».... La Cour de Paris (x) pose le même principe abstrait, sans le démontrer davantage. La théorie est exposée plus au long dans le jugement de Versailles (v) : « Attendu que le patron a stipulé au profit de ses ouvriers, le jour où la compagnie a pris l'engagement envers lui de leur payer des sommes déterminées en cas d'accident : que la stipulation faite par le patron, non comme mandataire ou *negotiorum gestor* de ses ouvriers, mais en son propre

nom, qu'elle a été faite dans son propre intérêt, tant pour assurer sa responsabilité à l'égard de ses ouvriers que pour faciliter leur recrutement. Que de ce qui précède, il résulte que la stipulation au profit des ouvriers est une charge de la convention à titre onéreux conclue par le patron avec la compagnie, dans son propre avantage, et pour l'exécution de laquelle il a un intérêt appréciable en argent, qu'elle est donc valable aux termes de la première partie de l'art. 1121. Qu'il est constant, en fait, que les primes de l'assurance collective ont été payées au moyen de retenues opérées par le patron sur le salaire des ouvriers, du consentement de ces derniers; que cette circonstance, superflue au point de vue de la validité de la stipulation dont il s'agit, est importante en ce qu'elle constitue une *acceptation* qui devient ainsi *irrévocable*, aux termes de la deuxième partie de l'article précité; que le lien de droit est donc formé entre toutes les parties intimées: le patron qui a stipulé, la compagnie qui a promis, et l'ouvrier qui a accepté l'offre de la stipulation. »

254. — Que faut-il penser de cette théorie? Je ne crois pas qu'on puisse répondre avec M. Auzière qu'il est douteux que le patron, en signant la police, ait stipulé dans son intérêt; je crois exacte sur ce point l'argumentation du tribunal, mais passons. La grave et sérieuse objection que l'on a faite à ce système est que, pour qu'une personne puisse invoquer les dispositions de l'art. 1121, il faut qu'elle ait été désignée avec précision dans l'acte, qu'elle ait été sinon nommée, du moins indiquée dans son individualité. « Or, dit la Cour de Paris réformant le jugement de Versailles, la convention entre la compagnie et le patron ne contient que la désignation vague d'un nombre approximatif d'ouvriers assurés; on ne *saurait y trouver* l'indication précise de tiers déterminés au profit desquels la stipulation aurait été faite (1^{er} tableau, xi). »

255. — Ce raisonnement nous semble concluant, et pourtant il ne satisfait pas M. Sauzet. « Du jour où les ouvriers ont subi la retenue sur leur salaire, il ne nous semble plus qu'on puisse alléguer l'incertitude de la personne du bénéficiaire éventuel de l'indemnité. L'observation est vraie quant au patron, répond très bien M. Auzière; mais non à l'égard de la compagnie, et c'est elle qui devrait connaître son créancier. D'ailleurs est-il bien certain que cette connaissance postérieure au contrat soit suffisante. Il est au moins permis d'en douter.

M. Sauzet objecte encore la jurisprudence de la Cour de cassation, qui admet que par application de l'art. 1121, les ouvriers d'un sous-traitant ont action directe contre l'entrepreneur exécutant des travaux pour le compte d'une compagnie de chemin de fer, lorsque le cahier des charges imposé à l'entrepreneur le déclare tenu directement de tous les engagements de ses sous-traitants envers leurs ouvriers. Cette stipulation, ajoute-t-il, est faite au profit de personnes qui ne sont pas plus déterminées que les ouvriers du patron qui contracte avec la compagnie d'assurance. M. Auzière nous fournit encore la réponse, et elle est décisive. Les ouvriers du sous-traitant tirent leur droit contre l'entrepreneur principal, non de l'art. 1121, mais de la clause du cahier des charges. Or, ici, nous n'avons aucune clause conférant l'action directe, ou plutôt nous avons des clauses absolument contraires, etc'est en violation de ces clauses que statuent les arrêts que nous étudions. Il est encore un autre argument irréfutable, contre la théorie de l'art. 1121 : il consiste à dire que cet article ne s'applique pas, vu que les parties ont entendu y déroger. Mais comme ce même argument se produit contre la théorie du patron gérant d'affaires, je me hâte d'aborder la discussion de ce dernier système.

256. — IV. *Théorie de la gestion d'affaires*. — Aussi bien, est-ce celui qui nous retiendra le plus longtemps;

il a obtenu la consécration de la Cour suprême et de nombreux arrêts (iv, vii, viii, ix, xi, xii, xiii). Voyons comment la Cour de cassation le formule :

« Attendu que l'arrêt attaqué constate, en fait, que les entrepreneurs Laurent et Rigoulet ont assuré leurs ouvriers sans la participation de ceux-ci au contrat, contre les accidents professionnels, à la Compagnie générale d'assurances contre les accidents, par une police en date du 4 septembre 1878, et se sont assurés eux-mêmes pour le cas où ils seraient l'objet, de la part de ces ouvriers, d'une action en responsabilité civile; que Ceysson, employé par eux en qualité d'ouvrier mineur, a versé entre leurs mains la prime de 2 0/0 calculée sur le montant de son salaire et stipulée au profit de la compagnie ;

» Qu'il ressort de là que la convention intervenue entre elle, Rigoulet et Laurent constitue, au regard de leurs ouvriers, une véritable gestion de l'affaire d'autrui, dans le sens de l'article 1372 du Code civil; qu'elle a été ratifiée et exécutée par Ceysson, au moyen du paiement des primes, et qu'ainsi il s'est établi entre lui et la compagnie un lien de droit qui obligerait celle-ci envers lui en cas d'accident.

» Que c'est donc avec raison que l'arrêt dénoncé a reconnu que ledit Ceysson avait pu, valablement, exercer contre elle une action directe pour la faire condamner à lui fournir l'indemnité convenue, alors surtout qu'il constate que Laurent et Rigoulet avaient refusé de l'exercer en leur nom. »

257. — *Réfutation, par M. Labbé, de ce système.* — M. Labbé a donné de ce système une lumineuse réfutation (S. 85, 1, 413); y changer un seul mot serait en affaiblir la portée :

« Nous ne nions pas que le patron ait fait, dans un sens vague, l'affaire de ses ouvriers. Mais nous contestons que de toute gestion de l'affaire d'autrui résulte l'acquisition au *dominus negotii* du droit négocié par le

gérant spontané. Pour que le gérant d'affaires fasse acquérir au géré le droit par lui stipulé, il faut qu'il ait, comme le mandataire, agi *au nom d'autrui* (art. 1372, 1984 Cod. civ., 94 Cod. com). Or, dans la police, il est déclaré, expressément, que l'assurance est contractée au nom et pour le compte du patron. Donc, la solution ne nous paraît pas commandée par les principes du droit.

258. — » L'article 1372 est invoqué pour justifier la conséquence déduite que l'ouvrier acquiert une action directe contre la compagnie. L'art. 1372, qui soumet le gérant d'affaires aux mêmes obligations qu'un mandataire, ne donne pas expressément et ne devrait pas donner nécessairement au géré action contre le tiers avec lequel le gérant a traité. Ce n'est pas son objet; il ne s'occupe que des obligations entre le gérant et le *dominus negotii*, il est étranger à notre question. Il ne contredit pas le principe de bon sens que le géré, de même que le mandant n'acquiert de droit contre le tiers que lorsque le mandataire ou le gérant a parlé au nom du géré, au nom du mandant. En d'autres termes, le tiers n'est obligé, envers le géré ou le mandant (lequel n'a point paru dans l'affaire), que lorsqu'il y a consenti. Cela est élémentaire. Pour être obligé contractuellement envers une personne, il faut l'avoir voulu. Or, le texte du contrat, dans l'espèce, proteste avec énergie contre l'idée qu'il puisse en résulter un droit de créance au profit de l'ouvrier contre la compagnie.

» Les principes de la gestion d'affaires laissent une grande latitude à la volonté des parties. Est-il raisonnable de croire, dans tous les cas en quel article du Code lisons-nous, que le législateur ait ordonné à une personne d'accepter pour débiteur ou pour créancier un inconnu intéressé dans l'affaire plutôt que le contractant avec lequel elle est en relations ? Pourquoi l'aurait-il ordonné ? Que d'un acte fait par un gérant ou un mandataire,

il puisse résulter un droit de créance au profit du *dominus negotii*, au profit du mandant, c'est une faculté que notre droit moderne accorde, ce n'est pas une nécessité qu'il impose. Le législateur veut inviter à prendre soin des affaires des absents ou des négligents. Le plus souvent, le tiers sollicité à contracter par le gérant aura plus de confiance dans le *dominus negotii* que dans le gérant. Soit; mais, s'il en est autrement, le but sera mieux atteint par la latitude laissée au tiers de retenir pour débiteur le gérant connu et présent au contrat, et d'écarter la personne de l'absent.

259.—« Serait-ce l'art. 1121 qui aurait introduit d'office dans l'œuvre des parties un droit inattendu au profit de l'ouvrier? On peut le croire à un examen superficiel. En effet, le patron a stipulé dans l'intérêt, au profit de ses ouvriers, en faisant aussi pour lui-même le contrat d'assurance. C'est l'hypothèse de l'art. 1121. Or la loi permet au tiers bénéficiaire de la stipulation pour autrui, accessoire à un contrat principal, d'en accepter le bénéfice, et elle lui donne un droit de créance contre le promettant. Pour réfuter cet argument de même nature que le précédent (celui qui est tiré de la gestion d'affaires), nous répéterons à peu près ce que nous avons déjà dit :

« La loi dans l'art. 1121, dérogeant au principe que les contrats n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, accorde des facilités, elle élargit le cercle dans lequel peut se mouvoir la volonté des particuliers. Elle leur permet de faire naître un droit dans la personne d'un tiers étranger au contrat, mais elle respecte leur liberté. Le législateur règle un conflit possible entre l'auteur de la stipulation pour autrui et le tiers. Vous stipulant, vous avez voulu procurer un bénéfice à un tiers; il est naturel que ce tiers acceptant ne soit pas exposé à se voir enlever le bénéfice par un changement de votre volonté, et qu'il ait une action propre. Le législateur suppose que le promettant s'est obligé, sans réserve, à

procurer à autrui le bénéfice convenu et qu'il lui est indifférent d'avoir tel ou tel créancier. Mais l'art. 1121 ne sera pas applicable au cas où le promettant aurait exprimé la volonté de n'avoir pour créancier que le stipulant et non le tiers, avec lequel il ne contracte pas. — Les commentateurs du Code civil, sans exprimer cette restriction à la la généralité de l'art. 1121, l'admettent implicitement, en réservant au juge l'interprétation de la volonté des parties. » (V. Demolombe, *Contrats et Oblig.*, I, n° 255.)

260. — Et ailleurs (1) : « Celui qui a contracté dans l'intérêt d'autrui peut, ou vouloir, ou ne pas exiger que le droit résultant du contrat appartienne à lui-même et non au premier bénéficiaire désigné. Le plus souvent ce sera la volonté de l'autre contractant qui s'opposera à ce que le droit de créance passe au tiers, avec lequel aucun rapport direct n'est établi ; cette volonté n'a pas besoin d'être justifiée par les circonstances, elle est légitime : celui qui s'oblige choisit librement son créancier. Cette volonté toujours licite est surtout aisée à justifier lorsque le droit de créance né du contrat est corrélatif à des obligations réciproquement contractées. Il est raisonnable que les parties qui forment entre elles un contrat s'entendent pour que les obligations synallagmatiques existent entre les contractants, reposent sur leurs têtes, lors même que l'un des contractants agit dans l'intention d'autrui ; cela est raisonnable, parce que cela rend possible la compensation. »

261. — *Défense par M. Auzière du système de l'action directe.* — M. Auzière est le seul auteur qui, après cette réfutation, ait continué à défendre la théorie de la Cour suprême, bien mieux, à lui donner toute son ampleur. M. Labbé a toujours les yeux fixés sur le contrat et se demande ce que les parties y ont décidé. M. Auzière

(1) S. 1886, II, 49.

comme la Cour de cassation se met bien au-dessus de la convention. Dans son raisonnement *in abstracto*, il écarte sans discussion les clauses de police les plus formelles ; si elles semblent contredire les principes qu'il pose, elles sont toujours sans valeur : inopposables à l'ouvrier, les articles de la police, bien que l'ouvrier base sa réclamation contre la Compagnie sur cet acte même ; inopposables à l'ouvrier les règlements de chantier, mais entendons-nous la-dessus ; inopposables en tant qu'ils pourraient lui être défavorables. En effet, pour fixer l'indemnité qui lui reste due, on se basera, dit-il, avec la jurisprudence, sur le règlement de chantier, mais toutes les restrictions aux droits de ce dernier qui pourraient y être portées sont dénuées de toute existence juridique. Bien plus, M. Auzière déclare inopposables aux patrons les clauses des polices qu'ils ont signées, pour peu qu'elles tendraient à modifier, fût-ce dans les rapports entre le souscripteur et la compagnie, la situation juridique créée d'office, d'autorité, par la loi elle-même.

262. — L'intention n'a rien à voir dans la gestion d'affaires. Il ne faut pas, comme le veut M. Demolombe, rechercher l'intention des parties ; « l'art. 1372 exige uniquement, pour l'existence du quasi-contrat, la gestion volontaire de l'affaire d'autrui, sans s'occuper des motifs qui peuvent déterminer la volonté du gérant. La loi confond les obligations qui naissent quasi *ex contractu* avec les obligations résultant d'un véritable accord de volontés. Elle *impose* au quasi-contrat de gestion d'affaires, qui a pour base l'équité, les règles relatives aux contrats proprement dits, qui n'ont de valeur et d'effet que par le consentement. Les obligations réciproques qui peuvent résulter du quasi-contrat de gestion d'affaires naissent du fait même de la gestion et non de *l'intention des parties*. » Et, se plaçant dans les rapports du patron avec l'ouvrier : « La clause par laquelle le patron a stipulé en son nom personnel n'est pas oppo-

sable à l'ouvrier. Appartient-il à celui qui gère volontairement l'affaire d'autrui de dire que son acte n'entraînera aucune conséquence juridique, qu'il ne créera aucun lien de droit entre lui et le géré? Par le fait de la gestion, le gérant se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès que lui aurait donné le propriétaire. Ces obligations sont la suite *légale* et nécessaire de la gestion. Indépendamment de la volonté du gérant, et même contre sa volonté, un lien de droit s'établit entre lui et le maître de la chose. »

263. — Pour que ce lien de droit disparaisse, ou qu'il existe dans des conditions différentes de celles que la loi a déterminées, que faudra-t-il? Le consentement réciproque des deux parties intéressés. Tant que le consentement précis et catégorique de l'ouvrier ne sera pas rapporté, il ne saurait appartenir au patron seul de modifier sa situation juridique. Il est gérant aux termes de la loi. » J'ai cité les expressions de mon honorable adversaire, parce qu'elles me semblent mettre en pleine lumière les arguments de la Cour de cassation. — Mais il est facile d'y répondre. Je ne reviens pas sur la question de savoir si le patron peut être constitué gérant d'affaires sans l'avoir voulu. Cette théorie peut se justifier, au cas où le gérant d'affaires s'immisce effectivement dans l'administration du patrimoine du *dominus*, quand il touche à ses biens, par exemple, pour les faire réparer, ou empêcher quelqu'un de les acquérir par prescription. Cette imprise sur le patrimoine « d'un propriétaire, » comme dit la loi, se retrouve-t-elle ici? Je ne le crois pas.

264. — Remarquons-le bien, tout repose sur l'idée que la perception des retenues est un pur fait d'où on induit l'intention, par l'ouvrier, de ratifier la gestion du patron. J'ai montré qu'il n'en est pas ainsi, qu'il y a un véritable contrat. « Le patron, dit M. Auzière, n'est pas obligé parce qu'il n'a pas voulu l'être. » C'est le contraire qui

résulte pour moi de l'étude des faits. Le patron qui affiche un règlement de chantier est bien évidemment obligé par contrat. Les droits qui peuvent en résulter pour la victime seront plus ou moins rigoureux : le patron sera ou ne sera pas assureur, peu importe, il sera tenu *personnellement*, comme s'étant obligé par contrat. Je le répète, M. Auzière dit : « L'ouvrier ne peut être dépouillé des droits que la loi lui confère que s'il y a consenti. » Eh bien ! est-ce que cette renonciation de l'ouvrier ne résulte pas de ce contrat qui lui attribue contre son patron des droits plus avantageux, ou tout au moins aussi stricts ? On voit que M. Auzière n'a jamais eu entre les mains les documents des compagnies.

265. — Quel est, d'après lui, l'objet de l'action de l'ouvrier ? « C'est une action en achèvement de gestion. » Comment peut-il achever sa gestion ? En appelant la compagnie en cause ? Mais les compagnies interdisent par les polices à leurs assurés de les mettre en cause. M. Auzière semble ignorer l'existence de cette clause, il n'en parle pas, tandis qu'il discute longuement la clause d'attribution de compétence ; et, du reste, la compagnie venant plaider sous le nom du patron, cette mise en cause, cet appel en garantie serait sans utilité.

Le deuxième moyen pour le patron consiste en ce qu'il mettra l'ouvrier en mesure de continuer lui-même la gestion par la remise du titre de la police d'assurance ; car (1392) il n'est tenu de continuer sa gestion que tant que le propriétaire n'est pas en état d'y pourvoir lui-même.

266. — N'est-il pas responsable personnellement ? Non, en principe ; mais il peut être tenu d'une obligation directe, naissant non d'une convention, mais d'un quasi-délit.

Voici comment : Le patron n'est que gérant d'affaires quand il a fait connaître à ses ouvriers la compagnie

avec laquelle il a traité, en les laissant libres de participer aux bénéfices de l'assurance. « Voilà, leur dit-il, l'assureur que je vous ai procuré. *Prenez sur son compte les renseignements que vous jugerez nécessaires.* Si vous voulez l'accepter, payez les primes, sinon ne payez rien.

267. — En vérité, cela ne peut être sérieusement soutenu. L'ouvrier à même de vérifier la solvabilité d'une compagnie d'assurance, l'ouvrier quittant son travail pour prendre des renseignements et revenant ensuite discuter avec son patron et lui disant : la compagnie X. ne me paraît pas sûre, je préfère la compagnie Z., qui est plus solide, et cela pour une retenue de sept centimes par jour ! Est-ce vraisemblable ? Comment ! voici un patron qui s'assure à une compagnie déjà en faillite, ou notoirement insolvable, ou qui, plus tard, voyant mettre son assureur en faillite, néglige de demander la résiliation, ou une caution ; ou bien encore qui, créancier de l'indemnité, n'en poursuit pas énergiquement le paiement, tout au moins dans le but de se dégager pour l'avenir. Ce patron réellement coupable dira aux malheureuses victimes : Tant pis pour vous, vous deviez prendre vos renseignements ; moi, je devais vous mettre à même de pourvoir à la continuation de la gestion, j'ai fait tout mon devoir !

Et que pensez-vous de ce patron, disant à chacun de ses ouvriers : Voulez-vous être assuré, ou ne pas l'être ? En agissant ainsi, il se mettait, comme je l'ai dit, en contradiction flagrante avec les termes de la police et se verrait infailliblement opposer la déchéance ⁽¹⁾. En outre, je sais bien la réponse des ouvriers ; leur unanimité serait remarquable. Ils répondraient tous ou presque tous : non.

(1) A moins, bien entendu, que tout en consentant à laisser quelques ouvriers en dehors du bénéfice du contrat, il les compte dans les calculs de prime, ce qui ne se comprendrait pas.

268. — Mais lorsque le patron impose l'assurance, M. Auzière le déclare responsable : comme s'étant obligé contractuellement? Non! c'est par un délit qu'il est obligé. «L'obligation représente la plus forte des recommandations; au cas d'insolvabilité de la compagnie, elle constitue une *faute lourde* du patron. Comment! le patron commet une faute lourde en recommandant à ses ouvriers une compagnie qu'il croit excellente? On ne lui reproche lors de la formation du contrat aucune négligence : lié à la compagnie, il n'a pas pu en droit ou en fait se dégager de son contrat, et il sera responsable quasi-délictuellement, parce qu'il a établi une règle unique pour tous ses ouvriers, ce qui est pratiquement indispensable !

269. — Prenons la troisième hypothèse : le patron est seul en présence de l'ouvrier, il n'a pas fait connaître la compagnie. Il sera assureur, disons-nous. M. Auzière « ne prétend pas qu'il y a contrat; en face de la volonté de l'ouvrier, il place la faute du patron qu'il a *commise* en ne donnant pas à ses ouvriers de renseignements suffisants. Le silence du patron leur donne une confiance absolue. «Votre devoir, lui diront-ils, était de nous éclairer et de nous mettre à même de rechercher si la compagnie présentée par vous nous donnait des garanties suffisantes. » Ces Messieurs du parquet voient des délits partout. Supposons un patron écrivant sur une feuille de papier : je soussigné promets de payer 1,000 fr. à la veuve d'un tel, mon ouvrier, s'il est tué par accident à mon service; et signant. Ce sera un contrat, je suppose. Au lieu de cela, le patron appose une grande affiche; il y est dit : Tous les ouvriers de cet établissement sont assurés contre les accidents; en cas de mort leur veuve aura 1,000 fr., et il signe. Vous croyez que c'est un contrat qu'il forme? Non, c'est un délit qu'il commet. Un maçon se présente sur un chantier : A-t-on besoin d'un compagnon? Oui, répond le contremaître : c'est un con-

trat. A la paie suivante, ce maçon ne reçoit que 3,90 par jour au lieu de 4 fr., et le contre-maître lui dit. Ces dix centimes serviront à vous assurer des indemnités en cas d'accident. Vous croyez que c'est un contrat? Non, c'est un délit contre lequel M. l'avocat de la République requerra.

270. — Mais, direz-vous, la compagnie a inderdit de la nommer à ses ouvriers : elle a commis une faute.

C'est qu'en effet cette théorie inexorable ne lui permet pas d'agir de cette façon ; par cela même que la compagnie a signé la police collective, l'art. 1372 s'abat sur elle, si je puis m'exprimer ainsi, comme sur le patron, et rien n'y fera. « Le géré bénéficiaire du contrat d'assurance a ratifié ce contrat. Il peut agir contre le tiers qui a traité avec le gérant. Les obligations du tiers sont la suite légale et nécessaire de la gestion ratifiée. »

La compagnie ne peut-elle pas se dérober à cette responsabilité par une manifestation de volonté contraire? « Non, répond M. Auzière, lorsqu'une troisième partie est intéressée à la convention, qui a pour effet nécessaire de lui conférer un droit, la clause par laquelle l'exercice de ce droit lui est donné, n'a aucune valeur contre elle tant qu'elle ne l'a pas approuvée. Or, dit-il, qui pourrait soutenir que le consentement à la retenue établit péremptoirement qu'il l'a connue? » Personne, répondrai-je. Mais si cette clause est insérée au règlement de chantier, si notamment il y est dit : L'ouvrier est déchu de l'assurance s'il agit contre la compagnie en paiement de l'indemnité (1)? Eh bien! M. Auzière ne s'embarassera pas pour cela : la Cour de cassation n'a-t-elle pas déclaré que ce document est inopposable à l'ouvrier, parce qu'il n'y a pas souscrit expressément? Sans doute

(1) Tous les règlements portant cette fameuse clause d'option : l'ouvrier est déchu du droit à l'indemnité d'assurance ou présumé y renoncer s'il intente un procès contre la compagnie ou à son patron, il faut au moins l'interpréter dans le sens défavorable à l'action directe.

il pourra, comme je l'ai déjà dit, l'invoquer pour établir le montant de l'indemnité; mais on ne pourra le lui opposer. Ce règlement de chantier n'est pas aux mains de l'ouvrier ce que le sabre de garde national était pour M. Prudhomme, il ne défendra jamais la compagnie, mais servira toujours pour l'attaquer.

271. — Le patron est considéré par M. Auzière comme un mandataire qui a outrepassé ses pouvoirs, en vertu de l'axiome *ratihabitio mandato æquiparatur*. Le mandant n'est tenu des actes accomplis dans ces conditions que s'il les a ratifiés. Cette clause, déniait l'action directe, a-t-elle été ratifiée expressément. Non, puisqu'il ne l'a pas connue ou ne l'a pas souscrite. Mais, sera-t-on tenté de répondre, l'ouvrier, en ratifiant l'ensemble du contrat, en a ratifié toutes les clauses. M. Auzière répond que « la Cour suprême a admis la divisibilité de la ratification, qui peut être considérée, suivant les cas, comme s'appliquant soit à l'entier contrat avec toutes ses conditions, soit seulement à son objet essentiel. » Je ne veux pas chicaner et discuter sur les arrêts qu'il cite et qui ont trait à un achat d'immeuble par un mineur. Admettons cette théorie. Mais remontons à l'idée première : qu'est-ce qui me prouve que le patron a outrepassé ses pouvoirs ?

272. — Ce serait facile à savoir s'il y avait un mandat exprès. Quel est donc dans l'assurance collective, en l'absence de toute procuration explicite, le mandat que l'ouvrier ratifiant doit être présumé avoir donné à son patron ? Celui de lui procurer un assureur auquel il pourrait s'adresser, conformément aux principes généraux du droit. Tout ce que le patron a stipulé hors de ces limites dépasse ses pouvoirs. Si le mandataire prétend qu'il a été autorisé à restreindre les droits de son mandant, c'est à lui à le prouver. Ceci ne dit rien : pour affirmer que le patron a dérogé aux principes généraux, qu'il a restreint les droits de l'ouvrier, il faut dire où se

trouvera le droit commun. Dans l'art. 1372? Lisons cet article. Il décide simplement que le gérant, qui est tenu des obligations de mandataire, doit achever sa gestion; il ne dit nullement ce que suppose M. Auzière, à savoir : de par la loi, il est attribué expressément au géré une action directe contre le tiers : ce tiers peut refuser d'accepter le géré comme débiteur et préférer avoir recours contre le gérant seul. L'art. 1372, pas plus du reste que l'art. 1121, ne statue sur les rapports entre le géré et le tiers; il n'accorde aucun droit au premier. On ne peut soutenir donc que le patron a restreint les droits de l'ouvrier; et par conséquent, en l'absence de tout mandat explicite, on ne peut prétendre qu'il ait outrepassé ses pouvoirs.

273. — M. Auzière admet pourtant que dans un cas la compagnie n'est pas tenue directement. C'est celui où l'ouvrier, ignorant le contrat, a cru et voulu avoir le patron pour assureur. Il semble que cette restriction va diminuer de beaucoup la portée de la théorie et rentrer dans l'ordre d'idées qui nous est cher. Ce serait une illusion de le croire, l'exception est sans portée aucune. Voyez plutôt : « *C'est à la compagnie, contre laquelle l'ouvrier fait valoir la ratification opérée par le paiement des primes, à prouver que le fait du paiement est inefficace* comme manquant d'un élément nécessaire, l'approbation, la volonté de l'ouvrier. Cette preuve, je le reconnais, est difficile à faire; mais en son absence, la compagnie est sous le coup de la présomption que fait naître l'exécution du contrat. » Je crois bien que cette preuve est difficile à faire; il serait même plus franc de reconnaître qu'elle est tout à fait impossible. Remarquez-le, il ne suffira pas à la compagnie de prouver qu'elle a tout fait pour que l'ouvrier ignore son nom, qu'elle n'a pas délivré de règlement de chantier ou que ce dernier était muet sur son existence. Il ne suffit pas encore qu'elle établisse que les ouvriers ont effective-

ment ignoré son nom, il faut qu'elle prouve que ces derniers n'ont pas voulu avoir la compagnie pour leur débiteur, qu'à aucun moment ils n'ont songé à la possibilité d'un recours contre elle; or, il est impossible de faire la preuve d'un fait à la fois négatif et général comme celui-là.

274. — M. Auzière conclut : « Il est sans doute désagréable pour le tiers de se voir imposer une obligation dont il n'a pas voulu. *Il porte le poids de sa faute, de son imprudence.* Il savait, nul n'est censé ignorer la loi, qu'une troisième personne était intéressée à l'acte et allait acquérir, par la seule *force* des règles générales, le principe d'un droit contre lui, et que ce droit deviendrait effectif par la ratification. Il savait que toutes ces protestations, ces réserves, étaient sans valeur contre ce tiers. Ainsi donc, on s'est trompé, jusqu'à présent, en considérant l'assurance-accident comme une institution favorable à l'ouvrier, et par contre-coup au patron; on témoignait seulement le regret que son mécanisme fût trop compliqué, trop délicat; on reprochait aux compagnies de trop plaider, d'être trop rigoureuses dans leur déchéance. Pour M. le procureur de la République de Valence, les compagnies ne font pas une spéculation plus ou moins avantageuse pour elles et pour les parties; elles commettent une imprudence, que dis-je, une faute. Leur responsabilité n'est pas contractuelle, mais quasi-délectuelle. Elles sont ingérées dans les affaires de l'ouvrier, elles portent la responsabilité de leur intervention intempestive : de quoi se mêlaient-elles? Certes, je suis presque tenté de dire avec M. Auzière que les compagnies ont commis une faute, mais dans un autre sens. Elles semblent avoir eu bien tort d'engager les capitaux de leurs actionnaires dans des opérations qui devaient entraîner pour eux autant de surprises. Elles ne pouvaient prévoir la jurisprudence dont M. Auzière est un défenseur si convaincu, et, actuellement, je me

suis laissé dire que les quelques compagnies qui survivent encore voient d'un œil relativement favorable les projets de lois pendants aux Chambres : leur adoption leur permettra de se retirer honorablement de l'industrie des assurances-accident, qui est devenue impraticable.

SECTION VII

COMMENT PREND FIN LE DROIT DE L'OUVRIER

275. — PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ. — *Portée des quittances déchargeant la compagnie.* — Le droit de l'ouvrier peut prendre fin par le paiement de l'indemnité promise au règlement de chantier ou dans la police. Quand l'ouvrier reçoit l'indemnité, la compagnie lui fait signer une quittance que j'ai analysée déjà et qui libère à la fois le patron et la compagnie. Je la cite encore au point de vue de l'extinction des droits de l'ouvrier. « Je soussigné, reconnais avoir reçu la somme de..... convenue de gré à gré, à forfait, à titre d'indemnité définitive, en réparation des blessures, contusions, pertes de temps, et tous autres frais de maladie résultant et devant résulter de l'accident dont j'ai été victime dans la journée du...., déclarant être, dès à présent, fixé sur les conséquences dudit accident, quelles qu'elles puissent être. Au moyen du paiement de ladite somme, je tiens et reconnais mon patron et la compagnie bien et valablement quittes et déchargés envers moi de toute réclamation ou répétition, qu'elle qu'en soit la nature, me désistant de toute plainte, action ou poursuite, et renonçant pour l'avenir à en exercer aucune, devant quelque juridiction que ce soit, pour le fait dont il s'agit, le tout convenu après débats respectifs, et sans avoir égard aux circonstances qui ont occasionné ou accompagné l'accident, qu'elles soient en

faveur ou en défaveur de l'une ou l'autre des parties. »

276. — Une première question se pose à la lecture de cette pièce. La victime peut-elle se refuser à la signer et prétendre ne donner en échange qu'une quittance pure et simple? Les polices stipulent presque toutes que les indemnités ne sont payées qu'en échange d'une quittance déchargeant sans réserve la compagnie et le patron. Je crois que, malgré cela, l'ouvrier peut se refuser à signer une quittance comme celle que j'ai citée; ces clauses redondantes peuvent lui inspirer une juste défiance; il n'en peut mesurer la portée. La jurisprudence me semble favorable à cette manière de voir. Une décision du conseil des prud'hommes de la Seine a décidé que la compagnie et le patron ne pouvaient exiger de l'ouvrier une quittance sans réserves (1).

277. — L'ouvrier l'a signée, il faut en déterminer la portée. Elle est double.

J'ai déjà dit, en étudiant les rapports du patron et de la compagnie, qu'il est possible qu'un accident ne se révèle pas dès le début avec toute la gravité qu'il aura plus tard. L'ouvrier reçoit une indemnité correspondante à telle catégorie de sinistre, et plus tard il se trouve que l'infirmité s'aggrave et rentre dans une catégorie supérieure. La compagnie, ai-je dit, insère dans ses polices une clause par laquelle elle décide qu'elle ne répondra pas des suites d'un sinistre déjà réglé. J'ai dit qu'il ne fallait pas prendre ces clauses à la lettre, et que l'indemnité ne peut couvrir que les suites qui ont été prévues ou pouvaient l'être au jour du paiement, et que la compagnie devra tenir compte des aggravations d'infirmités ou des morts survenues dans un délai à partir de l'accident, assez court pour que l'on puisse vérifier si elles en sont bien la conséquence. Mais l'ouvrier a signé une quittance du genre

(1) Cons. prudh. Seine, 30 octobre 1888. Droit, 25 janvier 1889.

de celle que j'ai citée plus haut. Malgré cela, je n'en persisterai pas moins dans mon opinion. On lui fait déclarer qu'il est fixé sur les suites de l'accident, quelles qu'elles puissent être. Est-ce que cette déclaration est bien sérieuse? Est-elle faite en connaissance de cause? Je ne crois pas. Les médecins sont souvent hors d'état de prévoir les conséquences, je ne dis pas lointaines, mais rapprochées, immédiates, d'un accident. Comment l'ouvrier pourrait-il les deviner? L'événement ultérieur ne peut-il pas démontrer qu'il était, au jour où il a signé la quittance, dans l'impossibilité de prévoir les complications qui devaient se produire dans son état de santé? Certes, cette clause de la quittance peut avoir un effet utile en tant que comminatoire : elle peut servir à repousser des demandes en supplément d'indemnités qui ne seraient pas justifiées; mais les compagnies devraient être très réservées, et ne jamais l'opposer au cas où les suites de l'accident se sont véritablement révélées plus graves qu'on ne pouvait le prévoir; et je crois que dans ce cas, les tribunaux devraient ne pas en tenir compte, d'autant plus qu'il n'est pas très délicat de forcer l'ouvrier à opter entre une déclaration dont il ne peut mesurer toute la portée et la nécessité d'un procès pour obtenir le paiement de ce qui lui est dû.

278. — **CLAUDE D'OPTION.** — La formule peut, en second lieu, avoir pour but de forcer l'ouvrier à s'abstenir de toute action ou responsabilité contre son patron. A ce point de vue, l'étude de la clause rentrerait dans la dernière partie de cet ouvrage, relatif à l'assurance de responsabilité. Du reste, elle se rattache à cette fameuse clause de déchéance, dite clause d'option, que la Cour de cassation et bien d'autres tribunaux (1) ont déclarée

(1) V. autre cas, 1^{er} juillet 1885 précité; Trib. civil Seine, 16 janvier 1878: Jouvot c. Leblanc et la *Sécur. gén.*; B. de M., III, 224; Trib. civ. Dijon, 24 août 1881 précité, et arrêt du 27 mars 1882; Boulogne, 10 juillet 1885 précité, etc.

nulle, comme contraire à l'ordre public, et qui va maintenant retenir notre attention.

279. — Je ne crois pas nécessaire de faire un renvoi exprès aux différentes polices des compagnies, comme je l'ai fait jusqu'à présent, et cela, pour plusieurs raisons. D'abord, peu important les termes des clauses: l'esprit en est toujours le même, et c'est leur esprit qui les a fait annuler par la jurisprudence, et nous décide, quel que soit notre respect pour la liberté des conventions, à les considérer comme non avenues. Ensuite, beaucoup de compagnies, contre lesquelles la question a été tranchée en jurisprudence, ont effacé cette stipulation; enfin, quelques autres, tout en la laissant figurer dans leurs documents, soit à titre comminatoire, soit par désir de maintenir leurs contrats tels qu'ils existent depuis longtemps, sont décidées à ne plus l'invoquer.

Aussi bien, pour aller plus vite, je l'étudierai telle qu'on la trouve dans quelques règlements de chantier qui lui ont donné la plus grande portée.

280. — *Analyse de cette clause.* — Cette clause a deux parties. Dans l'une, elle tend à priver l'ouvrier de l'indemnité que pourrait lui procurer une action en responsabilité basée sur le principe de l'art. 1382 du Code civil. Pour le moment, je dois me borner à mentionner cette partie de la clause, sauf à y revenir plus tard.

Par l'autre, qui va nous occuper maintenant, la compagnie veut déclarer l'ouvrier déchu du bénéfice de l'assurance collective, le priver de l'indemnité stipulée au règlement de chantier.

281. — Quels sont les faits auxquels les règlements de chantier (car cette clause d'option est toujours insérée dans ce document, attachent cette déchéance ?

Ce sont des actions en justice. Contre qui? Contre la compagnie d'abord. Quelques polices ou règlements de chantier décident que l'ouvrier sera déchu, s'il agit

contre cette dernière. L'ouvrier ne peut agir contre elle qu'en paiement de l'indemnité; aussi cette action que l'on prétend lui refuser n'est que l'action directe. La jurisprudence, faisant découler cette action directe de la loi, tient pour non avenues les stipulations contraires; mais nous, qui sommes plus respectueux du contrat, nous devons déclarer valable cette clause d'option, en tant qu'elle aurait cette signification restreinte: l'ouvrier ne pourra agir contre l'assureur par voie d'action directe. Au contraire, nous n'hésiterions pas à l'annuler si elle pouvait avoir pour résultat de priver la victime de la faculté d'exercer contre la compagnie les droits qu'elle tient de l'art. 1166; en tout cas, dans le doute, si compréhensive qu'elle soit, la clause devra s'interpréter dans le premier sens, le plus restrictif.

282. — L'ouvrier sera également déchu, lisons-nous dans les polices et règlements de chantier, du bénéfice de l'assurance collective, s'il agit contre son patron. Comment peut-il agir contre ce dernier? En paiement de l'indemnité promise. La clause que nous étudions ne peut être entendue en ce sens que l'ouvrier n'a pas le droit de réclamer le paiement de la somme assurée ni à son patron ni à la compagnie; il faut de toute nécessité que la victime de l'accident ait un débiteur: il n'est pas admissible qu'elle soit à la merci de l'assuré et de l'assureur, qui ne s'engageraient que sous une condition purement potestative de leur part. Aussi la phrase « le bénéficiaire est déchu de l'assurance ou est censé y avoir renoncé, par cela seul qu'il intente une action contre le chef de l'établissement, doit être interprétée en ce sens: une action en responsabilité personnelle en vertu de l'article 1382 du Code civil; du reste, beaucoup de compagnies le disent expressément.

283. — *Portée de cette clause; elle est double. — Conséquence admise.* — Quelle est la portée d'une pareille stipulation? Deux conséquences doivent en être tirées,

l'une généralement admise, l'autre universellement repoussée.

On peut d'abord l'entendre en ce sens que l'ouvrier ne peut pas cumuler en cas d'accident l'action en responsabilité contre le patron en faute et le droit à l'indemnité fixée par la police, et un arrêt de Rouen précité feint de croire que cette disposition ne peut avoir d'autre sens. « C'est mal comprendre les dispositions de l'article. Cet article interdit seulement le cumul des deux actions par le bénéficiaire; l'une contre le sociétaire en responsabilité, l'autre contre la société elle-même, à raison de l'accident que celle-ci ne peut pas payer à deux titres différents, que ce n'est point une déchéance décrétée contre le bénéficiaire ni un refus de payer l'indemnité qui sera due, mais une multiplicité d'actions, soit directes, soit en garantie, que la Sauvegarde a voulu éviter à la suite de cet accident. »

284. — C'est également en ce sens que M. Labbé entend la clause, et en tant qu'elle aurait pour résultat d'empêcher le cumul des indemnités, il la considère comme valable.

« Il ne faut pas perdre de vue que la compagnie a contracté simultanément deux assurances, l'une au profit des ouvriers, dans la prévision d'un accident professionnel quelconque; l'autre au profit du patron, en garantie de la responsabilité que ses fautes peuvent lui faire courir.

» L'esprit de la clause d'option est à notre avis celui-ci. La compagnie ne veut pas avoir à supporter cumulativement, à propos d'un même accident, le double fardeau d'une indemnité profitable à l'ouvrier par cela seul qu'il est blessé, et du remboursement total ou partiel des dommages-intérêts auxquels pour une faute le maître aurait été condamné. Elle ne veut pas, parce que cela dépasserait la puissance de capitalisation des primes convenues. *En tant que* la clause a pour but

d'empêcher ce cumul, la clause nous paraît légitime : tout assureur détermine librement la charge qu'il assume et fixe les primes en proportion. »

285. — Je ne saurais mieux corroborer ce développement de M. Labbé qu'en citant les paroles d'un honorable sous-directeur d'une des plus anciennes sociétés. « Dans notre idée, les deux indemnités, l'une déterminée par le règlement de chantier, l'autre indéterminée, due en cas de responsabilité, mais limitée à un maximum, sont alternatives et non cumulatives; nous devons l'une ou l'autre et jamais les deux à la fois. »

Du reste, les polices des compagnies s'expliquent formellement là-dessus; elles disent : « En aucun cas, les indemnités fixées par la police ne se cumuleront avec les indemnités que le chef de l'établissement sera tenu de payer par application de sa responsabilité personnelle. »

286. — L'ouvrier agit préalablement contre son patron en prétendant établir à sa charge une faute personnelle, il échoue; il pourra ensuite agir à nouveau contre lui ou contre la compagnie pour lui demander l'indemnité du règlement de chantier. Si, par l'action en responsabilité, la victime de l'accident se trouve avoir obtenu une somme plus forte, le maître, en le payant, se libère par cela même de l'obligation de payer l'indemnité assurance et libère la compagnie de cette même obligation.

Enfin si, et ce sera la troisième et dernière hypothèse, l'indemnité qui est mise à la charge du souscripteur de la police, par application de l'article 1382, est inférieure à la somme assurée, l'ouvrier aura une action pour réclamer le complément. En somme, il n'aura jamais le droit de cumuler les deux indemnités, il ne peut prétendre qu'à la plus élevée, et cette solution peut se réclamer des principes de l'assurance, qui ne doit jamais être pour le sinistré une source de bénéfices, d'enrichisse-

ment. C'est en ce sens que la jurisprudence s'est prononcée (1).

Aussi le jugement du tribunal civil de Boulogne, que nous avons longuement discuté, a refusé d'accorder à l'ouvrier à la fois une somme de 10,000 francs, comme indemnité de responsabilité, et l'indemnité de la police fixée à 2,000; « le tribunal condamne dès à présent Derhuite à payer à la demanderesse la somme de 2,000 francs, représentant l'assurance, à raison de laquelle des retenues ont été opérées sur le salaire de Cailleux, ladite somme à valoir sur le montant de l'indemnité totale à déterminer dans le cas où les prétentions de la veuve Cailleux seraient ultérieurement justifiées. »

Nous avons supposé l'ouvrier agissant successivement en vertu de ces deux actions; il peut les exercer simultanément. « S'il est toujours loisible au demandeur de faire valoir ses droits au moyen de deux instances distinctes, rien ne s'oppose cependant à ce que ces deux chefs de réclamation soient produits simultanément. »

287. — *Conséquence repoussée.* — Le second sens qu'on peut donner à cette clause est bien plus littéral et aussi bien plus rigoureux; il faut reconnaître du reste qu'il a bien été dans la pensée des compagnies.

(1) Cf. dans le sens du non-cumul des indemnités, assurance et responsabilité :

- I 1868, 4 août, Trib. civil Seine; Mon. des Ass., 69, p. 436.
- II 1878, 16 janvier, Trib. civil Seine.
- III 1881, 24 août, Trib. comm. Seine.
- IV 1882, 24 avril, Nîmes précité.
- V 1883, 15 mai, Caen.
- VI 1883, 22 novembre, Grenoble.
- VII 1884, 26 janvier, Nancy; S. 84, II, 204.
- VIII 1884, 10 avril, Trib. civil de Charolles; Gaz du Pal., 84, II, 309.
- IX 1884, 11 juillet, Trib. civil Argentan; *ibidem* et Rec. Pér., 1885, 239 : Veuve Guérin c. France industrielle.
- X 1885, 1^{er} juillet, Trib. civil Toulouse précité.
- XI 1885, 10 juillet, Trib. civil Boulogne précité.

Dans quelles conditions et par suite de quels faits l'ouvrier perd-il tout droit à l'indemnité d'assurance?

Il perd son droit à la somme assurée, non pas par le fait d'avoir touché une indemnité accordée volontairement par le chef de l'établissement et supérieure à cette somme, ni d'avoir obtenu la même indemnité par une action en justice; il perd tout droit par cela seul qu'il a intenté cette action en justice basée sur l'article 1382, quel que soit le résultat de l'instance, dût-elle ne produire qu'une somme bien inférieure à celle promise dans la police, ou dût-elle aboutir à un complet échec. Le fait d'avoir lancé l'assignation suffit pour faire encourir la déchéance.

288. — La doctrine et la jurisprudence s'accordent pour réprover de la manière la plus énergique cette stipulation réellement malhonnête et immorale. Elle tend à restreindre frauduleusement les procès en responsabilité intentés contre le patron. Je sais que les ouvriers ont une tendance déplorable vers ces procès. Du moment qu'on ne leur donne pas la somme qu'ils désirent, ils prétendent prouver la culpabilité du chef d'entreprise, et il faut avouer que la jurisprudence est si facile à l'admettre, qu'ils peuvent toujours arriver à leurs fins, quelles que soient les circonstances de la cause. Ce n'est pas tout, les agents d'affaires, qui s'abattent sur les ouvriers victimes d'accidents, les poussent à user de la citation directe devant le tribunal correctionnel, et alors ces procès se transforment en de véritables entreprises de chantage. « Payez tant, ou je vous enverrai vous asseoir sur le banc des voleurs. » Cela est fort redouté des patrons, et ils cèdent à des réclamations injustifiées, plutôt que de paraître devant le tribunal répressif.

289. — Mais, quoi qu'il en soit des raisons plus ou moins bonnes qui aient pu déterminer les compagnies à écrire cette clause, il n'en est pas moins vrai que le

droit pour l'ouvrier d'agir en vertu de l'art. 1382 ou de l'art. 409 du Code pénal existe encore (1) et que l'ouvrier qui en use ne commet pas une faute. Or, ai-je dit souvent, toute déchéance suppose une faute. En outre, cette assurance, et c'est la raison qui me touche le plus, à laquelle on veut considérer l'ouvrier comme renonçant, cette assurance, il l'a payée de son argent, et les primes qu'il a ainsi versées se trouveraient rétroactivement appliquées à l'assurance-responsabilité, c'est-à-dire que les deniers venant de lui se trouveraient employés à faire échec à sa demande. Or, nous verrons plus tard que la jurisprudence n'admet pas qu'une compagnie puisse, par la constitution d'une Société de secours mutuels à laquelle les ouvriers participent, se débarrasser de la responsabilité des accidents ultérieurs.

290. — *Arguments donnés en faveur de la nullité de la clause d'option prise dans son sens large.* — Aussi j'admets parfaitement la nécessité d'arriver à annuler cette clause; mais, tout en admettant les résultats de la Cour de cassation, je dois reconnaître que les arguments qu'elle donne à l'appui de sa solution, de même que ceux qui ont touché les Cours et tribunaux appelés à se prononcer sur la question, ne me semblent rien moins que décisifs (2). D'abord la Cour de Nîmes en donne une raison qui nous semble déplorable : « L'ouvrier n'a pas donné mandat à son patron de contracter cette assurance sous cette condition... Qu'on prétendrait vainement que le règlement affiché dans les chantiers portait cette clause; que nul n'est censé avoir renoncé à son droit, et qu'il ne suffirait pas pour un patron d'avoir, dans un règlement relatif à la police des chantiers (3),

(1) Je dis encore, car le projet de loi voté à la Chambre le fait disparaître.

(2) Le jugement de Nîmes, 22 août 1881, admet, sans discussion, la validité de la clause.

(3) J'ai déjà signalé l'erreur que commet la Cour sur le sens du mot règlement de chantier.

indiqué cette déchéance pour qu'elle liât l'ouvrier qui aurait subi la retenue ; qu'en fait il n'est pas établi que Ceysson en ait eu connaissance. »

En somme, c'est toujours la même idée : le règlement de chantier peut être invoqué par l'ouvrier et lui donner des droits, il ne peut être invoqué contre lui. J'ai dit ce que je pensais de cette manière de voir.

291. — L'arrêt de cassation déclare que ⁽¹⁾ cette clause est nulle, comme contraire à l'ordre public et à la loi.

Soit, mais comment justifie-t-il cette nullité ? « La clause est contraire à l'ordre public en ce qu'elle a pour effet de permettre aux patrons de s'exonérer de la responsabilité de leur propre faute, » et la cour de Nîmes dit : « Elle porterait atteinte au principe d'ordre public qui prohibe toute convention ayant pour objet de se décharger indirectement de la responsabilité de sa propre faute. » Cela n'est pas clair, dit M. Labbé, et il fait observer, très justement, que cette clause n'est pas une clause d'irresponsabilité ; qu'elle n'a pas, le moins du monde, pour effet de permettre au patron, poursuivi en vertu de l'art. 1382, de répondre à cette demande par une fin de non recevoir, et le patron sera condamné sans que le tribunal ait à discuter la validité de cette clause ; la preuve qu'elle n'est pas écrite pour opposer à la demande un *obstacle de droit*, c'est que la compagnie s'est engagée précisément à indemniser le patron des condamnations qui seront prononcées contre lui. C'est donc à tort qu'un arrêt voit, dans cet engagement, la reconnaissance par la compagnie de la non-validité de la stipulation que nous critiquons.

292. — Continuons d'examiner les motifs de l'arrêt. La clause est nulle parce qu'elle a pour effet de contraindre l'assureur ou de renoncer à un droit qu'il tient de la loi elle-même, ou de perdre, avec les primes ac-

(1) V. dans le même sens : Trib. civ. Seine, 16 janvier 78 précité.

quittées par lui, tout le bénéfice de l'assurance. On peut encore critiquer ce considérant en disant que l'action en responsabilité de l'ouvrier a sa source dans le contrat de louage de service ; n'importe. Est-ce que, après le fait accompli, le dommage éprouvé, la victime n'est pas libre de renoncer à sa créance ?

M. Labbé examine la seconde branche de l'option : « Perdre le bénéfice de l'assurance. » Si le patron avait été condamné à des dommages-intérêts, l'ouvrier aurait payé les primes et n'en retirerait aucun avantage, et on ne trouverait pas cela injuste. Dans l'assurance, il se produit souvent qu'on paie les primes sans rien recevoir. C'est un contrat aléatoire ; il ne faut pas s'étonner que les primes aient été payées sans résultat quand le préjudice n'a pas les caractères voulus pour que l'indemnité convenue soit exigible. Les motifs exprimés n'ont donc pas cette évidence qui entraîne l'adhésion.

293. — Cependant l'honorable professeur approuve la solution. Mais ce qui le touche, c'est l'argument de la cour de Nîmes : « En plaçant l'ouvrier dans l'alternative de perdre son droit au bénéfice de l'assurance, s'il exerce l'action en responsabilité, on l'oblige à renoncer à cette action, l'issue du procès étant toujours incertaine. L'incertitude est telle que l'ouvrier renoncera presque toujours à se plaindre. Par cette clause menaçante la compagnie diminuera, dans une proportion inique, les cas de responsabilité du maître dont elle est garante et les cas où l'indemnité fixée par la police sera exigible. Si on veut réduire cette considération d'équité en un argument de droit, nous nous attacherons à ces maximes : La commise d'une clause pénale dans notre législation suppose une faute ; il n'y a pas de faute à s'adresser de bonne foi à la justice pour la solution d'un différend. Une déchéance ne saurait dépendre du seul fait de soumettre à la justice une contestation, car il est possible que cette contestation soit sérieusement

douteuse. Il n'est pas licite de s'interdire à l'avance le droit de recourir à l'intervention pacificatrice et aux lumières du juge. »

294. — Nous sommes heureux, lorsqu'un résultat semble commandé par l'équité, de pouvoir nous appuyer sur une autorité comme celle de M. Labbé et de voir ainsi réduire de vagues considérations de justice en des formules juridiques aussi précises. Pourtant, je dois l'avouer, j'ai des doutes. Pourquoi la Cour de Nîmes a-t-elle préféré donner en première ligne l'argument détestable, à savoir que cette clause est inopposable à l'ouvrier parce qu'il ne l'a pas consentie, et ne parla-t-elle de la nullité que subsidiairement ? C'est parce qu'aux termes de l'article 1172 du Code civil, si cette clause est nulle, le contrat d'assurance, étant à un titre onéreux, se trouve frappé de nullité dans son ensemble... La Cour suprême répond à cette objection : « Cette nullité n'entraîne pas nécessairement celle du contrat, puisqu'elle ne l'affecte ni dans sa cause, ni dans son objet essentiel. » Certes, il y a le plus grand intérêt à décider que le contrat ne tombe pas tout entier. Ce serait un maigre profit pour la victime, d'obtenir la restitution des retenues. Mais la distinction apportée dans l'application de l'article 1172 me semble imaginée pour les besoins de la cause, et tout au moins ne repose-t-elle pas sur le texte de la loi. Quoi qu'il en soit, je me garde bien de combattre la solution de la jurisprudence, elle a eu un résultat auquel nous ne saurions trop applaudir : déterminer les compagnies à biffer cette clause malheureuse ou à ne plus l'invoquer.

295. — *Validité de la clause d'option quand il n'y a pas de retenue sur le salaire.* — Cette clause d'option a quelque chose d'odieux, en tant qu'elle aboutirait à priver la victime, qui exerce un droit reconnu à tout le monde, du bénéfice d'une assurance qu'il a payée de ses deniers. Mais si elle n'a rien versé, si elle n'a subi aucune

retenue, la situation ne change-t-elle pas ? La clause ne devient-elle pas moins répréhensible ? Voici un patron qui, un accident étant survenu dans son usine, s'adresse à la victime et lui dit : Ce malheureux événement n'engage pas ma responsabilité, je ne vous dois donc rien ; mais, par intérêt pour votre situation, je vous offre une somme de... ; en revanche, vous me donnerez quittance par laquelle vous reconnaîtrez que je n'ai encouru aucune responsabilité, et vous vous engagerez à ne pas intenter contre moi l'action de ce chef. Si vous refusez, je retire mon offre, et vous serez réduit à l'aléa d'un procès. Ceci s'appelle une transaction. Eh bien ! le patron ne peut-il à l'avance s'engager à transiger sur une base déterminée avec les victimes de tous les accidents qui pourront arriver dans son usine ; remarquons-le bien, ce n'est pas la future victime qui prend un engagement, c'est uniquement l'auteur éventuel de l'accident. L'ouvrier ne s'oblige pas à se contenter d'une somme déterminée en cas d'accident ; le patron *ne lui impose aucun* sacrifice pécuniaire qui tende à le détourner en fait d'user de son droit de recourir à la justice par la crainte de perdre le fruit de retenues qu'il a subies. Non, le patron fait une libéralité à ses ouvriers, il y met une condition ; l'ouvrier n'est pas forcé de prendre parti à l'avance sur la question de savoir s'il doit l'accepter ; il jugera, l'accident une fois arrivé, et par conséquent en pleine connaissance de cause, s'il a intérêt à recevoir l'argent que le patron lui offre en lui donnant quittance sans réserves, ou bien s'il vaut mieux pour lui tenter les chances d'un procès. Mais, je le répète encore une fois, en exerçant un droit qu'il tient de la loi, il ne sera pas frustré d'un droit résultant d'un contrat onéreux et qu'il a payé de ses deniers, il ne verra pas les retenues opérées pour l'assurance collective appliquées à l'assurance de responsabilité et servant à résister à l'action qu'il intente contre son patron ; en un mot, il ne voit pas les

sacrifices qu'il a faits se retourner contre lui. Aussi, les circonstances différant essentiellement, on pourrait, jusqu'à un certain point, valider cette clause, ou lui donner une portée plus grande lorsque les ouvriers n'ont pas subi de retenue que lorsqu'ils y ont été soumis.

En résumé, le droit de l'ouvrier à l'indemnité peut s'éteindre par le paiement de la somme indiquée au règlement de la caisse d'assurance, ou d'une indemnité supérieure ou au moins égale payée par le patron se reconnaissant coupable ou condamné comme tel.

296. — *Prescription.* — Ce droit peut s'éteindre aussi par la prescription. Remarquons à ce sujet que les règlements de chantier sont muets sur cette question. Il faudrait donc décider que la seule prescription serait la prescription de trente ans. Mais je dois m'empresser d'atténuer la portée de cette affirmation par deux observations. Si le nom de la compagnie est indiqué au règlement de chantier, le patron se libère envers la victime en la mettant en mesure d'exercer ses droits à lui, patron, contre la compagnie ; et l'ouvrier, en agissant contre cette dernière, se verra tout naturellement opposer la courte prescription fixée par la police. Ceux des arrêts qui déniaient l'action directe sont en ce sens, et du reste, même en admettant que la victime ait une action directe contre la compagnie, qu'on la considère comme bénéficiant d'une stipulation faite par son patron ou comme constituée rétroactivement mandant de ce dernier par la retenue subie, la nécessité d'exécuter le contrat tout entier nous semble s'imposer. D'une manière plus générale, toutes les fois que le sinistré agira contre la compagnie, la courte prescription pourra lui être opposée, car il exerce uniquement les droits de son patron et ne peut par conséquent avoir plus de droit que lui. Mais il agit uniquement contre le chef de l'établissement : ce dernier se verra-t-il exposer pendant trente ans à sa poursuite, alors que tout recours

lui sera fermé contre la compagnie au bout d'un an ou de six mois? J'ai indiqué le moyen pour lui d'éviter ce résultat fâcheux, et je n'ai pas à y revenir (V. n° 96).

297. — *Compétence.* — Quel est le tribunal compétent pour connaître de la demande de l'ouvrier? S'il agit contre la Compagnie, substituée aux droits que le souscripteur tient de la police, il devra en respecter toutes les clauses et notamment celles qui sont attributives de compétence, que j'ai étudiées; de plus, la compétence sera commerciale, si l'assureur est une compagnie à primes.

Que faut-il décider si l'ouvrier poursuit son patron? Je crois que le contrat passé entre le patron et son personnel est un contrat civil et que la victime devra agir devant les tribunaux civils du domicile de son patron, puisqu'on ne trouve dans les règlements de chantier aucune clause dérogeant au principe : *Actor sequitur forum rei*. Ajoutons que la jurisprudence semble admettre la compétence du tribunal des prudhommes pour connaître de l'action en paiement de l'indemnité dirigée contre le chef d'établissement par l'ouvrier (1).

298. — *Conclusions.* — Arrivé au terme de cette longue étude sur la situation de l'ouvrier dans l'assurance collective contre les accidents, nous devons résumer les conclusions auxquelles nous sommes arrivés.

Nous avons soutenu que la victime d'un accident avait pour débiteur direct et principal son patron; que, en ce qui concerne la nature des obligations de ce dernier, on doit le considérer tantôt comme assureur, tantôt comme simplement tenu de subroger le sinistré dans les droits tels quels qu'il tient de sa police; dans ce dernier cas, il est responsable du préjudice qu'il lui cause en ne

(1) Trib. com., 18 janvier 1888 : Marsaud c. Levrat; Loi du 25. « Cette obligation de supporter les retenues était en fait une des conditions du contrat de louage; il s'agit donc d'un contrat entre un patron et son ouvrier, à raison des fonctions et du salaire de ce dernier. »

conservant pas par son fait ou sa faute un recours utile contre la compagnie qu'il leura présentée. Il peut même être réputé commettre un abus de confiance, s'il dissipe ou détourne les deniers provenant des retenues qu'il doit verser à l'assureur, au cas où il en résulterait un préjudice pour le bénéficiaire. Contre la compagnie l'ouvrier n'a pas d'action directe; il peut seulement agir contre elle en exerçant les droits du souscripteur et conformément à l'article 1166 du Code civil. Si cette théorie permet à l'assureur d'opposer au sinistré toutes les exceptions qu'il pourrait opposer à l'assuré lui-même, elle n'expose pas la victime, sur la créance de l'indemnité, à subir le concours des autres créanciers du patron, car la compagnie n'est tenue envers ce dernier que d'une obligation de faire.

J'ai cru pouvoir déduire ce système compliqué des documents des compagnies, et je m'inclinerais devant toute décision contraire de la jurisprudence, si elle se basait, comme j'ai toujours prétendu le faire, sur les termes du ou plutôt des contrats et sur l'intention présumée des parties.

DEUXIÈME PARTIE

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

CHAPITRE PREMIER

DE LA RESPONSABILITÉ DES PATRONS DANS LES ACCIDENTS DONT LEURS OUVRIERS SONT VICTIMES

SECTION PREMIÈRE

JURISPRUDENCE

299. — PRINCIPES GÉNÉRAUX. — *La jurisprudence se résume en trois propositions.* — Nous avons supposé jusqu'à présent que l'accident atteignant l'ouvrier est un de ces accidents provenant de cas fortuits ou de force majeure et n'engageant pas la responsabilité du maître.

Nous arrivons maintenant à la seconde situation, et nous allons étudier l'assurance contre les accidents en tant qu'elle a pour but et pour résultat de garantir le patron contre les conséquences pécuniaires des accidents survenus par sa faute.

Mais, avant de commencer l'étude des polices, nous

devons d'abord rechercher quel est le principe, quelle est la nature de la responsabilité des patrons, l'étendue des obligations qui pèsent sur eux à ce sujet. Cette matière est très vaste et pourrait fournir de longs développements ; je n'ai pas l'intention de les lui donner, car tel n'est pas le sujet de cet ouvrage. Etudiant l'assurance, je ne dois étudier la responsabilité du patron que d'une façon très rapide, mon seul but devant être de préciser quelle est la portée des engagements qu'assument les compagnies, quand elles entreprennent de garantir les industriels des conséquences de leurs fautes ou des fautes de leurs préposés ; ma seule prétention est de résumer les conclusions de la jurisprudence, de classer les innombrables arrêts que les recueils nous offrent sur cette question et d'en présenter une analyse aussi méthodique que possible ; après quoi, je ferai quelques rapides renvois aux auteurs dont les récentes théories ont rajeuni notre sujet, sans pouvoir m'attarder à en tenter la discussion même sommaire.

Pour donner en quelques pages un aperçu d'une jurisprudence aussi touffue, je n'ai rien trouvé de mieux que de grouper les arrêts sous trois propositions ; après les avoir formulées, nous passerons en revue les conséquences que les tribunaux en ont tirés.

Première proposition : La responsabilité du patron, en ce qui concerne les accidents dont ses ouvriers sont victimes, est déterminée par les articles 1382, 1383, 1384 du Code civil, 319 et 320 du Code Pénal.

Deuxième proposition : Mais à raison des rapports qui unissent le maître à ses ouvriers, de l'autorité qu'il exerce sur eux, des obligations qui pèsent sur lui de faire tout ce qui est nécessaire pour les protéger contre les accidents, cette responsabilité doit s'apprécier avec plus de rigueur qu'au cas où la victime de l'accident et la personne qui en est responsable ne sont unis par aucun lien de droit.

Troisième proposition : Le patron ne pourra stipuler à l'avance qu'il ne répondra pas de ses fautes ni des fautes de ses préposés ; cette stipulation, sous quelque forme qu'elle se présente, doit être considérée comme contraire à l'ordre public et annulée.

Reprenons successivement l'examen de ces trois propositions.

300. — PREMIÈRE PROPOSITION. — *La responsabilité du patron découle des articles 1382 et suivants.* — *Conséquences.* — La responsabilité du patron est légale ; que les accidents provenant de son fait ou de sa faute atteignent des personnes étrangères à son usine ou y travaillant, peu importe : le principe est le même.

Les conséquences que la jurisprudence a tirées de cette idée sont les suivantes :

1° Elle écarte la théorie dite de la faute contractuelle, en vertu de laquelle, par le seul effet du contrat de louage, le patron s'engagerait à garantir la sécurité de ses ouvriers (1).

301. — 2° La jurisprudence écarte également la théorie dite du risque professionnel.

En conséquence, le patron n'est pas responsable des accidents survenus à ses ouvriers, lorsqu'ils doivent être attribués aux dangers virtuels inhérents à la profession, que l'ouvrier s'est exposé à ces dangers volontairement et en pleine connaissance de cause, ayant l'expérience du travail auquel il s'est employé et qu'il a exécuté avec des engins d'usage normal (2).

(1) Cette théorie nouvelle a été plaidée sans succès en France devant les tribunaux suivants :

Trib. civil Moulins, 8 janvier 1887 ; S. 87, II, 173 ; trib. civil du Vigan, 2 déc. 1887 ; Ricou, II, 250.

(2) Bourges, 15 juillet 1840 ; D. 41, II, 131. Dijon, 16 mars 1865 ; D. 65, II, 84. Trib. civ. Lyon, 27 nov. 1869 ; D. 70, III, 63. Trib. civ. Seine, 17 janvier 1872 ; D. 73, III, 48. Lyon, 9 mai 1874 ; D. 74, II, 316. Trib. civil Seine, 10 avril 1886 ; Rec Pér., 86, 526. Rouen, 25 juin 1886 ; Loi 26 août.

302. — 3° Le patron ne sera responsable que si l'ouvrier fait la preuve d'une faute à sa charge ou à la charge d'une des personnes dont il répond.

La victime de l'accident n'a droit à aucune indemnité quand elle ne fait pas cette preuve, soit que l'accident soit dû à une cause inconnue, à un cas fortuit, à un de ces phénomènes que la science ne peut prévoir et dont elle ne peut, par conséquent, empêcher le développement (1), soit qu'il provienne de la faute *exclusive* de l'ouvrier atteint (2).

303. — 4° L'accident est la suite du défaut de courage, d'intelligence de la victime, elle en supportera seule la conséquence (3).

304. — J'ai supposé jusqu'à présent que la faute est exclusivement du côté de la victime. S'il y a faute partagée, la responsabilité le sera de même; autrement dit la faute, imprudence ou négligence de l'ouvrier n'excuse pas le patron, seulement les tribunaux devront en tenir

(1) Cass. req. rej., 26 nov. 1877; S. 78, I, 148. (L'explosion d'une charge de poudre de mine était due à une compression de l'air.)

Cf. trib. civil Moulins précité. V. Rej., 14 avril 1885; D. 86, I, 168.

(2) Cass. (crim.), 12 janv. 1849; D. 49, I, 39. Paris, 19 janv. 1867; D. 67, V, 359. Chambéry, 8 juin 1872; S. 72, II, 275. Lyon, 9 mai 1874; S. 74, II, 316. Trib. civil Marseille, 22 févr. 1875; Ricou, I, 22. Trib. civil Seine, 18 juil. 1876; ibidem, 55. Trib. civil Marseille, 17 avril 1877; ibidem, 80. Cass., Req. Rej., 1^{er} juil. 1878; D. 79, I, 254. Cass. Req., 9 mars 1880; D. 80, I, 296. Trib. civil Seine, 14 nov. 1885; Rec. Pér. 86, table. Cass., 2 déc. 1885; S. 87, I, 312. Cass., 18 oct. 1881; S. 87, I, 16. Cass., 17 nov. 1886; S. 87, I, 77. Trib. civil de Vendôme, 5 mars 1887; Rec. Pér. 87, 176. Nîmes, 12 juil. 1887; Ricou, II, 241. Lyon, 7 déc. 1887; Gaz. Pal. 88, supp. 47. Rouen, 25 juin 1886; Loi du 26 août.

(3) La jurisprudence a fait de cette idée une application curieuse : dans une collision entre deux trains, le mécanicien s'était blessé en sautant de la machine à terre; il fut débouté de sa demande, parce qu'il avait abandonné son poste. (Trib. civil Seine; Droit, 3 déc. 1847.) En sens inverse, la compagnie dut payer une indemnité à un mécanicien blessé dans des circonstances analogues, parce qu'il n'avait pas manqué à ses devoirs professionnels et n'avait sauté qu'au dernier moment. Cass. rej., 27 juin 1876; S. 77, I, 79. Cf. Sourdat.

compte pour modérer les dommages-intérêts mis à la charge de ce dernier ⁽¹⁾.

305. — *Contravention à une loi ou un règlement.* — Il est possible que le patron ou un de ses préposés dont il répond, aux termes de l'article 1384, ait commis une contravention à certaines lois ou règlements de police, édictés dans un intérêt de sécurité : l'accident que ces mesures avaient pour but de prévenir vient à se produire, le patron qui a été condamné correctionnellement ou en simple police, pour infraction à ces lois ou règlements, sera-t-il de plein droit responsable des suites de l'accident? Non, il faut que l'accident ait été la conséquence directe et nécessaire de la contravention ⁽²⁾. Toutefois, une décision de jurisprudence semble admettre que cette contravention entraîne contre le contrevenant une présomption de faute, qu'il ne pourrait faire tomber qu'en prouvant que l'accident est imputable à la victime ou à un tiers ⁽³⁾.

306. — *Constataion de la faute par les juges du fond. Censure de la Cour de cassation.* — L'existence d'une faute étant une condition essentielle de la responsabilité basée sur l'art. 1382, les juges du fait doivent indiquer, s'ils prononcent une condamnation, quels sont les faits constitutifs de faute relevés à la charge du patron ⁽⁴⁾. Mais il n'est pas nécessaire que la faute soit constatée par des motifs exprès et formels, il suffit qu'elle s'induisse des

(1) Cf. notamment : Paris, 4 févr. 1870; D. 70, II, 241. Paris, 16 nov. 1871; D. 71, II, 208. Douai, 5 mai 1871; Rec. de Douai, 1871, et trib. civil Douai, 3 mars 1865, *ibid.* Aix, 12 déc. 1873; Ricou, I, 47. Cass., Req., 8 févr. 1875; S. 75, I, 204. — Trib. civil Lyon, 13 août 1886; Rec. Pér., 87, 544. Nîmes, 12 juil. 1887; Ricou, II, 243. Orléans, 22 juin 1887; J. A. 87, 163, etc.

(2) Trib. civil Marseille, 27 avril 1876; Ricou, I, 39. (Il s'agit de la loi de 1874 sur le travail des enfants.) Cass., 2 déc. 1884; S. 86, I, 367.

Trib. civil Seine, 28 févr. 1885; Rec. Pér., 85, table.

(3) Metz, 23 févr. 1870; D. 70, II, 167.

(4) Cass., civ., 18 juin 1878; D. 79, I, 35.

énonciations du jugement (1). En sens inverse, le jugement déboutant le demandeur sera suffisamment motivé et aura une base légale s'il déclare que « l'enquête a justifié les allégations du défendeur (2) » ou que « l'accident est dû à un concours de circonstances qu'aucune prudence humaine ne pouvait prévoir (3). »

Cette question de savoir s'il y a eu faute, aux termes de l'art. 1382, est-elle une question de fait ou une question de droit? Quels sont les pouvoirs de la Cour de cassation en cette matière.

Sans doute, le juge du fond est souverain appréciateur du fait en tant qu'il s'agit de constater les circonstances de la cause d'où on peut induire la faute. Mais lorsqu'il a constaté tels ou tels faits, il déclare ensuite que ces faits constituent ou ne constituent pas, à la charge du patron, une faute au sens de l'article 1382. Cette décision est-elle souveraine, comme le pense M. Demolombe? La Cour de cassation ne l'a pas cru et, après quelques hésitations (4), elle s'est reconnu un pouvoir de censure sur les décisions des cours d'appel, en tant qu'elles décident que telle circonstance retenue par elles constitue une faute à la charge du patron (5).

307. — SECONDE PROPOSITION. — *La responsabilité du patron s'apprécie avec plus de rigueur vis-à-vis de ses ouvriers que vis-à-vis d'étrangers. Obligations de l'industriel envers ses employés.* — Sans doute, la responsabilité des patrons, en ce qui concerne les accidents atteignant leurs ouvriers, est réglée par les art. 1382 et

(1) Cass., civ., 13 janv. 1868; D. 68, I, 13.

(2) Cass., Req., 14 avril 1885 précité; D. 87, II, 168.

(3) Cass., 2 juil. 1879; Ricou, I, 150.

(4) V. son arrêt, 17 juil. 1872; S. 72, I, 386, dans le même sens que M. Demolombe (t. VIII des contrats, p. 410, n° 474).

(5) Cass., 15 avril 1873; D. 73, I, 262. Cass., 12 janv. 1875; S. 75, I, 254. Cass., 31 juil. 1876; D. 77, I, 124. Cass., 7 janv. 1878; D. 78, I, 297. Cass., 13 février 1882; D. 82, I, 419. Cass., 26 mars 1883; S. 84, I, 148.

suivants, ce qui écarte toute présomption de faute. Mais les rapports unissant le patron à ses ouvriers doivent faire apprécier plus strictement, avec plus de rigueur, les fautes qu'il commet, que celles qui seraient commises par une personne au préjudice d'un étranger (1). En effet, d'après la jurisprudence, le patron assume envers son personnel les obligations les plus rigoureuses. Il doit « pourvoir complètement à la sûreté des ouvriers qu'il emploie (2). » Il doit prendre toutes les précautions, toutes les mesures nécessaires et possibles pour les préserver de tous les accidents qui sont la conséquence du travail auquel il les emploie (3). Il doit même prendre toutes les mesures propres à *les préserver*, à *les prémunir* contre leur propre imprudence (4). » Il doit « prévoir les causes, non seulement habituelles, mais simplement possibles, d'accident (5) et prendre toutes les mesures propres à les éviter. » — « Sa responsabilité se trouve engagée, bien qu'il ait pris de sérieuses précautions pour empêcher l'accident, si de plus grandes précautions se trouvaient nécessaires (6). »

Mais ce ne sont là que des idées générales, et il faut les appliquer aux faits, en recherchant de quelle façon la responsabilité du patron peut se trouver engagée.

308. — *Qu'est-ce qu'un patron et un ouvrier ?* — D'abord, puisque la jurisprudence prétend que la responsabilité de l'art. 1382 se trouve aggravée par les rapports naissant du louage de service, il nous faut déter-

(1) Trib. civil Moulins, précité.

(2) Lyon, 13 déc. 1854; D. 55, II, 86.

(3) Orléans, 13 déc. 1884; D. 86, II, 12; Trib. civil Seine, 4 mars 1884; Ricou, II, 110; Caen, 17 mars 1880; S. 80, II, 176; D. 81, II, 79; Paris, 3 févr. 1886; Gaz. Trib., 15 mars.

(4) Arrêt précité de Caen et Paris, 29 mars 1883; D. 84, II, 89; Chambéry, 23 juin 1887; Rec. Pér., 87, 542.

(5) Cass., 7 janv. 1878; S. 78, I, 412; Trib. civil Lyon, 15 juillet 1886; Rec. Pér., 86, 527.

(6) Paris, 21 déc. 1874; D. 76, II, 72; Metz précité.

miner, avec soin, dans quels cas une personne peut être qualifiée de patron, et une autre d'ouvrier. M. Sainctelette dit que, dans les temps modernes, l'ouvrier est devenu un soldat, presque un automate; sans aller jusque-là, je reconnais avec lui que « le patron acquiert, par le contrat, le droit de surveiller, de diriger, de commander l'ouvrier. » Toutes les fois que la question se pose de décider si quelqu'un peut être considéré comme étant un patron, les tribunaux se demandent si, en fait, il avait sur la victime autorité et droit de surveillance et pouvait lui donner des ordres (1). Un ouvrier est mis par son patron à la disposition d'un autre pour un travail rentrant dans ses occupations; c'est le patron qui a emprunté l'ouvrier qui est responsable des accidents qui frapperont ce dernier (2). En sens inverse, le propriétaire d'une maison en construction n'est pas responsable des accidents s'il a confié le travail à un entrepreneur, même à façon, qui s'en est chargé à ses risques et périls (3); il en est autrement si le propriétaire, ayant embauché directement des ouvriers, les surveillait et n'avait pas de chef de chantier (4).

309. — La question la plus délicate est celle du sous-traitant, du tâcheron et du sous-entrepreneur. Je ne reviens pas sur ce que j'ai dit à propos de l'assurance collective; je me borne à mentionner la jurisprudence. Elle admet que l'entrepreneur est responsable des accidents arrivés par la faute du tâcheron à un autre ouvrier, fût-il choisi et payé par le tâcheron (5).

310. — Qui peut réclamer la qualité d'ouvrier ? C'est

(1) Trib. civil Seine, 15 mars 1879; Ricou, I, 140.

(2) Paris, 30 avril 1885; Rec. Pér., 85, table.

(3) Trib. civil Marseille, 28 mai 1873; Ricou, I, 8; Lyon, 2 févr. 1887; Rec. Pér. 87, 437; Trib. civil Alais, 16 déc. 1885; Ricou, II, 171.

(4) Trib. civil Nice, 4 mars 1886; Ricou, II, 193.

(5) Trib. civil Marseille, 5 déc. 1864; Ricou, I, 1, et Paris, 30 nov. 1887; D. 67, V, 371.

celui qui est sous l'autorité et la surveillance du patron; ainsi ce dernier ne sera pas responsable des accidents survenus à un ouvrier qu'il aura envoyé en province installer une usine, ou du sous-traitant agissant pour son compte personnel et à ses risques et périls (1).

311. — *Accidents dont le patron répond.* — Quels sont les accidents dont le patron répond ainsi? Ce sont ceux qui sont survenus pendant le travail professionnel et qui en sont la conséquence, ou bien dans une occupation qui, ne s'y rattachant pas directement, a été commandée par le patron ou un contre-maître (2). Le patron ne sera pas responsable de l'accident survenu à un ouvrier qui se trouvait là où sa présence n'était pas nécessaire (3), et qui a été atteint dans une occupation sans rapport avec son travail (4).

312. — *Classification des fautes que le patron peut commettre.* — Les fautes que peut commettre un patron, et qui sont de nature à engager sa responsabilité vis-à-vis des ouvriers, au cas où elles auraient un accident pour conséquence, sont de plusieurs sortes. Elles peuvent se rattacher toutes à l'une des catégories suivantes: 1° emploi fautif de telle ou telle partie de son personnel; 2° mauvaise installation du matériel, fourniture d'outils insuffisants, fourniture de matériaux de qualité défectueuse; 3° exécution du travail dans des conditions dangereuses pour la sécurité des ouvriers, résultant, soit de l'insuffisance des moyens de protection mis à la disposition des travailleurs, soit de la négligence à employer les précautions d'usage, et cette négligence peut résulter, ou du fait du patron ou

(1) Grenoble, 8 avril 1881; Ricou, II, 48.

(2) Aix, 23 nov. 1875; Ricou, I, 25.

(3) Cass. Req., 15 nov. 1881; S. 83, I, 402.

(4) Alger, 7 nov. 1870; D. 84, II, 89. — Caen, 1^{er} juin 1880; Ricou, II, 15.

de ses préposés (1), d'ordres émanant d'eux, ou seulement d'un défaut de surveillance. Nous aurons enfin à examiner la responsabilité du patron vis-à-vis de ceux de ses ouvriers qui sont blessés ou tués en s'efforçant, par zèle ou dévouement, de réparer ou d'atténuer les conséquences d'une faute dont il répond.

313. — A) *Fautes relatives au personnel. Son insuffisance.* — Étudions d'abord les fautes que le patron peut commettre relativement à son personnel. Ce personnel peut être insuffisant pour le travail exigé de lui ; les accidents qui résulteront de cette insuffisance ou de la fatigue des employés ainsi surmenés retomberont à la charge du chef de l'industrie, quand bien même la victime serait en faute (2).

314 — *Ouvrier inexpérimenté.* — En outre, si nous considérons pour le moment les ouvriers majeurs, le patron sera responsable, s'il fait usage pour un travail dangereux d'un ouvrier inexpérimenté, ou si, employant momentanément une personne à une besogne ne rentrant pas dans l'exercice habituel de sa profession, il ne lui fait pas toutes les recommandations, ne lui donne pas tous les renseignements de nature à lui faire apprécier le risque qu'il va courir et dont il ne peut se rendre compte par lui-même (3).

315. — *Femmes.* — La responsabilité de l'industriel sera de même engagée par le fait que, dans son usine, une femme aura été employée à des travaux qui sont de nature à n'être exécutés que par des hommes, au cas où

(1) La présomption de l'article 1384 étant *juris et de jure*, c'est-à-dire n'étant pas susceptible de preuve contraire, je crois pouvoir assimiler dans toute la discussion la faute d'un préposé dont le patron répond à la faute personnelle de ce dernier.

(2) Nîmes, 20 févr. 1872 ; D. 72, V, 387.

(3) Lyon, 1^{er} juillet 1876, Ricou, I, 53 ; Bourges, 23 janv. 1867 ; D. 67, II, 397 ; Orléans, 22 janvier 1887 ; Loi du 27 février. — Cf. arrêts précités : Lyon, 13 déc. 1854 ; D. 55, II, 86 ; Orléans, 31 déc. 1884 ; D. 86, II, 12 ; Paris, 29 mars 1883 ; Ricou, II, 80.

l'ouvrière ainsi employée à tort serait victime d'un accident (1).

316. — *Enfants*. — La présence d'enfants dans une usine engage encore plus la responsabilité de l'industriel. Les arrêts posent en principe que l'obligation de ce dernier de veiller à la sécurité de ses ouvriers est plus étroite, plus rigoureuse, quand parmi eux se trouvent des enfants (2).

Si un mineur a été employé à un travail dangereux ne rentrant pas dans ses attributions et de nature à n'être effectué que par un homme fait, l'accident survenu engagera la responsabilité du patron (3).

317. — *Lois et décrets sur le travail des enfants dans les manufactures*. — Nous devons tenir compte de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, du 19 mars 1874, et du décret du 15 mai 1875 rendu en exécution de cette loi. L'article 2 de ce décret interdit d'employer des enfants dans les ateliers qui mettent en jeu des machines dont les parties dangereuses et pièces saillantes mobiles ne sont point couvertes d'organes protecteurs.

La portée de cette disposition est double : d'abord il est interdit de faire travailler un mineur à une machine ne présentant pas les conditions requises par la loi et le décret ; le patron coupable d'avoir employé le mineur dans des conditions de protection ainsi insuffisantes sera

(1) Cf. arrêt de Bourges précité et Trib. civil de Marseille, 16 juillet 1877 ; Ricou, I, 94. Il importe peu que cet emploi fautif d'une femme à un travail qui ne lui convient pas (dans l'espèce, le travail d'une scie circulaire) ait été fait en violation des règlements d'atelier qui le prohibent, c'est-à-dire malgré la défense du patron, si l'ouvrier n'a fait qu'obéir aux ordres d'un ouvrier ou contre-maître (art. 1384).

(2) Lyon, 9 déc. 1854 ; D. 55, V, 391 ; Poitiers, 13 févr. 1888 ; Loi du 19.

(3) Cf. Lyon, 20 avril 1874 ; S. 74, II, 456 ; Paris, 29 avril 1875 ; S. 76, II, 482 ; Lyon, 9 déc. 1854 précité ; Trib. civil Marseille ; Ricou, I, 79 ; Trib. civil Lille, 7 août 1879 ; Ricou, I, 160.

Nous devons faire la même observation que dans la note 1 et donner la même solution, si cet emploi fautif de l'enfant a été fait malgré une défense du patron, si le mineur a obéi à un ordre d'un ouvrier.

responsable des accidents qui en seront la conséquence⁽¹⁾.

318. Mais la portée de la loi est plus grande encore. Non seulement il n'est pas permis d'employer le mineur à un travail dangereux, en l'attachant à une machine mal protégée, mais encore on ne peut pas l'employer même à un travail sans dangers, si le milieu où on le place présente des dangers particuliers à raison de l'emploi de machines. En conséquence, le patron sera responsable, si la place de l'enfant dans l'usine est à proximité d'engins dangereux, bien que leur fonctionnement ne le concerne pas⁽²⁾. Nous avons supposé jusqu'à présent l'enfant atteint pendant son travail ou sa circulation normale dans l'atelier. L'accident engagera la responsabilité du chef de l'établissement, même au cas où la victime aurait été blessée uniquement par sa faute. La loi, dit un arrêt, a pour but de les protéger non seulement contre les dangers inhérents à leurs occupations, mais encore de les défendre contre les conséquences graves que pourraient avoir pour eux les actes de légèreté et d'étourderie, caprices si naturels à leur âge et se produisant au milieu des machines et des métiers d'un atelier⁽³⁾. Bien plus, si l'enfant a été blessé par suite d'un de ces jeux dangereux qu'affectionnent tous les apprentis, comme de monter sur les machines ou de se suspendre aux courroies de transmission, le patron sera encore responsable, car il est coupable de n'avoir pas fait exercer une surveillance suffisante pour empêcher de pareils faits de se produire⁽⁴⁾.

(1) Poitiers, 13 févr. 1888; Loi du 19. La Cour jugea que la hauteur du grillage était insuffisante; la victime avait eu l'imprudence d'enlever avec la main des flocons de laine d'un engrenage en mouvement.

(2) Aix, 10 janv. 1877; Ricou, I, 61; Paris, 29 janv. 1876; *ibid.*, I, 69; Paris, 12 déc. 1881; *ibid.*, II, 25. Cf. sur l'interprétation de l'article 2 du décret : Trib. civil Marseille, 1^{er} mars 1878; Ricou, I, 97.

(3) Trib. corr. Paris, 1^{er} mars 1887.

(4) Trib. civil Seine, 15 mars 1876; Ricou, I, 37; Douai, 20 juin 1883, Rec. Pér., 84, 558.

La surveillance qu'on doit ainsi exercer sur les mineurs employés dans l'industrie doit s'étendre même au-delà des heures de travail; si pendant un moment de repos ils se blessent avec des instruments dangereux laissés à leur disposition, la responsabilité du chef de l'usine se trouvera engagée (1).

319. — B) *Fautes relatives au matériel. Agencement des machines.* — La deuxième catégorie de fautes qui peuvent faire encourir au patron la responsabilité des accidents survenus dans son usine est celle relative à l'agencement des machines, à la qualité des outils, en un mot au matériel. Le patron sera responsable de tous les accidents provenant d'une installation vicieuse des machines, qui aurait pour résultat d'exposer à des dangers particuliers et indépendants des risques inhérents à l'exercice même de la profession (2).

Pour que la responsabilité du patron soit complètement à couvert, il ne suffit pas qu'une machine ne présente aucun danger exceptionnel, extraordinaire. Le juge a le devoir de « rechercher, dans chaque espèce, si les dangers qui subsistaient pouvaient être facilement anihilés par les perfectionnements de l'outillage généralement en usage dans les ateliers similaires (3). » En somme, le patron doit toujours tenir son matériel dans le dernier état de perfectionnement; il doit adopter toutes les modifications apportées par les progrès de l'industrie qui ont pour résultat de diminuer le danger, même les plus récentes, quelle que soit la dépense qui doive en résulter pour lui; sinon il sera responsable des

(1) Bordeaux, 19 août 1878, S. 79, II, 13.

(2) Cf. Lyon, 13 déc. 1854; D. 55, II, 86; Amiens, 28 juin 1860; Cass., 13 janv. 1868, S. 68, I, 298; Paris, 4 févr. 1870; D. 70, II, 114; Paris, 16 nov. 1871; D. 71, II, 208; Grenoble, 8 avril 1876, S. 77, II, 271; Aix, 27 nov. 1877; S. 78, II, 232; Caen, 17 mars 1880; S. 80, II, 176; Amiens, 15 nov. 1883; S. 84, II, 6; Trib. civil Lyon, 15 févr. 1886; Rec. Pér., 86 table.

(3) Trib. civil Seine, 25 avril 1882; Ricou, II, 50.

accidents qui auraient pu être évités plus facilement avec les machines nouvelles.

320. — *Défaut d'entretien des machines.* — La responsabilité du patron sera de même engagée si l'accident provient du défaut d'entretien, de l'usure de la machine; si la faute souvent ne lui est pas personnelle, elle proviendra tout au moins de la négligence des préposés dont il répond, ouvriers et contre-maitres (1).

321. — *Engin insuffisant pour un travail déterminé; engin nouveau.* — On devra également considérer comme faute, de la part du patron, le fait d'avoir remis à ses ouvriers pour un travail déterminé des outils insuffisants; il portera donc la charge des accidents résultant de cette insuffisance, surtout s'il n'a pas tenu compte des observations qui lui ont été faites à ce sujet (2). Mais ce fait que l'outil insuffisant a été fourni par le chef de l'établissement ne le rend pas responsable lorsqu'il n'a pas donné l'ordre de s'en servir à l'ouvrier, qui pouvait en choisir un autre plus propre à la besogne parmi tous ceux qui étaient à sa disposition (3). Enfin, quand le patron met entre les mains de ses ouvriers un engin nouveau, il doit leur faire connaître tous les détails de la manœuvre de cet engin, surtout s'il est plus dangereux que

(1) Nîmes, 12 juillet 1887; Ricou, II, 243; Trib. civil Lyon, 13 août 1886 Rec. Pér., 87, 544.

(2) Trib. civil Saint-Etienne, 19 février 1886; Rec. Pér., 86, 527; Trib. civil de Montargis, 6 août 1888; Loi 6 et 7 sept. 1888; Dijon, 24 janvier 1883; D. 84, II, 89. En sens contraire, le patron ne répondra pas de l'accident si la défectuosité provient d'un cas fortuit (une paille dans le métal) — Nîmes, 15 mars 1887; Ricou, II, 225 — ou s'il n'a pas fourni l'échafaudage qui s'est écroulé et n'a pas donné à l'ouvrier l'ordre de s'en servir (Trib. civil Seine, 16 juillet 1886; Loi 1^{er} déc. préc.; Rec. Pér., 88, p. 26), ou enfin si l'engin était d'usage normal et constant (Rouen, 25 juin 1886; Loi 26 août).

(3) Paris, 19 janv. 1867; D. 67, V, 370; *Journ. des Ass.*, 67, 207, et Cour Lyon, 20 juin 1873.

celui qui était précédemment en usage à l'usine (1).

Mais pour que l'insuffisance d'un outil entraîne la responsabilité du patron, il faut que la victime établisse qu'elle est la cause de l'accident (2) ou qu'elle a contribué à en aggraver les résultats.

322. — *Matériaux de mauvaise qualité.* — Enfin, le patron sera en faute s'il a remis à ses ouvriers des matériaux de mauvaise qualité ou présentant des dangers spéciaux, desquels dangers ils ne pouvaient se rendre compte par eux-mêmes (3).

323. — C) *Fautes relatives au mode d'exécution des travaux.* — *Insuffisance des moyens de protection.* — Nous arrivons au troisième chef de fautes. Le patron sera responsable des accidents qui surviendront dans son usine si les travaux dangereux y sont exécutés dans des conditions ne présentant que des garanties insuffisantes pour la sécurité des travailleurs.

Il se peut, en première ligne, que les ouvriers ne soient pas munis des moyens de protection en usage contre les accidents les plus fréquents du métier. Ceci s'entendra d'abord des grillages, des couvre-appareils qui mettent les hommes à l'abri du danger que présentent les pièces mobiles des machines. Le patron doit, à ce sujet, disposer tous les appareils protecteurs qui sont requis par les règlements, et tous ceux qui, sans être imposés par l'autorité publique, sont d'usage constant dans les usines similaires de la région; mais le patron ne sera pas tenu d'adopter les engins dont l'efficacité ne serait pas démontrée ou qui apporteraient une trop grande gêne dans le travail (4).

(1) Trib. civil Lyon, 10 août 1872; D. 75, II, 189.

(2) Cass., 2 déc. 1884, S. 86, I, 367.

(3) Paris, Ricou, I, 75.

(4) Cf. Paris, 4 févr. 1870 précité; D. 70, II, 111; S. 70, II, 324; Alger, 7 nov. 1870; D. 70, II, 111; Poitiers, 13 févr. 1888 précité; Loi du 19; Paris, 25 janv. 1883; Gaz. Pal., 83, I, 319.

Il a été jugé notamment que la forme de la scie circulaire ne permettait pas de l'envelopper d'un chapeau. Paris, 29 janv. 1876; Ricou, I, 69.

A fortiori, le patron doit être considéré comme coupable, si dans un but d'économie, par exemple, il apporte à une machine une modification qui aurait pour résultat d'en rendre le fonctionnement plus dangereux (1).

324. — En outre, le chef de l'établissement doit mettre à la disposition de son personnel les moyens de protection usités dans l'industrie à laquelle il les emploie ; c'est ainsi qu'il doit leur fournir des lunettes en fil de fer treillissé pour abriter leurs yeux des éclats de pierre ou de fer. De nombreux jugements ont indiqué dans quelles industries cette précaution peut être considérée comme indispensable (2). Le patron sera en faute surtout si on lui en a demandé (3). Mais la victime n'aura pas droit à indemnité si, les ayant eues à sa disposition, elle a négligé de s'en servir (4).

Il y aura enfin faute, de la part de l'industriel, à ne pas munir ses ouvriers de moyens de sauvetage suffisants pour atténuer les conséquences d'un accident (5).

325. — *Négligence, dans les manœuvres dangereuses, des précautions d'usage, résultant du fait du patron ou de ses préposés.* La responsabilité du patron, avons-nous dit, peut être engagée dans tout accident survenu au cours d'un travail ou d'une manœuvre dangereuse, si ce travail ou cette manœuvre n'a pas été accompli avec toutes les précautions en usage et nécessaires pour diminuer les

(1) Caen, 17 mars 1880 ; S. 80, II, 176.

(2) Cass., 7 janv. 1878 ; S. 76, I, 412. (Coulée de fonte au Creusot, nécessité de lunettes) ; Trib. civ. Lyon, 28 mai 1880 ; Ricou, I, 181. (Casseur de pierres, id.) ; Cour Lyon, 27 juil. 1881 ; id. ; Trib. civ. Lyon, 2 août 1883 ; Ricou, II, 95. (Ouvrier mineur, id.) ; Trib. civ. Seine, 4 mars 1884 ; Ricou, II, 110. (Ouvrier mécanicien ajusteur.) On a jugé, au contraire, que les lunettes n'étaient pas nécessaires, dans deux espèces où il s'agissait d'ouvrier mécanicien ou forgeron ; Toulouse, 16 avril 1886, et trib. civ. Seine, 22 juin 1887 ; Ricou, II, 199 et 234. (On décide que, dans le travail opéré, le moyen de protection était inusité.)

(3) Trib. civ. Seine, 4 mars 1884 précité.

(4) Paris, 22 déc. 1883 ; Ricou, II, 99.

(5) Paris, 12 avril 1886 ; S. 88, I, 74.

chances d'accident. Cette absence de précaution peut résulter d'un fait de négligence de l'entrepreneur ou d'un de ses préposés. (1). Elle peut même résulter d'un ordre formel. Un ouvrier peut avoir par exemple reçu l'ordre formel du patron, ou d'un contremaître désireux d'exécuter une commande pressée, de réparer une machine sans l'arrêter et sans attendre le moment où les ouvriers doivent prendre du repos (2). Il est bien évident que dans tous ces cas, l'accident qui serait la conséquence de cette manière fautive retombera sur le chef de l'établissement.

326. — *Ou d'un défaut de surveillance. Etendue de cette obligation.* — Le plus souvent, le défaut de précautions émanera des ouvriers eux-mêmes. Avec leur insouciance ordinaire, l'habitude qui les familiarise avec le danger, ils arrivent bien vite à négliger complètement les précautions les plus élémentaires. Leur faute doit en principe retomber sur leur tête, ainsi que je l'ai dit; ils n'auront pas droit à indemnité; mais la responsabilité du patron ne peut-elle être engagée, par suite du défaut de surveillance qu'il doit exercer par lui-même ou ses contremaîtres, ce défaut de surveillance ayant seul rendu possibles les faits qui ont entraîné l'accident? Le principe n'est pas douteux. Mais la difficulté est de déterminer les conséquences qu'il faut en tirer. Jusqu'où va cette obligation du patron, de surveiller ses ouvriers? C'est ce que nous allons essayer de préciser. Il doit d'abord maintenir l'ordre et la discipline dans l'atelier, empêcher les éléments de désordre de s'y introduire de

(1) Douai, 27 juin 1881; D. 82, II, 183. Il s'agissait du déchargement d'un train de ballast sur une ligne en construction; le contre-maître négligea de donner aux ouvriers le signal de l'arrêt du train, qui recula brusquement; le mécanicien avait négligé de siffler. Cf. Trib. civ. Seine, 19 déc. 1885; Gaz. des Trib., 6 janvier 1886.

(2) Amiens, 15 nov. 1883; S. 84, II, 6. Cf. Cass. Req., 8 févr. 1875; S. 75, I, 204. Responsabilité d'une compagnie de chemin de fer par suite d'une manœuvre dangereuse ordonnée par un employé.

l'extérieur, et pour cela, avoir les surveillants nécessaires (1). Il devra, en second lieu, exercer par lui-même ou faire exercer par ses contremaîtres une surveillance plus étroite sur les mineurs, ai-je dit, et sur les ouvriers inexpérimentés, auxquels on confie une besogne sortant de leurs occupations ordinaires et un engin nouveau (2).

327. — Le patron sera tenu de surveiller ou faire surveiller avec soin l'installation des échafaudages, passerelles, etc., dont les ouvriers vont se servir dans leur travail, et en vérifier la solidité avant de leur en permettre l'usage, même si ces appareils ne sont pas fournis par lui (3).

328. — Il devra surveiller par lui-même, ou faire surveiller par quelqu'un de capable, l'exécution d'un ordre relatif à une opération dangereuse et difficile, lorsqu'elle ne rentre pas dans les occupations habituelles de ses ouvriers; s'il ne le fait pas, il sera responsable des conséquences de l'accident, même envers l'ouvrier qui l'a causé, pour avoir mal compris et exécuté l'ordre donné (4).

329. — Mais, est-il nécessaire qu'il exerce une surveillance incessante sur des manœuvres successives et répétées rentrant dans le travail normal de l'ouvrier? Non, on ne peut, dit un jugement, exiger que le patron tienne constamment à côté de l'ouvrier un préposé pour le surveiller et l'empêcher de commettre sciemment des imprudences (5).

(1) Trib. civ. Marseille, 21 mars 1873; Ricou, I, 5.

(2) V. arrêts cités aux notes p. 213 et 214. Cf. Chambéry, 26 août 1885; Rec. Pér., 1885, p. 599.

(3) Aix, 24 juillet 1876; Ricou, I, 59.

(4) Trib. civ. Marseille, 9 mai 1876; Ricou, I, 43. Il s'agissait de vider un grenier plein de blé, qui allait s'écrouler; une fausse manœuvre de l'ouvrier en précipita la chute.

(5) Trib. civ. Seine, 25 mars 1882; Gaz. Trib., 24 avril 1882; Ricou, II, 45 note; D. 84, II, 89. Il s'agissait d'un travail de pose de pierres.

Cf. également motifs du jugement du trib. civ. Vigan, 2 déc. 1887, précité; Ricou, II, 250.

330. — *Règlements d'atelier. Le patron doit veiller à leur application.*— Il n'est pas rare que les patrons, pour éviter les accidents, fassent afficher dans les ateliers des règlements édictant, dans ce but, un certain nombre de règles auxquelles les ouvriers doivent se soumettre, et notamment des défenses et prohibitions ayant pour sanction des amendes ou même l'expulsion de l'usine ; c'est ainsi qu'il sera interdit de pénétrer dans les endroits de l'usine particulièrement dangereux, comme les salles des générateurs, aux ouvriers que leurs occupations n'y appellent pas. Il sera interdit aux ouvriers de déclancher avec la main les courroies unissant à leur métier les arbres de transmission ; ils devront, pour cette opération, se servir de fourches mises à leur disposition ; défense leur est faite de nettoyer leur métier en marche, etc. Ces prohibitions sont très sages, et, d'une manière générale, on peut dire que l'ouvrier qui les viole n'aura droit, en cas d'accident, à aucune indemnité. Mais il faut à cette règle apporter un tempérament. Il ne suffit pas que le patron édicte un règlement, il faut qu'il veille à son application. Il ne pourra donc en exciper pour se soustraire à sa responsabilité, s'il est établi qu'il n'avait pas organisé une surveillance suffisante pour le faire observer d'une manière constante, et surtout il sera responsable si la victime démontre qu'on a laissé s'introduire dans la discipline de l'usine des relâchements fâcheux et que l'imprudence qu'on lui reproche était fréquemment commise par ses camarades d'atelier, au vu et au su des surveillants, qui n'auraient pas tenu strictement la main à l'application des pénalités prévues (1).

331. — *Dévouement de la victime.* — Enfin, le patron ne peut-il pas être tenu de payer une indemnité aux

(1) Cf. Douai, 5 mai 1871, précité, et Poitiers, 13 févr. 1888 ; Loi du 19 ; Cf. Lyon, 26 avril 1871, précité ; S. 71, II, 156.

ouvriers victimes d'un accident, même s'il a commis une imprudence ou une infraction aux règlements, s'il s'est exposé au danger par dévouement pour éviter ou atténuer un malheur dont les conséquences devaient retomber sur son patron ? C'est ce que la jurisprudence admet sans difficulté (1).

332. — TROISIÈME PROPOSITION. — *Le patron ne peut stipuler ni directement ni indirectement qu'il ne répondra pas de ses fautes.* — Du moment que la responsabilité découle de l'art. 1382 du Code civil et non pas du contrat de louage, il sera impossible de modifier cette responsabilité par une convention expresse. Sans doute, lorsque l'accident sera survenu, il pourra, par une transaction, limiter les conséquences pécuniaires qui pourraient en résulter pour lui. Mais il ne pourra stipuler à l'avance qu'il ne répondra pas de ses fautes. Une pareille clause serait nulle, comme contraire à l'ordre public. La jurisprudence est absolument certaine en ce sens, et la nullité doit être prononcée non seulement de toute convention par laquelle le patron décide expressément qu'il ne devra pas d'indemnités pour les accidents qui pourront survenir dans son usine, fussent-ils causés par sa faute (2); mais encore de tout

(1) Cf. pour le cas où la personne qui expose sa vie n'est liée par aucun contrat à la personne qui doit répondre de l'accident, plusieurs décisions rapportées dans le Rec. Pér., 87, p. 33, notamment un jugement du Trib. civ. Seine, 10 juin 1886. La jurisprudence a depuis longtemps appliqué les mêmes idées au cas d'un employé de chemin de fer blessé par un train alors qu'il commettait une infraction aux règlements pour éviter un déraillement. Lyon, 5 avril 1856; S. 57, II, 97, et Bordeaux, 12 août 1857; S. 58, II, 31.

(2) Cf. Cass., 15 mars 1876; S. 76, I, 337; il s'agit d'une assurance-incendie (note de M. Labbé); Cass., 19 août 1878; S. 79, I, 422; Trib. civ. Seine, 12 avril 1877; Ricou, I, 85. La ville de Paris, à laquelle on reprochait une faute commune à elle et à son entrepreneur, invoqua vainement devant le Tribunal la clause de son cahier des charges par lequel elle stipulait que l'entrepreneur serait responsable de tous les dégâts survenus pendant le cours des travaux. Cf. comme exemple de clause expresse déclarée nulle, Trib. civ. de Saint-Etienne, 10 août 1886;

contrat qui, par une voie détournée, arriverait au même résultat, à savoir : le décharger complètement de sa responsabilité quasi-délictuelle ou limiter à une somme fixée à l'avance les réparations auxquelles il sera tenu. Un arrêt de Dijon nous montre une clause de ce genre. La compagnie des mines de Blanzky a fondé en 1868 une société de secours mutuels au profit de ses ouvriers, la caisse de cette société est alimentée par une retenue de trois pour cent sur le salaire de toutes les personnes attachées à l'exploitation, et une subvention égale de la compagnie. Le règlement de cette société contenait la clause suivante : « Moyennant le paiement de cette subvention, la Société mutuelle est substituée à la compagnie pour toutes les obligations pouvant incomber à celle-ci vis-à-vis de ses ouvriers, en vertu des art. 1382 et suivants. Les ouvriers renoncent, pour le cas où ils seraient victimes d'accidents, à demander d'autres et plus grands secours aux tribunaux. » On comprend facilement que la jurisprudence ait cru devoir annuler cette clause ; c'est qu'en effet elle avait pour but de déterminer à l'avance les réparations civiles de faits délictueux non encore accomplis et d'exonérer préventivement la compagnie, moyennant une somme fixe versée une fois pour toutes, de la responsabilité qui pouvait lui incomber par suite du fait ou de la négligence de ses préposés (1).

Loi, 2 sept.; Ricou, II, 209 : un maître carrier avait stipulé que son ouvrier travaillerait où bon lui semblerait, mais à ses risques et périls; et conseil d'Etat, 11 mars 1881; S. 82, III, 53 : le directeur de l'arsenal de Douai avait fait afficher que l'administration ne prenait aucun engagement vis-à-vis des ouvriers à raison des accidents pouvant leur arriver dans leur travail et par l'emploi des machines; l'Etat n'en fut pas moins déclaré responsable.

(1) Dijon, 24 juillet 1874; S. 75, II, 73. Il est à remarquer que l'administration de la compagnie a tenu compte de cette jurisprudence; elle a modifié les statuts de la société de secours de la manière suivante : elle a séparé la caisse des maladies, à laquelle les ouvriers continueront à participer, de la caisse des accidents, qui reste entièrement à la charge

333. — *Calcul des dommages-intérêts et préjudice moral.* — Lorsque l'accident, imputable à une faute du patron ou d'une personne dont il répond, a causé un préjudice actuel et certain à l'ouvrier, celui-ci aura contre l'industriel une action en indemnité. Mais dans le calcul des dommages-intérêts, il faudra faire entrer en compte non seulement le préjudice matériel, mais aussi le préjudice moral (1). La victime pourra réclamer des dommages-intérêts non seulement de son propre chef, mais aussi au nom de sa famille qui, après avoir eu la charge de le soigner, sera privée pour l'avenir des émoluments de son travail (2).

334. — II. *Des AYANTS DROIT à l'INDEMNITÉ en cas de mort de la victime.* — Nous avons supposé jusqu'à présent que la victime intente elle-même son action et touche elle-même l'indemnité. Mais il est possible que, bien qu'ayant survécu à l'accident, elle décède postérieurement sans avoir encore obtenu une condamnation contre le patron. Dans ce cas, son action en dommages-intérêts est née en sa personne, et soit qu'elle l'ait ou non intentée avant sa mort, du moment qu'elle est entrée dans son patrimoine, elle sera recueillie par ses héritiers (3). Ceux-ci pourront le plus souvent agir à un double titre, au nom de leur auteur et en leur nom propre ; ils demanderont la réparation d'un double préjudice : celui qui a été subi par leur auteur et celui qu'ils ont subi eux-mêmes. Mais

de la compagnie. — La Cour a annulé également une autre clause par laquelle il était dit que le conseil d'administration constituait un tribunal arbitral pour statuer souverainement sur les droits à prétendre par les ouvriers victimes d'accident. Cette clause compromissive a été déclarée nulle comme contraire à 1006 P. C., d'après une jurisprudence courante. Cass., 23 mai 1860 ; S. 70, I, 800, et 18 juin 1872 ; S. 72, I, 280.

(1) Consulter, sur ce qu'on doit entendre par le préjudice moral, une note de M. Giboulot ; D. 72, II, 92.

(2) Trib. civ. Nevers, 31 août 1866 ; D. 67, II, 198.

(3) Aix, 14 juin 1870 ; D. 72, II, 97 ; Cass., 4 mars 1873 ; D. 72, I, 327, et note de M. Belat ; Gaz. Pal. 86, II sup., 12.

si les héritiers peuvent toujours, dans cette hypothèse, agir *hereditario nomine*, il se peut que, faute de préjudice éprouvé, l'action *nomine proprio* ne soit pas à leur disposition et compète à des héritiers renonçants, à des parents non héritiers ou à de simples tiers qui justifient que l'accident leur a causé un préjudice personnel et certain.

335. — La victime peut être morte instantanément ; dans ce cas, l'action appartiendra-t-elle à ses héritiers ? Non, dit une jurisprudence certaine. La victime n'a pu acquérir et laisser dans sa succession un droit né de l'événement même qui a causé sa mort : « La mort ayant été concomitante avec l'accident lui-même, le droit à une réparation n'a pu dès lors prendre naissance dans la personne victime de l'accident et être transmis à ses héritiers (1). »

336. — Il en résulte que si un collatéral, parent éloigné de la victime, n'a pas éprouvé de préjudice personnel, son titre d'héritier ne lui suffira pas pour lui faire obtenir une indemnité. En sens inverse, un parent, ne fût-il pas en ordre utile pour succéder, eût-il renoncé à la succession, le conjoint, ou même une personne étrangère à la famille, pourront obtenir des dommages-intérêts s'ils justifient que l'accident leur a causé un préjudice (2).

(1) En ce sens : Besançon, 1^{er} déc. 1880 ; S. 81, II, 20 ; Paris, 15 juin 1868 ; Trib. civ. Marseille, 22 févr. 1872 ; en note sous Besançon, D. 81, II, 65 ; Sourdat, I, 54, et Belat, *loc. cit.* — *Contra* : M. Labbé : « La mort instantanée de la victime cause le même tort qu'une blessure grave. Le développement du patrimoine se trouve arrêté ; les entreprises, au moyen desquelles la fortune prospérait, sont interrompues. » A l'objection qui consiste à dire que l'héritier s'enrichit et n'a pas à se plaindre de ne pas recevoir davantage, M. Labbé répond qu'il s'agit de réparer le tort fait non à l'héritier, mais à la victime. C'est un principe absolu que, même après sa mort, elle a droit à une juste réparation. Cf. Demolombe, *Contrats*, VIII, 681 et suiv. ; Aubry et Rau, IV, 750-751 ; Faustini Hélie, *Inst. crim.*, I, p. 556.

(2) Voyez, outre les arrêts précités : Angers, 9 août 1872 ; D. 72, V, 386, qui accorde une indemnité à la veuve et au père d'un voyageur victime d'un accident de chemin de fer « dont le travail et l'intelligence étaient une source de richesses et une garantie d'avenir. » Cass.,

337. — Ce préjudice peut être matériel ou simplement moral (4), mais c'est à la personne qui prétend avoir éprouvé un préjudice matériel ou moral à en justifier l'existence (2).

Enfin, la jurisprudence admet que dans la fixation des dommages-intérêts, il faut tenir compte de la fortune du débiteur, c'est-à-dire du patron dans notre espèce (3).

338. — *L'action en indemnité basée sur l'article 1382 est-elle exclusivement attachée à la personne du créancier ?* — La jurisprudence l'admet sans difficulté. Si la victime refuse d'agir, les créanciers ne pourront, armés de l'article 1166, exercer ses droits contre le patron, et s'il est mort de l'accident, ils ne trouveront pas dans sa succession une action qu'ils puissent exercer dans la

24 juillet 1869, *ibidem*; le droit à l'indemnité existe au profit de toute personne, héritière ou non, qui a souffert un préjudice. Paris, 21 août 1872; D. 73, 126, qui attribua à la mère de Victor Noir, qui n'avait pas accepté sa succession, l'indemnité de 25,000 fr. à laquelle le prince Bonaparte avait été condamné.

(1) Trib. civ. Pont-Audemer, 16 mai 1887; Rec. Pér., 87, 459. Cf. Angers, 12 juil. 1872; D. 72, V., 386; Paris, 27 mai 1876; Ricou, I, 45; une veuve a droit à des dommages-intérêts, non seulement à raison des gains subitement arrêtés, d'une affaire jusque-là heureusement conduite au profit de la communauté, mais encore et surtout de *la rupture funeste du mariage*, l'anéantissement des espérances consacrées sous l'autorité de la loi. » — Nancy, 9 déc. 1876; S. 79, II, 228; D. 79, II, 47, seul arrêt en matière de responsabilité du patron : un enfant de 12 ans avait été tué par une machine à battre; l'arrêt « proteste contre le système qui ne voit pour la famille, dans la perte de l'un des siens, que la privation d'une assistance éventuelle et lointaine, sans souci de sa très légitime et profonde douleur, sans souci des inquiétudes, des angoisses, des souffrances que la victime a subies avant de mourir... que par ce dangereux oubli des sentiments les plus respectables et les plus naturels, on amène fatalement l'auteur de la faute à souhaiter plutôt la mort que la guérison de la victime. » — Cf. cass., 20 fév. 1863; S. 63, I, 321; Bourges, 16 déc. 1872; S. 74, II, 71.

(2) Cf. arrêt de Besançon précité. Les frères de la victime furent déboutés, car ils ne justifiaient pas avoir reçu d'elle des témoignages particuliers d'attachement et de libéralité. Trib. civ. Castelnau-dary, 9 déc. 1886; Rec. Pér., 87, table. Un père fut débouté de sa demande parce qu'il ne justifiait pas avoir reçu des secours de la victime.

(3) Nancy, précité.

limite de leurs créances (1). Enfin les personnes qui ont droit à cette indemnité, si elles sont héritières de la victime, ne sont pas tenues de rapporter les sommes ainsi reçues ni de subir la réduction.

339. — *Indemnité consistant en une rente viagère. Manière d'en assurer le service.* — Il n'est pas rare que l'indemnité accordée aux ouvriers consiste en une rente viagère que le patron devra servir à la victime. Comment peut-on assurer le paiement régulier des arrérages à venir ? Les tribunaux ont deux procédés : l'un très généralement appliqué, l'autre plus rare. Ils décident que le patron devra acheter, à ses frais, un titre de rente sur l'Etat qui sera immatriculé en son nom pour la propriété, au nom de la victime pour l'usufruit (2); le second procédé consiste à décider que cette rente sera constituée auprès d'une compagnie d'assurance sur la vie (3). La jurisprudence a décidé qu'il était impossible

(1) Cf. Paris, 21 août 1873; D. 73, II, 426 La Cour a repoussé la demande d'un créancier de Victor Noir. Trib. civ. Seine, 9 janv. 1879. « Cette action n'affecte que la personne elle-même de la partie lésée, et quant à des droits qui ne peuvent être pris et considérés comme gage des créanciers. Il en serait autrement au cas où la victime aurait formé l'action; les créanciers la trouveraient dans son patrimoine et pourraient l'exercer malgré un désistement fait en fraude de leurs droits... Cette action ne pourrait être exercée par le conjoint ou des parents qu'à titre individuel et personnel, à raison des dommages soufferts, et chacun au droit de soi. » En ce sens, M. Sourdât; *contra* M. Labbé, note sous ce jugement; S. 81, II, 21. Il croit à une confusion; sans doute le débiteur a dans sa personne des intérêts moraux auxquels les créanciers ne peuvent toucher; mais il y a des facultés, une puissance de travail qui les regardent; ils comptent sur les émoluments qui doivent en provenir et dont répond le passé de leur débiteur; le droit à des dommages-intérêts correspond à un vide dans le patrimoine; ce droit, dans son principe comme dans son objet, est pécuniaire, donc peut être exercé par les créanciers. M. Labbé démontre que c'est à tort que M. Sourdât invoque l'autorité de MM. Aubry et Rau, IV, p. 496, n° 38. Il admet que, si la victime est morte insolvable, les créanciers trouveront l'action dans le patrimoine.

(2) V. notamment Trib. de com. du Havre, 24 déc. 1878 et 5 août 1879; Ricou, I, 132 et 157; Besançon, 7 janv. 1884; Rec. Pér., 85, p. 599.

(3) Rouen, 6 déc. 1884; *Journ. des as.*, 1886, 145.

au juge de fixer une indemnité provisionnelle en décidant que les parties devront comparaître à nouveau devant lui, au bout d'un délai de plusieurs années, pour être statué définitivement sur l'indemnité à allouer⁽¹⁾. Enfin, citons une décision du tribunal de la Seine qui a soulevé des protestations dans le monde des assureurs en décidant que les dommages-intérêts, mis à la charge de l'auteur d'un homicide, doivent être modérés à raison de ce fait que la victime était assurée sur la vie⁽²⁾.

340. — III. COMPÉTENCE *ratione personæ*. — Quel est le tribunal compétent pour connaître de la demande en indemnité formée par l'ouvrier contre son patron, *ratione personæ*? C'est le tribunal du domicile de ce patron, du siège de la société. Mais à ce principe il faut admettre un tempérament : sera compétent le tribunal du lieu où la compagnie poursuivie a ses ateliers et notamment celui où l'accident s'est produit, quoique le siège social soit dans un autre ressort⁽³⁾.

341. — COMPÉTENCE *ratione materiæ*. — Deux hypothèses sont à distinguer :

1° Le fait constitue uniquement un délit ou quasi-délit civil; une seule action en naîtra, qui devra être portée devant le tribunal civil⁽⁴⁾.

2° Le fait reproché constituerait, s'il était prouvé, un délit criminel (homicide par imprudence. Deux actions

(1) Aix, 9 juin 1873; Ricou, I, 13.

(2) Trib. corr. Seine, 27 nov. 1885; Rec. Pér., 86, 413. Veuve Lejeune c. Duchesne. Le Trib. corr. Seine (15 déc. 1887; Rec. Pér., 87, 453, affaire de l'Opéra comique) a cru devoir imputer sur l'indemnité allouée à une victime la part qu'elle avait eue dans les souscriptions.

(3) Cf. Trib. civ. Rouen, 9 août 1883; Gaz. Pal., 83, II, 40.

(4) Trib. civ. Havre, 17 nov. 1883; *ibid.*, p. 182; Aix, 29 janv. 1875; Ricou, I, 22. Quelques décisions de tribunaux consulaires ont soutenu la compétence commerciale pour la responsabilité des armateurs en cas d'accidents survenus aux matelots, aux capitaines. V. note 2, p. 227, deux jugements du Havre. J'ai peine à admettre cette solution, qui se justifie moins qu'en matière des dégâts causés par la voiture d'un commerçant à la voiture d'un autre commerçant.

devront naître, l'action publique et l'action civile, soit accessoirement à l'action publique devant le tribunal correctionnel (1), soit par voie principale devant le tribunal civil. Mais la seconde de ces deux actions est subordonnée à la première, en ce sens que les juges devront surseoir à statuer lorsque l'action publique aura été intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile.

342. — IV. EXTINCTION DU DROIT DE LA VICTIME. — *Prescription.* — La question de prescription est intimement liée à la question de compétence. La prescription qui éteindra l'action de la victime en dommages-intérêts sera de trente ans, si le fait générateur est un délit ou un quasi-délit civil.

Si, au contraire, les faits reprochés au patron sont de telle nature que, au cas où ils seraient établis, ils entraîneraient pour lui une responsabilité pénale; si la faute alléguée constitue, par exemple, un homicide par imprudence, l'action civile sera éteinte par la prescription de l'action publique (trois ans pour les délits, dix ans pour les crimes) (2).

343. — *Paiement de l'indemnité allouée par la justice.* — Le droit de l'ouvrier peut, en outre, prendre fin par le paiement de l'indemnité allouée par les tribunaux. Si la mort survient postérieurement, la veuve et les enfants

(1) La même solution doit être donnée, que l'action soit fondée sur 1382 ou 1384.

(2) Paris, 2 déc. 1865; Journ. des ass., 1866, 400; Limoges, 7 juin 1886; Rec. Pér., 86, p. 559; Paris, 4 août 1886; Loi 6 août; Trib. civ. Castres, 29 juin 1887; Ricou, II, 209. Les secours accordés volontairement par le patron ne devront être considérés ni comme interruptifs de la prescription ni comme une reconnaissance de sa dette. Paris, 1865, et Limoges, 1885, précités. Enfin, citons l'arrêt de Lyon, 27 juillet 1887, qui décide que l'article 1153-3° du Code civ. ne s'applique pas aux intérêts des sommes allouées à titre de dommages-intérêts à la victime d'un accident; les juges peuvent fixer le point de départ de ces intérêts du jour de l'accident. Rec. Pér., 1887, p. 501.

auront le droit de réclamer un supplément d'indemnité (1). (V. n° 94).

344. — *Transaction*. — Enfin, le droit de l'ouvrier peut se trouver éteint par une transaction. Cette transaction survenant après l'accident est parfaitement valable. Nous nous retrouvons ici en présence de la fameuse clause d'option insérée au règlement de chantier, qui décide que l'ouvrier qui accepte l'indemnité d'assurance est censé renoncer à intenter, contre son patron, une action en responsabilité basée sur l'article 1382. J'ai pour cette clause la plus grande méfiance ; et d'une manière générale, je refuse d'admettre que le fait seul pour l'ouvrier d'avoir accepté la somme qui lui est due doive le faire considérer comme ayant renoncé à se prévaloir des droits qu'il tient de la loi. Mais, du reste, la question ainsi posée est oiseuse ; en effet, on aura toujours soin d'exiger, en échange de l'indemnité assurée, une quittance par laquelle la victime déclare renoncer à intenter contre son patron l'action de l'article 1382. Nous avons vu que, d'après la jurisprudence, l'ouvrier n'est pas tenu de signer une pareille pièce. Mais s'il y a consenti, on devra considérer son acte comme une transaction valable en principe. Je dis : en principe, car deux réserves doivent être faites. D'abord cette transaction ne sera valable que pour les circonstances dans lesquelles elle est intervenue ; elle ne saurait mettre obstacle à une seconde demande basée sur une aggravation sensible des conséquences du sinistre (2).

345. — En second lieu, cette renonciation sera nulle s'il est établi par la victime qu'elle lui a été arrachée par fraude ou dol : ce n'est que l'application de la théorie

(1) Cf. Aix, 14 juin 1870, et Req., 4 mars 1872 ; D. 72, II, 97. La première indemnité allouée à la victime fait partie de sa succession et est distincte de la seconde attribuée à la veuve.

(2) Trib. com. Seine, 29 nov. 1888 ; Droit du 15 déc. 1888 ; Delerne c. Patrimoine.

générale des obligations. Mais la jurisprudence devra, à raison des circonstances, se montrer fort rigoureuse pour le patron et annuler la quittance dont s'agit toutes les fois qu'il semblera résulter des faits ceci : qu'en la signant, la victime ou son ayant cause n'a pas compris la portée de ce qu'on lui demandait, et notamment qu'elle a cru ne donner décharge à son patron que de l'obligation contractée par l'assurance (1). On pourra souvent considérer l'ouvrier ou sa famille comme n'ayant pas agi en pleine possession de son libre arbitre, à raison du trouble qui résulte de l'accident, des douleurs physiques et morales qui en sont les conséquences.

346. — *Chose jugée au criminel.* — Le droit de l'ouvrier à une indemnité ne peut-il se trouver éteint d'une autre façon ? Le patron a été poursuivi devant le tribunal correctionnel pour homicide par imprudence, ou blessures par imprudence, et il a été acquitté. La victime de l'accident ou ses ayants droit conserveront-ils néanmoins le droit de demander réparation du dommage devant le tribunal civil ? Nous touchons ici à une des théories des plus délicates de notre droit : je veux dire la théorie de l'influence au civil de la chose jugée au criminel. Je ne puis avoir la prétention de l'exposer, même sommairement ; je me bornerai à quelques renvois à la jurisprudence. La Cour de cassation a, depuis longtemps, posé en principe que l'acquiescement prononcé par la justice criminelle, ne peut faire obstacle à l'action civile qu'autant que cette action serait absolument inconciliable avec les déclarations, constatations et décisions du juge répressif. Ceci se produira dans notre espèce, lorsque le jugement qui acquitte le patron a nié la matérialité des faits allégués

(1) Trib. civ. Saint-Etienne, 11 mai 1887 ; Rec. Pér., 87, p. 290. La victime avait soutenu que la quittance lui avait été surprise par dol ; invitée à citer des faits, elle dut avouer que le contremaître lui avait formellement expliqué la portée de l'acte.

contre lui (1), ou lorsqu'il a décidé que le patron n'a pas participé à ces faits reconnus constants (2).

Mais au contraire, le tribunal civil ne sera pas lié lorsque, de la décision du juge répressif, il ne ressort pas nécessairement que les faits invoqués pour servir de base à l'action civile n'ont pas eu lieu ou ne peuvent constituer une faute tombant sous l'application de l'art. 1382; ou, sous une autre forme, le tribunal civil devra recevoir l'action civile lorsque le fait qui lui sert de base est différent, ne fût-ce que dans sa qualification (délit aux termes des articles 319 et 329 du Code pénal ou quasi-délit civil), de celui qui a été résolu par la juridiction criminelle (3).

347. — *Observations sur les indemnités allouées par les tribunaux.* — Les indemnités que les ouvriers victimes d'accidents réclament de leurs patrons sont exagérées, et cela se conçoit, quand on connaît la manière dont les procès de ce genre sont engagés. De nombreux agents d'affaires se sont fait une spécialité de cette sorte de procès; dès qu'un accident est survenu, un d'eux se précipite chez la victime et la décide facilement à engager un procès contre le patron, en faisant miroiter à ses yeux les sommes relativement consi-

(1) Cf. pour le principe : Cass., 20 avril 1863; D. 63, I, 1873; B. de M., I, 104. L'application en a été faite à l'action de l'ouvrier contre son patron, par le Trib. civ. de Saint-Etienne, 30 mars 1887; Rec. Pér., 87, p. 435. Le jugement correctionnel avait décidé que le fait d'homicide involontaire n'était pas suffisamment établi.

(2) Paris, 22 mai 1885; Rec. Pér., 85, 555. Il s'agissait d'une ordonnance de non lieu en faveur du patron, suivie d'une autre ordonnance renvoyant devant le tribunal correctionnel, pour les mêmes faits, un autre prévenu.

(3) La jurisprudence a, depuis longtemps, appliqué ces idées aux décisions du jury, acquittant des individus poursuivis pour avoir incendié des immeubles leur appartenant et assurés. Cf., outre Cass. précitée, Colmar, 10 juil. 1836; B. de M., II, 319, et à notre matière de poursuite en responsabilité du patron : Trib. civ. Marseille, 9 juin 1873; Ricou, I, 9; et Paris, 5 mars 1877; Ricou, I, 81 (accident de voiture).

dérables qu'il peut obtenir. Il se charge de tous les frais, mais en revanche il se fait attribuer, par un contrat spécial, une très forte portion de l'indemnité qui sera allouée par le tribunal, le quart ou même le tiers. Quant aux frais engagés par l'agent d'affaires, ils seront très minimes, si la victime use de la citation directe en police correctionnelle; ils seront nuls, au civil, grâce à l'assistance judiciaire. On conçoit que la présence d'un tiers intéressé au procès empêchera l'ouvrier d'accepter les propositions de transaction, même les plus acceptables. Il paraîtrait que dans certaine ville de port de mer, et auprès de la Cour dont cette ville ressort, les avoués et les avocats ont organisé une sorte de syndicat pour mettre les patrons en coupe réglée; ils s'intéressent, comme les agents d'affaire dont j'ai parlé plus haut, au résultat des procès qu'ils soutiennent au moyen de l'assistance judiciaire. Les résultats sont, paraît-il, merveilleux... pour les ouvriers. La jurisprudence, en effet, n'a que trop de tendance à accorder à ces derniers des indemnités exagérées. La disproportion qui existe entre les condamnations prononcées dans des circonstances presque semblables est fort choquante. Un article très intéressant d'un directeur d'une compagnie d'assurances, M. Delcaire (1), la fait ressortir par des exemples. Ainsi, tandis que la Société de Marnaval a dû, pour un accident qui a fait quatre-vingt-seize victimes, dont trente-un morts, payer 180,000 fr. d'indemnités, soit 2,000 fr. par victime, la plus forte indemnité pour cas de mort étant de 14,000 fr., la plus faible étant de 5,000 fr., la Société des forges de Valenciennes a dû payer pour trois victimes 70,000 fr., soit près de 24,000 fr. pour chacune. Si, dit M. Delcaire, le tribunal de Chaumont s'était montré aussi dur que le tribunal de Valenciennes, la Société des forges aurait

(1) Les accidents industriels; Rec. Pér., 1884; Bull. mensuel, p. 13.

été ruinée du coup. Relevons dans cet article un autre exemple curieux. Un terrassier âgé de soixante ans fut écrasé dans un éboulement; il gagnait 550 fr. par an : le tribunal d'Ussel condamna le patron à payer 5,500 fr. par an, soit dix fois le salaire annuel de la victime, en considérant que le produit de sa profession *qu'il aurait pu exercer pendant huit ou dix ans* venait seul en aide à sa femme et à ses enfants ; que, *du reste, le préjudice moral qui est venu* atteindre la famille dans son affection suffirait au besoin pour justifier la demande. M. Delcaire ajoute que cette sévérité des tribunaux a pour résultat de rendre moins prudent l'ouvrier qui compte sur de grosses indemnités, et que bien souvent il retarde frauduleusement sa guérison, ou même s'efforce d'aggraver sa situation. Ces faits sont assez fréquents, paraît-il, et j'en ai pu rencontrer quelques exemples dans les arrêts qui me sont passés sous les yeux (1).

Cette jurisprudence, si favorable à l'ouvrier, a déterminé beaucoup de patrons à assurer leur responsabilité civile.

SECTION II

DOCTRINE DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE OU DU RENVERSEMENT DE LA PREUVE

348. — Je me suis fort attardé à l'examen de la jurisprudence, et j'arrive à la doctrine. Je n'ai rien à en dire en tant qu'elle suit les mêmes errements. Mais je ne saurais passer complètement les théories si séduisantes qui, dans ces dernières années, ont bouleversé ou tenté de bouleverser les idées reçues en notre matière. Arrivé à ce point, mon embarras est fort grand. L'étude de ces

(1) V. notamment Trib. civ. Nice, 4 mars 1886; Ricou, II, 194.

nouvelles théories ne rentre pas dans le plan que je me suis fixé; aussi ne puis-je entreprendre, je ne dirai pas la discussion des systèmes nouveaux, mais même leur exposé méthodique et complet, qui m'entraînerait trop loin; du reste, ces théories ne cesseront-elles pas de présenter de leur intérêt par l'intervention du législateur?

Elles se rattachent à ce que l'on a appelé le système de la faute contractuelle ou du renversement de la preuve.

Elles partent toutes de la difficulté que l'ouvrier éprouve à faire la preuve de la faute de son patron et de la malheureuse situation des victimes des accidents, qui se voient privées de toute indemnité par suite de cette difficulté. Aussi ont-elles cherché à faire peser la preuve sur le patron; elles ont cru y arriver en donnant à l'action de l'ouvrier une base différente de celle que lui reconnaît la jurisprudence.

349. — *Exposé du nouveau système, d'après MM. Sauzet et Sainctelette.*— M. Sauzet est le premier qui soit entré dans cette voie ⁽¹⁾. Je résumerai sa théorie et je crois ne pouvoir mieux le faire qu'en empruntant à son opuscule les passages les plus caractéristiques. « La cause de l'obligation du patron n'est pas dans le délit civil ou quasi-civil de l'art. 1382 du C. civ., ni dans le délit criminel de l'art. 319 du C. pén. : *elle est dans la convention même qui le lie à l'ouvrier, elle est dans le contrat de louage d'ouvrage.* » M. Sauzet, s'emparant des formules, des arrêts que nous avons cités relativement aux obligations du patron de protéger ses ouvriers, nous dit que le contrat de louage d'ouvrage met à la charge du patron l'obligation de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder la santé et la vie de ses ouvriers, et il ajoute : « Pour

(1) *De la responsabilité du patron vis-à-vis des ouvriers dans les accidents du travail*, Rev. crit., 1883, p. 596 et 608.

mieux préciser ma pensée, le patron doit veiller à la sécurité de l'ouvrier, c'est-à-dire le conserver sain et sauf au cours de l'exécution du travail dangereux qu'il lui a confié et qu'il dirige, il doit à chaque instant pouvoir le restituer, le rendre à lui-même, valide comme il l'a reçu. » Il est facile de comprendre la conséquence qui découle de ce système; la voici : « En dehors du salaire, le patron doit *garantir* l'ouvrier du risque qu'il crée lui-même. Le demandeur a une action en indemnité, l'ouvrier a une preuve à faire; il doit prouver la cause génératrice de son droit; cette cause est dans le contrat de louage même : l'ouvrier a donc prouvé tout ce qu'il a à prouver en tant que demandeur. *Le patron défendeur se prétend libéré de l'une de ses obligations contractuelles; il doit* (1315, 2^e al.) *prouver le fait qui le libère*. Opposé à la demande justifiée, quant à sa cause, par l'ouvrier, il doit prouver le bien fondé de son moyen de défense. »

350. — M. Sainctelette, ancien ministre belge, s'est fait le champion de cette nouvelle théorie (1). Pour lui, l'obligation de garantie découle de l'autorité que le contrat de louage confère au patron sur ses ouvriers. « De droit naturel, le louage acquiert à ceux qui engagent les services d'autrui une autorité, oblige ceux qui engagent leurs services à une obéissance. Toute la théorie de la responsabilité du fait d'autrui (art. 1384), se déduit de l'autorité attribuée au préposant sur le préposé par le fait de la préposition. Or, si le louage de services acquiert au préposant pour tout ce qui touche à la préposition une telle autorité sur le préposé, qu'il soit responsable, vis-

(1) *Traité de la responsabilité et de la garantie, accidents de transport et de travail*, par Ch. Sainctelette; Bruxelles et Paris, 1884, 257 pages. Le louage de services à l'Acad. des sciences mor., et pol. Loi 7 à 9 mai 1883. — Projet de loi, Bruxelles, nov. 1886. — *Les accidents du travail, la jurisprudence qui s'éloigne et la jurisprudence qui s'approche*, 1888. Enfin, Mémoire pour M^{me} veuve Desutter devant la Cour de cassation belge, 1888; Bibliographie, Belg. Jud., 28 mars 1889.

à-vis des tiers, des suites des ordres qu'il a donnés et qu'il est censé avoir donnés, comment pourrait-on soutenir que du préposant au préposé il n'y ait, en ce qui concerne leurs rapports personnels, aucune autorité et aucune dépendance? Comment un même rapport de droit peut-il être considéré comme existant entre les parties au regard des tiers, mais comme s'évanouissant dès qu'il ne s'agit plus que parties entre elles (1). »

351. — *Théorie de M. Labbé.* — M. Labbé a prêté l'appui de son autorité à ce système, avec quelques nuances cependant (2). Mais, d'une manière générale, il semble admettre que toutes les fois qu'il existe une corrélation apparente entre l'accident survenu et le matériel fourni par le patron, il devra prouver qu'il a rempli les obligations du contrat, c'est-à-dire fait tout ce qui relevait de la prudence humaine afin de prévenir l'accident ou en atténuer les déplorables effets; et comme cette preuve indéfinie est à peu près impossible, cela revient à dire : il paiera une indemnité, à moins qu'il ne démontre l'intervention d'une force majeure étrangère ou la faute de l'ouvrier.

Les art. 1315 et 1147 s'appliquent, dit-il ailleurs, à toute obligation de faire ou de donner; dans tous les cas, c'est au débiteur à prouver qu'il a rempli son obligation ou en a été empêché par un cas fortuit. Ces articles contiennent la contradiction formelle dans les rapports des contractants du principe que la faute ne se présume

(1) Voici la liste des auteurs qui se sont ralliés à la théorie nouvelle : M. Demangeat, *Revue pratique*, vol. LV, p. 556; M. Pascaud, *ibidem*, p. 380; MM. Romicux, Le Saulnier, Blanc : thèses de doct., M. Noirot, (Loi 29 oct. 1885); M. Vavasseur (Loi du 2 juillet 1885, et Droit, 20 mai 1888), qui admet le système comme système législatif et appelle l'intervention du législateur que beaucoup des auteurs redoutent; enfin M. Pont, *Recueil de l'académie des sciences morales et polit.*, 1886, p. 130, 626 et 864.

(2) V. notes dans Sirey, 85, IV, 25; 86, II, 97, et IV, 26; 87, IV, 21 88, IV, 6 et 89, IV, 1, et Rev. Crit., 86, p. 443; 87, p. 449; *France judiciaire*, 1888, p. 34.

pas ; ce principe n'étant vrai que dans les rapports de personnes qui n'ont pas contracté ensemble.

352. — *Auteurs qui ont combattu la nouvelle théorie.*
MM. Desjardins, Glasson, Delecroix, etc. — Cette théorie n'a pas été admise par tout le monde ; mais parmi les auteurs qui la repoussent, il en est qui repoussent la théorie en rejetant le point de départ (1) ; d'autres au contraire, comme M. Glasson, admettent l'origine contractuelle de la responsabilité sans en admettre la conséquence essentielle, à savoir le renversement de la preuve : « L'ouvrier ne prouve pas que le patron n'a pas exécuté son obligation de veiller à la sécurité de son personnel, il se borne à l'affirmer ; le patron soutient le contraire (2). »

Un auteur a fort bien démontré, à mon avis, que, dans toute cette discussion, il est un élément que l'on a trop oublié, c'est l'ouvrier. Si le patron s'engage à prendre toutes les mesures propres à assurer l'hygiène et la sécurité des ouvriers, ceux-ci s'engagent à observer

(1) M. Desjardins, *Recueil de l'acad. des sc. mor. et pol.*, juillet 1886, p. 136 ; *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1888 ; M. Lefort, *Etude sur les assurances contre les accidents, le renversement de la preuve*, Rec. Pér., 1887, p. 181 ; un article paru dans la *Revue critique*, *De la responsabilité délictuelle et contractuelle*, par M. Ronjat sous le pseudonyme de M. Lefèvre, ancien magistrat ; — ce dernier a eu le tort de nier la différence qui existe entre une faute commise dans l'inexécution d'un contrat et la faute de l'art. 1382 : « Toute faute est délictuelle, la faute contractuelle n'existe pas ; » — *La question des assurances contre les accidents devant la commission du travail*, par H. Adan, directeur de la Royale belge, Bruxelles, 1888 ; il critique la décision de la commission du travail, ainsi que le projet de M. Sainctelette. M. de Courcy, *le Droit et les ouvriers*, 1883 ; Cotelle, *Rev. prat.*, LV, 519, et S. 87, I, 209 ; M. Bruneau, Paris, 1887 ; Bellaigue, *Gaz. Trib.*, juin 1884 ; Robin, thèse, 1887.

(2) M. Glasson, *Le Code civil et la question ouvrière*. — Séances et travaux de l'Acad. des sciences morales et polit., juillet 1886, p. 163.

Cf. M. Marcel Planiol, *Rev. crit.*, 1888, p. 279 : « Pour arriver au renversement de la preuve, il faudrait admettre une double présomption : 1° que le patron est en faute ; 2° que la faute commise par lui a provoqué l'accident. »

les règlements, à obéir aux ordres donnés dans l'intérêt et la conservation des personnes et des choses (1).

Ces théories de la faute contractuelle n'ont pas prévalu dans la jurisprudence française; elles ont eu plus de succès en Belgique, sans toutefois prévaloir d'une manière complète (2).

Il serait fort intéressant de discuter à fond cette question de la base de l'action de l'ouvrier, mais elle dépasse, comme je l'ai déjà dit, le cadre de notre ouvrage, et je dois borner là le court résumé que j'en fais pour arriver à l'étude de l'assurance de responsabilité civile.

353. — *Question de la validité des clauses d'irresponsabilité.* — Je signale en dernier lieu la question de savoir si, en admettant la théorie de la responsabilité naissant du contrat, on ne devrait pas admettre la possibilité pour le patron de se soustraire à cette responsabilité par une clause du contrat (il y a là une conséquence du nouveau système signalée par ses adversaires et contre laquelle ses partisans se sont efforcés de

(1) M. Delecroix : Le contrat de travail, les accidents, étude des propositions de loi concernant les ouvriers mineurs (*Revue de législation des mines*, avril, mai, juin 1885). Il démontre parfaitement que l'autorité du patron, qui est la source de sa responsabilité, comporte deux limites fatales : la première, celle qu'apportent à son pouvoir les forces mystérieuses et incomplètement inconnues de la nature; la seconde est dans la volonté de l'ouvrier : la désobéissance aux injonctions qui lui sont données. Cette désobéissance a été, en 1885, la cause de 8 accidents sur 17 dans les mines; 6 furent dus à des cas fortuits, 3 aux fautes des compagnies. Il propose de laisser à la charge de chacun la responsabilité des accidents survenus par sa faute, et de partager par moitié la responsabilité des accidents dont les causes sont demeurées inconnues.

(2) V. deux jugements du trib. civ. et du trib. de com. de Bruxelles, des 25 avril et 28 avril 1885; S. 85, IV, 29. Cf., en sens contraire, arrêt de Bruxelles, 1^{er} juin 1887, contre lequel M. Saintelette a écrit le Mémoire que j'ai cité, et qui soutient que l'obligation du patron de veiller à la sécurité de son ouvrier n'entraîne pas pour lui une obligation de garantie absolue : « Il n'a pas promis, et le patron n'a pas stipulé, une chose dont l'un et l'autre savent la prestation irréalisable. » Voir, en outre du S. 85 à 89, IV^e partie, Table méthodique de la jurispr. franç. et belge. Belg. Jud., 3 à 13 fév. 1887.

réagir, à savoir que si le contrat crée la responsabilité de l'industriel vis-à-vis des gens qu'il emploie, il peut la restreindre ou même la supprimer. M. Labbé a cru pouvoir trouver un moyen de prévenir le danger qui résulterait de conventions de ce genre, si elles tendaient à devenir de style; ce serait d'établir que l'on peut, par une convention, s'affranchir de la responsabilité de ses fautes dans un contrat ayant pour objet des choses matérielles et relativement à des préjudices pécuniaires vraiment réparables en argent, non dans des contrats ayant pour objet des personnes et relativement à des atteintes portées à leur vie et à leur santé (1).

(1) *Revue crit.*, 1883, *loco cit.* sur les deux arrêts de Nancy, 26 janv. 1884 et Cass., 1^{re} juil. 1885, p. 1009 sq. et 1243.

M. Marcel Morard, sous le pseudonyme de Marc Gérard, *Revue crit.*, 1888, p. 423, qui admet la promesse de sécurité faite par le patron, n'en soutient pas moins que sa responsabilité, comme toute autre responsabilité, a son fondement dans l'art. 1382.

CHAPITRE II

DU CONTRAT D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE

354. — I. GÉNÉRALITÉS. — *Assurance du risque des tiers.* — Les accidents imputables à une faute de l'industriel ou de quelqu'un dont il répond peuvent causer préjudice à deux catégories de personnes bien déterminées. Ils peuvent atteindre soit des personnes étrangères à l'usine et qu'aucun lien de droit ne rattache au patron, ou bien des personnes employées par lui, ses ouvriers, qu'il doit, d'après la jurisprudence, protéger contre les dangers inhérents à leur profession. Le principe de la responsabilité du patron est le même dans les deux cas, puisque les tribunaux lui reconnaissent la même base, à savoir l'article 1382. Pourtant, les compagnies distinguent soigneusement ces deux sortes d'assurances. Elles réservent à la seconde le nom d'assurance de responsabilité civile, appelant la première garantie du risque des tiers. Disons quelques mots de cette branche de l'assurance; elle ne nous retiendra pas longtemps, pour deux motifs: d'abord elle n'est pas d'un emploi très fréquent, et ensuite les clauses des polices qui la réglementent sont identiques à celles des polices de responsabilité que nous nous proposons d'étudier en détail. En voici la définition (Abeille, art. 1): « La compagnie garantit les réparations civiles auxquelles l'assuré peut être obligé envers les tiers non préposés ou salariés par lui, à raison

des accidents corporels entraînant la mort ou l'incapacité permanente ou temporaire de travail causées *involontairement* auxdits tiers par les ouvriers de l'assuré, dans l'exercice et par le fait du travail rétribué par lui, à l'exception toutefois des accidents causés en conduisant des voitures ou des chevaux appartenant soit à l'accusé, soit à des tiers (1). » Les compagnies limitent la garantie pour chaque accident à une somme fixée par les conditions particulières et fixent en outre un maximum général de cent mille francs, le plus souvent pour tous les sinistres qui peuvent frapper un seul assuré. Cette assurance du risque des tiers peut exister isolément; dans ce cas, la police se suffit à elle-même, elle mentionne toutes les formalités relatives à la formation du contrat, à la déclaration du sinistré, qui ne sont autres que celles déjà étudiées dans l'assurance collective; le patron paie une prime qui est fixée selon un des modes que nous avons vus. Souvent aussi cette assurance du risque des tiers n'est que le complément d'une police d'assurance collective passée en même temps et, dans ce cas, il y est dit : « L'assuré ne jouira du bénéfice du présent contrat qu'après avoir satisfait à toutes les conditions générales et particulières de la police collective. »

355. — *Assurance de responsabilité civile proprement dite.* — Ce caractère de complément de l'assurance collective se retrouve le plus souvent dans l'assurance de responsabilité civile proprement dite, c'est-à-dire dans celle qui a pour but de garantir la responsabilité civile pouvant incomber au patron par suite d'accidents profes-

(1) Si on exclut cette sorte d'accidents, c'est qu'elle fait l'objet d'une assurance spéciale, fort répandue, celle-là, l'assurance des *chevaux et voitures*. Nous avons rencontré fort peu d'arrêts en matière d'assurance du risque des tiers; en voici pourtant un assez curieux, en ce sens que la question s'était posée de savoir si la victime était un ouvrier ou un tiers. Agen, 20 nov. 1885; Ricou, II, 166.

sionnels qui atteindraient ses ouvriers ou employés et par l'application des articles 1382 et suivants du Code civil. Sans doute cette assurance est quelquefois contractée seule ⁽¹⁾, et dans ce cas la police fort détaillée règle minutieusement toutes les clauses. Beaucoup d'entre elles, relatives aux accidents exclus et garantis, aux obligations du patron, ne sont que la reproduction des dispositions déjà étudiées par nous à propos de l'assurance collective, et nous n'aurons pas à y revenir.

356. — *Elle est le plus souvent l'accessoire d'une police collective.* — Mais dans la majorité des cas l'assurance de responsabilité n'est que le complément de l'assurance collective, elle en est l'accessoire. Mais il ne faut pas prendre ces mots à la lettre ; lorsque les agents d'assurances essaient de décider un industriel à contracter une assurance collective, ils ont soin d'insister sur l'avantage qu'offre pour lui ce contrat additionnel tout dans son intérêt, et l'on peut dire que dans la pensée de beaucoup de patrons, cet accessoire est au fond le principal ; et ils ne stipulent des indemnités au profit de leurs ouvriers, au cas d'accidents provenant de cas fortuit ou de force majeure, que pour se mettre par la même occasion à l'abri des conséquences de leurs fautes personnelles ou des fautes de leurs préposés.

357. — Cette indivisibilité qui existe, dans l'esprit de la compagnie comme du souscripteur, entre les deux assurances, se révélait à l'origine de la manière la plus frappante. Elles étaient, toutes deux, formées par le même acte, dans la même police. Quelques compagnies ont conservé cette pratique ⁽²⁾ ; mais on s'est aperçu bien

(1) Cf. les polices de l'Urbaine.

(2) V. notamment Préservatrice mutuelle, adhésion aux statuts, art. 7 Anon., cond. particulières ; Caisse Pat., art. 3 ; Zurich, art. 9.

vite des inconvénients qu'elle avait, et on a depuis, dans la plupart des compagnies, séparé les deux assurances en leur consacrant à chacune une police distincte. La police de l'assurance de responsabilité pourra de cette façon rester ignorée de l'ouvrier : c'est le but qu'on a voulu atteindre par cette transformation, et ce qui nous le prouve, c'est que nous retrouvons dans toutes ces polices une clause par laquelle il est interdit au patron de les montrer à l'ouvrier. « Le présent contrat étant fait exclusivement dans l'intérêt du souscripteur, ce dernier s'engage, à peine de déchéance de la garantie qui en résulte, à le tenir absolument secret et à n'en donner connaissance en aucun cas à ses ouvriers ou à leurs ayants droits, à leurs avoués, avocats ou mandataires;» ou bien : « Il est interdit à l'assuré de le produire en justice dans une instance à lui intentée par les sinistrés (1). » Cette clause est parfaitement licite, et la jurisprudence en a fait l'application (2).

358. — *Conséquence de ce caractère d'accessoire.* — Mais, bien que constatées par deux polices différentes, ces deux assurances sont loin d'être distinctes. En effet, les polices de responsabilité civile sont intitulées : polices complémentaires; complément de la police collective ou annexe à la police collective n°... Il est facile de comprendre les conséquences qui découlent de cette idée, que l'assurance de responsabilité n'est que l'accessoire de la police collective. Les polices s'en expliquent de la manière la plus formelle : « Cette assurance n'est que le complément de la police collective ci-dessus désignée; elle ne s'applique qu'aux accidents et aux personnes couverts par ladite police et ne peut exister sans

(1) Abeille, 4; Caisse gén. Fam., art. 5; France Ind., 3; Patrimoine, art. 2; Prévoyance, art. 5.

(2) Paris, 25 juin 1887; Ricou, II, 235; Compagnie Soleil-Sécurité générale c. Stractmann et Schwalm.

elle ; en conséquence, l'assuré ne bénéficie de la présente assurance que s'il a satisfait à toutes les conditions générales et particulières de la police d'assurance collective (1).

On voit donc que, bien que les deux assurances soient l'objet de deux polices, de deux titres différents, elles ne forment qu'un seul contrat ; si pour une raison quelconque le patron se trouve déchu du droit d'invoquer la première, il ne pourra davantage invoquer la seconde ; la seule différence entre les deux consiste dans l'origine des accidents assurés : les uns provenant d'un cas fortuit ou d'une cause inconnue, les autres imputables à la faute du patron ou de ses préposés.

359.— II. ACCIDENTS GARANTIS ET EXCLUS. — *Renvoi.* — Si nous faisons l'application de cette idée, nous voyons que les accidents garantis et les accidents exclus sont ceux-là même que vise la police collective ; la police annexe se borne à y renvoyer (2). (V. n° 10.)

Ainsi la compagnie, dans l'assurance de responsabilité comme dans l'assurance collective, ne garantit que les accidents survenus pendant le travail professionnel et qui en sont la conséquence. Il faudra tenir également compte des clauses portant exclusion des accidents provenant de rixes ou d'effondrement de l'usine, ou des sinistres survenus à des ouvriers trop âgés ou infirmes. Je n'ai pas à revenir sur toutes ces dispositions ; un renvoi à ce que j'en ai dit me suffira amplement (3). (V. nos 4 et 5.)

(1) Caisse génér. des Fam., 1 ; cf. Abeille, Patrimoine, Prévoyance, art. 1.

(2) Lorsque l'assurance est contractée isolément, la police, qui doit forcément s'expliquer là-dessus, reproduit, ainsi que je l'ai déjà dit, les dispositions correspondantes de la police collective, ce qui, en somme, revient au même.

(3) Rappelons l'arrêt de Paris précité (6 juin 1885 ; D. 86, II, 12 ; Rec. Pér., 85, 457 : Astruc et Cazelles c. Caisse génér. des Fam.), qui décide que « le mot *accident* comprend tous les homicides et blessures invo-

360. — *Exclusion des sinistres dus à une infraction aux lois ou règlements. Caractère licite de cette clause.*

— Mais parmi ces clauses d'exclusion, il en est une que nous devons étudier avec soin, parce que, dans notre seconde partie, nous nous sommes bornés à la mentionner et qu'elle est ici mieux à sa place. Je veux parler de la clause que l'on retrouve dans toutes les polices collectives sans exception et qui reçoit son application surtout dans la matière qui nous occupe maintenant, de la clause par lesquelles les compagnies prétendent excepter de la garantie les accidents résultant d'infractions aux lois, règlements et ordonnances.

Cette clause est-elle licite ? Cela ne fait pas le moindre doute, elle est non seulement licite, mais louable, puisqu'elle tend à inciter le patron à observer les lois. La jurisprudence a fait fréquemment l'application de cette clause, aussi bien en matière d'assurance de voitures (1) et d'assurances individuelles (2) qu'en notre matière d'assurance collective et de responsabilité. Mais pour cette branche de l'assurance, la seule qui nous préoccupe, les arrêts ont eu à prononcer la déchéance, surtout pour des infractions à la loi du 19 mai 1874, régissant le travail des enfants dans les manufactures, et au décret des 13 et 15 mai 1875, rendu en exécution de cette loi.

lontaires, sans qu'il y ait lieu de rechercher si la lésion provient d'un fait plus ou moins contraire aux règles de la prudence. » Nous aurons à revenir sur cet arrêt à propos de la faute lourde. Cf. sur le caractère complémentaire de l'assurance de responsabilité et sur le renvoi à la police collective pour les accidents garantis : Paris, 27 juillet 1883 : Secours ; Droit, 7 nov.

(1) Cs. notamment Paris, 22 janv. 1887 ; Compagnie génér. d'assur. c. les accid. (violation d'un règlement municipal ordonnant aux conducteurs de voiture de n'aller qu'au pas dans certains endroits d'une ville) ; (S. 88, II, 148 ; Rec. Pér., 87, 549) ; peu importe, nous dit ce jugement, que ce règlement soit tombé en désuétude.

(2) Cs. Trib. civ. Bourgoïn, 24 juin 1887 ; Vacher, Gaz. des Trib. du 4 sept. : un voyageur s'était blessé en descendant d'un train en marche.

Du reste, le plus souvent, les polices ont soin de stipuler expressément l'exonération des compagnies pour ce cas spécial (1).

361. — *Faut-il la suppléer dans le silence de la police?* — Mais que faudrait-il décider au cas de silence de la police? Une infraction aux lois ou règlements, et notamment à cette loi de 1874, devrait-elle faire prononcer l'exclusion de l'accident qui en résulte? La jurisprudence semble assez indécise sur ce point. Un jugement (2) nous dit « qu'une pareille exclusion est non seulement licite, mais d'ordre public, et *devrait être suppléée par le juge* dans le silence des parties, l'assurance contre les conséquences d'un délit devant être à bon droit considérée comme un encouragement donné à l'inobservation des lois. » Je trouve cela fort exagéré. Il me semble que l'infraction à une loi ou à un règlement ne peut, à défaut de texte spécial de la police, entraîner la déchéance que si elle constitue une faute lourde. Or, si, le plus souvent, l'infraction à une loi ou à un règlement édictés en vue de la sûreté publique peut être considérée comme répondant à cette condition (3), il n'en est pas toujours ainsi : la jurisprudence a fait l'application de cette idée en matière d'assurance-

(1) Cf. Trib. civ. Seine, 16 juil. 1879 : Langoulême c. la Préservatrice; B. de M., III, 241. Trib. civ. de Lille, 7 août 1879 : Guillemaud contre la Société suisse la *Winterthur*; B. de M., III, 242; Paris, 10 nov. 1887 : Gallicher c. Compagnie d'assur. franç.; Gaz. du Pal, 1887, II, 556. — Citons cependant, en sens inverse, Trib. comm. Havre, 18 juillet 1883; *ibidem*, 83, II, 283, 2^e p. « Peu importe, dit-il, que la police de responsabilité ne soit que le complément d'une police collective qui stipule formellement l'exclusion des accidents, conséquence de contraventions aux règlements; » cette décision a purement et simplement violé le contrat qui, dans l'espèce, décidait que toutes les conditions particulières et générales de l'assurance collective étaient applicables à l'assurance de responsabilité. Cf. dans le même sens : Trib. comm. Havre, 16 févr. 1887; Rec. Havre, 1887, 120.

(2) Trib. civ. Lille, 7 août 1879, précité.

(3) Bourges, 11 août 1874, B. de M., II, 489.

incendie (1). Aussi croyons-nous que c'est avec raison qu'un arrêt a condamné une compagnie à indemniser un patron d'une condamnation prononcée contre lui au profit d'un enfant qu'il avait employé dans son usine, en violation de la loi de 1874, en décidant que dans le silence du contrat, la contravention commise par l'industriel, si certaine qu'elle fût, n'impliquait pas chez son auteur une faute lourde suffisamment caractérisée (2).

362. — *C'est une clause d'exclusion d'une catégorie de risques, et non une clause de déchéance.* — Mais, remarquons-le bien, au cas où la police est formelle, pour que le patron n'ait droit à aucune indemnité, il ne suffit pas qu'il ait commis une infraction à un règlement, il faut que cette infraction ait causé l'accident. Or, il peut se faire qu'il y ait simplement concomitance, coïncidence entre le fait délictueux et le sinistre, et non rapport de cause à effet (3). Autrement dit, il y a là exclusion d'une certaine catégorie de risques, et non déchéance qui serait opposable à toute demande basée sur un accident postérieur en date au fait reproché, quelle que soit la cause de cet accident. Nous verrons plus tard si nous n'avons pas une conséquence importante à tirer de cette idée.

363. — *Sens du mot règlement.* — Que faut-il entendre par lois et règlements? Et d'abord, à quels sujets doivent-ils être relatifs pour pouvoir être opposés à l'assuré? D'une manière générale, la compagnie ne

(1) Cass., 18 avril 1882 : ancienne Mutuelle; B. de M., I, 277. « On ne peut admettre que toute contravention aux règlements administratifs constitue légalement, et sans autres vérification des circonstances, une faute de nature à dispenser l'assureur de l'exécution du contrat, laquelle ne pourrait être réclamée sans porter atteinte à l'art. 6 du Code civil.

(2) Lyon, 17 févr. 1882 : Union industr. c. Maurice. La clause ne fut introduite par la compagnie dans ses polices que postérieurement au contrat passé avec l'assuré en cause.

(3) V. des exemples dans les arrêts cités, chap. 1^{er}, p. 207, note.

pourra opposer que ceux de ces actes qui ont été édictés en vue d'assurer la sécurité des personnes (1). Le mot lois n'a pas besoin d'explication ; mais qu'est-ce que les parties ont visé par le mot règlements publics ? Je crois que l'on doit l'entendre en ce sens : actes émanés de la puissance publique. Cela comprendra d'abord les décrets réglementaires rendus en exécution d'une loi, les décrets simples, les arrêtés ministériels, préfectoraux et municipaux, que ces différentes autorités : chef de l'Etat, ministres, préfets ou maires, rendent dans la limite de leurs attributions, en vertu de leurs pouvoirs de police, notamment. Il y a là, du reste, une question de fait ; ce sera aux tribunaux à décider, dans chaque espèce, si l'acte invoqué constitue, à proprement parler, un règlement public (2).

364. — Il faut, cela va sans dire, que le règlement soit applicable au moment où l'accident s'est produit (3). Mais faut-il que la loi ou le règlement existe au jour où la police a été signée ? Je ne le crois pas, et la jurisprudence a eu raison, en présence des termes généraux des polices, de ne pas admettre de distinction (4).

(1) Quelques polices le disent expressément. La jurisprudence a fait de cette idée une application curieuse en matière d'assurance individuelle ; elle a décidé (Nancy, 15 nov. 1884 : Urbaine et Seine c. Doué ; Rec. Pér., 85, p. 587) que la loi du 23 janvier 1873, édictée en vue de réprimer l'ivresse publique, a pour but de punir le scandale qui en résulte, et non d'assurer la sécurité des personnes. Du reste, les polices d'assurance collective ont le soin d'exclure les accidents causés par l'ivresse.

(2) Cf. Trib. civil Chaumont, 12 déc. 1888 ; Droit du 13 février 1889, qui décide que le règlement de service intérieur d'une compagnie de chemins de fer ne remplit pas cette condition, bien qu'il soit revêtu de l'homologation du ministre des travaux publics.

(3) L'arrêt de Paris précité, 6 juin 1885, et C. cas., Req. rej. ; S. 87, I, 369, a jugé notamment que l'ordonnance du 15 nov. 1846, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, ne s'applique pas à une ligne en construction.

(4) V. en ce sens : Grenoble, 12 avril 1886 ; S. 88, II, 52. Il s'agissait d'une infraction à la loi de 1874, le contrat étant antérieur à la promulgation de cette loi.

365. — Mais pour que l'on puisse invoquer un règlement, il faut qu'il soit applicable à la catégorie de personnes à laquelle appartient le sinistré (1). Tout cela ne peut souffrir de difficultés.

366. — Mais que faut-il décider des règlements privés, c'est-à-dire des règlements particuliers édictés par l'industriel lui-même ou imposés, s'il y a lieu, à l'industriel par l'autorité publique, en vertu d'un acte individuel? Quelques polices ont eu soin de prévoir cette hypothèse (v. Urbaine, Compagnie générale), et d'exclure les accidents qui résulteraient de la violation de ces règlements. Mais dans le silence des polices, il est certain que nous ne devons pas nous prêter à l'extension d'une clause qui, dans le doute, doit s'interpréter contre la compagnie qui a rédigé la police.

367. — *Y a-t-il exclusion des accidents résultant d'infractions commises par des préposés du patron?* — Le patron sera privé de tout recours contre la compagnie si la violation de la loi ou du règlement émane de lui, patron; de même si c'est la victime qui s'est rendue coupable de cette infraction, elle n'aura pas droit à l'indemnité du règlement de chantier; mais cette dernière solution, nous ne la donnons qu'au cas seulement où ce règlement de chantier a soin d'exclure les accidents de cette sorte, ou bien même en cas de silence du règlement, au cas où l'infraction constitue une faute grave.

Mais que devons-nous décider, au cas où l'infraction qui a été la cause de l'accident a été commise par un ouvrier, non par la victime, mais par un de ses camarades ou par un contremaître? Quelques polices ont soin de prévoir cette hypothèse et d'exclure les sinistres provenant d'infractions aux lois et règlements commises

(2) Cf. Trib. civ. Chaumont précité : le règlement du service intérieur d'une compagnie de chemin de fer est inapplicable à un entrepreneur faisant des travaux pour le compte de cette compagnie.

par le patron ou ses préposés (Urbaine, art. 4). Mais le plus souvent elles disent simplement : infraction aux lois. Que faut-il décider ? L'expression semble, par sa générosité, englober les deux situations. Mais j'ai des doutes. D'abord la clause doit s'interpréter contre la compagnie. Or, il est tout naturel de stipuler que le patron n'aura droit à aucune indemnité, s'il veut exciper de son propre délit. Il sera très dur de laisser peser sur lui la responsabilité qui ne lui incombe qu'à raison du fait d'un préposé (art. 1384). Il y aurait à la portée de l'assurance de responsabilité une restriction fort grave et qui lui enlèverait une grande partie de son utilité. Il me semble que l'accusé, en apposant sa signature à la suite de cette clause, ne doit pas l'entendre dans un sens aussi défavorable pour lui (1). Mais, bien entendu, la clause produira son plein et entier effet s'il a participé si peu que ce soit à la faute commise par son

(1) En ce sens : M. Féraud-Giraud, rapport sur l'arrêt du 2 juin 1886, précité. L'honorable conseiller me semble donner à la clause qui nous occupe une portée qu'elle n'a pas. « La compagnie, dit-il, excipant de cette clause, n'avait qu'à ajouter : L'événement dont il s'agit est dû à une violation de la loi, puisqu'il a motivé une condamnation à un an de prison, et qu'on n'a jamais condamné quelqu'un que pour contravention à la loi, dont le jugement doit reproduire intégralement les dispositions. La compagnie ne s'est pas placée à ce point de vue général. » Je crois qu'elle ne le pouvait pas : elle ne pouvait pas invoquer une loi pénale quelconque, mais seulement une loi ou un règlement édicté, comme je l'ai dit, en vue de la sécurité des personnes et imposant aux industriels, exerçant telle ou telle industrie distincte, ou des industries présentant des dangers de même nature, et à leur personnel, des obligations strictes et *positives*, comme par exemple de couvrir des engrenages, de munir leurs machines à vapeur de sifflets ou de soupapes de sûreté, ou de les soumettre à un contrôle administratif. Elle ne peut invoquer ni les infractions au *Code pénal*, ni plus généralement aux *lois répressives*, qui, s'appliquant à tout le monde, n'imposent que des obligations négatives se traduisant dans la formule : *neminem ledere*. Et la preuve que le patron aura recours contre la compagnie, même condamnée en vertu des art. 319 et 320 du *Code pénal*, c'est que les polices *stipulent qu'elles ne paieront pas les amendes* à lui infligées, mais seulement les condamnations à titre de dommages-intérêts.

employé ou son contremaître. Celui-ci a employé, par exemple, un mineur à un travail interdit : le patron sera responsable non seulement s'il a donné l'ordre de faire travailler l'enfant dans ces conditions, mais encore s'il l'a simplement toléré, s'il est établi, en un mot, que des faits de ce genre s'étaient antérieurement produits dans l'usine à son vu et su et sans qu'il soit intervenu pour y mettre fin et en empêcher le renouvellement (1).

La compagnie se réserve le droit de faire visiter par un représentant de son choix l'usine ou le chantier, « pour s'assurer qu'il y est pris les mesures et les précautions en usage pour éviter les accidents et que le sociétaire se conforme aux règlements et prescriptions de l'autorité. » « L'assuré ne peut se prévaloir de ces visites, » cette clause, fréquente en matière d'incendie, soulève les plus graves difficultés. Je ne puis les étudier ; je dirai simplement qu'entre les deux opinions extrêmes, soutenant l'une que la visite de l'agent n'a aucune signification, l'autre qu'elle dispense l'assuré de toute déclaration, il faut décider que ce dernier ne peut s'en prévaloir pour en tirer la preuve que l'assureur a connu le fait qui aurait dû être déclaré.

368. — *Doit-on exclure les accidents provenant d'une faute lourde ?* — Nous arrivons à une question plus délicate. L'assuré sera-t-il déchu, au cas où l'accident serait dû à une faute lourde ? Quelques rares polices prévoient ce cas.

Sont exclus, d'après le Secours, les accidents dus à une faute grave (art. 3). et d'après la Providence (art. 3, § 5 de la police collective), les accidents dus à une faute *lourde du souscripteur*. » La plupart des polices sont muettes sur la question, et nous devons la résoudre d'après les principes généraux du droit et les principes admis en matière d'assurances.

(1) Trib. civ. Seine, 23 juil. 1879, précité.

La question de savoir si et dans quelle mesure une personne peut s'assurer contre les conséquences d'un sinistre dû à sa propre faute, est souvent rattachée à la question plus large de la validité des clauses d'irresponsabilité insérées dans les contrats. On admet que ces clauses, à l'exception toutefois de celles qui auraient trait au dol ou à la faute lourde, doivent recevoir leur application. Aussi, a-t-on reconnu la possibilité pour un débiteur de rejeter sur un assureur la réparation de dommages dont le créancier aurait pu valablement le décharger à l'avance.

« Il faut établir, disait M. Labbé, en 1876, une assimilation complète entre les dommages de la responsabilité, desquels nous pouvons nous affranchir, et les dommages contre lesquels nous pouvons nous faire assurer; quand le créancier renonce à exiger la réparation d'une faute, il prend à sa charge le dommage résultat de cette faute, et fait l'équivalent d'une assurance. Pour l'auteur de la faute surtout, l'identité du résultat obtenu dans les deux cas doit conduire à la similitude des règles juridiques. » Ainsi l'assurance peut valablement s'appliquer à des sinistres dus à la faute de l'assuré (1).

Mais ceci ne doit s'entendre que de la faute légère. L'assurance ne peut couvrir les pertes qui auraient leur origine dans une faute *grave, grossière, ou dans un fait dolosif*. « Il n'est pas permis, au moyen d'une assurance ou de tout autre pacte, de stipuler d'avance l'immunité de ses fautes lourdes; l'ordre public s'oppose à la validité d'un tel pacte (2). »

369. — La validité de l'assurance de responsabilité civile n'a pas été contestée (il en a été autrement jadis de l'assurance contre les accidents de voiture), et pour-

(1) On peut remarquer que si l'assurance était restreinte aux cas fortuits, elle perdrait la plus grande partie de son utilité.

(2) Cass., 15 mars 1876 : Pellerin c. la France; B. de M., I, 179; S. 76, I, 339; note de M. Labbé.

tant il semble que le raisonnement que nous venons d'indiquer doive conduire, en notre matière, à une solution toute contraire.

On peut par contrat s'exonorer de ses fautes légères, donc on peut s'assurer contre leurs conséquences. Or, si nous admettons, avec la jurisprudence, que le patron ne peut d'avance restreindre et à plus forte raison supprimer sa responsabilité vis-à-vis de ses ouvriers, ne doit-on pas en conclure qu'il ne peut pas davantage l'assurer?

La conclusion serait mauvaise. En effet, entre les deux conventions d'exonération des fautes et d'assurances, il existe une différence fort importante qui fait que *si, la première étant valable, la seconde doit l'être également, la réciproque n'est pas vraie, et que l'on peut assurer une responsabilité dont on ne pourrait s'affranchir par un contrat directement passé avec son créancier éventuel.*

Au passage de M. Labbé que j'ai cité plus haut, je me permettrai de comparer ce qu'il a écrit dix ans plus tard (1). « Il n'y a aucun rapprochement à établir entre la question de validité d'une clause d'immunité des fautes au profit du contractant, et celle de la validité d'une assurance contre les conséquences préjudiciables des fautes de l'assuré. » Si contradictoires que semblent ces deux formules ainsi rapprochées, elles n'en sont pas moins exactes toutes les deux; seulement, elles sont trop générales. Elles sont vraies quand on les restreint au point de vue où l'auteur se plaçait en les écrivant. Ainsi, il est exact de dire qu'il y a assimilation entre les deux questions si on regarde le débiteur; car pour ce dernier, ces deux conventions ont le même but, le même résultat: faire qu'il ne supporte pas en définitive le fardeau de ses fautes; et cela justifie pleinement la première proposition: la validité de la clause d'exoné-

(2) *Rev. Crit.* 1886, *loc. cit.*

ration entraîne *a priori* et sans autre vérification celle de l'assurance correspondante. Mais plaçons-nous au point de vue du créancier : nous voyons apparaître aussitôt une différence éclatante entre les deux conventions que nous comparons : « La clause d'exonération regarde les rapports contractuels de l'auteur de la faute et de la victime, elle prive la victime de tout droit à l'indemnité contre l'auteur de la faute. L'assurance qui intervient entre l'auteur de la faute et une personne autre que la victime ne supprime pas la réparation, mais en reporte, moyennant un équivalent aléatoire, le poids sur la tête de l'assureur qui spéculé sur des chances et des probabilités. » En résumé, l'assurance de responsabilité ne nuit pas à la victime ; elle peut même, jusqu'à un certain point, lui être avantageuse, en ce sens qu'elle augmente ses chances d'être payée de l'indemnité qui lui sera allouée. Or, si la jurisprudence déclare nulles les conventions par lesquelles le patron tenterait de se soustraire à sa responsabilité, c'est purement et simplement dans l'intérêt de la victime éventuelle : puisque l'assurance ne lui cause aucun tort, pourquoi serait-elle nulle ? La jurisprudence est absolument fixée en ce sens (1). L'esprit et le but du contrat consistent surtout à garantir l'assuré contre ses propres fautes, puisqu'aucune responsabilité n'est encourue quand l'accident est survenu par cas fortuit ou faute personnelle à l'ouvrier blessé. »

370. — *Faute lourde de l'assuré.* — Mais l'assureur ne répond pas des accidents qui seraient la conséquence d'un dol de l'assuré, ni d'une faute lourde assimilable à dol. Que doit-on entendre par faute lourde ? Il est difficile d'en donner une définition. La question de savoir si une faute reprochée au patron est une faute lourde, est une question de fait rentrant dans l'appréciation souveraine

(1) Lyon, précité, 17 fév. 1882 ; S. 82, I, 225.

du juge du fond. Mais nous pouvons donner en notre matière une idée plus précise que celle que nous trouvons dans les textes romains (L. 423, D. L. 16) ou dans les ouvrages des civilistes. « L'assuré doit, dit M. de Courcy ⁽¹⁾, continuer à vivre comme s'il n'était pas assuré. Si ses soins pour la conservation de la chose, si sa diligence à prévenir les accidents diminue, si sa surveillance sur ses employés se ralentit, si l'on a le moindre soupçon d'un calcul de ce genre : « Après tout, je suis assuré, » la faute est lourde : il manque à l'honnêteté. Le principe ainsi entendu est bon, moral, conforme à la raison du droit; c'est aux juges à veiller à sa stricte application. » M. Labbé ajoute : « Les juges doivent assimiler à une faute lourde un relâchement systématique à la diligence habituelle à raison du fait même de l'assurance. » Nous trouvons cette idée dans un arrêt bien des fois cité : « La contravention commise n'implique pas chez son auteur une idée de calcul en vue de l'assurance ⁽²⁾ qui le couvrirait; *qu'il est même certain que, n'eût-il pas été assuré, il eût employé son ouvrier dans les mêmes conditions* ⁽³⁾.

371. — *Faute lourde des préposés de l'assuré.* — Ainsi donc l'assurance ne peut avoir pour résultat de garantir l'assuré des conséquences des fautes lourdes qu'il a commises personnellement. Mais il se peut que l'accident soit dû à une faute lourde ou à un dol d'un des agents de l'assuré, dont celui-ci est responsable. L'accident arrivé dans ces conditions peut-il être garanti par l'assurance? Nous ne présentons pas comme décisif en

(1) Questions de droit maritime, série II, chap. II.

(2) Remarquons que si le dol proprement dit se comprend parfaitement en matière d'assurance-incendie, il ne se comprend guère dans l'assurance de responsabilité, qui ne peut procurer au patron aucun bénéfice.

(3) Lyon, 17 fév. 1882, précité. Rappelons le jugement précité du Trib. com. Havre, 18 juil. 1883, qui déclare que la *faute lourde constitue précisément le risque couvert*.

ce sens l'article 353 du Code de com. qui ne peut être entendu en dehors de l'hypothèse précise qu'il prévoit.

Est-il permis de convenir que la compagnie sera tenue d'indemniser le patron même des accidents causés par la faute lourde de ses ouvriers? Je ne vois pas pourquoi une telle convention serait nulle. Si on ne peut étendre l'article 353 du Code de commerce aux assurances terrestres, il n'en faut pas moins reconnaître qu'il nous présente un très sérieux argument d'analogie : il permet à l'armateur de répondre par une clause expresse des prévarications du capitaine, qui souvent auront plus de gravité que les fautes d'un contremaitre. Je ne vois rien de contraire à l'ordre public dans l'assurance ainsi comprise. La Cour de cassation, dans un premier arrêt (1), a décidé que la faute lourde de l'agent de l'assuré devait, comme celle de l'assureur lui-même, être mise en dehors de l'assurance; » mais cette proposition, émise par occasion, ne semble pas avoir été l'objet d'une délibération directe. Par un second arrêt (2), la Cour suprême a détruit l'induction qu'on pouvait tirer de l'arrêt précédent en rejetant le pourvoi formé contre un arrêt qui, « en exécution du contrat..., et sans violer les articles visés par le pourvoi (1382 et suiv. C. civ.) a mis à la charge de la compagnie les condamnations prononcées contre A et C à raison *de faits auxquels ils étaient personnellement étrangers, et dont la réparation était mise à leur charge en leur qualité de civilement responsables du fait d'autrui.*

372. — Les juges du fond auront à rechercher, dans chaque espèce, si l'intention des parties a été d'entendre l'assurance de cette façon compréhensive, ce qu'ils feront en consultant les termes des polices. Cette intention des parties résultera *a contrario* de la clause

(1) Cass., 18 avril. 1882 (incendie) ; S. 82, I, 245 ; B. de M., I, 277.

(2) Req., 20 juin 1886 ; S. 87, I, 369, précité.

par laquelle la compagnie exclut les accidents provenant de la *faute lourde du souscripteur*. Elle résultera encore des polices qui, comme celles de la Compagnie générale, sur laquelle a statué l'arrêt de la Cour suprême, se bornent à dire que la compagnie « garantit le patron des conséquences de la responsabilité civile qu'il peut encourir par suite d'accidents, » sans faire suivre cette formule générale d'aucune restriction relative à la *faute lourde*, la police ne mentionnant que les clauses d'exclusion banales comme celles relatives aux accidents provenant de rixes, émeutes, maladies, et d'infractions aux lois et règlements. Mais que faut-il décider au cas où la police exclut les « accidents provenant d'une faute lourde, » sans plus s'expliquer? Il est certain que la formule présente des doutes: ils doivent donc s'interpréter contre la compagnie. En résumé, on peut dire que cette dernière, sauf convention contraire, excluant formellement, comme la police de la Providence, les fautes lourdes des préposés, doit répondre des dommages qui pourront en résulter. C'est ce qui me semble ressortir de la jurisprudence, et cette solution n'a rien de contraire au droit. Pourtant, ne peut-on pas la considérer comme dangereuse? « L'assurance a pour effet, dit M. Labbé, d'endormir la diligence des personnes assurées; la responsabilité est la meilleure régulatrice de la vie humaine, et ce serait un aiguillon salutaire de la vigilance de l'assuré, si on mettait en dehors de l'assurance les conséquences des fautes graves de ses agents. » M. Thaller ⁽¹⁾ a montré que le péril devient de plus en plus grand par suite de la concentration de l'industrie aux mains de sociétés anonymes; les administrateurs et directeurs de ces sociétés doivent être considérés non comme l'assuré, mais comme des agents de l'assuré: leurs fautes lourdes retomberont à la charge de la com-

(3) *Annales de droit commercial*, 1886, p. 250.

pagnie. Sa seule ressource sera dans la subrogation qu'elle se fait consentir contre les personnes responsables de l'accident, et si ce recours est illusoire, exercé contre un ouvrier ou un contremaître, il pourra devenir très efficace contre le directeur d'une compagnie de chemins de fer ou de mines.

373. — III. OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ. — *Déclarations, réticences, renvoi.* — Quelles sont les obligations de l'assuré envers la compagnie ? Elles sont les mêmes que dans l'assurance collective. La police de responsabilité y renvoie, ou bien, lorsqu'elle est contractée isolément, les reproduit sans y rien changer. Pour beaucoup de ces obligations, nous nous contenterons d'un simple rappel, car elles ont reçu tous les développements nécessaires dans la première partie de cette étude. Le patron, avons-nous dit, doit d'abord, en ce qui concerne l'établissement du risque, faire à la compagnie, lors de la formation du contrat, toutes les déclarations qui peuvent la mettre en état d'en vérifier la nature et la gravité. Il doit également déclarer au cours du contrat toutes les modifications apportées à son exploitation, qui auraient pour résultat d'en changer, suivant les termes du Code de commerce, la « nature et l'opinion. » La jurisprudence a fait l'application de ces idées aussi bien en matière d'assurance de responsabilité que d'assurance collective. La déchéance peut être opposée à l'assuré qui se serait rendu coupable d'une fausse déclaration ou d'une réticence ; il sera même exposé à une demande reconventionnelle en dommages-intérêts, s'il a par des manœuvres dolosives tenté de faire peser sur l'assureur une responsabilité qui ne lui incombe pas, aux termes de son contrat. Ainsi la police garantit la responsabilité du patron, sans contenir d'assurance du risque des tiers ; l'assuré sera justement condamné à dédommager la compagnie du préjudice qu'il lui aura causé en déclarant faussement que la victime d'un accident qui pouvait engager

sa responsabilité et qui était survenu dans ses ateliers y travaillait comme apprenti et qu'elle était portée aux feuilles de paye, alors qu'il avait refusé de l'embaucher (1).

374. — *Prime. Elle se confond avec la prime d'assurance collective.* — Arrivons à l'obligation du patron de payer la prime. « Quelques fois, dit M. Labbé (2) les deux assurances donnent lieu à une seule et même prime ; le patron la retient tout entière sur le salaire de ses ouvriers. Cela est très irrégulier : normalement, il doit y avoir autant de primes distinctes que d'assurances distinctes et de risques distincts à supporter par la Compagnie. Il est étrange et illogique que l'ouvrier paie les frais d'une assurance à l'avantage de son patron en tant que coupable d'une faute envers l'ouvrier. On a voulu faire sortir de cette irrégularité une cause de nullité de la police ; c'était à tort et bien inopportun : selon nous, il vaut mieux pour l'ouvrier que cette assurance tienne. Si la retenue de la prime totale a été convenue et pratiquée ouvertement, c'est une diminution de salaire ; le salaire, fixé arbitrairement d'un commun accord, peut être diminué par des charges quelconques. Si, sans convention expresse et d'une façon subreptice, le patron a exercé sur le salaire le prélèvement de la prime qui répond à l'assurance de ses fautes, il ne s'est pas acquitté de toute sa dette envers l'ouvrier, et cela peut donner lieu à un compte de salaires dus et arriérés.

375.—Jusqu'à quel point ces critiques se trouvent-elles fondées ? C'est ce qu'il nous faut examiner. D'abord il est bien certain que cette pratique d'une prime unique, si elle est fréquente, n'est pas absolument générale ; du reste, M. Labbé n'a pas affirmé qu'elle le fût. Nous avons

(1) Trib. civ. Seine, 27 jan. 1886 : Renard c. la Préservatrice ; Gaz. des Trib., 6 fév. ; Ricou, II, 175.

(2) Note sous Caen, 18 fév. 1885 et 30 juil. 1886 ; S. 88, I, 121.

dit que quelquefois, assez rarement du reste, l'assurance de responsabilité est contractée isolément; que les deux polices, fussent-elles signées le même jour, sont absolument distinctes et sans renvoi de l'une à l'autre. Dans ce cas-là, une prime distincte se trouve stipulée. Cette manière de procéder est la seule normale, je le reconnais volontiers; elle écarte toute espèce de difficultés.

376. — *Raisons d'être de cette unité de primes.* — Mais, le plus souvent, l'assurance de responsabilité n'est, comme je l'ai dit, que l'annexe d'une assurance collective; elle doit prendre effet en même temps, et la police relative à la première assurance, ou bien ne parle pas de prime, ou même, ce qui est plus rare, contient dans les conditions particulières une clause dans le genre de celle-ci, empruntée à l'Abeille: « Le prix de cette garantie est compris dans la prime stipulée par la police collective précitée. » La prime est également unique dans les compagnies qui enferment les deux assurances dans le même contrat. Il est certain qu'il y a quelque chose de choquant, à première vue, dans cette situation; mais, pourtant, cela ne peut-il pas se comprendre? On n'a qu'à se rappeler ce que j'ai dit sur le caractère alternatif des deux indemnités, de celle due en vertu du règlement de chantier, et de celle que le patron aura été condamné à payer par application des articles 1382 et suivants. La compagnie doit payer l'une ou l'autre, jamais les deux à la fois. Elle doit déboursier pour chaque accident une somme qui varie entre un minimum, l'indemnité du règlement de chantier, et un maximum, qui est le maximum de garantie fixé par la police de responsabilité; la question de savoir si tel accident est dû à la faute du patron ou d'un de ses préposés est sans doute importante pour elle, mais au point de vue pécuniaire seulement. Il n'y a pas d'intérêt juridique engagé. Si on se place au point de vue du patron, la situation est bien différente en droit. Ses obligations peuvent avoir deux origines dis-

tinctes, un contrat d'assurance ou un délit (art. 1382). Pour l'assureur, au contraire, la garantie est toujours contractuelle; la faute du patron peut la faire peser plus lourdement, elle ne peut en changer la nature. On voit donc que, quelles que soient les apparences, il n'y a qu'un seul risque, il peut donc n'y avoir qu'une seule prime que la compagnie saura bien proportionner à tous les éléments, et la probabilité de faute de la part du patron sera un de ces éléments (1). Il n'y a donc rien d'irrégulier dans cette manière de procéder, et je ne vois pas sur quoi on s'appuierait pour prononcer la nullité d'un pareil contrat. Mais, y eût-il une *inelegantia juris*, de quel droit l'ouvrier pourrait-il s'en plaindre ?

377. — *Cette prime ne doit pas être entièrement retenue à l'ouvrier.* — Il ne peut trouver à redire à cette manière de procéder, que si en fait le patron a fait retomber sur lui la totalité de la prime, dont une partie est relative à la responsabilité civile. L'assuré a tort, sans doute; mais quelle faute peut-on reprocher à la compagnie ? S'est-elle rendue complice du quasi-délit de ce dernier ? Lui a-t-elle dit : Vous allez faire payer à vos ouvriers, par une retenue sur leurs salaires, la totalité de la prime ? Pas le moins du monde. Nous avons vu, et je n'ai pas à revenir sur des clauses longuement étudiées, que les compagnies considèrent le patron comme seul débiteur de la prime, et prétendent « rester étrangères à toutes les conventions intervenues ou à intervenir entre l'assuré et ses salariés pour sa répartition. » Nous avons vu que beaucoup de règlements de chantier, et ceux notamment qui sont muets sur le nom de la compagnie, ne disent mot de la retenue. Mais, ce qui est bien plus frappant, *ceux qui en parlent et la déclarent obligatoire pour les ouvriers supposent toujours qu'elle*

(1) D'après le directeur d'une compagnie, on peut considérer qu'un tiers de la prime unique correspond à la responsabilité civile.

ne porte que sur une partie seulement de la prime totale. Voyez plutôt : « La cotisation de chaque personne est fixée à..., par journée de dix heures de travail. Le *supplément est payé par l'établissement* qui verse le total à la Préservatrice » (Règlement de chantier, art. 4). « La caisse d'assurances est alimentée : 1° par les versements du patron ; 2° par les retenues » (Providence, art. 2 du règlement ; Caisse g^{le} des Fam. et Secours, art. 1^{er}). On voit, par ces exemples, que les compagnies ne prétendent pas encourager cette pratique malhonnête de leurs cocontractants. Si l'assuré ne fait subir aux ouvriers *qu'une* partie de la prime, celle qui reste à sa charge devra être considérée comme s'appliquant à son assurance de responsabilité, et l'ouvrier n'aura rien à dire (1). Il peut, au contraire, établir que, malgré les termes du règlement de chantier, le patron n'a rien payé de sa caisse, ou a retenu à son personnel une partie de la prime supérieure à celle qui correspond à l'assurance collective. Dans ce cas, comme dans celui où l'assuré a opéré des retenues supérieures aux sommes qu'il devait à l'assureur, l'ouvrier aura le choix de demander le remboursement du trop perçu, ou bien faire considérer le patron comme ayant voulu majorer les indemnités promises par la compagnie (2).

378. — Enfin, que faut-il décider lorsque le règlement de chantier ne contenant pas, de la part du chef de l'établissement, la promesse de verser une partie de la prime, l'ouvrier établirait en fait qu'il l'a supportée entièrement et

(1) Dans les mutuelles, cela s'opérera de la façon suivante : le patron verse trimestriellement d'avance une partie de la cotisation (on l'appelle dans les statuts de la Préservatrice le *fonds de prévoyance*) ; c'est cette partie qu'il fait supporter à ses ouvriers ; et, en fin d'année, s'il y a un supplément de cotisation, il restera à sa charge.

(2) Pour qu'il ait intérêt à choisir le second parti, il faut supposer, puisqu'il ne peut cumuler les deux indemnités, que celle qu'il obtiendrait de cette façon serait supérieure à celle qui lui est accordée par les tribunaux.

qu'il a de cette façon payé l'assurance des fautes de son maître? M. Labbé, se plaçant en présence de cette situation, nous dit qu'il faut distinguer : il y aura simplement une diminution de salaire, si le patron a agi ouvertement. Je crois que cette hypothèse se présentera fort rarement, ne se présentera même jamais. L'industriel ne discute pas avec ses ouvriers : il agit par voie d'autorité ; les ouvriers ne voient, ne connaissent que le règlement de chantier. Ce document est toujours muet, cela se comprend, sur l'assurance de responsabilité. Aussi peut-on dire que l'ouvrier ignorera cette assurance contractée dans la même police que l'assurance collective : il l'ignorera bien surtout si les deux polices sont distinctes, puisque, nous l'avons vu, le patron est tenu de tenir secrète celle qui le couvrira de ses fautes. Du reste, connaît-il l'existence de l'assurance complémentaire, il ne doit pas être présumé avoir su qu'il l'a payé de ses propres deniers et y avoir consenti. Aussi je crois pouvoir dire que la première branche de la distinction de M. Labbé n'aura pas, le plus souvent, de raison d'être. Quant à l'assuré qui aura agi subrepticement, il encourra de ce chef une responsabilité. M. Labbé dit qu'il devra payer les salaires qu'il a indûment retenus. Je crois aller plus loin et pouvoir lui permettre de faire de ce chef majorer les indemnités d'assurance collective.

379.— Comment établir ce que l'ouvrier a versé en trop? Cela sera souvent très difficile ; les compagnies savent bien, d'après les statistiques, quelle part des primes correspond aux accidents dus à la faute des assurés, mais prenant le fait et cause du patron contre les victimes, elles se garderont de leur fournir ce renseignement. Il y aura donc une question de fait très délicate à résoudre⁽¹⁾. Aussi, je crois que les compagnies qui n'ont

(1) Pourrait-on, pour cela, se servir de la statistique citée par M. Félix Faure dans la séance du 8 mars 1883 (*J. off.*, p. 525), et qui

aucun intérêt engagé dans la question, tout en maintenant le principe de la connexité de l'indivisibilité entre les deux contrats et de la prime unique, devraient, ne serait-ce que dans leurs quittances, distinguer dans la somme à payer par l'industriel la part afférente à chacune des deux assurances. Cela permettrait au patron de se rendre bien compte de la proportion de la prime qu'il peut valablement rejeter sur ses ouvriers, et aux tribunaux de vérifier plus facilement s'il a outre-passé ses droits et dans quelle mesure il l'a fait.

380. — *Déclaration des sinistres et des actions auxquelles ils donnent lieu.* — Le patron doit, avons-nous dit, dans l'assurance collective, dénoncer, dans un très bref délai, les accidents survenus dans ses ateliers, et se prêter à toutes les mesures de constatations édictées par les compagnies. Nous avons étudié ces clauses et nous n'avons pas à y revenir (1).

Mais il n'est pas tenu seulement de déclarer à la compagnie les accidents, il doit aussi lui dénoncer les actions auxquelles ces accidents peuvent donner naissance contre lui. Nous avons trouvé des clauses relatives à cette obligation dans les polices collectives. Mais il est clair qu'elles n'ont guère d'intérêt qu'en matière d'assurance de responsabilité. Aussi les polices complémentaires s'en expliquent-elles avec le plus grand soin (2).

évaluée à 12 %. la proportion des accidents dus à la faute du patron ? Je ne le crois pas ; cette proportion serait trop faible, appliquée à la prime ; car il faut tenir compte des frais de procès, qui sont considérables et grèvent lourdement les compagnies.

(1) Cf. Besançon, 9 janvier 1884 ; Rec. Pér., 84, 350 : Lasibille c. le Soleil. En matière d'assurance de responsabilité, l'assuré ne peut être relevé d'une déchéance encourue pour défaut de déclaration de l'accident dans les quarante-huit heures, que s'il excipait d'un cas de force majeure, et on ne saurait considérer comme telle la tardivité de l'avis qui lui en a été donné.

(2) Consulter, pour tout ce qui va suivre, les polices de responsabilité suivantes : Abeille, art. 3 ; Caisse générale des Fam., 3 ; Patrimoine, 4 ;

Le patron doit, dans un délai de vingt-quatre ou de quarante-huit heures le plus souvent, transmettre, soit au siège social, soit à l'agence, tous les actes judiciaires ou extrajudiciaires qui lui seraient notifiés à raison des accidents. L'obligation sera la même, que la poursuite soit intentée par la partie lésée ou par le ministère public. Ainsi il devra communiquer à la compagnie les mandats de comparution qui seraient décernés contre lui, les assignations devant le tribunal correctionnel. Le plus souvent, l'action sera intentée par la victime de ces accidents ou ses ayants cause; dans ce cas, l'assuré devra communiquer à la compagnie non pas seulement les pièces de procédure proprement dites : les sommations par acte d'huissier, les assignations devant le tribunal civil ou devant le tribunal correctionnel; mais tout ce qui présage un procès : ainsi les lettres par lesquelles on lui réclamerait une indemnité, les citations à comparaître en conciliation devant le juge de paix, les avis à se présenter devant le bureau d'assistance judiciaire, etc.

La compagnie, en recevant ces pièces, doit en donner récépissé.

Cette obligation est prescrite à peine de déchéance de la garantie (1).

381. — *Défense à l'assuré de plaider et transiger sans l'autorisation de la compagnie.* — Mais là ne se bornent pas les polices : le patron ne pourra, nous disent-elles, transiger avec la victime ou ses ayants causes sans l'autorisation écrite de la compagnie ; s'il le fait, ou s'il se re-

Prévoyance, 3; Providence, 6; Urbaine et Seine, 5; les polices collectives : Caisse pat., 3; Zurich, 9, et statuts Préservat. (mutuelle), 35.

(1) Cf. Paris, 25 juin 1887 précité; Droit 24 août : le patron avait simplement avisé la compagnie, sans lui transmettre l'assignation de l'ouvrier. Trib. civ. Seine, 24 juin 1887 : *Pisinelli c. Borde, Bessac et Sécurité générale*; Droit 17 juillet. L'assuré a été déclaré déchu pour n'avoir notifié à l'assureur ni l'assignation en correctionnelle, ni les conclusions de la partie civile.

reconnaît responsable, l'assureur, déchargé de toute garantie par cette violation du contrat, ne sera pas tenu de rembourser à son assuré l'indemnité ainsi fixée sans qu'elle y ait consenti (1).

De même, le patron ne peut pas, nous disent les polices, plaider contre l'ouvrier, « accepter le débat » avec lui sans l'autorisation de la compagnie. Ces clauses parfaitement licites en principe ont leur raison d'être : la compagnie se *réserve le droit* de transiger au nom du patron ou de plaider sous son nom, à sa place, de soutenir le procès qui lui est intenté par son avocat, son avoué, sans apparaître pourtant dans les pièces de procédure, ainsi que je l'ai déjà expliqué. En outre, et tout ceci s'enchaîne parfaitement, il est interdit au patron d'appeler la compagnie en garantie ou, d'une manière plus générale, de la mettre en cause.

382. — *Droit de la compagnie de transiger au nom de l'assuré. Ses limites.* — La compagnie peut d'abord transiger au nom du patron avec la victime ou avec ses ayants cause. Ce pouvoir lui est en effet réservé expressément par toutes les polices.

On comprend que les compagnies se réservent ce droit, puisqu'elles se sont engagées à indemniser le patron des suites de l'accident. Mais, du moment que leur intérêt particulier est l'origine du mandat qu'elles s'attribuent ainsi, il doit être la limite des pouvoirs qui en résultent pour elles. Expliquons-nous. Les compagnies transigent avec la victime comme mandataires de l'industriel; par conséquent, la transaction ainsi faite sera

(1) Mais le Trib. civ. Seine, 24 juin 1887, précité, a reconnu que cette déchéance ne pouvait être opposée si, postérieurement à la transaction, des complications nouvelles ont amené un procès nouveau : c'est l'application de cette idée « qu'une transaction ne vaut que comme réparation du préjudice éprouvé lorsqu'elle intervient, mais ne saurait être considérée à l'égard d'aucune des parties comme un règlement définitif du sinistre.

opposable à ce dernier. Cela est certain, mais au cas seulement où l'indemnité allouée par la transaction rentre dans le maximum garanti par la police. Dans ce cas, l'assuré, désintéressé de la question, ne pourra contester la transaction. Il ne pourrait dépendre de l'assureur d'imposer à son cocontractant une indemnité qui dépasserait le maximum fixé par le contrat et qui devrait, en définitive, retomber sur lui. Si donc la compagnie ne prend pas à sa charge toute l'indemnité qu'elle alloue, il faudra qu'elle s'assure du consentement du patron : elle ne peut être libérale que de ses deniers. De même, elle ne pourrait acquiescer seule au cours de l'instance à une demande dépassant ainsi le maximum. Le pouvoir de l'assureur, en un mot, est restreint comme la garantie qu'il assume ; il doit étendre cette garantie s'il veut étendre ses pouvoirs.

383. — *Droit de la compagnie de plaider au nom de l'assuré. Est-ce une obligation ?* — La compagnie se réserve également le droit de plaider sous le nom du patron, de soutenir que l'accident n'est pas dû à une faute de ce dernier ou que les dommages-intérêts demandés sont exagérés.

C'est une faculté, ai-je dit, que la compagnie se réserve. N'est-ce pas plutôt une obligation qu'elle assume ? La jurisprudence l'a cru. Le patron, a-t-elle dit, ne peut pas transiger ni plaider seul ; il ne peut davantage appeler en cause la compagnie ; celle-ci se réserve le droit de poursuivre le procès au nom de l'assuré ; elle doit donc prendre le fait et cause de ce dernier (1). Du reste, la question s'est posée autrement : la compagnie ne peut-elle pas être appelée en garantie lorsqu'elle se refuse à plaider sous le nom du souscrip-

(1) Cf. Douai, 5 mars 1888 ; Loi du 17 mai : Ind. nationale c. Lemaire ; Cf. Lyon, 16 fév. 1887, qui considère que si la clause était entendue dans le sens d'une simple faculté, « la police serait inutile et dérisoire. »

teur? Ainsi envisagée, la question sera ultérieurement l'objet d'une étude approfondie.

384. — *Clauses des polices.* Pour le moment, bornons-nous à rechercher, d'après les termes mêmes des polices, si nous nous trouvons en présence d'une faculté ou d'une obligation dont la compagnie ne pourrait se dégager. Je crois que *l'intention des compagnies a bien été de se réserver une faculté sans prendre un engagement ferme.* Et cela se comprend : il peut se faire qu'elle ait à reprocher au patron une faute, une déchéance; elle ne peut être tenue de soutenir le procès contre l'ouvrier : elle défendrait mal le patron, puisqu'elle le croit coupable.

Mais les clauses des polices sont-elles favorables à cette interprétation? Les tribunaux ont cru que la clause interdisant au patron de plaider ou de transiger devait faire interpréter dans le sens d'une obligation le droit que se réserve l'assureur. Si le patron ne peut plaider, il faut bien que la compagnie le fasse; on ne peut admettre qu'elle le force à se laisser condamner sans résistance possible. Ce raisonnement n'est pas sérieux. Si l'assuré ne peut pas plaider, c'est seulement dans l'hypothèse où la compagnie entend prendre son fait et cause; si elle refuse, elle lui rend, par cela même, sa liberté; cela ne peut faire de difficulté, il n'y a pas de contradiction entre les deux idées. Quoi qu'il en soit, voyons les stipulations du contrat. Le mot engagement, je ne l'ai rencontré que dans une seule police, celle de la Zurich (art. 9): « *Si le sinistre rentre dans la catégorie de ceux garantis par la police, la compagnie s'engage à suivre et diriger le procès à ses frais, mais sous le nom de l'assuré... Le preneur d'assurance ne peut, en aucun cas, appeler la compagnie en garantie.* » Il semble bien qu'il y ait là une obligation, mais la condition qui y est mise lui enlève beaucoup de sa portée; en effet, quand une compagnie refuse de prendre le fait et cause, ce n'est pas par

pur caprice, c'est parce qu'elle prétend opposer une déchéance. Rapprochons de la formule précédente celle-ci, que nous empruntons à l'Urbaine : « La compagnie prendra le fait et cause de l'assuré et dirigera les instances au nom de ce dernier, *s'il y a lieu*. Elle pourra seule transiger; elle ne devra jamais être mise en cause. »

Il est difficile de considérer cette formule comme entraînant une obligation véritable. Voici qui est bien plus douteux; ce sont les formules des polices de la compagnie le Patrimoine : « Les procès *étant suivis* par la compagnie à laquelle, par ces présentes, le souscripteur donne plein pouvoir à cet effet, ce dernier s'engage à transmettre..... » La Caisse Paternelle (art. 3) et la France Industrielle (art. 4) ont des formules identiques et, ce qu'il faut noter, c'est que dans aucune de ces trois polices on ne trouve de clause interdisant au patron de mettre l'assureur en cause ou de l'appeler en garantie. Nous aurons, du reste, à revenir sur ce point. Dans ces conditions, il me semble que ces compagnies seraient mal avisées à soutenir qu'elles se sont purement et simplement réservé une faculté. Nous trouvons un troisième groupe de polices (Préservatrice, art. 35 des statuts; Prévoyance, art. 3; Caisse générale des Familles, art. 3, et Abeille, art. 3) dans lesquelles nous lisons les dispositions suivantes : D'abord « les procès seront suivis au nom du souscripteur et sous la direction exclusive de la compagnie à laquelle ce dernier donne, par les présentes, tous pouvoirs à cet effet. » Ensuite, « *si la compagnie refuse de se charger de l'accident donnant lieu au procès, le souscripteur aura contre elle une action principale devant le tribunal compétent. Enfin, le souscripteur ne peut, en aucun cas, sous peine d'être déchu de la garantie résultant du présent contrat, mettre la compagnie en cause ou l'appeler en garantie* dans les instances à lui intentées par les sinistrés ou

leurs ayants droit. » Il me semble que ces compagnies ont manifesté d'une manière suffisamment claire leur intention de se réserver un droit et de n'assumer aucune obligation. Veut-on une clause qui ne laisse pas le moindre doute? Je la trouve dans la police complémentaire de la Providence (art. 7) : « *Si l'accident ne paraît pas à la compagnie devoir lui incomber, elle doit aviser l'assuré qu'elle ne prend pas son fait et cause, et celui-ci aura alors à pourvoir lui-même à sa défense.* »

385. — Du reste, admettons qu'il y ait une obligation de la part de la compagnie. Comme c'est une obligation de faire, et que *nemo cogi potest ad factum*, elle se résoudra en dommages-intérêts; mais à quel tribunal l'assuré devra-t-il s'adresser? Au tribunal du domicile du défendeur, c'est-à-dire de la société, ou au tribunal auquel compétence a été attribuée par la police? En outre, pour que la compagnie puisse être condamnée à des dommages-intérêts, il faut qu'elle ait commis une faute, et elle pourra établir qu'elle avait de justes raisons de ne pas prendre le fait et cause de l'assuré, celui-ci ayant commis une faute entraînant la déchéance. Nous verrons que la jurisprudence tire de cette idée, que la compagnie est obligée de plaider, une autre conséquence relative à la garantie.

386. — *La compagnie doit-elle être considérée comme ayant renoncé à invoquer une déchéance, par cela seul qu'elle a plaidé au nom de l'assuré.* — Mais supposons que l'assureur ait consenti à prendre le fait et cause de l'assuré: il a défendu, en son nom, à la demande de l'ouvrier. Le patron condamné se retourne vers la compagnie: il lui demande de l'indemniser des condamnations prononcées. Celle-ci refuse, en prétendant que l'accident est dû à une infraction à une loi ou à un règlement; que cela résulte du jugement, et que, par conséquent, elle ne doit aucune indemnité, aux termes mêmes de la police. Ne doit-on pas considérer la société

d'assurances comme ayant renoncé à se prévaloir de cette clause, par ce fait même qu'elle a pris en main la direction du procès? D'abord, il faut bien remarquer que la solution que l'on doit adopter sur cette question se trouve engagée par celle qu'on aura prise sur la question précédente. Si on admet que la compagnie est tenue de plaider au nom de son assuré, ce dernier ne pourra s'armer contre elle de ce qu'elle a exécuté son obligation. La question n'est donc discutable que si on admet avec nous que la clause dont il s'agit est facultative. Les tribunaux ont souvent décidé que les compagnies ne peuvent invoquer une infraction aux lois ou règlements commise par le souscripteur, quand elles ont, *en connaissance de cause, plaidé en son nom* (1). Voici leur raisonnement : L'infraction aux lois ou règlements est une cause de déchéance pour le patron. Cette cause de déchéance, la compagnie peut l'invoquer comme toutes les autres ; mais elle n'est pas tenue de le faire, et elle ne pourra plus s'en prévaloir s'il résulte des circonstances de fait qu'à un moment quelconque elle a renoncé à en user. C'est en ce sens d'une renonciation à invoquer le bénéfice de la clause qu'il faut interpréter la prise en main par la compagnie des intérêts de son assuré. Elle connaissait l'infraction commise par ce dernier ; pourquoi a-t-elle consenti à le défendre ? Ce raisonnement serait irréfutable si l'infraction aux lois et règlements était une cause de déchéance. Or, j'ai établi qu'il n'en est rien, et que nous sommes en présence de l'exclusion du bénéfice de l'assurance d'un risque déterminé. On ne dit pas dans la police : Est déchu le patron qui a commis une infraction ; mais : Sont exclus les accidents provenant de..., etc. Ainsi, ce risque spécial est exclu de l'assurance : il peut y rentrer si la compa-

(4) En ce sens : Paris, 2 fév. 1887 ; Loi du 3 mars ; Rec. Pér., 87, 550. Lyon, 17 fév. 1882, précité ; Paris, 10 nov. 1887 ; Droit du 2 janv.

gnie y consent, cela va sans dire ; mais y rentre-t-il par le fait que la compagnie a plaidé au nom du patron ? Non, et voici pourquoi. Le contrat est rédigé par écrit ; la police, pour engager la compagnie, doit (ceci se retrouve dans toutes les sociétés) être signée du directeur et d'un administrateur. Or, si la signature de ces deux personnes est nécessaire pour créer le contrat, elle doit l'être également pour le modifier, pour y faire rentrer un risque qui en avait été antérieurement exclu. Il me semble que ce raisonnement détruit par la base le système qui semble prévaloir en jurisprudence (1).

387. — Du reste, admettons, pour un moment, que nous soyons en présence d'une déchéance. A quelles conditions l'immixtion de la compagnie dans le procès pendant entre l'ouvrier et le patron doit-elle la faire considérer comme ayant renoncé à invoquer cette déchéance ? Il faut, disent les jugements, qu'elle ait agi en *connaissance de cause*. Que devons-nous entendre par là ? Il est bien certain que si, lorsque la compagnie a entamé le procès, elle ignorait absolument l'existence de faits pouvant constituer une contravention reprochable à l'assuré et qui ne lui ont été révélés qu'au cours de l'instance, on ne pourra lui faire grief de sa manière d'agir. « En assumant la défense de B. contre O. devant le tribunal de Grenoble, la compagnie n'a pas accepté un forfait qui l'ait rendue par avance responsable de toutes les éventualités du procès, y compris celles qui pouvaient découler de circonstances qui, si elle les avait connues, lui auraient permis de se dégager avant le procès en invoquant dès l'abord la déchéance... (2). »

(1) Nous trouvons une application de l'idée émise au texte dans un arrêt de Grenoble, 12 av. 1886 ; S. 88, I, 52 : la Préservatrice c. Ravel. La Cour a constaté que le directeur et l'agent général n'auraient pas eu qualité pour consentir à une modification.

(2) Paris, 22 janv. 1887, précité ; Ricou, II, 219 : Compagnie générale d'ass. c. Bayard.

Aussi sera-t-elle à temps de se dégager lorsque, voyant le patron condamné par le tribunal de première instance, elle refuse de suivre le procès en appel si le jugement lui révèle une infraction commise par son assuré.

Il en sera tout autrement si la compagnie a connu la cause de déchéance lorsque le procès a commencé. Mais que faut-il entendre par ces mots : la compagnie a connu la cause de déchéance ? Suffit-il qu'elle ait connu les faits qui plus tard ont été considérés par le tribunal comme constituant un délit ? Ainsi, par exemple, suffit-il, s'il s'agit d'une infraction à la loi de 1874 qu'elle ait connu l'âge de la victime ? Un arrêt semble le dire ⁽¹⁾ ; je ne le crois pas. Ces faits ainsi constatés, reconnus par l'assuré, constituent-ils un délit ? La compagnie ne peut être forcée de juger cette question, parfois fort difficile à résoudre. Ainsi il ne suffit pas toujours, pour constater une infraction à la loi de 1874, de vérifier l'âge de l'enfant : il faudra savoir si cet enfant a été employé à un travail ou dans un milieu présentant trop de dangers.

388. — La question sera plus délicate si l'action de l'ouvrier est basée sur l'existence même d'un délit qu'il impute au patron. La compagnie doit-elle, au vu même de l'assignation, se dégager et charger son assuré de pourvoir lui-même à sa défense ? La jurisprudence l'admet ⁽²⁾ ; je crois cela fort exagéré. L'affirmation de l'ouvrier n'est pas une preuve. Sans doute, si le patron reconnaît qu'elle est fondée, qu'il a, lui, commis une infraction à la loi, la compagnie devra refuser de plaider ; elle le fera, n'en doutez pas. Mais si le patron, ce qui sera le plus fréquent, nie le bien fondé de la demande, la société n'a pas à l'apprécier : elle ne doit pas

(1) Lyon, 17 fév. 1882, précité.

(2) Paris, 2 fév. 1887 ; Droit du 27, précité. Remarquons que la compagnie devrait se dégager également au cours de l'instance, si une enquête ou même les conclusions de l'adversaire lui révélaient l'existence d'un délit.

prendre parti entre les deux affirmations contraires de la victime et de l'industriel; par conséquent elle pourra, sans renoncer à faire valoir ses droits, soutenir les prétentions de ce dernier.

389. — Mais supposons le patron condamné : le jugement constate un délit à la charge du patron. La compagnie fera bien de l'abandonner à lui-même, mais y est-elle tenue sous peine d'engager sa responsabilité? Il nous faut distinguer : oui, sans doute, si le patron reconnaît que le jugement l'a justement condamné, s'il prétend le subir, s'il renonce à en appeler; dans ce cas la compagnie ferait une faute en prétendant aller en appel contre la volonté de son assuré, et celui-ci ne pourrait plus tard se voir opposer la déchéance. Mais le patron, tout au contraire, proteste contre la condamnation et prie la compagnie de faire appel. La jurisprudence admet que si elle le fait « en continuant l'exécution du contrat, même alors que ses intérêts sont devenus contraires à ceux de son mandataire, elle a implicitement renoncé à invoquer la déchéance ⁽¹⁾. » Cette formule est encore trop absolue. Si le patron reconnaît que la condamnation est bien fondée, mais que les dommages-intérêts alloués sont trop élevés, dans ce cas la compagnie doit se retirer de la lutte. Si, au contraire, il prétend que le tribunal s'est trompé et que c'est à tort qu'il a reconnu l'existence d'un délit, dans ce cas la compagnie pourra, sans danger pour elle, continuer à soutenir devant la Cour les affirmations de son client, qu'elle a déjà défendues en première instance. Mais, direz-vous, la contravention ou le délit a été constaté par un jugement : son existence ne doit pas faire de doute aux yeux de la société. Je réponds que ce jugement n'est pas définitif ; il peut être réformé en appel, et il peut l'être dans des conditions telles que le patron aura droit à indem-

(1) Paris, 17 nov. 1887, précité ; Droit du 2 janv. 1888.

nité, la Cour constatant, par exemple, que l'accident est dû non à un délit, mais à une faute civile. En somme, tant que le délit n'a pas été constaté par un jugement passé en force de chose jugée, l'assureur peut prétendre qu'il n'est pas suffisamment établi à son égard, et l'on ne peut raisonnablement s'armer contre lui des difficultés qu'il fait pour reconnaître l'existence d'une déchéance qui la décharge.

390. — Je vais même plus loin : la Cour a souverainement reconnu l'existence de certains faits qu'elle considère comme délictueux, mais le patron soutient que ces faits ne constituent pas le délit visé par l'arrêt. La compagnie pourra, à mon avis, se pourvoir, au nom du patron, devant la Cour suprême. Je crois qu'elle le pourrait même si le patron reconnaissait le bien fondé de la théorie des juges d'appel. En effet, la compagnie peut avoir le plus grand intérêt à faire trancher la question pour l'avenir, si l'aveu du patron peut être considéré comme décisif en ce qui concerne l'existence matérielle des faits ; il n'a pas la moindre importance pour la qualification à donner à ces faits. En résumé, la compagnie ne sera tenue de se dégager vis-à-vis de son assuré, que lorsque les faits matériels constituant un délit imputable à ce dernier auront été reconnus par lui, ou constatés par une décision judiciaire passée en force de chose jugée. Si la qualification seule de ces faits est engagée, elle aura le droit de la faire fixer par la Cour suprême, sans pouvoir être considérée comme ayant renoncé à se prévaloir d'une déchéance qu'elle ne regardait pas comme suffisamment établie. Et lorsque le patron viendra lui réclamer l'indemnité, elle lui dira : « Je vous ai défendu tant que j'ai pu vous croire non coupable ; je suis maintenant forcée de me rendre à l'évidence ; *vous ne pouvez vous armer contre moi* du zèle que j'ai déployé à défendre vos intérêts, à soutenir vos prétentions ». Elle refusera donc justement

l'indemnité; elle pourra en obtenir le remboursement, si elle l'a versé pour aller en cassation, dans les conditions que j'ai indiquées plus haut (1).

On voit qu'une analyse un peu minutieuse réduit à bien peu de chose le système de la jurisprudence quand on admet son point de départ; mais je rappelle que je ne l'admets pas.

391. — A notre théorie on peut faire une objection dont je trouve la trace dans un arrêt. La compagnie, dira-t-on, pouvant plaider sans compromettre sa cause, aura intérêt à mal défendre le patron, à contribuer de cette façon à procurer un jugement qu'elle invoquera ensuite pour se refuser à exécuter la condamnation prononcée. En vérité, ce raisonnement n'est pas sérieux. Je ferai remarquer ce qu'il a d'injurieux pour les compagnies; avec quelque rigueur que celles-ci défendent ce qu'elles croient leur droit, on ne peut les considérer *a priori* comme capables d'une telle malhonnêteté; la fraude ne se présume pas. En outre, les principes du droit commun sont suffisants pour protéger contre ce danger, si tant est qu'il existe. L'assureur prétend-il que la compagnie a mal défendu ses intérêts, — et remarquez qu'il n'a pas même besoin d'alléguer la fraude, le préjudice suffira; — prétend-il qu'elle n'a pas fait valoir les moyens de fait ou de droit qu'il était possible d'invoquer, surtout s'il les lui a signalés; prétend-il que les aveux et reconnaissances faits en justice l'ont été contre sa volonté? Dans ce cas-là, il aura droit à des dommages-intérêts proportionnels au préjudice, ce qui revient à dire que la com-

(1) Nous trouvons, dans la police de la Compagnie générale, une clause très nette: « L'intervention de la compagnie ne pourra jamais être invoquée comme impliquant sa responsabilité. La compagnie n'agit dans ce cas que pour le compte de l'assuré, diverses circonstances pouvant révéler que l'accident primitivement accepté par elle ne rentre pas dans le cadre de ses garanties. »

pagnie devra payer les indemnités allouées par la justice.

392. — La même question peut se poser pour la faute lourde : la compagnie sera-t-elle présumée avoir renoncé à l'invoquer, parce que, la connaissant, elle a persisté à défendre au nom du patron ? La solution présentera bien moins de difficultés. La compagnie aurait-elle pu s'engager valablement, par une clause formelle, à couvrir les suites du dol ou de la faute lourde de l'assuré ? Non ; elle ne peut donc pas davantage être regardée, quelles que soient les circonstances de la cause, comme ayant consenti tacitement à les garantir. La question ne pourrait donc présenter de l'intérêt que pour les fautes lourdes des préposés, et seulement dans le cas où le contrat exclurait formellement ces fautes.

393. — IV. OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE ; LEUR ÉTENDUE.

— Quelle est la portée des obligations assumées par la compagnie envers l'assuré. Elle garantit, nous disent les polices, la responsabilité civile de ce dernier ; ce que l'on peut formuler d'une autre façon : la compagnie s'engage à indemniser le patron de toutes les conséquences pécuniaires que peuvent entraîner pour lui les accidents ayant frappé ses ouvriers, et résultant d'une faute imputable à lui-même ou à l'un de ses préposés.

394. — Mais cette obligation n'est pas illimitée. La compagnie a soin, le plus souvent, de fixer dans les conditions particulières un maximum pour chaque victime, qui est en général de 7,000 francs, et dans les conditions générales un maximum de 50 ou 100,000 francs pour le même accident, quel que soit le nombre des victimes.

Dans les limites de ce maximum, les compagnies doivent rembourser au patron les sommes allouées à la victime par une transaction régulière, et les condamnations qui peuvent être prononcées contre lui par des jugements en principal, intérêts et frais.

395. — Quelques explications rapides sont nécessaires. Toutes les suites dommageables sont mises à la charge du patron : elles devront donc être supportées par la compagnie. Cette dernière devra donc payer tous les frais de médecin et les dépenses quelconques que l'accident a nécessités (1).

396. — *Condamnation consistant en une rente viagère.* — Nous avons vu que souvent les condamnations prononcées contre les patrons consistent en l'attribution d'une rente viagère. La compagnie devra-t-elle seulement en payer les arrérages, ou pourra-t-elle être tenue de réaliser son assurance par l'achat d'un titre de rente sur l'Etat ou d'une rente viagère à une compagnie d'assurances sur la vie. La Cour suprême a décidé qu'il y avait là une interprétation de la police qui appartient souverainement aux juges du fait (2). Les polices, du reste, ont soin de s'expliquer là-dessus; et dans toutes ou presque toutes, nous trouvons une clause semblable à celle-ci : « Dans le cas où les indemnités consisteront en une pension ou rente viagère, la compagnie sera seulement tenue d'en servir les arrérages jusqu'à épuisement de la somme assurée, sans caution ni emploi, et dans aucun cas elle ne pourra être astreinte à effectuer un dépôt quelconque, titres, espèces ou valeurs, pour le service de ladite rente ou pension. » Certaines compagnies, comme la Préservatrice, ajoutent que, quelle que soit la condamnation, il ne pourra jamais être pris hypothèque, du chef de l'assuré ou de la victime, sur les immeubles de la société.

397. — *Frais de justice.* — Relativement aux frais quelques polices, comme celle de l'Abeille, stipulent

(1) Trib. com. Paris, 24 mars 1873; *Jour. des Ass.*, 1874, p. 85.

(2) Cass. req., 11 fév. 1885 : Soleil c. Orizet et Gache, précité; la Cour d'appel s'était prononcée dans le second sens. Voir dans le premier : Grenoble, 24 avril 1885; *Moniteur de Lyon*, du 14 nov.

que la compagnie les paiera en outre de la garantie, dans le cas où elle aura dirigé l'instance. Mais la plupart des compagnies stipulent avec soin que *les frais de procès entreront dans le calcul du maximum de garantie. Que faut-il penser de cette clause ?* La jurisprudence la déclare nulle « comme contraire à la morale ⁽¹⁾, en tant qu'elle aurait pour résultat de permettre à la compagnie de faire entrer dans le maximum garanti les frais qu'elle aura faits en dirigeant le procès au nom de son assuré. » Ces frais, a dit la Cour, « ont été motivés soit par sa résistance, soit par son intervention volontaire : elle doit les supporter. » Ce raisonnement est-il exact ? Je ne le crois pas. On ne peut pas dire que les frais ont été faits dans l'intérêt de la compagnie ; ils ont été faits dans l'intérêt *de l'assuré* pour le protéger contre une condamnation qui pourrait, remarquons-le bien, dépasser la somme assurée et, par conséquent, peser effectivement sur lui. Sans doute, la compagnie est intéressée au procès ; mais le fait qu'elle le dirige n'a pas pour résultat d'augmenter les dépenses par suite de la précaution qu'elle prend de ne pas paraître officiellement à l'instance et de plaider sous le nom de l'assuré ; on peut même dire que le procès lui coûtera moins cher à elle qu'au patron, s'il l'avait dirigé seul ; car elle est mieux organisée pour cela qu'il ne peut l'être lui-même. En tout cas, même admettant que la compagnie a plaidé dans son intérêt, elle n'a pas plaidé dans son intérêt exclusif, et, par conséquent, pour être dans l'exacte vérité, il faudrait, tout au moins, faire un partage, entre l'assuré et l'assureur, des frais qui ont été faits dans l'intérêt commun ; autrement dit, n'autoriser la compagnie à les déduire de la somme assurée que jusqu'à concurrence d'une certaine partie

(1) Paris, 25 juil. 1872 ; Seine c. Spel. (Ass.-voitures.) ; S. 73, II, 12 ; B. de M., II, 433.

à fixer par le juge du fait : de moitié, par exemple (4).

398. — Je crois que l'on peut admettre la validité de la clause en tant qu'elle aboutirait à une déduction totale ; je suis touché par la considération déjà exposée, à savoir que l'intervention de la compagnie n'augmente pas les frais. Et ceci m'amène à apporter un tempérament à ma doctrine : « Si on admettait cette solution, dit un arrêtiste, sur la décision précitée, il serait à craindre que les compagnies ne se laissassent entraîner à opposer des procédures abusives aux réclamations les plus légitimes des victimes de ces accidents. » Je ferai d'abord observer que l'intérêt de la victime est hors de question ; c'est l'intérêt de l'assuré qui nous occupe. Mais pour le sauvegarder, il n'est pas nécessaire de déclarer la clause nulle. Il suffit de décider que la compagnie supportera seule les frais faits par elle, s'ils ont été frustratoires ou même s'ils ont été engagés contre la volonté du souscripteur. Ainsi, ce dernier était prêt à transiger moyennant une certaine somme : la compagnie a préféré plaider, le jugement alloue une indemnité égale ou supérieure ; la compagnie ne pourra en déduire les frais qu'elle a engagés par sa volonté seule. De même elle ne pourra déduire les frais d'appel lorsque le patron était disposé à acquiescer à la condamnation prononcée contre lui par le tribunal, si la Cour confirme le jugement. Si elle abaisse la condamnation, l'assureur ne pourra déduire les frais que jusqu'à concurrence de la réduction ainsi obtenue. En somme, la compagnie ne peut nuire à l'assuré par la résistance qu'elle mettait à régler l'accident.

399. — *Amendes.* — Les polices stipulent toujours que le patron ne pourra se faire indemniser des amendes prononcées contre lui ; cela se comprend, elles ne garantissent que la responsabilité civile, et l'amende est une

(4) En ce sens ; Lyon, 4 juil. 1879 : *Préservatrice* ; Ricou, I, 153.

peine. Elles décident quelquefois, mais assez rarement, qu'elles n'interviendront pas dans la direction des procès correctionnels. Mais, par cela même qu'elles excluent les amendes, elles garantissent les *réparations civiles* allouées aux victimes par les tribunaux répressifs. Et cela se comprend : leur obligation d'indemniser l'assuré de sa responsabilité ne peut pas disparaître par ce fait que l'action de l'ouvrier, au lieu d'être intentée directement devant le tribunal civil, est portée devant le tribunal répressif, accessoirement à l'action publique. Il faut, bien entendu, réserver le cas où l'accident serait dû à une infraction à une loi, ce mot-là étant pris dans le sens indiqué.

400. — *Non-cumul avec l'indemnité d'assurance collective.* — Enfin les polices contiennent toutes la clause suivante (art. 5, Providence) : « Il est expressément convenu que, lorsque la compagnie aura, en exécution du présent contrat, relevé le souscripteur des dommages-intérêts mis à sa charge par une condamnation judiciaire prononcée contre lui en faveur de ses salariés, elle ne pourra être, en outre, tenue de lui garantir le paiement des indemnités stipulées dans la police collective en faveur des même salariés, celles-ci étant exclusivement destinées à couvrir les accidents fortuits ne pouvant donner lieu à l'application des articles 1382 à 1386 du Cod. civ. La compagnie, ne percevant qu'une seule prime, ne peut être chargée d'une double indemnité. » Cette clause, en un mot, établit au regard du patron le principe du non-cumul des indemnités de réparation que nous avons déjà signalé au regard des ouvriers (1).

401. — V. PRESCRIPTION. — Par quel délai se prescrit l'action de l'assuré contre la compagnie en paiement des indemnités mise à la charge du premier par un jugement ?

(1) La Cour de Nîmes (23 mai 1883 : Barlid et Pocheville c. Sécurité générale ; Ricou, II, 84), en a fait l'application à ce point de vue.

Si les polices étaient muettes, la prescription serait de trente ans; mais les compagnies ont soin de stipuler une prescription bien plus courte, d'un an ou de six mois. Quel est le point de départ de cette prescription? Les polices disent toutes que ce délai court à partir de l'accident. Quel que soit le respect que m'inspirent les conventions, je me *refuse absolument à appliquer cette clause* à la lettre, et cela à raison d'un principe de droit supérieur à toute convention et qui est écrit dans l'art. 2257: « La prescription ne court point à l'égard d'une créance qui dépend d'une condition jusqu'à ce que la condition arrive. » *Il serait inadmissible, en effet, qu'un droit fût prescrit avant d'être né.* C'est ce qui arriverait si on admettait le point de départ fixé par les polices. En effet, le droit du patron contre la compagnie est subordonné à la condition que l'ouvrier intentera contre lui une action en responsabilité. Or, il peut intenten cette action pendant trente ans, et l'on comprend très bien qu'il ne l'intente qu'au bout d'un an ou deux. Je crois qu'il est de toute nécessité d'admettre que la prescription d'un an ne courra *que du jour où la condamnation prononcée contre l'assuré sera devenue définitive, le jugement étant passé en force de chose jugée* (1).

402. — En outre cette prescription sera suspendue, si les démarches de la compagnie ont pu faire croire au patron qu'elle se reconnaissait saisie de sa demande; elle ne courra à nouveau que du jour où elle aura manifesté clairement son intention de refuser le paiement. Nous avons vu que si une complication vient à se produire dans la situation de la victime, postérieurement à la transaction ou au jugement qui lui a alloué une in-

(1) Un jugement réformé en appel, 21 juin 1885; Gaz. des Trib.; samedi 30 juin, semble dire qu'avec l'art. 2257, le point de départ de la prescription serait au jour où l'action est intentée par l'ouvrier; je crois que le droit du patron ne naît que du jour où il a été condamné ou a transigé régulièrement.

demnité, elle sera en droit de réclamer une indemnité supplémentaire. Dans ce cas, le patron aura le droit de se retourner contre l'assureur, et celui-ci ne pourra lui opposer la décharge complète et sans réserve qu'il aurait donnée précédemment. Cette décharge, comme la quittance donnée par la victime, que souvent elle contre-signe, ne peut avoir d'effet que pour les causes de réclamation existant au jour où elle est signée. Admettre une solution différente serait aller contre l'intention des parties. La jurisprudence est en ce sens (1).

403. — VI. COMPÉTENCE. — Quel est le tribunal compétent pour connaître de la demande du patron contre la compagnie en paiement de l'indemnité? En l'absence de toutes clauses, ce serait le tribunal du siège social ou de l'agence, en supposant que le directeur de l'agence ait un pouvoir suffisant pour engager la société, ce qui n'est pas, le plus souvent. Mais les polices ont soin de régler la question de compétence par des clauses formelles; ces clauses décident que les contestations entre la compagnie et l'assuré seront jugées par les tribunaux compétents du département de la Seine (ou du siège social, s'il est situé dans une ville de province, cela va sans dire). Nous avons trouvé déjà ces clauses dans l'assurance collective et nous n'avons pas à y insister. Rappelons qu'en ce qui concerne la compétence *ratione materiæ*, la demande du patron devrait être, d'après nous, portée au tribunal civil, si l'assureur est une mutuelle; devant les juges consulaires, si c'est une compagnie à primes fixes.

Ces clauses relatives à l'élection de domicile et à l'attribution de compétence sont parfaitement licites, nous l'avons déjà vu; elles doivent recevoir leur application.

(1) Trib. com. Seine, 29 nov. 1888; Droit du 15 déc.: Delerne c. Patrimoine. L'ouvrier avait reçu une indemnité d'assurance, puis plus tard, en présence d'une aggravation d'infirmité, intenté contre son patron une action en responsabilité.

Ainsi l'assuré devra poursuivre la compagnie devant le tribunal du siège social, même lorsque la compagnie aura défendu, sous le nom du patron, au jugement qui a condamné ce dernier (1).

404. — *Appel en garantie.* — *L'art. 181 du C. Pr. Civ. s'applique-t-il?* — Mais ces clauses attributives de domicile qui ne font, en somme, du moins en ce qui concerne l'action dirigée contre la société, qu'affirmer le principe : *Actor sequitur forum rei*, reçoivent-elles un échec par application de l'art. 181 du Code de procédure civile? L'ouvrier assigne le patron en responsabilité devant le tribunal du domicile de ce dernier : le patron ne pourrait-il, en vertu de son contrat, appeler la compagnie en garantie devant le même tribunal, pour la faire, par le même jugement, condamner à payer les indemnités qui seront mises à sa charge? Nous faisons, pour un moment, abstraction des clauses des polices, nous demandant si, en droit pur et d'après les principes généraux, cet appel en garantie est possible.

D'abord, nous nous trouvons en présence de la question, déjà étudiée, de savoir si l'art. 181 du Code de procédure civile fait échec à la compétence *ratione materie*, comme à la compétence *ratione personæ* ; autrement dit, si, l'obligation de la compagnie étant commerciale, elle peut se trouver attirée devant le tribunal civil? Mais, passons. L'appel en garantie est-il possible? Pour qu'il le soit, il faut qu'il y ait une demande principale et une demande subsidiaire. En est-il de même ici? Peut-on dire que la demande de l'ouvrier contre son patron en paiement de dommages-intérêts étant une demande principale, l'action de l'assuré contre la compagnie constitue une demande

(1) Trib. civil Saint-Etienne, 6 mai 1885; Rec. Pér., 85, p. 566; il fait remarquer que le jugement condamnant le souscripteur n'est pas opposable à l'assureur, parce qu'il n'est pas en nom dans ce jugement ni dans les pièces de procédure qui y sont relatives.

qui, de sa nature, serait incidente, accessoire ? Il n'en est rien. Sans doute, ces deux actions sont exercées à l'occasion d'un même fait, qui est l'accident. On peut même dire que cet accident est leur cause commune ; mais elles n'en sont pas moins entièrement distinctes, car elles dérivent en droit de deux sources différentes, la demande de la victime étant basée sur un délit ou quasi-délit imputable au patron ou à une personne dont il répond, la demande de ce dernier s'appuyant sur un contrat. Ces deux actions n'ont entre elles aucun lien de droit, aucune connexité ; l'une étant soumise aux règles des quasi-délits, l'autre à celle des contrats, la seconde ne saurait être considérée comme l'accessoire, la dépendance de la première, comme étant, en un mot, une action récursoire. *Ces deux actions sont donc toutes deux directes et principales.* L'art. 181 ne peut s'y appliquer, et cela se comprend facilement : le but de cet article a été d'éviter une contrariété de décisions ; elle n'est pas à craindre en notre matière. En effet, supposons que le tribunal, saisi de la première demande, en reconnaisse le bien fondé ; le tribunal saisi de la seconde ne sera pas obligé de condamner la compagnie ; l'accident peut, en effet, être de ceux qui ne rentrent pas dans le contrat.

La jurisprudence est presque unanime en ce sens, et les arrêts ne sont fort nombreux (1).

(1) I Trib. com. Seine, 11 juillet 1868 : compagnie la Seine (Ass. de voitures) ; B. de M., III, 137.

II Nîmes, 11 février 1880 (id.) ; B. de M., II, 611.

III Trib. civ. Seine, 17 juil. 1880, id. (id.) ; III, 254.

IV Paris, 18 janvier 1881 ; Gaz. Pal., 82, I, 285.

V Cassation, req., 3 janvier 1882 ; Assurance français c. Julienne (Ass. de responsabilité) ; B. de M., I, 273.

VI Paris, 18 janv. 1882 ; Bernard et Wolfeld c. la Nationale ; Ricou, II, 35 ; cet arrêt fait remarquer que l'action contre la compagnie a un caractère essentiellement commercial. Cass. req., 18 juil. 1883 ; Loi du 20.

VII Aix, 6 août 1883 ; Journet c. Sécurité générale (id.) ; Ricou, II, 97.

405. — Quelques, rares décisions judiciaires ont pourtant permis l'appel en garantie (1).

- VIII Trib. civ. Lyon, 16 août 1883 : Guyot c. la Providence (id.), Rec. Pér., 1884, p. 589.
- IX Rouen, 30 nov. 1883 : Marc et C^{ie} c. la Royale Belge (id.), *ibidem*.
- X Toulouse, 4 mars 1884 : Praviel et Montbaylet c. la Zurich (id.); Rec. Pér., 84, p. 353.
- XI Limoges, 11 nov. 1884 : Lavauzelle c. la Providence (id.); Rec. Pér., 84, 589.
- XII Caen, 25 nov. 1884; Gaz. Pal. 1885, I, supp. 116, qui s'est placé au point de vue de la compétence commerciale.
- XIII Trib. civ. Bourges, 17 fév. 1885 : veuve Jullien c. Maillet et la Préservatrice; Rec. Pér., 1885, p. 302.
- XIV Trib. civ. Marseille, 12 juin 1885; Gaz. du Pal.
- XV Dijon, 2 juillet 1885 : Trabuccolo c. France Industrielle; Ricou, II, 153.
- XVI Trib. civ. Annonay, 3 juil. 1885; Gaz. du Pal, 1886, I, 23.
- XVII Agen, 20 nov. 1885; Ricou, II, 164.
- XVIII Trib. civ. Saint-Etienne, 16 déc. 1885; Rec. Pér., 1886, 228.
- XIX Limoges, 4 mai 1886 : Industrie nationale c. veuve Belliard; Rec. Pér., 1887, 97.
- XX Trib. civ. de Castres, 23 déc. 1886 : Goure c. Zurich; Ricou, II, 249.

(1) Cf. Trib. civ. Limoges, réformé par la Cour (n° xi de la note précédente) : « La responsabilité civile est couverte, dit la police; cette expression est évidemment synonyme de garantie... L'art. 18 ne fait aucune distinction entre la garantie contractuelle et la garantie simple. » J'ai cité ces considérants pour rappeler qu'il ne faut pas argumenter contre la compagnie des mots « garantie, garantir, » qu'on trouve dans les polices; ils ne sont pas employés au sens juridique, mais seulement comme synonymes d'assurance. *Adde* : Trib. civ. Roanne, 22 avr. 1884 : Dubost c. Garde et la Prévoyance; Rec. Pér., 84, p. 495 : Ce jugement s'appuie sur ce que « le même fait, l'accident, donne naissance aux deux actions; que la disjonction des deux instances serait de nature à les amener devant deux juridictions différentes, et peut-être à de longs intervalles; que *l'information* nécessitée par chacune d'elles portera fatalement sur les mêmes éléments; que l'intérêt bien entendu d'une instruction prompte et complète, en présence de toutes les parties, exige que le tribunal retienne les deux instances; que *l'information* crée entre elles des rapports intimes et nécessaires produisant une connexité et une indivisibilité; que les hautes décisions judiciaires susvisées peuvent s'étayer sur des théories de droit pur, mais que la manière de voir du tribunal, se plaçant à un point de vue plus pratique, a pour effet d'écarter les inconvénients fâcheux de la pluralité de jugements peut-être contradictoires ou incon-

406. — *Dérogations au principe.* — Mais si les principes généraux du droit font obstacle à un appel en garantie, il est possible qu'il résulte, nous dit la jurisprudence, soit des circonstances, soit des stipulations mêmes de la police, une dérogation à ces principes. Ainsi, par exemple, la compagnie a fait venir la victime et a obtenu d'elle, par une transaction, sa renonciation au droit de poursuivre le patron. On peut dire que dans ces conditions, il intervient un nouveau contrat entre elle, l'assuré et l'assureur. En effet, la compagnie n'agit pas seulement dans l'intérêt du souscripteur, mais aussi dans son propre intérêt: elle stipule à la décharge de l'industriel, elle s'engage personnellement à indemniser l'ouvrier; elle crée ainsi un lien de droit entre elle et ce dernier, et, par conséquent, s'il attaque la transaction, ou si, la méconnaissant, il demande une indemnité supérieure, ou si simplement il en demande l'exécution au patron, le patron sera en droit de l'appeler en garantie: l'art. 181 du Code de procédure civile reprend son application (1).

407. — *Clauses des polices; leur interprétation par la jurisprudence.* — Mais la jurisprudence va plus loin. Elle dit: Sans doute, en principe, les deux actions sont directes et principales, et la compagnie ne peut être appelée en garantie; mais il en est autrement si « l'assuré et l'assureur ont modifié ces règles par des stipulations de la police qui les lie respectivement. « De pareilles conventions, ajoute-t-on, sont licites et obligatoires, puis-

ciliables. » Je ne comprends pas cette théorie: *l'information créant une connexité!* En outre, cette crainte de la pluralité des jugements est chimérique: j'ai montré qu'il n'y a pas de contradiction à craindre. — *Adde:* Trib. civ. Lyon, 19 mai 1886: Boucaud et Thomas c. la Garantie générale; Rec. Pér., 86, p. 429, qui semble surtout décidé par l'absence dans la police de clause relative à l'appel en garantie.

(1) Lyon, 16 nov. 1887; Gaz. du Pal., 1888, 146: l'Industrie nationale c. Perret.

qu'elles ne changent pas l'ordre des juridictions et portent seulement sur les règles de la compétence *ratione loci*. » Je pourrais d'abord objecter que cela peut avoir pour effet de changer les règles de la compétence *ratione materiæ*, si l'obligation de la compagnie est commerciale; mais on me répondrait que le tribunal civil a plénitude de juridiction et que son incompétence ne serait que relative: je n'insiste pas. J'admets volontiers que les parties puissent par des clauses spéciales déroger aux principes exposés. Mais trouvons-nous dans les polices des dispositions disant expressément que le patron pourra appeler en garantie l'assureur? Je n'en ai jamais vu; au contraire, presque toutes les compagnies ont inséré dans le contrat des clauses que j'ai déjà signalées, et ainsi conçues: « L'assuré ne pourra en *aucun cas* et sous *aucun prétexte mettre en cause la compagnie* ou l'appeler en garantie. » Ou bien: « Si la compagnie refuse de se charger du sinistre, l'assuré et l'assureur feront juger leur contestation par voie d'action directe et principale, par les tribunaux compétents du département de la Seine. » Ces stipulations, ou des stipulations analogues, se retrouvent dans presque toutes, sinon dans toutes les polices. Il est bien certain qu'elles ne font que confirmer, affirmer avec la plus grande énergie, le principe que nous avons posé. Si quelques polices sont muettes, l'appel en garantie n'en deviendra pas possible pour cela, et du reste nous trouvons tout au moins, dans ces polices, des clauses d'élection de domicile et d'attribution de compétence qui, à notre avis, suffiraient, par l'énergie de leurs expressions, à écarter tout doute. « Toutes les contestations entre l'assuré et l'assureur seront jugées par les tribunaux compétents du siège social. »

408. — Quelles sont donc les stipulations qui, d'après la jurisprudence, démontrent que les parties ont entendu permettre au patron l'appel en garantie?

Ce sont les stipulations bien connues par lesquelles

la compagnie se réserve le droit exclusif de diriger le procès contre l'ouvrier, sous le nom du patron. Et voici comment raisonnent plusieurs décisions judiciaires (1).

409. — Sans doute l'assuré ne pourra appeler la compagnie en garantie, lorsqu'elle consent à venir diriger le procès sous le nom du souscripteur. Mais elle devra, si elle refuse de payer l'indemnité réclamée par la victime, prendre le fait et cause de ce dernier; dans ce cas, « elle ne peut ne pas se plaindre d'être appelée en garantie » Pourquoi ? Sa résistance, dit un arrêt, justifie pleinement sa mise en cause. » Cela n'est pas clair. Voici qui l'est davantage (n° iv de la note précédente). « L'engagement qu'elle a pris de défendre au procès renferme une renonciation formelle de sa *part de se prévaloir des principes généraux de compétence et une obligation de se soumettre à la juridiction des tribunaux devant lesquels l'assuré pourrait être appelé par la victime.* »

Il y a fort à dire sur ce considérant, qui est la base de toute la jurisprudence sur notre sujet. D'abord, est-il

(1) I. Trib. com. Seine, 31 mars 1870 : C^{ie} Seine (voit.); Rec. Pér., 1884, 440.

II. Nîmes, 20 août 1879 ; C^{ie} la Seine (voit.), Ricou, I, 143.

III. Dijon, 4 mai 1885 : Schlaffang c. Mouillon, resp. Ricou, I, 136.

IV. Dijon, 2 juillet 1885, précité : D., 86, II, 256.

V. Agen, 20 nov., 1885 précité ; Ricou, II, 166.

VI. Bordeaux, 20 nov. 1885 précité ; Rec. Bordeaux, 1886, 26.

VII. Dijon, 17 déc. 1885 : le Patrimoine ; D., 87, II, 30.

VIII. Lyon, 19 mai 1886 précité.

IX. Trib. civ. de Lyon, 29 juillet 1886, réformé par Lyon 10 nov. 1887, précité ; Gaz. Pal., 1888.

X. Lyon, 16 février 1887 ; Ind.-Nat. ; S., 88, II, 219 ; D., 88, I, 139.

XI. Trib. civ. Cambrai, 17 juillet 1887 ; Afflard ; Loi 9 sept.

XII. Trib. Com. Bordeaux, 11 août 1887 : Cassaigne c. Uurbaine et Dedieu ; Rec. Pér., 1887, table.

XIII. Douai, 5 mars 1888, précité.

Voyez en sens contraire :

Trib. civ. Lyon, 28 mai 1880 : Roux Guinet c. la Préservatrice ; Ricou, I, 180 ; et Rouen, 30 nov. 1883 ; Rec. Pér., 1884, 58, 9 ; Marc et C^{ie} c. Royale Belge.

bien exact de dire que la compagnie assume l'obligation de défendre l'assuré en tout état de cause ? J'ai dit que cela ne me semblait pas ressortir des termes des polices ; il faut avouer, du reste, que la police de la compagnie qui était partie au procès était douteuse ; mais parmi les nombreux arrêts que j'ai cités, il y en a beaucoup qui ont été rendus contre des compagnies dont les stipulations étaient bien plus favorables à l'idée de faculté qu'à celle d'obligation.

410. — Supposons qu'il y ait un engagement, une obligation : quelle en est la portée ? La compagnie s'engage à plaider, sous le nom de l'assuré, sans paraître officiellement au procès ; les tribunaux semblent croire qu'en l'appelant en garantie, on ne fait que la forcer à exécuter son obligation. Il me semble que c'est une grave erreur : d'abord, contre sa volonté formelle, on la rend partie à l'instance. En outre, et ceci est plus sérieux : à quoi s'oblige-t-elle ? A défendre le patron, prétendre qu'il n'est pas coupable. Or, ne voit-on pas qu'il n'y a aucun moyen de la forcer à prendre ce rôle si elle ne le veut pas ? Mise en cause, que va-t-elle faire ? Si elle a refusé de diriger le procès, c'est qu'elle a une cause de déchéance à opposer à l'assuré, et au lieu d'assister son assuré dans sa lutte contre la victime, elle va le combattre et peut-être fournir à cette dernière des armes qu'elle a puisées dans les déclarations mêmes de l'industriel, dans la surveillance exercée par ses agents à elle dans l'usine, et qui auraient échappé sinon à l'ouvrier, du moins à sa veuve ou à ses enfants. Elle va s'efforcer d'établir, par exemple, que le patron a commis une faute lourde ou un délit, puisqu'elle ne répond pas des accidents qui résulteraient de fautes présentant ce caractère ; et ne voit-on pas que le tribunal accordera des indemnités plus élevées que si la faute avait été considérée par lui comme légère ?

Si les patrons réfléchissaient à tout cela, ils ne s'em-

presseraient pas tant d'appeler l'assureur en garantie, ils n'iraient pas de gaieté de cœur chercher un second adversaire.

411. — Mais enfin, peut-on dire que l'engagement de la compagnie, si engagement il y a, doit être considéré comme une soumission formelle à l'appel en garantie? La question ne pourrait se discuter qu'en cas de silence absolu de la police sur cette question de la mise en cause, et il me semble qu'une clause formelle est nécessaire pour déroger aux principes généraux du droit. Or, la clause sur la direction des procès ne me paraît pas avoir ce but : elle s'explique autrement, et la conséquence qu'en tire la jurisprudence ne me semble pas fondée, surtout en présence des clauses attributives de compétence. Mais je ne comprends plus du tout l'interprétation des tribunaux, lorsqu'ils l'admettent malgré les articles des polices qui stipulent formellement que, « en aucun cas, la compagnie ne pourra être mise en cause ou appelée en garantie. » Comment, dans ces conditions, peut-on concevoir qu'elle ait dérogé aux principes généraux de la compétence, puisqu'elle les affirme avec la plus grande netteté et proteste de la façon la plus catégorique contre l'induction qu'on prétendrait tirer des autres parties du contrat. La jurisprudence ne s'est pas arrêtée devant cette difficulté, qui nous semble insurmontable; elle dit : L'obligation de l'assuré de ne pas appeler en garantie l'assureur est corrélatrice de l'obligation correspondante de ce dernier, de venir de lui-même au procès : si la compagnie n'exécute pas son obligation, le souscripteur de la police « se trouve par cela même dégagé de la sienne et autorisé d'ores et déjà à exercer son recours contre elle. » (V. p. 290, note, n° 1). Ce raisonnement ne me satisfait pas davantage : rien ne prouve que les deux obligations soient corrélatives, et qu'il y ait même une obligation du côté de la société.

En somme, dans toute cette discussion, on oublie trop

le grand principe que les obligations font la loi des parties, et qu'on doit les respecter tant qu'elles ne sont pas contraire à l'ordre public. Y a-t-il violation de l'ordre public? Les tribunaux n'ont pas osé l'affirmer, sauf un (v. p. 290, note, n° xii), qui n'a pas hésité à dire que « si en principe la clause défendant à l'assuré d'appeler la compagnie en cause n'a rien de contraire à l'ordre public et est parfaitement licite en soi, elle est nulle, aux termes de l'art. 1174 du C. civ., comme constituant une clause potestative, quand la compagnie entend s'en prévaloir pour repousser la demande d'un assuré qui lui a régulièrement dénoncé le sinistre. » Je ne puis arriver à saisir ce qu'il y a de potestatif dans cette clause. La compagnie peut s'en prévaloir ou la laisser de côté, à son gré, comme toutes celles qu'elle a insérées dans le contrat en sa faveur.

En résumé, je ne puis me rallier à cette jurisprudence, et je crois que l'assuré ne peut, à peine de déchéance de l'assurance, appeler en garantie son assureur; les clauses les plus formelles le lui interdisent, et, du reste, le jeu des principes en matière de compétence suffirait à l'en empêcher.

412. — *Subrogation*. — Les compagnies stipulent que l'assuré devra les subroger dans ses droits contre la personne qui répond de l'accident. Cela n'a guère d'intérêt; en effet, elles renoncent à tout recours contre le patron, et leur recours contre les ouvriers ou contre-maîtres sera le plus souvent illusoire.

413. — VII. DROITS DE L'OUVRIER CONTRE LA COMPAGNIE. — *A-t-il un droit exclusif à l'indemnité?* — Nous aurons quelques mots à dire seulement sur la situation de la victime de l'accident, par rapport à l'assureur. L'ouvrier ne peut réclamer contre ce dernier une action directe; personne n'a songé à lui en attribuer une. Mais une fois qu'il aura établi sa créance contre son patron, il pourra agir contre la compagnie, en exerçant les droits de ce

dernier, en vertu de l'article 1166 du Code civil. Mais ne se trouvera-t-il pas exposé au concours des autres créanciers du patron ?

414. — Nous n'avons pas, pour éviter ce résultat, les mêmes arguments qu'en matière d'assurances collectives. Mais il n'est pourtant pas absolument inévitable. D'abord, la compagnie, transigeant avec la victime, lui paiera directement l'indemnité ; de même, elle peut, après condamnation du patron, la faire venir et lui remettre la somme fixée par le jugement. Elle le peut ; car, en le faisant, elle a rempli son obligation, qui est d'éteindre la dette du patron. Celui-ci ne peut donc lui faire un grief de ce qu'elle ne lui a pas versé directement la somme. Elle répondra : Je devais couvrir votre responsabilité civile, je devais vous indemniser en payant votre dette, j'ai fait tout ce que je devais. Supposons que les autres créanciers du patron aient fait entre ses mains des saisies-arrêts : elle pourra, je crois, payer aux mains de la victime, au mépris de ces oppositions ; l'insolvabilité de son créancier ne peut avoir pour résultat de changer la nature de sa dette, et de lui enlever un des moyens de se libérer sur lequel elle doit compter. Mais si elle peut agir ainsi, y est-elle forcée ? Autrement dit, la victime de l'accident a-t-elle un droit exclusif sur l'indemnité due par la compagnie ? C'est une question analogue à celle que nous avons étudiée en matière d'assurance collective ; nous est-il possible de lui donner la même solution ? Cela est plus douteux, car nous ne trouvons rien dans le contrat qui semble indiquer que l'assureur doive payer aux mains de l'ouvrier. Ne faut-il pas recourir à la théorie du privilège sur les créances ?

415. — Voyons comment la question s'est posée dans la pratique. Le patron, étant commerçant, est tombé en faillite, et il obtient un concordat de 50 %, par exemple, en conséquence duquel l'ouvrier verra réduire de moitié

la somme à lui allouée par le tribunal ; était-elle de six mille francs, il n'en touchera que trois. Le syndic pourra-t-il exiger que la compagnie lui verse le montant total de la condamnation, ou n'aura-t-il droit qu'au remboursement du dividende attribué à la victime ? La question s'est présentée depuis longtemps, en matière d'assurance de risque locatif et de recours des voisins. La jurisprudence a reconnu jadis un droit exclusif au propriétaire sur l'indemnité du risque locatif (1) ; et les arguments apportés en faveur de cette thèse me paraissent tout à fait convaincants. L'assurance ne peut être pour l'assuré, ni pour ses créanciers, que la réparation du préjudice causé, et non une source de bénéfices. Or, c'est à ce résultat, tout à fait contraire à l'esprit de l'assurance, qu'on aboutirait, en admettant que la masse pourrait être autorisée à toucher le montant de l'indemnité, tout en ne payant le propriétaire qu'au marc le franc de sa créance. On répondait que ce système aboutissait à accorder au propriétaire, sur les deniers de son locataire, un privilège que la loi ne lui accorde que sur le mobilier ; la jurisprudence répondait que, recevant la somme destinée à opérer la libération du locataire envers lui, le propriétaire ne recevait aucune portion de l'actif de son débiteur, puisque le montant du risque locatif n'a jamais fait partie de cet actif et que, par conséquent, il n'existait pas de privilège.

416. — Malheureusement cette théorie, si bien basée sur les principes du droit, si conforme à l'équité, n'a pas triomphé, et la jurisprudence est depuis longtemps fixée dans le sens contraire (2) ; l'argument qui l'a touchée est que le concordat n'est pas une remise de dette et que, par conséquent, le locataire ne fait que toucher ce qui

(1) Paris, 13 mai 1837 ; S. 1837, II, 372.

(2) Paris, 21 août 1868 ; B. de M., II, 357, et 28 juillet 1875, *ibid.*, II, 507.

lui est dû. Un arrêt récent ⁽¹⁾ a fait l'application de ces idées à notre assurance de responsabilité. Je crois devoir en citer les considérants : « La société est tenue de garantir ses membres de toutes les conséquences pécuniaires des accidents ; toute condamnation prononcée contre un assuré au profit de la victime d'un accident et constituant, au profit de celle-ci, un droit affectant le patrimoine de cet assuré, rentre évidemment dans ces conséquences... Il suffit, dès lors, que ce droit soit né et acquis pour donner, par contre, ouverture à la garantie, quel que soit le mode d'exercice de ce droit et quelles que soient les circonstances ultérieures de fait qui peuvent entraver cet exercice ; que ces circonstances, alors qu'elles sont complètement étrangères à la compagnie assurante, ne peuvent lui bénéficier, modifier ses obligations et l'autoriser à s'y soustraire ; il s'ensuit qu'il n'importe pas, au point de vue de la garantie promise, que L. ait, depuis sa condamnation, obtenu un concordat ; qu'il n'a pas modifié les condamnations prononcées au point de vue des victimes, ni les droits qui peuvent en résulter ; qu'il n'est donc pas exact de prétendre que, dans ces circonstances, L... puisse bénéficier personnellement de sa faillite. »

417. — Je ne puis pas considérer comme sérieux l'argument qui consiste à dire que le concordat n'équivalant pas à une remise de dette, ce qui est, du reste, douteux en soi, la faillite ne fait aucun bénéfice ; il est certain que l'actif se trouve augmenté sans que le passif soit augmenté de pareille somme, au moins pour le moment ; la possibilité d'une réhabilitation ultérieure, nécessitant un paiement complet des dettes, ne change rien, au début, à la réalité des faits. Et cette solu-

(1) Paris, 19 juin 1888 ; Rec. Pér., 1888 : p. 172 : Leturgeon, directeur de la Société d'assur. mut. des entrepreneurs de maçonnerie du départ. de la Seine c. Lecorm et Maillard, ès nom.

tion est d'autant plus regrettable que, quoi qu'en dise le jugement, admettre la solution contraire ne serait pas modifier les obligations de la compagnie et la libérer pour partie; si nous prétendons que le syndic ne peut demander à la compagnie de lui verser la somme, il aurait toujours *le droit d'exiger qu'elle la paie intégralement à la victime, et la victime pourrait, d'après nous, demander elle-même le complément de l'indemnité* sans que l'assureur puisse lui opposer le concordat.

418. — Le résultat de la théorie qui a prévalu en jurisprudence est donc contraire à l'équité, et le législateur s'en est aperçu. Par une loi très courte, en date du 19 février 1889, il a décidé (art. 3) que, en cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'immeuble lésé, ou le voisin, ou le tiers subrogé à leurs droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre. » Malheureusement, cet article laisse absolument en dehors de ses prévisions l'assurance de responsabilité, et ceci est d'autant plus regrettable que l'article précédent, relatif à l'attribution aux créanciers privilégiés et hypothécaires de l'indemnité d'assurance, est rédigé dans des termes très généraux, dans lesquels toutes les variétés d'assurance peuvent rentrer. On ne saurait trop déplorer cette manière de légiférer à bâtons rompus; il aurait été si facile aux Chambres de trancher, par une extension des expressions de cet article 3, non seulement la question qui nous occupe, mais encore celle de l'assurance collective! Elles ne l'ont pas fait, et nous restons sous l'empire d'une jurisprudence mauvaise qui se trouve ainsi consacrée, puisqu'on n'a pas pensé à y remédier.

APPENDICE

DE QUELQUES VARIÉTÉS DU CONTRAT D'ASSURANCE COLLECTIVE ET DE RESPONSABILITÉ

419. — *Assurance agricole.* — Sous le nom d'assurances agricoles, on désigne deux choses bien distinctes: d'abord, l'assurance contre la grêle et la gelée, et, en outre, l'assurance collective et de responsabilité civile appliquée aux exploitations rurales. Voici la définition de la police d'assurance agricole contre les accidents corporels, d'après la compagnie la Providence (art. 1^{er}) : « L'assurance est souscrite par les cultivateurs, les directeurs d'exploitations et d'établissements agricoles de toute nature, agissant dans l'intérêt de leurs ouvriers ou domestiques. »

Elle a pour objet de garantir au souscripteur des indemnités en faveur de ses ouvriers ou domestiques, atteints dans les travaux de cour, d'écurie, de labours, de semailles, battage et entretien de culture, dans les transports ou le traitement des produits de l'exploitation (distillerie, féculerie, brasserie, meunerie), d'accidents corporels provenant d'une cause violente extérieure, fortuite et involontaire. » Cette assurance comprend, comme l'assurance industrielle, deux polices : une police collective et une police de responsabilité civile. Quelles en sont

les stipulations? Ce sont exactement les mêmes que celles que nous avons étudiées pour les établissements industriels, à une seule différence près. Cette différence a trait au calcul des primes. Les primes sont le plus souvent fixées à forfait, d'après le nombre d'hectares exploités; quelquefois, il est vrai, elles sont fixées d'après le nombre des ouvriers employés; certaines compagnies n'emploient ce second mode de calcul que lorsque l'exploitation est inférieure à 80 hectares (Providence, art. 16). Pour tout le reste, obligations de l'assuré, fixation et paiement des indemnités, etc., nous ne pouvons que nous en référer aux développements déjà donnés.

420. — *Assurance des sapeurs-pompiers. — Loi du 5 avril 1851.* — Une loi fort peu connue, du 5 avril 1851, a établi à la charge des communes l'obligation de fournir des secours et pensions aux sapeurs-pompiers municipaux ⁽¹⁾ victimes de leur dévouement dans les incendies, à leurs veuves et à leurs enfants. » Ces pensions et secours sont dus en cas de mort ou d'incapacité de travail permanente ou provisoire résultant de blessures ou de maladies contractées dans les conditions déterminées par la loi : « Les secours et pensions seront dus : 1° si l'accident a eu lieu dans un incendie, par la commune où le sapeur-pompier aura été tué, blessé ou atteint en luttant contre l'incendie; 2° si l'accident, n'étant pas arrivé dans un incendie, a eu lieu néanmoins dans le service, par la commune à laquelle appartiendra le bataillon, la compagnie ou subdivision de compagnie dont le sapeur-pompier fera partie (art. 3). » Ces indemnités sont fixées par le conseil municipal de la commune débitrice, et toute partie intéressée peut, ainsi que le préfet, se pourvoir devant « le conseil général du département qui statuera en dernier ressort et comme jury d'équité. »

(1) Cette loi ne s'applique pas à la ville de Paris.

Cette loi a donné lieu à une branche spéciale d'assurance, l'assurance des sapeurs-pompiers. Elle a un double but :

I. — D'abord, elle garantit la commune assurée contre les indemnités qu'elle serait tenue de payer en vertu de la loi de 1851 : 1° à ses propres sapeurs-pompiers blessés dans la commune, à l'occasion d'un service commandé (1); 2° aux sapeurs-pompiers des autres communes blessés dans un incendie sur le territoire de la commune assurée, au secours duquel ils seraient venus. Mais l'assurance ne s'applique qu'aux accidents et non aux maladies contractées pendant le service; d'autre part, la garantie de la compagnie n'est pas illimitée. En effet, la police divise les accidents en plusieurs classes, ordinairement cinq : (mort, trois degrés d'infirmité et incapacité temporaire), et attribue à chacune une indemnité déterminée, absolument comme dans l'assurance collective proprement dite.

II. — L'assurance ainsi délimitée constitue une assurance de responsabilité légale. Mais la compagnie garantit en outre « les sapeurs-pompiers de la commune assurée contre les accidents dont ils seraient atteints, en luttant contre un incendie survenu sur le territoire d'une autre commune. » Or, la commune assurée n'encourt dans cette hypothèse aucune responsabilité, tandis que l'obligation de payer les indemnités pèse sur la commune incendiée; aussi la compagnie a soin de stipuler qu'elle se réserve un recours contre cette dernière.

L'assurance doit comprendre toutes les personnes qui font, au moment de la signature de la police, ou feront ultérieurement partie, du corps des sapeurs-pompiers de la commune assurée. Quelques compagnies demandent qu'on leur fournisse un état nominatif de ce

(1) Jugé que l'arrestation des malfaiteurs ne rentre pas dans le service commandé. Trib. civ. Lyon, 11 fév. 1888; Droit, 24 oct.

personnel; toutes demandent qu'on leur notifie les changements, diminutions et augmentations qui y surviendraient pendant la durée de l'assurance. La prime, en effet, est décomptée à tant par tête et par an. Toutes les autres stipulations des polices relatives au paiement des primes, déclarations des sinistres et paiement des indemnités, n'offrent rien de particulier.

L'assurance des sapeurs-pompiers est assez peu répandue; aussi ne mérite-t-elle pas de nous retenir davantage. Disons simplement, en terminant, que les municipalités peuvent contracter une assurance pareille au profit des gardiens de la paix ⁽¹⁾.

Citons encore l'assurance contre les accidents provenant de l'explosion des générateurs, assurance de responsabilité dans laquelle la prime est fixée proportionnellement au nombre et à l'importance des générateurs, ainsi qu'au nombre des ouvriers pouvant être atteints par l'explosion. Enfin, signalons, en terminant, l'assurance destinée à garantir *les pharmaciens* ⁽²⁾ contre la responsabilité civile qui peut leur incomber en cas d'accidents causés aux personnes par suite d'erreurs pharmaceutiques, de leur fait ou du fait de leurs élèves ou aides. L'assurance couvre les dommages alloués aux victimes, mais non les amendes; la compagnie se réserve le droit de transiger avec les tiers lésés. En somme, ce n'est qu'une application de l'assurance du risque des tiers.

(1) Cf. les polices des compagnies Providence, Urbaine et Seine, Abeille et Caisse Paternelle.

(2) Providence.

POSITIONS

DROIT ROMAIN

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

I. — La théorie générale sur la prestation des fautes a dû s'appliquer même à la stipulation (n° 13).

II. — L'action *in factum* accordée par les textes au cas de *damnum non corpori datum* est identique à l'*actio utilis*, accordée dans celui de *damnum non corpore datum* (n° 24).

III. — Le créancier ne peut pas poursuivre par l'*actio legis Aquiliæ* la réparation d'une faute de son débiteur qui ne serait pas prise en considération dans l'action née du contrat à l'occasion duquel le *damnum* s'est produit (n° 39).

IV. — La faute légère ne se présume pas plus que la faute lourde, et la différence qui existe entre ces deux fautes au point de vue de la charge de la preuve doit être justifiée autrement (n° 42).

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

I. — Même avant la constitution de Sévère et d'Antonin, le paiement fait au mandataire du créancier libérerait le débiteur.

II. — La demeure, en principe, est sans influence sur le montant de la dette dans les obligations de droit strict.

III. — Dans les accusations populaires, l'accusateur agissait en vertu d'un droit propre.

IV. — L'action de *ligno juncto* est une action mixte.

DROIT FRANÇAIS

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

I. — A défaut de dispositions spéciales dans les polices, lesquelles devront toujours être interprétées restrictivement, l'indemnité d'*assurance collective* due en cas de mort, doit être attribuée aux personnes souffrant le plus de l'accident, quand bien même elles ne seraient pas héritières de la victime (nos 128 à 134).

II. — Le contrat d'assurance collective ne confère à l'ouvrier, d'après les clauses ordinairement adoptées dans les polices, aucune action directe contre la compagnie (nos 162 à 174).

III. — Même agissant par l'article 1156 du Code civil, l'ouvrier aura un droit exclusif à l'indemnité. Cette solution découle de l'intention des parties telle qu'elle résulte des clauses des polices (nos 217 à 221).

IV. — L'ouvrier a de même un droit exclusif à l'indemnité de l'assurance de responsabilité civile (nos 413 à 418).

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

DROIT CIVIL

I. — L'article 1137 du Code civil exclut toutes les distinctions admises dans l'ancien droit. Le § 2 ne contredit pas le § 1; il ne contient qu'un renvoi à d'autres articles du même Code.

II. — Si on considère l'assuré, qui a souscrit au profit d'un tiers une assurance sur la vie, comme ayant fait une stipulation pour autrui, aux termes de l'article 1121 C. civ., on peut admettre ce tiers à accepter l'acte même après la mort de l'assuré, son droit étant réputé lui venir toujours directement du contrat même d'assurance.

III. — L'ouvrier blessé pendant son travail ne peut agir contre son patron en responsabilité qu'en prouvant la faute de celui-ci.

IV. — En cas de plusieurs ventes successives, la transcription de son contrat par le dernier acquéreur n'arrête pas le cours des inscriptions au profit des créanciers hypothécaires des précédents vendeurs, quand les autres ventes n'ont pas été transcrites.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

I. — Les navires sont, au point de vue du droit privé, régis par la loi du lieu où ils se trouvent.

II. — Le tribunal chargé de conférer la force exécutoire en France à un jugement étranger peut entrer dans un nouvel examen de l'affaire.

DROIT ADMINISTRATIF

I. — La loi du 30 juin 1887 protège la conservation des monuments et objets mobiliers présentant un intérêt national soit historique, soit artistique, sans qu'il soit nécessaire que ces deux intérêts soient réunis.

II. — La sanction de l'article 471 § 15 du Code pénal est applicable aux dispositions portant règlement d'administration publique, du 3 janvier 1889, moins celle de l'article 12, non conforme à l'article 4 de la loi.

Vu par le président de la thèse,
C. BUFNOIR.

Vu par le doyen :
COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le vice-recteur de l'académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE

DROIT ROMAIN

De la Responsabilité contractuelle et délictuelle

	Pages
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Faits donnant naissance à la responsabilité.</i>	
<i>Section I^{re}. — Théorie des fautes dans les contrats et quasi-contrats.</i>	2
<i>Section II. — Du damnum injuria datum</i>	27
CHAPITRE II. — <i>Des actions au moyen desquelles la victime d'un dommage peut en obtenir réparation.</i>	
<i>Section I^{re}. — De l'Actio legis Aquiliæ</i>	47
<i>Section II. — Des actions par lesquelles le créancier peut obtenir réparation du dommage que lui a causé l'inexécution par le débiteur de son obligation</i>	60
CHAPITRE III. — <i>Du fardeau de la preuve dans les contrats et dans la loi Aquilie</i>	71
CHAPITRE IV. — <i>Des conventions ayant pour but de modifier la responsabilité contractuelle et délictuelle</i>	78
CHAPITRE V. — <i>Des dommages-intérêts.</i>	
<i>Section I^{re} — De l'appréciation du préjudice</i>	86
<i>Section II. — Evaluation des dommages-intérêts</i>	97

DROIT FRANÇAIS

Des assurances contre les accidents du travail Assurance collective et de responsabilité civile

INTRODUCTION

	Pages
SECTION I. — <i>Définitions et généralités.</i>	
1. — Définitions.	I
2. — Accidents corporels et matériels.	II
3. — Assurances de réparation et de responsabilité . .	III
4 à 8. — Assurance individuelle	IV
9, 10. — Assurance collective	VII
11. — Nature du contrat d'assurance-accident ; il se distingue de l'assurance-vie	IX
SECTION II. — <i>De l'assurance contre les accidents, en France.</i>	
12, 13. — Son régime légal	XI
14. — Historique de l'assurance-accidents ; sa situation actuelle	XII
15. — Syndicat des compagnies d'assurances-accident .	XV
16. — Des associations mutuelles des carriers, des maçons et des couvreurs	XVI
17. — Caisse d'assurances de l'Etat.	XVIII
SECTION III. — <i>Généralités sur le contrat d'assurances-accident.</i>	
18. — Ses caractères.	XX
19. — Capacité	XXI
20. — Consentement, objet et cause.	XXII
21. — Propositions et polices	XXIII
22 à 25. — Preuve.	XXV
SECTION IV. — <i>De l'assurance contre les accidents du travail à l'étranger.</i>	
27. — I. Pays où l'assurance n'est pas obligatoire. A) Belgique	XXVIII
28. — B) Suisse.	XXIX
29 à 31. — C) Angleterre	XXIX

	Pages
32 à 34. — D) Italie	XXXI
35 et 36. — II. <i>Pays d'assurance obligatoire. — Allemagne</i> .	XXXIII
37 à 39. — Personnes soumises aux deux assurances. . .	XXXIV
40 et 41. — <i>Assurance contre les maladies. — Des caisses</i> d'assurances	XXXVI
42. — Charges de l'assurance	XXXVIII
43. — Secours	XXXIX
44 et 45. — Résultats.	XXXIX
46 à 50. — <i>Assurance contre les accidents. — Organisa-</i> tion	XLI
51. — Mesures préventives des accidents	XLIII
52, 53. — Participation aux charges	XLIV
54. — Indemnités	XLV
55. — Responsabilité du patron	XLVI
56. — Procédure	XLVIII
57 à 59. — Organisation financière de l'assurance contre les accidents	XLVIII
60 à 63. — Résultats de la loi	L
64 à 68. — Statistique	LII
69. — Autriche	LIV

SECTION V. — *Projet de loi sur les accidents adopté par la
Chambre des députés.*

70. — <i>Historique</i>	LVI
71. — I. <i>Résumé du projet. — Principe</i>	LVI
72. — Indemnités	LVII
73. — Constatation des accidents et procédure	LVIII
74. — Assurance	LIX
75. — II. <i>Critique du projet</i>	LIX
76. — Sa raison d'être, d'après ses auteurs	LX
77, 78. — Solutions possibles et système adopté. — Du risque professionnel	LXI
79, 80. — Discussion du principe du risque profes- sionnel. — A) Sa restriction à certaines industries est arbitraire	LXIII
81. — B). Les risques sont sans influence sur la respon- sabilité	LXIV
82. — C). Le risque professionnel ne pourrait couvrir tous les accidents, quelle qu'en soit la cause . . .	LXIV
83 à 85. — D). Il ne pourrait couvrir les accidents dus à la faute de l'ouvrier	LXV
86. — E). La charge ne devrait pas peser uniquement sur le patron	LXVII
87, 88. — F). Le patron acquiert-il en échange la sécu- rité?	LXVII
89. — De l'assurance	LXIX
90, 91. — Nouvel article 1 ^{er} voté par le Sénat	LXX

PREMIÈRE PARTIE

DE L'ASSURANCE COLLECTIVE

CHAPITRE I^{er}. — GÉNÉRALITÉS.

Pages

1, 2. — <i>Définition</i>	1
3. — Le contrat embrasse tout le personnel de l'assuré	2
4, 5. — Exceptions	3
6, 7, 8. — Ouvriers travaillant aux pièces et à la tâche	4
9. — Distinctions admises par la jurisprudence	6
10, 11, 12. — <i>Accidents garantis et exclus</i>	7
13. — Accidents dus à une infraction aux lois et règlements	10
14. — <i>Durée du contrat</i> . — Compagnies à primes	10
15, 16, 17, 18. — Sociétés mutuelles	10
19. — Résiliation du contrat avant le terme fixé. — I. Cessation définitive de l'industrie	12
20. — II. Faillite de l'assuré et de la compagnie	13
21. — III. Vente de l'établissement industriel	13
22. — IV. Décès de l'assuré ou changement de raison sociale	14
23. — Incendie de l'établissement	14
24. — V. Résiliation par le fait de la compagnie	15

CHAPITRE II. — DES OBLIGATIONS DU PATRON SOUSCRIPTEUR DE LA POLICE ENVERS LA COMPAGNIE.

SECTION I^{re}. — *Obligations du patron lors de la formation du contrat.*

26. — Déclarations permettant à l'assureur d'apprécier l'étendue du risque	16
27, 28, 29, 30. — Fausses déclarations et réticence entraînant déchéance	17
31 à 37. — Propositions, — leurs mentions	19

SECTION II. — *Obligations du patron au cours du contrat.*

38. — A) DE LA PRIME	22
39. — I. <i>Son mode de fixation</i>	23
40. — Tarif du syndicat	24
41. — Etablissement de la prime pour chaque assuré	24
42. — Base de la prime. — a) Décompte à forfait	25

	Pages
43 et 44. — <i>b</i>) Prime proportionnelle au nombre des journées de travail ou au montant des salaires. — Obligations du patron relatives à sa fixation . . .	25
45. — Contrôle des compagnies	26
46 et 47. — Sanction des obligations du patron. — Déchéance; dans quel cas	27
48. — Conséquences de la déchéance	27
49. — Suspension de l'assurance	28
50. — II. <i>Paiement de la prime.</i> — <i>a</i>) Payable d'avance. .	29
51. — <i>b</i>) Payable à trimestre échu	29
52, 53. — Délais de paiement et mise en demeure . . .	30
54. — Coût de la police et menus frais	31
55. — B) DÉCLARATION DES AGGRAVATIONS DE RISQUES. .	32
56, 57, 58. — Sanction du défaut de déclaration	32
59. — Quels faits sont à déclarer.	33

SECTION III. — *Obligations du patron après l'arrivée du sinistre.*

60. — Déclaration des accidents	35
61, 62. — Leur constatation	35
63 à 66. — Sanction	37
67. — Réticences	39
68. — Déclaration des actions que les accidents font naître. — Renvoi	39
69. — Obligation du patron de transmettre à l'ouvrier le bénéfice de l'assurance	40

CHAPITRE III. — DES OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE
ENVERS LE PATRON SOUSCRIPTEUR DE LA POLICE. —
DES INDEMNITÉS.

70. — <i>Du mode de fixation des indemnités.</i>	41
71 à 75. — Classification des accidents	41
76. — Des indemnités en cas de mort	45
77 à 81. — En cas d'infirmités	45
82. — En cas d'incapacité temporaire de travail. . . .	48
83, 84. — Observations générales.	49
85. — Du paiement des indemnités : <i>a</i>) en cas de mort .	50
86. — <i>b</i>) en cas d'infirmités	51
87. — <i>c</i>) en cas d'incapacité temporaire	51
88. — Aux mains de qui la compagnie doit-elle payer ?.	53
89. — Limites à l'obligation de la compagnie; maximum; non-cumul des indemnités	53
90 à 94. — Le paiement d'une quelconque des indemnités stipulées dégage-t-il complètement et pour l'avenir la compagnie	53
95. — <i>Prescription.</i>	57

	Pages
96, 97. — Son point de départ	58
98. — Interruption et suspension. . . , ...	61
99. — Subrogation.	62
100. — COMPÉTENCE <i>ratione materiæ</i> . Nature du contrat pour l'assureur. — A) Compagnies à primes.	62
101. — B) Sociétés mutuelles	63
102, 103. — Pour l'assuré: théorie de l'accessoire.	65
104, 105. — Conséquences au point de vue de la compétence	66
106. — Compétence <i>ratione personæ</i>	68
107, 108. — Des agences attributives de compétence	68
109 à 111. — L'art. 420 du C. de Proc. civ. peut-il s'appliquer?	70
112 à 117. — L'art. 181 du même Code s'applique-t-il?	71
118 à 123. — Clauses des polices	57

CHAPITRE IV. — DES DROITS ET DES OBLIGATIONS DE L'OUVRIER DANS LE CONTRAT D'ASSURANCE COLLECTIVE.

SECTION I^{re}. — *Des personnes qui peuvent en réclamer le bénéfice.*

124. — Quels ouvriers ont droit à l'indemnité en cas d'accident? — Renvoi.	79
125. — Quels sont, en cas de mort, les ayants droit de la victime d'après les polices? — La veuve	80
126. — Les enfants mineurs.	80
127. — Ascendants, frères et sœurs mineurs.	81
128. — Difficultés soulevées par l'interprétation de ces clauses.	82
129. — Leur solution dépend de la nature de l'indemnité.	82
130. — Clauses nettement exclusives des autres parents.	83
131 à 134. — Clauses énumératives: sont-elles limitatives?	83

SECTION II. — *Fondement des droits et obligations de l'ouvrier. — Du règlement de chantier.*

135. — Erreur de la jurisprudence	87
136. — Nécessité de distinguer deux contrats successifs.	88
137. — Du contrat passé entre le patron et ses ouvriers.	89
138. — I. <i>Cas où il y a un règlement de chantier.</i>	90
139. — Analyse du règlement de chantier	90
140 à 142. — Il lie le patron et les ouvriers	91
143, 144. — Le fait de la perception des primes est indifférent pour la formation du contrat.	93
145. — II. <i>Cas où il n'y a pas de règlement de chantier.</i> — A) Le patron n'opère pas de retenues.	94

	Pages
146 à 148. — Des retenues faites aux ouvriers . . .	95
SECTION III. — <i>Obligations de l'ouvrier.</i>	
149. — I. <i>Quand il y a un règlement de chantier.</i>	97
150 à 153. — Déclaration des accidents.	99
154 à 157. — Constatation des accidents.	100
158 à 160. — II. <i>Quand il n'y a pas de règlement de chantier.</i>	101
SECTION IV. — <i>Contre qui l'ouvrier peut-il faire valoir les droits qu'il tient du contrat?</i>	
161. — Le contrat lui confère des droits contre le patron.	103
162. — Lui en donne-t-il contre la compagnie?	104
163. — Interprétation de la volonté des parties d'après les clauses des contrats. — I. Il n'y a pas de règlement de chantier.	105
164, 165. — II. Il y a un règlement de chantier. — A) Il ne parle pas de la compagnie.	105
166 à 169. — B) Il indique la compagnie	106
170 à 174. — Clauses des polices déniaut à l'ouvrier l'action directe contre la compagnie	109
SECTION V. — <i>Droits de l'ouvrier contre le patron.</i>	
175 à 177. — I. La compagnie ne se fait pas connaître des ouvriers	113
178, 179. — II. Le nom de la compagnie est indiqué au règlement de chantier	115
180 à 186. — Le patron est tenu seulement de procurer un recours aux ouvriers contre la compagnie	117
187. — Le patron doit établir le fait qui le libère	122
188, 189. — Il peut être tenu de payer les indemnités à titre de dommages-intérêts	122
190 à 192. — Accidents garantis et exclus	124
193. — Des indemnités. Elles sont fixées par le règlement de chantier	126
194 à 196. — Cas où le patron a perçu des primes trop fortes	126
197, 198. — Quand il n'y a pas de règlement	128
199. — Dans quel cas le patron peut tomber sous le coup de l'art. 408 du Code pénal	129
SECTION VI. — <i>Droits de l'ouvrier contre la compagnie.</i>	
200 à 202. — L'ouvrier a, contre la compagnie, l'action de l'art. 1166	131
203 à 206. — Les clauses des polices n'y font pas obstacle	133
207, 208. — Intérêt des compagnies à repousser l'action directe	135

	Pages
209 à 214. — Compensation des indemnités avec les primes	137
215, 216. — Droit pour la compagnie d'opposer à l'ouvrier les déchéances encourues par le patron . .	141
217, 218. — Même en agissant par l'art. 1166, l'ouvrier aura un droit exclusif à l'indemnité	143
219 à 221. — Cette solution découle de l'intention des parties, telle qu'elle résulte des clauses des polices	144
222. — Les allocations quotidiennes pour incapacités temporaires seules sont déboursées par le patron .	146
223. — Dans tous les autres cas, la compagnie paie les indemnités aux victimes directement	147
224 à 228. — La compagnie paie la dette du patron . .	148
229. — L'action du patron ne peut être le gage de ses créanciers. — I. Patron insolvable	150
230 à 235. — II. Patron en faillite	152
236. — Conclusion	156

SECTION VI. — *Examen critique de la jurisprudence et de la doctrine sur la question des droits de l'ouvrier.*

237. — Critique générale de la jurisprudence	157
238 à 244. — Situation du patron d'après la jurisprudence	159
245. — Question de l'action directe de l'ouvrier contre la compagnie	164
246 à 248. — Arrêts qui l'ont refusée	164
249 à 252. — Arrêts admettant l'action directe	167
253 à 255. — Théorie de la stipulation pour autrui . .	170
256. — Théorie de la gestion d'affaires	172
257 à 260. — Réfutation par M. Labbé	173
261 à 274. — Défense par M. Auzière du système de l'action directe	176

SECTION VII. — *Comment prend fin le droit de l'ouvrier?*

275 à 277. — Paiement de l'indemnité	186
278, 279. — Clauses d'option	188
280 à 282. — Analyse de cette clause	189
283 à 286. — Portée de cette clause; elle est double. — Conséquence admise	190
287 à 289. — Conséquence repoussée	193
290 à 294. — Arguments donnés en faveur de la nullité de la clause d'option prise dans son sens large . .	195
295. — Validité de la clause d'option quand il n'y a pas de retenue sur le salaire.	198
296. — Prescription	200
297. — Compétence	201
298. — Conclusions	201

DEUXIÈME PARTIE

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

CHAPITRE I^{er}. — DE LA RESPONSABILITÉ DES PATRONS DANS LES ACCIDENTS DONT LES OUVRIERS SONT VIC- TIMES

SECTION I ^{re} — <i>Jurisprudence.</i>	Pages
299. — I. <i>Principes généraux.</i> — La jurisprudence se résume en trois propositions	203
300 à 304. — <i>Première proposition</i> : la responsabilité du patron découle des art. 182 et suivants	205
305. — Contravention à une loi ou à un règlement	207
306. — Constatation de la faute par les juges du fond ; censure de la Cour de cassation	207
307. — <i>Seconde proposition</i> : La responsabilité du patron s'apprécie avec plus de rigueur vis-à-vis de ses ouvriers que vis-à-vis d'étrangers. Obligations de l'industriel envers ses employés	208
308 à 310. — Qu'est-ce qu'un patron et un ouvrier	209
311. — Accidents dont le patron répond	211
312. — Classification des fautes que le patron peut commettre	211
313. — A) Fautes relatives à son personnel ; son insuffisance	212
314. — Ouvrier inexpérimenté	212
315. — Femmes	213
316. — Enfants	213
317, 318. — Lois et décrets sur le travail des enfants dans les manufactures	213
319. — B) Fautes relatives au matériel. Agencement des machines	215
320. — Défaut d'entretien des machines	216
321. — Engin insuffisant pour un travail déterminé ; engin nouveau	216
322. — Matériaux de mauvaise qualité	217
323, 324. — C) Fautes relatives au mode d'exécution des travaux. Insuffisance des moyens de protection	217
325. — Négligence, dans les manœuvres dangereuses,	

	Pages
des précautions d'usage résultant du fait du patron ou de ses préposés	218
326 à 329. — Ou d'un défaut de surveillance; étendue de cette obligation	219
330. — Règlements d'atelier: le patron doit veiller à leur application	221
331. — Dévouement de la victime	221
332. — <i>Troisième proposition</i> : le patron ne peut stipuler ni directement ni indirectement qu'il ne répondra pas de ses fautes	222
333. — Calcul des dommages-intérêts et du préjudice moral	224
334 à 337. — II. <i>Des ayants droit à l'indemnité en cas de mort de la victime.</i>	224
338. — L'action en indemnité basée sur l'art. 1382 est-elle exclusivement attachée à la personne du créancier.	226
339. — Indemnité consistant en une rente viagère, manière d'en assurer le service	227
340. — III. <i>Compétence ratione personæ.</i>	228
341. — <i>Compétence ratione materiæ.</i>	228
342. — IV. <i>Extinction du droit de la victime.</i> — Prescrip- tion.	229
343. — Paiement de l'indemnité allouée à la victime . .	229
344. 345. — Transaction.	230
346. — Chose jugée au criminel	231
347. — Observation sur les indemnités allouées par les tribunaux	232

SECTION II. — *Doctrine de la responsabilité contractuelle
ou du renversement de la preuve.*

348.	234
349. 350. — Exposé du nouveau système d'après MM. Sauzet et Sanctelette.	235
351. — Théorie de M. Labbé.	237
352. — Auteurs qui ont combattu la nouvelle théorie: MM. Desjardins, Glasson, Delecroix	238
353. — Question de la validité des clauses d'irrespon- sabilité	239

CHAPITRE II. — DU CONTRAT D'ASSURANCE DE RES-
PONSABILITÉ CIVILE.

354. — I. <i>Généralités.</i> — Assurance du risque des tiers .	241
355. — Assurance de responsabilité civile proprement dite	242

	Pages
356, 357. — Elle est le plus souvent l'accessoire d'une police collective	243
358. — Conséquence de ce caractère d'accessoire	244
359. — II. <i>Accidents garantis et exclus</i> . — Renvoi	245
360. — Exclusion des sinistres dus à une infraction aux lois ou règlements; caractère licite de cette clause	246
361. — Faut-il la suppléer dans le silence de la police	247
362. — C'est une clause d'exclusion d'une catégorie de risques et non une clause de déchéance	248
363 à 366. — Sens du mot règlement	248
367. — Y a-t-il exclusion des accidents résultant d'infractions commises par des préposés du patron	250
368, 369. — Doit-on exclure les accidents provenant d'une faute lourde ?	252
370. — Faute lourde de l'assuré	252
371, 372. — Faute lourde des préposés de l'assuré	256
373. — III. <i>Obligation de l'assuré</i> . — Déclarations. — Réticences. — Renvoi	259
374, 375. — Prime. — Elle se confond avec la prime d'assurance collective	260
376. — Raisons d'être de cette unité de prime.	261
377 à 379. — Cette prime ne doit pas être entièrement retenue à l'ouvrier.	262
380. — Déclaration des sinistres et des actions auxquelles ils donnent lieu	265
381. — Défense à l'assuré de plaider et transiger sans l'autorisation de la compagnie	266
382. — Droit de la compagnie de transiger au nom de l'assuré; ses limites	267
383. — Droit de la compagnie de plaider au nom de l'assuré. Est-ce une obligation ?	268
384, 385. — Clauses des polices.	269
386 à 392. — La compagnie doit-elle être considérée comme ayant renoncé à invoquer une déchéance par cela seul qu'elle a plaidé au nom de l'assuré.	271
393 à 395. — IV. <i>Obligations de la compagnie; leur étendue</i>	278
396. — Condamnation consistant en une rente viagère	279
397 et 398. — Frais de justice	279
399. — Amendes	281
400. — Non-cumul avec l'indemnité d'assurance collective.	282
401, 402. — V. <i>Prescription</i>	282
403. — VI. <i>Compétence</i>	284
404, 405. — Appel en garantie. — L'art. 181 du C. Pr. civ. s'applique-t-il ?	285
406. — Dérogation au principe.	288

	Pages
407 à 411. — Clauses des polices; leur interprétation par la jurisprudence	288
412. — Subrogation	293
413 à 418. — VII. <i>Droits de l'ouvrier contre la compagnie.</i> — A-t-il un droit exclusif à l'indemnité.	293
APPENDICE. — DE QUELQUES VARIÉTÉS DU CONTRAT D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS.	
419. — Assurances agricoles	294
420. — Assurance des sapeurs-pompiers	300
POSITIONS.	302

